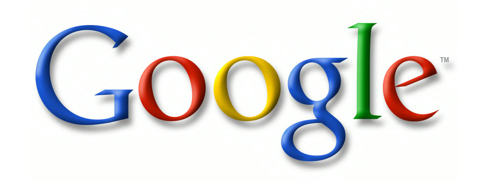
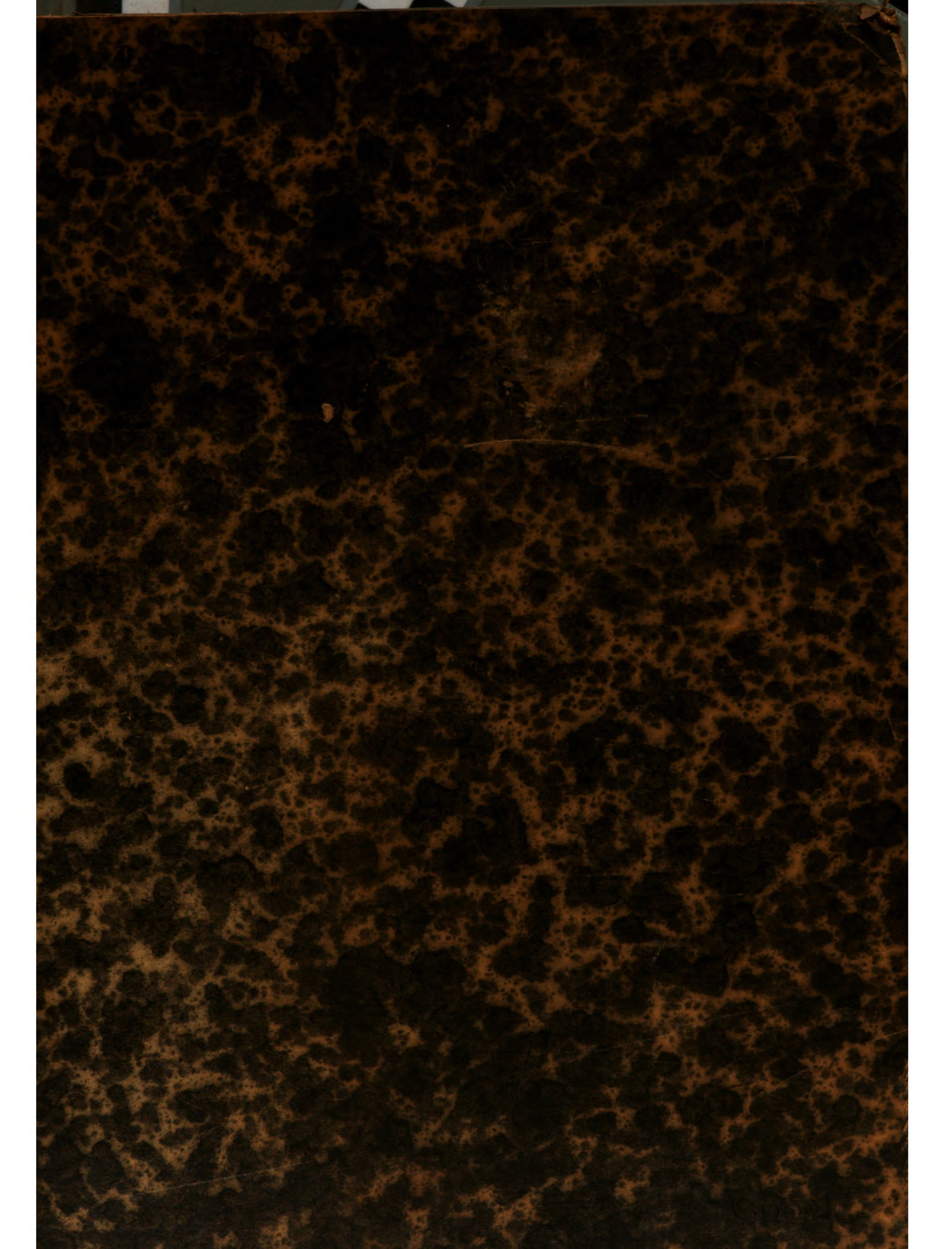







1837
ARTES
SCIENTIA
VERITAS
LIBRARY OF THE
UNIVERSITY OF MICHIGAN
TUEBOR
CIRCUMSPICE
LAW SCHOOL
Digitized by Google



ARCHIVES MUNICIPALES DE BORDEAUX

TOME PREMIER

ARCHIVES MUNICIPALES DE BORDEAUX

LIVRE

DES

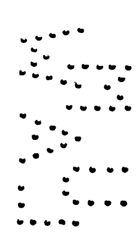
BOUILLONS



BORDEAUX

IMPRIMERIE G. GOUNOUILHOU

1867



INTRODUCTION

L'Administration municipale de Bordeaux ayant décidé de faire imprimer les documents les plus curieux contenus dans les Archives de la ville, la Commission qu'elle a chargée de ce soin a cru qu'il n'était pas inutile de faire précéder cette publication de quelques renseignements sur les vicissitudes que ces Archives ont éprouvées, et sur les travaux projetés ou entrepris à différentes époques, soit pour arriver au classement des documents, soit pour faire connaître les renseignements qui s'y trouvaient.

Les Archives de Bordeaux se sont formées, comme tous les dépôts de ce genre, peu à peu et sans laisser de traces soit d'une fondation, qui n'a pas eu lieu, soit d'adjonctions journalières, qui n'avaient pas besoin d'être constatées par des actes publics. Il est donc très difficile, surtout dans l'état actuel de ce dépôt, de raconter l'histoire des Archives de Bordeaux dans les temps anciens; cependant, quelques faits historiques importants, et qui paraissent avoir eu sur elles une grande influence, méritent d'être signalés.

Longtemps, à Bordeaux et ailleurs, il a passé pour certain

que les Anglais, en quittant définitivement la Guyenne, avaient emporté toutes les archives du pays. Cette opinion, quelque improbable que cela paraisse, se propagea avec une grande facilité : les Français croyaient faire acte de patriotisme en accusant leurs anciens ennemis d'une soustraction odieuse; en revanche, les Bordelais n'étaient pas fâchés de laisser planer sur leurs anciens amis une imputation qui semblait dégager un peu leur responsabilité politique; de leur côté, les archivistes y trouvèrent un prétexte pour excuser leur incurie; tandis que les chroniqueurs et les autres historiens s'empressèrent de confirmer cette tradition, les uns pour déguiser une paresse qui les empêchait de recourir aux documents originaux dont ils étaient encombrés, les autres, comme M. de Bréquigny, pour se donner le frivole mérite d'avoir rendu à leur patrie des documents si précieux que des ennemis vaincus n'avaient pas craint d'en embarrasser leurs bagages. Aujourd'hui, tous les gens qui examinent cette question (ce nombre est beaucoup plus restreint qu'on ne le croit) savent parfaitement qu'il a été impossible à une poignée de vaincus d'enlever à des populations qu'ils ne pouvaient plus défendre, des trésors aussi précieux pour elles, que l'étaient leurs archives dans ce temps-là; et qu'ainsi il est bien certain que les archives bordelaises qui se trouvent en Angleterre sont les originaux des actes expédiés régulièrement par la chancellerie anglaise, et nullement le résultat d'une spoliation générale, puisque, dans nos contrées, tous les dépôts d'archives publics ou particuliers, même celui du domaine royal, ont conservé des documents antérieurs à l'expulsion des Anglais.

La publication des Archives municipales de Bordeaux dé-

montrera jusqu'à l'évidence que ce préjugé, si longtemps et si universellement répandu qu'il n'est pas encore complètement déraciné, n'en est pas moins une fiction complète et dépouillée de toute espèce de probabilité (1).

Près de cent ans après l'expulsion des Anglais, l'histoire de Bordeaux présente une autre circonstance qui passe aussi pour avoir eu une grande importance pour les Archives de la ville. Les Bordelais, s'étant révoltés en 1548, sans avoir les moyens suffisants pour soutenir leur révolte, furent obligés de se soumettre au connétable de Montmorency, envoyé contre eux par le jeune roi de France. Le Connétable châtia la ville avec cette brutale et stupide cruauté qui rendra éternellement son nom exécrable, et parmi les châtiments qui furent infligés par le prétendu juge chargé de rédiger les sentences inspirées par sa colère figure, avec l'abolition des priviléges de la ville, la destruction de tous les titres enfermés dans nos Archives.

Le président de Thou et le père Daniel affirment que les titres et priviléges de la Ville, tant anciens que modernes, furent brûlés dans un feu que les jurats avaient été obligés d'allumer eux-mêmes. Lacolonie, plus explicite, ajoute *que les titres et registres et tout ce qui composait les Archives furent jetés au feu, ce qui causa un si grand préjudice, que quantité de familles en furent dans les suites ruinées.*

En admettant la vérité de tout ou d'une partie de ces assertions, il est certain que les jurats se fatiguèrent bien vite de transporter la masse énorme de leurs archives sur le bûcher qui devait les détruire, car depuis lors plusieurs registres et

(1) Voyez sur ce sujet ce qu'en a dit M. Jules Delpit : *Mémorial Bordelais* du 9 mars 1842 et *Collection générale des documents français qui sont en Angleterre* (Paris, 1847, veuve Dondey-Dupré; in-4°), t. I, p. XIV.

documents antérieurs à 1548 ont échappé à des flammes plus dangereuses que celles du bûcher allumé par ordre du Connétable, et figureront à leur tour dans les volumes dont le Conseil municipal publie aujourd'hui le premier et le plus important.

La Révolution française passe aussi pour avoir causé un préjudice considérable à nos archives municipales; cependant il est certain que les diverses mesures révolutionnaires ordonnant de faire brûler les titres féodaux furent beaucoup moins sévèrement exécutées qu'on ne le suppose généralement (1), et il paraît qu'à Bordeaux, contrairement à de vagues traditions (2), ni la loi du 24 juin 1792, prescrivant la destruction des titres généalogiques qui se trouvaient dans les Archives; ni celle du 5 janvier 1793, ordonnant le triage des parchemins et papiers propres au service de l'artillerie (3); ni celle du 17 juillet 1793, ordonnant de brûler les titres féodaux; ni celle, enfin, du 25 juin 1794, renouvelant la même injonction, ne furent obéies, ou le furent d'une manière tellement mitigée, que l'exécution de ces mesures ne causa aucune lacune importante dans les Archives de notre Municipalité. Pas un historien bordelais ne mentionne des faits de cette nature, et si réellement, à Bordeaux comme ailleurs, on a brûlé énormément de parche-

(1) On conserve aux Archives impériales la liste des brûlements exécutés dans les divers départements. Le département de la Gironde ne figure dans cette liste que pour le brûlement des archives de la petite ville de Sauveterre, et encore il est certain que, même à Sauveterre, le zèle patriotique des agents municipaux fut plus vif que le feu chargé de consumer leurs archives.

(2) Voyez Jules Delpit, *Réponse d'un Campagnard à un Parisien*. Bordeaux, 1857. Veuve Crugy, in-8°, p. 105.

(3) M. Jules Delpit, un des membres de la Commission chargée de publier les archives municipales, a décousu plusieurs gargousses confectionnées pendant la Révolution à la citadelle de Blaye, et il n'y a trouvé que des fragments de registres des tribunaux exceptionnels établis en Guyenne pendant le XVIe siècle.

mins, comme le triage qui précéda ces brûlements fut partout exécuté par d'anciens feudistes ou des hommes de loi, il est probable que les décrets de la Convention ne nous furent pas plus préjudiciables que ne l'avaient été la retraite des Anglais et les ordres du connétable de Montmorency.

Malheureusement, le terrible incendie qui se déclara le 13 juin 1862 dans la partie méridionale de l'Hôtel-de-Ville, eut pour nos archives des conséquences bien autrement désastreuses; et, si les manuscrits et les documents historiques les plus précieux, conservés dans le cabinet de l'archiviste, ont été préservés, presque tout le reste a été plus ou moins endommagé, ou même complètement détruit.

Ces faits historiques sont les seuls qui paraissent avoir exercé une influence capitale sur la destinée de nos archives; et maintenant que nous les avons rappelés, il ne nous reste qu'à énumérer les travaux exécutés dans les Archives de la Mairie, soit pour les classer, soit pour en extraire des renseignements historiques.

Le premier inventaire de ces archives remonte au XIIIe siècle, et se trouve reproduit dans deux cartulaires que nous possédons. On lit, en effet, dans le manuscrit des *Coutumes,* folio CCXXXII : *Asso son las rubricas deus priuilegis que son a Ssent-Alegi, e commenso per A. B. C.* Les pièces indiquées dans cette nomenclature sont au nombre de cent cinquante-trois. Au XVe siècle, cet inventaire fut copié dans le *Cartulaire de l'abbé Baurein,* folio 50, où il est transcrit sans aucune addition ou modification.

Quant aux auteurs qui se sont occupés de l'histoire de notre ville, le plus ancien d'entre eux est Élie Vinet; mais ses études sur les antiquités de Bordeaux n'ayant pas pris

pour base les documents renfermés dans les Archives de la Mairie, nous ne devrions pas plus nous en occuper que des travaux des autres écrivains qui n'ont pas tenu compte de ces documents. Cependant cet illustre érudit mérite une mention spéciale, parce qu'il a tracé la route aux historiens bordelais et encouragé particulièrement le plus célèbre et le plus ancien de nos chroniqueurs, Gabriel de Lurbe, à faire part au public des renseignements historiques qui se trouvaient dans les Archives municipales.

Toutefois il paraît certain, s'il faut s'en rapporter aux expressions d'un chroniqueur encore inédit, Jean de Gaufreteau, auteur d'une continuation de la chronique de Lurbe, qu'avant Vinet il a existé plusieurs recueils, aujourd'hui perdus, dont Jean de Gaufreteau invoque le témoignage, et qu'il désigne sous ce nom : *les Chroniqueurs bordelois*. M. Bernadau (*Annales de Bordeaux,* p. 24), semble confirmer cette assertion, car il cite parmi les manuscrits qu'il a consultés : « *Papiers des abbayes du Carbon-Blanc et de La Sauve où se trouvaient des notes historiques sur Bordeaux.* »

Quoi qu'il en soit, Gabriel de Lurbe est le premier écrivain connu qui se soit servi des renseignements fournis par les Archives municipales; fonctionnaire de la commune, il était placé dans une situation on ne peut plus favorable pour puiser dans les titres et registres de la Mairie les renseignements qui s'y trouvaient; mais ses extraits, beaucoup trop concis, s'arrêtent à 1594.

Jean Darnal, qui plus tard occupa les fonctions de clerc de ville, continua l'œuvre du procureur-syndic de la ville, puisa plus largement que lui dans les Archives de la Municipalité, et s'arrêta à 1619.

A son tour, un avocat au Parlement, Me Pontelier, poussa la continuation de Darnal jusqu'à 1672.

Darnal vivait encore lorsque les jurats de Bordeaux, dans une délibération en date du 13 septembre 1617, ordonnèrent qu'un inventaire de leurs archives fût fait sous la surveillance de deux de leurs collègues, MM. Duval et Chapellas. Nous possédons encore l'inventaire qu'ils firent exécuter; il forme un registre format in-4° contenant 280 feuillets et commençant par ces mots : *Invantaire des pièces quy sont dans le thrésor et archive de la maison commune de Bourdeaux, faict par messieurs Duval et Chapellas, juratz et commissaires à ce faire députés le* [13] *septembre mil six cens dix sept, suivant l'ordonnance de laquelle la teneur s'ensuict;* chaque pièce y est cotée, sans ordre apparent, avec une indication sommaire des matières qui y sont traitées.

En 1659, un historien et médecin nomade, Pierre Louvet, de Beauvais, vint offrir ses services à la ville; il publia, aux frais des jurats, le *Traité, en forme d'abrégé, de l'histoire d'Aquitaine, Guyenne et Gascogne,* pour lequel les Archives municipales fournirent bien peu de renseignements; mais aidé de Léonard Lamoure, clerc du secrétaire de la commune, il rédigea un nouvel inventaire où il classa méthodiquement les archives que possédait alors la Ville. Cet inventaire nous a été conservé, et on y trouve la preuve qu'en 1659, il y avait encore dans nos archives assez de documents antérieurs à l'expulsion des Anglais et à l'arrivée du connétable Anne de Montmorency, pour démontrer, si cela était nécessaire, que les Anglais n'avaient pas emporté toutes nos archives et que le Connétable ne les avait pas toutes détruites.

Le travail de Pierre Louvet et de Léonard Lamoure porte

pour titre : *Résultat des titres induicts et rangés dans les archives de l'hostel de ville de Bourdeaux, l'an 1659, par messieurs Louvet, de Beauvais, docteur en médecine, et Léonard Lamoure, clerc de monsieur Duboscq, clerc et secrétaire de la ville, suivant l'ordonnance de messieurs les maire et jurats du mois de may de la mesme année :* il forme un volume in-folio écrit sur papier, contenant 516 pages et relié en basane.

Le 31 mai 1673, un archiviste anglais, Français d'origine, fit savoir à la Municipalité de Bordeaux qu'il existait à la Tour de Londres plusieurs documents utiles aux intérêts de la ville de Bordeaux, et une délibération de la jurade du 14 juin 1673 chargea l'un des jurats, M. Durribau, de s'entendre avec cet archiviste pour faire venir des copies de ces pièces. Quarante-trois copies collationnées, envoyées de Londres, existaient encore dans les Archives de la Mairie avant l'incendie de 1862, et y étaient renfermées dans le carton intitulé : *Chartes originales des rois d'Angleterre* (1).

Depuis le passage de P. Louvet à Bordeaux, il s'écoula près d'un demi-siècle sans que personne songeât sérieusement à tirer parti des renseignements historiques renfermés dans nos Archives. Il faut cependant rappeler qu'à l'imitation de Me Pontelier, avocat et jurat, qui avait continué la chronique de Darnal jusqu'à 1672, un autre avocat et jurat, Me Tillet, fit imprimer en 1703 un supplément au travail de Pontelier, supplément qui s'arrêtait à 1701.

Plus tard, Me Tillet fit réimprimer son travail, qu'il poussa jusqu'en 1716, et l'intitula : *Chroniques historiques et poli-*

(1) Jules Delpit, *Collection générale des documents français....*, t. I, p. XIII.

tiques de la ville et cité de Bordeaux. Les exemplaires de cette édition, dédiée au duc de Lavrillière (ce qui valut à son auteur une pension dont il jouit jusqu'à sa mort, arrivée en 1772), sont très rares. M. Bernadau prétend qu'il n'en fut imprimé que cent cinquante exemplaires, et que ces exemplaires ont le mérite particulier d'être suivis d'une table des matières, ce qui manque jusqu'ici à toutes les éditions des *Chroniques* et des *Histoires* de Bordeaux.

Vers le milieu du siècle dernier, les jurats avaient fait exécuter, on ne sait par qui, mais par un écrivain dont l'écriture était remarquablement nette et lisible, un répertoire général de toutes les matières traitées dans les registres de la jurade et dans les autres recueils ou collections de titres que contenaient les Archives de la Mairie. Ce répertoire, par ordre alphabétique, était rédigé avec une clarté et une sûreté d'expressions remarquables. Tout porte à croire qu'il était aussi complet qu'exact. Ce travail était donc utile autant que précieux, puisque, en mettant instantanément sous les yeux du chercheur tous les renseignements contenus dans les Archives sur un même sujet, il pouvait en quelque sorte tenir lieu des documents égarés ou détruits, et qu'il en indiquait la substance d'une manière complète, bien que concise.

Il résulte de quelques lettres conservées dans les Archives de l'Intendance de Guyenne, que cet inventaire ou répertoire avait été entrepris, conformément à un arrêt du Conseil, du 29 octobre 1751, provoqué par M. de Tourny, et dont l'exécution avait été confiée à MM. Despiaut et Galatheau, jurats, dont la jurade fut prolongée de deux années pour faire achever ce travail. (*Archives du département; série C*, n°s 910 et 911.)

Malheureusement, l'auteur de ce travail (il avait aussi été employé dans la *Garde-note des notaires*) avait écrit, pour le rendre plus parfait, chaque article sur de grandes feuilles de papier séparées, entre lesquelles il était possible d'intercaler un article nouveau ou d'ajouter un nouveau paragraphe; il résulta de cette sage prévoyance un grave inconvénient. Chaque fois qu'un des magistrats municipaux ou l'un des employés de la Mairie eut besoin de faire une recherche particulière, il emprunta les feuilles du répertoire où cet article se trouvait traité, et le plus souvent négligea de les rendre, ou les rendit insérées dans les dossiers des affaires auxquelles elles avaient servi; si bien que, avant peut-être que le travail eût été complètement achevé, ces feuilles furent tellement dispersées dans tous les sens et dans tous les cartons des Archives, que bientôt il n'en resta pour ainsi dire aucune trace, que naguère personne n'en connaissait plus l'existence, et que ce fut à grand'peine qu'un nouvel archiviste, M. Detcheverry, put reconnaître que ces feuilles isolées, qu'il rencontrait partout, avaient fait partie d'une collection importante. A la suite d'un travail aussi long que pénible, ce répertoire était déjà, sauf quelques lacunes, retrouvé presque tout entier, lorsque MM. Detcheverry, Brunet et Delpit demandèrent au Conseil municipal, comme nous le dirons plus tard, une subvention pour publier, aidés de ce guide précieux et des autres ressources que présentaient alors les Archives, l'analyse des registres de la jurade qui existaient encore. Cette demande fut repoussée, et le vent qui souffla quelques jours après l'incendie du 13 juin 1862, dispersa, mais cette fois sur le gazon du jardin de la Mairie, les débris informes et mouillés de ce magnifique répertoire.

Ce fut aussi au milieu du XVIIIe siècle que furent publiées les savantes dissertations de M. l'abbé Philippe de Venuti. Une tradition, confirmée par M. Bernadau (*Annales de Bordeaux,* p. 12), fait venir Venuti dans notre ville, attiré par Montesquieu, pour y entreprendre une histoire de Bordeaux, à laquelle l'auteur de l'*Esprit des Lois* offrait de contribuer. Il est certain que l'abbé P. de Venuti vint en France, en 1739, comme prieur de l'abbaye de Clairac, avec des lettres de recommandation pour Montesquieu, qui ne le connaissait pas, et qu'une récompense accordée par les jurats au savant abbé lui fut donnée non pas comme paiement des *Dissertations sur les anciens monuments de la ville de Bordeaux,* mais comme remercîment des inscriptions composées pour le passage de Mme la Dauphine à Bordeaux, en 1745. Ces *Dissertations* furent publiées par le fils de Montesquieu, après le retour de l'abbé de Venuti en Italie, et l'auteur a constaté (page 154) que, par une méfiance mal entendue, MM. les jurats n'avaient pas même voulu lui laisser consulter le *Livre des Bouillons.*

Vers la même époque, les grands travaux d'érudition et de philosophie historique, exécutés par les maîtres de la science, parmi lesquels Bordeaux cite avec orgueil Montesquieu, inspirèrent à un ministre secrétaire d'État, M. Bertin, dont la mémoire sera toujours honorée par les érudits, l'heureuse et patriotique pensée de donner une impulsion plus active aux grands travaux d'histoire, en les faisant encourager et diriger par le Gouvernement.

M. Bertin, aidé d'abord de M. de Bréquigny et de M. Moreau, avait formé le magnifique projet de faire faire par les savants de toutes les localités, religieux ou laïques, un répertoire de tous les dépôts d'archives qui existaient alors en

France; et de plus un immense recueil contenant des notices abrégées de toutes les chartes conservées dans les diverses Archives royales; et des copies fidèles de toutes celles qui se trouvaient dans les chartiers particuliers [1].

Les intendants des provinces reçurent des instructions en conséquence; mais ce n'est pas ici le lieu de rappeler les vicissitudes de cette immense entreprise; elles se trouvent consignées soit dans les nombreux documents rapportés par M. Champollion-Figeac aîné, dans la préface de l'ouvrage qu'il a intitulé : *Lettres de Rois, Reines et autres personnages...* [2], soit dans les registres de la correspondance de M. Moreau, conservés parmi les manuscrits de la Bibliothèque impériale, soit dans deux brochures publiées par M. Moreau lui-même : l'une, en 1782, sous ce titre : *Plan des travaux littéraires ordonnés par Sa Majesté pour la recherche, collection et emploi des monuments de l'histoire;* l'autre, en 1787, et intitulée : *Progrès des travaux littéraires ordonnés par Sa Majesté.*

Mentionnons en outre que la Ville, pour soutenir un des nombreux procès que lui suscitait le Domaine, eut recours à la collection de copies de chartes que M. de Bréquigny avait rapportées de Londres et qu'elle les fit imprimer sous ce titre : *Lettres patentes en faveur de la ville de Bordeaux, nouvellement découvertes dans le dépôt de M. le marquis de Bréquigny, expédiées en forme le 2 juin 1784, rangées suivant l'ordre des matières, avec le numéro qui marque l'ordre dans lequel elles ont été produites au procès.* (Paris, 1784, d'Houry, in-f°, 25 pages). Ces pièces, au nombre de quinze,

[1] D'après le relevé général qui fut fait en 1770, il y avait alors en France 5,700 dépôts d'archives.

[2] Paris, 1839, imprimerie royale, in-4°.

sont imprimées sur deux colonnes : l'une pour le texte latin, l'autre pour une analyse sommaire en français.

Quelques années avant cette époque, la congrégation des Bénédictins de Saint-Maur avait proposé à la ville de Bordeaux de se charger d'écrire l'histoire de la province de Guyenne en vingt-cinq ans, et celle de la ville de Bordeaux en vingt ans, moyennant une subvention de 1,000 livres par an pour l'histoire de la province, et une de 500 livres pour celle de la ville : la jurade avait accepté cette proposition par délibération datée du 28 avril 1752.

Quatre religieux furent, à ce qu'il paraît, chargés de cet important travail : dom Saint-Julien, ancien professeur de mathématiques au collége de Sorèze, et qui resta toujours à Pau; dom Baubens, qui commença à recueillir des documents dont les registres de M. Moreau contenaient encore la nomenclature en 1784; dom Carrière, qui nous occupera bientôt, et enfin dom Devienne, qui, par ses travaux, a exercé une très grande influence sur les études historiques relatives à Bordeaux.

Il y avait déjà deux ans que le traité entre la congrégation de Saint-Maur et la ville de Bordeaux avait été passé, lorsque, en 1754, dom Devienne, alors âgé de vingt-six ans, fut chargé par ses supérieurs de travailler à l'histoire de la Guyenne.

Pendant six années, le jeune bénédictin fit des recherches dans les archives du Périgord, plus encore dans celles de l'Agenais, un peu aussi dans celles de Bordeaux; et, dès 1756, il avait fait distribuer un prospectus de l'*Histoire de la Guyenne,* au moment même où des difficultés s'étant élevées entre la Congrégation et la Ville, celle-ci cessait de payer et celle-là de travailler.

S'il faut s'en rapporter à ce que dit dom Devienne, ses collègues et lui avaient alors rassemblé les copies de huit cents chartes, qui furent déposées dans les Archives de la Ville; mais l'historien bordelais prétend ailleurs qu'une partie de ces copies avait été remise à Bordeaux, au prieur de l'abbaye de Sainte-Croix, et le surplus à Paris, à l'abbaye de Saint-Germain des Prés.

Néanmoins le premier volume de l'histoire de Bordeaux était prêt à être publié, et dom Devienne pensa qu'il pourrait faire de nouveaux arrangements avec la jurade. Il partit pour Paris, fit approuver son manuscrit par le censeur royal, et comme des confrères jaloux lui suscitaient quelques entraves, il crut pouvoir intenter un procès à ses supérieurs devant le Parlement de Paris : il s'en suivit une lettre de cachet qui le força d'interrompre tous ses travaux.

Il y avait déjà neuf ans que le premier volume de l'histoire de Bordeaux avait été approuvé par le censeur royal, lorsque, le 10 août 1770, dom Devienne obtint enfin de son supérieur l'autorisation de faire imprimer cet ouvrage. Six mois après, le volume paraissait.

Dans l'état actuel des Archives de la Mairie, il est difficile de connaître quels nouveaux arrangements intervinrent entre les jurats et dom Devienne. Nous savons seulement que la Ville, pour s'indemniser des 6,000 livres qu'elle avait avancées, réclama cinq cents exemplaires de ce volume. Les frais d'impression restaient sans doute à la charge de l'éditeur.

Dans l'intervalle, le Gouvernement, poursuivant toujours, malgré d'infructueuses tentatives, le projet de ses grands travaux, le Ministre écrivit à dom Devienne et à dom Baubens afin de savoir s'ils avaient fait un recueil de chartes pour servir

de preuves à l'histoire à laquelle ils avaient travaillé. Les deux religieux répondirent qu'ils étaient disposés à contribuer au recueil que le Ministre voulait former, pourvu qu'il y eut des fonds pour cela. Dom Baubens ajouta qu'il avait des motifs, qu'il dirait au besoin, pour ne pas travailler avec dom Devienne; et dom Devienne, qui était poursuivi par l'idée fixe de venir à Paris, d'où ses supérieurs le tenaient éloigné, profita de l'occasion pour demander l'autorisation qui lui était obstinément refusée.

Enfin, soit par l'intervention du Ministre, soit par la protection de l'archevêque de Bordeaux, du maréchal de Richelieu, du marquis de Chapt de Rastignac, ou de tout autre, dom Devienne obtint l'autorisation si ardemment désirée. Il passa neuf mois à Paris, dépensa bien au-delà de la nouvelle somme que les jurats lui avaient accordée pour terminer son second volume, et, comme il ne put vaincre les obstacles qui s'opposaient à la publication de cette seconde partie de l'histoire de Bordeaux, il intenta un nouveau procès à ses supérieurs, fut de nouveau mis en prison, et, quand il en sortit, sa congrégation exigea qu'il ne résidât plus dans aucune maison de son ordre. Cependant elle lui donna une pension, et lui rendit ses papiers, parmi lesquels se trouvait le manuscrit du second volume de l'histoire de Bordeaux paraphé à chaque page par le censeur. Dom Devienne quitta définitivement nos murs en 1782, et nous n'avons plus à nous occuper de sa carrière aventureuse que pour rappeler les vicissitudes éprouvées par cette portion de son œuvre.

Si réellement il y a jamais existé un manuscrit de ce deuxième volume de l'histoire de Bordeaux paraphé par le censeur royal, il a dû être emporté par dom Devienne;

mais le manuscrit original, écrit de la main de l'auteur, fut remis à la jurade (s'il faut en croire M. Guilhe), et demeura dans les mains de M. de Sèze aîné, l'un des jurats de cette époque. Une copie hâtive fut faite et confiée à l'Académie de Bordeaux pour en apprécier le mérite; cette copie resta entre les mains de M. de Lamontaigne, secrétaire perpétuel de cette Académie, et fut vendue publiquement en 1857 par les héritiers de M. de Lamontaigne, et adjugée pour 600 et quelques francs. Cette vente souleva une polémique dans les journaux de l'époque entre l'archiviste de la mairie et l'acquéreur du manuscrit. Enfin, ce second volume fut imprimé à Poitiers en 1862 par les soins de M. Lacaze, libraire, et la manière dont il a été édité a rendu plus sensible la faiblesse et l'incorrection d'une œuvre véritablement peu sérieuse.

Revenons au récit des travaux historiques exécutés sur les documents que renferment les Archives de la Mairie.

Dom Carrière était un des bénédictins auxquels le Régime de la congrégation avait donné le titre d'historiographe de Guyenne; pendant longtemps il négligea les travaux que son titre lui imposait, mais lorsque dom Devienne eut quitté définitivement Bordeaux, il s'en occupa plus activement. Dom Chevreux, président du bureau littéraire nouvellement établi à l'abbaye de Saint-Germain des Prés, annonça que la Congrégation partagerait les frais des travaux avec la Municipalité de Bordeaux, *qui avait bien droit de se plaindre qu'on eût si longtemps abusé des secours qu'elle avait fournis si infructueusement*, et il ajoutait qu'il désirait de tout son cœur que dom Carrière *consacrât de bonne foi à cette entreprise son temps et ses talents*. Dom Carrière, auquel les jurats avaient proposé de se livrer à la composition d'essais histori-

ques sur Bordeaux, avait d'abord répondu que cette espèce de recueil d'anecdotes lui répugnait, et qu'il ne l'entreprendrait jamais que comme un délassement. En effet, quelque temps après, le 7 mars 1782, il avait communiqué à l'Académie de Bordeaux un projet de publication d'une histoire générale de Guyenne, qui n'était que la reproduction du travail abandonné par dom Devienne. Celui-ci fit imprimer à cette occasion une lettre très violente contre dom Carrière, et peu après intervint un arrêt du Conseil qui annula les souscriptions reçues par le libraire Pallandre.

Jamais notre ville n'avait vu tant d'écrivains s'occuper à la fois de son histoire que dans la seconde moitié du XVIIIe siècle. L'abbé Baurein, contemporain et émule de dom Devienne et de dom Carrière, et travailleur d'autant plus zélé qu'il n'était astreint au travail par aucune règle, cherchait avant tout à se rendre utile. Aussi modeste que consciencieux, les plus obscures recherches ne répugnaient pas à son ardeur. Employé dans les Archives de l'Intendance, dans celles de l'Académie, dans celles de la Chambre de commerce, dans une foule de chartiers particuliers, il s'occupa surtout dans les Archives de la Mairie à des travaux d'analyse et de classement qui sont encore d'un très grand secours. Dans ses laborieuses études, il s'attacha principalement à l'histoire de nos contrées, et cette passion spéciale lui procura la gloire d'avoir pour ainsi dire devancé son siècle, en démontrant par les *Variétés bordeloises* qu'il était impossible de bien comprendre l'histoire générale avant que les monographies particulières de chaque localité n'eussent été faites. Cependant, lui aussi avait commencé par croire qu'il lui était possible d'écrire l'histoire de la Guyenne, et, dès 1765, il avait

publié un prospectus de l'ouvrage qu'il voulait entreprendre. On croit qu'il s'était associé, pour cette œuvre, l'abbé Jaubert, curé de Cestas; mais son projet, appuyé par l'Intendant et par l'Académie, n'eut aucune suite.

A la même époque, François-Jacques-Thomas-Marie de Montmerci de Saint-Georges, plus connu sous le nom abrégé de Marie de Saint-Georges, obligé de quitter la Bourgogne, était venu s'établir à Bordeaux. Là, il sollicita du Ministre la faveur d'être employé dans les travaux de dépouillement des Archives, et, en attendant, ayant obtenu la permission d'entrer dans nos Archives, il y étudia plus particulièrement les diverses révolutions du gouvernement municipal. Son travail, publié plus tard sous ce titre : *Recherches historiques sur l'office de maire de Bordeaux,* est resté non seulement comme le premier, mais comme un des plus intéressants travaux accomplis sur notre histoire.

Pendant que les Bénédictins, Baurein, Marie de Saint-Georges, etc., se livraient à leurs recherches, l'abbé Pierre Jaubert, curé de Cestas, s'occupait de son côté d'écrire une histoire de Bordeaux, et il a laissé, dit-on, des *Recherches sur les antiquités de Bordeaux,* dont tous les biographes regrettent la perte, mais dont personne n'a constaté l'existence.

M. Bernadau, dans une note fournie à M. L. de Lamothe, qui l'a insérée dans sa notice sur *l'abbé Baurein,* p. 12, prétendait que l'abbé Jaubert s'était associé à l'abbé Baurein pour la publication, en 1765, du prospectus d'une histoire de la Guyenne; mais la manière dont l'abbé Baurein parle de l'abbé Jaubert, dans son article sur Cestas, prouve surabondamment que, si l'association avait eu lieu, elle avait été bien vite rompue. Du reste, le même M. Bernadau avait déjà dit,

dans les *Annales de Bordeaux,* p. 15, que c'était en 1760 que l'abbé Jaubert avait publié son prospectus, et il n'avait alors parlé d'aucun collaborateur.

En résumé, Jaubert, Baurein, Marie de Saint-Georges, dom Carrière, dom Devienne, Venuti, Louvet, de Lurbe, Darnal et les autres continuateurs de la *Chronique bourdeloise,* sont les seuls écrivains connus qui, avant la Révolution française, aient songé à se servir des documents historiques renfermés dans nos Archives municipales.

La tourmente révolutionnaire commençait à peine à se calmer lorsqu'un jeune homme, qui avait connu dom Devienne, l'abbé Baurein et leurs émules, entraîné par son goût pour l'étude de l'histoire locale, abandonna le barreau, et entreprit de continuer les travaux que les savants de la fin du dernier siècle avaient laissés inachevés.

Pierre Bernadau, après s'être essayé dans la publication de divers travaux *archéographiques,* entreprit, en 1803, la publication des *Annales politiques, littéraires et statistiques de Bordeaux.* Son œuvre, qu'il voulut rendre complète en la faisant précéder de quelques considérations sur les temps anciens, n'était réellement nouvelle qu'à partir de sa seconde partie contenant la suite de la *Chronique bordelaise,* depuis l'époque où les continuateurs de de Lurbe s'étaient arrêtés. Cette seconde partie devait comprendre la chronique des choses les plus mémorables arrivées dans Bordeaux depuis l'année 1700 jusqu'en l'année 1802, et l'auteur, qui avait eu la faculté de consulter tous les registres de la Jurade, en avait extrait année par année tout ce qui lui avait paru digne de remarque. Son travail était destiné à devenir et est devenu très précieux, parce qu'on ne trouve plus que dans ces

extraits, beaucoup trop sommaires, plusieurs renseignements qui, sans eux, seraient ignorés. Malheureusement, l'indifférence du public, que n'avaient pu surmonter dans des temps plus paisibles ni dom Devienne, ni Marie de Saint-Georges, ni l'abbé Baurein, ni d'autres, ne put pas être assez vivement éveillée par la composition d'un ouvrage d'ailleurs assez médiocre; et, l'argent des souscripteurs n'étant pas venu, l'auteur ne put pas même achever sa seconde partie (l'ouvrage devait en avoir cinq). M. Bernadau fut obligé de s'arrêter au milieu de l'analyse de la séance du 10 mars 1789, et fut ainsi dégagé de la tâche, aussi épineuse que téméraire, de raconter, en présence des acteurs mêmes du grand drame qui venait de se passer, les péripéties des scènes auxquelles les lecteurs et l'auteur avaient été mêlés.

L'infructueuse tentative de M. Bernadau calma pour quelque temps les velléités historiques des écrivains bordelais, et nous n'avons pas à nous occuper des dissertations, notices, mémoires, etc., plus ou moins étendus, relatifs à l'histoire de Bordeaux, qui, à cette époque, comme aux époques suivantes, se produisirent çà et là dans les journaux et les autres publications périodiques. D'ailleurs, quel que soit leur mérite, ces publications n'avaient aucun lien avec les documents enfermés dans nos Archives; de sorte que nous n'avons à signaler aucun autre ouvrage d'histoire locale avant 1835.

A cette époque, un professeur d'histoire arrivé récemment au collége royal de Bordeaux, M. J. Rabanis, jeune encore, sentant sa force, et plein d'enthousiasme pour les nouvelles théories historiques, crut qu'il lui serait facile de raconter les faits que d'autres, sans doute, avaient dû suffisamment fouiller, et qu'il n'aurait qu'à les plier aux théories nouvelles,

en les présentant sous une forme plus habile que ne l'avaient fait ses prédécesseurs.

En conséquence, un prospectus fut lancé; les souscripteurs arrivèrent, et l'imprimeur se mit à l'œuvre. Bientôt une introduction brillante et facile, et où il était question de tout autre chose que des sources où l'auteur se proposait de puiser les faits, fut suivie de 140 pages de texte; mais là, M. J. Rabanis crut devoir s'arrêter : il venait de s'apercevoir que les documents sur lesquels s'appuyaient notre histoire n'avaient jamais été explorés, et qu'ils étaient si nombreux qu'il lui serait impossible de les étudier sérieusement pendant que l'imprimeur composerait le récit des premiers siècles. La publication fut arrêtée, les souscriptions rendues, et l'historien se remit courageusement à l'étude.

Après plus de quinze années employées par l'habile professeur à recueillir et à mettre en œuvre les documents que sa position, et les sympathies qu'il avait su gagner, lui avaient fait découvrir, M. Rabanis crut une seconde fois que son œuvre était achevée; mais, désormais sûr de sa force, il n'appela point à son aide les souscripteurs, et le premier volume tout entier fut imprimé dans les ateliers de M. Gounouilhou. Pendant ce temps, les événements politiques enlevèrent M. Rabanis à Bordeaux, et, bientôt après, la mort de l'auteur empêcha une seconde fois son œuvre d'être imprimée complètement.

Ce résultat est d'autant plus regrettable, que les nombreux fragments publiés du vivant même de l'auteur, et un remarquable chapitre inséré plus tard dans une revue (1), prouvent

(1) *Revue historique de droit français et étranger.* Paris, 1861, Auguste Durand, in-8°, t. VII, p. 461 à 524.

que les services rendus à la science par cette publication eussent été bien supérieurs aux inconvénients qui pouvaient résulter, pour la réputation de l'auteur, des inexactitudes qui avaient pu lui échapper.

Au moment où M. Rabanis suspendait volontairement la publication d'une histoire de Bordeaux, qu'il ne se croyait pas encore en état d'achever, un ancien professeur, presque octogénaire, M. Henri-Charles Guilhe, profitant des sympathies nombreuses que l'aménité de son caractère et l'honorabilité de sa vie lui avaient conquises, obtint de publier aux frais de la ville une œuvre intitulée : *Études sur l'histoire de Bordeaux, de l'Aquitaine et de la Guienne, depuis les Celtes jusqu'à la première Révolution française en 1789, formant une histoire complète* (1). L'auteur s'était si peu occupé des document renfermés dans nos Archives, qu'à la rigueur nous eussions pu nous dispenser de mentionner ici son ouvrage.

Peu de temps après, un ecclésiastique du diocèse de Bordeaux, M. l'abbé Sabatier, publia, le 31 juillet 1836, le premier numéro d'une semaine religieuse sous le nom de : *Dominicale bordelaise, journal des connaissances, des faits, des monuments et des hommes, dans leur double rapport avec la religion et l'histoire de Bordeaux*. Ce journal devait renfermer bon nombre d'articles historiques sur l'église de notre ville; mais la *Dominicale bordelaise* n'était qu'un essai pour arriver à la publication d'un recueil plus sérieux de documents historiques, et, dans le fait, elle achevait à peine son premier volume, que déjà l'auteur annonçait un autre ouvrage *pour*

(1) Bordeaux, 1835, Lavigne, un volume in-8° de 380 pages.

faire suite à la *Dominicale*. Le mois suivant, parurent, chez le même libraire, les trois premières livraisons de l'*Archiviste bordelais, recueil de titres et documents pour servir à l'histoire générale de la Guienne propre et du département de la Gironde, par une Société d'historiographes* (¹). Cette publication n'eut pas d'autre suite. Cependant, un an plus tard, le même auteur essaya d'une nouvelle combinaison : il publia sous ce titre : *Mélanges bordelais, ou Collection de Mémoires et de pièces ou titres pour servir à l'histoire générale de Bordeaux et du pays bordelais,* un prospectus d'un recueil historique destiné à former trois volumes in-folio, paraissant simultanément par livraisons de dix feuilles pour chaque volume.

La même année parut la *Statistique du département de la Gironde* par M. Jouannet (²). Les Archives de la Mairie de Bordeaux ont dû nécessairement être mises à contribution par l'auteur; mais dans quelle mesure, rien ne l'indique, et nous n'avançons le fait qu'à titre de simple probabilité.

Vers la même époque, M. Bernadau, qui avait rassemblé pendant plus d'un demi-siècle une foule de documents de tous genres, souffrait impatiemment de voir tant de renseignements précieux enfouis dans ses cartons. Témoin de toutes les tentatives infructueuses qui venaient d'être faites, il comprit qu'elles ne s'étaient produites que parce que réellement les habitants de Bordeaux désiraient une histoire de leur ville, et il lança le prospectus d'une publication intitulée : *Histoire de Bordeaux depuis l'année 1675 jusqu'à l'année 1836, contenant la continuation et le complément des histoires de*

(¹) Bordeaux, 1837, Suwerinck, in-8°.
(²) Périgueux, 1837, Dupont, in-4°, 2 vol.

cette ville qui ont été publiées par M. de La Colonie et dom Devienne, précédée..., etc. (le titre tient presque toute une page).

Cette publication souleva les plus vives critiques en tout genre; mais à peine la première édition, tirée à 300 exemplaires, fut-elle écoulée, qu'un nouvel éditeur acheta à M. Bernadau le droit d'en publier une seconde édition tirée à 600 exemplaires, laquelle fut immédiatement épuisée.

Pendant ce temps, M. le Préfet de la Gironde, sous l'inspiration de M. Rabanis, fondait la *Commission des monuments et des documents historiques du département de la Gironde.* Cette Commission s'occupa plus spécialement des monuments que des documents; cependant, comme elle a publié dans le cours de sa longue existence plusieurs dissertations et quelques documents inédits puisés dans nos Archives, elle devait avoir ici une mention particulière. Nous lui sommes redevables, entre autres, de la publication d'un résumé de l'inventaire de nos Archives Municipales, dressé en 1855 par M. Detcheverry, et sur lequel nous aurons à revenir.

Quelques années plus tard, en 1842, un jeune journaliste, M. Alexandre Ducourneau, habitué à écrire avec facilité et ardent au travail, comprit aussi que les aspirations historiques de la population bordelaise étaient loin d'être satisfaites, et il lança le prospectus d'une grande publication illustrée qu'il intitula : *La Guienne historique et monumentale.* Chaque livraison de textes publiés était accompagnée d'un nombre très considérable de lithographies, dont quelques-unes révélèrent de véritables artistes. Le tout était précédé d'une introduction de plus de 200 pages, où l'auteur avait résumé et condensé pour la première fois, et avec une

certaine habileté, les recherches des érudits qui l'avaient précédé, et le fruit de ses propres investigations.

M. Ducourneau puisa largement dans les documents conservés à la Mairie, et, comme son plan, ou plutôt l'absence de plan, lui permettait d'insérer les travaux de ses contemporains, ainsi que des notices sur toutes les localités et sur tous les personnages éminents, sa publication eut le plus grand succès qu'ait obtenu jusqu'alors aucune publication bordelaise. On peut dire que les critiques, qui ne lui manquèrent pas, furent suscitées plutôt par l'envie que par une juste et impartiale sévérité.

Dans l'année 1844, trois écrivains, que quelques travaux historiques avaient fait connaître, MM. Detcheverry, Jules Delpit et Gustave Brunet, conçurent le projet de faire une publication plus sérieuse et plus vaste que celle de la *Guienne historique et monumentale,* et proposèrent de faire imprimer tous les registres de la Jurade, depuis l'époque où ces registres commençaient à former une série suivie, c'est à dire depuis 1520 jusqu'à 1789. Ce recueil, sans empiéter sur l'histoire proprement dite, devait servir à tous ceux qui s'occupent de notre histoire, et présenter, dans une forme facile à consulter, toutes les décisions prises par la Jurade pendant 269 années.

Pour que l'objet de cette publication pût être apprécié par chaque membre du Conseil municipal en particulier, et que tous pussent en étudier à loisir l'importance et la portée, une lettre des trois collaborateurs, suivie de quelques éclaircissements sur le projet de publication, fut imprimée et distribuée au Conseil municipal. Les auteurs y faisaient valoir l'importance de l'œuvre qu'ils voulaient entreprendre à leurs frais,

et demandaient l'assurance d'une souscription pour cent exemplaires par volume; la publication devant contenir six à huit volumes, publiés dans trois ou quatre années.

Le 9 décembre 1844, M. Rabanis fit, au nom de la Commission de l'instruction publique dont il était l'organe, un rapport sur la demande de MM. Detcheverry, Delpit et Brunet, rapport dans lequel il annonçait, contrairement au texte même de la demande, que la subvention sollicitée était une condition *sine qua non* de cette entreprise; que cette subvention, au lieu d'être, comme les pétitionnaires le demandaient, de 750 fr. par an pendant trois ou quatre ans, s'élèverait à la somme de 7,000 à 8,000 fr. Il terminait en ajoutant que le Conseil, tout en se réservant de donner aux auteurs de cette entreprise, *si elle venait à être effectuée,* tel témoignage d'intérêt qui lui paraîtrait convenable, ne pouvait prendre l'engagement qu'on attendait de lui.

Personne dans le Conseil ne protesta contre cette assertion, en sorte que les *pétitionnaires,* pour lesquels cette *entreprise* ne devait rapporter d'autres bénéfices qu'un labeur aussi fastidieux que difficile, jugèrent à propos de ne pas chercher à mériter le futur témoignage d'intérêt que M. le Rapporteur leur faisait entrevoir. L'incendie du 13 juin 1862 n'a-t-il pas donné quelques regrets aux conseillers municipaux qui pouvaient empêcher de périr près de deux cents registres de la Jurade?

Depuis lors, pendant treize années, aucune publication historique un peu importante n'a été faite d'après les Archives de la Mairie. Enfin, en 1856, parut le premier volume de la deuxième partie de l'*Histoire complète de Bordeaux,* par M. l'abbé Patrice John O'Reilly. Nous n'avons à nous occuper ni du motif qui a fait commencer cet ouvrage par la

seconde partie, ni des appréciations plus ou moins bienveillantes qui accueillirent son apparition; qu'il nous suffise de constater que cette seconde partie, composée presque entièrement de documents contemporains, fournis à l'auteur par l'obligeant concours de M. Detcheverry, peut avoir acquis, au point de vue qui nous occupe, une très grande importance, car beaucoup de ces documents étaient uniques et ont dû disparaître dans l'incendie de 1862.

Peu après, en 1859, fut fondée à Bordeaux une Société qui publie, sous le nom d'*Archives historiques du département de la Gironde,* un recueil de documents inédits concernant l'histoire des anciennes provinces dont le territoire a contribué à former le département de la Gironde. Au nombre des documents qui composent les huit volumes in-4° publiés jusqu'ici par cette Société, se trouvent plusieurs pièces qui avaient été prises dans les Archives de la Mairie et qui ont été ainsi conservées; mais il faut remarquer que, par une sorte de fatalité, beaucoup de documents de même origine, et présentés à la *Société des Archives,* avaient été ajournés par cette considération, qui paraissait prudente, que ces documents étant placés dans un dépôt public et leur conservation assurée, il valait mieux imprimer d'abord les documents placés chez des particuliers.

Enfin, arriva l'incendie qui devait causer des pertes si immenses qu'après cinq ans de recherches assidues l'étendue n'en est pas encore complètement connue. A la première exagération, qui fit croire un instant que toutes nos archives avaient été détruites, a succédé une sécurité presque aussi trompeuse. Bien des gens pensent que, puisque les plus anciens manuscrits et les titres les plus curieux, placés dans le cabinet

particulier de l'archiviste, ont été entièrement conservés, et que, parmi les liasses qui tapissaient la grande salle, plusieurs n'ont éprouvé d'autres dégâts que ceux qui résultent de leurs marges noircies et diminuées par le feu, nous devons nous réjouir que nos pertes historiques n'aient pas été relativement plus considérables. Le fait est que personne ne connaît encore au juste l'étendue et l'importance du désastre. D'énormes amas de papiers et de parchemins sont encore entassés dans tous les coins du bâtiment des nouvelles Archives, et nul ne peut apprécier ce que nous réservent de déceptions ces effrayants monceaux de débris.

Le seul moyen de constater l'étendue de nos pertes, quand on aura fini le triage de ces restes, sera de comparer ce qui aura été retrouvé avec les deux inventaires sommaires publiés dans les *Comptes-rendus de la Commission des monuments et documents historiques*, l'un en 1841, par M. Ferdinand Leroy, l'autre en 1855, par M. Dosquet. Ces deux inventaires avaient été faits sur des notes fournies par l'archiviste de la Mairie, le dernier d'après un travail très considérable exécuté pour être envoyé à Son Excellence le Ministre de l'Intérieur, et dont heureusement M. Detcheverry avait gardé un double. Cet inventaire formait un grand volume in-folio, dans lequel avaient été mis, non seulement le dénombrement général des pièces, mais encore l'analyse et même la copie de quelques-uns des documents les plus curieux.

Le sinistre événement du 13 juin 1862, venant se joindre aux incendies qui avaient détruit les archives des villes de Bourges, de Grenoble, etc., fit comprendre plus vivement que jamais la nécessité de mettre le plus possible les restes

précieux des archives de la ville à l'abri de toutes causes de destruction. M. É. Dégrange-Bonnet, membre du Conseil municipal, proposa le premier de s'occuper de l'impression des archives; mais comme à sa proposition n'étaient pas joints les moyens pratiques d'arriver à ce but important, elle ne produisit aucun résultat.

Enfin, le 6 mai 1864, M. le comte Alexis de Chasteigner, se faisant l'interprète du sentiment public, écrivit à M. Adrien Sourget, adjoint délégué pour l'instruction publique, une lettre dans laquelle il constatait que, puisque l'initiative de quelques particuliers avait pu fonder à Bordeaux une Société [1] qui avait déjà publié plusieurs volumes de documents parmi lesquels s'en trouvaient quelques-uns tirés des Archives de la Mairie, et qui n'existaient plus que dans ce recueil, il était possible et urgent de faire imprimer, aux frais de la Ville, les manuscrits les plus précieux que l'incendie du 13 juin avait plus ou moins épargnés, et qu'une nouvelle catastrophe pourrait complètement anéantir. M. A. de Chasteigner ajoutait que l'Administration municipale qui attacherait son nom à une pareille entreprise, ferait plus, pour transmettre son souvenir à la postérité, qu'en construisant un édifice public que les habitants de Bordeaux pourraient seuls admirer. Ce monument impérissable, qu'elle élèverait au passé de la cité, irait dans toutes les bibliothèques témoigner toujours du goût éclairé de la municipalité, de son intelligente application aux sciences, de son respect pour ceux qui l'ont précédée dans la voie qu'elle suit, et surtout de son amour pour son pays.

[1] La Société des Archives historiques du département de la Gironde.

L'auteur de cette lettre indiquait ensuite les moyens pratiques qui lui paraissaient les plus convenables pour arriver aisément à faire conserver, par une publication digne d'une grande ville, ce qui restait de plus précieux dans nos Archives.

Cette lettre, imprimée dans les journaux de la ville, et tirée à part, de manière à être adressée à chacun des membres du Conseil municipal [1], produisit l'effet naturel de toute pensée juste, qui résume et formule les sentiments déjà développés dans l'esprit de tous : le projet et les moyens pratiques d'exécution proposés par M. de Chasteigner furent adoptés.

En effet, le 20 juin 1864, M. Adrien Sourget, au nom de l'administration dont il faisait partie, s'étayant de la lettre qu'il avait reçue de M. le comte A. de Chasteigner, proposa au Conseil municipal de prémunir à jamais la Ville contre les conséquences de toute nouvelle cause de destruction de ses Archives, et de procurer aux papiers de la grande famille bordelaise un asile assuré et pieux, en entreprenant, sans retard, l'impression de tous les documents intéressants que l'incendie n'avait pas détruits.

En conséquence, dans la séance du 2 septembre 1864, M. É. Dégrange-Bonnet, au nom de la Commission de l'instruction publique et des cultes, dont il était l'organe, présenta au Conseil municipal un rapport dans lequel il fit remarquer que la question de l'impression des Archives municipales n'était pas nouvelle, et qu'elle avait déjà préoccupé à plusieurs reprises des esprits animés du véritable

[1] *Impression des Archives de la ville de Bordeaux. Lettre adressée à M. Adrien Sourget, adjoint au maire de Bordeaux,* par le comte Alexis de Chasteigner. Bordeaux, 1864, Gounouilhou, in-8°, 8 pages.

amour de la science et d'un patriotisme éclairé, mais qu'il constatait avec regret que le silence des administrations d'alors avait été la seule réponse à ces généreuses pensées; que l'incendie du 13 juin 1862 a dû faire naître le repentir dans quelques esprits, et doit devenir, pour le Conseil municipal, un grand enseignement.

Cependant, disait-il, après ce désastre, des monceaux de débris à demi-consumés ont été *entassés* et *promenés* dans plusieurs locaux, et exposés à de nouveaux dangers. Pendant quelque temps, on paraissait même les avoir oubliés, ou les considérer comme ne pouvant plus servir. Heureusement ces dispositions sont changées; un travail plus actif de recherches et de classement a été entrepris, et il est constaté que, malgré des désastres irréparables, une grande partie des documents les plus précieux a été complètement préservée. A cette heureuse nouvelle la joie a été grande partout; ce sentiment a rendu plus vif le désir de voir réaliser une mesure qui doit rendre cette joie durable, et la lettre de M. Alexis de Chasteigner est venue au moment où la réussite de la demande n'est plus douteuse.

En conséquence, M. Dégrange-Bonnet, après avoir fait ressortir l'importance des archives municipales et énuméré les principaux manuscrits qui doivent être publiés, fit aussi entrevoir qu'entre autres avantages produits par l'étude et par la publication de ces documents, il pouvait en résulter la formation d'une sorte d'école pratique, où de jeunes savants se perfectionneraient dans l'étude de la paléographie, et il proposa au Conseil de porter annuellement au budget municipal, à partir de 1865, une somme de 5,000 fr. pour l'impression des Archives de la Ville.

Les conclusions de ce Rapport furent adoptées, et par arrêté de M. le Maire, du 12 janvier 1865, il fut créé, sous la présidence de M. Adrien Sourget, alors adjoint délégué pour l'instruction publique, une commission chargée de l'impression des Archives de la ville de Bordeaux.

Cette Commission a été composée de :

MM. BARCKHAUSEN (Henri), avocat.
BLONDEAU (A.), membre du Conseil municipal.
BRIVES-CAZES (Émile), juge de paix.
BRUNET (Gustave), membre de l'Académie de Bordeaux.
CHASTEIGNER (le comte Alexis de).
DÉGRANGE-BONNET (É.), membre du Conseil municipal.
DELPIT (Jules), membre de l'Académie de Bordeaux.
DEZEIMERIS (Reinhold), membre de l'Académie de Bordeaux.
DETCHEVERRY (Arnaud), archiviste de la ville.
DROUYN (Leo), membre de l'Académie de Bordeaux.
LABAT (Gustave).
LALANNE (Émile).
MARIONNEAU (Charles).
MICHEL (Francisque), professeur à la Faculté des Lettres.
PUIFFERRAT (le marquis Th. de).
SABATIER (l'abbé G.), doyen de la Faculté de théologie.
SANSAS, avocat.
SOURGET (Adrien), adjoint au maire de Bordeaux.
VIRAC (A.-D.).

La Commission se réunit la première fois à l'Hôtel de Ville, le 4 février 1865, et se constitua, sous la présidence de M. Ad. Sourget, en nommant pour vice-présidents MM. Jules Delpit et Émile Dégrange-Bonnet, et pour secrétaires MM. Émile Brives-Cazes et A.-D. Virac.

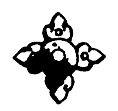
Dans cette première séance, il fut décidé que la publication des documents tirés des Archives de la Mairie serait faite dans des volumes de format in-4°, tirés sur papier à bras, et

que le premier volume publié contiendrait le cartulaire connu sous le nom de *Livre des Bouillons,* reproduit intégralement, et en conservant aux pièces l'ordre qu'elles occupent dans le manuscrit.

Il fut également voté que ce volume serait précédé d'une introduction générale, et d'une préface spéciale au *Livre des Bouillons*.

Dans la deuxième séance, il fut décidé que l'impression des archives municipales serait confiée à un des imprimeurs de Bordeaux, et qu'à cet effet il serait dressé un programme et un cahier des charges pour établir un concours entre eux. Six concurrents présentèrent des épreuves-spécimens conformes au modèle qui leur avait été donné, et le 14 juin 1865 M. Gustave Gounouilhou fut déclaré adjudicataire.

Dans les séances suivantes, la Commission des Archives entreprit son travail sur le *Livre des Bouillons*.



LIVRE DES BOUILLONS

PRÉFACE

Le Livre des Bouillons est un registre en vélin où se trouvent transcrits la plupart des anciens priviléges de la ville de Bordeaux.

Ce registre fut relié originairement (comme il l'a été depuis une seconde fois) avec un dos en cuir et des plats en bois. Pour protéger ces plats, on les munit chacun de cinq gros ornements de cuivre, disposés en croix de Saint-André; c'est à ces ornements ou *bouillons* que le manuscrit doit le nom qu'il porte (¹). Mentionnons ici que trois des bouillons primitifs ont été perdus; M. Detcheverry, archiviste de la ville, dut les faire remplacer, il y a près de vingt ans, lorsqu'il fit restaurer la reliure du précieux volume confié à sa garde, reliure que le temps et les vers avaient réduite en lambeaux.

Les feuillets de vélin dont se compose notre registre ont quarante centimètres de long sur vingt-neuf de large. Ils sont au nombre de cent cinquante-six, en comptant la double garde qui se trouve au commencement. Cotés autrefois d'une

(¹) Voyez le *Compte-rendu de la Commission des monuments et documents historiques du département de la Gironde*, XVIᵉ année, p. 32. (Paris, V. Didron, 1855.)

manière inexacte et incomplète, ils l'ont été de nouveau et très soigneusement, au siècle dernier, par l'abbé Baurein, qui les a marqués des chiffres : 1 à 154.

C'est encore au savant auteur des *Variétés Bordeloises* [1] qu'est dû le numérotage de tous les documents transcrits dans le LIVRE DES BOUILLONS. Cet arrangement fort commode laisse malheureusement à désirer; en effet, on ne compte pas toujours un numéro par document, ni un document par numéro. Ainsi, des pièces tout à fait distinctes sont réunies sous les numéros CLXII et CLXV; en revanche, la série qui va de CXLII à CLVII forme un ensemble qu'il n'eût pas fallu diviser arbitrairement en seize parties.

Les cent cinquante-six feuillets de notre registre n'ont pas été tous remplis par les copistes. Plus d'une trentaine d'entre eux, disséminés en divers endroits du volume, sont restés en blanc. On les destinait, sans doute, à recevoir des actes que des causes inconnues ont fait omettre par la suite.

Quant aux autres feuillets, ils sont couverts d'une écriture minuscule, très régulière et très nette, formant une cinquantaine de lignes dans les pages pleines. Cette écriture remonte à la première moitié du quinzième siècle pour les cent soixante et un premiers numéros, ainsi que pour la table, qui forme l'avant-dernier, et pour une partie au moins du dernier ou CLXXIII^e^. Peut-être faudrait-il, cependant, rapporter à une époque postérieure le n° CXLI et le second article du n° CXLVI. A l'égard des n^os^ CLXII et suivants, ils ne remontent pas (à

[1] L'abbé Baurein, que les jurats de Bordeaux avaient adjoint au feudiste de la ville en sa qualité de paléographe, fit aussi, en 1760, un travail intitulé : *Inventaire des chartes et Analyse des matières les plus importantes contenues dans le Livre des Bouillons*, travail dont le manuscrit original est conservé aux Archives municipales de Bordeaux.

l'exception du CLXXII et du CLXXIII, bien entendu) au-delà de l'année 1451, et quelques-uns même appartiennent sûrement au seizième siècle, témoin le nº CLXX, qui est un arrêt du Parlement de Bordeaux, daté du 15 juillet 1513.

En tête de tous les documents, ou à peu près, souvent aussi dans les marges, se trouvent des rubriques indiquant la nature des actes qu'elles précèdent ou accompagnent. Presque tous les numéros commencent, en outre, par une lettre ornée, dont la couleur, rouge et bleue, ressort vivement sur l'écriture du texte, autrefois noire, maintenant pâle et jaunie. Enfin, dans le corps des actes, quelques majuscules, choisies avec plus ou moins de discernement, ont été rehaussées de traits à l'encre rouge. Toutefois ces ornements calligraphiques manquent vers la fin du manuscrit. Les copistes qui ont transcrit les dernières pièces ont visiblement négligé leur travail, très inférieur à celui qui précède.

Signalons en finissant, et pour compléter la description du LIVRE DES BOUILLONS, la chaîne de fer qui pend encore à ce livre, chaîne dont les bouts sont adaptés aux plats de la reliure, et dont le milieu était jadis fixé solidement à une table, dans les Archives de la commune de Bordeaux (1).

Si maintenant on examine le contenu de notre registre, on est frappé tout d'abord de ce que les documents s'y suivent sans aucun ordre général. Les actes les plus divers par la date ou par la nature sont confondus pêle-mêle, les uns à la suite

(1) Dans l'*Inventaire* fait en 1617, par les jurats Duval et Chapellas, on lit au fº 41 : « Plus » le *Libre des Bouilhons,* auquel il y a une chene de fer. » Les copies authentiques faites au siècle dernier portent aussi la mention suivante : « Collationné par nous clerc-secrétaire » ordinaire de la ville de Bordeaux sur le registre appellé le *Livre des Bouillons,* déposé et » enchaîné dans le Trésor d'icelle. »



des autres. On remarque seulement quelques séries particulières, parmi lesquelles nous citerons celle des documents qui se rattachent au traité de Bretigny (nos XI à XXIII).

Il n'est pas même toujours facile de se rendre bien compte des raisons qui ont fait transcrire telle ou telle pièce dans le LIVRE DES BOUILLONS. Qu'y font, par exemple, les lettres-patentes du roi Jean, relatives à la cession du comté de Guines, faite par ce monarque à Édouard III, son heureux rival (No XIX)? Sûrement, ces lettres n'avaient qu'un faible intérêt, même au moyen âge, pour la ville et les habitants de Bordeaux.

L'observation précédente ne s'applique, toutefois, qu'au commencement de notre manuscrit, où se trouvent, mêlés à quelques autres actes, les principaux traités de paix conclus au treizième siècle, et au quatorzième, entre la France et l'Angleterre. A partir du no XXIV, le LIVRE DES BOUILLONS ne renferme, en effet, que des documents ayant trait à Bordeaux en particulier, ou à la Guyenne en général, documents qui sont, au reste, très divers de langue, d'origine et de nature. Quant à la langue, ils sont écrits en latin, en français ou en gascon, quelquefois tout ensemble : en latin et en français, ou en latin et en gascon (1). Quant à l'origine, ils émanent de papes, de souverains anglais, de rois de France, d'officiers du duché de Guyenne ou de la ville de Bordeaux. Quant à la nature, ce sont des bulles, des lettres-patentes, des mandements, des traités de paix ou d'alliance, des arrêts de

(1) Les numéros du *Livre des Bouillons* se répartissent ainsi qu'il suit, quant à la langue dans laquelle ils sont écrits : quatre-vingt-huit en latin, cinquante en français et trente-cinq en gascon; nous ne tenons pas compte, dans ce calcul, des citations faites, dans quelques numéros, d'actes en langues différentes.

cours, des transactions, des formules de serments; on y voit même une légende romanesque sur des héros fabuleux du pays. Parmi ces actes, les plus anciens (de ceux du moins qui ont une date) remontent aux premiers mois de 1205, et le plus récent au mois de septembre 1524.

Mais ce qui donne au recueil un caractère propre et une importance exceptionnelle, c'est l'ensemble des pièces où sont consignés les priviléges accordés aux Bordelais par Jean-sans-Terre et ses descendants. Les concessions nombreuses, qui, jadis, avaient rendu si chère à notre ville la domination des Anglais, sont toutes reproduites dans le LIVRE DES BOUILLONS. Elles y forment une longue série de franchises politiques, administratives, judiciaires, civiles et commerciales, dont la première en date est du 29 mars 1205, et la dernière du 8 juin 1401. Aussi peut-on dire que le LIVRE DES BOUILLONS est le monument de la domination anglaise dans notre pays, ou, plus exactement, de la domination des ducs de Guyenne, rois d'Angleterre. Les quelques actes qui s'y lisent et qui sont émanés des rois de France se rattachent intimement aux autres. Par exemple, la capitulation que Charles VII accorda aux Bordelais en 1451 (n° CLXVI) n'est, en quelque sorte, que la sanction des documents qui la précèdent, puisqu'elle confirme les anciens priviléges de la ville, priviléges que, dans la suite, Louis XI et ses successeurs s'engagèrent également à respecter.

On comprend sans peine l'importance que les Bordelais attachaient à notre registre. C'était comme le *palladium* de leurs antiques franchises. Aussi l'enchaînaient-ils dans leurs Archives municipales, fermées elles-mêmes par une triple serrure. Ils allaient, paraît-il, jusqu'à dérober le précieux

manuscrit aux regards désintéressés des savants (1). Seuls les magistrats, ou leurs délégués, étaient admis à en prendre connaissance, pour y chercher la preuve des droits de la Ville. Jusqu'en 1789, en effet, nous voyons les jurats citer sans cesse le LIVRE DES BOUILLONS, lorsqu'il s'élève des difficultés administratives ou judiciaires touchant les intérêts de la commune.

Chargés de publier un recueil dont l'importance a été si grande dans le passé de Bordeaux (2), nous avons considéré que tout était historique dans ce vénérable monument. Aussi nous a-t-il paru qu'il fallait en respecter jusqu'aux moindres détails; et c'est ce que nous nous sommes attachés à faire le plus minutieusement qu'il nous a été possible.

En premier lieu, tous les documents ont été imprimés suivant l'ordre où ils se présentent dans le LIVRE DES BOUILLONS, et autant de fois qu'ils s'y trouvent.

Ensuite, le texte du manuscrit a été reproduit scrupuleusement, avec toutes les étrangetés de style, de syntaxe ou

(1) L'abbé Venuti, dans une de ses *Dissertations sur les anciens monuments de la ville de Bordeaux*, dit à la page 154 : « Cela est constaté par différents règlements faits à ce sujet, et insérés, dit-on, dans le plus ancien livre qui soit à la Maison-de-Ville, appelé le *Livre des Bouillons*. J'en parle avec cette incertitude, parce que la lecture m'en a été refusée par une méfiance mal entendue des magistrats municipaux. »

(2) Le *Livre des Bouillons* a occupé une centaine de séances de la Commission chargée de publier les Archives municipales de Bordeaux.

La transcription du manuscrit a été faite par M. Ariste Ducaunnès-Duval, adjoint à l'archiviste de la Ville. La ponctuation des textes, la rédaction des sommaires et la collation des épreuves sont dues à MM. Jules Delpit, vice-président de la Commission, Émile Brives-Cazes, secrétaire, Arnaud Detcheverry, Émile Lalanne, Reinhold Dezeimeris, Leo Drouyn, le comte Alexis de Chasteignier, Antoine Virac, et tout particulièrement à M. Henri Barckhausen. Les lettres ornées ont été dessinées sur bois par M. Leo Drouyn.

Quant aux armes de la ville placées au frontispice de ce volume, elles ont été dessinées par M. le baron Jules de Verneilh-Puyraseau, qui a bien voulu prêter à la Commission son obligeant concours.

d'orthographe qui le caractérisent, quelque nombreuses qu'elles puissent paraître. Nous nous sommes seulement permis d'insérer, entre crochets, les corrections et les additions indispensables à l'intelligence ou à l'intégrité des actes; et, pour distinguer parmi ces corrections et ces additions celles que nous proposons de celles que fournissent les éditions antérieures des mêmes pièces, nous avons fait suivre les premières d'un point d'interrogation.

Nous ne nous sommes même pas contentés de reproduire les documents proprement dits transcrits dans notre registre. On y rencontre, en effet, sur les gardes et sur quelques autres feuillets, des notes historiques, des vers, des signatures d'officiers municipaux, etc. Celles de ces inscriptions qui nous ont paru présenter un intérêt quelconque ont été recueillies et réunies dans un *Appendice* spécial.

Enfin, les lettres ornées, par lesquelles commence chaque numéro de ce volume, sont calquées sur celles dont les copistes du moyen-âge ont enrichi notre manuscrit; et le fleuron qui se trouve à la suite des actes n'est lui-même qu'un dessin fidèle, bien que réduit, des ornements de reliure auxquels le LIVRE DES BOUILLONS doit le nom qu'il porte.

Mais notre rôle d'éditeurs ne s'est pas borné à une simple reproduction des textes.

Pour faciliter les recherches, nous avons fait précéder les actes d'un titre et d'un sommaire, qui indiquent la nature et le contenu de chaque document. Nous avons aussi, dans quelques notes placées au bas des pages, rapproché les différentes pièces qui traitent de sujets analogues, donné des renseignements bibliographiques relatifs à chaque acte, et éclairci quelques points d'histoire et de géographie locales.

Nous avons enfin rédigé deux tables des documents : l'une, par ordre de date, l'autre, par ordre des matières, et un *index* final des personnes et des choses dont il est question dans le volume.

Nous espérons avoir aplani, de la sorte, quelques-unes des difficultés que l'on pourrait rencontrer dans une étude sérieuse du LIVRE DES BOUILLONS.



TABLE CHRONOLOGIQUE

DES DOCUMENTS


Digitized by Google


Digitized by Google

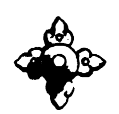


TABLE DES DOCUMENTS

PAR ORDRE DE MATIÈRES.

AMNISTIES.

CHAPITRE DE SAINT-SEURIN [1].

COMMERCE.

(1) Voyez plus bas : *Juridiction des maire et jurats de Bordeaux*.

COMMERCE DES GRAINS.

COMMERCE DES VINS.



CONFIRMATIONS DE PRIVILÉGES.

DONATION DE LA GUYENNE A JEAN DE LANCASTRE.

DROIT CIVIL.



DROIT DE BIAN.

JURIDICTION DES MAIRE ET JURATS DE BORDEAUX.

JUSTICE ET POLICE.

MONNAIES ET ORFÉVRERIE.

ORGANISATION MUNICIPALE DE BORDEAUX.

PADOUENS DE BORDEAUX.

PRIVILÉGES DES BORDELAIS EN MATIÈRE D'IMPÔTS.



PRIVILÉGES DES TROIS ÉTATS DE GUYENNE.

PRIVILÉGES POLITIQUES DES BORDELAIS.

PRIVILÉGES RELIGIEUX DES BORDELAIS.

RÉCITS HISTORIQUES ET ROMANESQUES.

RETOUR DE LA GUYENNE A LA COURONNE DE FRANCE.

SERVICE MILITAIRE.

TRAITÉS ENTRE LES ROIS DE FRANCE ET D'ANGLETERRE.

TRAITÉ ENTRE LES VILLES DE BORDEAUX ET DE BOURG.



FAC SIMILE

DE L'ÉCRITURE DU LIVRE DES BOUILLONS.

N° 29.

Libertas mercandisandi per totum ducatum Aquitanie excepta maiori et iuratis et burgensibus Burdegale solvendo antiquas custumas.

Edwardus dei gracia Rex Anglie et Francie et dominus Hibernie Omnibus ad quos presentes littere pervenerint salutem. Volentes dilectos et fideles nostros maiorem juratos cives et habitatores Civitatis nostre Burdegale pretextu grati et fidelis obsequii nobis per ipsos multipliciter impensi favore prosequi graciosos concessimus eis quod ipsi cum bonis et mercandisis suis quibuscumque eis placuerit per totum ducatum predictum ire valeant ad mercandisandum et negociandum de eisdem et commodum suum facere solvendo inde pedagia custumas et devoria antiqua eis solum consueta absque eo quod ad aliquas novas impositiones per nos vel ministros nostros concessas solvendas compellantur vel teneantur quascumque novas impositiones sicque fieri omnino decernimus revocandas per presentes. In cuius rei testimonium has litteras nostras fieri fecimus patentes. Datum apud Westmonasterium xxvj die Junii Anno r. n. Anglie [illegible] r. vero Francie [illegible] nono. — per peticionem de consilio. Grauneby.

ARCHIVES MUNICIPALES

DE BORDEAUX

C'EST

LE LIVRE DES BOUILLONS

N° I.
Octobre 1259.

TRAITÉ DE PAIX ENTRE LOUIS IX ET HENRY III.

SOMMAIRE.

Le roi de France cède au roi d'Angleterre tous ses droits sur les diocèses et villes de Limoges, Cahors et Périgueux, sous la réserve de l'hommage des princes ses frères, s'ils possèdent quelque chose en ces contrées, et exception faite de tout ce qu'il ne peut aliéner, et dont il sera tenu compte par voie d'échange.

Louis IX s'engage à donner au roi d'Angleterre la valeur du revenu de l'Agenais [1], payable à Paris, au Temple.

Si l'Agenais passait de la comtesse Jeanne de Poitiers au roi de France ou à ses héritiers, ceux-ci seraient obligés de le rendre au roi d'Angleterre et ne lui en payeraient plus le revenu.

Si cette province revenait à d'autres qu'aux rois de France, le fief et le revenu appartiendraient au roi d'Angleterre.

[1] En 1261, la valeur annuelle de l'Agenais fut estimée 3,720 livres 3 sols 6 deniers tournois. Voyez Du Tillet : *Recueil des Traictez d'entre les rois de France et d'Angleterre*, Paris, 1607, in-4°.

N° I.
Octobre 1259.

Si l'Agenais tombait par succession dans le domaine du roi d'Angleterre, le roi de France ne serait tenu à aucune indemnité.

Si la cour du roi de France reconnaissait que, pour entrer en possession du comté d'Agenais, le roi d'Angleterre avait été obligé de débourser quelques deniers, le roi de France serait obligé de lui rembourser ces deniers, ou le roi d'Angleterre pourrait les prélever sur les revenus du comté.

Il sera fait une enquête pour savoir si les terres que le comte de Poitiers tenait en Quercy du chef de sa femme ont été données en dot ou comme engagement par le roi d'Angleterre (Richard Ier). Dans ce cas, si, par suite de la mort de la comtesse de Poitiers, ces terres revenaient aux rois de France, ceux-ci devraient les rendre aux rois d'Angleterre. Au contraire, dans le cas où elles tomberaient par succession en d'autres mains, le roi de France les donnerait en fief au roi d'Angleterre, sous la réserve du droit de ses frères.

Après la mort de la comtesse de Poitiers, le roi de France donnera au roi d'Angleterre ce que le comte de Poitiers tient en Saintonge, au delà de la Charente, dans le cas où ce domaine reviendrait par héritage à la couronne de France; et, au cas où il ne reviendrait pas à la couronne de France, il serait tenu compte de l'équivalent au roi d'Angleterre, soit par échange, soit autrement, d'après l'estimation faite par des hommes probes, choisis par les deux parties.

Tous les fiefs concédés par le roi de France : Bordeaux, Bayonne, la Gascogne et autres domaines, seront tenus par le roi d'Angleterre, comme pair de France et duc d'Aquitaine; il rendra pour ces fiefs les services généralement dus, jusqu'à ce qu'on ait déterminé ceux qu'il doit réellement.

Quant aux comtés de Bigorre, Armagnac et Fezensac, le roi d'Angleterre fera ce dont il est tenu.

Moyennant ces conventions, le roi d'Angleterre est tenu quitte de tous les torts que lui ou ses prédécesseurs ont pu causer à la couronne de France, soit en retenant indûment quelque fief, soit en négligeant de rendre hommage, soit en refusant de satisfaire à ses engagements.

De plus, le roi de France payera au roi d'Angleterre la somme jugée nécessaire à l'entretien de cinq cents chevaliers pendant deux ans (1); somme payable en six termes : dans la quinzaine de la Chandeleur prochaine; dans la quinzaine de l'Ascension; dans la quinzaine de la Toussaint, et aux mêmes termes dans l'année suivante. Louis IX donne pour garants de cette clause l'ordre des Templiers ou celui des Hospitaliers, et le roi d'Angleterre ne pourra disposer de ces fonds que pour le service de Dieu, de l'Église, ou pour le profit du royaume d'Angleterre, sur l'avis émis par les grands de ce royaume.

En retour, ce dernier roi renonce, pour lui et ses successeurs, à ce qu'il a pu prétendre sur les duché de Normandie, comtés d'Anjou, de Touraine, du Maine et de Poitou, et en quelque autre partie que ce soit du royaume, en dehors de ce qui lui est ci-dessus accordé et de ce qui pourra lui revenir, au jugement de la cour de France, dans l'Agenais et le Quercy.

Par cette paix sont réciproquement remis et pardonnés tous torts antérieurs, de quelque nature qu'ils soient.

Le roi d'Angleterre, en faisant par ses procureurs le serment de maintenir le présent

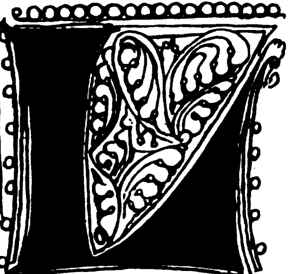
(1) Cette somme fut évaluée à 134,000 livres tournois, en mai 1264. Voir Du Tillet, *l. c.*, p. 178 et 183.

N° I.
Octobre 1259.

traité, consent à ce que les vassaux et les villes à lui cédés jurent de ne lui prêter aucun secours s'il venait à l'enfreindre. En cas de contravention, ces villes et ces vassaux devraient soutenir le roi de France contre le roi d'Angleterre. Cette garantie doit être renouvelée tous les dix ans.

Les deux rois, de même que les fils du roi de France, Louis et Philippe, jurent de respecter les clauses de cette paix.

Incipit prima pax facta Parisius inter duos reges Ludovicum et Henricum ([1]).



UDOVICUS, Dei gratia, rex Francorum, notum facimus omnibus presentibus et futuris, quod nos, voluntate Dei, cum karissimo consobrino et nobili rege Henrico de Anglia, pacem facimus et firmamus per istum modum, videlicet :

Quod nos donamus et [ante]dicto regi Anglie et heredibus et successoribus suis omnem droituram quam nos habemus et tenemus in tribus episcopatibus et civitatibus [videlicet] in Lemosin[si] ——, Carturcensi, in Petragoricensi, in feodum et in domania, excepto homagio fratrum nostrorum, si ipsi ibi aliquid habebant, una [unde] ipsi essent homines nostri; et exceptis rebus, quas nos non possumus ponere extra manum nostram, per litteras nostras vel predecessorum nostrorum; quas res non [nos] debemus procurare, bona fide, penes illos qui predictas res teneant, quod predictus rex Anglie eas habebat [habeat] a festo Omnium Sanctorum, usque ad unum annum, vel facere sibi conveniens scambium, ad esgardum proborum virorum qui nominabantur ab utraque parte magis convenientes, ad comodum dictorum duarum precium [dictarum partium].

Adhuc, donamus antedicto regi Anglie valorem terre Agenensii ——— quolibet anno, secundum quod estimabitur ad justum valorem terre per bonos homines ——— hinc et inde; et erit solutio facta apud Templum Parisius, quolibet anno, in quindena Ascencionis Domini medietas, et in

.D.

([1]) Cet acte se trouve dans Rymer : *Fœdera, conventiones, etc.* London, 1816, in-fol., t. I, p. 389. — Nous imprimons entre crochets les fautes ou les lacunes principales que le texte de Rymer nous permet de corriger ou de combler dans celui du *Livre des Bouillons*.

N° I.
Octobre 1259.

quindena Omnium Sanctorum aliam; et, si eveniebat quod illa terra eveniret [excaderet] de comitissa Joanna de Pictavis nobis et heredibus nostris, nos vel heredes nostri essemus obligati de redenda eam regi Anglie vel heredibus suis, et, reddita terra, essemus quipti de dicta firma; et, si eveniebat alii quam nobis vel heredibus nostris, nos dabimus regi Anglie feodum de Agenesio, una cum firma antedicta; et, si ipsa eveniebat in domanio regis Anglie, nos non essemus obligati ad reddendum aliam firmam [in domanio]; et, si esset cognitum per nostram curiam Francie quod, per terram Agenesii habendam, deberet rex Anglie ponere vel reddere aliquos denarios, ratione gagerie, nos reddemus illos denarios, vel rex Anglie haberet et teneret firmam tantum donec ipse haberet hoc quod posuisset pro illa gageria.

Item, erit inquisitum, in bona fide et de plano, ad requestam regis Anglie, per probos homines ad hoc electos de una parte et de alia, si terra quam comes de Pictavis tenebat in Carturcensi, ex parte uxoris sue, fuit per regem Anglie (1) donata et tradita cum terra Agenensii, pro maritagio vel pro gageria, vel tota vel pars, uxoris [sorori] sue, que fuit mater comitis Raymundi de Tholosa, ultimo mortui; et, si esset repertum quod tota fuisset, et illa terra perveniret ad nos vel ad heredes nostros, de debito [decessu] comitisse Pictavis, nos eam daremus regi Anglie et heredibus suis; et, si ipsa excadet alii, et esset inventum, per illam [requestam] omni vice quod fuisset ita donata, vel tradita, sicut est dictum superius, post debitum [decessum] comitisse Pictavis, nos daremus feodum regi Anglie et heredibus suis, salvo homagio fratrum nostrorum, si ipsi aliquid ibi tenebant, tantum quantum ipsi viverent.

Item, post decessum comitis[sæ] Pictavis, nos, et heredes nostri reges Francie, donabimus regi Anglie vel heredibus suis terram quam comes Pictavensis tenet modo in Xantonem, ultra rippam de Charantia, in feodis et in domaneriis que sunt ultra Charantam, si ipse excaderent nobis vel heredibus nostris; et, si ipse nos [non] excaderent nobis, nos procuraremus bono modo per excambium, vel aliter, quod rex Anglie et heredes sui ipsa habebunt; vel nos sibi faciemus conveniens excambium, ad regardum proborum virorum qui erunt nominati hinc et inde.

Et de hoc, quod nos regi Anglie et heredibus suis donabimus in feodum

(1) Il s'agit ici de Richard Ier, qui donna sa sœur en mariage à Raymond VI, comte de Toulouse, en 1196.

et domaniam, regi [rex] Anglie et heredes sui facient homagium ligeum nobis et heredibus nostris, regibus Francie; et ità de Burdegala, de Baionna, et Vasconia, et de tota terra quam ipse tenet citra mare Anglie, in feoda et homagia [domania], et de insulis, si aliqua est, quas rex Anglie teneat, que sint de regno Francie, tenebit de nobis sicut par Francie et dux Aquitanie; et, de omnibus istis rebus superius dictis, nobis faciet rex Anglie servitia convenientia, usquequo esset repertum que servitia dicte res debent; et tunc ipse esset [erit] obligatus facere sicut est repertum.

Et de homagio comitatus Biguoure et de Armanihaco et de Fasensaco, fis [faciet?] illud quod jus erit.

Et nos clamamus quiptum regem Anglie, si ipse vel antecessores sui unquam fecerunt nobis tortum, detinendo feodum nostrum de [et] non faciendo nobis homagium, et non respondendo nobis de servitio nostro et arreragia [arreragiis].

Item, nos debemus [dabimus] regi Anglie illud, quod quingenti milites debebunt costare rationabiliter ad tenendum duos annos ad egardum duorum proborum hominum qui erunt nominati hinc et inde; et illos denarios sumus nos obligati ad solvendum Parisius, ad sex solutiones per duos annos; videlicet : in quindena Candelosse proximo veniente, primam solutionem, hoc est dictam sextam partem; et in quindenam Ascencionis Domini sequentem, aliam solutionem; et in quindenam Omnium Sanctorum aliam; et ita de aliis solutionibus in anno sequenti; et de hoc nos dabimus regi Anglie Templum, vel Hospitale, vel ambo simul, in fidejussores; et rex Anglie, non debet illos denarios expendere nisi ad servitium Dei vel Ecclesie, vel ad proficuum regni Anglie, et [hoc de avisamento proborum hominum qui fuerint electi per Regem] per alios [altos] homines terre.

Et, faciendo istam pacem, quiptavit et quiptat, de toto in totum, rex Anglie et sui duo filii, nobis et nostris antecessoribus et nostris heredibus et successoribus, nostris fratribus et heredibus suis, pro se, heredibus et successoribus suis, si ipse rex Anglie vel sui antecessores aliquam droituram habent, vel habuerunt unquam in rebus quas nos tenebamus, vel tenuissemus unquam, vel antecessores nostri vel fratres nostri, videlicet: in ducatu et comitatu terre Normandie, et in comitatu et tota terra d'Anjou, et de Tureyne, et deu Meyne, et in comitatu et in tota terra Pictavis, vel alibi in aliqua parte regni Francie vel in insulis, si aliquas tenemus, nos vel fratres nostri, vel alii, nomine nostro vel nomine eorum, et omnia arreragia.



N° I.
Octobre 1259.

Et similiter, quiptavit et quiptat predictus rex Anglie et sui duo filii, et omnibus illis qui, nomine nostro vel antecessorum nostrorum, vel fratrum nostrorum, tenebant aliquam rem pro dono, vel pro escambio, vel pro venditione, vel pro emptione, vel per acenssum, vel modo alio similiter, et in ducatu et in comitatu terre de Normandia, et in comitatu et in tota terra d'Enjou, et de Toureyne, et dou Mayne, et in comitatu et in tota terra de Pictavis, vel in aliqua parte regni Francie, vel insulis superius dictis; excepto regi Anglie et heredibus sive [suis] eorum draituram, unde ipsi debent nobis facere homagia regia [legia] per istam pacem, sicut est superius ordinatum; et excepto hoc quod rex Anglie possit petere droituram suam, si ipse credat habere in Agenensio, et habebit eam, si curia regis Francie adjudicat sibi; et ita de Caturcinio.

Et remissimus et quiptamus unus alteri, et perdonamus et quiptamus omnes malas voluntates contentiosas et de guerris, et omnia arreragia, et omnes exitus que fuerunt recepti et habiti, vel qui potuerunt percipi in omnibus rebus antedictis, et omnia dampna et omnes expensas que fuerunt facte, hinc et inde, in guerris et aliis modis.

Et ad hoc quod ipsa pax, firmiter et stabiliter, sine aliqua infractione, teneatur perpetuo, rex Anglie jurare [fecit jurari] in anima sua, per procuratores suos generales [speciales] ad hoc constitutos, et duo filii juraverunt istas res tenere, quantum ad quemlibet pertinebit, et, ad hoc tenendum, obligaverunt se ipsos et heredes suos per suas patentes litteras (1); et de hoc, dabit securitatem rex Anglie de militibus, de terris antedictis quas nos dedimus eidem, et de villis, secundum hoc quod nos requiremus eum.

Et formam securitatis hominum et villarum per regem Anglie erit talis : ipsi jurabunt quod ipsi non dabunt consilium, nec fortitudinem, nec adjutorium, propter hoc [quod] rex Anglie vel heredes sui venirent contra pacem; et si venirent [eveniret], tamen Deus nolit, quod ipsi venirent contra, et ipsi nollent emendare postquam nos, vel heredes nostri reges Francie, requisivissemus eos, vel fecissemus eos requiri, illi qui securitatem fecissent, infra tres menses quod nos, vel heredes nostri fecissemus ipsos requiri, essent obligati [ad] adjuvandum nos et heredes nostros, contra regem Anglie et heredes suos, usquequo ista res fuisset emendata suficienter, ad esgardum curie regis Francie. Et erit renovata securitas

(1) Ces mots : *Et ad hoc tenendum, obligaverunt se ipsos et heredes suos per suas patentes litteras*, sont omis par Rymer.

N° I.
Octobre 1259.

ista, de decem annis in decem annos, ad requestam nostram vel heredum nostrorum regum Francie.

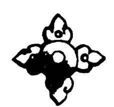
Et nos istam pacem et istam compositionem, inter nos et antedictum regem Anglie affirmatam, et omnes antedictas res, et quemlibet [quas libet], sicut sunt superius contente, promittimus in bona fide, pro nobis et heredibus nostris, pro nostris successoribus, ante dicto regi Anglie et heredibus suis et successoribus, fideliter et firmiter custodire; et quod nos in contrarium non veniemus per nos, nec per alium ullo modo; et quod nichil facimus nec faciemus per que [quod] antedicte res vel alique, in toto vel in parte, habeant minus firmitatis.

Et propter hoc quod ista pax firmiter et stabiliter, sine ulla infractione, teneatur perpetuo, nos ad hoc obligamus nos et heredes nostros, et facimus jurare, in anima nostra, per procuratores nostros speciales, in presencia nostra, pacem istam, sicut est superius ordinata et scripta, ad tenendum bona fide, quantum ad nos pertinebit; et quod nos non faciemus in contrarium, nec per nos, nec per nostros, nec per alios.

Et, in testimonium premissorum, nos facimus regi Anglie istas litteras patentes, sigillatas sigillo nostro; et ista pax et omnes res que sunt superius contente, per nostrum preceptum speciale, juraverunt Loudovicus et Philippus, filii nostri, in presentia nostra, ad custodiendum et tenendum firmiter, et ipsi in contrarium non venient per se, vel per alium.

Hec fuerunt facta Parisius, anno incarnationis Domini (1) millesimo et quinquagesimo nono, mense Octobris.

(1) Rymer donne la date véritable : MCCLIX.



N° II.

23 Mai 1279.

TRAITÉ DE PAIX ENTRE PHILIPPE III ET ÉDOUARD Ier

SOMMAIRE.

Édouard Ier rappelle que les clauses du traité intervenu, en 1259, entre Louis IX et Henri III n'ont pas été toutes exécutées, et déclare qu'il est convenu avec Philippe III des modifications suivantes : Le roi d'Angleterre recevra l'Agenais, et néanmoins sera dispensé de fournir les sûretés qu'il a promises. En revanche, le roi de France ne sera plus tenu de donner des terres en échange de celles qu'il ne peut aliéner dans les diocèses de Limoges, Cahors et Périgueux. On vérifiera si les terres que le comte de Poitiers tenait en Quercy ont été données par Richard Ier à sa sœur ; et, dans ce cas, elles reviendront à la couronne d'Angleterre.

Secunda pax facta inter duos reges, Edwardum et Philippum, apud Amiantz (1).

EDWARDUS, Dei gratia, rex Anglie, dominus Hibernie et dux Aquitanie, notum facimus universis, presentibus et futuris, quod, cum nos requisivissemus nostrum karum consobrinum et dominum Philippum, Dei gratia, regem Francie, et petivissemus quod ipse secundum formam pacis que olim facta fuerat et recordata inter patrem suum et nostrum, bone memorie, videlicet : Ludovicum, olim regem Francie, et Henricum, olim regem Anglie, nobis rederet et deliberaret terram de Agenesio, que pervenerat ad eum, post decessum avunculi sui Alfonssi, olim comitis Pictavis, et comitisse Johanne, uxoris sue, et quod ipse ad esgardum proborum hominum qui fuissent nominati, hinc et inde, nobis faceret escambium conveniens de omnibus illis rebus de tribus civitatibus et de tribus episcopatibus, videlicet : de Lemocinio, de Caturcinio, de Petragoricinio, exceptis rebus privilegiatis quas ipse non potuit ponere extra manum suam, per litteras patris vel antecessorum suorum, cum antedictus rex Ludovicus non potuisset procurasse, secundum formam sue dicte pacis, penes illos qui istas res tenent, quod nos eas habuissemus, infra terminum constitutum in pace eorum.

Et requisivissemus adhuc quod ipse faceret inquiri, bona fide, et de

(1) Rymer... t. I, p. 571, a publié l'acte correspondant émané du roi de France.

plano, per probos electos homines hinc et inde, si terra quam dictus comes Pictavis tenuit in Caturcinio ex parte uxoris sue fuit, dicti regis [a dicto rege] Anglie donata vel tradita, una cum terra Agenesii, in toto vel in parte, pro maritagio vel gageria sororis sue, que fuit mater comitis Raymundi, ultimo mortui; et si fuisset repertum quod ita fuisset et illa terra que pervenit post decessum comitis et comitisse Pictavis antedictorum et quam ipsi tenebant in feodo vel domaniis, ipse donaret nobis secundum tenorem pacis eorum antedicte.

Et propositum fuisset in contrarium per antedictum dominum nostrum regem Francorum quod nos, ante omnia, eramus obligati ad faciendum dari securitatem millitum et villarum de terris, quas pater suus donaverat nostro in dicta pace eorum, de qua securitate, forma debet esse talis, videlicet : quod homines et ville dictarum terrarum jurabunt quod ipsi non dabunt consilium ut superius et [est], in prima.

Quibus nos respondemus, quod per nos non steterat quod totum hoc non fuisset completum, set per homines et per villas illarum terrarum qui sacramentum nolebant facere, per plures rationes, quas ipsi pretendebant.

Et finaliter, post multos tractatus et plures vias prolocutas super omnibus rebus predictis, fuit facta, inter nos et antedictum dominum nostrum regem Francie, perpetua pax et concordata [concordia], per quam ipse nobis redidit, secundum formam pacis eorum [olim] facte inter patrem nostrum et suum, terram Agenensii que pervenit ad ipsum ratione comitisse Johanne antedicte, nobis et heredibus nostris, ad tenendum perpetuo ab eo et heredibus suis, regibus Francie, per illud idem homagium ligium, per quos [quod] nos tenemus ab eo, sicut dux Aquitanie et per [par] Francie, totam terram, quam nos habemus ex parte patris nostri, in regno Francie, et rex Francie remaneat inmunis de firma quam ipse solvebat antea pro illa terra.

Et pro ista pace nobis quiptat ipse Rex perpetuo, pro se et heredibus suis et successoribus, illa sacramenta securitatis illorum militum, hominum, et villarum de terris, quas pater suus donavit nostro per pacem factam olim inter se, sicut dictum est superius, videlicet : omnia illa sacramenta que ipse posset petere per pacem factam inter patres nostros; et si aliqua [sint] de illis sacramentis recepta per regem Francie antedictum, ipse quiptavit, pro se et heredibus et successoribus, et absolvit illos qui illa sacramenta fecerant, si aliqua fuerint facta.

Et nos, pro nobis et heredibus nostris, et pro nostris successoribus, quictamus perpetuo omnia escambia que nos petimus ab eo, vel petere

N° II.
23 Mai 1279.

poteramus pro illis, de tribus comitatibus [civitatibus] et tribus episcopatibus antedictis, que [qui] sunt privilegiati per litteras regis Ludovici ante dicti, vel antecessorum suorum, quod [quos] ipsi non possint poni extra manum regis Francie; et remanent nobis et heredibus nostris illi privilegiati de tribus comitatibus [civitatibus] et episcopatibus antedictis, que [qui] se retornaverunt usque ad hodiernam diem, et hobedierunt nobis vel patri nostro, sic [sive] de voluntate eorum vel ad requestam antedicti regis Francie, vel patris sui.

Et pro ista concordantia, antedictus dominus rex Francie est obligatus et promisit quod ipse faciet inquiri, per bonum modum superius dictum, si terra, quam comes Pictavis tenuit in Caturcinio, ex parte uxoris sue, fuerit donata vel tradita, vel in toto, vel in parte, per regem Anglie, pro maritagio vel pro gageria, sorori sue, que fuit mater comitis Raymundi Tholose, sicut est antedictum; et illud, quod repertum est, vel erit, quod ita fuisset donata vel tradita, ipse erit nobis obligatus ad dandum, secundum tenorem pacis predicte, factam [facte] inter patres nostros. Et ista pax et ista concordantia, sicut continetur in hiis litteris presentibus, et omnes articuli, qui continentur in dicta pace, que fuit facta olim inter patres nostros, exceptis illis que [qui?] sunt cambiati per istam presentem acordationem, nos promisimus et promittimus ad tenendum et custodiendum et ad complendum firmiter.

Et omnia ista, in presentia dicti domini nostri regis et nostra, nos facimus jurari in anima nostra, ad sancta Dei ewangelia, per Johannem de Bescy, militem nostrum, cui nos dedimus potestatem et preceptum speciale ad hoc jurandum, nomine nostro, in anima nostra; et, quantum ad hec ita tenenda et complenda, nos obligamus nos et heredes nostros, domino nostro regi Francorum antedicto et heredibus suis et successoribus. Et etiam ipsemet dominus noster rex, confirmando, approbando sacramentum per ipse olim [factum?], tempore quo dicta pax fuit facta inter patrem suum et nostrum, de tenendo pacem illam et custodiendo, promisit per illud idem sacramentum ad tenendum et custodiendum et complendum firmiter et stabiliter omnia que in pace ista continentur, et omnes articulos qui continentur in pace que fuit facta inter patres nostros, exceptis illis qui per hanc presentem pacem sunt muiriati [mutati]; et, ad ista ita tenenda et complenda et custodienda, ipse obligavit se et heredes suos nobis et heredibus et successoribus nostris. Et nos in testimonium premissorum dedimus domino nostro regi Francie antedicto has litteras sigillatas sigillo nostro.

Et fuit actum, apud Amiens, XXIII^a die maii, a° D^i mill° CC° LXXIX°.

N° III.
Août 1286

TRAITÉ DE PAIX ENTRE PHILIPPE IV ET ÉDOUARD I[er]

SOMMAIRE.

Le roi d'Angleterre se plaignant de l'inexécution des traités de 1259 et 1279, le roi de France s'engage à les exécuter fidèlement.

Toutefois, en échange des droits qu'Édouard I réclame sur les terres que le comte de Poitiers tenait en Quercy, lors du traité de 1259, Philippe IV paiera 3,000 livres tournois de rente, assignées sur des terres qu'Édouard I recevra en fief.

Tertia pax inter reges facta Parisius (1).

PHILIPUS, Dei gratia, Francorum rex, notum facimus universis, tam presentibus quam futuris, quod egregius princeps, karissimus consanguineus et fidelis noster Edwardus, Dei gratia, rex Anglie, dominus Hibernie et dux Aquitanie, nobis exposuit :

Quod, licet clare memorie Ludovicus, avus noster, in pace inhita inter ipsum et Henricum, condam regem Anglie recordationis inclinete [inclite], concessisset et dedisset dicto regi Anglie omnem droituram quam habebat in tribus diocesibus et civitatibus, videlicet : Lemovicensi, Caturcensi et Petragoricensi, in feodis et domaniis; exceptis rebus que, per litteras dicti avi nostri et predecessorum suorum, non poterant poni extra manum suam, et homagio fratrum suorum, si qua tenebant ibidem ab ipso avo nostro per homagium;

Necnon promisisset se daturum regi Anglie, post decessum Alfonsi, condam illustris comitis Pictavensis, terram quam idem comes, tempore dicte pacis, tenebat in Xantonense, ultra flumen Carantone, in feodis et domaniis, prout in littera dicte prime pacis plenius continetur;

Multa tamen erant in dictis tribus civitatibus et diocesibus et in Xantonense, ultra flumen predictum, que, dicto regi Anglie, consanguineo nostro, et patri suo, vel non fuerant deliberata, vel deliberata postmodum per gentes avi et patris nostri predictorum, fuerant repressa [reprisa], et adhuc quam plurima de premissis nostro nomine tenebantur.

(1) Cet acte se trouve dans Rymer... t. I, p. 672

N° III.
Août 1286.

Nosque requisiverit quod, justa [juxta] formam dicte pacis et secundum tenorem secunde pacis Ambianensis, postmodum facte, omnia que in tribus civitatibus et diocesibus habebamus et tenebamus in homagiis, feodis et domaniis, obedientiis, in juridictionibus et omnibus aliis, delibera[re]mus eidem, ita quod, preter res privilegiatas et preter illa que fratres dicti avi nostri ab ipso avo, in dictis tribus civitatibus et diocesi[bu]s tenebant per homagium, tempore dicte pacis, nichil retineremus in terris predictis.

Necnon quod, de dictis privilegiatis, sibi deliberaremus illos privilegiatos, qui eidem regi Anglie vel patri suo obediverant post dictam pacem, ante reformationem pacis inter predictum dominum patrem nostrum et ipsum regem Anglie Ambiani factam, secundum tenorem litterarum super reformationem hujus modi confectarum.

Item, obedientiam temporalitatis dicte terre Xantonensis, ultra flumen Karantone, in personis et rebus ecclesiasticis et secularibus, necnon et alia feoda et retrofeuda terre Xantonensis predicte, sibi delibera[re]mus ad plenum et de alienatis per dictum comitem Pictavis, de dicta terra Xantonensi, post primam pacem predictam, sibi competens escambium faceremus.

Nos igitur, volentes predictam pacem in omnibus integraliter observare, volumus et concedimus quod, exceptis privilegiis [privilegiatis] in pace Ambianensi per dictum regem Anglie dicto patri nostro quiptatis, et homagium fratrum dicti avi nostri, omnia alia, in feodis et domaniis, allodiis, juridictionibus, obedientiis et aliis quibuscumque consistentias, que sunt in tribus civitatibus et diocesibus, et specialiter de Brancolonio [Brancolmio], deliberantur dicto regi Anglie vel patri suo, quantum in nobis est et ad nos pertinet; nos [hoc] salvo quod, si de dictis privilegiatis aliqui se retornaverint ad regem Anglie, usque ad pacem Ambiani factam, vel obedierant dicto regi Anglie, vel patri suo, ipsos et tenentes ab ipsis deliberaremus eidem; retento tamen nobis omni eo quod, post primam pacem, nos vel predecessores nostri acquisivimus ex causa compositionis [emptionis], donationis vel alia ex causa, in locis privilegiatis et non privilegiatis, in tribus civitatibus et diocesibus supra dictis, de quo tamen regi Anglie quod debimus [debebimus] faciemus.

Declaramus etiam non esse intentionis nostre quod privilegia episcopi Caturcensis et abbatis Fagiacensis [Figragensis], per que non possunt poni extra manum nostram, extendantur, nisi ad bona ipsius episcopi et abbatis que sint in domaniis et retrofeodis, et omnibus aliis rebus ad ipsos

pertinentibus que habebant tempore concessionis privilegiorum predictorum; et idem in aliis similibus privilegiis volumus observari.

Insuper deliberamus, quantum in nobis est, regi Anglie totalem temporalitatem et obedientiam in personis ecclesiasticis et secularibus, possessionibus et rebus, terre Xanctonensis, ultra flumen Carantone, que ad progenitorem nostrum pervenit per mortem comitis Pictavensis; si qua vero invenient [inveniantur] alienata per comitem Pictavensem de dicta terra Xanctonense post tempus prime pacis, illa deliberabimus dicto regi Anglie, vel de eis competens scambium faciemus, ita tamen quod ea que post dictam pacem dicto comiti obvenerunt et dicto regi Anglie sunt dimissa, eidem regi computare possimus, et de eis secundum valorem suum facere recompensationem eidem.

Feoda et retrofeoda quondam comitem Pictaviensem [comitis Pictavensis], que sunt in dicta terra Xantonense, ultra flumen Carantone, necnon feoda et retrofeoda non privilegiata que predictus noster avus habebat, tempore prime pacis, in tribus civitatibus et diocesibus supra dictis, deliberabimus regi Anglie; de hiis, que sibi deliberare non poterimus, competens scambium faciemus.

Dabimus etiam eidem vassallum [qui] locum et bastidam de Paracollo, cum pertinenciis, tenebit in feodum a rege et duce, et inde sibi, tanquam domino, tenebitur obedire; salvo in predictis omni jure quolibet alieno.

Rursus, cum dictus rex Anglie nos requireret quod sibi deliberaremus terram quam quondam comes Pictavis tenebat, tempore prime pacis, in Caturcino, asserens eam sibi deberi et a nobis sibi debere restitui, precipue quia, ut asserebat, per dominum patrem nostrum et gentes suas fecerat [steterat] quominus inquisitum fuisset secundum formam pacis, et inter moras testes suos decessisse; nos vero, ex contrario, diceremus dictam terram minime sibi deberi, nec debere restitui eidem, nec dominum patrem nostrum seu gentes suas in aliqua mora fuisse, sed eos fuisse et [nos] adhuc esse paratos procedere secundum tenorem et intentionem pacis predicte, tandem, bonorum et magnorum interveniente consilio, pro totali ratione predicta, concedimus et promittimus nos daturum, et in certis locis et competentibus, cum omni justitia alta et bassa, nos assignaturum dicto regi Anglie, pro se et suis heredibus, tria milia librarum turonentium rendalium, quas garantisare tenebimur eidem; et ipse, pro se et suis successoribus, nobis et nostris successoribus pro dictis tribus milibus

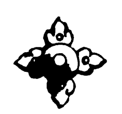
N° III.
Août 1286.

librarum rendalium, sibi per nos, ut dictum est, assignandis, remisit in perpetuum requisitionem predictam, et totam terram de Caturcinio predictam, jus etiam quod habebat vel habuerat in eadem.

Loca autem, cum eorum pertinenciis, in quibus assignabuntur dicta tria milia librarum, una cum omnibus aliis supradictis que dicto regi Anglie deliberari volumus, tenebunt dictus rex Anglie et sui successores, a nobis et successoribus nostris, regibus Francie, sub eodem homagio ligio sub quo tenet a nobis terram suam Vasconie et alias terras quas habuit et habet per paces predictas.

Quod, ut firmam et stabilem perseveret, presentibus litteris nostrum facimus apponi sigillum.

Actum Parisius, anno Domini, millesimo CC° LXXX° VI°, mense augusti.



N° IV.

20 Mai 1303.

TRAITÉ DE PAIX ENTRE PHILIPPE IV ET ÉDOUARD Ier

SOMMAIRE.

Les mandataires d'Édouard Ier annoncent qu'une paix définitive et perpétuelle a été conclue entre les rois de France et d'Angleterre.

Le roi de France s'engage à restituer au roi d'Angleterre tous les biens et droits qu'il possède dans le duché d'Aquitaine, en tant que ces biens et droits eussent appartenu au roi d'Angleterre, si le duché était resté entre ses mains.

Le roi d'Angleterre, en qualité de duc d'Aquitaine et pair de France, relèvera de Philippe IV, qui lui donnera des lettres d'investiture.

Dans la quinzaine de Pentecôte, le roi de France chargera quatre ou cinq de ses seigneurs de remettre Édouard Ier en possession du duché qui lui est rétrocédé. Si quelques privilégiés se refusent à revenir sous la domination du roi d'Angleterre, celui-ci recevra des biens d'une valeur plus grande que ceux qui ne lui auront pas été délivrés. Il les gardera tant que Philippe IV ou ses successeurs n'auront pas fait reconnaître sa suzeraineté par les privilégiés qui la repousseront.

Le roi de France fera rendre à qui de droit les biens qu'il a aliénés au préjudice, soit des partisans du roi d'Angleterre, soit du domaine du duché d'Aquitaine.

Les commissaires de Philippe IV demeureront en Aquitaine tant qu'ils n'auront pas délivré aux commissaires d'Édouard Ier tout ce qui est rétrocédé à celui-ci.

Les commissaires des deux souverains jureront d'exécuter leur mandat légalement et loyalement.

Lorsqu'il sera exécuté, les rois de France et d'Angleterre iront à Amiens, le jour de la Nativité de Notre-Dame, et confirmeront le présent traité. En outre, Édouard Ier fera hommage à Philippe IV, en tant que duc d'Aquitaine et roi de France. Il ne pourra s'abstenir de venir à Amiens, sauf le cas de force majeure. S'il ne peut pas le faire, son fils aîné, Édouard, le fera en son lieu et place. Mais lui-même sera tenu de venir en personne rendre hommage à Philippe IV dès qu'il le pourra.

Les prisonniers et les ôtages seront libres.

Les lettres par lesquelles le roi d'Angleterre avait cédé au roi de France le duché d'Aquitaine sont annulées.

Les deux souverains se restitueront réciproquement les lieux qu'ils ont occupés pendant la guerre, et recevront en grâce ceux de leurs sujets qui ont adhéré à la partie adverse.

Le roi de France garde, dans le duché d'Aquitaine, les acquisitions qu'il y a faites tant que ce duché a été entre ses mains.

Les anciens traités de paix entre la France et l'Angleterre sont confirmés.

Les commissaires des deux souverains pourront, s'il y a lieu, proroger l'entrevue de leurs maîtres.



N° IV.

20 Mai 1303.

Quarta pax et refformatio facta inter reges post guerram Vasconie (1).

UNIVERSIS presentes literas inspecturis et audituris, Johannes, permissione Dei, episcopus de Guincestre, Adomarus, comes Sabaudie (2), Henricus de Lachie, comes Nichole, et Otho de Grandisono, milites, et nuntii et procuratores excellentissimi principis Eduardi, Dei gratia, regis Anglie, domini Hibernie et ducis Aquitanie, salutem in Domino.

Notum facimus quod, cum, propter reformationem pacis inter dominum nostrum regem Anglie, ex una parte, et excellentissimum principem et dominum nostrum, eadem gratia, regem Francorum, ex alia parte, super discordantiis et guerris motis inter eos, nos et alii certi nuntii plures, et in diversis locis insimul, una cum nuntiis et procuratoribus dicti regis Francie, et plures tractatus fuissent habiti inter nos et dictos nuntios et procuratores dicti domini regis Francie, nomine suo et pro eo, ex alia parte, in negotio reformationis pacis superius dicte, qui tractatus super aliqua impedimenta non pervenerant ad effectum et ad finem optatum; finaliter dictus dominus noster, rex Anglie antedictus, considerans et respiciens consanguinitatem et proximitatem generis que est inter ipsum dominum regem Francie, et magnam affirmitatem et ligantiam noviter factam inter eos per matrimonia, sicut est illud quod est factum inter ipsum et sororem domini regis Francie, et illud quod debet fieri de filio suo primogenito et filia regis Francie predicti; et propter quod ligantia et amor unius et alterius sit magis firma, et quod rex Francie sit domino nostro regi Anglie obligatus et tentus, et meliores amici; et pro removendo mala et scandala que veniunt de guerra, et pro comuni comodo totius Christianitatis, et pro bono et evidenti auxilio Terre-sancte; nos de novo misimus et constituimus (3) specialiter, pro sequendo et ponendo ad finem dictos tractatus, dominum Ludovicum predicti domini nostri regis Francie filium, comitem Remensem (4), et Robertum de Burgondia (5), Johannem de Britannia ducem (6),

(1) Cet acte se trouve, en français, dans Rymer... t. I, p. 952.
(2) Amédée V, dit le Grand, comte de Savoie. (1285-1323.)
(3) Lisez : *nos... misit et constituit... pro sequendo... tractatus cum domino Ludorico*, etc.
(4) Louis, comte de Reims, depuis roi de France sous le nom de Louis X (1314-1316).
(5) Robert II, duc de Bourgogne (1272-1305).
(6) Jean II, duc de Bretagne (1286-1305).

dominum Petrum de Chambelli, militem et camerarium dicti domini regis Francie. N° IV. 20 Mai 1303.

Inter quos nuncios et procuratores dicti domini regis Francie, pro eo et nomine suo, et nos, pro dicto domino nostro rege Anglie et nomine suo, est facta ex nunc et affirmata certa, plana et integra et stabilis pax, ad durandum perpetuo, pro se et successoribus suis; et sunt omnes rancure, injurie, malivolentie, odia dimissa, remissa et indulta, de toto in totum, de una parte et de alia.

Et est concordatum per pacem istam faciendo, quod dominus rex Francie debet reddere ex nunc et restituere, per verbum et per litteras, dicto domino nostro regi Anglie, vel procuratoribus suis, nomine suo, et hominibus dicti domini nostri regis Anglie, et suis fidelibus, omnes civitates, castra, burgos, villas, terras, redditus, feoda, homagia, obedientias, dominia et omnes alios modos justitiarum, detenentias et droituras, et alias non se moventes quecumque sint nominate, aut que fuerint tradite domino regi Francie, vel gentibus suis, nomine suo, per antedictum dominum nostrum regem vel per suos; vel que fuerint capte vel ocupate, vel aliter obvenerint, seu excadite fuerint dicto domino regi Francie, vel suis devenerint, vel potuerint devenire vel excadere, si terre ducatus Aquitanie remansissent in manu dicti domini regis Anglie vel suorum; videlicet : quod illud quod ipse tenet presintaliter in manu sua; et de aliis rebus erit secundum formam que sequitur in isto presenti acordamento.

Item, procuratores vel nuntii dicti domini nostri regis Anglie ad hoc constituti, nomine suo et pro eo, sicut pro duce Aquitanie et pari Francie, pro dicto ducatu debent intrare ex nunc in fide et in obedientia domini nostri regis Francie pro dictis terre *(sic)*, et simpliciter, et sine conditione, faciendo sacramentum fidelitatis in anima dicti domini nostri regis Anglie; et habebunt dicti procuratores domini nostri regis Anglie, a domino rege Francie, litteras restitutionis, investiture de terris superius dictis, secundum formam istius presentis acordamenti.

Et, pro tradendo et deliberando de facto civitates, castra, villas, terras et omnes alias res superius nominatas, plene et integre, et pro removendo omnia impedimenta que possunt fieri per privilegia vel per donationes quod dominus rex Francie fecisset vel dedisset in terra, vel aliter, qualitercumque hoc fuisset factum, predictus dominus rex Francie mittet reverendum in Christo patrem, episcopum Altisiodorensem, dominum Robbertum, ducem Burgundie, et duos vel tres alios magnos homines,

N° IV.
20 Mai 1303.

bonos et sufficientes, quos dominus rex Francie nominabit infra quindenam festi Penthecostes proximo venturi, qui ibunt festinanter in partibus dicti ducatus et laborabunt legaliter, in bona fide, omnia dicta impedimenta (1), et per omnia ubi poterunt removere; et omnia loca ubi non erunt impedimenta ipsi expedient et facient expediri, integraliter et breviter et sine dilatione, ante dicto domino nostro regi Anglie et gentibus suis, pro eo; et quiptabunt et absolvent, nomine dicti regis Francie, per specialem potestatem et speciale mandatum, quod ipsi habebunt super has civitates, villas, castra et homines, cujuscumque dignitatis, status vel conditionis ipsi sint, a sacramentis, fidelitatibus, homagiis que ipsi fecerunt regi Francie, vel gentibus suis, nomine ipsius; et precipient eis quod ipsi facient homagia fidelitatis et sacramenta, et sint obedientes antedicto domino nostro regi Anglie et heredibus suis, sicut suo domino recto, et ita illis hominibus quibus terre erunt reddite, salva superioritate dicti domini regis Francie.

Et, si aliqui privilegiatorum nolebant redire ad dictum dominum regem Anglie, ipsi ponent diligentiam et penam, pro posse suo, legaliter, et in bona fide, ad hoc quod ipsi revertantur. Et, si hoc non poterat fieri, dictus dominus rex Francie faciet tradi et deliberari in tenatura, pro dictis privilegiatis, antedicto domino nostro regi Anglie, vel gentibus suis, pro eo, in locis competentibus, castra, villas, terras, feoda, homagia, redditus et alias tenutas, meliores et magis proficuas, omnibus rebus et conditionibus inspectis, ita sufficienter quod omnes poterunt videre aperte quod dictus dominus rex Francie habet voluntatem et desiderium de perficiendo, de liberando et de restituendo antedicto domino nostro regi Anglie illud quod restabitur ad deliberandum propter dicta impedimenta, et quod ipsi non haberent gratiam domini regis Francie sic et integraliter, sicut ipsi haberent revertendo ad obedientiam regis Anglie, ratione damni quod ipse haberet.

Quas tenaturas, antedictus dominus noster rex Anglie, et sui heredes et successores, erunt obligati ad laborandum et perquirendum bona fide, ut citius poterint, quod antedicti privilegiati revertantur ad dominationem et obedientiam dicti domini nostri regis Anglie et heredum suorum et successorum, sicut superius est dictum. Et postquam dicti privilegiati sunt reversi ad manum dicti domini nostri regis Anglie, vel gentium suorum, sicut superius est dictum, dicte tenature que erunt tradite, ex parte dicti domini regis Francie domino nostro regi Anglie, propter dictos privile-

(1) Rymer : *laboureront... a oster de tot en tot les ditz empeschementz.*

giatos, revertentur et debent reverti antedicto regi Francie, et suis successoribus, videlicet : totum pro toto et partem pro parte. **N° IV.** 20 Mai 1303

Et est concordatum quod dominus rex Francie faciet reddi illis qui tenuerint se de parte regis Anglie, illud quod ipse dederit ne aliter alienaverit, quoquomodo sit factum, de hereditatibus suis et de terris eorum, si ipse non poterat aliter concordari cum ipsis; et similiter faciet ipse reddi dona et alias res alienatas per eum, vel nomine suo, in domanio ducatus Aquitanie.

Et non recedent dicte gentes dicti regis Francie misse in ducatu Aquitanie inde, donec premissa fuerint completa et perfecte et integre, quantum ad deliberationem terrarum et traditionem de tenature, sicut superius est dictum.

Et erunt gentes pro domino nostro rege Anglie ad recipiendum deliberationem dictarum terrarum, videlicet : nos, Dymo [Aymo] de Sabaudia, Henricus de Nicole, milites, et Otho de Grandisono, miles, antedicti, qui laborabimus legaliter et in bona fide, quantum in nobis erit, ad removendum dicta impedimenta; et ubi nobis offeretur ratio, secundum formam istius presentis concordamenti, nos recipiemus eam velociter et sine dilatione in bona fide; et si aliqua de predictis personis, de una parte et de alia, erat impedita morte vel de infirmitate, alii, propter hoc, non dimittent ire ante ad perficiendum et complendum predicta, modo superius dicto.

Et jurabunt dicti : episcopus de Asurra, dux de Borgondia et alii quos dictus rex nominabit, jurabunt in anima dicti regis Francie, per suum speciale mandatum, et ita ipsi jurabunt in propriis animabus suis, super Evangelia sancta, quod omnia ista premissa plene deliberabunt, assignabunt et perficient, modo antedicto, legaliter et bona fide.

Et similiter jurabunt gentes dicti domini nostri regis Anglie et in eorum propriis animabus, videlicet : nos, Aymos, comes Sabaudie, Henricus, comes Nicole, et Otho de Grandisonno, milites, quod nos omnia supradicta et quemlibet perficiemus et complebimus modo superius dicto, legaliter et bona fide.

Item, est concordatum quod, predictis primo completis, quantum ad deliberationem terrarum et traditionem de tenatura, sicut superius est dictum, reges supradicti congregabunt se personale apud Amiens, in festo nativitatis Beate-Marie, in septembri proximo venienti, pro affirmando, et confirmando, et jurando res supradictas. Et tunc faciet dictus dominus noster rex Anglie domino regi Francie homagium ligium, sine conditione,

N° IV.
20 Mai 1303.

sicut dux Aquitanie et par Francie, pro dicto ducatu. Et non potest dictus dominus noster rex Anglie differre nec dimittere quin faciat dictum homagium, modo superius dicto, pro nullo casu, dicto vel facto, venerit vel venire posset; nec se poterit excusare quin veniat tunc personaliter propter excusationem nec propter impedimentum quoscumque sit, nisi ceteri propter impedimentum infirmitatis sui proprii corporis, legitime et bona fide. Et propter impedimentum maris, et propter aliud impedimentum legitimum vel essoynium, sit apparentum et sit notorium quod omnes videant quod non est fraus nec baratum. Et si dictum impedimentum eveniebat, quod absit, dominus Edduardus, ejus filius, erit obligatus ad veniendum in propria persona, cum pleno et sufficienti mandato et potestate de faciendo dictam fidelitatem, nomine dicti domini nostri regis Anglie, et de faciendo vel perficiendo omnia alia supradicta, nomine ipsius regis, et suus procurator ad hoc constitutus suficienter. Et nichilominus, dicto impedimento cessante, dictus dominus noster rex Anglie erit obligatus personaliter ad veniendum, ut citius poterit bono modo, pro faciendo fieri et compleri omnia supradicta.

Item, est concordatum quod omnes personarii et ostagii sint deliberati et quiptati; et quod quecumque litere et scripta obligatoria constringentia, hinc et inde, et omnes alie litere tangentes rendaturam ducatus Aquitanie factam per regem Anglie in manu regis Francie, sint reddite ille qui poterint inveniri, et alie adnichilate de una parte et de alia.

Item, est concordatum quod omnes terre, redditus, capte et occupate et detente, occasione guerre antedictorum regum, per dominum nostrum regem Francie et per suos, ab omnibus et subjectis domini nostri regis Anglie, sit de ecclesiis vel de aliis personis quecumque sint, ex nunc plene et integre reddite; et similiter terre et redditus, capte et occupate et detente per antedictum regem Anglie, et per suos, ab omnibus et subjectis domini nostri regis Francie, sint de ecclesiis vel de aliis personis quecumque sint, ex nunc sint plene et integre reddite illis quibus antea erant.

Item, est concordatum quod illi de ducatu Aquitanie que fuerunt ex parte regis Francie predicti in guerra remaneant in benivolentia et gratia domini nostri regis Anglie, et similiter quod illi de dicto ducatu que fuerunt de parte dicti domini nostri regis Anglie in guerra remaneant in benivolentia et gratia domini regis Francie.

Item, est concordatum quod rex Francie faciet suum proficuum de

acquisitionibus, et augmentationibus, et de melioribus que ipse fecit in terra, quamdiu ipse eam tenuit ad manum suam, in tradendo dicto domino nostro regi Anglie, tenenti conditione suficienti, excepto eo quod ex nunc de mantionibus et meliorationibus, de edificiis retorium nec compensatio fiat.

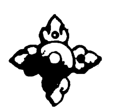
Et propter hoc quod omnes modus discordancie fuit pacificatus, et quod nullus modus discentionis remaneat, ratione temporis preteriti inter dictos reges, acordatum est per paces antiquitus facte et habite inter dictos reges et antecessores suos, sint firme et stabiles, et affirmamus et confirmamus eas nomine dictorum regum.

Item, est concordatum quod illi qui ybunt in ducatu Acquitanie pro dictis regibus, hinc et inde, sicut superius est dictum, habebunt potestatem prorogandi et protallandi, de communi concordia, dictum terminum nativitatis Beate-Marie, si ipse viderent quod est necessarium vel quod comodum negotii hoc requireret, ad alium terminum quem ipsi viderent quod est bonum.

Que premissa omnia et singula, sicut est superius ordinatum et scriptum, nos acordamus et volumus, et acepto ferimus et promittimus legaliter, bona fide, sicut nuntii et procuratores dicti domini nostri regis Anglie, pro eo, et nomine ipsius, et heredibus suis et successoribus suis, ad eas custodiendum et complendum et tenendum, firmiter et legaliter, perpetuo, sine veniendo in contrarium, aliquibus rationibus vel causis temporibus futuris. Et quod faciemus ea ratifcare et accepti ferri et approbare per dictum dominum nostrum regem Anglie, et jurare in anima sua, et de hoc dare litteras suas apertas, continentes omnia supradicta. Et de omnibus istis nos donamus et fecimus, nomine dicti domini nostri regis et in anima sua, sacramenta corporale ad sancta Dei ewangelia, in presentia dictorum nuntiorum et procuratorum dicti domini regis Francie.

In quorum testimonium nos facimus apponi hiis litteris nostra propria sigilla.

Datum Parisius, xx[a] die maii, anno gratie millesimo trescentesimo tertio.



N° V.
20 Mai 1303.

TRAITÉ ENTRE PHILIPPE IV ET ÉDOUARD I.

SOMMAIRE.

Les mandataires des deux rois conviennent des points suivants :

Il y aura, entre les deux princes, une alliance défensive contre tous, à l'exception : de l'Église romaine; d'Albert I, empereur d'Allemagne; de Jean II, comte de Hainaut, et de Jean II, duc de Brabant.

Le commerce sera libre, sauf paiement des coutumes.

Chacun des souverains s'engage à ne point soutenir les ennemis de l'autre, et à ne point laisser séjourner, plus de quarante jours, dans ses états, les bannis de ceux de l'autre roi.

Le présent traité sera renouvelé à chaque changement de règne, dès que les rois d'Angleterre auront rendu hommage aux rois de France pour le duché de Guyenne.

Quedam alia concordia facta eadem die (1).

OMNIBUS qui presentes literas videbunt et audient, Aymes, comes Sabaudie, Henricus, comes Nicole, et Otho de Grandisono, milites, nuntii et procuratores excellentisimi principis Edwardi, Dei gratia, regis Anglie, ducis Aquitanie, constituti et missi specialiter ad hoc, salutem.

Notum facimus quod, cum excellentissimus princeps Philippus, eadem gratia, rex Francorum, considerans et respiciens bona et proficua que provenerant de concordantia et amicitia de regibus et principibus, deputaverit et constituerit noviter dominum Ludovicum, ejus filium, comitem Remensem, dominum Robbertum, de Burgondia ducem, et dominum Johannem, ducem de Britania, et dominum Petrum, dominum de Chambelli, militem et camerarium dicti domini regis Francie, suos nuntios et procuratores, ad tractandum, pro eo et successoribus suis, de aligantia et amicitia facienda inter ipsos reges et suos heredes et successores et eorum regna et subjectorum suorum, inter nos et nuntios et procuratores

(1) Rymer,... t. I, p. 954, a publié en français l'acte correspondant, émané des envoyés du roi de France, avec quelques variantes dans les formules.

dicti domini nostri, nomine suo, pro eo et suis heredibus et successoribus, ex una parte; et dictos nuntios et procuratores dicti domini regis Francie, nomine ipsius, pro eo et suis heredibus et successoribus, ex parte alia; est factus tractatus et est concordatum in modum qui sequitur : N° V. 20 Mai 1303.

Primo, est concordatum inter nos et nuntios supradictos, nomine dictorum regum, quod ipsi reges erunt, unus et aliud, ex nunc et antea, boni, veri et fideles amici et coadjutores contra omnes homines, excepta Ecclesia Romana, tali modo quod si aliqui vel plures, quicumque ipsi fuissent, vellent despectum facere, impedire vel tribulare dictos reges et franchisias et libertates, privilegia, una [jura] et juridictiones et costumas eorum et eorum regnorum, quod ipsi erunt boni et legales amici et adjutores contra omnes homines qui possent vivere vel mori, et ad deffendendum, custodiendum et manutenendum franchisia[s], libertates, privilegia, jura, droituras et consuetudines superius dictas; excepto quod [per?] dictum dominum regem Francie excellentisimo principe domino Alberto, rege Almanie, et heredibus suis, regibus Almanie, et domino Johanne, comite de Henaut; et excepto, per dictum dominum nostrum regem Anglie, dominum Johannem de Brebant, et heredibus suis, descendentibus de eo et de filia dicti domini nostri regis Anglie; et quod unus non erit in concilio, nec in adjutorio, unde aliud perderet vitam, membrum, statum, nec honorem.

Item, accordatum est quod gentes et mercatores de uno regno possint ire libere et sine impedimento, et marcadisando, et ducere quecumque bona et mercandisias quecumque ipse sint, secure et salvo modo, in regno alterius, in solvendo consuetudines debitas.

Item, est concordatum quod unus non receptabit, nec sustinebit, nec confortabit, nec faciet confortamentum, nec adjutorium inimicis alterius, nec sustinebit quod ipsi habeant confortamentum, succurramentum, nec adjutorium, sit de gentibus armatis vel de victualibus vel de aliis rebus, quecumque sint, de terris suis nec de potestate sua, sed deffendent sub pena forefacture corporum et bonorum, et impedient pro posse suo legaliter, bona fide, quod dicti inimici non sint recepti nec confortati in terris sue dominationis nec potestatis sue, nec quod ipsi habeant confortamen, succursum nec adjutorium, sit de gentibus armorum, de equis, de armaturis, nec de victualibus, vel de aliis rebus quecumque ipse sint.

Item, est concordatum quod unus non recipiet bannitas regni alterius, nec sustinebit ipsos morari in terris nec in potestate sua; ymo faciet ipsos expelli infra quadraginta dies, postquam ipse fuerit requisitus.



N° V.
20 Mai 1303.

Item, est concordatum, quod in quolibet indicio vel renovatione domini, [de una parte?] vel de alia, in prima congregatione regum, tancito [tam cito] post homagium factum de ducatu Aquitanie, hec obligatio erit renovata, affirmata, confirmata et facta de novo per eadem verba inter reges; que omnia et singula, sicut est [sunt] superius dicta et scripta, nos acordamus et volumus et agratamus et promittimus legaliter, bona fide, sicut nuntii et procuratores dicti domini nostri regis Anglie, pro eo et nomine ipsius et heredibus et successoribus suis, ad custodienda ea, tenenda, complenda firmiter et legaliter, perpetuo, sine veniendo in contrarium per aliquot rationes, tempore futuro; et quod nos faciemus eas ratificare, agratare et approbare per dictum dominum nostrum regem Anglie, et ea jurare in anima sua, et de hoc dare litteras suas apertas, continentes omnia supra dicta. Et de omnibus illis non [nos] fecimus et donavimus, nomine dicti domini nostri regis, et in anima ejus, sacramentum corporalem ad sancta Dei ewangelia, in presentia dictorum nuntiorum et procuratorum dicti regis Francie.

In testimonium quorum, nos fecimus apponi sigilla nostra propria in hiis presentibus litteris.

Datum Parisius, xx[a] die maii, anno Domini millesimo ccc° tertio.



N° VI.

10 Septembre 1294.

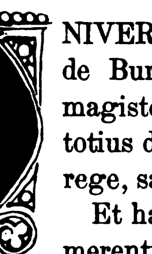
RÉTABLISSEMENT DU DROIT DE JUSTICE SUR LA BANLIEUE.

SOMMAIRE.

Jean de Burlac, maître des arbalétriers du roi de France et sénéchal d'Aquitaine, reconnaît à la commune de Bordeaux la juridiction sur un territoire dont il désigne soigneusement les confrontations. Dans ces limites, le maire et les jurats auront, comme ils ont eu anciennement, tous droits de justice sur les habitants, nonobstant les empêchements récemment créés par le roi d'Angleterre et par le roi de France lui-même. En conséquence, le sénéchal défend de troubler la commune dans l'exercice de ses droits de justice sur quelque personne que ce soit, dans la banlieue, et supprime les prévôtés de Barp et de Camparian, nouvellement établies. Il excepte de cette concession les gens de sa maison auxquels il se réserve de rendre la justice, et la prévôté de l'Ombrière, où sont jugées les contestations pécuniaires des gens qui n'habitent pas la banlieue.

Le sénéchal promet en outre de faire tous ses efforts pour obtenir la ratification de cette concession par le connétable (1) et par le roi de France.

Concessio et restitutio balleuce facta per dominum Johannem de Burlacio (2).

NIVERSIS presentes litteras inspecturis Johannes de Burlacio, miles, illustris domini regis Francie magister ballistariorum, senescallus Vasconie et totius ducatus Acquitanie, pro eodem domino nostro rege, salutem.

Et habere memoriam rei geste, virtutum premia merentibus tribui convenit, et justis postulantium votis facilis debet preberi assensus : hinc est quod major et jurati communie Burdegale ac ipsa communia, quos tanquam fideles et non immerito favore prosequimur speciali, nobis humiliter supplicarunt quod : cum infra balleucam seu terminos justiciatus civitatis Burdegale, que balleuca seu termini protenduntur de Burdegala, in hac civitate et suburbiis Burdegale, computatis usque ad bocam Jale (3), ubi Jala cadit in mare vocatum Geronda (4), prout dicta

(1) Raoul de Clermont, seigneur de Nesle.

(2) Voyez ci-dessous n° VII, note 1.

(3) La Jalle de Blanquefort. — Le nom d'*estey* et celui de *jalle* sont ordinairement donnés à de grands ruisseaux aboutissant à la rivière.

(4) A cette époque on nommait *mer* et *Gironde* la basse Garonne.

N° VI.
10 Septembre 1294.

aqua de Jala protenditur in ascendendo directe usque ad Jalam veterem; et de Jala veteri usque ad molendinum de La Begueyressa (1); et de ipso molendino usque ad Jalapont (2); et de ipso loco de Jalapont usque ad locum dictum de Magudans (3), ita quod dictus locus de Magudans a Jala, citra versus Burdegalam, remanet et remanere debet infra balleucam et de juridictione et districtu communie Burdegale; et de ipso loco de Magudans usque ad locum dictum Lo Pas de las Baquas (4); et de ipso loco dicto Lo Pas de las Baquas usque ad crucem de Beutras (5); et de Beutra usque ad justiciatum de Bogio (6), prout de justiciatu de Bogio protenduntur termini usque ad justiciatum de Belino, scilicet usque ad locum vocatum Laguabat (7); et de justiciatu de Belino versus fines sive terminos parrochie de Leunhano (8), remanente tota dicta parrochia infra balleucam Burdegale; et prout de ipsa parrochia de Leunhano aqua appellata La Blanqua (9) descendit usque ad bocam esterii de Carreyano (10), ubi dictum esterium cadit in mare vocatum Geronda; et de ipso esterio de Correyano usque ad Burdegalam; et de Burdegala usque ad esterium de Laureomonte (11); et de dicto esterio de Laureomonte prout vadit et extendit se balleuca inter podium parvum, quod est prope ecclesiam de Laureomonte, ex una parte, et magnum podium quod est versus Gaillardi de Laureomonte, ex altera, prout caminus vadit directe et extenditur usque ad crucem salvitatis de Laureomonte, retro domos; et de illa cruce versus boscum appellatum La Ramada (12), ipso bosco infra balleucam Burdegale remanente; et sicut de bosco hujusmodi caminus, sive via, vadit versus Artiguas (13), ad pererium qui est in extremitate ejusdem camini, sive vie, in loco vocato a La Lobeyra; et de dicto

(1) Un des moulins qui se trouvaient sur la Jalle, probablement à la hauteur du Vigean.

(2) Jalepont existe encore près du Taillan.

(3) Magudas, près de la source méridionale de la Jalle.

(4) Il est difficile de déterminer l'emplacement de cette localité; la carte de l'État-major signale un lieu dit *Pas Bages*, entre Illac et Boulac.

(5) Il y a un village de Beutre dans la commune de Mérignac.

(6) Juridiction de Buch, probablement à la Croix d'Hins.

(7) Au nord de Belin, sur la route de Bayonne à Bordeaux, il y a une localité appelée : *lo Putz de Lagubat*.

(8) Léognan, canton de La Brède.

(9) L'Eau-Blanche, ruisseau ou *estey* qui se décharge dans la Garonne, un peu au-dessus de l'estey de Couréjan.

(10) M. Champollion Figeac, *Documents historiques*,... t. II, p. 159, a lu *roquam Exterii*, au lieu de *bocam esterii*, et il en a fait un ruisseau du nom d'*Exter*.

(11) Lormont, sur la rive droite de la Garonne.

(12) Le bois de La Ramade est détruit, mais le lieu où il se trouvait en a conservé le nom.

(13) Artigues, canton du Carbon-Blanc.

pererio versus fontem de Montz; et de ipso fonte usque ad ulmos de Sancta-Gemma (1); et deinde usque ad pererios de La Falha de Podio, quod est super Artiguas; et deinde usque ad fontem de Margarida (2); et deinde usque ad pontem deu Cayron (3); et deinde usque ad podium deus Merlers (4); et de ipso podio deus Merleis usque ad Audiart torta; et de Audiart torta usque a La Forcada de Gimilhan (5); et deinde usque a La Forcada de Villalonga (6), prout via extenditur usque ad magnam viam que est inter paludem et costam; et prout ipsa magna via et palus durant usque ad esterium de Trena (7); et a dicto esterio usque ad dictum esterium de Correyano; et prout totum mare dictum Geronda est infra dictos terminos seu metas; major et jurati ipsius communie, qui pro tempore fuerunt, justitiam altam et bassam in quoscumque commorantes, contrahentes, delinquentes, vel accusatos de crimine, seu captos pro crimine, infra terminos predictos, habeant, habuerint et habere consuerint ab antiquo, exceptis quibusdam impedimentis que per bayllivos domini regis Anglie ducatum Aquitanie tunc tenentis, et per eundem ducem, a paucis temporibus citra, eis prestita fuerunt, et per nostros, ut asserunt, etiam prestantur, nobis cum magna instantia supplicarunt ut nos impedimenta predicta amoveremus ex toto, ex gratia speciali. Unde nos, non solum ex gratia sed ex debito justitie, super hiis cum antiquis patrie plenius informati comperimus ita esse, prout ex parte ipsorum majoris et juratorum et communie nobis extiterat supplicatum : propter que volumus, et, si necesse sit, ex speciali gratia concedimus eisdem, ut, ex nunc, infra balleucam predictam, ubique et in quocumque loco, et in quascumque personas, infra dictos terminos, tam per terram quam per aquam, justicia alta et bassa utantur; quia ita, ut compertum est, consueverunt facere temporibus retroactis, et omne impedimentum in predictis impositum amovemus, et presertim usum justiciatus preposituire de Bar et de Campariano que de novo create et ordinate fuerant, in prejudicium et perturbationem communie predicte et justiciatus

N° VI.
10 Septembre 1294.

(1) A l'ouest du tronçon abandonné de l'ancienne route de Paris, une maison porte encore le nom de Lorme.

(2) La fontaine de Marguerite est située au nord-ouest de Tresses.

(3) Le pont de Queyron est au midi du bourg de Tresses.

(4) Le *Livre des coutumes*, fol. 296, porte : *Ad podium deus Merles*. Une localité qui s'appelle *Merle* existe au midi du bourg de Tresses.

(5) Il y a encore La Fourcade, à l'ouest de Merle et au sud de Mélac.

(6) Un autre La Fourcade se trouve au sud de Bouillac, sur le chemin de La Tresne.

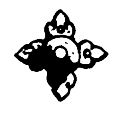
(7) L'embouchure de l'estey de La Tresne est sur la rive droite de la Garonne, vis à vis l'embouchure de l'estey de Couréjan.

N° VI.
10 Septembre 1294.

ipsius; exceptis illis qui de familia nostra fuerint, quorum jurisdictionem et cognitionem ad nos volumus pertinere; et salva et retenta nobis juridictione exercenda infra plateam Umbrerie Burdegale, coram castro Burdegale, per prepositum nostrum Umbrerie, in facto debitorum pecuniariorum, inter extraneos de extra balleucam Burdegale venientes, cum coram eo fuerint conquerentes; promittentes eisdem nichilominus, bona fide, nos procuraturos pro viribus, quod dominus constabularius Francie auctoritate regia, et predictus dominus rex, dum facultas se obtulerit, predicta rata habebunt et ea ex certa sciencia confirmabunt.

In quorum testimonium memoriam et munimen, nos, senescallus predictus, presentes litteras eisdem majori, juratis et communie concessimus, sigilli curie Vasconie quo utimur in officio senescallie ——— roboratas.

Datum et actum Burdegale, die veneris post festum nativitatis Beate-Marie virginis, anno Domini millesimo ducentesimo nonagesimo quarto.



N° VII.

Décembre 1295.

CONFIRMATION PAR PHILIPPE LE BEL A LA COMMUNE DE BORDEAUX DU DROIT DE JUSTICE SUR LA BANLIEUE.

SOMMAIRE.

Le roi de France confirme aux maire et jurats de Bordeaux la concession ou la restitution des droits de justice sur la banlieue, faite par Jean de Burlac et rapportée ci-dessus, n° VI.

Confirmatio per Philippum, regem Franchorum, facta concessionis et restitutionis barleuce facte per J. de Burlaco, ejus senescallum, majori et communie Burdegale (1).

PHILIPUS, Dei gratia, Francorum rex, notum facimus universis tam presentibus quam futuris, quod : cum dilecti et fideles nostri major, jurati et communia Burdegale, infra balleucam seu terminos justiciatus Burdegale : que balleuca seu termini protenduntur de Burdegala (2), in hoc civitate et suburbiis Burdegale computatis, usque ad bocas Jale, ubi Jala cadit in mare vocatum Geronda, prout dicta aqua de Jala pretenditur in ascendendo directe usque ad Jalam veterem; et de illa veteri usque ad molendinum de La Begueyressa; et de ipso molendino usque ad Jalapont; et de ipso loco de Jalapont usque ad locum dictum de Magudans, ita quod dictus locus de Magudans a Jala citra, versus Burdegalam, remanet et remanere debet infra balleucam, et de juridictione et districtu communie Burdegale; et de ipso loco de Magudans usque ad locum dictum Lo Pas de

(1) Ce document, célèbre autrefois sous le nom de *la Philippine*, avait été transcrit, non seulement dans le *Livre des Bouillons*, n°s 7, 16 et 24, mais dans le *Manuscrit de la coutume*, fol. 295, et dans le *Livre des privilèges*, fol. 2; en outre il en existe une copie aux Archives impériales, section administrative, H. 1595. Il a été imprimé un grand nombre de fois; voyez entre autres : De Lurbe, *Chronique bourdeloise*, dans la 2e édition latine, fol. 12, et dans la 1re édition française, fol. 19; *Nouveau Recueil de lettres patentes,...* 1729, p. 1; *Ordonnances du Louvre*, tome XII, p. 331, et tome XV, p. 377; Champollion Figeac, *Documents historiques... tirés... des bibliothèques...* tome II, p. 158.

(2) M. de Pastoret (*Ordonnances du Louvre*, t. XV, p. 377) a lu, au lieu de *Burdegala*, le mot abrégé *Burdi*. Il en a pris texte pour dire que les ruisseaux, la *Bourde* et la *Jalle*, se jetaient dans la Garonne, l'un au-dessus, l'autre au-dessous de Bordeaux, et « qu'on a prétendu que leurs noms unis auraient formé celui de la ville : Burdigala. »

N° VII.
Décembre 1295.

las Bascas, et de ipso loco dicto Lo Pas de las Bascas, usque ad crucem de Beutras; et de Beutras usque ad justiciatum de Bogio, prout de justiciatu de Bogio protenduntur termini usque ad justiciatum de Belino, scilicet usque ad locum vocatum Lagabat; et de justiciatu de Belino versus fines sive terminos parrochie de Leunhaco, remanente tota dicta parrochia infra balleucam Burdegale; et prout de ipsa parrochia de Leunihano aqua appellata La Blanqua descendit usque ad boquam esteri de Correyano, ubi dictum esterium cadit in mare vocatum Geronda; et de ipso esterio de Correyano usque ad Burdegalam; et de Burdegala usque ad esterium de Laureomonte; et de dicto esterio de Laureomonte prout vadit et extendit se balleuca inter podium parvum, quod est prope ecclesiam de Laureomonte, ex una parte, et magnum podium, quod est versus domum Gailhardi de Laureomonte, ex altera, prout caminus vadit directe et extenditur usque ad crucem salvitatis de Laureomonte, retro domos; et de illa cruce versus boscum appellatum La Ramada, ipso bosco infra balleucam Burdegale remanente; et sicut de bosco hujusmodi caminus, sive via, vadit versus Artiguas, ad pererium qui est in extremitate ejusdem camini, sive vie, in loco vocato a La Lobeyra; et de dicto pererio versus fontem de Montz; et de ipso fonte usque ad ulmos de Sancta-Gemma; et deinde usque ad pererios de La Palha de Podio, quod est super Artigas; et deinde usque ad fontem de Margarida; et deinde usque ad pontem deu Queyron; et deinde usque ad podium de Muerlers; et de ipso podio de Muerlers usque ad Audiart torta; et de Audiart torta usque ad La Forquada de Geminam; et deinde usque ad La Forcada de Villalongua, prout via extenditur, usque ad magnam viam que est inter paludem et costam; et prout ipsa magna via et palus durant usque ad esterium de Trena; et de dicto esterio usque ad dictum esterium de Correyano; et prout totum mare dictum Gironda et infra dictos terminos seu metas; justitiam altam et bassam in quoscumque commorantes, contrahentes, delinquentes, vel accusatos de crimine, seu captos pro crimine, infra dictos terminos, habeant, habuerint et habere consueverint ab antiquo; nos prefatorum majoris, juratorum et communie Burdegale pensata devotione quam ad nos, progenitores nostros et coronam Francie, continuatis effectibus habuerunt, et precipue postquam ad manum nostram regiam Aquitanie ducatus immediate pervenit; maxime cum de predictis per litteras patentes dilecti militis nostri Joannis de Burlacco, magistri balistariorum nostrorum, nuncque Vasconie et ducatus Acquitanie senescalli, simus plenius informati, usum justiciatus alte et

basse justitie infra balleucam predictam, prout inter dictos terminos se computat super omnibus gentibus supradictis, confirmamus eisdem auctoritate regia, nec non in prepositura de Bar et de Campuriano, que de novo create fuerunt, in dicte communie turbationem et prejudicium ac justiciatus eorum, usumque justiciatus hujusmodi eisdem majori, juratis et communie concedimus, ex certa scientia, de nova gratia speciali; personis illis duntaxat exceptis qui nostra vel senescalli nostri familia sunt et fuerint pro tempore, quorum juridictionem, cognitionem et punitionem ad nos aut dictum senescallum nostrum volumus pertinere; salva etiam et retenta nobis jurisdictione exercenda infra plateam Umbrerie Burdegalensis, coram castro Burdegale, per prepositum nostrum Umbrerie, super debitis pecuniariis inter extraneos de extra balleucam Burdegale venientes, cum coram dicto nostro preposito fuerint conquerentes. N° VII. Décembre 1295.

Que, ut firma et stabilia perseverent, presentibus litteris sigillum nostrum duximus apponendum.

Actum Parisius, anno Domini millesimo cc° nonagesimo quinto, mense decembris.



N° VIII.

Décembre 1295.

CONFIRMATION PAR PHILIPPE LE-BEL AUX BOURGEOIS DE BORDEAUX DE L'EXEMPTION D'IMPOTS POUR LEURS MARCHANDISES.

SOMMAIRE.

Les habitants de Bordeaux ayant obtenu autrefois des rois d'Angleterre l'exemption de tout impôt sur leurs marchandises, à Bordeaux et sur toute la Gironde, le Roi, pour les récompenser de leur attachement à la couronne de France, accorde ou confirme cette exemption. Cependant le Roi se réserve le droit de prélever un impôt d'un vingtième de la valeur sur les vins achetés à des étrangers. L'estimation de ces vins sera faite, fûts déduits, par les maire et jurats, d'après le prix moyen des vins de Sainte-Croix, de Saint-André et de Saint-Seurin; mais les vins récoltés par les citoyens et bourgeois, dans les vignes qui leur appartiennent, seront exempts d'impôts, toujours et partout.

Conffirmatio et concessio civibus Burdegale facta quomodo sint quipti ab omni mala conssuetudine ad Regem pertinente (1).

PHILIPPUS, Dei gratia, Francie rex, notum facimus universis, tam presentibus quam futuris, quod cum probi homines, manentes apud Burdegalam, a regibus olim Anglie, ducibus Acquitanie, quittantiam obtinuerint de omni malatolta et omni alia consuetudine ad eosdem reges pertinente de mercandisis eorum, tam in villa Burdegale quam per totam Girundam, eisdem hominibus et eorum heredibus perpetuo duraturum bene, in pace, libere, integre, plenarie, honorifice et quiette : Nos eorumdem proborum hominum, majoris, juratorum et communie Burdegale fidelium nostrorum, devotione pensata quam ad nos, progenitores nostros et coronam Francie, continuatis effectibus, habuerunt, et precipue, postquam ad manum nostram regiam Acquitanie ducatus immediate pervenit, eisdem probis hominibus, majori, juratis et communie Burdegale, quittantiam predictam, ex certa scientia, auctoritate regia confirmanter [confirmantes?] ipsis, majori, juratis, et communie quittantiam eamdem

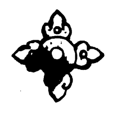
(1) Cette pièce n'a pas été imprimée dans les *Ordonnances du Louvre*.

N° VIII.
Décembre 1295

concedimus, ex nova gratia speciali, salvo et retento nobis quod per confirmationem et concessionem presentem nullum nobis et successoribus nostris prejudicium generetur, cum nos aut gentes nostre Burdegale possimus costumam levare et percipere Burdegale de vinis forencecis, per homines dicte communie emptis aut aliter acquisitis, videlicet : vicesimam partem tantum appreciatam, excepto pretio ligni dolii, videlicet : de hiis que per Occianum, seu magnum mare, extra patriam portabuntur et in magnis navibus honerabuntur. Quequidem estimatio fiet apud Sanctum-Eligium per majorem, juratos et probos viros Burdegale, ad requisitionem castellani castri nostri Burdegale, estimando vina eadem prout vina Sancte-Crucis et Sancti-Severini et Sancti-Andree vendentur communiter, non accipiendo majus forum nec minus, sed medium; exceptis vinis de propriis vineis sive redditibus civium aut burgensium Burdegale; que vina civium et burgensium, dum tamen de propriis vineis seu redditibus ipsorum pervenient, undecumque et a quocumque loco venient, volumus et concedimus esse perpetuo quitta et libera sive franca ab omni exactione costume.

Que ut firma et stabilia perseverint, presentes litteras sigillo nostro fecimus communiri.

Actum Parisius, anno Domini m° ducentessimo nonagesimo quinto, mense decembris.



N° IX.

Novembre 1295.

CONFIRMATION PAR PHILIPPE LE BEL D'UN PRIVILÉGE RELATIF AUX FILLES DOTÉES.

SOMMAIRE.

Les rois d'Angleterre ont accordé aux Bordelais un privilége par lequel, lorsqu'un père a doté une de ses filles en la mariant, celle-ci, après la mort de son père, ne peut venir à partage s'il y a un héritier mâle; mais s'il n'y a que des filles, elle peut, en rapportant sa dot, demander à partager.

De même la femme, après la mort de son mari, ne peut plus, comme autrefois, demander la moitié des acquêts, et doit se contenter des avantages spécifiés dans son contrat, à moins que son mari ne lui ait fait un legs particulier.

Le Roi, considérant l'affection que les Bordelais ont toujours eue pour la couronne de France, surtout depuis que l'Aquitaine est devenue un fief immédiat, confirme et concède ce privilége.

Confirmatio privilegii contra mulieres et filias maritatas (1).

PHILIPPUS, Dei gratia, rex Francie, notum facimus tam presentibus quam futuris, quod : cum dilecti et fideles nostri major et jurati communie Burdegale, ipsaque communia, dudum a regibus Anglie, ducibus Acquitanie, privilegium obtinuerint, quod postquam marita[ta] fuerit aliqua, cum terra et pecunia, apud Burdegalam, et ipsa et vir suus pactati fuerint de maritagio, non liceat predicte, post mortem patris sui, redire ad divisionem paterne hereditatis cum aliis heredibus, si pater heredem masculum reliquerit, sed recepto maritagio sit contenta; si vero pater filias tantum reliquerit heredes, si maritata partem hereditatis voluerit, ponat in partem cum aliis id quod recepit in maritagium, item, quod mulier, viro suo mortuo, non capiet ibidem medietatem de acquisitionibus viri sui, post ejus decessum, sicut capere consueverat, sed suo maritagio

(1) Cette pièce n'est pas imprimée dans les *Ordonnances du Louvre*. — Voyez ci-après le n° XCIII, et les articles 76, 201 et 202 des *Coutumes du ressort du parlement de Guienne*... Bordeaux, 1762, t. I, p. 52, 121 et suiv.

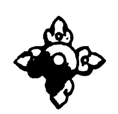
N° IX.
Novembre 1295

sit contenta, nisi vir suus aliquid ei dederit, ex propria voluntate, ante decessum suum :

Nos, consideratis eorumdem majoris, juratorum et communie fide et devotione quam ad nos, progenitores nostros et coronam Francie, continuatis actibus, habuerunt, presertim postquam ad manum nostram regiam Acquitanie ducatus immediate pervenit, eisdem majori, juratis et communie Burdegale, predicta omnia, ex certa scientia, auctoritate regia, confirmamus eadem que eis et eorum successoribus concedimus ex nova gratia speciali.

Quod ut firmum et stabile perseveret, presentes litteras sigillo nostro fecimus communiri.

Actum Parisius, anno Domini m° cc° nonagesimo quinto, mense novembris.



N° X.

13 Mai 1297.

CONFIRMATION PAR PHILIPPE LE BEL, A LA VILLE DE BORDEAUX, DU DROIT D'ÉTABLIR DES IMPOTS SUR LES MARCHANDISES.

SOMMAIRE.

Le roi de France permet aux maire et jurats de continuer à lever sur toutes les marchandises apportées à Bordeaux certains droits dont ils prétendent avoir la possession ou la quasi-possession, et mande, en conséquence, au sénéchal de laisser les Bordelais exercer librement ces droits.

Confirmatio possessionis antique majoris et juratorum Burdegale de ponendo impositiones super mercimoniis Burdegalam apportatis (1).

PHILIPPUS, Dei gratia, Francorum rex, universis presentes litteras inspecturis, salutem.

Notum facimus, quod nos volumus et concedimus quod dilecti nostri major et jurati civitatis Burdegale, in usu eorum, in cujus possessione, vel quasi, se esse et fuisse asserunt, imponendi et recipiendi certum quid, prout eisdem majori et juratis conveniens videbatur, ac eorundem communitatis utilitas et necessitas exigebant, in clausuris civitatis et communie predictarum necessarie convertendis, de blaadis, vinis et mercimoniis ad ipsam civitatem apportatis et apportandis, sicut consueverunt, remaneant pacifice et quiete. Dantes senescallo Vasconie et justiciariis nostris aliis quibuscumque, tenore presentium in mandatis, ut ipsos, si ita sit, in usu hujusmodi, non impediant, ymo ipsos manuteneant et deffendant in usu predicto, quotiens super hoc fuerint requisiti.

Actum Parisius, xiii^a die maii, anno Domini millesimo ducentesimo nonagesimo septimo.

(1) Ce document, qui est aussi transcrit dans le *Livre velu* (de Libourne), fol. 130 v°, n'est pas imprimé dans les *Ordonnances du Louvre*.



N° XI.

24 Octobre 1360.

LETTRES D'ÉDOUARD III RELATIVES A L'ÉCHANGE DES RATIFICATIONS DU TRAITÉ DE BRÉTIGNY.

SOMMAIRE.

Édouard III annonce qu'un traité a été conclu à Brétigny, le 8 mai 1360, entre les rois de France et d'Angleterre, aux conditions suivantes :

Le roi de France cède au roi d'Angleterre tous ses droits sur le Poitou, la Saintonge, l'Agenais, le Périgord, le Limousin, le Quercy, le Bigorre, le pays de Gaure, l'Angoumois et le Rouergue.

De plus, le roi d'Angleterre garde ou reçoit : Montreuil-sur-Mer, le comté de Ponthieu, Calais avec les places et le pays voisins, le comté de Guînes, et toutes les îles adjacentes aux terres précitées.

Le roi et le régent de France transporteront au roi d'Angleterre tous leurs droits sur les pays et les places cédés, et dégageront de tout devoir envers eux leurs anciens sujets, qui devront obéir à leur nouveau souverain.

Le roi d'Angleterre possédera les pays et les places cédés au même titre que le roi de France les a possédés. Toutefois, quant aux biens et aux droits qui ont appartenu à ses prédécesseurs, il n'aura pas à tenir compte des aliénations faites par les rois de France depuis soixante-dix ans, à d'autres qu'aux églises. Il gardera, cependant, toutes les possessions dont le roi de France jouissait, à la date de la bataille de Poitiers, dans les provinces qu'il cède, quand même elles n'auraient jamais appartenu à la couronne d'Angleterre.

Le roi et le régent de France ne retiendront aucun droit sur les lieux cédés au roi d'Angleterre, qui sera le seigneur souverain de ces lieux.

En revanche, celui-ci renonce à la couronne de France et à la suzeraineté des provinces de Normandie, Touraine, Anjou, Maine, Bretagne, Flandre, etc.

Le roi de France sera conduit à Calais dans les trois semaines qui suivront le jour de la nativité de saint Jean-Baptiste. Il paiera une rançon de 3,000,000 d'écus d'or en sept termes, dont le premier de 600,000, et les autres de 400,000 écus. Il sera mis en liberté après le paiement du premier terme, dès qu'on aura remis au roi d'Angleterre, d'une part, La Rochelle et le comté de Guînes, de l'autre, quarante ôtages dénommés dans l'acte.

Ces ôtages, qui n'auront pas de rançon à payer, lors de leur mise en liberté, devront se rendre, de gré ou de force, à Calais. Ceux qui ne le feront point, qui s'échapperont ou qui décéderont, seront remplacés. Toutefois, dix d'entre eux pourront être emmenés par le roi de France lorsqu'il quittera Calais.

Dans les trois mois qui suivront sa mise en liberté, le roi de France devra fournir quarante-deux autres ôtages qui seront pris parmi les bourgeois des principales villes de France, et seront garants de l'exécution du présent traité.

Pendant les trois derniers des quatre mois qu'il devra demeurer à Calais, le roi de France paiera les frais occasionnés par la garde de sa personne.

Dans l'année qui suivra la mise en liberté du roi de France, il recevra l'hommage de Jean, comte de Montfort, pour tous ses fiefs héréditaires, à l'exception du duché de Bretagne.

Quant à ce duché, les rois de France et d'Angleterre chercheront à mettre d'accord

N° XI.
24 Octobre 1360.

Jean de Montfort et Charles de Blois. S'ils rendent, dans un certain délai, une sentence arbitrale entre les deux prétendants, ceux-ci devront s'y soumettre. Dans le cas contraire, Jean de Montfort et Charles de Blois seront libres de défendre leurs droits comme ils l'entendront.

Les pays et les places qui changeront de souverain par l'effet du présent traité, conserveront leurs priviléges.

Dans l'année qui suivra la mise en liberté du roi de France, celui-ci rétablira le roi de Navarre et ses adhérents dans leurs anciens fiefs et droits, et leur pardonnera leur conduite passée.

Le roi d'Angleterre disposera, pour cette fois, des biens que Godefroy de Harcourt laisse en mourant.

Les nouveaux sujets des deux rois ne seront pas inquiétés pour leur conduite passée.

Les bannis, les églises et les personnes qui auront encouru quelque déchéance pendant la guerre, rentreront dans leurs anciens droits, à l'exception du vicomte de Fronsac et de Jean de Galard.

Dans l'année qui suivra la mise en liberté du roi de France, celui-ci fera remettre au roi d'Angleterre les pays et les places qu'il vient de lui céder. En compensation des comtés de Ponthieu et de Montfort, de la Saintonge et de l'Angoumois, le roi d'Angleterre devra rendre au roi de France toutes les places qu'il retient dans les provinces de celui-ci, autres que la Bretagne. Ces restitutions se feront aux frais de celui qui devra les opérer, mais avec le concours de toutes les parties contractantes.

Les prélats seront, quant à leurs biens temporels, sujets des souverains dans les états desquels ces biens se trouvent.

Une alliance est formée entre les rois de France et d'Angleterre; ils renoncent à soutenir, l'un contre l'autre : le premier, les Écossais; le second, les Flamands.

Les collations de bénéfices faites pendant la guerre sont maintenues.

Le Pape sera prié de confirmer le présent traité par des lettres spéciales.

Les sujets français et anglais pourront étudier, avec les mêmes priviléges que par le passé, dans les Universités des deux royaumes.

Les deux rois confirmeront le présent traité par des lettres patentes et par des serments qu'ils prêteront avec leurs fils et vingt seigneurs de chaque royaume; ils contraindront, au besoin, leurs sujets à respecter les conventions qu'ils ont faites, et se soumettront à la juridiction du Pape, s'ils violent eux-mêmes leurs promesses.

Les anciens traités entre la France et l'Angleterre seront annulés.

Les deux rois jureront le présent traité à Calais, et le confirmeront par des lettres patentes, après la mise en liberté du roi de France.

Ils ne demanderont et n'accepteront point de dispenses de l'Église contraires à leurs conventions.

Ils règleront à Calais le sort des ôtages.

A la suite des conventions précédentes, Édouard III déclare qu'il échangera à Bruges, avec le roi de France, les ratifications du présent traité, qu'il s'engage à exécuter fidèlement.

N° XI.

24 Octobre 1360.

Relation des articles de la paix traittée à Bretigni entre Jean, roy de France, et Edouard 3e, roy d'Angleterre, duc de Guienne (1).

EDWARD, par la grace de Diu, roy d'Engleterre, seigneur d'Irlande e d'Aquitaine, a ceulx qui cestes letres verronnt, saluz.

Come certains traicteurs et procureours, par la partie de nostre tres cher frere, le roy de France, a Bertegny, pres de Chartres, la octisme jour de may darrnierement passe, ait este fait tractie de paix finale, sur touz lez debatz et discours que nous avions et povions avoir l'un envers l'autre, duquiel la teneur s'ensuit :

Edward, eisne filz au noble roy de France et d'Engleterre, prince de Gales, ducs de Cornewaile et comte de Cestre, a touz ceulx qui ces presentes letres verronnt o ouironnt, salutz :

Nous vous faisoms savoir que de touz les debas et discortz quielxconques, meuz et demonstres entre nostre tres redoupte seigneur e pere, le roy de France et d'Engleterre, d'une part, et noz cousins, le roy, son fils eisne, le regent le royalme de France, d'autra part, pour bien de paix es acourde le octisme jour de may, l'an de grace mil CCCLX, a Bertigny de lees Chartres, en la maniere qui s'ensuit :

I. *Quas terras rex Anglie habebit in Vasconia et Guienne.* — Primeremant, que le roy d'Engleterre, avec ce qu'il tient en Guienne e en Gascoigne, aura pur lui et pur ces hoirs, parpetuelment a tous jours, toutes les chouses que s'ensuient, a tenir par le maniere que le roy de France, ou son filz, ou aucun de sous anncestrez, roys de France, les tindrent; c'est assavoir : ce que en souverrainte [en souverainete], ce que en domaigne en domaigne, e par le temps et manieres dessoulz esclarez : — La cite e le chastiel e la connte de Peytiers, e toute la terre e le pais de Peitou, ensemble les fees de Touartz e la terre de Belleville; la cite e le chastel de Xaentes, e toute la terre et le pays de Xaintoigne, par decea e par dela la Charante; la cite e le chastel d'Agen, e la terre e le pays

(1) Cet acte se trouve dans Rymer... t. III, p. 519; cf. p. 487. — Dans le *Livre des Bouillons*, il n'a point de rubrique en écriture contemporaine du manuscrit; mais, au XVIe siècle, un clerc de ville y a placé le titre ci-dessus.



N° XI.
24 Octobre 1360.

d'Agenois; la cite e le chastel et toute la connte de Perregort, e la terre e le pays de Pieregurs; e la cite e le chastel de Limotges, e la terre e le pays de Lymosin; la cite e le chastel de Cavours, e le terre e le pays de Carsin; le cite, le chastel et le pays de Tarbe, e la terre, le pays e le conte de Bigorre; la connte, la terre e le pays de Gaure; la cite e le chastel d'Angolesme, la connte, la terre e le pays d'Angolesmoys; la cite e le chastel de Rodeys, et las terres e le pays de Rouvergue.

Et s'il y a aucuns seigneurs, comme le connte de Foys, le connte d'Armaygnac, le connte de Lile, le connte de Perregort, le visconnte de Lymoges ou autres, qui tiengnent aucunes terres ou lieux dedeinz les mettez desdiz lieux, ilz feront omage au roy d'Engleterre et tous autres servicez et devoirs, deuz a cause de leurs terres ou lieux, en la maniere qu'il ont fait ou temps passe.

II. *Sequitur quid Rex habebit de Menstrell.* — Item, aura le roy d'Engleterre tout ce que le roy d'Engleterre o aucun dez roys d'Engleterre ancienement tindrent en le ville de Monstrerel-sur-le-Mer e es apartenances.

III. *De Pontieu sequitur.* — Item, aura le roy d'Engleterre tout le connte de Pontieu tout entierement, sauf et excepte que, si aucunes chouses onnt este alienez par les roys d'Engleterre qui ont este par le temps de ladite contee e appartenances, et autres personnes que as roys de France, le roy de France ne sera pas tenuz de les rendre au roy d'Engleterre. Et si lesdites alienations ont este faites as roys de France, qui onnt este pur le temps, sanz aucun mien [moien], et le roy de France lez tiegne a present en sa main, il lez leyssera au roy d'Engleterre entierement; excepte que, si lez roys de France lez onnt eu par eschannge as autres terres, le roy d'Angleterre delivra au roy de France ce que home en a eu par eschannge, ou il lui lessera lez chouses ensi alieneez. Mas, si les roys d'Engleterre, qui onnt este pur le temps, en avoient aliene ou transporte aucunes chouses en autres persones que ez roys de France, et depuys soient venuz es mains du roy de France, ou aussi par partage, le roy de France ne sera pas tenuz de lez rendre. Aussi, se les chouses dessusditez devoient homagez, le Roy les vaillera az autres qui en feront homage au roy d'Engleterre; et, s'ils ne deivent homage, le roy de France lui vaillera un tenant qui lui en fera le devoir, dedeinz un an prochain apres ce qu'il sera partiz de Calais.

IV. *De Calais.* — Item, le roy d'Angleterre aura le chastel e la vile de

Callais; le chastel, la ville et la seignurie de Merk; les villes, chasteaux et seignuries de Sangate, Coloigne, Haumes, Wale, et Oye, avecque les terres, boys, marois, riviers, rentes, seignuries, advouesons des eglises, e toutes autres apertenances et lieux entegrissanz [entregisanz] dedeintz les metez ou bonndez qui s'ensuient; c'est assavoir : de Calais jusque a la fil de la rivere par devant Gravelingues, e ainsi par la fil de mesme la rivere tout entour Langle, et ainsi par la rivere qui va par dela Poil, et ainsi par mesme la rivere qui chiet ou grant lay de Guynes jusques au Freton, et d'illoec par la valee entour la montaigne de Casculi [Calbully], en encloant mesme le montaigne, e ainsi jusques a la mer, avec Sangate et toutes lez appartenances.

N° XI.
24 Octobre 1360.

V. *De Guines.* — Item, ledit roy d'Engleterre aura le chastel e la villa et tout entierament le connte de Guines, avec toutes les terres, villes, chasteaux, fortereses, lieux, homes, homagez, seigneuries, boys, forestz, droitures d'icellez, ainsi entirment come le connte de Guynes, darrein mort, lez tint au temps de sa mort; et oubeiront les esgleyses et les bonnes gents, esteantz dedeintz les limitations dudit conte de Guynes, de Calais et de Merk, et des autres lieux dessusdiz, au roy d'Engleterre, ainsi come ilz obeysoient au roy de France ou au conte de Guines, qui fu pur le temps. Toutes lesquelles chouses de Merk e de Calais contenu en cest present article et l'article proschain precedent, le roy d'Engleterre tendra en domaigne; excepte l'eritage des esglises, qui demurrent azdites esglises entierment, queupart qu'ilz soient assis; et ainsi excepte les heritages des autres gens du pays de Merk et de Calais assis hors de la villa de Calays, jusques a la value de cent livres de terre par an de la monoye courrante en pais, et au-desouz, lesquilles heretatges lour demourent jusques a la value dessusdite et dessouz. Mais les habitations e heritages assiz en ladite vila de Calais avec lor apertenans, demurront en domaine au roy d'Angleterre pour ordenner a sa volunte; et ainsi demuront as habitans en la conte, ville et terre de Guignes, toutes lour demesnez entierment et y revendront pleinement; sauf ce qu'est dit des confrontations, metes e bonnes en l'artigle proschein precedent.

VI. *Sequitur de insulis adjacentibus.* — Item, acorde est que ledit roy d'Engleterre et sos hoirs auront et tendront touz lez yslez adjacens avec terres, pays et lieux avant nomnez, ensemble avec tous lez autres ysles, lesqueux le roy d'Engleterre tient au present.

VII. *Sequitur qualiter littere liberabuntur.* — Item, acorde est que le

N° XI.
24 Octobre 1360.

roy de France et son eisne filz, le Regent, pour eux et pour touz leur hoirs et successeurs, a plus tost que l'on purra, sans fraude et sans mal enginh, et a plus tard, deintz la feste de Saint-Michel proschein venant en un an, rendront, vailleront et delivreront, audit roy d'Engleterre et a tous cez hoirs et successeurs, et transporteront en eulx toutes lez honnurez, hobediences, homagez, ligeances, vassaux, fees, services, reconissances, droitures, mere et mixte empere, et toutes maneres dez juridictions hautes et basses, resortz et sauvegardes, advouesons et patronages des esgleyses, e toutes maneres de seigneuries, souverainetes, et tout le droit qu'il avoient ou porroyent avoir, appertinoient et povoient apertenir, per quelque cause, titre ou colour du droit, a eux, as roys et a la coronne de France, par cause des cites, contees, chasteaux, villes, terres, pays, ysles e lieux avant nomnez, et de toutes lours appertenances et appendances, quelque part qu'il soient et chescunes d'icelles, sans riens y retenir a eulx, a leur hoirs ne successeurs, as roys ne a la coronne de France. Et ainsi manderont ledit roy et son eisne fils, pour leurs letres patentes, a tous ercevesques, evesques et autres prelatz de Sainte-Eglise, et ainsi as contes, viscontes, barons, nobles, citeins, et autres quelconques dez citees, contees, terres, pays, ysles et lieux avant nomnez, qu'ils obeyssant au roy d'Engleterre, et a ses hoirs, et a lour certein commandement, en la maniere qu'ils ont obei as roys e a la coronne de France. Et, par mesmez les letres lour quitteront et absoudront, au mieulx qu'il se poyra faire des toutes homages, foys, seremens, obligations, subjections et promesses, faitz, par aucun d'eulx, as roys et a la coronne de France en quielque maniere.

VIII. *Qualiter Rex tenebit terras.* — Item, est acorde que le roy d'Englaterre aura les cites, comtees, chasteux, terres, pays, isles e lieux avant nomnez, avec toutes leur apertenances et appendances, quelque part qu'il soyent, a tenir a luy et a tous cez hoirs et ces successeurs, heritablement et parpetuelment, en demeine, ce que les roys de France y avoient en domaigne, et ainsi en fiez, service, souvirainete ou ressort, ce que les roys de France y avoient par tele manere; sauf tant come est dit part dessuz en l'artigle de Calays et de Merk.

Et, ce des citees, conntees, chasteaux, terres, pays, ysles et lieux avant nomnez, souvirainetes, droictz, mier et mixte impere, jurisdictions et profeitz quelsconques, que tenoit aucun roy d'Engleterre illoques, et en lour appertenances et appendences quelconques, aucuns alienations, donations, obligations ou charges ont este faites par aucun des roys de France qui ont

este pour le temps, puys LXX. ans encea, par quelconque forme ou cause qui se soit, toutes tiels donations, alienations, obligations et charges, sont desore et seronnt de tout mises au nient e repellez, cassez et anulez; et toutes chouses ainsi donnez, alienez ou chargez, seront, realment et de fait, renduz et vaillez audit roy d'Engleterre ou a cez deputez especiaux, a mesme l'entierre, come ils furent aux roys d'Engleterre, depuis LXX. ans encea, a plus tost que l'on puyra, sanz mal engeinh, et a plus tart deinz la Seint-Michel proschain venant en un an, a tenir audit roy d'Engleterre et a tous cez hoirs et successeurs, perpetualment et heritablament par la maniere que dessus est dit; excepte ce qu'est dit par dessus en l'artigle de Pontieu qui demourra en sa force, et saufs et exceptes toutes les chouses doneez et allienez az esglises, qui lour demourent paisiblement en touz les pays et lieux si-dessus et dessouz nomnez, si que les personnes desdites esglises prient diligemment pour lesditz roys comme pour lours fonndeours; sur quoy leur consciences en seronnt chargeez. N° XI. 24 Octobre 1360.

IX. *Qualiter Rex tenebit terras que non fuerunt predecessorum suorum.*— Item, est accorde que le roy d'Engleterre, tout les cites, conteez, chasteaux et pays dessus nomnez, que anciennemant ne onnt este dez roys d'Engleterre, aura et tendra en l'estate e ainsi come le roy de France ou cez filz les tenent a present.

X. *De rebus infra metas.* — Item, est acourde que, si dedeins les metez desdiz pays qui furent ancienement des roys d'Engleterre [auroient aucunes choses que autre foitz n'eussent este des roys d'Angleterre], dont le roy de France estoit en possession le jour de le bataille de Peytiers, qui fut le XIXme jour de septembre l'an de grace mil CCCLVI., elles seronnt et demourront au roy d'Engleterre et a sez hoirs, par maniere que dessus est dit.

XI. *De regalitatibus et honoribus.* — Item, est acorde que ledit roy de France et son eisne filz, le Regent, pour eux et pour leurs hoirs, et pour tous les roys de France et lours successours a tous jours, a pluis tost qu'il se porra faire, sans mal enginh et a plus tard, deintz la Saint-Michel proschain venant en un an, rendront et bailleronnt audit roy d'Angleterre et a tous cez hoirs et successors, et transporteront en eux touz honnours, regalites, hobediences, homagez, ligeances, vassaulx, fiez, services, reconissances, seremens, dreitures, mier et mixte impere, toutes maneres de jurisdictions hautz et basses, ressortz, sauvesgardes et seingnuries et souveiranites que apertenoient e apertienent, ou porroient en aucune manere apertenir, as roys et a la coronne de France, ou aucune autra per-



N° XI.
24 Octobre 1360.

sonne, a cause du roy et de la coronne de France en quelconque temps, es citees, contees, chasteaux, terres, paiis, islez e lieux avant nomnez, ou en aucun d'eulx, et en lour apertenences et appendences quelconques, ou es personnes, vassaulx ou subgiz quelconques de yceulx, soient princes, ducs, contes, viscontes, ercevesques, evesques et autres prelatz des esgleises, barons, noubles et autres quelconques, sans riens a eux, lour hoirs et successours, ou la coronne de France, ou autre qui ce soit, retenir ni reserver en yceulx, pour quoy ils, ne lour hoirs et successors, ou aucun roys de France, ou autre qui ce soit, a cause dudit roy ou de la coronne de France, aucune chouse y porroient calangier ou demander, en temps a venir, sur le roy d'Engleterre, ses hoirs et successours perpetualment, ne sur les homes ligez et subgiz avandiz, per cause dez paiis e lieux avant nomnez.

[Einsi que tous les avant nommez] personnes, e leurs hoirs et successours, perpetuelment seront homes ligez et subgiz du roy d'Engleterre, et de touz sez hoirs et successours. Et que le roy d'Engleterre, sez hoirs et successours, toutes les personnes, citees, contees, terres, paiis, isles, chasteaux et lieux avant nomnez, et toutes lours apertenances et appendences, auront et tendront, a eulx demurront pleinement, perpetuelment et franchement, en lour seignurie, souverainete, obeyssance, ligeance et subjection, comme lez roys de France les avoient e tenoyent, en aucun temps passe. E que ledit roy d'Engleterre, ses hoirs et successours, auront e tendront perpetuelment touz les paiis avant nomnez, avec lour apertenances et appendences, e les autres chouses avant nomnez, en toute franchise e libertat perpetuelle, come seigneur souverain et ligez, et come voisins au roy e au royalme de France, sans y reconoistre souverainte ou faire aucune obedience, homage, ressort, subjection, e sans faire, en aucun temps a venir, aucun service ou reconissance au roy ne a la coronne de France, dez citees, contees, chasteaux, terres, paiis, ysles, lieux et personnez avant nomnez, ou pour aucun de ycelles.

XII. *De renuntiationibus.* — Item, est acorde, que le roy de France et son eisne filz renonceront expressemant ausditz ressort et souverainetes, e a tout le droict qu'ils onnt et povent avoir en toutes les chouses qui, par ce present tractie, doivent apertenir au roy d'Engleterre. E semblablement le roy d'Engleterre e son esne filz renonceront expressement a toutes les chouses que, pour ce present tractie, ne doivent estre baillez ou demurir audit roy d'Engleterre, e a toutes les demandes qu'il faisoit au roy de

France; et par especial : au nonn et au droit de la coronne et du royalme de France; a l'omage, souverainete et demaigne du duche de Normandie, du duche de Torayne, des conntes d'Anjou et du Mayne; a la souverainete et homage du duche de Bretaigne; a la souverainete et homage du connte et paiis de Flandres, et a toutes autres domandes que le roy d'Engleterre faisoit ou faire purroit au roy de France, per quelconque cause que ce soit, outre ce et excepte que, par ce present tractie, doit demurer ou estre vailliez audit roy d'Engleterre et a ses hoirs. Et transporteront, cesseront et delaisseront li uns roys a l'autre perpetuelment, tout le droit que chescun d'eulx at ou poet avoir en toutes lez chouses que, par ce present tractie, doivent demourer ou estre baillez a chescun d'eulx. E du temps e lieu, ou e quant lesdites renunciations se feront, parleront et ordeigneront les deux roys a Calais ensamble.

XIII. *De rege Francie ducendo usque Cales.* — Item, est acorde, affin que cest present tractie puisse estre plus briefment acompli, le roy d'Engleterre feira amesner le roy de France a Calays, deins troys semaines apres la nativite Saint-Johan-Baptiste proschein venant, cessant toute jouste empechement, au despens du roy d'Engleterre, hors les frays de l'ostel dudit roy de France.

XIV. *De milionibus.* — Item, est accorde que le roy de France paiera au roy d'Engleterre troys milons de soudz [escuz] d'or, dont lez deux vaillent un noble de la monoye d'Engleterre; e en seront paiez audit roy d'Engleterre, ou a cez deputes, six centz mil escutz a Calays, dins quatre moys, a compter depuys que le roy de France sera venuz a Calays; et, dedans l'am de lors prochain ensuant, en seront payez quatre centz mille escutz, tieulx come dessus, en la cite de Londres, en Engleterre; et de lors, chescun an prochein ensuant, IIII. centz mille escutz, tieulx come dessus, en ladite citee, jusques a tant que lesditz troys millons seront payes.

XV. *De liberatione regis Francie.* — Item, est acorde que, per paiant lezdiz six centz mille escutz a Calays, et per vaillant lez hostages cydessouz nomnez, et delivrant au roy d'Engleterre, dedeins les quatre moys a compter depuichs que le roy de France sera venuz a Calays, come dit est, la villa, le chasteau et les forteresses de Larrochele, e les chasteaux, forteresses e villez de la connte de Guynes, avec totes leur apertenances et appendences, la personne dudit roy sera tout delivre [de prison], et purra partir franchement de Calays, et venir en son poare, sans aucun empeychement; mas il ne se purra armer, ne ses gens, contre le roy

N° XI.
24 Octobre 1360.

d'Engleterre, jusques a tant qu'il ait acompli ce qu'il est tenuz de faire par ce present tractie.

E sont ostatges, tant prisoneis pris a la bataille de Poytiers, come autres qui demurront pour le roy de France, ceux qui s'ensuient; c'est assavoir : mon sire Loys, connte d'Anjou; mon sire Johan, connte de Poytiers, filz au roy de France; le duc d'Orlienx, frere audit roy; le duc de Borbon; le connte de Bloys ou son frere; le connte d'Alencon ou mon sire Pierre d'Alencon, son frere; le connte de Saint-Pol; le connte de Harecourt; le connte de Pontieu; le conte de Valentinoys; le connte de Brene; le connte de Vaudemont; le conte de Fores; le visconte de Beaumont; le sire de Coucy; le sire de Fieules; le sire de Preaux; le sire de Saint-Venant; le sire de Garanciers; le daufin d'Auvergne; le sire de Hangest; le sire de Montmorensi; mon sire Guilliam de Craon; mon sire Loys de Harrecort; mon sire Johan de Ligny.

Les nomez [noms] dezdiz prisoners [qui furent pris en la bataille de Poitiers] sont tiels : mon sire Philippe de France; le connte de Eu; le connte de Longeville; le connte de Pontieu; le connte de Tanquarville; le connte de Joigny; le conte de Sannceurre; le connte Donmartin; le connte de Ventadour; le connte de Salubriche; le conte d'Auceurre; le conte de Vendosme; le sire de Craon; le sire de Vernable [Derval]; le mareschal d'Odeneham; le sire de Daubeny.

XVI. *De deliberatione XVI. prisonariorum obsidum.* — Item, est acorde que lez dessusdiz XVI. prisoniers, qui vendront demourer en ostatge pour le roy de France, come dit est, seront parmi ce delivrez de lour prisone, sans paier aucuns ranceons pour le temps passe, se il n'onnt este acord de certan ranceon per convenance fait per avant le tierce jour de may darrein passe; et se aucun d'eux est hors d'Engleterre, e ne seront [se rend] a Calays en ostatge dedains le premier moys apres lezdiz troys semaynes de la Saint-Johan, cessant jouste empeschement, il ne sera pas quitte de la prisone, mais sera constreit par le roy de France a retournir en Angleterre come prisonier, ou au paier la payne par luy promise e encorrue par defaute de son retour.

XVII. *De recambio hostagiorum.* — Item, est acorde que, en lieu dezdiz hostagez qui ne vindront a Calais, ou que murront [demourront] ou se departiront, sans congie, hors du poair du roy d'Angleterre, le roy de France sera tenuz de en vaillier autres de semblable estat, a plus pres que y purra estre faita, dedens quatre moys prochain apres que le vailliff

d'Amiens ou le mair de Saint-Omer en sera sur ce par letres dudit roy d'Engleterre certifiez; et purra le roy de France, a son departir de Calays, amesner en sa compaignie diz des ostatges, tieux come lezdiz roys acorderont; et soufira que le nombre de XL. dessusdit en demoure jusques au nombre de trente. N° XI. 24 Octobre 1360.

XVIII. *De burgensibus obsidibus.* — Item, est acorde que le roy de France dedans troys moys apres ce qu'il sera departiz de Calays, rendra a Calays en ostatge quatre personnes de la ville de Paris, et deux personnes de chescun des villes dont les nomes s'ensuient; c'est assavoir : Saint-Omer, Araz, Amienx, Beauves, Lile, Douay, Tournay, Reyns, Chaalons, Troyes, Chartres, Tholoze, Lyons, Orlienx, Compeigne, Rouen, Caen, Toures, Burges; lez plus soufisans dezditez villez pur l'acomplissement de cest present tractie.

XIX. *De mora regis Francie apud Calesium.* — Item, est acorde que le roy de France sera amesne d'Angleterre a Calays, et demourra a Calays pour quatre moys apres sa venue; mais il ne paiera riens pour le premer moys pour cause de sa garde; et pour chescun des autres moys esuantz, qu'il demourra a Qualoys par deffaute de luy ou de cez gens, il paiera pour sez gardez diz mille royalx, tieux come corrent a present en France, devant son departir de Calays; et ainsi au fier du temps qu'il y demourra.

XX. *De comite de Monteforti.* — Item, est acorde que, a plus tost que faire se purra, dedainz l'am proschain apres ce que le roy de France sera partiz de Calays, mon sire Johan, conte de Montfort, aura le conntee de Montfort, avec touz cez apertenances, en faisant homage lige, [au roy de France, et devoir, et service en tous cas, telle comme bon et loial vassal lige doit a son seigneur lige], a cause de ladite contee. Et ainsi lui seront renduz sez autres heretatges, que ne sont mie de le duche de Bretaigne, en faisant homage ou autre devoir que apertendra. Et s'il voet aucune chouse demander, ou aucunes dez heritages qui sont de ladite duche, hors du paiis de Bretaigne, bon et brief reason lui sera faite par le cort de France.

XXI. *De Britannia.* — Item, sur la question de domaigne de la duche de Bretaigne, que est entre ledit mon sire Johan de Montfort, d'una part, et mon sire Charles de Bloys, d'autre part, acorde est que lez deux roys, appelleez par d'avant eux, ou lour deputez, [les parties principauls de Bloys et de Montfort, par euls ou par leurs deputes] especiaulx, s'enformeront du droit dez parties, et s'afourceront de metre les parties a acourt

N° XI.
24 Octobre 1360.

surtout ce que est en debat entre eux, a plus tost qu'ils purront. Et, en cas que lezdiz roys, par eux ne pour leurs deputez, ne lez purront acorder dedainz hun an prochain apres que le roy de France sera arribez a Calays, les amys d'une partie et d'autre s'enformeront diligeamment du droit dez parties, par manere que dessus est dict, et s'aforceront de metre lezdites partiez a acord au meulz que faire se purra, a plus tost qu'ils purront. Et se ilz ne povent metre a acord dedainz demi an adonques prochain esuant, ilz repourteront azdiz deux roys, ou a leurs deputez, tout ce qu'ils en auront trove sur le droit dezdites parties, e sur quoy le debat demourra entre lezdites parties; et adonques lez deux roys, par eux ou pour lour deputez especiaulx, a plus tost qu'ils purront, metront lezdites parties a acord, ou diront lour final avis sur le droit d'une partie et d'autre, et ce sera excequte par lez deux roys. Et en cas qu'ils ne le purront faire, dedainz demi an de lors prochain esuant, adonques les deux partiez principals de Bloys et de Montfort feront ce que meulz lor sembera, e les amiz d'une partie et d'autre aideront quelque part que lor plaira, sans empechement dezdiz roys, et sans avoir en aucun temps a venir domage, blame ne reprouche, par aucun dezdiz roys, pur le cause dessusdite. Et, si ensi estoit que l'un dezdites partiez ne vousist comparer soufissanment devant lezdiz roys, ou lourdiz deputez, au temps que luy sera establiz; et ausi au cas que lezdiz roy, ou lours deputez, auroient ordenez o declarez que lezdites parties fuissent a acord, ou qu'il auront dit lour avis pour le droit d'une partie, et aucun dezdites partiez ne se voudroit acorder a ce, ne obeir a ladite declaration; adonquez lezdiz roys seront encontre lour de tout lour povoir, et en eyde de l'autre que se voudroit acorder et obeir; mais en nuilh cas lezdiz roys pour lours propres personnes, ne par autres, ne purront faire ne entreprendre guerre l'un a l'autre pur la cause avandite. Et tous jours demurra la souverainete et l'omage de ledite duche au roy de France.

XXII. *De libertate villarum.* — Item, que touz les terres, paiis, villes, chasteaux et autres lieux, vaillez azdiz roys, seront en tielles libertez et franchises come ellez sont a present; et seront confermez par lezdiz seigneours roys, ou par leurs successours, et par chescun d'eulx, tous lez foys qu'ils en seront sur ce deuement requis, se contraires ne estoient a ce present acord.

XXIII. *Pro Philippo de Navarra.* — Item, ledit roy de France rendra, et fera rendre e restablir de fait, a mon sire Philippe de Navarre, et a touz

ses adherens en apert, a plus tost que l'on pourra, sanz mal engin, et a plus tart, dedainz hun an prochain apres que le roy de France sera partiz de Calays, touz les villes, chasteaux, forteresses, seignuries, droitures, rentes, profitz, jurisdictions et lieux quelconques, que ledit mon sire Philippe, tant par cause de lui, come per cause de sa fame, ou sezdiz adherentz, tiendrent ou devoient tenir en royalme de France. Et ne leur feira jamais ledit roy reprouche, domage ne empachement, pour aucune chouse fait avant ces heures, et lour perdomra toutes offenses e mespreses du temps passe, pour cause de la guerre. E sur ce auront cez letres bonnes et soufisantes, si que ledit mon sire Philippe et ses avanditz adherentz retornent en son homage, et luiy *(sic)* faisent lez devoirs, e luy soient bones e loyaulx vasseaux. N° XI. 24 Octobre 1360.

XXIV. *De terris que fuerint Godofredi de Harecourt.* — Item, est acorde que le roy d'Angleterre pourra donner ceste foys soulement, a qui il lui pleira, en heritage, toutes les terres et heritages que furent de feu mon sire Godofrey de Harecort, a tenir du duc de Normandie, ou des autres seigneurs, de qui ellez devent estre tenuz de raison, parmi lez homagez et services ancienemen acostumez.

XXV. *Ne quis impetatur.* — Item, est acorde que nuilh home, ne paiis qui ait este en l'obeyssance d'une partie, et vendra, par cest acorde, a l'obeissance de l'autre partie, ne soit empache pur chouses fait au temps passe.

XXVI. *Pro bannitis et adherentibus.* — Item, est acorde que les terres de bannis et adherens, de l'une partie et de l'autre, et ainsi des esgleises d'un royalme et de l'autre, e que touz ceulx qui sont desheretez ou ostes de lors terres et heritagez, ou chargiez d'aucune pension, taille ou redevance, ou autremens grevez en quelque manere que ce soit, per cause de ceste guerre, soient restituiz entierment en meisne lez droiz et possession, qu'il eurant devant le guerre comancie; et que toutes manieres dez forfaitures, trespas et mesprises, fait par eulx ou aucun d'eulx, en moien le temps, soient de tout perdonnes; et que cestes chouses soient faites, a plus tot que l'on porra, bonament, et a plus tart, dedainz un an proschain apres que le Roy sera partiz de Calays, excepte ce qu'est dit en l'article de Calays, de Merk et d'autres lieux nomnez en dit article; excepte ainsi le viscontee de Fronsac et mon sire Johan de Galard, les queux ne seront point compris en cest article, mes devront [demourront] lour biens et heritatges en l'estat q'il estoient par avant ce present tractie.

XXVII. *De liberatione terrarum infra annum.* — Item, est acorde que



N° XI.
24 Octobre 1360.

le roy de France delivre au roy d'Engleterre, a pluis tost qu'il ne purra bonement, et devra [donra] et a plus tart, dedeinz [la feste Saint-Michel prochain venant, en] un an prochain apres son departir de Calays, tous les citees, villes, paiis et autres lieux dessus nómnez que per cest present tractie devient estre vaillez au roy d'Engleterre.

XXVIII. *De liberatione fortalitiorum.* — Item, est acorde que, en vaillant au roy d'Engleterre, ou a autres pur lui par especialx deputez, lez villez et forteresses, et toute le contee de Pontieu; lez villez et forteresses, et toute le contee de Montfort; le citee et le chastel de Xaintes; les chasteaux, villes et forteresses, e tout ce que le Roy tient en domaigne, en paiis de Xaintongne, de cea et de la [la] Charante; le chastel et la citee, et la chastel d'Angolesme, et les chasteaux, forteresses et villez que le roy de France tient en domaigne, en paiis d'Angolesmoys, avec letres et mandamens de delaissemens dez foys et homagez; le roy d'Engleterre, asses propres cous et frays, delivra touz les forteresses, prises et occupiez par lui, par ses subgiez, adherentz et alliez, es paiis de France et Tourayne, d'Anjou, du Mayne, du Berry, d'Auvergne, de Borguoigne et de Champaigne, de Picardie et de Normadie, et de totes les autres parties, terres et lieux du royaume de France, excepte celle du duche de Bretaigne, et des paiis et terres que, par ce present tractie, doivent apartenir et demourer au roy d'Engleterre.

XXIX. *Quod terre liberabuntur propriis sumptibus.* — Item, est acorde que le roy de France fera vaillier e delivrer au roy d'Engleterre, ou a ses hoirs, ou deputez, toutes les villes, chasteaux, forteresses et autres terres, paiis et lieux avant nomnez, avec leur appertenances, as propres frays et cous dudit roy de France. Et ainsi que, s'il y avoit aucuns rebellez ou desobeyssans, de rendre, vaillier ou restituer, audit roy d'Engleterre, aucuns citees, villes, chasteaux, paiis, lieux ou forteresses que, par ce present tractie, lui doivent apertenir, le roy de France sera tenuz de les faire delivrer audit roy d'Engleterre, a ses despenses. Et semblablement, le roy d'Engleterre fera delivrer, a ses despenses, les forteresses que, par ce present tractie, doivent apertenir au roy de France. Et seront tenuz lez ditz roys e leurs gentz a eux enter ayder, quant a ce, si requis en sont, aus gatges de la partie que lui requerra, que seront d'un florein de Florence, per jour, per chivaler; et demi florein, pour escuer; et pour les autres, au fuer; et de surplus des doubles gadges, est accorde que, si les dites gadges sont trop petitz, en regard au marchie dez vivrez en paiis, il en

sera a l'ordenance de quatre chivalers, pour ce esleuz, c'est assavoir : deux d'une partie, et deux d'autre.

XXX. *De subjectione prelatorum.* — Item, est acorde que tous les ercevesques, evesques et autres prelatz de Sainte-Esgleisie, a cause de lour temporalitez, seront subgiz de cellui dez deux roys, sous que il tendront lour temporalietez; et s'ils ont temporalitez sous touz les deux roys, ilz seront subgiz de chescun dez deux roys, pour le temporalite qu'il tendront souz chescun de yceulx.

XXXI. *De alligantiis.* — Item, est acorde que bonnes alliances, amistees, comfederations, soient faitz entre lez deux roys de France et d'Engleterre, et lour royalmes, en gardent le honnour et la conscience de l'un roy et de l'autre, nonobstant quelconques considerations [confederations] qu'il ayent, de cea et dela, avec quelconques personnes, soient d'Escoce, de Flandres, ou d'autres paiis quelconques.

XXXII. *De alligationibus Escotie et Flandrie.* — Item, est acorde que ledit roy de France et son eisne filz, le Regent, pour eux et pur lur hoirs, roys de France, si avant qu'il purra estre feite, se delaisseront et departiront de tout des alliances qu'il ont avec les Escotz; et prometeront, si avant que faire se purra, que jamais eux, ne lur hoirs, ne les roys de France qui pur le temps seront, ne donront, ne feront, a roy ne au royalme d'Escoce, ne au subgiz d'icelle, presentz ne a venir, aide, confort ne favour, contre ledit roy d'Engleterre, ne contre ses hoirs et successours, ne contre son royalme, ne contre ses subgiz, en quelque manere; et qu'ils ne feront autres alliances avec lesditz Escoutz, en aucun temps a venir, encontre lesdiz roys et royalme d'Engleterre. Et semblablement, si avant que faire se purra, le roy d'Engleterre, et son eisne filz, se delaisseront et departiront de tous dez alliances qu'il ont avec les Flamens; et prometront que eux, ne leurs hoirs, ne lez roys d'Engleterre qui pour le temps seront, ne donrront, ne feront as Flaments, presents ou a venir, eyde, confort ne favour, contre le roy de France, ses hoirs et successeurs, ne contre son royalme, ne contre ses subgiz, en quelconque manere; et qu'ils ne feront autres alliances avec lezdiz Flamenx, en aucun temps a venir, contre lez roys e royalme de France.

XXXIII. *Quod collationes beneficiorum sint valide.* — Item, acorde est que les collations e provisions faitz, d'une partie et d'autre, des beneficis vacans, tant come le guerre a duree, tiennent et soient valables; e que les fruitz, ysues et revenues, receuz et lovez [levees] de quelconques

N° XI.
24 Octobre 1360.

beneficis et autres chouses temporales quelconques, ez diz royalmes de France et d'Engleterre, par l'un partie et per l'autre, durant lesdites guerres, soient quittis d'una part et d'autra.

XXXIV. *De confirmatione tractatus.* — Item, que les roys dessusdiz seronnt tenuz de faire confermer toutes les chouses dessuzdiz, per nostre seint pere le Pape; e seront ballez et [par] seremens, sentences et censuras du cort de Rome, e touz autres lieux, en la plus forte manere que faire se purra; e seront impetrez dispensations, absolutions e letres de ladite cort de Rome, touchans la perfection et acomplissement de ce present tractie; et seront vailliez az parties, as plus tart, dedainz [les trois] sedmaynes apres ce que le Roy sera arribez a Calays.

XXXV. *Pro studentibus.* — Item, que tous les subgiz dezdiz roys, qui veindront [voldront] estodier es estudies et universites des royalmes de France et d'Engleterre, se joieront des privileges et libertez dezdites estudiez et universites, tout aussi come ilz poient faire avant ces presentes guerres, et come ilz font a present.

XXXVI. *De firmitatibus dandis.* — Item, au fin que lez chouses dessusditez, tracties et parlees, soient plus estables, fermez et valables, seront faiz et donnes lez fermetes qui s'ensuient; c'est assavoir : letres seellees dez seals dezdiz roys e des eisnez filz d'iceulx, les meilleours qu'il porront faire et ordenner par les conseilhers dezdiz roys; et jurront lezdiz roys, et lours enfantz eisnez, et autres enfantz, et ainsi lez autres dez ligeances [linages] dezdiz seigneurs, et autres grantz dez royalmes jusques a nombre de vint, de chescune partie, qu'ils teinront et aideront a tanir, pur tant come a chescun d'eulx touche, lesdites chouses tractiez et acordez, et acompliront, sans jamais venir a contraire, sans fraude, et sanz mal enginh, et sans faire nulh empechement. Et, se il y avoit aucun dudit royalme de France, ou dudit royalme d'Engleterre, qui fossen rebellez, ou ne vousissent acorder les chouses dessusdiz, lezdiz roys feront tout lour povoir, de corps et de biens, et de amys, de metre lezdiz rebelles en vray obeyssance, selonc le forme et tenour dudit tractie. Et avec se, se soubzmetront lezdiz roys, et leur hoirs et royalmes, a la cohertion de nostre saint pere le Pape, affin qu'il puysse constrendre per sentences, censures de esgleise et autres voies dues, cellui qui sera rebellez, selonc ce qu'il sera de rason. E permi les fermetez e seurteez dessusdites, renuncieront lezdiz roys, et leur hoirs, per foy et per serement, a toute guerre et a toute proces de faite.

Et, se par desobeyssance, rebellion ou puissance de aucun subgiz du royalme de France, ou autre jouste cause, le roy de France ou ses hoirs [ne povoient accomplir toutes les choses dessusdittes, le roy d'Angleterre, ses hoirs], ou aucun pour eux, ne feront ou deveront faire guerre contre ledit roy de France, ses hoirs, ne son royalme; mas touz ensemble s'aforceront de metre lezditz rebellez en vraye obeyssance, et d'acomplir les chouses dessusditez. Et ausi, si aucun du royalme et obeyssance du roy d'Angleterre ne voloient rendre les chastiaux, villes o forteresses, qu'il tiegnent en royalme de France, et oubeir au tractie dessusdite, ou pour jouste cause ne purront acomplir ce qu'il doit faire par ce present tractie, le roy de France, ne ses hoirs, ou aucun pour eulx, ne feront point de guerre au roy d'Engleterre, ne asson royalme; mes touz deux ensemble feront leur poair de recovrir [recouvrer] les chastiaulx, villes et forteresses dessusdiz, et toute obeyssance et acomplissement soit faite es tractiez dessusdiz.

Et seront aussi faites et donneez, d'une part et d'autre, selonc la nature de faite, tous manieres de fermetez et seureteez que l'en saura ou purra deviser, tant par le Pape et le college de la cort de Rome, come autrament, pour tenir e garder perpetualment le paix et toutes les chouses dessus acordeez.

XXXVII. *De anullatione aliorum tractatuum.* — Item, est acorde que, pour ce present tractie et acord, touz autrez acortz, tractiez ou prosecutions, se aucuns en y a fait ou pourparlez en temps passe, sonnt nulles et de nuille valoir, et de tout misses a niant; e ne s'en purront jamais ayder les parties, ne faire aucune reprouche, l'un contre l'autre, pour cause d'iceulx tractiez et acordz, si aucuns en y avoit, come dit est.

XXXVIII. — Item, que ce present tractie [sera] approve, jure et conferme par les deux roys, a Calays, quent il seront en lour personnes; e depuis que le roy de France sera partis de Calays, et sera en son poair, dedainz un moys proschein ensuant ledit departement, le roy de France en fera letres confirmatoirez et autres necessaris, ouvertes, e las envoyera et delivrera a Calays, audit roy d'Engleterre ou a ses deputez audit lieu; et ausi le roy d'Engleterre, en prenant lesdites letres confirmatoires, en vaillera letres confirmatoirs pareillez a ycellez dudit roy de France.

XXXIX. *De novitate curie romane.* — Item, acorde est que nuilh dez roys ne procura, ne fera procurer, per lui, ne per aucun [que aucunes] novelletez ou greffs se fassent per l'esgleise de Rome, ou per autres de

N° XI.
24 Octobre 1360.

Sainte-Esgleize, quelconques ilz soient, contre ce present tractie, sur aucun dezdiz roys, lour coadjutor, adherens ou alliez, quelles qu'ils soient, ne sur leurs terres, ne de leurs subgiz, per encheson de la guerre, ne pur autre chouse, ne pur services que lezdiz coadjutors ou alliez aien faitz ausdiz roys, ou a aucuns d'iceulx; et se nostredit Saint-Pere, ou autre, le vouloient faire, lez deux roys les destorberont, selonc ce qu'ils purront, bonement, sans mal enginh.

[XL]. — Item, dez hostages qui seront vaillez au roy d'Engleterre a Calays, de la maniere et du temps de lour departement, lez deux roys en ourdeneront a Calays.

Et, plusors articles dudit acord aient este depuis corregiez a Calays, en certaines maneres, pour ce que les renunciations, que sonnt a faire d'une partie et d'autre, selonc ledit tractie, n'onnt pas este faites a Calays purement et simplement; Nous, esteans audit lieu de Calays, savoir faisoms que nous volons, acordons, et nous plaist que, apres ce que les renunciations, cessions, transportz et delaissements, seront faitz ou faites, d'une partie et d'autre, et ycellez envoyez et delivrez a Bruges, par la manere que contenu est en uns autres articles sur ce faites, sealleez des seaulx de nous et de nostredit frere, que yceulx articles, par la maniere qu'ils furent passeez et acordez audit lieu de Bretigny, et si come contenu est cy-dessus, soient vailleez et delivreez a nostredit frere, seeleez de nostre seal et du seal Edward, nostre tres cher et eisne filz.

Et lui prometons vailler et delivrer audit lieu de Bruges, a la feste de Saint-Andriu proschain venant en un an, en cas que nostredit frere nous envoyera les renunciations qui sonnt a faire de sa part, et les delivra a noz gens au lieu d'avantdit; et aussi letres parailleez, tant de la tenour dudit tractie, que autres seelleez de son seal et de nostre nev[eu], son filz.

Et voulons que les chouses dessusditez, faites et acompliz par la manere que dessus est dite, lezdiz articles si-dessus encorporeez demeurent en leur force et vertue, et aient an tiel efet et value, pour l'une partie et pur l'autre, come s'il n'eussent este corrigez; et promettons loyalment, en bonne foy, et jurons sanz mal enginh, tenir, garder et acomplir sans fraude ce que dessus est dit.

En testimoni de ce, nous avons fait metre nostre seal a cez presentes letres.

Donne a Calays, le xxive jour de octobre, l'an de grace mil ccc. soixante.

N° XII.

24 Octobre 1360.

LETTRES DE RENONCIATION D'ÉDOUARD III DONNÉES EN EXÉCUTION DU TRAITÉ DE BRÉTIGNY.

SOMMAIRE.

Lorsque le roi de France aura fait les renonciations auxquelles il s'est engage par le traité de Brétigny, le roi d'Angleterre lui remettra à Bruges des lettres patentes qui renfermeront ce qui suit :

Édouard III, après avoir rappelé que la guerre vient de finir, constatera que le roi de France a rempli ses engagements. Par suite, il renoncera lui-même à la couronne de France, à la souveraineté des provinces de Normandie, Bretagne, Touraine, Anjou, Maine et Flandre, et à tous les autres droits qu'il a promis d'abandonner. De plus, pour le cas où il violerait le traité conclu à Brétigny, il se soumettra à la juridiction du Pape et consentira à encourir « tielle blasme et diffame come roy sacre doit encourir en tiel cas. »

Tel sera le contenu des lettres promises par le roi d'Angleterre ; s'il refuse de les délivrer, lorsque le roi de France aura fait les renonciations auxquelles il s'est obligé, les présentes lettres en tiendront lieu.

Sequitur renuntiatio pura per regem Edwardum (1).

EDWARD, etc. A touz ceulx qui cez presentes letres verront, salutz.

Savoir faisons que nous avoms promis et prometons vailler ou faire vaillier, et delivrer realment et de fait, au roy de France, nostre tres cher frere, ou a sez deputez especialx en celle partie, aus freres Gustinx [Augustins], dedainz la ville de Bruges, au jorn de la feste de Saint-Andriu proschein venant en un an, letrez sceleez de nostre gran seal, en las de soye et cire verte, en cas que nostredit frere aura fait les renunciations qu'il doit faire de sa partie, et nostre tres cher neveu son filz eisnez, et ycellez vaillez a noz gens ou deputez, audit lieu et terme, par le manere que obligez y sont ; dez quellez letres le tenour de mot a mot s'ensuit :

Edward, par la grace de Dieu, roy d'Angleterre, seigneur d'Irlande et

(1) Cet acte se trouve dans Rymer..., t. III, p. 528.

N° XII.
24 Octobre 1360.

d'Aquitaine, savoir faisoms a tous presents et a venir, que come guerres mortels ayen longement dure entre nous, qui avons reclamez avoir droit au royalme et a la coronne de France, d'une part; et le roy Philippe de France, lui vivant, et apres son deces, entre nostre tres cher frere le roy de France, d'autre part; ayent porte moltz grandes damages, nom pas seulement a nous et a tout nostre royalme, mas a royalmes voisins et a toute christiente; quar, par lezdites guerres, sont maintefoys avenuz bataillez mortels, occisions dez genz, pillemens, arsures et destructions dez gens et perilh des almes, deflorations de pucelles et de vierges, deshonestations dez femnez mariez et veves, arsures dez villes, d'abbeyes, de manoirs et edifices, roberies et oppressions, gueitemens des voies et de chemins; joustice en est faille, et la foy cristiene refroyde, et marchandise perie, et tant d'autres maleficez et orriblez faitz s'en sont ensuitz, que ne purront estre diz, nombreez ne escritz; par lesquielles nostredit royalme et lez autres royalmes par cristianiete ont seustenu moultz d'afflictions et de domagez irreparablez.

Pourquoy, nous considerans et pensantz lez mals dessusditz, et que vraisemblable estoit que les plus grans s'en purroient ensuire en temps avenir, et aians grant pite et compacion de nostre pueble, qui en la persecution de noz guerres ont expousez lour corps et lour biens a touz perils, sans eschuir despensses et missez, dont nous devons bien avoir perpetuel memoire, avons pour ce soustenu par plusors foys tractie de paix.

Premierement, par le moer [moien], de honorables peres en Dieu, plusours cardinalx et messatgiers de nostre saint pere le Pape, qui a present diligence et instance y travailleront [travaillerent] pour lours; et depuys ce y ait, en plusors tractiez, parolez et plusours voyes touches entre nous et nostre frere de France; finablement, en moys de may darrein passe, vinrent en France messatgers de part nostre saint pere le Pape, nostre cher et foyal l'abbe de Clugny, frere Simon de Lengres, maistre en divinite, maistre de l'orde des Freres prechours, et Hughe de Geneve, chivalier, seigneour d'Auton, ou nous estoions lors en nostre host. En tant alerent et vindrent lezdiz messatgiers devert nous, et devert nostre tres chier neveu, le duc de Normandie, lors regent le royalme de France, que en plusours lieux s'assemblerent traictures, d'une partie et d'autre, pur parler et tractier de paix entre nous et nostredit frere de France, et les royalmes de l'un et de l'autre. Et au darrein, s'assemblerent les traicteurs

et procurous, de part nous et de part nostre eisne filz, le prince de Gales, az chouses dessus escriptes, per especial deputez, et les procureurs et tractures de nostredit frere et son eisne filz, aiant a ce poair et auctorite de l'un et de l'autre, a Bretigny, pres de Chartres. Ou quiel lieu fu parle, tractie et acorde des traictures et procureours de l'une et de l'autre partie, sur touz les discors, discentions et guerres que nous et nostredit frere avions l'un contre l'autre; lequel tractie et paix, les procureurs d'une partie et d'autre, pur l'une partie et pur l'autre, jurerent as saintz evvangelis tenir et garder. Et apres ce, le jurerent sollempnement nostredit filz, par nous et pour lui, et ledit nostre neveu, le duc de Normandie, aiant a ce poair pour sondit pere , nostre frere, et pur lui.

Et nous, apres ces chouses ainsi faictes et a nous reportez et expousez, considere que nostredit frere de France s'acordoit et consentoit audit tractie, et voloit ycellui e li paix tenir, garder et acomplir de sa partie, ycellez tractie et paix, du conseil et conscentiment de plusours de nostre sang et linatge, ducx, contes, clercx et gens d'esgleise, barons, chivalers et autres nobles, bourgeoys et autres sages de nostre royalme, pour appaiser les guerres et lez malx et doulours dessusditz, dont le pueple estoit si mal mene come dessus est dit, al honour et a la gloire du Roy dez Roys, et pour reverense de Sainte-Esgleise, de nostre saint-pere le Pape, et de ses messages, avons conscenti et conscentons et les ratifions, greons et approvons.

Et, come par ledit tractie et paix nostredit frere de France doit delivrer et deleisser, e ad vaile, delivre et delaisse, si come il est contenu en cez letres sur ce faites plus plainement a perpetuite, a nous, pour nous hoirs et successours, a tenir perpetuelment, a tous jours, toutes les chouses que s'ensuent, par le maniere que nostredit frere, ou cez filz, ou aucun de cez ancestres roys de France les tindrent en aucun temps passe; c'est assavoir : [ce] que en souveraine a tenir en souverainete, et ce qu'en domaine a tenir en domaine; c'est assavoir : la cite, le chasteau et toute le contee de Poitiers, et toute la terre et le paiis de Peytou, ensemble lez fiez de Thouarz et la terra de Bellaville; la citee et le chasteal de Xaintes, et toute le terre et le paiis de Xaintoigne, par decea et par dela la Charante; la cite et la chastel d'Agen, et le terre et le paiis d'Agenoys; la citee et le chastiel et toute la conte de Perregort, et le terre et le paiis de Perregurs; la cite et le chastel de Limoges, et toute le terre et le paiis de Limosin; la cite et le chastiel de Cauors, et le terre et le paiis de Caoursin; la cite, le

N° XII.
24 Octobre 1360.

chastiel et le pays de Tarbe, et la terre, le paiis et conte de Bigorre; la conte, le terre et le paiis de Gaure; la cite et le chastel d'Angolesme; la conte, la terre et le paiis d'Angolesmoys; la citee et le chastel de Rodoys, et le terre et le pays de Rouergue; et ce que nous, ou aucun dez roys d'Angleterre, ancienement tiendrent en la ville de Mostreul-sur-la-mer et es appertenances;

Item, la conte de Pontiu tout entierment, saup et excepte et seulonc la tenour de l'article contenu en dit tractie qui de ladite conntee fait mention;

Item, le chasteau et le ville de Calays; le chasteu, la ville et la seignurie de Merk; les villes, chasteaux et seignuries de Sangate, Coloigne, Haumes, Whale et Oye, avec les terres, bois, marrois, rivers, rentes, seignuries et autres chouses contenues en l'artigle faisant de ce mention oudit tractie, et selonc la teneur dudit artigle;

Item, le chastel, le ville et tout entierment la conte de Guynes, avec toutes les terres, villes, chasteaux, forteresses, lieux, homes, homagez, seignuries, boys, fores et droytures, selonc la tenour de l'artigle faisant de ce mention plus pleinement audit tractie; et avec les islez adjacens aus terres, paiis et lieux avant nomnez; ensemble avec toutes les autres isles, quieux nous tenons a present, et tenions au temps dudit tractie.

Et come, pour la forme et tenour dudit tractie et de le paix, nous e nostredit frere le roy de France doions et avons promis, par foy et par serement, l'un a l'autre, yceulx tractie et paix tenir, garder et complir et non venir encontre; et soions tenuz, nous et nostredit frere, et noz filz eisnez dessusdiz, par obligation et promesse, et par serement faitz d'une partie et d'autre, certaines renunciations l'un pour l'autre, soulonc le forme et teneour dez deux artigles contenuz entre lez autres en dit tractie et paix, dont le forme est tielle :

« Item, est acorde que le roy de France et son eisne filz, le Regent, pour eux et par leur hoirs, et pour touz lez roys de France et leur successours a tous jours, a plus tost que se porra faire, sans mal enginh, e a plus tart dedainz le Sant-Michel proschein venant en hun an, rendront et vailleront audit roy d'Engleterre, et a touz cez heirs et successours, et transpourteront en eux tous les honnours, regaliteez, obeyssances, homagez, ligeances, vassaux, fiez, servicez, reconissances, seremens, droitures, mere et mixte impere, toute manere de jurisdictions hautes et basses, ressorts, sauvegardes, seignuries et souverainetez, qui appertinoient, appertenent ou purront en aucune maniere apertenir aus roys et a la coronne de France,

N° XII. 24 Octobre 1360.

ou a aucune autre personne a cause du roy et de la coronne de France, en quelque temps, es citeez, conteez et chasteaulx, terres, paiis, isles et lieux avant nomnez, ou en aucun d'icellez, et a leur appertenances et appendances quelconques, ou es personnes, bassaulx ou subgiz quelconques d'iceulx, soient princes, ducs, contes, viscontes, ercevesques, evesques et autres prelatz d'esgleize, barons, nobles et autres quelconques; sainz rienx a eux, lour hoir et successours, ou a la coronne de France, ou autre que se soit, retenir ne reservir en yceulx pour quoy ils, ne leur hoirs et successours, ou aucun roys de France, ou autre qui ce soit, a cause de roy ou de la coronne de France, aucune chouse y purront chalangier ou demander, en temps avenir, sur le roy d'Engleterre, sez hoirs et successours, ou sur aucun dez bassaux et subgiz avantditz, pour cause des paiis et lieux avant nomnez; aussi que toutes les avant nomnez personnes, et leur heir et successeurs perpetuelment, seront homes ligez et subgiz du roy d'Engleterre, et a touz ses hoirs et successours. Et que ledit roy d'Engleterre, ses hoirs et successours, toutes les personnes, citees, conntees, terres, paiis, yslez, chasteaux, et lieux avant nomnez, et toutes lour appertenances et appendences, auront et tendront, et a eux demeureront pleinement, perpetuelment et franchement en leur seignuries, souverainete et obeyssance, ligeance et subjection, come lez roys de France les avoient et tenoient en aucun temps passe. Et que ledit roy d'Engleterre, ses hoirs et successours, auront et tiendrent paciblement et perpetuelment touz lez paiis avant nomnez, avec lur appertenances et appendances, et lez autres chouses avant nomneez, en toute franchise et liberte perpetuelle, come seigneur souverain et lige, et come voisins al roy et al royalme de France, sainz y reconoysse souverain, ou faire aucune obeyssance, homage, ressort, subjection, et sans faire en aucun temps a venir aucune service ou reconissance aus roy ne a la coronne de France, dez citeez, conteez, chasteaux, terres, paiis, isles, lieux et personnes avant nomneez ou par aucun d'icellez. »

« Item, est acorde que le roy de France et son eisne filz renonceront expressement ausditz ressortz et souverainetes, et a tout le droit qu'il ont ou poroient avoir ez toutes lez chouses que par ce present tractie deurent apertenir au roy d'Engleterre. Et semblablement, le roy d'Engleterre et son eisne filz renonceront expressement a toutes les chouses que, par ce present tractie, ne deurent estre baillez ne demourer au roy d'Engleterre, et a toutes les domandes qu'il faisoit au roy de France; et par especial : al nom et al droit de la coronne et du royalme de France; a l'omage, souverainete



N° XII.
24 Octobre 1360.

et demaine du duche de Normandie, du duche de Toraine, des conntes d'Anjou et du Mayne; et la souverainete et homage du duche de Bretaigne; et a la souverainete et homage du contee et paiis de Flandres; et a toutes autres domandes que le roy d'Engleterre faisoit ou [faire] pourroit au roy de France, pour quelque cause que ce soit, entre ce [outre ce] et excepte que, par ce present tractie, doit demourer et estre baille audit roy d'Engleterre et a ses hoirs. Et transporteront, cesseront et delaisseront, li uns roys a l'autre, perpetuelment, tout le droit que chescun d'eux [povoit] ou poet avoir en toutes les chouses qui, par ce present tractie, devront demourer ou estre baillez a chescun d'eux; et, du temps et lieu ou e quant lezdites renunciations se ferront, parleront ou ordeneront lez deux roys a Calays ensemble. »

Et, pour ce que nostredit frere de France et son eisne filz, pour tenir et acomplir l'articles et le paix et acordz dessusditez, ont renunciez expressement as ressortz et souverainetes compris en diz articles et a tout le droit qu'il avoient ou poaient avoir ez toutes lez chouses dessusdites, que nostredit frere nous ad baille, delivre et delaisse, et es autres que des heures en avant nous doivent demourer ou apertenir par cezditz tractie et paix; nous, parmi lezdites chouses, renumcions expressement a toutes lez chouses que, par lesditz tractie et paix, ne doivent estre baillez, ne demourer a nous, pour nous et pour nos hoirs, et a toutes les demandes que nous faisoms, et povoions faire, envers nostredit frere de France, et, par especiel : au nom et au droit de la coronne et du royalme de France; a l'omage, souverainete et demaine du duche de Normandie, du duche de Toraine, dez conteez d'Anjou et du Maine; a la souverainete et homage du duche de Bretaigne; et a la souverainete et homage du contee et paiis de Flandres; et a toutes autres domandes que nous faisons, ou faire pourons, a nostredit frere, pur quelque cause que ce fust, outre ce et excepte que par ce present tractie doit demourer a nous ou a noz hoirs; ou en lui transportons, cessons ou delaissons, et il en nous, e li uns a l'autre, au mieltz que nous povons, tout le droit que chescun de nous povoit ou povet avoir en toutes les chouses, que, par ledit tractie et paix, doient demourer ou estre baillez a chescun de nous, sauf et reserve az esglize et gens d'eglise ce que a eux apertient; et que tout ce que at este occupe et est detenu de lour, pour achaison dez guerres, leur soit rendue et delivre. Et que lez villes et forteresses et touz lez habitans d'icellez seront et demoureront en tielles libertez et franchise come ellez estoient par avant en nostre main et seignurie, et leur seront

confermez par nostredit frere de France, ce il en est requis, si contre ne sont az chouses davantditez.

Et soubzmetons, quant a toutes cez chouses, nous, et noz hoirs, et successours, a la jurediction et cohertion de l'eglise de Rome; et volons et conscentons que nostre saint pere le Pape, conferme toutes lez chouses en donant monicions et mandamens generalx sur l'acomplissement d'icellez, contre nous, et nous hoirs et successours, et contre tous noz subgiz, soient comunes, colleges et universiteez, ou personnes singulars quelconques, et donnant sentences generalx d'iscommuniement, de suspencion et de entredit, pour estre encorruz pour nous et pour eux pour ce fait, et si tost que nouz ou eux ferrons et atompterons, en occupant forteresse, ville ou chastel ou autre quelconque chouse, faisant, ratifiant ou aggreant, ou donnant conseil, confort, favoir ou aide, celeement ou en appert, contre ledit paix; dezquelles sentences ils ne puissen estre absouz, jusques ils aient feit pleniere satisfaction a touz ceux qui, par cellui fait, auraient sostenu ou soustendroient domagez.

Et avec ce, voulons et conscentons que nostre saint pere le Pape, pour ce que plus fermement soit tenue et garde ledite paix a perpetuite, toutes pactions, conferations, alliances et convenances, coment que elles puissent estre nomeez, qui purroient estre prejudiciables ou obvier par quelque voie a ledite paix, en temps present ou a venir, que elles fuissent formeez ou bailleez par poines ou par serementz, et confermeez de l'auctorite de nostre saint pere le Pape, ou d'autre, soient casses, irrites et misses a nient, come contrairs a bien comun et au bien de paix comun et profitable a toute christianite, et displaisans a Dieu; et touz seremens faiz en tiel cas soient relachiez; et soit decerne par ledit nostre Saint-Pere que nuil soit tenu a tieulx seremens, alliances ou convenances tenir ou garder, et deffendre que en temps a venir ne soient fait tielles ou semblables.

Et si de fait, aucun attemptoit ou faisoit le contraire, que, des meintenant, les casse et irrite et rende nuls et de nuille vertu; et nientmains nous les punirons come violators de paix, par peines de corps et de biens, si come le cas le requerra et que raison voudra.

Et si nous faisoms, procuroms ou seufrons estre fait le contraire, que Dieu ne vuille, nous voulons estre tenu et repute pour desloyal et mansonger, et voulons encurrer tielle blasme et diffame come roy sacre doit encorrer en tiel cas.

Et jurons sur le corps de Jhesu-Christ, les chouses dessusdites tenir,

N° XII.
24 Octobre 1360.

garder et acomplir, et encontre non venir par nous ou par autre, per quelconque cause et manere.

En tesmoigne etc. Donne, etc.

Et, pour ce que lesdites chouses, et chescune d'icelles, soient, de point en point et par la forme et manere dessusdite, tenues et acomplies, nous obligeons nous, noz heirs et tous les biens de nous et de nous hoirs, a nostredit frere le roy de France et a sez hoirs. Et jurons az saintz evvangelis, par nous corporelment touchez, que nous perferons, attendroms et acomplirons, en cas dessusdit, toutes les devantdites chouses par nous promissez et acordeez, come devant est dit. Et voulons que, en cas que nostredit frere et nostredit neveu auroient fait lezdites renunciations, et envoyeez et bailleez, come dit est, et lezdites letrez ne feussent bailleez a nostredit frere, aus lieu et terme et par la forme et manere que dessus est dit,de lors, en cas dessusdit, nos presentes letres, et quant que est compris dedainz, aient tant de vigeur, effet et fermete, come auroient nos autres lettres par nous promisses a bailler, come dessus est dit; sauf toutes voies et reserve pur nous, noz heirs et successours, que lesdites letres, dessus encorporeez, n'aient aucun effet ne nous puissent pourter aucune prejudice ou domage, jusques a ce que nostredit frere [et nostre] dit neveu auront fait, envoieez et bailleez lesdites renunciations par la manere dessusdite; et qu'il ne s'en puissent aider contre nous, noz hoirs et successours, en aucune maniere, sinonn en cas dessusdit.

En tesmoigne d'aquelle chouse, nous avons fait metre nostre seal a ces presentes letres.

Donne a Calays, le xxiiii. jour d'octobre, l'an de grace, mil ccc. soixante.



N° XIII.

24 Octobre 1360.

CONVENTION ENTRE LE ROI JEAN ET ÉDOUARD III, EN EXÉCUTION DU TRAITÉ DE BRÉTIGNY.

SOMMAIRE.

Le roi d'Angleterre rappelle la conclusion du traité de Brétigny, ainsi que les cessions et renonciations qui y sont stipulées.

En vertu d'une convention nouvelle, le roi de France remettra le Poitou, l'Agenais, le Périgord, le Quercy, le Limousin et le comté de Gaure. Puis, le roi d'Angleterre se dessaisira des droits qu'il a promis de céder. Enfin, des lettres qui constateront les cessions et renonciations faites ou à faire seront échangées à Bruges.

En attendant, le roi Jean ne fera plus d'acte de souveraineté sur les pays qu'il a cédés, et Édouard III ne prendra plus le titre de roi de France.

Le roi d'Angleterre jure d'exécuter fidèlement la présente convention.

Renuntiationes facte per regem Edwardum regi Franchorum super pluribus cappitulis (1).

EDWARD, etc., a touz ceulx qui ces presentes letres verronnt, saluz.

Come, pour les discentions, debatz et discourtz, mautz et esperrez a movoir entre nous et nostre tres cher frere le roy de France, certeins tracteurs et procureours de nous et de nostre tres cher eisne filz Edward, prince de Gales, aiantz a ce soufficiant poare et auctorite, pour nous et pour luy, e nostre royalme, d'une part; et certains autres tracteurs et procureurs de nostredit frere et de nostre tres cher neveu, Charles, duc de Normandie, dauphin de Viene, filz aisne de nostredit frere de France, aians poair et auctorite de sondit pere en ceste partie, par sondit pere et pur lui, se feussent assemblez a Bretegny, pres de Chartres; en quelle lu fu parlee, tractie et acorde final paix et concorde, le VIIIe jour de may darrein passe, des tracteurs et procureurs de l'une et l'autre partie, sur les discencions, debatz, guerres et discortz devantdiz; lesquieulx tractie et paix,

(1) Cet acte se trouve dans Rymer..., t. III, p. 524.

N° XIII.
24 Octobre 1360.

les procureours de nous et de nostredit filz, pour nous et pour lui, jurerent aus sainz evvangelis tenir et garder; et apres ce, le jurerent solempniement nozdiz filz et neveu, en nom que dessus; et depuis, nous et nostredit frere, l'avons conferme e jure solempnement.

Parmi lequiel acord, entre les autres chouses, nostredit frere et son filz devantdiz sonnt tenuz et ont promis bailler, et delivrer, et deslaisser a nous, noz hoirs et successours, a touz jours, lez citeez, conteez, villes, chastiaulx, forteresses, terres, isles, rentes, revenues et autres chouses qui s'ensuent, avec ce que nous tenoms en Guiene et en Gascoigne, a tenir et possider perpetuelment, a noz et a noz hoirs et a noz successours, ce que en demaigne en demaigne, et ce que en fee en fee, et par le temps et maneres cy-apres esclarez : la citee et le chastel et la conntee de Poitiers, et toute le terre et pays de Peytou, ensemble les fees de Touars et la terre de Belleville; la cite et le chastel de Xaintes, et toute le terre et le paiis de Xaintoigne, par decea et par dela la Charante, avec la ville, chastel et forteresse de Larrouchele, et leur appertenances et appendences; la citee et la chastel d'Agent, et la terre et le paiis d'Agennoys; la citee et le chastiel et toute la contee de Pierregort, e le terre e le paiis de Pierregurs; la citee et le chastiel de Limoges, et le terre e le paiis de Limosin; la citee et le chastel de Cauors, et la terre e le pays de Caorsin; la cite, la chastiel et le paiis de Tarbe, e le terre e le paiis e la conte de Bigorre; la conte, le terre et le paiis de Gaure; le citee e le chastiel d'Angolesme, et la conte, la terre et le paiis d'Angolesmois; la citee et le chastel de Roders, la terre et le paiis de Rouergue; et, s'il y a aucuns seigneurs come le conte de Foys, le conte d'Armaignac, le conte de Lile, le conte de Perregort, le visconte de Limogez ou autres, qui tiengnent aucunes terres ou lieux dedeinz lez metez dezdiz lieux, ils en feront homage a nous et tous autres services et de nous [devoirs] deuz a cause de lour terres et lieux, et en la maniere qu'ils les ont fait en temps passe;

Tout ce que nous ou aucuns des roys d'Engleterre ancienement tindrent en la ville de Monstreul-sur-la-mer et les appertenences;

Toute le conte de Peytou [de Ponthieu?] tout entierment, sauf et excepte que, si aucunes chouses ont este alieneez per les roys d'Engleterre, qui onnt este pour les temps, de ladite conntee et appertenences, et as autres personnes que aus roys de France, nostredit frere ne ces successeurs ne seront pas tenuz de les rendre a nous; et, si lesdittes alienations ont este faites as roys de France qui ont este pur le temps, sans aucun moien, et

nostredit frere les tiegne a present en sa main, il les laissera a nous entierment; excepte que, si les roys de France les onnt ehu per eschange as autres terres, nos delivrerons ce que on en a eu par eschange, ou nous leisseroms a nostredit frere les chouses ainsi alieneez; mais, si les roys d'Engleterre qui ont este pour le temps en avoient aliene ou transporte aucunes chouses en autres personnes que ez roys de France, et depuis soient venuz en les mains de nostredit frere, ou ausi pour portage, nostredit frere ne sera pas tenuz de les rendre; et ainsi, si les chouses dessusditez doivent homagez, nostredit frere les baillera as autres qui en feront homage a nous, et, si ils ne doivent homage, il nous baillera un tenant qui nous en fera le devoir dedeinz un an proschein, apres ce que nostredit frere sera partiz de Calays; **N° XIII.** **24 Octobre 1360.**

Le chastiel et le vila de Calays, la chastel, la ville et la seignurie de Merk, les villes, chasteaux et seignuries de Saint-Gate, Coloigne, Hames, Wale et Oye, avec les terres, boys, marroys, rivieres, rentes, seignuries, advoesons d'ezglises, et toutes autres personnes [appurtenances] et lieux entregrissanx dedeintz les metes et bonndes qui s'ensuent; c'est assavoir : de Calays jusques au fil de la rivere pardavant Gravelingues, et ausi, par le fil de meisme la rivere tout entour Langle, et ainsi, par la rivere qui va par de la Poil et, par mesme la rivere qui chiet en grant lay de Guyne jusques a Fretun; et d'iloec pour le valee entour la montaigne de Kalkuyh enclovant mesme la montagne; et aussi, jusques a le mer, avec Sangate et toutes ses appartenances;

La chastiel et le ville et tout entierment la conte de Guynes, avec toutes les terres, villes, chasteaulx, forteresses, lieux, homez, homagez, seignuries, boys, fores, droytures d'icelles, aussi entierment come le conte de Guynes darrement mort lez tint au temps de sa mort; et obeiront les esgleizes et les bonez geans esteans dedainz les limitations dudit conte de Guynes, de Calays et de Merk, et des autres lieux dessusdiz, a nous, assi come ils obeissoyent a nostredit frere et au conte de Guynes qui fust pour le temps. Toutes lesquelles chouses contenues en ce present article et en l'article proschein precedent, de Merk et de Calays, nous tendrons en domaine, excepte les heritagez dez esgleizes qui demourrent ausdites esgleizes entierment, quelque part que ils soient assis; et aussi, excepte lez heritages des autres gens dez paiis de Merk et de Calays, assis hors de la ville de Calays, jusques a la value de c. livres de terre per an de la monoye courrante en paiis, et audessouz; lezquiellez heritagez lour demoureront

N° XIII.
24 Octobre 1360.

jusques a la value dessusditte, et audessoys; mais habitations et heritatgez assis en ladite ville de Calays, avec leur appartenances, demeurent en domayne a nous pour en ordeigner a nostre volunte; et ainssi demoureront as habitants, en la connte, ville et terre de Guynes, touz lour domaignes entierement, et y tenenront plainement, sauf ce que est dit par avant des confrontations, mettes et bonndes dessusdites, en l'article de Calays;

Et toutes les ysles adjacens aus terres, paiis et lieux avant nomnez, ensemble avec toutes les autres isles, lesquels nous tenions ou temps dudit tractie.

Et eust este pourparle que nostredit frere et son eisne filz renonncassent az ressortz et souverainetez, et a tout le droit qu'ils purroient avoir en toutes les chouses dessusdites; et que nous les tenissoms comme voisin, sans ressort ou souverainete de nostredit frere ou royalme de France; et que tout le droit que nostredit frere avoit es chouses dessusditez, il nous dissast [cedissat] et transportast perpetuelment et a tous jours.

Et aussi eust este pourparle que semblablement nous et nostredit filz renoncassons expressement a toutes les chouses que ne doivent estre baillees ou demourer a nous per ledit tractie, et per especial : au nonn et au droit de la coronne et du royalme de France; a homage, souverainete et domaigne du duche de Nourmandie, du duche de Tourayne, dez contes d'Anjou et du Maine; et souverainete et homage du duche de Bretaigne; a la souverainete et homage du conte et paiis de Flandres; et a toutes autres demandes que nous faisoms et faire purroms, pour quelque cause que se soit, excepte que les chouses dessusditez qui doivent demourer et estre bailleez a nous et a noz heirs; et que nous lui transportessons, cessassons et delaissassons tout le droit que nous purroms avoir en toutes les chouses que a nous ne doivent estre vailleez.

Sur lesquellez chouses, apres plusours altercations eues sur ce, et pour especial pour ce que lesdites renunciations ne se font pas de present, avons finablement accorde avec nostredit frere par le maniere que s'ensuit; c'est assavoir : que nous et nostredit eisne filz renoncerons, et ferons, et avoms promis a faire lez renunciations, transportz, cessions et dilayssemens dessusditez, quant et si tost que nostredit frere aura vaille a nous, ou a noz gens, especielment de part noz deputez, la cite et le chastel de Poytiers, et toute le terre et le paiis de Poyteu, ensemble les fees de Thomartz et la terre de Belleville; la citee et la chastel d'Agent, et toute

le terre et le pays d'Agenoys; la citee et le chastel de Pieregort, et toute le terre et le paiis de Perregurs; la cite et le chastiel de Cauors, et toute le terre et le paiis de Cauorsin; la citee et le chastiel de Limoges, et toute le terre et le paiis de Limozin; et toute la conte de Gaure; lezquieles chouses nostredit frere nous ha promis a bailler, ou a nos especialx deputez, dedainz le feste de la nativite de Saint-Johan-Baptiste proschein, s'il puet.

Et, tantost apres ce, devant certaines personnes que nostredit frere deputera, nous et nostre eisne filz feirons, en nostre royalme, ycelles renunciations, transportz, cessions et delaissemens, par foy et par serement sollempnement, et d'icelles ferons bonnes lettres overtes, seallez de nostre grant seal, par le manere et forme compris en noz autres letrez sur ce faites, et que compris est en dit tractie; lesquelles nous envoierons a la feste de le Assumption Nostre-Dame proschein ensiant, en l'eglisie des freres Augustins, a Bruges, et les ferons bailler a ceux que nostredit frere y envoyera lors pour recevoir. Et, si dedeinz ledite feste Saint-Johan-Baptiste, nostredit frere ne povoit vailler las citeez, conteez, chasteaux, villes, terres, paiis, isles et lieux dessus proschain nomneez, il lez doit vaillier dedans la feste de Touz-Santz proschain venant en hun an.

Et, ycellez bailleez, ferons nous et nostredit filz lesdites renunciations, transports, cessions et delaissements, par devant les geans qui seront deputes par nostredit frere, come dit est, et en feroms letres tielles et par le maniere dessusdite, et les farons vaillier a ses geans, au jour de la feste Saint-Andreu lors ensuant, en ladite esgleize des Augustinx, a Bruges, pour la maniere dessusdite.

Et ainsi nous ha promis nostredit frere qu'il et son eisne filz renonceront, et feront semblablement lors et par la maniere dessusditte, les renunciations, transports, cessions et delaissemens acordez par ledit tractie a faire de sa partie, si come dessus est dit; et envoyera ses letres patentes, sealleez de son grand seal, ausditz lieu et termes, pur les bailler as geanz qui de part nous y seront deputez semblablement, come dit est.

Et aussi nous a promis et acorde nostredit frere que lui et ses hoirs cesseront, jusques aus termes dezdites renunciations dessus esclariz, de user de souverainete et ressourt en toutes lez citeez, contes, chasteaulx, villes, terres, paiis, ysles et lieux que nous tenioms au temps dudit tractie, lesquieles noz doivent demourer pour ledit tractie, et es autres qui, a cause dezdites renunciations et dudit tractie, nous seroient bailleez et doivent demourer a nous et a nos heirs, sans ce que nostredit frere, ou cez hoirs,

N° XIII.
24 Octobre 1360.

ou autre cause de la coronne de France, jusques aus termes dessus declareez et yceux durant, ne puissent user d'aucune service ou souverainete, ne demander subjetion sur nous, noz hoirs, nos subgiz d'icelle, presents et a venir, ne quereilles ou appaux en lour court recevoir, ne rescrire a ycelle, ne de jurisdiction aucune user a cause des citeez, conteez, chasteaux, villes, terres, paiis, islez et lieux prochein nomneez.

Et nous a aussi acorde nostredit frere que nous, ne noz hoirs, ne aucuns de nous diz subgiz, a cause dezditez citeez, conteez, chasteaulx, villes, terres, paiis, islez et lieux prochein avandiz, come dit est, ne soions tenuz, ne obligez de le reconoistre nostre souverain, ne de faire aucune subjettion, service, ne devoir a lui, a ses heirs, ne a la coronne de France, jusques as termes des renunciations devantditez.

Et aussi accordoms et prometons a nostredit frere que nouz et noz heirs, cesserons de nous appeller et pourter le nom du roy de France, par lettres, ne autrement, jusques aus termes dessus nomnez et iceulx durantz.

Et, combien que, es articles dudit acord et tractie de le paix en cez presents letrez ou autres dependences des susdiz articles ou de ces presentes, o autres quelconques que elles soient, soient ou feussent aucunes paroles ou fait aucun que nous ou nostredit frere deissions [ou feissions], qui sentissent translations ou renunciations, taisibles o expresses, des ressortz ou souvereinetez, est l'entention de nous et de nostredit frere que que les avandiz souverainetes e ressortz, que nostredit frere se dit avoir ez dites terres que nous seront baillees, come dit est, demeurent en l'estat en quele elles sonnt a present; mais toutefoys il surseira de en user et demander subjection, par le maniere dessusdite, jusques aus termes dessus declarez.

Et aussi voulons et acordons a nostredit frere, que, apres ce qu'il aura baille lezditez citeez, conteez, chasteaulx, villes, terres, paiis, islez et lieux qu'il nos doit baillier parmy sa delivrance et renunciation susditte, et lesdites renunciations, transports et cessions que sonnt a faire de sa partie, per lui et per son eisne filz, faites, et envoiees asdiz jour et lieu, a Bruges, lezdittes letres, et bailez as deputez de par nous, que la renunciation, transport, cession et delaissement a faire de nostre partie soient tenuez pour faitez.

Et, par habundant, nous renonncerons des lors, per express, au nom et au droit de la coronne et du royalme de France, et a toutes les chouses que nous devons renuncier par force dudit tractie, si avant com a profiter

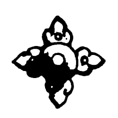
purra a nostre dit frere et a ses hoirs; et voloms et acordons que [par] cez presentez letres ledit tractie et paix et acord fait entre nous et nostredit frere, les subgiz, alliez et adherentz d'une partie et d'autre, ne soit, quant az autres chouses contenuz en ycellui, empeyree ou affoiblie en aucune maniere, mais voulons et nos plest qu'ils soient et demourent en leur plaine force et vertu.

N° XIII.
24 Octobre 1360.

Toutes lesquelles chouses en cez presentes letres escrites, nous, roy d'Engleterre dessusdit, volons et octroyons, et prometons loyalment et en bonne foy, et par nostre serement fait sur le corps Dieu et sainz evvangelis, tenir, garder, enteriner et acomplir sanz fraude et sans mal enginh, de nostre partie. Et a ce et pour ce faire, obligeons a nostre dit frere de France, nous, noz hoirs, et tous nous biens presents et a venir, en quelque lieu qu'ils soient, renonnceant par nostredit foy et serement as totes exceptions de fraude, decevance, de crois prise ou a pranndre, et a impetrer dispensation de Pape, ou d'autre contraire, laquelle, si impetre estoit, nous voulons etre nulle et de nulle valour; et que nous ne nous en puissons aider es diz droits, disans que royalme ne purra estre devisee, et goneral renunciation non valoir, fors en certaine manere; et a tout ce que nous porrons dire ou appouser au contraire en jugemant o dehors.

En tesmoigne desquelles chouses, nous avons fait mestre nostre grant seal a cez presentes letres.

Donne a nostre ville de Calays, soudz nostre grand seal, le xxiiii. jour d'octobre, l'an de grace, mil ccc. soixante.



N° XIV.

24 Octobre 1360.

LETTRES D'ÉDOUARD III RELATIVES A SON ALLIANCE AVEC LE ROI JEAN.

SOMMAIRE.

Le roi d'Angleterre rappelle qu'il a renoncé à l'alliance des Flamands, et déclare qu'i conclut avec le roi de France un traité de paix perpétuelle et d'alliance offensive et défensive contre tous, à l'exception du Pape et de l'empereur de Rome.

Il se réserve le droit de recevoir, comme par le passé, les bannis et fugitifs de France.

En cas de violation de ses engagements, il se soumet à la juridiction du Pape.

Lui, ses fils et les seigneurs de son royaume, jurent ou jureront la présente alliance.

Litera de alligantiis inter reges et regna (1).

EDWARD, etc., a tous ceulx qui ces presentez letres verronnt, saluz.

Savoir faisoms que nous, pensantz et considerans que lez roys et les princes cristiens, qui veulent bien gouverner le pueple que leur est subgiz, devrent fuir et eschuir guerres, discencions et descors, dont Dieux est offenduz, et queire et avier pour eux et pour leur subgiz paix, unitee et concorde; par laquelle, amour du souverain Roy des Roys puist estre acquise; lez subgiz sont gouvernes en tranquillete, et aus perills dez guerres est obvie; et recordans lez grans mals, domagez et afflictions, que nostre royalme et noz subgiz onnt soustenuz par longtemps pour cause et occasion dez guerres et discors qui ont dures longement, entre nous et nostre tres chier frere le roy de France, et lez royalmes, subgiz, amiz, aydans et alliez, d'une part et d'autre; sur lesquelles, entre nous et nostredit frere finablement est fait bone acord et bone paix refforme; et desirans ycelle tenir, garder, et perseverer en vraye amour perpetuelment, par bonnes et fermes alliances entre nous et nostredit frere, noz hoirs, et les royalmes et subgiz de l'une partie et de l'autre; par lesquelles purroit ledite paix, acord et bonne amour estre plus fermement et plus entierment en concorde garde; justice

(1) Cet acte se trouve dans Rymer..., t. III, p. 531; cf. p. 530.

meultz exercis; lez droitz et seignuries de l'un et de l'autre meulz deffenduz; les rebellez, meffaiteurs et desobeyssans a l'un et a l'autre estre plus aisement constraintz a obeir e cesser dez rebellions et excesses; toute Christiante estre maintenuz ou plus plaisible estat, et la Terre-Sainte en purroit meulx estre secouree et aydee; et toutes ces causes et autres attendans; et considerans que, nostre saint pere le Pape ait despanse, par grande deliberation, avec nous et nostre dit frere de France; c'est assavoir : avec nous et touz nos subgiz, tant gens d'eglise come seculers, sur toutes les confederations, alliances, conventions, obligations, lienx et seremens, qui estoient entre nous, nostre royalme et nos subgiz, d'une part, e le paiis et les bonnes geans et subgiz de Flandres, d'autre part; come le bien e l'effet de ladite paix entre nous e nostredit frere de France, les royalmes et subgiz de France et d'Angleterre, puet estre empeche par ycelle; et pour ce les ait nostredit freir [saint] pere le Pape casseez, ousteez, et anulleez, et irriteez de tout, si come en les letres e ez proces sur ce faitz est plus pleinement contenu;

Pour consideration dez causes et chouses dessusditez, et aussi voulians acomplir, en tant come toucher nous puet, ledit acord fait sur lasdites alliances, si come octroye l'avons, come dit est, eue sur ce tres grande et meure deliberation, avons fait, par cez presentes, faisons per nous, noz enfantz, nos heirs et successours, nostre royalme, nos terres quelconques, et noz subgiz, d'une part, avec nostredit frere, sez enfantz, ses hoirs et successours, e le royalme de France, sez terrez et ses subgiz, d'autre part, perpetueles alliances, confederations, amistes, pactions et convenanses que apres s'ensuent.

C'est assavoir : que nous, noz enfantz, noz heirs et successours, nostre royalme, noz terres et noz subgiz quelconques, presents et a venir, neez et a neistre, serons a touzjornsmais a nostredit frere, sez enfantz, ses hoirs et successours, le royalme de France, ses terres et subgiz quelconques, bonnes, vrayes et leyaux amiz, alliez, e leur garderoms, a nostre povoir, leur honnours et leur droitz, ou nous les saurons; lour deshonour, leur vituper et leur domage empecheroms loyalment, de tout nostre povoir; a aucuns de leur ennemys, presents ou a venir, neez ou a naistre, quelque soient, aucun conseil, confort o ayde, encontre eux ne aucun d'eux, pour quelque cause ou occasion que ce soit, ou puet estre, pour nous ou pour autre, en apport ou en respost, nous ne diroms, ni feroms; ni iceulx enemys, au domage o prejudice de nostredit frere, sez hoirs ou le royalme

N° XIV.
24 Octobre 1360.

de France, scienment recepteroms, ne receveroms, ne recepter, ne recevoir feroms, soufreroms en aucune manere, en nostre royalme ou autres, noz terres et seignuries; ou par yceulx royalme et terres, ou aucun d'eulx, en prejudice ou domage de nostredit frere, sez hoirs, successours, le royalme de France, sez subgiz et ses terres, leurdiz enemyz passer ne demurer scienment soufrerons; n'autrement yceulx enemis, pour nous ou pour autre, en appert ou en respost, souz quelque titre ou colour que ce soit, contre nostredit frere, sez hoirs et subgiz, et le royalme de France et autres terres, ne porteroms ne sustendroms noz amiz et noz alliez, et leur amour et alliance, s'ils nous en requerront, de nostre pouvoir endiroms; et ne sufriroms aucuns de noz subgiz, ne autres quelconques, aler ou intrer le royalme de France ou autres terres de nostredit frere, seus enfantz, hoirs et successours, pour y fere guerre, domage ou offense aucune, a gaiges, a service d'autres o autremant, per quelque manere ou cause que ce soit, ainceois les empechroms et destorberoms de tout nostre povoir.

Et, si aucuns de nos subgiz faisoient le contraire, ou aucune guerre, vilainie ou domage, a nostredit frere ou royalme de France, par terre ou par mer, a sez enfans, heirs, successours ou subgiz, nous les en puniroms et feroms punir si grandemant, qu'il sera exemple a touz autres; et, de tout nostre povoir feroms reparer et adrestrier touz lez domagez, attemptatz ou emprises, faites contre ces presentes alliances, si nous en seroms requis.

Et, toutefoys que nostredit frere, sez hoirs et successours, auront mestir de nostre ayde, e ils nous en requerront ou feront requerir, nous, contre toute personne que puysse vivre ou mourir, lour ayderoms et deroms tout le bonne conseil, confort et ayde, et a leur propres freres [frais] et despanses, que nous feroms ou purroms faire pour nostre propre fait et besoigne, et sans fraude et mal engin; no contresteans quelconques autras alliances, amistez ou confederations, que nous ou noz predecessors avons eues en temps passe a quelconques autres personnes, ausqueles toutes et chescune d'icelles nous renonnceons de tout, pour nous, noz successours, royalme, terres et subgiz, a tousjoursmes, par cez presentes; reserve toutesfoys et excepte le Pape, et le Sainte-See de Rome, et l'emperour de Rome qui ore est, lesqueux nous ne voloms estre compris en ceste presentes alliances en aucune manere.

Et, pour ce que lez alliances, confederations, convenans, pactions et

N° XIV.
24 Octobre 1360.

autres chouses dessusditez, et chescune d'icelles, soient plus fermament tenuz, gardez et acompliez, nous avons jurez sur le saint corps de Jhesu-Christ, et enquores jurons et prometons per la foy de nostre corps et en parole de roy, lez chouses dessusditez et chescune d'icelles tenir fermement et acomplir a touz jours, sainz les enfrandre, en tout o en partie, en aucune manere, per quelconque cause ou occasion que ce soit; et si nous faisons, procurons ou suffreons scienment le contraire estre fait, ce que Dieux ne vuille, nous voulons estre tenuz et repute en touz lieux, et toutes places, et en touz paiis, pour fauz, mauvez et disloyalz perjurs, et encourrir tiel blasme et diffame come roy sacre doit encourrir en tiel cas.

[Et] que [par] ces presentes alliances, nous ne entendrons ne voulons que aucune prejudice se fasse a nous, ne a noz hoirs ou subgiz, par quoy nous et eux ne purrons ou purroit recepter, porter et tenir, touz les bannis et futifs hors du royalme de France, presentz et a venir, neez et a neistre, pour quelque cause ou occasion que ce soit, pour maniere que ait este fait ou acostume de faire ou temps passe.

Et soubzmetons, quant a cez chouses, nous et noz hoirs et successours a la jurediction et cohertion de l'egleize de Rome, et volons et conscentons, tant come en nous est, que nostre saint pere le Pape conferme toutes cez chouses, en donant monitions et mandamens generaulx sur l'acomplissement d'icelles contre nous, noz hoirs et successeurs, et contre touz noz subgiz, soient communes, colleges, universites ou personnes singulers quelconques; et en donnant sentences generalx d'iscominge, de suspencion et de interdiction, pour estre encorruz par nous et pour eux, si tost que nous ou eux feroms ou attempterons, en occupant forteresses, ville ou chasteau, ou autre quelconque chouse, faisant, ratefiant ou agreant, ou donnant conseil, confort, favour ou aide, seleement ou en appert, contre ladite paix et cestez presentez alliancez.

Et avons semblablemens juree toutes les avantdites chouses, par nostre tres cher ainsne filz, le prince de Gales, et nos filz pusnez, Leonel, connte d'Ulnestre, et Esmon de Langele; et noz cousins, mossire Phelippe de Navarre, e les ducs de Lancastre et de Bretaigne; les contes de Stafords et de Salesbirs; le sire de Mauny; Gui de Brien; Reynald de Cobham; le captal de Buche; le sire de Montferrant; James d'Audele; Roger de Beauchamp; Rauff de Ferrers, capitain de Calays; Eustace de Bristhescourt [d'Abrichescourt;] Frank de Hale; Johan de Montbray [Moubray;] Henrry de Percy; Nichol de Tamborth; le sire de Goneny [Goueny]; Richard de

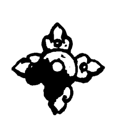


N° XIV.
24 Octobre 1360.

Staford; William de Grannson; Rauf Spigurnel; Gaston de Greyli et William de Burton, chivalers.

Et feroms ainsi jurer semblablement, et a plus tost que faire pourrons bonement, noz autres enfantz et la plus grande partie dez prelatz d'eglises, contes, barons et autres nobles de nostre royalme.

Donne par tesmoigne de nostre grant seel, a nostre ville de Callays, le xxIIII. jour d'octobre, l'an de grace mil ccc. soixante.



N° XV.

24 Octobre 1360.

CONVENTION ENTRE LE ROI JEAN ET ÉDOUARD III.

SOMMAIRE.

Le roi d'Angleterre rappelle les articles du traité de Brétigny par lesquels il est convenu que les rois de France et d'Angleterre se restitueront réciproquement certains pays et certaines places.

En vertu d'une convention nouvelle, ces restitutions se feront de la manière qui suit :

Avant la Chandeleur prochaine, le roi d'Angleterre restituera les places retenues par lui ou par les siens :

1° En Champagne, Brie, Nivernais, Bourgogne, Auxerrois, Orléanais, Gâtinais, Mulcien, Beauce et le Vexin français;

2° Dans l'Ile-de-France, le Perche, le Pays Chartrain et le Drouais;

3° En Berry, Bourbonnais, Auvergne, Mâconnais, Lyonnais et Touraine;

4° En Normandie, Anjou et Maine, ainsi que dans le reste du royaume.

Dans le mois qui suivra chacune de ces quatre restitutions, le roi de France restituera de son côté : — après la première, le comté de Ponthieu; — après la deuxième, le comté de Montfort; — après la troisième, Angoulême et l'Angoumois; — après la quatrième, Saintes et la Saintonge.

Si le roi de France manque à ses engagements, il donnera au roi d'Angleterre des ôtages déterminés, qui resteront à Calais jusqu'à l'exécution des engagements qu'ils auront cautionnés.

Édouard III, ses fils et ses cousins, etc., ont juré d'exécuter fidèlement la présente convention.

Littera super liberatione fortalitiorum in diverssis partibus (1).

EDWARD, etc. — Savoir faceons, a touz presents et a venir, que au tractie de le paix et acord fait le VIII. jour de may, darrein passe a Bertigny, pres de Chartres, entre nous et nostre cher frere le roy de France, pour certeins tracteours et procureours, a ce establis, pour l'une partie et pour l'autre, sonnt contenuz deux artigles contenans la forme que se ensuyt :

« Item, est acorde que, en baillant au roy d'Engleterre, ou autre pour luy, pour especial depute, lez villes, forteresses et toute le connte de

(1) Cet acte se trouve dans Rymer..., t. III, p. 535.

N° XV.
24 Octobre 1360.

Poytieu [Pontieu]; les forteresses et toute le connte de Montfort; la citee et le chastiel de Xaintes; las chesteaux, villes et forteresses, et tout ce que le Roy tient en domaigne en pays de Xaintoigne, de cea et dela la Charante; le chasteu et la citee d'Angolesme, et les chasteaux, forteresses et villes que le roy de France tient en domaigne en pays d'Angolesmoys; avec letres et mandamens de dislayssement des fois et homagez du roy d'Engleterre; a ses propris cous et frays, delivra toutes les forteresses prisez et occupeez pour lui ou par cez subgiz, adherens ou alliez, es pays de France et de Tourayne, d'Anjou, du Mayne, de Berry, d'Auvergne, de Bourgoigne et de Champaigne, de Picardie et de Nourmandie, et de toutes lez autres partiez, terres e lieux du royalme de France, excepte celles du duche de Bretaigne et dez pays e terres que, par ce present tractie, doivent apertenir et demourer au roy d'Engleterre. »

« Item, est acorde que le roy de France fera bailler et delivrer au roy d'Engleterre, ou a sez hoirs et deputes, toutes les villes, chasteaux, forteresses, et autres terres, paiis et lieux avant nomnez, avec leur apertenances, as propres frais et cous dudit roy de France. Et aussi, s'il avoit ascuns rebellez ou dishobeyssans de rendre, bailler ou restituer audit roy d'Engleterre, ascuns villes, chasteaux, pays et lieux ou forteresses, qui pour ce present tractie lui deviait apertenir, [le roy de France serra tenu de les faire delivrer au roi d'Engleterre, a ses despens. Et, semblablement, le roy d'Engleterre fera delivrer, a ses despens, les forteresces, qui par ce present tractie doivent appartenir] au roy de France. Et seront tenuz lezditz roys et leur gentz a eux entreaider, quant a ce soit requis en seront, as gatges de le partie que le requerra, qui seront d'un florin de Florence pour jour, pour chivaler; et demi florein, pour escuer; et pour les autres affuer; et, de surpluis dez doblez gatges, est acorde que, se lezdiz gatges sont trop petitz, en regart au marchie des vivrez en paiis, il en feira en l'ordinance de quatre chivalers pour ce eslus; c'est assavoir : deux d'une partie, et deux d'autre. »

Por quoy nos, roy d'Engleterre dessusdit, desirant l'acomplissament de la paix selonc le tractie dessusdit; et especiaument dez chouses dessusditez contenuez ez artigles, pour yceux plus avancer et haster, et pour la declaration d'icelles artigles, avoms acourde et promis par bonne deliberation avec nostredit frere de France, et il avec nous, du comune assentimant et acord que :

Premerement, nous delivreroms et feroms delivrer a plain, franchement et

quittement dez toutes occupations et detentions, faites et misses pour cause et achaisons dez guerres, a plus tost que faire se pourra, sanz mal enginh, et a plus tart dedainz la Chandeleur proschain venant, a nostredit frere de France, ou asson mandament, toutes les forteresses que s'ensuent, dont aucunes ont este occupiez depuis et contre lez trievez, a ce que nous avoms entendu;

Primerament, en Champaigne e en Brie : Boursant-sur-Marne, Jainville-sur-Marne, Bort-en-Champaigne, Ouchie, Gie-sur-Sayne, la Mote de Trefrein, Brugalemens, et toutes autres forteressez, occupiez et retenuez pour cause desdites guerres es pays de Brie et de Champaigne;

Item, en Nivernoys : Cornallour, Gueillons, Vulefy [Aulefy], Villers et Montempny, et toutes autres forteresses occupeez et detenuez pour ledite cause et occasion dessusditez en Nivernoys;

Item, en Aucerrois et en Burgoigne : Regennes, Legny, Malicorne, et la Mote de Chauleie, et toutes autres forteresses occupeez et detenuez pour ledite cause et occasion, de Burgoigne et en Auceurrois;

Item, en Burlenoys [Aurelenois] et en Gastenoys : Chastieunef-sur-Loire et Marrau-au-boys, et toutes autres forteresses occupeez et empacheez en Burlenoys [Orlenois] et en Gastenoys, en Mussien, en Beuausse [Beauce] et en Wenquesin-le-Françoys.

Et a ce nostredit frere de France nous doit bailler et delivrer a plain, et delivra, dedainz hun moys proschain ensuant ladite Chandeleur, le compte de Pontieu et ses apertenances, selonc la teneur de l'artigle faisant mention ou tractie de ladite paix de la contee susdite.

Et en cas que nostredit frere ne nous auroit baille et delivre ladite conntee de Pontieu et ses appertenences, dedains ledit moys, come dit est, il nous baillera en hostatge les personnes qui s'ensuent; c'est assavoir : le sire de Sallanay; le sire de Malyni; le sire de Granssy ou le sire de Pierre-Pontz [Parepons], son filz; mossire Gaucher de Chastelion; le sire de Feire; le sire de Bury [Dury]; mossire Johan de Blunezi; le sire de Gerey; le sire de Chastelleun; le sire de Barrez; le sire de Cruz; le sire de Boyvill, bachaler; le sire de Montpipeaut, bachaler; mon sire Johan de Meleun, sire de la Sale; le sire de Saint-Buson; mossire Pierres de Patay; mossire Thomas de Bree; mossire Phelipp de Guiencent, sire de Barrewille et de Gesseran.

Item, nous delivreroms et feroms delivrer, dedainz ladite Chandeleur, en la maniere dessusdite, a nostredit frere, ou asson comandement :

N° XV.
24 Octobre 1360.

Chasteuneff-en-Tuerois, Beaumont-le-Chortif [le-Choistif], Nogent-de-Botrou [le Rotrou?], et la Feure [la Ferte] de Ville-Neville, et toutes les autres forteresses occupeez et empachez en France, et en paiis de Perche, et de Chartain, et de Brouays [Drouays].

Et ce fait, nostredit frere de France nous doit delivrer toute le connte de Montfort, selonc la tenour de l'article contenu en tractie de paix faisant mension de ladite conntee, dedainz hun mois proschein ensuant.

Et, si nostre frere ne nous avoit baille et delivre ladite conntee de Montfort, come dit est, dedainz ledit moys, il nous baillera en ostatge : mossire Robbert de Viespant ou son filz; mon sire Taupyn de Moreles, bachaler; le sire de Montsalan [Mensalau]; le sire de Foulet; mossire Gaulkayn de Bruix [Gauvayn de Drux].

Item, nous delivreroms a nostredit frere de France, ou a son comandement, dedainz ladide Chandeleur, en Berry et en Bourbonoys : les forteresses de Brisancoys, de Saint-Torete-la-Prigne, q' ad estre pris contre las treves, Chabres, Espunel, Beamen, Briance, Masers, l'abbey Beverlac [Deverlac], Thos, Bruyl, Ameron, Bierson, Mansay, Bourseront, le Roychynay, Blotueros, Villers, Montempny, Beauvers, Beaujeu, Boderon, et toutes autres forteresses occupeez en Berry, en Bourbonoys, pour ladite chouse ou achaison;

Item, toutes les forteresses tenuz et occupez ez partiez d'Auvergne, devant et empres las treves accordeez;

Item, en Touragne : Lisle-Bouchart, la Rouche de Pousay, Puy, Miliers, Raoulet, Piergurs [Piergu] occupee depuis et contra la trieve, Veres-Vesrulay [Veres de Desrubay], le Pleisers, Amone, Langeie, Esem [Osem], Paluau, et toutes les autres forteresses prisez et occupiez ez partiez d'Auvergne, de Bourbonoys, de Mascon, de Lyon, de Berry et de Tourayne, pour lez causes et achaison dessusdiz.

Et, ce fait et acompli de nostre partie, nostre dit frere de France nous a promis delivrer et delivra : Engolesme, le paiis d'Angolesmoys, selonc ce que acorde est entre nous e luy, c'est assavoir : dedainz hun moys proschein venant empres ensuant.

Et, se nostredit frere ne nous auroit delivre la coumte d'Angolesme et le paiis d'Angolesmoys, come dit est, dedainz ledit moys, il nous baillera en ostatges : le sire de Mountant; le Conteour de Saubas; mossire Bruys de Clavyer [Clamer]; le sire de Latour ou son filz; le sire de Balenau [Belanau]; mossire Gussant de Tory; le sire de Euland; le sire de

Sent-Palays; le viscomte de Broce; mossire Pierre de Grassay; le sire d'Amboys; le sire de Lile-Bouchart; mon sire de Monlazon [Moulason]; le sire de Maile; mossire Guilleam Trusseau.

Item, en Normandie, en Anjou et en Mayne, delivrons a nostredit frere de France, dedainz ledite Chandeleur : les forteresses de Danefront-en-Passeys, Neunin, Mirebel-sur-Loire, la Tours de Vilers, Saint-Wast, le Boys de Mane, Conde-sur-Noire-Eawe, et une autre forteresse empres appelee Messe-Tinchebray, Anullers, le Nef-Doure, le Ferre-Fresnel, la Rouche-Dirivival [Dorival], le Mourle-Raol, La Tour de Saint-Christole, Villerays, Husson, Honefleu, Fresoney [Fresenoi], le viscomte de Plessoys, Duret [Buret], la Roche-Vire [Dire], le Point-Jouleyn [le Port-Julien], la Flésche-Willie, Biez, Passeavant, Boussailles [Roussailles], et toutes les autres forteresses detenuz et occupeez par le cause dessusdit en Normandie, en Anjou et en Mayne, et ayllours par tout le royalme, selon la teneour del XXVIII. artigle contenu en tractie de la paix; et aussi toutes celles que onnt este occupiez devant et apres lezdiz trievez accordeez.

Et ce fait ez dites parties de Nourmandie, d'Anjou et du Mayne, et partout aillours, selonc ledit artigle, nostredit frere de France nous a promis a delivrer et delivra : Xaintes et le pays de Xaintoigne [par decea et par dela Charente, c'est assavoir : dedeinz un mois preschein en suivant.

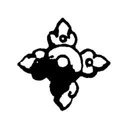
Et, en cas que nostredit frere ne nous auroit delivre Xantes et le paiis de Xaintonge], par la maniere que dit est, dedainz ledit moys, il nous baillera en ostatge : mon sire Vidum Daver [Ardum Davoir], bachalier; mon sire Raudum de Roches [Brandum de Rothes], bacheler; mon sire Hughes de Berlay, bachaler; le sire de La Hay; Johan le Dasse, baneret; mon sire Andreu Daverton; mon sire Johan de Combres; le baron de Ferrere; le sire de Hambue; messire Henrry de Thienville; mon sire Loys de Harrecourt; le sire de Thibouville; le sire de Clere. Tous lez queux hostatgez dessus nomnez se rendront a Calays, en cas que nostredit frere ne nous auroit fet delivrer les terres et pays dessus nommez, aus termes et par le manere que dit est; et, oudit lieu de Calays, demurront jusques a tant que nostredit frere nous aura fait delivrer et bailler lez terres et pays, pour lez queux ils nous seront ostatges, selonc la division dessusdite. Mas lezdites terres et pays bailles, o aucun d'icelles, ceux qui, pour lezdits pays qui seront baillez seront ostatges, s'en purront partir tantost franchement dudit hostatge, sanz empeychement ou destorber.

Lezquelles delivrances dezdites forteresses occupiez, come dit est dessus,

N° XV.
24 Octobre 1360.

faire entierment dedainz ledite Chandeleur proschain venant, et aussi la delivrance dezdiz hostatges par la maniere que dit est, Nous, roy d'Engleterre dessusdit, juroms et prometoms en bone foy, sans fraude, et sanz mal enginh, et par serement, touches les saintz evvangelis de Dieu, a nostredit frere le roy de France et a sez hoirs; et pour ce lour obligeroms noz, noz hoirs, noz biens presents et a venir, en quelque part qu'il soient. Et avons fait semblablement jurer toutes lez avantdites chouses par nostre tres cher aisne filz, le prince de Gales; et noz filz puisnez, Leonel, conte d'Ulnestre, et Esmon de Langele; et nous cousins, mon sire Phelip de Navarre, et lez ducs de Lancastre et de Bretaigne; etc. (Come dessus en le tractie ove les artigles corrogiez.)

Donne par tesmoigne de nostre grant seal, etc. (Come dessus.)



N° XVI.
24 Octobre 1360.

RATIFICATION DU TRAITÉ DE BRÉTIGNY PAR ÉDOUARD III.

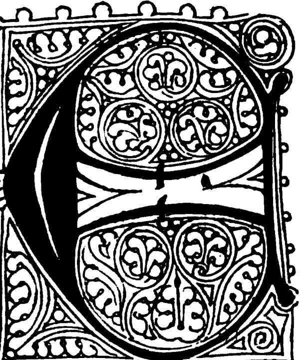
SOMMAIRE.

Le roi d'Angleterre ratifie le traité de Brétigny, dont il donne le texte tel qu'il a été modifié à Calais.

(Ce texte est semblable à celui du n° XI, moins la fin de l'article 11 et l'article 12 tout entier, relatifs aux renonciations faites par les deux parties contractantes.)

Édouard III jure d'observer fidèlement le traité; il se soumet, s'il manque à ce serment, à la juridiction du Pape, et donne le nom de ceux de ses enfants, cousins et vassaux qui doivent prêter le même serment que lui.

Sequitur tractatus pacis inter reges cum articulis substractis (1).



DWARD, etc., a touz ceux, etc., salutz.

Savoir faceons, a touz presentz et a venir, que nous avoms vehu le tractie d'acord fait natgaires par certains tracteours et procureours, entre nous et nostre tres cher frere le roy de France, contenant le forme que s'ensuyt :

Edward, eisne filz au noble roy de France e d'Engleterre, prince de Gales, duc de Cornewaile, et conte de Cestre, a touz ceux qui cestes presentes letres verronnt, salutz.

Nous faisoms assavoir que, de touz les debatz et discortz quelconques meuz ou desmeuz entre mon sire le roy d'Engleterre et nous, pour lui e pour nous, et pour touz ceux a qui il apertient, d'une part, et le roy de France, e touz ceulx a qui il poet toucher de sa partie, d'autre part, bien de paix est accorde le VIIIe jour de may, l'an de grace mil CCCLX., a Bretigny de lees Chartres, en la maniere que s'ensuit :

I. Primerament, que le roy d'Engleterre, avec ce qu'il tient en Gascoigne et en Guienne, aura pour luy et pour sez hoirs, perpetuelment, a touz jours, toutes lez chouses que s'ensuent a tenir pour le maniere que le roy

(1) Rymer a publié l'acte correspondant émané du roi de France : t. III, p. 514.

N° XVI.
24 Octobre 1360.

de France, ou son filz, ou aucun de sez ancestres roys de France, les tindrent, c'est assavoir : ce qu'en domaigne en domaigne, ce que en fee en fee, et par le temps et maniere a dessoubs esclareez : la cite, le chastel et la conte de Poitiers, et toute le terre et pays de Peytou, ensemble les feez de Thouartz et la terre de Belleville; la cite et le chastel de Xaintes, et toute le terre et le paiis de Xaintoigne, par decea et par dela la Charente; et la citee et le chastel d'Agen, e la terre et le paiis d'Agenoys; la cite, le chastel et toute la conte de Peiregort, e le terre et le pays de Peiregurs; la cite et le chastel de Limoges, e le terre e le pays de Lymosin; la citee et le chastel de Cavors, e le terre et le pays de Cavorsin; le citee, le chastel et pays de Tarbe, e le terre e le pays e le contee de Bigorre; la cite, la terre et le paiis de Gaure; la cite et le chastel d'Angolesme, et la contee, la terre e le paiis d'Angolesmoys; la citee et le chastel de Rodes, e le terre e le paiis de Romingue [Rouergue?].

Et, s'il y a aucuns seignurs, come le conte de Foys, le conte d'Armaynac, le conte de Lile, le conte de Pieregort, le biscompte de Lymogez ou autres, qui tiegnent ascunes terres ou lieux dedainz les metez dezdiz lieux, ils feront homage au roy d'Engleterre et louz autres services et devoirs deues a cause de lours terres et lieux, en la maniere qu'ils ont fait en temps passe.

II. Item, aura le roy d'Engleterre tout ce que le roy d'Engleterre ou aucun dez roys d'Engleterre ancienement tindrent en la villa de Monstroll-sur-la-Mer et es apertenances.

III. Item, aura ledit roy d'Engleterre tout le conte de Pontieu tout entierment, sauf et excepte que, si aucunes chouses ont este alieneez par les roys d'Engleterre, qui ont este pour le temps, de ledite contee et apertenances, et as autres personnes que aus roys de France, le roy de France ne sera pas tenuz de les rendre au roy d'Engleterre. Et, si lesdites alienations ont este faites aus roys de France, qui ont este pour le temps, sans aucun meyen, et le roy de France les tiegne a present en sa main, ils lez leyssera au roy d'Engleterre entierment; excepte que, si lez roys de France les onnt ou [eu] par eschannge as autres terres, le roy d'Engleterre delivra au roy de France ce que home en a eue par eschange, ou il lui leissera lez chouses ausint [ainsi] alienez. Mais, si les roys d'Engleterre, qui ont este pour le temps, en avoient alienez ou transportez aucunes chouses ou [en] autres personnes que aus roys de France, et depuys soient venuz ez mains du roy de France, ou ausi par partage, le roy de France

ne sera tenuz de les rendre. Ainsi, si les chouses dessusdites doivent homage, le roy lez baillera I. tenant qui lui en feira le devoir, dedeinz un an proschain apres ce qu'il sera partiz de Calays.

IV. Item, le roy d'Engleterre aura le chastel et la villa de Calays; le chastel, la villa et seignurie de Merk; lez villes, chasteaux et seignuries de Sangate, Coloigne, Hames, Wales et Oye, avec terres, boys, marroys, rivers, rentes, seignuries, advoesons d'ezglises et toutes autres apertenances et lieux entregisants dedeinz les mettez et bondes qui s'ensuent; c'est assavoir : de Calais jusques au fil de la rivere [par devant Gravelingues, et aussi par mesme le fil de mesme la rivere], tout en torn Langle, et ausint [aussi] par la rivere qui va par dela Poil, et aussi par mesme la rivere qui chet en grant laye de Guynes, jusques a Ffreton, et d'illoec par la valee entour la montaigne de Calays [Kalkuli], en encloant mesme la montaigne, et aussi jusques a la mer, avec Sangate et toutes ses appertenances.

V. Item, ledit roy d'Engleterre aura le chastel et la villa et tout entierment le conte de Guynes, avec toutes les terres, villes, chasteaux, fortresses, lieux, homagez, seignuries, boys, forestz, droytures d'icelle, aussi entierment come le conte de Guynes darrein mort les tint au temps de sa mort; et obeiront les esglises et les bonnes gentz esteans dedainz les limitations dudit conte de Guynes, de Calays et de Merk, et dez autres lieux dessusdites, au roy d'Engleterre, aussi come ils obeissent au roy de France et au conte de Guynes, qui fu pour le temps. Lezqueux chouses de Merk et de Calays contenuz en ce present article et en l'article proschain precedent, le roy d'Engleterre tindra en domaigne; excepte lez heritagez des esglises, qui demeuront asditez esglises entierment, quelque part qu'il soient assis; et aussi, excepte les heritages des autres gentz dez pays de Merk et de Calays assis hors de la ville de Calays, jusques a la value de cent livres de terre par an de la monoye corrante en pays, et au-dessouz, les queux heritagez lour demourent jusques a la value dessusdite, et audessouz. Mais les habitations et heritatges assises en ladite ville de Calays avec lour appertenances, demurront en domaigne au roy d'Engleterre pour en ordenner a sa volonte; et ainssi demurront as habitantz en la conte, ville et terre de Guynes touz lour domaignes entierment et y revendront pleinement; sauf ce qu'est dit des confrontations, mettes et bonnes en l'article proschain precedent.

VI. Item, acorde est que ledit roy d'Engleterre et ses hoirs auront et tendront toutes lez yslez adjacentes aus terres, pays et lieux avant nom-

N° XVI.
24 Octobre 1360.

nez, ensemble avec toutes et autres yslez, lesqueux ledit roy d'Engleterre tient a present.

VII. Item, acorde est que ledit roy de France et son eisne filz, le Regent, pour eux et pour touz lour hoirs et successours, a plus tost que l'on pourra, sans fraude et sans mal engin, et a plus tart, dedainz le feste Saint-Michel proschain venant en hun an, rendront, bailleront et delivront audit roy d'Engleterre et a touz cez hoirs et successours, et transporteront en eux toutes les honnors, hobeyssancez, homagez, ligeances, vassals, feez, services, reconissances, droitures, mere et mixte empere, et toutes maneres des juredictions hautes et basses, sauvegardes, advoesons et patronages d'esglizes, et tout le droit qu'il avoient ou povoient avoir, appertenoient, appertienent et povoient apertenir, par quelconque cause, titre ou coulour de droit, a eux, as roys et a la coronne de France, par cause dez citeez, conteez, chasteaux, villes, terres, paiis, yslez et lieux avant nomnez, et des toutes lours appertenances et appendences, quelque part qu'ils soient, et chescune d'iceulx. Et aussi manderont ledit roy et son eisne filz, par leurs lettres patentes, a touz ercevesques, evesques et autres prelatz de Sainte-Esgleize, et ainssi as contes, viscomtes, barons, nobles, citeseins et autres quelconques des citeez, conntees, terres, paiis, yslez et lieux avant nomnez, qu'ils obeissent au roy d'Engleterre et a ses hoirs, et a leur certein comandement, en la maniere qu'il ont obeu [obei] aus roys et a la coronne de France. Et, par mesmez lez letres, lour quitteront et absouldront, au meils qu'il se puyra faire, de touz homagez, foiz, seremens, obligations, subjections et promesses, faitz per aucun d'eulx aus roys et a la coronne de France.

VIII. Item, acorde est que le roy d'Engleterre aura les contees, citees, chasteaux, terres, pays, yslez et lieux avant nomnez, avec toutes leur appertenances et appendences, quelque part qu'il soient, et [a] tenir a lui et a touz ses hoirs et successours, heritablement et perpetualment, en domaigne ce que lez roys de France y avoient par tielle maniere, [et aussi en fie et service ce que les roys de France y avoient par telle maniere]; sauf tant come dit est pardessus en l'article de Calays et de Merk.

Et, si dez citeez, chasteaux, conntees, terres, paiis, yslez et lieux avant nomnez, droitz, mere et mixte empere, jurisdictions et proffeitz quelconques, que tenoient aucuns roys d'Engleterre illoec, et en lour appertenances et appendances quelconques, aucunes obligations, alienations, donations ou charges ont este faitz par aucuns des roys de France qui

onnt este pour le temps, puis soixante et dis ans encea, par quelconque cause ou forme qui ce soit, toutes tielles alienations, donations, obligations et charges sont deshores et seront de tout repelleez, casseez et anulleez; et toutes chouses ainssi donneez, alieneez ou chargees, seront, realment et de fait, renduz et vailes audit roy d'Engleterre ou a sez deputez especialment, en meisme l'entierte come ils furent au roy d'Engleterre, depuis soixante et diis ans encea, a plus tost que l'en pourra, sanz mal enginh, et a plus tart, dedainz le feste Saint-Michel proschain venant en hun an, a tenir au roy d'Engleterre et a touz ses hoirs et successors, perpetuelment et heritablement par la maniere que dessus est dit; excepte ce que est dit pardessus en l'artigle de Pontieu qui demurra en sa force, et sauf et excepte toutes les chouse donneez et alieneez as esglises, que lour demurront paciblement en touz lez paiis et lieux si-dessus et dessouz nomnez, si que lez personnes desdictes esglises prient diligemnent pour lesdiz roys come pour lour fondeours; sur quoy lours consciences seront chargeez.

IX. Item, est acorde que le roy d'Engleterre, toutes les citees, contees, chasteaux et paiis dessus nomnez, qui ancienement n'ont este dez rois d'Engleterre, aura et tendra come le roy de France ou sez filz lez tient au present.

X. Item, est acorde que, si dedainz lez mettez dezditez paiis qui feurent ancienement dez rois d'Engleterre, [avoit aucunes choses que autrefoitz n'eussent este des roys d'Angleterre] dont le roy de France estoit en pocession le jour de la bataille de Poitiers, que fu le xix. jorn de septembre, l'an de grace mil ccc. cinquante et six, elles seront et demurront au roy d'Engleterre et a ses hoirs, par la maniere que dessus est dit.

XI. Item, est acorde que le roy de France et son eisne filz, le Regent, pour eux et pour lur hoirs, et pour touz lez roys de France et lours successours a touz jours, a plus tost que se pourra faire, sans mal engin, et a plus tart, dedainz le Saint-Michel proschain venant en hun an, rendront et vailleront audit roy d'Engleterre et a touz ses hoirs et successeurs, et transporteront en eux toutes les honnors, hobediensses, homagez, ligeances, vassaux, fiez, services, reconnissances, seremens, droitures, mere et mixte empere, et toutes manieres dez juridictions hautes et basses, sauvegardes et seignuries qui apertenoient, apertienent, ou povoient en aucune manere apertenir, aus roys et a la coronne de France [ou a aucune autre personne, a cause du roy et de la coronne de France], en quelque temps,

N° XVI.
24 Octobre 1360.

es citeez, conteez, chasteaux, terres, pays, yslez et lieux avant nomnez, ou en aucun d'eulx, e en leur appertenences et appendences quelconques, ou ez personnes, vassaux, subgiz quelconques d'iceulx.

XII. Item, est accorde, affin que ce present tractie puisse estre le plus briefment acompli, le roy d'Engleterre fera amesner le roy de France a Calays, dedainz troys sedmaignes apres la nativite Saint-Johan-Baptiste proschain venant, cessant tout joust empeichement, aus despanz du roy d'Engleterre, hors les frays de l'ostel du roy de France.

XIII. Item, acorde est que le roy de France payera au roy d'Engleterre troys millions d'escutz d'or, dont lez deux vaillent un noble de la monoye d'Angleterre; e en seront payes audit roy d'Engleterre, ou a sez deputez, six centz mille escutz a Calays, dedeinz quatre moys a compter depuys que le roy de France sera venuz a Calays; et, dedainz l'an lors proschain ensuant, en seront payez quatre centz mille escutz, tieux come dessus, en le citee de Londres en Engleterre; et deslors, chescun an proschain ensuant, quatre centz mille escutz, tieux come devant, en ledite citee, jusques a tant lezdiz troys millions seront parpayez.

XIIII. Item, est accorde, que, per paiant lezdiz six centz mille escutz a Calays, et per vaillant lez hostagez si-dessus nomnez, et delivrez au roy d'Engleterre, dedainz lez quatre moys a compter depuys que le roy de France sera venuz a Calays, come dit est, la ville, le chastel e les forteresses de La Rouchelle, et les chasteaux, forteresses et villes de la conte de Guynes, avec toutes leurs apertenances et appendences, la personne dudit roy sera tant delivree de prisone, et pourra partir franchement de Calays, et venir en son povoir, sanz aucun empeichement; mais il ne se purra armer, ne sez gens, contre le roy d'Engleterre, jusques a tant qu'il ait acompli ce qu'il est tenuz de faire par ce present tractie.

E sont hostatges, tant prisoners pris a la bataille de Poytiers, come autres qu'il demourent pour le roy de France, ceulx qui s'ensuent; c'est assavoir : mon sire Loys, conte d'Anjou; mon sire Johan, conte de Poytiers, filz au roy de France; le duc d'Orlienx, frere audit roy; le duc de Borbon; le conte de Bloys ou son frere; le conte d'Alenceon ou mon sire Pierres d'Alenceon, son frere; le conte de Seint-Poul; le conte de Harrecourt; le conte de Poytieu [Portien]; le conte de Valentinoys; le conte de Brene; le conte de Baudemont; le conte de Fores; le biscomte de Beaumont; le sire de Coucy; le sire de Freules; le sire de Preaux; le sire de Saint-Venant, le sire de Garenciens; le dauphin d'Auvergne; le [sire] de

N° XVI.
24 Octobre 1360.

Hangest; le sire de Montmorency; mon sire Guilhem de Creon; mon sire Loys de Harrecourt; mon sire Johan de Ligny.

Les nomez [noms] desdis prisoners sont tieux : mon sire Philippe de France; le conte de Eu; le conte de Longeville; le conte de Pontieu; le conte de Tanquarville; le conte de Jugny; le conte de Sanceurre; le compte Dampmartin; le conte de Bentadour; le conte de Salebruche; le conte d'Auceurre; le conte de Vendosme; le sire de Craon; le sire de Berval [Derval]; le mareschal Boudenham [d'Odeneham]; le sire d'Aubigny.

XV. Item, est accorde que lez dessusdiz xvi. prisoneys, qui veinront demourer en hostatges pour le roy de France, come dit est, seront parmi ce delivres de lour prisoneys [prisons], sanz paier aucuns ranceons par le temps passe, s'il n'ont este a acord de certein ranceom par convenances faites par avant la tierce jour de may darreremant passe; et, si aucuns d'eulx est hors d'Engleterre, et ne [seront] a Calays en hostatge dedainz le premier moys apres lezdiz troys sedmaignes de la Saint-Johan, cessant jouste empechement, il ne sera pas quitte de la prisone, mais sera constrainz par le roy de France a retourner en Angleterre come prisoner, ou paier la poyne par luy promise e encorrue par defaute de son retour.

XVI. Item, est accorde que, en lieu dezdiz hostatgez qui ne veinrront a Calays, ou qui mouront, ou qui ce departeront, sans congie, hors du povoir du roy d'Engleterre, le roy de France sera tenuz d'en bailler d'autres de semblable estat, a plus pres qu'il pourra estre fait, dedainz quatre moys proschain apres que le bayliff d'Amyens ou le mair de Saint-Omer en sera sur ce par letres du roy d'Engleterre certeffiez; et purra le roy de France, asson departir de Calays, amesner en sa compaignie dis dez hostatges, tieux come lez deux roys acorderont; e suffira que de nombre de quarante dessuzdiz en demoure jusques au nombre de trente.

XVII. Item, est accorde que le roy de France, dedainz troys moys apres ce qu'il sera partiz de Calays, rendra a Calays en hostatge quatre personnes de la ville de Pariz, et deux personnes de chescune dez villes dont lez nommez s'ensuent; c'est assavoir : Saint-Omer, Aras, Amyens, Beauvez, Lille, Douay, Tournay, Reynes, Chaalons, Troyes, Chartre, Thouloze, Lyons, Orliens, Compeigne, Rouen, Caen, Toures, burgeoys [1]

[1] Au n° xi, au lieu de: *burgeois*, on lit : *Burges*, qui se trouve également dans Rymer..., t. III, p. 490; mais dans le texte de la page 516, Rymer écrit aussi : *bourgeois*, ce qui nous paraît la bonne leçon, parce que, d'après elle, il y aurait eu quarante otages bourgeois comme quarante otages nobles.

N° XVI.
24 Octobre 1360.

pluis souffisantz dezdites villez pour l'acomplissament dou present tractie.

XVIII. Item, est accorde que le roy de France sera amesne d'Anglaterre a Calays, et demurra a Calays par III. moys apres sa venue; mais il n'en paiera riens pour le prumier moys, pour cause de sa garde; et pour chescun dez autres moys ensuivant, qu'il demurra a Calays par deffaute de lui ou de ses gentz, il paiera pur sas gardes dis mille royaulx, tieux come ils courrent au present en France, avant son departir de Calays; et ainsi au fuer de temps qu'il demurra.

XIX. Item, est accorde que, au plus tost que faire se pourra, dedainz l'an proschain apres ce que le roy de France sera partiz de Calays, mon sire Johan, comte de Montfort, aura le comte de Montfort, avec toutes ses appertenences, en faisant homagez ligez, au roy de France, et devoir et service en tieux cas, tieux come bons et loyalx vassaux lige doit faire asson seignour lige, a cause de ladite contee. Et ainsi lui seront rendus sez autres heritagez, que ne sonnt mie de la duche de Bretaigne, en faisant homage ou autres devoirs que appertendra. E, s'il voult aucun domander, ou aucunes dez heritagez qui sonnt de ladite duche, hors de pays de Bretaigne, bonne et breff raison lui sera fait par la court de France.

XX. Item, sur la question de domaigne de la duchie de Bretaigne, qu'est entre ledit mon sire Johan de Montfort, d'une part, et mon sire Charles de Bloys, d'autre part, accorde est que lez deux roys, appelez pardevant eux, ou leur deputez, lez parties principales de Bloys et de Montfort, par eux et par leur deputez especiaulx, se enformeront du droit dez partiez, et s'afforceront de metre lez partiez a acord sur tout qu'est en debat entre eux, a pluis toust que purront. E, en cas que lezdiz roys, par eux ou pour lur ditz deputez, ne les purrent accorder dedainz un an proschain apres que le roy de France sera arrivez a Calays, lez amiz d'une partie et d'autre s'enformeront diligeanment du droit dez partiez, et par le maniere que dessus est dit, e se afforceront de metre lesdites parties a acord a miels que faire se pourra, a plus tost qu'il pourront. E, se ils ne les povent metre a acord dedainz demi an adonques proschain en suivant, il repporteront auzdiz deux roys, ou a lour deputez, tout ce qu'ils en auront trouve sur le droit dez partiez, et sur quoy le debat demourra entre lezdites parties; et adonques lez deux roys, pour eux et pour leurs deputez especialx, a plus tost qu'il purronnt, metront lezdites parties a accord, ou diront lour final advis sur le droit d'une partie et d'autre, et ce sera exequte

par les deux roys. Et, en cas qu'il ne le purront faire, dedainz demi an des lors proschain ensuant, adonques lez deux parties principals de Bloys et de Montfort feront ce que melhs leur semblera, et lez amis d'une partie et d'autre aideront quelque part que leur plaira, sanz empechement dezdiz roys, sans avoir en aucun temps a venir domage, blasme, ne reprouche, par aucun dezdiz roys, pour les causes dessusditez. Et, si ainssi estoit que l'une de lesdites parties ne vousist comparer seuffisamment devant lezdiz roys, ou lourdiz deputez, au temps que lui sera establiz; aussi que lezdiz roys, ou lour deputez, auroient ordenne et declare que lezdites parties fuissent a accord, ou qu'il auroient dit lour advis pour le droit d'une partie, et aucune dezdites parties ne se voudront accorder a ce, ne obeir a ladite declaration; adonques lezdiz roys seront encontre lui de tout lour povoir, et en ayde a l'autre qui se voudroit acorder et obeyr; mais en nuilh cas lez deux roys, par leurs propres personnes, ne par autres, ne pourront faire ne entreprandre guerre l'un a l'autre par le cause dessusdite. Et touz jours demourra la souverainete et l'omage de ledit duche au roy de France.

XXI. Item, que toutes les terres, paiis, villes, chasteaux et autres lieux, baillez ausdiz roys, seront en tielles libertez et franchises come ellez sonnt au present; et seront confermez par lezdiz seignurs roys, ou par leur successours, et par chescun d'eulx, toutes lez foys qu'ils en seront sur ce deuement requis, se contraire ne estoit a ce present acord.

XXII. Item, ledit roy de France rendra e fera rendre et restablir de fait a mon sire Philippe de Navarre et a touz sez adherentz, en appert, a plus tost come pourra, sanz mal enginh, et a plus tart, dedeinz un an proschain apres que le roy de France sera partiz de Calays, toutes les villes, chasteaux, forteresses, seignuries, droitz, rentes, proffictz, jurisdictions et lieux quelconques, que ledit mon sire Philippe, tant pour cause de lui, come pour cause de sa femme, ou sezditz adherentz, tindrent ou doivent tenir ou royalme de France. Et ne leur fera jamais ledit roy reprouche, domage, ne empechement, pour aucune chouse faite avant ces hoirs [heures], et leur pardonera toutes offenses et mesprisez du temps passe pour cause de la guerre. Et sur ce auront leur letres bonnes et soufisantes, si que ledit mon sire Philippe et sezdiz adherentz reteurnent en son homage, et lui fassent les devoirs, et lui soient bons et loyaulx vassaux.

XXIII. Item, est accorde que le roy d'Engleterre purra donner ceste fois tant soulement, a qui que luy plera, en heretatge, toutes les terres et heritagez qui furent du fee mon sire Goudeffroy de Herecourt, a tenir du

N° XVI. 24 Octobre 1360.

duc de Normandie, ou autres seignurs, de qui elles doivent estre tenuz par rason, parmi les homagez et services ancienement acoustumez.

XXIIII. Item, est accorde que nuilh home, ne paiis, qui ait este en obeyssance d'une partie, et vendra, par cest accord, a la obeyssance de l'autre partie ne soit empache pour chouse fait en temps passe.

XXV. Item, est accorde que les terres des bannis et adherentz de l'une partie et de l'autre, et ainssi d'ezglises de l'un royalme et de l'autre, et que touz ceux qui sonnt desheritez ou ostez de lour terres ou heritatgez, ou charges d'aucun pension, taille ou redevance, ou autrement grevez en quelque maniere que ce soit, pour cause de ceste guerre, soient restituis entierment en meisme le droit et possession qu'il eurent devant le guerre comansee; et que toutes maneres et forfaitures, trespas et mesprisions, faites par eulx ou aucun d'eulx, en moient le temps, soient de touz perdonnez; et que ces chouses soient faites, a plus tost que l'en pourra bonnement, et a plus tart, dedeinz hun an proschain apres que le Roy sera partiz de Calays; excepte ce qu'est dit en l'artigle de Calays et de Merk et dez autres lieux nomnez endit artigle; excepte aussi le viscomte de Fronsac et mon sire Johan de Galard, lezqueux ne seront point compris en ceste artigle, mais demourront lours biens et heritages en l'estat qu'il estoient, par avant ce present tractie.

XXVI. Item, est accorde que roy de France delivra au roy d'Engleterre, a plus tost qu'il pourra bonnement, et deivra [donra] a plus tart, dedainz [la feste Saint-Michel prochain venant, en] hun an proschain apres son departir de Calays, toutes lez citeez, villes, paiis et autres lieux dessus nomnez qui par ce present tractie doivent estre vaillez au roy d'Engleterre.

XXVII. Item, est accorde que, en vaillant au roy d'Engleterre, ou as autres pour lui per especialx deputez, lez villes e forteresses, et toute le conte de Pontieu; lez villes e forteresses, et toute le conte de Montfort; le citee et le chasteu de Xainctes; les chasteaux, villes e forteresses, e tout ce que le Roy tient en domaigne, en paiis de Xaintoigne, de cea et dela la Charante; la citee e le chastel d'Angolesme, e les chasteaux, villes et forteresses que le roy de France tient en domaigne ou paiis d'Angolesmoys, avec letres et mandamens de deslayssemens dez fois et homagez; le roy d'Engleterre, a sez propres cous et frais, delivrra toutes les forteresses, prisez et occupeez par lui e par sez subgiz, adherentz et alliez, es paiis de France, de Touraine, d'Anjou, de Maine, de Berry, d'Auvergne, de Burgoigne et de Champaigne, de Picardie et de Normandie, et de toutes

les autres parties et lieux du royalme de France, excepte celles du duche de Bretaigne, et dez paiis e terres que, par ce present tractie, doivent apertenir et demourer au roy d'Engleterre.

XXVIII. Item, est accourde que le roy de France fera vailler et delivrer au roy d'Engleterre, ou a sez hoirs, ou deputez, toutes les villes, chasteaux ou forteresses et autres terres, paiis et lieux avant nomnez, avec leur appertenances, az propres cous et frays dudit roy de France. Et ainssi que, s'il y avait aucuns rebelx ou deshobeyssanz, de rendre, vaillier ou restituer audit roy d'Engleterre aucunes citees, villes, chasteaux, paiis, lieux ou forteresses que, par ce present tractie, lui doivent apertenir, le roy de France sera tenuz de les faire delivrer a sez despantz les forteresses. Et, semblablement, le roy d'Engleterre fera delivrer, a sez despentz, les forteresses que, pour ce present tractie, doivent apertenir au roy de France. Et seronnt tenuz lezdiz roys et leur gentz a eux entraider, quant a ce, si requis en sont, as gadges de la partie que le requerra, que seront de hun florein de Florence, pour jour, pour chivaler; et demi florein, pour escuer; et pour les autres, au fuer; et de surplus dez dobles gadges, est accourde que, si lezdites gadges son trop petitz, ene regarde au marche de vivres ou paiis, il en sera en l'ordinance de quatre chivalers, pour ce esliz, c'est assavoir : deux d'une partie, et deux d'autre.

XXIX. Item, accorde est que les archevesques, evesques et autres prelatz et gentz de Sainte-Esgleise, a cause de lour temporalite, seront subgiz de celluy dez deux roys, souz qu'ils teinront lour temporalitee; et, s'il onnt leur temporalite sous touz lezdiz deux roys, ils seront subgiz de chescun des deux roys, pour la temporalitee qu'il teinronnt souz chescun d'iceulx.

XXX. Item, accorde est que bonnes alliances, amistees et confederations soient faites entre lez deux roys de France et d'Engleterre, et lour royalmes, en gardant l'onnour de la conscience de l'un roy et de l'autre, nonobstant quelconques comfederations qu'il ayent, decea et dela, avec quelconques personnes, soient d'Escoce, de Flandres ou d'autres paiis quelconques.

XXXI. Item, accorde est que le roy de France e son eisne filz, le Regent, pour eux et pour lour hoirs, roys de France, si avant qu'il purra estre fait, se delaisseront et departiront de tout des alliances qu'il onnt avec lez Escotz, et prometteront, si avant que faire se pourra, que jamais eux, ne leur hoirs, ne lez roys de France qui pour le temps seront, ne doinronnt

N° XVI.
24 Octobre 1360.

ne feront au roy ne au royalme d'Escoce, ne az subgiz d'icelle, presentz et a venir, confort, ayde ne favour, contre ledit roy d'Engleterre, ne contre sez hoirs et successours, ne contre son royalme, ne contre sez subgiz, en quelque maniere; et qu'ils ne feront autres alliances avec lezdiz Escotz, en aucun temps a venir, contre lez roys et royalme d'Engleterre. Et semblablement, si avant que faire se pourra, le roy d'Engleterre, et son eisne filz, se delaisseront et departiront de tout dez alliancez qu'il ont avec lez Flaments; et prometteront que eux, ne leur hoirs, ne lez roys d'Engleterre qui pour le temps seront, ne demouront [donneront], ne feront aus Flamentx, presentz ou a venir, ayde, comfort ne favour contre ledit roy de France, ses hoirs et successours, ne contre son royalme, ne contre ses subgiz, en quelque manere; et qu'il ne feront autres alliances avec lezdiz Flaments, en aucun temps a venir, contre lez roys e royalme de France.

XXXII. Item, est accorde que les collations e provisions faites, d'une partie et d'autre, dez benefices vacans, tant come la guerre a duree, tiennent et soient valables; e que lez fruiz, issuez et revenuez, resceuez et levez dez quelconques benefices et autres chouses temporales quelconques, ez diz royalmez de France et d'Engleterre, par l'une partie et par l'autre, durans lezdites guerres, soient quitz d'une partie et d'autre.

XXXIII. Item, que lez roys dessusdiz soient tenuz de faire confermer toutes lez chouses dessusditez par notre sant pere le Pape; et seront ballez per serementz, sentences et censures du court de Rome, et toutes autres lieux, en la plus forte manere que faire se purra; et seront impetres dispensations, absolutions et letres de ladite court de Rome, touchantz le perfection et acomplissement de se present tractie; et seront vaillez as parties, a plus tart, dedainz lez troys sedmaignes apres ce que le Roy sera arrivez a Calays.

XXXIIII. Item, que touz lez subgiz dezdiz royalmes, qui vourront estudeyer as estudiz et universitez des royalmes de France et d'Engleterre, joieront dez privileges et libertez dezdiz estudiz et universitez, tout aussi come il povoient faire avant cez presentez guerrez, et come il font au present.

XXXV. Item, au fin que lez chouses dessusditez, tractiez e parliez, soient plus fermes, stables et valables, seront faites et donnes lez fermeteez que s'ensuent; c'est assavoir : letres sealleez dez seals dezdiz roys et dez ainsnez filz d'iceulx, lez meilleurs qu'ils purront faire et ordenner par lez conseils dezdiz roys; et jureront lezdiz roys, et leur enfantz eisnez, et

aussi lez autres dez linagez dezdiz seignurs, et autres grans dezdiz royalmes jusques au nombre de vint, de chescune partie, qu'il tendront et ayderont a tenir, pour tant come a chescun d'eulx touche, dezdites chouses tracties et acordeez, acompliront, sans jamais venir au contraire, et sans fraude, et sanz mal engin, et sans faire nuilh empechement. Et, s'il y avoit aucun dudit royalme de France ou du royalme d'Engleterre, qui fussent rebelx, ou ne vousissent acorder lez chouses dessusditez, lezdiz roys feront tout lour povoir, de corps, de biens et d'amis, de metre lezdiz rebelx en vraye hobeyssance, selonc la forme et maniere dudit tractie. Et avec ce, se souzmetront lezdiz roys, et leurs hoirs et royalmes, a la cohertion de nostre saint pere le Pape, aufin qu'il puysse constraindre par sentences, censures d'ezglises et autres voies dues, cellui qui sera rebelx, selonc ce qu'il sera de raison. Et, parmi ses seuretes et fermeteez deszusditez, renonnceront lezdiz roys, et leur hoirs, par foy e par serement a toutes guerres et a toute proces de fait.

Et si, par deshobeyssance, rebellion ou puyssance de aucuns subgiz du royalme de France, ou autre jouste cause, le roy de France ou ses hoirs ne povoient acomplir toutes les chouses dessusditez, le roy d'Engleterre, ses hoirs ou aucun pour eux, ne feront ne devront faire guerre contre le roy de France, ses hoirs ne son royalme; mais touz ensemble s'afforceront de metre lezdiz rebelx en vraye obeyssance, et d'acomplir les chouses dessusditez. Et aussi, si aucuns du royalme et obeyssance du roy d'Engleterre ne veulent rendre les chasteaux, villes ou forteresses, qu'il tiegnent en royalme de France, et obeir au tractie dessusdite, ou pour jouste cause ne purroit acomplir ce qu'il doit faire par ce present tractie, le roy de France, ne sez hoirs, ou aucun pour eulx, ne feront point de guerre au roy d'Engleterre, ne asson royalme; mais touz deux ensemble feront leur povoir de recovrrer lez chasteaux, villes et forteresses dessusdites, et que tout obeyssance et acomplissement soit faite es tracties dessusdites.

Et seront aussi faites et donnees, d'une part et d'autre, selonc la nature du fait, toutes maneres de fermetees et seureteez que l'on saurra ou purra deviser, tant par le Pape, le college de la court de Rome, come autrement, pour tenir et garder perpetuelment le paix et toutes lez chouses pardessus accordeez.

XXXVI. Item, est accorde que, par ce present tractie et acord, touz autres acortz, tracties ou prolocutions, si aucunes en y a faites ou pour-

N° XVI.
24 Octobre 1360.

parlez en temps passe, sont nulles et de nuille valour, et de tout mizes au niant; et ne s'en purront jamais ayder les partiez, ne faire aucune reprouche, l'un contre l'autre, pour cause d'iceulx tractie et acord, si aucuns en y avoit, come dit est.

XXXVII. Item, que ceste present tractie sera approve, jure et conferme par lez deux roys, a Calays, quant ils y seronnt en lours propres personnes; et depuys que le roy de France sera departiz de Calays, et sera en son povoir, dedanz un moys proschain ensuant ledit departiment, ledit roy de France en fera letres confirmatoires et autres necessaires, ouvertes, et les envoyera et delivra a Calays, audit roy d'Engleterre, ou a sez deputez audit lieu; et aussi ledit roy d'Engleterre en prignant [prenant] lesdites lettres confirmatoires, vaillera autres paraylles a ycelles dudit roy de France.

XXXVIII. Item, est acorde que nuilh dez roys ne procuera, ne fera procurer, par lui ne par autre, que aucunes novelletez ou grieffs se facent par l'eglise de Rome, ou par autres de Sainte-Esglise, quelconques ils soient, contre ceste present tractie, sur aucuns dezdiz roys, leur coadjuteurs, adherentz ou alliez, quelconques ils soient, ne sur leur terre, ne leur subgiz, pour achaison de la guerre, ou pour autre chouse, ne pour services que lezdiz coadjuteurs ou alliez ausdiz roys, ou aucun d'eulx; et, si notre Saint-Pere, ou autre, le veulent faire, lez deux roys le destourberont, selonc qu'il pourront boņement, sanz mal engin.

XXXIX. Item, des hostatges qui seront vaillez au roy d'Engleterre a Calays, de la maniere et du temps de lor departiment, lez deux roys en ordeneront a Calays.

XL. Et nous, roy d'Engleterre avantdit, veue et considere ledit tractie, pour bien de paix, faite en nostre nom, pour nous, en tant come a nous touche de nostre partie, aiams ferme et agraable ycellui, et toutes les chouses dessus escriptes, volons, louons, ratiffions et approvons de nostre auctorite royalme, deliberation, conseil et consentiment dez plusors prelatz et gens de Sainte-Esglize, ducs et contes, tant de nostre linatge que autres, et de plusors tant pierrez d'Engleterre que autres grans, barons, nobles, bourgeoys et autres sages de nostre royalme, consentoms et confermons ledit tractie, et toutes les chouses dessusditez contenuez en ycellui, et juroms sur le corps Jhesu-Christ, et en parole de roy, pour nous et pour noz hoirs, ycellui tenir e garder et acomplir, sanz jamais venir encontre, par nous ou par autre. Et pour les chouses dessusdites et

chescune d'icelles tenir fermement, a perpetuite, obligeons nous, noz biens, presentz et a venir, nos hoirs et successours, et leurs biens. Et soubmetons, quant a toutes cez chouses, noz et nos hoirs et successours, a la jurediction et cohertion de l'eglize de Rome; et voulons et conscentoms que nostre saint pere le Pape, conferme toutes cez chouses, en donnant monitions et mandamens generalx sur l'acomplissement d'icelles, contre nous, noz hoirz et successours, et contre touz noz subgiz, soient comunes, colleges, universites ou personnes singulers quelconques, et en donnant sentences generalx d'escomuniementz, de suspencion et de interdit, pour estre encoruez pour nous et pour noz hoirs, pour cellui fait sitoust que nous ou eux feroms ou attempteroms, en occupant forteresses, ville ou chastel, ou autre quelconque chouse; faisant, ratifiant, ou agreant, ou donnant conseil, confort, ou ayde, celeement ou en appert, contre ledite paix; dezquelles sentences ils ne povent estre absoubz jusques ils ayent fait plaine satisfaction a touz ceux qui, par cellui fait, auroient sustenuz ou sostendront domagez. Et avec ce, voulons et conscentons que nostre saint pere le Pape, pour ce que plus fermement soit tenue et garde ledite paix a perpetuite, toutes pactions, confederations, alliances et convenances, comant qu'elles puyssent estre nomez, qu'il pourront estre prejudiciables ou obviez per quelqueconque voie a ladite paix, ou temps present ou a venir, suppousez que ellez feussent fermeez et balleez per paines ou par seremens, et confirmeez de l'auctorite de nostre saint pere le Pape, ou d'autre, soient casseez, irriteez et misses au neant, come contraires a bien comune et a bien de paix comune et profitable a toute cristiennete, et displasaintz a Dieu; et tous serementz, faitz en tieux cas, soient relachiez; et soit discerne par nostre dit Saint-Pere que nuil soit tenuz a tieux seremences, alliances ou convenances tenir ou garder; et deffende que, en temps a venir, ne soient faites tielles ou semblables. Et se, de fait, aucun attemptoit ou faisoit le contraire, que des maintenant les casse e irrite et rende nulles et de nulle vertue. Et nientmains, nous les puniroms come violatours de paix par paine du corps et de biens, si come le cas le requerra et que raison voudra. Et, si nous faisoms, procuroms ou seufroms estre fait le contraire, que Dieu ne vuille, nous vouloms estre tenuz et reputez par desloyaulx et parjurs, et voulons encourrir tielle blasme et diffame come roy sacrier doit encourrir en tiel cas.

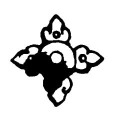
Et lez chouses dessuzdites feroms jurer, tenir et garder par nostre tres cher eisne filz, le prince de Gales; et noz filz puisnez, Leonel, conte

N° XV.
24 Octobre 1360.

d'Ulnester, et Esmon de Langelee; et noz cousins, mon sire Philippe de Navarre et lez ducs de Lancastre et de Bretaigne; les contes de Staford et de Salesbire; le sire de Mauny; Guy de Brian; Reynald de Cobham; le captal de Buche; le sire de Monferrant; James d'Audele; Roger de Beauchamp; Rauf de Ferreres, capitayne de Calays; Eustace d'Aubricheourt; Frank de Hale; Johan de Moutbray; Henri de Percy; Nichol de Tamworth; le sire de Comeny; Richard de Staford; William de Grannson; Rauff Espigurnell; Gaston de Greylly et William de Burton, chivalers.

Et feroms aussi jurer semblablement, et a plus tost que faire pourroms, bonemens, noz autres enfantz, et la plus grande partie dez prelatz dez esglises, contes, barons et autres nobles de nostre royalme.

Donne a nostre ville de Calays, par tesmoignance de nostre grant seel, le xxiiie jour d'octobre, l'an de grace mil ccc. soixante.



Nº XVII.
24 Octobre 1360.

SERMENT PRÊTÉ PAR ÉDOUARD III.

SOMMAIRE.

Le roi d'Angleterre constate qu'il a prêté serment conformément aux stipulations du traité de Brétigny.

Sacramentum regis Edwardi super refformationem pacis (1).

EDWARD, etc., a touz ceulx qui ces presentez letres verront, saluz.

Savoir faisoms que, par le paix fait e reformee entre nous e nostre tres cher frere le roy de France, lequelle nous desiroms estre fermement e parpetuelment garde, nous avoms faitz certains seremens sur le corps Jhesu-Christ, touchantz les saintz evvangelis de Dieu; c'est assavoir : que nous confermoms et approvoms le paix et toute le tractie et accord fait a Britegny, pres de Chartres, par le maniere qu'il est escript et depuys correge a Calays, et ycellui en touz cez pointz et articles, pour tant que il nous touche, acompliroms et enterinerons, e ne vendroms encontre;

Item, que nous feroms les renunciations, cessions et transportz que sont a faire de nostre partie et accordez par nostre conseil, et ycelles envoyeroms et delivrerons a nostredit frere, ou a sez deputez, az jour e lieu contenuz es letres acordeez dez parties;

Item, que nous surserons de user du nom deu roy de France, par maniere d'accorde;

Item, que nous delivrons a roy de France dez forteresses anglestes occuppeez en royalme de France, par la forme e manere contenuz es letres sur ce faites et accordez;

Item, nous avoms jurez, come dit est, les alliances faitz au roy de France, par la manieir que accordez sont, avec le modiffication qu'est fait dez Flaments et de Bretaigne;

(1) Cet acte se trouve dans Rymer..., t. III, p. 520.



N° XVII.
24 Octobre 1360.

Item, que nous delivroms la personne du roy de France, par la maniere que accorde est, et les prison[ier]s de Poytiers, e lesdiz [ostages] qui s'en devient aler avec le roy de France;

Item, que nous delivrons les hostatges, et qu'ils seront gouvernez et demesnez par la maniere que accorde est, et aussint le rechangement des hostatges, come dit est;

Item, que nous confermons lez privileges dez bonnes villes, que noz seront vaillez par la manere accorde;

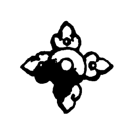
Item, que nous laisseroms et delivrons az esglizes tout lour droit en toutes les terres que nous tenoms e que nous seront vaillez par ledit accord, par forme et manere accordee en tractie;

Item, que les seremens que sont a faire par noz enfantz et autres de nostre partie, par ledit accord, nous le feroms faire a plus tost que nous pourroms bonement et devroms par ledit accord;

Item, que touz les letres que nous devons envoier ou bailler au roy de France, avant ou apres la delivrance de sa personne, nous envoyerons par la maniere et forme accordez; et feroms et acomplirons tout ce que faire devons par ledite accord, par la manere contenu en ycellui et ez letres acordez par les conseils dez parties.

En tesmoignance de ce, nous avoms fait metre nostre seal a ces presentes.

Donne a Calays, le xxiiii. jour d'octobre, l'an de grace mil ccc. soixante.



N° XVIII.

24 Octobre 1360.

CONFIRMATION DU TRAITÉ DE BRÉTIGNY PAR LE ROI JEAN.

Le roi de France, après avoir rappelé les articles du traité de Brétigny relatifs à la confirmation de ce traité, jure de les observer point par point, et déclare que ses enfants et les seigneurs de son royaume ont fait ou feront le même serment que lui.

Renuntiatio ad guerras (1).

JOHAN, par la grace de Dieu, roy de France, a touz ceulx qui cestes letres verront, salutz.

Sachent touz que, en l'accord e paix final faite entre nous e nostre frere le roy d'Engleterre, sonnt contenuz deux articles contenanz la forme que s'en suit :

« Item, que lez roys dessusdiz seronnt tenus de faire conserver toutes lez chouses dessusditez par nostre saint pere le Pape; et seront ballez par serementz et sentences et censures de court de Rome, e touz autres lieux, en la plus forte manere que faire se pourra; et seront empetrez dispensations et absolutions, e letres de ledite court de Rome, touchantz la perfection et l'acomplissement de ces present tractie; et seront baillez az partiez au plus tard dedainz trois sedmaynes apres ce que le Roy sera arrivez a Calays. »

« Item, aufin que les chouses dessusdites, tractiez et parleez soient plus fermes, estables et valables, seront faitez et donnez lez fermetez qui s'ensuent; c'est assavoir : letres scellees dez seals desdiz roys et des aisnez filz de ceulx, les meilleurs qu'il purront faire et ourdenner per les conseils. Et jureront lezdiz roys, et leurz enfants eisnez et autres enfantz, et aussi lez autres des linatge desdiz seignurs, et autres grans des royalmes jusques au nombre de vint, de chescune partie, qu'il tendront et ayderont a tenir, pour tout come a chescun d'eulx touche, lezdiz chouses tractiez et acordez, et acompliront, sanz jamais venir au contraire, sanz fraude et sanz male engine, et sainz faire nulle empechement. Et, s'il y avoit aucun

(1) Cet acte se trouve dans Rymer..., t. III, p. 534.

N° XVIII.
24 Octobre 1360.

dudit royalme de France ou de royalme d'Engleterre qui fussent rebelles ou ne vousissent acorder les chouses dessusdites, les deux roys feront tout leur poaïr du corps, des biens et d'amys de metre lesdiz rebelles en vraye obeyssance, selonc la forme e tenour dudit tractie. Et avec se se soubzmetront lesdiz roys, e leur hoirs, et royalmes, a la cohertion de nostre saint pere le Pape, aufin qu'il puyssent constraindre, par sentences, censures d'ezglises et autres voies deues, cellui qui sera rebelles selonc ce que sera de raison. Et, parmi les fermetez et seurtez dessusdites, renonceront lezdiz roys, pour eux et lors hoirs, par foy et par serement, a toutes guerres et a touz proces de fait.

« Et ce, pour deshobeyssance, rebellion ou puyssance d'aucun subgiz du royalme de France, ou autre juste cause, le roy de France ou ses hoirs ne povoient acomplir toutes lez chouses dessusditez, le roy d'Engleterre, ses hoirs, ou aucun pour eulx, ne ferront ou devront faire guerre contre ledit roy de France, sez hoirs, ne son royalme; mais touz ensemble se efforceront de metre lezdiz rebelles en vraye obeyssance et de acomplir lez chouses dessuzditez. Et auxi, si ascuns du royalme et obeyssance du roy d'Engleterre ne voilloit rendre les chastiaux, villes ou forteresses qu'il tiegnent au royalme de France, et obeir au tractie dessusdit, ou pour juste cause ne purront acomplir ce qu'il doit par cest present tractie, le roy de France, ne ses hoïrs, ou aucun pour eux, ne feront point de guerre au roy d'Engleterre, ne asson royalme; mais touz deux ensemble feront lour povoir de recoverer les chasteaux, ville et forteresses dessuzditz, e que toute obeyssance et acomplissement soient faitz es tractiez dessusdites.

« Et seront aussi faitez et donneez, d'une part et d'autre, selonc la nature du faite, toutes manieres et fermetez et seurtez que l'on saura ou pourra deviser, tant pour le Pape, le college de la court de Rome, come autrement, pour tener et garder perpetuelment le paix et toutes les chouses pardessus acordez. »

Et nous, desiranz avoir et nourir perpetuel paix et amour, entre nous e nostre royalme, et nostredit frere et son royalme, avons renuncie, et par ces presentes renonceons, a toutes guerres et a touz proces de fait contre nostredit frere, ses hoirs, successours, son royalme et sez subgiez.

Et prometons, et jurons et avons jure sur le corps Jhesu-Christ, pour nous, noz hoirs et successours, que nous ne ferons, ne vendrons, ne faire ou venir soufrerons, par fait ou parole, contre ceste presente renunciation, ne contre aucun dez chouses contenuez ez dessusdites articles; et, ceo

nous fasons ou soefrons estre fait le contraire, nous voulons estre tenuz e repute pour falx, perjure, et encourre tiel blasme ou diffame, come roy sacre doit encourrer en tiel cas. N° XVIII. 24 Octobre 1360.

Et renonceons a impetrer aucun dispensation ou absolution du Pape, ou d'autre, contre ledit serement; et, si empetrez estoit, nous vouloms que elle soit nulle et de nuille valour, et que nous no nous en puyssoms ayder en ascune manere.

Et, pour tenir plus fermement les chouses dessuzditez, soubzmetons nous, noiz hoirs et successours a la jurediction et cohertion de l'esglise de Rome; et voulons et conscentoms que nostre saint pere le Pape conferme toutes cez chouses en donnant monitions et mandaments generalx, pour l'acomplissament de ycellez, contre nous, noz hoirs et successours, et contre touz noz subgiez, soient comunes, collegez, universitez ou personnes singulars quelconques; et en donnant sentences generalx d'escomengement, de suspension ou de entredit, pour estre encorruez pour nous et pour eux, sitoust que nous ou eux ferons ou attempterons, en occupant forteresses, villes ou chastel, ou autre chouse quelconque, faisant, ratiffiant ou agreant, ou en donnant conseil, confort ou ayde, celement ou en apert, contre les chouses dessuzdites.

Et nous avoms fait semblablement jure toutes lez chouses davantditez par noz enfantz, le duc d'Anjou et duc [du] Mainne; duc de Berry et d'Auvergne; le duc de Touraine; le duc d'Orliens, nostre frere; et nos cousins : le duc de Borbonn, Jaques de Burbonn; Johan d'Artoys; Piers d'Alenson; Johan d'Estampes; Guy de Blois; le conte de Saint-Pol; le conte d'Anceurr; le conte de Harrecourt; le conte de Tanquarville; le conte de Sanceurre; le conte de Joeugny; le conte de Salebruche; le conte de Brene; le sire de Coucy; le sire de Craon; le sire de Freules [Fienles]; le daufin d'Auvergne; le sire de Montmorency; Guillems de Craon; le sire de Seint-Benan.

Et feroms aussi jurer semblablement, et au plus tost que faire pourroms bonement, le plus grant partie dez prelatz, pers, ducs, contes, barons et autres nobles de nostre royalme.

En tesmoigne de laquelle chouse, nous avons fait metre nostre seal a ses presentes letres.

Donne a Calays, le XXIIII. journ d'octobre, l'an de grace mil ccc. soixante.

N° XIX.

24 Octobre 1360

LETTRES PATENTES DU ROI JEAN RELATIVES AU COMTÉ DE GUINES.

SOMMAIRE.

Le roi de France rappelle qu'après la guerre que son père et lui ont soutenue contre le roi d'Angleterre, et qui vient d'être terminée par le traité de Brétigny, il a cédé au roi d'Angleterre le comté de Guines; en conséquence, il dégage les habitants dudit comté de leurs devoirs envers lui, et leur ordonne d'obéir au roi d'Angleterre, qui, d'ailleurs, respectera leurs droits et leurs biens.

Hic est liberatio comitatus de Guines facta regi Anglie.

JOHAN, par la grace de Diu, roy de France, a noz amez, lez prelatz et la clergie, tant d'ezglises cathedraux come autres, les barons, chivalers et autres nobles, et vassaux, et communes, habitans dez villez, paii et de toute la connte de Guynes, et dez appertenances et appendances, nos subgiez en temporalite, salutz et dilection.

Lez guerrez qui ont longement dureez entre nostre tres cher seignur et piere, jadiz roy de France, lui vivant, et, apres son deces, entre nous, d'une part, et le roy d'Engleterre, nostre frere, lequiel reclamoit soy d'avoir droit oudit royalme, d'autre part, ont pourte moultz grans domagez, non pas soulement a nous et a vous, mas a toute le poeble de nostre royalme et dez royaumes veisenes, et a toute christiannete, si come vous mesmez le savez bien; car, par lesdites guerres, sonnt maintefoys avenuz vatailles mortelles, occisions dez gentz, pillementz d'ezglises, destructions des corps et perils des almez, deflorations dez punceles et de vierges, deshonestations des femmes marieez et autres, arsures des villes, de manoirs et hedificez, roberies et oppressions, guytemens de boies et de chemins; justice en est faille, et le loy chrystiene refroidie, et marchandie perie; et tant d'autres mals et orribles faitz s'en sont enseys, qu'il ne pourroient estre ditz, mombrez, ne escriptz, par lesqueulx, nom pas seulement lez deux royalmes, mes les autres royalmes par christianite, ont souffert moult d'afflictions et domages irreparables.

Pourquoy nous, considerans et pensantz lez mals dessusditz, et que braysemblable chouse estoit, que plus grans s'en povoient ensuire en temps a venir, et que lo monde suffert tant d'angoisses et de doulours par lesdites guerres; et aiant pite et compassion de nostre bon et loyal pueple, que si fermement et si loyalment s'est tenu si longement en vray constance et obeyssance envers nous, en expousent lours corps et leur biens a touz perils, et sans eschever despances et misses, dont nous devons bien avoir perpetuel memore, avons picea soustenu parel et tractie de paix. Primerement, par le moyen dez honorables piers en Dieux, pluseurs cardinalx messatgers du seint pere le Pape, qui a grant diligence et instance y trevailleront pour lours; et depuis ce y ait eu pluseurs tractiez parlez et pluseurs boyes touchez, entre nous et ledit roy d'Engleterre, nostre frere; finablement, ou moys de may darrement passe, vinrent en France, messatgers de par nostre saint pere le Pape, nos amez et foyalx amiz, l'abbe de Cligny, frere Simon de Longres, maistre en divinite, maistre de l'ordre des Freres precheours, et Hugh de Geneve, seignur d'Auton., chivalers, ont estoit lors ledit roy d'Engleterre et son host. Et tant alerent et vindront lezdites messatgers devers Carles, nostre tres cher et ainsne filz, et devers le roy d'Engleterre, nostredit frere, que en plusours lieux s'assemblerent traictures, d'une part et d'autre, pour parler et tractier de paix, entre nous, qui lors estoions en Angleterre, et ledit roy d'Engleterre, et les royalmes de l'un et de l'autre. Et au darre, s'assembleront les tracteurs et procureurs, de nous et de part nostredit filz, aiantz povoir et auctorite soufisantz de nous et de nostredit filz; et les procureurs et tracteurs de nostre neveu, le prince de Gales, filz aisnez dudit roy d'Engleterre, nostre frere, aiant poair et auctorite de sondit pere en ceste partie, a Bretigny, pres de Chartres; ouqiel lieu fust par le tractie et accorde final, paix et concorde, dez tracteurs et procureurs, de l'un et de l'autre partie, sur touz les discourtz, discencions et guerres, que nous e ledit roy d'Engleterre, nostre frere, avions l'un contre l'autre; lequiel tractie et paix, les procureurs de nous et de nostredit filz, pur nous et pur lui, pour soufisant povoir donne a eux sur ce, et les procureurs dudit nostre neveu, le prince de Gales, pour ledit roy d'Engleterre, nostre frere, et pour lui, jurerent ez saintz evvangelis tenir et garder. Et apres ceo, le jureront sollemptement nostredit filz, pour nous et pour lui, et ledit nostre neveu le prince de Gales, aiantz a ce povoir pour sondit pere, nostre frere, et pur lui.

N° XIX.
24 Octobre 1360.

Et nous, apres ces chouses ensi faites, et a nous repporteez et expouseez,

N° XIX.
24 Octobre 1360.

considere que ledit roy d'Engleterre s'acordoit et conscentoit audit tractie et voloit ycelle et le paix tenir, et acomplir de sa partie yceulx tractie et paix; du conseilh et conscentiment dez plusieurs de nostre sang et linatge, prelatz de Saint-Esgleize, ducs et conntes, tant piers de France que autres, de clercs et gentz de esglize, de barons, chivalers et autres nobles, burgeoys et autres sagez de nostre royalme, pour appasier les guerres, et les mals et dolours dessusditz, dont le poeble estoit si malmene, come dessus est dit, plus que par delivrence de nostre personne, a lour et a la gloire du Roy dez Roys et de la Verge Marie, et pour reverence de Saint-Esgleise, de nostre saint pere le Pape, et de sezditz messatgiers, avons conscenti et conscentons, ratiffioms, greons et approvoms.

Et parmy ce, avons otroye a nostredit frere et promis a vailler, delivrer et delaisser, pour nous, et pour nos hoirs et successours a touz jours certaines terres, citees, chasteaux, villes, contees et seignuries, si come plus au plein est contenu en dit tractie et accord; entre lesquelez terres, conteez et seignuries, sonnt contenuz lez chasteaux, forteresses et villes de la contee de Guynes, ove touz lour appertenances et appendances, et lez yslez adjacentz, lesqueles nous devons delivrer audit roy d'Engleterre, pour le maniere que le conte de Guynes darrerement lez tenoit, avant que nous puissons partir de Calays.

Nous, pour acomplier en ce cas nostre promesse, l'accord et ledit paix, ladit conte de Guynes avec touz les terres, villes, chasteaux, forteresses, lieux, homes, homages, seignuries, boys, forestz et droitures d'icelle, avont transpourte et baille, delivre et delaisse, transpourtons, baillons, deliverons et delaissons, audit roy d'Engleterre, nostre frere, a tenir a touz jours, a lui et a ses hoirs, paisiblement, franchement et conjunctement, selonc le fourme dudit tractie; c'est assavoir que ceo que nous y avoms en domaigne, a tenir en domaigne, et ceo que en fee, [en fee,] sanz riens y retener a nous, ne a nos hoirs, en quelconque manere.

Et par ces presentes letres, mettons en obeyssance de nostredit frere, vous dessuzdiz, personnes singulers, prelatz, abbez, genz d'esglize cathedraulx et autres, barons, chivalers, nobles, vassaux et autres, et les comunes, burgeoys et touz les habitants des villes, et parties de le contee et des chastaux, villes et forteresses d'icelle, et dez appertenances et appendances, quant as chouses seans en ladite contee de Guynes, et appertenances et appendances tant soulemant.

Et, quant a ycelle chouse, vous quittons, absolvons et delivrons a perpe-

tuite des homages, ligeancès, obeyssance, feauteez, seignuries, serementz, foy et services, en quoy vous, et chescun de vous, nous estiez et povoiez estre tenuz; et vous mandoms et comandoms, et estroitement enjoignons sur tout l'amour et loyaute que vous nous devez, et si cher que vous avez la delivrance de nostre personne, et a chescun de vous, come a lui appertendra, que des hore an avant obeyssez, pour lez chouses dessusditez audit roy d'Engleterre, come a seignur, et lui faites lez homagez, ligeances, obeyssance, feautes, serementz, foy, services et vasselages, et lui rendez et paiez les droiturez, rentes, devoirs et hobeisances, tieles et en la forme et manere, que vous les nouz deviez, avant ledit tractie de paix et d'acord, et par forme et maniere que faites estoient au conte de Guynes pour le temps de sa mort; et lui obeyssez en toutes chouses, come a vostre droit seignur, et a ses officies, et a ses geans.

N° XIX.
24 Octobre 1360.

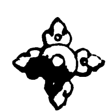
Sauf ceo et reserve que acord est par ledite paix, que les esgleises et les genz d'ezglizes y auront et tendront tout ceo qu'il avoient en ledite contee, et es appertenances, quelque part q'ils soient assis; et auxi dites chouses retourneront enterment et franchement, sanz contredit et sanz empeschement; et que touz les terres, paiis, villes, chasteaux et autres lieux de ladite contee de Guynes et des appertenances seront et demouront en tiels libertees et franchises, come elles estoyent au temps de la mourt du compte de Guynes, darrierement trespasse, si contraires ne sonnt az chouses comptees en dit tractie; et lour seront confermez par ledit roy d'Engleterre; et auxi, demourront auz habitanz en la conte, ville et terre de Guynes, touz lour demaines entierment, et y revendront pleinement, sauf celles qui sonnt assisez dedainz lez mettez et bonndes de Calays, accordez par le tractie de le paix susdite.

Mandantz nientmens et estroitement comandans au baille d'Amiens, et az guouverneurs de la connte d'Artoys et de Boloigne, et a touz nos autres justices, offices et autres ministres, ou a lour lieutenantz, es parties dessusdites, et, si mestir est, comettans par ces presentes, et a chescun d'eulx, que, sur la foy et obeyssance qu'il nous doivent, et sur poyne de encourrer nostre indignation, et d'estre privez de lour officez, il contraignent redement, par toutes las voyes et manere que mestir sera, touz contradisancez, dishobeissance et rebelles, si ascuns en y avoit, a obeir fermement, entierment, as chouses dessusdites, et a chescune d'icelle, selonc la tenour de ces presentes, en tiel manere qu'il ne covigne autrement purvoier.

N° XIX.
24 Octobre 1360.

Sur toutes lasquelles chouses, et chescune d'icelles, et lour dependances, nous voulons, et mandoms, et comandoms que touz noz fealx et subgiz obeissent et entendent asditz bailliz, guovernours et justiciers, ou a lour deputez, et a chescun d'eulx, a touz lez foys que requis seront sur ceo par aucune manere.

En tesmoigne, etc. (Ut supra.)



N° XX.

28 Octobre 1360.

COMMISSIONS DÉLIVRÉES PAR ÉDOUARD III POUR L'EXÉCUTION DE LA CONVENTION DE CALAIS.

SOMMAIRE.

Le roi d'Angleterre charge William Grandison et Nichol de Talworth de faire restituer au roi de France les places retenues par les Anglais en Champagne, Brie, Nivernais, Bourgogne, Auxerrois, Orléanais, Gâtinais, Mulcien, Beauce et Vexin français.

Des commissions semblables sont délivrées : 1° à Thomas Foger et Thomas Caun, pour l'Ile-de-France, le Perche, le Pays Chartrain et le Drouais;

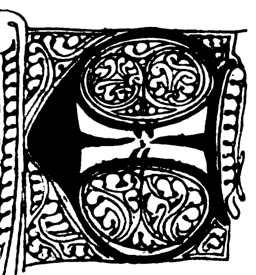
2° Au sire de Pommiers, ainsi qu'à Bérard et Arnaud d'Albret, pour le Berry, le Bourbonnais, l'Auvergne, le Mâconnais, le Lyonnais et la Touraine;

3° A Amaury de Fossaut [Amanieu du Foussat?] et Hélie de Pommiers, pour le Périgord, le Quercy et l'Agenais;

4° Au captal de Buch et au sire de Montferrant, pour la Normandie, l'Anjou et le Maine, ainsi que pour le reste du royaume de France;

5° A Thomas de Holland, comte de Kent, pour la Normandie, l'Anjou et le Maine, ainsi que pour le reste du royaume.

Exequutio fortalitiorum liberandorum in diversis partibus occasione pacis concordate (1).



EDWARD, etc., a tous capitains, chasteleins, conestables, gardeins de forteresses et d'autres lieux fermez, et touz autres nos subgiz et de nostre amiste, esteanz es parties de Champaigne, de Brie, de Nyvernois, d'Autunoys [d'Ancerrois] et Aurelenoys, Orlenoys en Gastenoys, Mussien, Baus et en Venquesin-les-Franceois, ausqueux cez letres verront, saluz.

Savoir vous faisoms que, come par le paix finable et perpetuel accord, fait et afferme a Calays, entre nostre tres cher frere le roy de France et nous, soit assentu que nous feroms livrer de fait a nostre frere, ou a ceux qui a ce seront deputez especielment de part lui, lez chasteaux et forteresses occupiez et detenuez a cause de guerre, et contre les treves darrein prises par noz subgiz ou autres de part nous, queux que ce soient, en

(1) Cet acte se trouve dans Rymer..., t. III, p. 546.

N° XX.
28 Octobre 1360.

les parties davantdites, entre si et le Chandeleur proschain venant, exceptez les chasteaux et forteresses en paiis de Bretaigne, et toutez lez autres paiis et lieux qui demourent a nous, a cause de ladite paix.

Nous, voulens ledite paix en toutes chouses tenir et garder, si come bien devions par nostre serement que nous avions fait sur le corps Jhesu-Christ sacree et lez saintz evvangelis, en tant come a nous touche, et contienz de sienz [confientz de sens], loyaute et discretion de chers et foyalx William Granisonn et Nichol de Talworth, chivalers, lez avons assignez, et chescun d'eulx especielment deputez de aler personalment, ou par autres, ou l'un d'eulx a ce deputez, de chastel a chastel ou autres forteresses es partiez devantditez, que par noz subgiz ou autrement de par nous sonnt occupiez. C'est assavoir : en Champaigne, en Brie : Bousard-sur-Marne, [Jamville-sur-Marne,] Bourt-en-Champaigne, Ouchie, Gine-sur-Saine, la Mote de Triefrein, Burgelemoy; en Nivernoys : Cournallour, Cuellons, Aulefy, Villiers et Montempny; en Bincerroys [Auncerrois] et en Bourgoigne : Regennes, Liegny, [Malicorne] et la Mote de Chauloye, et tous forteresses occupiez et detenuz en Borgoigne et en Vincerroys [Auncerrois]; en Aurelenoys et en Gastenoys : Chastelnef-sur-Loire et Marne-aus-boys, et toutes les forteresses occupez et empechez en Ourlenoys, en Gastenoys, en Mussien, en Beaux et en Wenquesin-le-Franceois dessuzdiz; et de les voider et faire voider de ceux qui les occupent, et de mesmez les chasteaux et forteresses entrer et seyser en nostre nonn; et ce fait, lez delivrer a nostredit frere, ou a sez deputez avantditz, a avoir et tenir sanz empechement de nuill; et de restreindre et punir touz ceux qu'ils trouveront rebellez ou contraires a lour mandamentz en celle partie.

Et pour ce, vous mandoms et comandoms, sur poyne de tout quant que vous pourrez forfaire devers nous, et de estre bannis hors de nostre royalme a touz jours, que azdiz William et Nichole, ou a chescun d'eulx, en toutes lezdites chouses faire et acomplir, en la forme avantdite, soiez obeyssantz, entendans et conseillans auxi, az toutes lez foys que mestir sera, et il vous en chargeront de part nous, aufin que deffaute ne soit pas trovee en nostre part, sur l'acord e nostre serement avantditz.

Donne a nostre ville de Calays, le xxviii. jour d'octobre, l'an de grace mil ccc. soixante.

Item, semblablement sonnt assignez mon sire Thomas Foger et mon sire Thomas Caun, pour delivrer les forteresses soubzescriptes; c'est assavoir : en Tivernoys : Chastelneuf, Beaumont-le-Chartif, Nogent-le-Botrou, et la

Ferte de Ville-Neville, et toutes lez autres forteresses occupiez et empecheez en France, et en paiis de Perche, de Chartain et de Brouas [Drouais].

Item, semblablement sont assignez le sire de Pomers, mon sire Berard de Labret et mon sire Arnaud de Labret, pour delivrer les forteresses soubzescriptez; c'est assavoir : en Berry et en Bourbonoys : les forteresses de Brisancoys, de Saint-Torete-le-Pringue, Chabres, Espunel, Beamen, Briance, Masers, l'abbeie de Verlac, Thos, Bruel, Ameron, Vierson, Mansay, Bourseron, le Roche-Ynay, Blotueros, Villers, Montempny, Benauners, Beaujeu, Boderon, et toutes autres forteresses occupiez en Berry et en Bourbonoys pour ladite cause; et toutez lez forteresses tenuz et occupiez es parties d'Auvergne devant et apres les trieves; en Tourayne : Lile-Rochard [L'Isle-Bouchard?], la Rouche de Pousey, Puy, Milliers, Raoulet, Pierregurs, occupiez puys et contre lez treves, Veires de Desrubay, le Pleisers, Amon, Langoie, Osem, Paluau, et toutes les autres forteresses prisez et occupez ez parties d'Auvergne et du Bourbonoys, de Mascon, de Lyon, de Berry, de Tourayne, pour lez causes dessusditez.

Item, semblablement sonnt assignez mon sire Amory de Fossaut et mon sire Helis de Pomers delivrer les forteresses soubzescriptez; c'est assavoir : es parties de Perregort, Caoursin et Agenoys.

Item, semblablement sonnt assignez le captal del Buch et le sire de Montferrant, pour delivrer lez forteresses es partiez desoubz escriptes; c'est assavoir : en Normandie, en Anjou et en Mayne : les ferreres [forteresses?] de Beufront-ou-Passays [Donfront, en-Passas], Nenyn, Mirebel-sur-Loire et la Tour de Villers, Saint-Wast, le Boys de Mayne, Conde-sur-Noyre-Eawe et une autre forteresse appelle Messe-Tinchebray, Annullers, le Neuf-Boure, la Ferste de Fresnel, La Roche-Werival [Derival], le Mourle-Ravol, la Tour-Saint-Christole, Villarais, Husson, Hunfleu, Frissenoy, la viscontee de Plessers, Buret, la Rouche-Dire, la Port-Jouleyn, la Flesche-Willie, Biez, Passeavant, Roussailles, et toutes les autres forteresses occupeez a cause de la guerre, en Nourmandie, en d'Anjou et ou Mayne, et aillours par tout le royalme de France.

Item, semblablement est assigne mon sire Thomas de Holand, conte de Kent, pour delivrer toutes les forteresses occupeez et empechez en tout Nourmandie, Anjou, Mayne et aillours parmi tout le royalme.

N° XXI.

24 Octobre 1360.

CONFIRMATION PAR ÉDOUARD III DE DEUX ARTICLES DU TRAITÉ DE BRÉTIGNY.

SOMMAIRE.

Édouard III rappelle et confirme deux articles du traité de Brétigny relatifs : l'un, aux nouveaux sujets des rois de France et d'Angleterre; l'autre, aux bannis, aux églises et aux personnes qui ont encouru quelque déchéance pendant la guerre.

Littera pro bannitis et adherentibus (1).

EDWARD, etc. — Savoir faisoms, a touz presentz et a venir, qu'en tractie de paix et accord fait le VIII. jour de may darrerement passe, a Bretigny, pres de Chartres, entre nous et nostre frere le roy de France, pour nous et pour lui, et par ses alliez, amiz et adherentz, d'une partie et d'autre, sonnt contenuz par especial deux articles dont le teneour si apres s'ensuyt :

« Item, est accorde que nuilh home, ne paiis, q'oit este en obeyssance de l'une partie, et vendra, par cest accord, a la obeyssance de l'autre partie, ne soit empechez pour chouse faite en temps passe. »

« Item, est accorde que les terres dez bannis de l'une partie [et de l'autre], et adherenz, et aussi dez esglizes de l'une royalme et de l'autre, et que touz ceulx qui sonnt deshiretez ou ostes de lours terres ou heritagez, ou charges d'aucune pension, taille ou redevance, ou autrement greve en quelque maniere que se soit, pour cause de ceste guerre, soient restituiz entierment en meisme le droit e possession qu'il ourent davant la guerre comencie; et que toutes manieres dez forfeitures, trespas, mesprisons, faitz pour eux ou par aucun d'eux, en moene temps, soient de tout pardonnez; et que cez chouses soient faites, a plus toust que l'om pourra, bonement, et a plus tard, dedainz un an prochein, apres que le Roy sera departiz de Calays; excepte ce que est en l'artigle de Calays, de Merk et

(1) Rymer..., t. III, p. 544, a publié l'acte correspondant émané du roi de France.

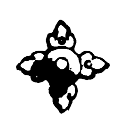
d'autres lieux nomez en ledit artigle; excepte ausi le visconte de Fronsak, et mon sire Johan de Galard, lezqueux ne seronnt pas compris en cest artigle, mas demurront lours biens et heritages en l'estat, qu'ils estoient par avant cest present tractie. »

N° XXI.
24 Octobre 1360.

Pourquoy nous, roy d'Engleterre dessusdit, veullantz, de nostre partie, lez chouses dessusdites tenir, garder et accomplir, sans faire aucune chouse au contraire, et sanz mal engin, a ce faire obligeons noz, noz biens et hers, presentz et a venir, toute contredit et opposition cessantz; et juroms, et avoms jure, sur le corps Jhesu-Christ, non venir encontre, et acomplir tout ce que faire devons par ledit artigle.

En tesmoignance, etc.

Donne a Calays, le xxiiii. jour d'octobre, l'an, etc. (Ut supra.)



N° XXII.

24 Octobre 1360.

CONFIRMATION DU TRAITÉ DE BRÉTIGNY PAR ÉDOUARD III.

SOMMAIRE.

Le roi d'Angleterre rappelle les articles du traité de Brétigny relatifs à la confirmation de ce traité, tant par le Pape que par les parties contractantes.

Il jure d'observer fidèlement les conventions intervenues entre le roi de France et lui, et se soumet, ainsi que ses sujets, à la juridiction de l'église de Rome, pour le cas où il manquerait à sa promesse.

Les mêmes engagements ont été pris par ses fils, trois de ses cousins et dix-sept autres seigneurs de son royaume.

Renuntiatio ad guerras (1).

EDWARD, etc., a tous ceuz qui cez letres verronnt, salutz.

Sachent touz que, en l'acord e paix finable faite entre nous et nostre frere le roy de France, sonnt contenuz deux artigles contenans la fourme que s'ensuit :

« Item, que lez roys dessusdiz seronnt tenuz de [faire] confermer toutes les chouses dessusditez par nostre saint pere le Pape; et seront vaillez par serement, et sentences, et censures de cort de Rome, et touz autres lieux, en la plus forte manere que faire se pourra; et seronnt impetrez dispensation, absolutions e letres de ladite court de Rome, touchantes la perfection et accomplissament de ce present tractie; et seront vaillez az partiez, au plus tard, dedainz troys setmaynes apres ce que le Roy sera arrivez a Calays .»

« Item, aufin que les chouses dessusditez, tractiez et parlez, soient plus fermez, estables et valables, seronnt faites et donneez les fermetez que s'ensuient; c'est assavoir : letres scellees dez seals dezditz roys et des eisnez filz d'icelx, les meilleurs qu'ils pourronnt faire et ordenner par les conseils desditz roys; et jureront lezdiz roys, et leurs enfantz eisnez, et autres enfantz, et ainssi lez autrez des linadges dezdiz seigneurs, et autres grantz du royalme jusques au nombre de vint, de chescune partie, qu'il tendront et eyderont a tenir, pour tant come a chescun d'eulx touche,

(1) Cet acte se trouve dans Rymer..., t. III, p. 534.

N° XXII.
24 Octobre 1360.

lezditez chouses tractiez et accordeez, et acompliront, sanz jamais venir au contre, sanz fraude et sanz mal engin, et sanz faire nuill empechement. Et, s'il y avoit aucuns dudit royalme de France, ou du royalme d'Engleterre, qui fuissent rebelx, et ne vousissent accourder lez chouses [dessusdites], dez deux roys feront tout lour povoir de corps, de biens et d'amys, de metre lezdiz rebelx en vraye obeyssance, selonc la fourme et tenour dudit tractie. Et avec se, se soubzmetront lezdiz roys, et lour hoirs, et royalmes, a la cohertion de nostre saint pere le Pape, au fin qu'il puissent [contraindre] par sentences et censures d'eglize et autres voies deues cellui qui sera rebelx, selonc ce qu'il sera de rason. Et parmi lez fermetez et seurteez dessusdites, renonceront lezdiz roys, et lours hoirs, par foy et par serement, az touz guerres et a tout proces de fait.

« Et, si par deshobeissance, rebellion ou puyssance d'aucun dez subgiz du royalme de France, ou autre jouste cause, le roy de France ou sez hoirs ne povoient acomplir toutez lez chouses dessusditez, le roy d'Engleterre, sez hoirs, ou aucun pour eux, ne feront ou devront faire guerre contre ledit roy de France, sez hoirs, ne son royalme; mes touz ensemble s'afforceront de metre lesdiz rebelx en vraye obeyssance, et d'accomplir les chouses dessuzditez. Et aussi, si aucuns du royalme et obeyssance du roy d'Engleterre ne voillent rendre les chasteaux, villes ou forteresses qu'ils tiegnent en royalme de France, et obeir au tractie dessusdit, ou pour jouste cause ne porroit acomplir ce qu'il doit faire par ce present tractie, le roy de France, ne sez hoirs, ou aucun pour eux, ne feront point de guerre au roy d'Engleterre, ne asson royalme; mas touz deux ensemble feront lour povoir de recovrir les chasteaux, villes et forteresses dessusditz, et que touz obeyssance et acomplissement soient faites ez tractiez dessuzdites.

« Et seront aussi faitez et donneez, d'une partie et d'autre, selonc le maniere du fait, touz manerez dez fermetez et seurteez, que l'on saurra ou purra deviser, tant par le Pape, le college et la court de Rome, come autremant, pour tenir et garder perpetuelment le paix et touz lez chouses dessuz accordeez. »

Et nous, desirantz avoir et nurrir perpetuel paix et amour, entre nous et nostre royalme, et nostredit frere e le royalme de France, avoms rennoncie, et par ces presentes renonnceons, az toutes guerres et au tout prouces de fait contre nostredit frere, sez hoirs et successeurs, e le royalme de France et sez subgiz; et promettoms et juroms, et avoms jure

N° XXII.
24 Octobre 1360.

sur le corps Jhesu-Christ, pour nous, noz hoirs et successeurs, que nous ne veinroms, ne faire venir soufreroms, par fait ou parole, contre cest presente renunciation, ne contre ascune dez chouses contenues es artigles dessusdites; et, si nous faceons ou suefrons le contraire estre fait, nous voulons estre tenuz et repute pour faux, perjur, et encourrir tiel blasme et diffame come roy sacre doit encourrir en tiel cas.

Et renonnceons a impetrer aucun dispensation ou absolution du Pape, ou d'autre, contre lezdiz serements; et, si empetre estoit, nous voulons quelle soit nulle et de nuille valour, et que nous ne nous en puyssons ayder en aucune manere. Et, pour tenir plus fermement lez chouses dessusditez, soubzmettons nous, noz hers et successeurs, a la jurediction et cohertion de les esglize de Rome. Et vouloms et conscentoms que nostre saint pere le Pape conferme toutes cez chousez, en donnant monitions et mandamens generalx pour l'acomplissament d'iceulx, contre nous, noz hoirs et successours, et contre touz noz subgiz, soient comunes, colleges universitez ou personnes singulers quelconques, et en donnant sentences generalx d'escomingementz, de suspencion ou de entredit, pour estre encourriz pour nous, et pour eux, si tost que nous ou eux feroms ou attempteroms, en occupant forteresse, ville ou chastel, ou autre chouse quelconque, faisant, ratifiant ou agreant, ou en donnant conseil, confourt ou ayde celeement ou en appert, contre lez chouses dessusditez.

Et avons fait semblablement jurer toutes lez chouses susdites par nostre tres cher eysnez filz, le prince de Gales, et noz filz puisnez, Leonel, conte d'Ulnester, et Esmon de Langele; et nous cousins, mon sire Phelip de Navarre, et lez ducs de Lancastre et de Bretaigne; les contes de Staford et de Salesbire; le sire de Mauny; Guy de Brion; Reynaud de Cobham; le captal de Buch; [le sire de Montferand; James d'Audele; Roger de Beauchamp; Rauf de Ferrers, capitain de Calais;] Eustache de Bristhescour [d'Abrichescourt]; Frank de Hale; Johan de Mombray [Moubray]; Heinry de Percy; Nichol de Thamvorth; le sire de Gomeny; Richard de Stafford; William de Granisson; [Rauf] Spigurnell; Gaston de Greylli et William de Burton, chivalers.

Et feroms assi jurer semblablement, a plus tost que faire pourroms bonement, noz autres enfantz, et le plus grande partie dez prelatz des esglises, contes, barons et autres nobles de nostre royalme.

Donne par tesmoignance de nostre grant seal a nostre ville de Calays, le xxiiii. jour d'octobre, l'an, etc. (Ut supra.)

Nº XXIII.
24 Octobre 1360

MANDEMENT D'ÉDOUARD III RELATIF A L'EXÉCUTION DU TRAITÉ DE BRÉTIGNY.

SOMMAIRE.

Le roi d'Angleterre rappelle qu'un traité de paix a été conclu et juré entre le roi de France et lui.

Il interdit à ses sujets de ne rien faire à l'encontre, sous peine d'être réputés bannis, de voir leurs biens confisqués, et même d'être poursuivis pour crime de lèse-majesté, s'ils sont arrêtés sur le territoire du royaume.

Il menace des mêmes peines quiconque, dans ses états, se rendra coupable de violences ou de faits de guerre.

Les sénéchaux et autres officiers devront, sous leur responsabilité personnelle, veiller à l'exécution de ces ordres.

Le roi de France s'est engagé à prendre des mesures analogues dans son royaume.

Sequitur littera confiscationis bonorum rebellium (1).

EDWARD, etc., a touz noz capitains, gardours dez villes et dez chasteaux, subgiz et adherentz et alliez, esteans es partiez de part decea la mer, salutz.

Come paix et accord soient faitz entre nous, [noz] alliez, aydans et adherentz, d'une partie, et nostre frere le roy de France, sez alliez et adherentz, d'autre part, sur touz lez debaz et discortz que nous avons ou pourroms avoir ensemble, et eions jurez sur le corps Jhesu-Christ ledite paix, et aissi nostre tres cher eisne filz, et autres noz enfantz, et autres touz de nostre sang, come plusieurs prelatz, barons, chivalers dez plus noutables de nostre royalme; et aussi ad jure nostredit frere, nostre tres cher neveu, le duc de Nourmandie, et noz autrez neveuz, sez enfantz, et plusieurs autres de son sang et autres prelatz, barons, chivalers de son royalme; et aucuns de nostre royalme [et] de noz subgiz se povent efforcer de faire ou entreprandre ascune chouse contre ledite paix, en preignant ou detenant forteresse, ou faisant pillages, en preignant gens, ou arrestant lours corps et marchan-

(1) Cet acte se trouve dans Rymer..., t. III, p. 537.

N° XXIII. 24 Octobre 1360.

dises, ou autres chouses faisant contre ledite paix; de quoy il nous displeroit tres grandamant, e ne le purrons ne voudrons passer sanz dissimulation, en aucune manere :

Nous, voulens obvier de tout nostre povoir ez chouses dessuzdites, voulons, discernons et ourdeignons pour deliberation de nostre conseil, du certein science, que, si aucuns de noz subgiz, de quelconque estat ou condition qu'il soit, faite ou offerte de faire, contre ledite paix, en fasant pillages, preignant ou detenant forteresse, personne ou biens quelconques du royalme, ou autres de nostredit frere, de ses subgiz, alliez ou adherentz, ou autres quelconques, facent contre ledite paix, et il ne se delesse, cesse ne desporte de ce, et rende les domages que fait aura dedainz hun moys empres ce que aura este sur ce requis par aucuns de noz officiers, serjantz, personnes publiques, qi pour tiel fait seulement et sans aucun proces, condempnation ou declaration, ils soient deslors tenuz et reputez pour bannis de nostre royalme et de tout nostre povoir, et aussi du royalme et de la terre de nostredit frere; et touz lours biens confisques et obliges a nous et a nostre domaigne; et, s'il povoient estre trouvez en nostre royalme, que punition soit faite come traitre et rebelle a nous, pour la manere qu'il est acoustume a faire en crime de lese-mageste, sanz faire serete, grace, remission ou pardonn aucun.

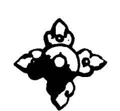
Et semblablement le voulons faire de noz subgiz, de quelconque estat qu'il soient, qui en nostre royalme prandront, occuperont ou detendront forteresse quelconque, contre le volonte de ceux a qui elles seront, ou qui bouteront feuz, rannceront villes ou personnes, ou facent pillages ou roberies, ou feront ou meurront guerre en nostre povoir ou sur noz subgiz.

Et mandoms, comandoms et injugeons estroitement a touz noz seneschaus, balifs, prevoz, chastelleins et autres noz officiers, sur quant qu'ils purront forfaire envert nous et sur poyne de perdre lours offices, ils publient et facent publier ces presentes, par touz lez lieux notables de lours senechaucies, bailliez, prevosteez et chastellenies, et toutes les chouses dessusdites gardent et fassent garder entierment, et acomplir de point en point; et sachent touz que, s'ils en soient negligent ou deffaillant avec le poyne surdite, nous lour feroms rendre les domagez a touz ceux qui, par lour deffaute ou negligence, auront este grevez ou domagez; et avec ce, lez en puniroms par tiele maniere qu'il sera exemple a touz autres.

Et semblablement nous a promis nostredit frere faire en son royalme, et

nous en ait baille sez lettres, et nous lui avons aussi baillez les nostres; excepte et reserve pour nous et noz amiz, ce qu'est dit et escript en ladite paix, en l'artigle de Bretaigne. N° XXIII. 24 Octobre 1360.

Donne a Calays (come dessus), l'an, etc. (come dessus).



N° XXIV.

1er Juillet 1342.

CONFIRMATION PAR ÉDOUARD III DES DROITS DE LA COMMUNE DE BORDEAUX SUR LA BANLIEUE.

SOMMAIRE.

Les maire et jurats de Bordeaux s'étant plaints de ce que les rois d'Angleterre avaient concédé à divers particuliers une grande partie des droits que la commune de Bordeaux possédait anciennement sur sa banlieue, Édouard III, après avoir fait faire une enquête par ses officiers, réintègre ladite commune dans ses anciens droits (1), sous réserve de certains biens litigieux que possèdent les héritiers d'Alice de Blaye (2), et sur lesquels le sénéchal de Gascogne devra statuer au plus tôt.

Thomas de Bradeston (3) recevra des maire et jurats de Bordeaux, en échange de la concession à vie qu'Édouard III lui avait faite dans l'Entre-deux-Mers, une indemnité qui sera fixée par le sénéchal de Gascogne, ou de gré à gré par les parties.

Ordinatio et restitutio barleuce facta ville per Edwardum conprehendens ejus limittes. — Rubrica.

EDWARDUS, Dei gratia, rex Anglie et Francie, et dominus Hibernie, omnibus ad quos presentes littere pervenerint salutem.

Sciatis quod, cum nuper, ad prosecutionem dilectorum et fidelium nostrorum majoris, et juratorum, et communitatis civitatis nostre Burdegale, nobis suggerentium baleucam civitatis predicte cum alto et basso justitia, tam per mare quam per terram antecessorum ipsorum majoris, juratorum et communitatis, ut de pertinentiis civitatis predicte antiquitus fuisse, et ad eos, nunc majorem, juratos et communitatem jure hereditario pertinere debere; ac magnam partem baleuce in manibus diversorum hominum, ex concessione quorumdam

(1) Voyez ci-dessus, nos VI et VII.

(2) D'après le *Catalogue des Rolles gascons* (t. I, p. 74 et 79), Alice de Blaye, dame d'Ornon, fille et héritière de Geoffroy Rudel, chevalier, seigneur de Blaye, échangea, le 6 mai 1330, le château de Blaye contre la prévôté de Campariau, les péages et revenus d'Herbe-Favières et la paroisse de Mérignac. Une transaction intervint sur cet échange le 20 septembre 1332.

(3) Voyez le *Catalogue des Rolles gascons*, t. I, p. 74 et 78, et t. II, p. 26 et 27. La prévôté d'Entre-deux-Mers fut concédée deux fois à Thomas de Bradeston, le 23 avril 1330, et le 8 octobre 1331.

N° XXIV.
1er Juillet 1342

progenitorum nostrorum et nostra extitisse, et eisdem majori, juratis et communitati detentam minus juste; et nobis supplicantium ut eis baleucam predictam, cum dicto justiciatu et aliis juribus, deveriis et pertinentiis suis, integre restitui faceremus, tenens per ipsos majorem, juratos et communitatem, heredes et successores suos, sicut eam antiquitus tenere consueverint; mandaverimus senescallo nostro Vasconie et connestabulario nostro Burdegale qui tunc fuerint, vel qui pro tempore forent, quod se super vero valore baleuce predicte, et tam de jure quod predicti major et jurati in balleuca predicta vel ad eandem vendicabant se habere, quam de jure nostro in hac parte, necnon quantum de eadem baleuca in manibus nostris tunc extitit, ac metis et bundis ejusdem baleuce, et aliis circumstanciis premissa contingentibus, se informarent, et de eo quod per informationem hujusmodi invenirent nos, sub sigillo nostro quo utimur in ducatu nostro predicto, redderent distincte et aperte certiores;

Ac, per informationem hujusmodi factam et nobis, in cancellaria nostra, de mandato nostro sic missam, compertum sit quod baleucam predictam pertinuit ab antiquo et adhuc pertinere debet ad dictam civitatem, et quod se extendit per limites, metas et bundas subscriptas, videlicet : ab ipsa civitate usque ad hoc, civitate et suburbiis Burdegale computatis, usque ad bocam Jale, ubi Jala cadit in mare vocatum Geronda, prout dicta aqua de Jala protenditur in ascendendo directe usque ad Jalam veterem; et de Jala veteri usque ad molendinum de la Begayressa; et de ipso molendino usque ad Jalapont; et de ipso loco de Jalapont usque ad locum dictum de Magudans, ita quod dictus locus de Magudans a Jala, citra versus Burdegalam, remanet et remanere debet infra baleucam et de jurisdictione et districtu communie Burdegale; et de ipso loco de Magudans usque ad locum dictum Lo Pas de las Baquas; et de ipso loco, dicto Lo Pas de las Baquas usque ad crucem de Beutras; et de Beutras usque ad justiciatum de Bogio, prout de justiciatu de Bogio protenduntur termini usque ad justiciatum de Belino, silicet : usque ad locum vocatum Laguabat; et de justiciatu de Belino versus fines seu terminos parochie de Leunhano, remanente tota dicta parochia infra balleucam Burdegale; et prout de ipsa parochia de Leunhano aqua appellata la Blanqua descendit usque ad bocam esterii de Correyano, ubi dictum esterium cadit in mare vocato Gerunda; et de ipso esterio de Correyano, usque ad Burdegalam; et de Burdegala usque ad esterium de Laureomonte; et de dicto esterio de Laureomonte prout vadit et extendit se balleuca inter podium parvum, quod est prope ecclesiam de Laureo-

N° XXIV.
1er Juillet 1342.

monte, ex una parte, et magnum podium, quod est versus domum Galhardi de Laureomonte, ex altera, prout caminus vadit directe et extenditur usque ad crucem salvitatis de Laureomonte, retro domos; et de illa cruce versus boscum appellatum La Ramada, ipso bosco infra baleucam Burdegale remanente; et sicut de bosco hujusmodi caminus, sive via, vadit versus Artiguas, ad pererium qui est in extremitate ejusdem camini, sive vie, in loco vocato a La Loubeyra; et de dicto pererio, versus fontem de Montz; et de ipso fonte usque ad ulmos de Sancta-Gema; et deinde usque ad pererios de La Palha de Podio, quod est supra Artiguas; et deinde usque ad fontem de Margarida; et deinde usque ad pontem de Cayron; et deinde usque ad podium deus Merlers; et de ipso podio deus Merlers, usque ad Audiartz torta; et de Audiartz torta usque a La Forcada de Gimilhan; et deinde usque ad La Forcada de Vilhalonga, prout via extenditur usque ad magnam viam que est inter paludem et costam; et prout magna via et palus durant usque ad esterium de Trena; et a dicto esterio usque ad dictum esterium [de Correyano?] et prout totum mare dictum Geronda est infra dictos terminos seu metas; et quod predicti major, jurati et communitas altum et bassum justiciatum, infra limites et bundas predictos, habuerunt et exercuerunt quousque per ministros regios inde voluntarie impediti fuerunt;

Per quod prefati major, jurati et communitas nobis iterato supplicarunt ut eis baleucam predictam, cum alto et basso justitiatu, ac mero et mixto imperio, infra terminos justiciatus ejusdem civitatis predictos, integre restituere faciamus eisdem majori, juratis et communitati, heredibus et successoribus suis, imperpetuum possidendam :

Nos advertentes grata servitia que predicti major, jurati et communitas progenitoribus et predecessoribus nostris impenderunt, et nobis in dies impendere non desistunt, et volentes proinde votis eorum condescendere in hac parte, et etiam quod justum est fieri, ut tenemur baleucam et altam et bassam justitiam, ac merum et mixtum imperium, infra terminos dicte baleuce predictos, cum pertinentiis universis, pro nobis, heredibus et successoribus nostris, eisdem majori, juratis et communitati, heredibus et successoribus suis, restituimus et tenore presentium concedimus; excepto hoc quod heredes quondam nobilis Alicie de Blavia, domine de Ornonn, infra dictam baleucam seu terminos ejus tenent et possident. Super quo dictis heredibus vel prefatis majori, juratis et communitati prejudicare non intendimus, sed jus quod habere debent dicti major, jurati et

communitas in hac parte illesum volumus remanere, et volumus quod super hoc fiat partibus per senescallum nostrum Vasconie qui nunc est, vel qui pro tempore erit, vel ejus locumtenentem, plenum et festinum justitie complementum.

N° XXIV.
1er Juillet 1342.

Et, cum dilectus et fidelis noster Thomas de Bradeston aliquam partem baleuce seu justitiatus predictorum Inter-duo-Maria teneat, ad terminum vite sue, ex concessione nostra, volumus et concedimus prefatis majori, juratis et communitati, heredibus et successoribus suis, quod ipsi partem illam habeant et possideant in forma predicta, dum tamen partis prefato Thome, de pretio seu valore, illius quod ad ipsum pertinet in hac parte, per legitimam estimationem, per senescallum nostrum Vasconie qui nunc est, vel qui pro tempore erit, in presentia ipsius Thome, vel ejus atornati, in hac parte faciendam satisfaciant competenter; vel cum eodem Thoma, vel ejus atornato predicto, super hoc componant melius quo poterint et concordent; ita videlicet quod, post mortem ipsius Thome, vel factam satisfactionem seu concordiam supradictam, dicta pars, quam jam sic possidet dictus Thomas, eisdem majori, juratis et communitati, heredibus et successoribus suis, pleno jure, in perpetuum remaneat, ut est dictum.

Volumus etiam et concedimus, pro nobis et heredibus nostris, quod possessio ejusdem partis, una cum residuo baleuce sive justitiatus predictorum, excepto hoc quod tenent dicti heredes predicte domine de Ornonn, eisdem majori, juratis et communitati, ut predicitur, liberetur, jure cujuslibet in omnibus semper salvo; et quod super hoc quod tenent dicti heredes eisdem majori, juratis et communitati celere fiat justitie complementum, secundum foros et consuetudines partium predictarum, sicut predictum est. Damus autem omnibus, tam nobilibus quam ignobilibus, infra dictam baleucam seu terminos justitiatus predictos, constitutis in mandatis, ut exinde eisdem majori, juratis et communitati, vel deputandis ab eisdem, pareant et intendant cum effectu, salvo tamen jure alieno, et etiam nobis superioritatis ressorto; nichilominus mandantes senescallis nostris Vasconie qui nunc sunt, vel qui pro tempore erunt, seu eorum locatenentibus, ut eosdem majorem, juratos et communitatem, ac deputandos ab eisdem, in possessione dicte baleuce seu justitiatus predictorum manuteneant et deffendant.

In cujus rei testimonium has litteras nostras fieri fecimus patentes.

Teste me ipso, apud Westmonasterium, primo die julii, anno regni nostri Anglie sexto decimo, regni vero nostri Francie tertio. — Dupp. Whchrust.

N° XXV.

6 Avril 1358.

ORDONNANCE D'ÉDOUARD III RELATIVE AUX ORFÉVRES.

SOMMAIRE.

Le roi d'Angleterre édicte, pour la ville de Bordeaux et le duché de Guyenne, une ordonnance analogue à celle qu'il a faite, sur le commerce d'orfévrerie, à la requête des orfévres de Londres.

Cette ordonnance fixe les points suivants :

Les ouvrages d'or ou d'argent ne seront vendus qu'aux changeurs, ou à l'Orfévrerie par devant les maîtres du métier.

Le commerce d'orfévrerie se fera publiquement, afin d'éviter toute fraude.

Les orfévres éliront des prud'hommes pour réglementer et surveiller leur industrie.

Tout ouvrage d'orfévrerie devra être de bon aloi.

Pour marquer les objets fabriqués, un ou deux orfévres de chaque ville de Guyenne recevront du connétable de Bordeaux un poinçon portant une tête de léopard.

Les orfévres de Bordeaux resteront soumis à la juridiction des maire et jurats de la ville, pour tout ce qui ne regarde pas leur industrie.

Ordinatio facta per Edwardum super aurifabris in prejudicium civitatis ad postulationem eorumdem (1).

EDWARD, par la grace de Dieu, roy d'Engleterre et de France et seigneur d'Ilarde *(sic)*, a touz ceux qui cestes letres verront ou orront, salutz.

Sachez que, come a la requeste des orfevres de nostre cite de Lonndres, monstrantz a nous et a nostre conseill, en nostre parlement naguairs tenuz a Westmonster, les detortes et deffaultes qui estoient trovez en les ouvrages et la vente d'or et d'argent, si bien de plate come de monoye, per assent des prelatz, conntes, barons et la commune de nostre royalme, a mesme le parlement assemblez, pour comun profit de nous et de nostre poeple, grantasmes, pour nous et noz heirs, que nul marchant prive n'estrange ne porte, en nostredit royalme, nulle maniere de monoye forgee, mes que plate de argent fin, ne que nul or ny argent ouvre d'orfeverie ne plate d'argent,

(1) Cet acte, et un autre en date du 30 décembre 1357, concernant aussi les orfévres de Bordeaux, se trouvent à la Bibliothèque impériale : *Manuscrits; collection Brequigny*, t. XXXVII, n°s 110 et 111

soient venduz a marchainntz pour revendre de porter hors du roialme, mes soient venduz en noz eschannges, ou overtement en ladite Orfeverie, pour despesser et nenne pour revendre, et que nul que clame d'estre dudit mestier d'orfeverie, en ladite cite, ne tiegne shope, fors que en chepe que homme puisse voir que lour ouvrages soient bones et convenables; et que ceux dudit mestier puissent, par vertue dudit grant, eslire bones gentz, loyalx et suffisantz, que mielx se conoissent en dit mestier d'enquere des choses susdites; et que mesmes ceux issint esluz puissent lez deffautes trovez oudit mestier amander par droit consideration de mesme le mestier, et sur ce mestre, dire punissement as contrariantz les point susdites, par orde du mere et viscontes, quant mestier sera; et que, en toutes les cites et villes d'Engleterre, ou Orfeverie et repar des marchaintz sont, facent et tiegnent mesmes les ordenances que ceux de Lonndres fonnt; et que un ou deux de chescune cite et ville avantdites veignent a Londres pour ledit mestier de quere lour certain touche d'or et ensement le punchon ove la teste du leopard, pour merchier lour ouvrages, comme ancienement feust ordeigne, si comme en noz letres patentes sur ce faites es contenuz plus a plain;

Et eions entendu, par relations de plusours, que, par cause que nulles ordennances non sont faictes del mestier d'orfeverie en la cite de Bordeaux, plusors deffautes et detortes on este faites devant ces heures, et sont, de jour en autre, en ledit mestier d'orfeverie, si bien en ladite cite de Bordeaux, come aillours, en nostre duche de Guyene, et fait adouter que grandes seront ou temps a venir, si remedie ne soit mis par temps :

Nous, considerantz les dommages et forces que, par celles deffaultes et detortes, pourront a venir, si bien a nous come a nostre poeple, veillantz pour tieles damages, et pour ces eschives pourveoir de remede convenable ou proffit de nous et de nostre poeple, en telle partie, voulons, grantons et ordeignons, pour nous et noz heirs, que les orfevres de nostredite cite de Bordeaux sinonn pardavant les pointz souzescriptz, c'est assavoir : que nulh argent de plate, ne vessel d'or, ne d'argent, ne soit vendu en nostredite cite de Burdeax, sinon pardavant les eschanngeors ou en l'Orfeverie, devant les mestres de celle mestier, illocques publiement et ouvertement, si que les gentz dudit mestier puissent estre avises et avoir evidence, si le vendour soit loialment avenus a tielle vessel ou n'est mie, et si le vessel soit de droit alay et de bon argent; et que nul qui se cleme dudit mestier ne tiengne shope en venelle, einz en lieu covert ou en rue publique, issint que

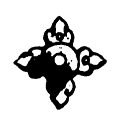
N° XXV.
6 Avril 1358.

l'ein puisse veoir que lour ouvrages soient convenables et bonnes; et que ceulx dudit mestier puissent, par vertue de cestes letres, eslire bonnes gentz, loyalx et suffisantz, de ceux de lour mestier que se conoissent en ce que appen a mesme le mestier d'enquerre des choses susdites, et de amander les deffautes qui seront par eux trouvees en dit mestier, et ordeignoir les pointz necessaires par droite consideration des gentz de mesme le metier, et sur ce mettre, dire punissement as contrariantz les pointz avantditz, par aide des meir et juretz de mesme la cite, quant mestier sera; et aussint, volons que lesdites orfevres ouvrent bon argent, si bon come ad este ouvre avant ces heures en mesme la cite, et que nul ouvrage d'argent en vessellement, non autre maniere, ne soit vendu as eschanges, ne en ladite Orfeverie, s'il ne soit consigne ou autrement, soit si bonne come celle qui est ouvre en ladite cite; et que, en toutes les cites et ville de nostredit duche de Guienne, ou Orfeverie et repair des marchantz sont, facent et tiegnent mesmes les ordenances que ceulx de Bourdeux font en celle partie; et que un ou deux dudit mestier de chescune cite ou ville avantdites viegnent a nostre chastel de Bordeux, a nostre conestable illocques, pour ledit mestier de querre lour certain touche d'or et ensement le punchon ove la teste de leopard, pour mercher lour ouvrages.

Et n'est mie nostre entention, ne ne volons que, pour cause de cest nostre grant, lezditz orfevres soient exemptz de la juridiction des meire et jures de mesme la cite de Bourdeaux es autres faitz et contractz; mes que le meir et jurez, et orfevres avantditz, et chescun d'eux, demourgent en lour privileges enquelles eux estoient devant la fesaiance de cestes.

En tesmoignance de quelle chose, nous avons fait fere cestes nos letres ouvertes.

Donne a Langele, le sisme jour d'avril, l'an de nostre regne d'Engleterre trente secunde, et de France dis noesisme.



N° XXVI.

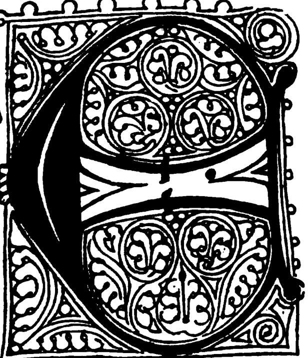
20 Mars 1373

MANDEMENT D'ÉDOUARD III RELATIF AUX VINS DU HAUT-PAYS.

SOMMAIRE.

Sur les réclamations des maire et jurats de Bordeaux, le roi d'Angleterre défend aux portiers du château de cette ville de vendre ou faire vendre, en taverne ou autrement, les vins du Haut-Pays.

Mandatum ut in castro non vendatur vinum ad tabernam de Alta-Patria (1).



DWARD, par la grace de Dieu, roy de France et d'Engleterre et seigneur d'Irlande et d'Acquitaigne, a nos chers et fealx : Thomas Fletton. (2), seneschal de nostre seigneurie d'Acquitaigne, et a nostre ame clerc, maistre Robert de Wikford (3), doctour en les deux loys, conestable de nostre chastel de Bordeaux, salut.

Noz chers et fealx, les mare, jurez et communaltee de nostre cite de Bordeaux, nous ont fait monstrer par leur complainte que, come par cause de certein privilege donnee et grantee a eulx par nous, ou par noz progenitours, liquel privilege il se dient avoir par devers eulx, nul vin que soit de Haut-Pays ne se puisse ne ose vendre en taverne, deinz nostredite cite, ne dedeinz les burges d'ycelle; et ce, nonobstant les porters de nostre chastel de Bordeaux, et aucuns noz autres officiers, contre la fourme de leurdit privilege, vendent et facent vendre vin dudit Haut-Pays, quantes foiz q'ils en ont ou le porront avoir; combien qu'ils ont estes par plusours foitz requis de cesser et de s'en abstregner de ycelle vende du

(1) Cet acte est mentionné dans le *Catalogue des Rôles gascons*, t. I, p. 160, n° 14, *membrana* 5.

(2) D'après le *Catalogue des Rôles gascons* (t. I, p. 160, n° 4, *membrana* 7), Thomas de Felton fut nommé sénéchal le 6 mars 1373.

(3) D'après le *Catalogue des Rôles gascons* (t. I, p. 160, n° 5, *membrana* 7), Robert de Wikford fut nommé connétable le 7 mars 1373. — Parmi les actes de 1375, il en est un que Th. Carte mentionne sous ce titre : *De supersedendo executioni judicii et condempnationis contra magistrum Robertum de Wikford* : t. I, p. 162, n° 12, *membrana* 2.

N° XXVI.
20 Mars 1373.

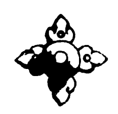
vin avantdit; sur quoy, avantditz mare, jures et communaultee nous ont humblement fait supplier qu'il nous pluist sur ce leur ordener de remede :

Nous, considerantz ouvertement contratenir taverne en nostredit chastel, ou vin vendre illocques, n'est honorable pour nous, ne proffitable pour la seure garde d'icelle, mesmement en cest temps de guerre, vous mandons, comandons et chargeons que, si par l'inspection de leurdit privilege et autrement, il vous apparra lesdites choses estre veritables, deslors fates estroitement deffendre, de par nous, a les portiers de nostredit chastel de Bordeaux qui ja sont, ou qui por le temps seront, que d'ores en avant ils, ne aucuns autres pour eulx, ne vendent, ne souffrent estre venduz, vin a broche ne a taverne, nuls vins que soit de Haut-Pays, ne d'ailleurs, hors de nostredit chastel, ne ailleurs contre la tenour et forme du privilege avantdit; ne y facent, ne y tiegnent congregations ou compargniez des gentz dedeinz nostredit chastel, par la cause avantdite, per quoy aucun peril ou mesaventure y pourra eschere, sur peine de perdre leursditz offices, et sur toute autre peine que bon vous semblera a mettre en tieu cas; et de tenir et garder sans blemissement ledit privilege.

Nous voulons que vous chatez et constraignez de nostre autorite rigoureusement les avantditz portiers et tous autres que mester sera, par toutes les bonnes manieres et voyes que a faire sera de raison; et de ce faire, vous donnons autorite et plaine puissance et mandement especial, par la teneur de noz presentes letres.

Donne par tesmoignance de nostre grant seel, a nostre palais de Westmoster, le xx. jour de martz, l'an de la nativitate Nostre-Seigneur mill tros centz soxiante et tresze, et de nos regnes de France trent et quatre, et d'Engleterre quarante et sept.

Par la petition baille et signe de par le Conseil. — Branketre.



N° XXVII.
7 Juillet 1366.

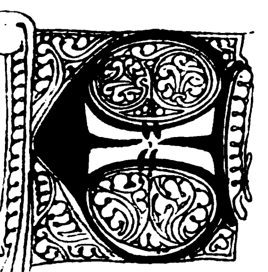
ARRÊT DE LA COUR DES GRANDS JOURS DE GUYENNE SUR LA JURIDICTION DES MAIRE ET JURATS DE BORDEAUX.

SOMMAIRE.

Édouard, prince de Galles, fait connaître qu'il avait chargé le sénéchal de Guyenne de décider entre les prétentions contraires d'Alice de Croston et de Marie de Lugbon, sur la succession de Richard de Croston, neveu de la première et fils de la seconde; mais que Marie de Lugbon, ayant décliné la compétence du sénéchal, en sa qualité de bourgeoise de Bordeaux, avait demandé à être renvoyée devant la cour du maire de cette ville; que le sénéchal s'y étant refusé, Marie de Lugbon et le procureur des maire et jurats de Bordeaux, intervenants, s'étaient pourvus en appel auprès de la cour des Grands Jours de Guyenne.

Les Grands Jours décident que le sénéchal a eu tort de retenir la cause, et que justice sera faite aux parties par la cour du maire de Bordeaux.

Sententia qualiter burgenses et burgensisse fuerunt remissi majori et juratis, et eorum cognitio pertinet ad eumdem majorem (1).



EDWARDUS, regis Anglie primogenitus, princeps Acquitanie et Wallie, dux Cornubie et comes Cestrie, notum facimus universis quod dudum audita querela Alicie de Croston., anglice, uxoris Roberti Mageston., Lichefeldensis diocesis, continente quod licet Ricardus Croston, nepos suus, filius que quondam Ade Croston., fratris ejusdem supplicantis, ab intestato decessisset et sine prole legitima, cujus quidem Richardi hereditatem dictam conquerens ad se pertinere dicebat, tanquam ad proximiorem in gradu parentele dicti quondam Richardi, nichilominus uxor dicti quondam Ade Croston. dictam hereditatem detinens eam dicte Alicie restituere et liberare contradicebat injuste; dilecto nobis senescallo nostro Acquitanie per nostras litteras

(1) C'est peut-être de ce document, que l'abbé Baurein avait induit l'existence d'une juridiction supérieure à celle du sénéchal. (Voir les *Coutumes... de Guyenne*, t. I, p. XXIX).

Cette pièce est signalée, sans indication d'origine, dans un écrit posthume de M. Rabanis publié dans la *Revue historique du Droit français et étranger*; année 1861, p. 504.

N° XXVII.
7 Juillet 1366.

committendo mandavimus, quatenus vocatis partibus et aliis evocandis, ipsisque auditis, faceret eisdem bonum et breve justitie complementum.

Subsequenter vero ad supplicationem dicte Alicie, seu ejus procuratoris, asserentis bona mobilia et immobilia, que quondam fuerant dictorum Ade patris et Ricardi filii, ad se ex causis superius declaratis pertinere, ex certa causa, tunc expressa per nostras alias litteras, dicto nostro senescalo dedimus in mandatum, sibique nichilominus comittendo ex nostra certa scientia, ut manum nostram super bonis predictis, pro conservatione juris partis ad quam debent finaliter devenire, apponere, ac, partibus vocatis cum ceteris evocandis de et super premissis et eorum dependentibus et connexibus, faceret eisdem partibus bonum et breve justitie complementum, foris et consuetudinibus patrie observatis, prout esset rationis.

Coram quo senescallo comparentibus dictis partibus, cum dictus senescallus vel ejus locumtenens vellet, virtute dictarum litterarum nostrarum, super contentis in eis procedere, Maria de Lucbon, relicta dicti quondam Ade in dictis nostris litteris nominata, dixit se non teneri coram dicto senescallo vel ejus locumtenenti, sed petiit se ad curiam majoris civitatis nostre Burdegale, judicis sui, tanquam burgensissa dicte civitatis remitti, virtute privilegiorum ville Burdegale, parte alia contrarium dicente.

Super quo, pluribus rationibus hinc inde propositis et allegatis, et super eis sibi petente justitiam exhiberi, tandem fuit, per dictum nostrum senescallum seu ejus locumtenentem, pronunciatum dictam Mariam non debere remitti ad dictum majorem.

A qua pronunciatione dicta Maria, et etiam procurator dicti majoris et juratorum dicte nostre civitatis, asserentes sua interesse, sentientes se gravatos, ad nos et nostram curiam appellarunt; et deinde dicti appellantes predictam Aliciam ad nostram curiam evocari fecerunt ad procedendum in causa appellationis ejusdem.

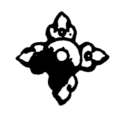
Comparentibus igitur dicta Maria et dicto procuratore majoris et juratorum, ex parte una, et Nicholao de Reseley, procuratore et procuratorio nomine dicte Alicie, ex altera, in curia nostra Dierum Magnorum nostrorum principatus nostri Acquitanie, ad dies videlicet senescallie Burdegale, pro parte dictorum appellantium fuit datus libellus in causa dicte appellationis, in quo inter cetera petierunt : per nostram curiam sententiari dictum senescallum vel ejus locumtenentem male pronuntiasse, et per ipsos bene appellasse pronuntiari; partemque appellatam in

expensis legitimis sibi condempnari; parte dicte Alicie econtra proponente et dicente : per dictum senescallum vel ejus locumtenentem bene fuisse pronuntiatum, ac per dictos appellantes male appellatum pronuntiari; sibique condegium sive licentiam dari debere. N° XXVII. 14 Juillet 1366.

Super quibus traditis nostre curie predicte processibus, pro utraque parte, coram dicto senescallo factis, ipsisque partibus consentientibus dictos processus per nostram dictam curiam videri et judicari per ipsos utrum per dictum senescallum bene fuit pronuntiatum vel male, visis predictis processibus et diligenter attentis in eisdem contentis, per judicium nostre curie pronuntiamus :

Male fuisse judicatum per dictum senescallum seu ejus locumtenentem, et per dictos Mariam et procuratorem bene fuisse appellatum, dictas partes et predictam causam ad dicti majoris curiam remittentes, ut dictis partibus faciat justitie complementum.

Datum Burdegale, in curia nostra Dierum Magnorum, septima die julii, anno Domini milesimo ccc^mo sexagesimo sexto.



N° XXVIII.

20 Juin 1375.

MANDEMENT D'ÉDOUARD III RELATIF A L'ADMINISTRATION MUNICIPALE DE BORDEAUX.

SOMMAIRE.

Le roi d'Angleterre, informé par une pétition des habitants de Bordeaux du désordre qui avait régné dans l'administration de la ville avant l'arrivée du sire de Lesparre, et voulant y remédier sans modifier le gouvernement de la cité, enjoint : au maire, de faire serment chaque année de rendre bonne justice au peuple; aux jurats et autres bonnes gens, d'aider, conseiller et maintenir le maire dans l'exercice de son office.

Qualiter major et jurati et alii justitiarii tenentur, semel in anno, facere sacramentum coram populo, et econtra (1).

EDWARD, par la grace de Dieu, roi d'Engleterre et de France et seigneur d'Irlande, a noz chers et foialx mair, juretz et autres bones gentz de nostre cite de Burdeux, qu'ore sont et que pour le temps seront, salutz. Sachez que, comme noz subgitz de nostredite cite, par leur petition mys devant nous et nostre conseil, nous onnt fait a entendre coment nagairs, avant la venue de nostre cher et foial le sire de Lesparre en nostredite cite, elle estoit mal rege et mal governe, en tant que les marchantz dudicte cite estoient desrobeez de lour blees, et autres mals estoient faitz illocques, santz nulle punicement que en estoit fait, et ladite cite en peril d'estre perduz; et, apres la venue du sire de Lesparre, illocques ladite cite se mist en bon array, par tant que le sire de Lesparre, jureetz et autres bones gentz de ladite cite firent sacrement sur le corps Jhesu-Christ q'ilz seroient bons et loyalx envers nous et nos heirs, et de mantenir, garder, tenir et esteere a justice et droit, et costume de ladite cite, de quoy nous les mercions molt; et nous ont supplie que nul autre que nous ou noz heirs, ou depute de nous ou noz heirs, aiant en ce especial mandement de nostre part, ait poair sur la

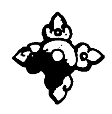
(1) Cet acte, qui est mentionné dans le *Catalogue des Rolles gascons*, t. I, p. 162, n° 10, *membrana* 3, se trouve dans Rymer..., t. III, p. 1030.

gouvernaille dudit cite et exhibition de justice et droit en ycelle, sinonn le mair dudite cite, ou seneschal, governour ou nostre lieutenant de Gascoigne que pour le temps seront, et bien et loyalment se porteront devers nous et nos heirs : **N° XXVIII.** 20 Juin 1375.

Nous, pour la salvation de la pes de nostredite citte, et quiette et repoz de noz subgiz et foyalx, illocques voillantz lourdite supplication octroier en telle partie, vous mandons que des ore en avant, chescun an un foitz, soient jureez sur le corps Jhesu-Christ, si bien le mair que pour le temps sera come toutz autres gentz de ladite cite; c'est assavoir : le mair a faire justice a chescun, en ladite cite, selonc qu'il ad affaire de son office, et les autres gentz dudite cite a aider, conseilher et mantenir ledit mair en fesant son office, si avant come a eux et chescun d'eux appartient de droit et de reson; issint que si nul n'ens face contre droit et resonn en telle partie, q'il que se face estorse a droit, et soit puny illocques sellonc la quantite du maffait q'il aura fait, selonc les loys, custumes et liberteez en celles parties, avant ces heures en tieux cas resonablement usez : et n'est pas nostre intention que ascun ait poiar sur la governaille dudit cite et exhibition de droit en ycelle, sanz autorite de nous, sinon par maniere come dessus est dit; ne que nul n'en soit pris de nully illocques contre la bone volente de ceux a qui lezdiz biens sont; savant toudis a nous et a nos heirs touz maners des governanctez, services et droiture a nous et a noz hers, par queconque manere illocques appartenantz.

En tesmoignance de quele chose, nous avons fait faire cestes noz letres patentes.

Donne a Westmonster, souz nostre grant seal, de xx. jour de juyn, l'an de nostre regne d'Engleterre quarant neosisme, et de France trente sisme.



Nº XXIX.

25 Juin 1358

PRIVILÉGE ACCORDÉ PAR ÉDOUARD III AUX MARCHANDS BORDELAIS.

SOMMAIRE.

Le roi d'Angleterre permet aux Bordelais de faire le commerce par tout le duché de Guyenne, en ne payant que les anciennes coutumes.

Libertas mercandisandi per totum ducatum Aquitanie concessa majori et juratis, et burgensibus Burdegale, solvendo antiquas custumas (1).

EDWARDUS, Dei gratia, rex Anglie et Francie et dominus Hibernie, omnibus ad quos presentes litere pervenerint salutem.

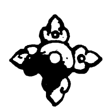
Volentes dilectos et fideles nostros majorem, juratos, cives et habitatores civitatis nostre Burdegale, pretextu grati et fidelis obsequii nobis per ipsos multipliciter impensi, favore prosequi gratioso, concessimus eis quod ipsi, cum bonis et mercandisis suis, ubicumque eis placuerit, per totum ducatum predictum ire valeant ad mercandisandum et negotiandum de eisdem, et commodum suum faciendum, solvendo inde pedagia, custumas et deveria antiquitus solvi consueta, absque eo quod ad aliquas novas impositiones per nos vel ministros nostros concessas solvendum compellantur vel teneantur; quas quidem novas impositiones, si que fuerint, omnino duximus revocandum per presentes.

In cujus rei testimonium has literas nostras fieri fecimus patentes.

D. Datum apud Westmonasterium, xxv. die junii, anno regni nostri Anglie tricesimo secundo, regni vero Francie decimo nono.

Per petitionem de Consilio. — Graneby.

(1) Cet acte est reproduit, et confirmé par Richard II, au nº LIV.



N° XXX.

14 Novembre 1351.

MANDEMENT D'ÉDOUARD III EN FAVEUR DES MARCHANDS BORDELAIS EN ANGLETERRE.

SOMMAIRE.

Les marchands de Guyenne s'étant plaints des exactions qu'ils subissent dans les ports d'Angleterre, Édouard III enjoint aux receveurs de ces ports de ne réclamer de droits que sur les marchandises mises à terre et vendues, et de ne soumettre les marchands à aucune vexation à leur entrée ou à leur sortie.

Qualiter mercatores non tenentur solvere custumas in partibus regni Anglie, nisi semel dumtaxat si descenderint ad terram (1).

EDWARDUS, Dei gratia, rex Anglie et Francie et dominus Hibernie, universis et singulis collectoribus, tam antique quam novarum custumarum nostrarum in singulis portubus regni nostri Anglie, salutem.

Ex parte mercatorum ducatus nostri Acquitanie est nobis graviter querelatum quod, cum ipsi, cum bonis et mercandisis suis in navibus carcatis a dictis partibus dicti ducatus versus Flandriam, vel ab inde aut aliunde versus partes ejusdem ducatus transeuntes, sepius ad diversos portus regni nostri Anglie per maris intemperiem, licet inviti, aliquando agitati fuerint, vel alii sub prosperi venti expectatione diffugerint, et, licet ipsi bona et mercimonia sua hujusmodi ab una navi in aliam ob certas causas et necessitates impellentes removerint, ut quietis inde supra mare transire possent, vos nichilominus, asserentes bona et mercimonia illa in dictis portubus ex causa predicta fore custumanda, eosdedem mercatores ad custumas de hujusmodi bonis et mercimoniis, sic in portubus predictis ductis, vobis ad opus nomine prestandi per varias districtiones hactenus conpulistis, et in dies compellitis minus juste, in ipsorum mercatorum dispendium non modicum et gravamen.

Super quo, nobis supplicarunt sibi per nos remedium adhibere, et quod

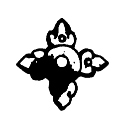
(1) Cet acte est reproduit, et confirmé par Henri IV, au n° CXII. — Il est mentionné dans le *Catalogue des Rôles gascons*, t. I, p. 127, n° 23, *membrana* 4.

N° XXX.
14 Novembre 1351.

eisdem mercatoribus injuriam fieri nolumus, sed potius favorem et quietem ipsis inpartiri volumus in hac parte.

Vobis injungimus et mandamus quod, de hujusmodi bonis et mercimoniis dictorum mercatorum in navibus ad portus regni nostri Anglie ob pausationem vel maris intemperiem agitatis, licet ab una navi remota et in aliam posita fuerint, nisi ad terram ponantur vel ibidem vendantur, custumas aut impositiones aliquas nullatenus exigatis, nec ipsos ea de causa fatigetis aut distringatis, sed ipsos, ut fideles nostros dilectos, dictos portus ingredi et, cum sibi placuerit, absque perturbatione aliqua egredi permittatis.

Datum apud Westmonasterium, xiiii. die novembris, anno regni nostri Anglie vicesimo quinto, regni vero nostri Francie duodecimo. — Duppl.



N° XXXI.

14 Novembre 1351.

MANDEMENT D'ÉDOUARD III RELATIF AU COMMERCE DES BLÉS.

SOMMAIRE.

Le roi d'Angleterre mande à ses officiers de laisser les marchands de la Guyenne acheter dans son royaume et exporter librement les blés qu'ils voudront conduire chez eux, pourvu qu'ils ne fassent point passer ces blés à l'ennemi.

Mandatum generale ut mercatores Acquitanie possint blada extrahere de Anglia et adducere in ducatu, dum tamen cum inimicis non commitentur (1).

EDWARDUS, Dei gratia, rex Anglie et Francie et dominus Hibernie, universis et singulis vicecomitibus, majoribus, baillivis, provisoribus victualium, ministris et aliis fidelibus suis ad quos presentes litere pervenerint salutem.

Quia universis mercatoribus ducatus nostri Acquitanie concessimus, quod ipsi omnimoda genera bladorum, tam in Anglia, ab ore aque Thamise versus partes occidentales, quam in Walliate, pro denariis suis inde solvendi emere, et ad civitatem nostram Burdegale et alia loca dicti ducatus nostri, ad fidem et obedientiam nostras persistentia, pro sustentatione fidelium nostrorum, ibidem tranducere valeant :

Vobis mandamus quod ipsos mercatores et eorum quemlibet hujusmodi blada in locis predictis emere, et ea extra regnum nostrum ad partes ducatus predicti, solitis inde custumis inde debitis, traducere absque impedimento permittatis, aliquo mandato nostro in contrarium directo non obstante; dum tamen iidem mercatores eadem blada ad inimicos nostros non ducant aut defferant, seu cum ipsis inde comittent quovis modo.

In cujus rei testimonium has literas nostras fieri fecimus patentes.

Teste me ipso, apud Westmonasterium, XIIII. die novembris, anno regni nostri Anglie vicesimo quinto, regni vero nostri Francie duodecimo.

Per ipsum Regem et Consilium.

(1) Cet acte est mentionné dans le *Catalogue des Rolles gascons*, t. I, p. 127, n° 24, *membrana* 4.

N° XXXII.

29 Septembre 1370.

PRIVILÉGE ACCORDÉ AUX HABITANTS DE BORDEAUX.

SOMMAIRE.

Le prince Edouard accorde aux habitants de Bordeaux de ne pouvoir être dessaisis de leurs biens sans une cause légitime.

Quod nullus dissaisantur sine justa causa.

EDWARDUS, illustris regis Anglie primogenitus, universis ad quos presentes litere pervenerint salutem.

Sciatis quod dilectis nostris majori, juratis et habitatoribus civitatis Burdegale concessimus, et in presenti concedimus quod de possessionibus suis et rebus, sine causa rationabili, dissaisuri non possint.

In cujus rei testimonium has nostras patentes literas duximus concedendas.

Datum apud Subnudrium, vicesima nona die septembris, anno regni domini Regis, patris nostri, L^{mo} quarto.



N° XXXIII.

14 Septembre 1337.

MANDEMENT D'ÉDOUARD III RELATIF AUX VEXATIONS EXERCÉES PAR LES OFFICIERS ROYAUX.

SOMMAIRE.

Le roi d'Angleterre ayant appris que ses officiers, en parcourant la Guyenne, s'emparent des meubles et des bestiaux de ses sujets sans rien payer, menace d'un châtiment exemplaire quiconque se rendra coupable à l'avenir de pareils méfaits, vu que ses officiers reçoivent des salaires suffisants.

Mandatum officiariis ne lectos, animalia seu alias res recipiant a subditis contra eorum voluntatem (1).

EDWARDUS, Dei gratia, rex Anglie, dominus Hibernie et dux Acquitanie, senescallo suo Vasconie qui nunc est, vel qui pro tempore erit, ac universis et singulis constabulariis, officialibus, ballivis et ministris in ducatu predicto constitutis salutem.

Ad nostrum pervenit auditum quod vos et gentes vestre, cum, per terram nostram Burdegale et alia loca ducatus predicti transsitum facitis atque moram pro incumbentibus vobis negotiis, tam ratione officiorum vestrorum quam etiam rei familiaris, quandoque exequundo lectos et queque animalia a subditis nostris ibidem ad usus vestros capitis, et eis de mercede debita satisfacere recusatis; ymo, quod deterius est, quandoque dicte gentes vestre, cum ab eis hujusmodi lecti et animalia, ac etiam res alie sic ab ipsis subditis nostris recepte repetuntur, se vel eas neguant recepisse, vel pretendunt casualiter amisisse; que, si ita se habeant, in nostri dedecus et dictorum subditorum nostrorum grave dispendium redundare manifestius dignoscuntur.

Volentes igitur talibus excessibus congruo remedio obviare, vobis et cuilibet vestrum districte inhibemus, ac per vos gentibus vestris ac ceteris inhiberi volumus et mandamus, ne hujusmodi lectos, animalia seu res alias

(1) Voir un acte analogue au n° XXXIV.

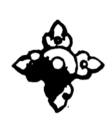
N° XXXIII.
14 Septembre 1337.

quascumque subditorum nostrorum predictorum, contra ipsorum voluntatem capiatis, seu per gentes vestras vel alios quoscumque capi permittatis.

Nos enim, si secus fieri contigerit, delinquentes taliter puniri faciemus, quod ceteri metu pene a comissione talium se arcabunt, presertim cum vobis certa sint salaria constituta pro vestris officiis exercendis, ne populus per accessum vestrum gravetur, seu aliqualiter opprimatur.

Datum apud Ebor., xiiii. die septembris, anni regni nostri undecimo.

Per ipsum Regem.



Nº XXXIV.

26 Janvier 1344.

MANDEMENT D'ÉDOURD III RELATIF AUX VEXATIONS EXERCÉES PAR LES OFFICIERS ROYAUX.

SOMMAIRE.

Ce mandement est semblable à celui du numéro XXXIII, dont il ne diffère que par les termes.

Simile mandatum sicut precedens.

EDWARDUS, Dei gratia, rex Anglie et Francie et dominus Hibernie, senescallo suo Vasconie qui nunc est, vel qui pro tempore fuerit, ac universis et singulis constabulariis, officialibus, baillivis et ministris in ducatu nostro Aquitanie constitutis salutem.

Ad nostrum pervenit auditum quod vos et gentes vestre, cum, per civitatem nostram Burdegale et alia loca ducatus predicti transitum facitis atque moram pro incumbentibus vobis negotiis, tam ratione officiorum vestrorum quam rei familiaris, quandoque lectos et animalia a subditis nostris ibidem ad usus vestros capitis, et eis de mercede debita satisfacere recusatis; et etiam, quandoque dicte gentes vestre, cum ab eis hujusmodi lecti et animalia, ac res alie sic ab ipsis subditis nostris capte repetuntur, se vel ea negant recepisse, vel pretendunt casualiter amisisse; que in nostri dedecus et dictorum subditorum nostrorum grave dispendium redundare manifestius dignoscuntur.

D. Volentes igitur talibus excessibus congruo remedio obviare, vobis et cuilibet vestrum districte prohibemus, et per vos gentibus vestris ac ceteris prohiberi volumus et mandamus, ne hujusmodi lectos, animalia seu alias res quascumque dictorum subditorum nostrorum, contra ipsorum voluntatem indebite capiatis, seu per gentes vestras vel alios quoscumque capi permittatis; ne dicti subditi nostri, quos in suis juribus et libertatibus fovere volumus, ut debemus, materiam habeant de vobis conquerendi.

Datum apud Westmonasterium, xxvi. die januarii, anno regni nostri Anglie decimo octavo, regni vero nostri Francie quinto.

N° XXXV.

15 Juin 1341.

CONCESSION PAR ÉDOUARD III DE DEUX FOIRES FRANCHES AUX HABITANTS DE BORDEAUX.

SOMMAIRE.

Le roi d'Angleterre, en considération des services que lui ont rendus les Bordelais, leur accorde deux foires de seize jours chacune : la première, durant huit jours avant l'Ascension, le jour de cette fête et sept jours après ; la seconde, huit jours avant la Saint-Martin, le jour de cette fête et sept jours après, avec toutes les libertés et franchises habituelles.

Pendant sept ans, les marchands qui vendront à ces foires, seront quittes de tous droits sur leurs marchandises, et, après ce terme, il ne sera levé au profit du Roi que quatre deniers par livre sur le vendeur, et autant sur l'acheteur.

Le Roi maintient les Bordelais dans leurs anciens priviléges.

Litera de feriis sive nundinis ville Burdegale concessa per dominum nostrum Regem (1).

EDWARDUS, Dei gratia, rex Anglie et Francie et dominus Hibernie, archiepiscopis, episcopis, abbatibus, prioribus, comitibus, baronibus, vicecomitibus, senescallis, constabulariis, prepositis, ministris et omnibus baillivis et fidelibus suis in ducatu nostro Acquitanie constitutis salutem.

Attendentes grata et utilia obsequia que dilecti et fideles nostri major, jurati et communitas civitatis nostre Burdegale, nobis hactenus, non sine laboribus indefessis et sumptibus onerosis, impenderunt et in dies impendere non desistunt, se et sua, pro nostro honore et juribus conservandis multipliciter exponendo, ac proinde volentes ipsos favore prosequi gratioso; concessimus eis, pro nobis et heredibus nostris, quod ipsi heredes et successores sui, burgenses civitatis predicte, imperpetuum habeant, apud eamdem civitatem, duas ferias singulis annis, per triginta et duos dies duraturas, unam : videlicet, per octo dies ante festum Ascensionis Domini, et in die ejusdem festi et per septem dies sequentes; et alia, per octo dies ante festum sancti Martini in yeme, et in die ejusdem festi, ac

(1) Cet acte est mentionné dans le *Catalogue des Rolles gascons*, t. I, p. 109, n° 25, *membrana* 2.

per septem dies sequentes; cum omnibus privilegiis, libertatibus et liberis consuetudinibus, quibus mercatores et alii cujuscumque conditionis existant utuntur, et uti et gaudere debent in feriis circumvicinis; et quedam privilegia et libertates hujusmodi in dictis feriis apud Burdegalam tenendis tanti sint valoris et effectus ac si in carta ista singillatim exprimerentur.

N° XXXV.
15 Juin 1341.

Quare volumus et firmiter precipimus, pro nobis et heredibus nostris, quod predicti major, jurati et communitas, et eorum heredes et successores, burgenses civitatis predicte imperpetuum habeant predictas ferias, cum omnibus privilegiis, libertatibus et liberis consuetudinibus, quibus mercatores et alii cujuscumque conditionis existant utuntur, et uti et gaudere debent in feriis circumvicinis, et quedam privilegia et libertates hujusmodi in dictis feriis apud Burdegalam tenendis tanti sint valoris et effectus, ac si in carta ista singillatim exprimerentur, sicut dictum est.

Volumus etiam et concedimus, pro nobis et heredibus nostris, quod omnes mercatores et alii ad ferias illas venientes, ad pedagia de rebus et mercimoniis suis ad ferias predictas ducendis, vel ad debita ibidem solvenda, infra primos septem annos, a tempore confectionis presentium complectos, nullathenus compellantur, nisi dies solutionis hujusmodi debitorum in feriis illis prefigatur; ita quod de rebus venalibus, post dictos septem annos elapsos, ad ferias illas venientibus quatuor denarii de libra de venditore, et quatuor denarii de libra de emptore, ad opus nostrum et heredum nostrorum capiantur.

Volumus insuper et concedimus, pro nobis et heredibus nostris, quod burgenses civitatis predicte qui nunc sunt, vel qui pro tempore erunt, heredes et successores sui imperpetuum de impositionibus, pedagiis, consuetudinibus et exactionibus hujusmodi ita liberi et quietti existant, sicut ipsi et eorum predecessores, ante confectionem presentium, liberi et quieti esse consueverunt.

Hiis testibus : venerabilibus patribus, J. archiepiscopo Cantuario, totius Anglie primate, R. Dunolm. et R. Sar. episcopis, Henrico de Lancastre, comite Derby, Willelmo de Bohun, comite Norhampton, Roberto de Burgo, caro concellario nostro, Ramondo de Stafford, senescallo hospitii nostri, et aliis.

Datum per manum nostram apud Westmonasterium, quinto decimo die junii, anno regni Anglie quinto decimo; regni vero nostri Francie secundo. Per ipsum Regem et Consilium.



N° XXXVI.

14 Juillet 1342.

EXEMPTION DE CERTAINS DROITS ACCORDÉE PAR ÉDOUARD III AUX BORDELAIS.

SOMMAIRE.

Le roi d'Angleterre déclare que, bien qu'il ait accordé à Pierre et à Jean de Grailly la permission de lever certains droits sur les marchandises portées dans leurs domaines, pour l'entretien des forteresses qu'ils possèdent sur les frontières, il n'a pas entendu déroger aux priviléges dont jouissent les habitants de Bordeaux.

Qualiter burgenses sunt quitti et liberi de omnibus custumis loci vocati de Becgle (¹).

EDWARDUS, Dei gratia, rex Anglie et Francie et dominus Hibernie, omnibus ad quos presentes litere pervenerint salutem.

Sciatis quod nos, licet per literas nostras patentes concesserimus dilectis et fidelibus nostris : Petro de Greyly, vicecomiti Benaugiarum et Johanni de Grely, capitaneo de Buche, quod ipsi in auxilium reparationis, deffensionis et munitionis castrorum et fortalitiorum ac aliorum locorum suorum, que in frontera inimicorum nostrorum situantur, capere possint de quibuslibet rebus venalibus et mercimoniis ad eorum loca et districtus venientibus, seu pro eadem causa negotiandi transeuntibus, sex denarios de libra ab emptore et sex denarios de venditore, juxta estimationem seu valorem rerum et mercimoniorum predictorum; vestre tamen volumus patere notitie quod nos, pretextu concessionis nostre predicte, nolumus nec intendimus dilectos et fideles nostros majorem, juratos et omnes et singulos habitatores civitatis nostre Burdegale onerare nec privilegiis aut libertatibus quibus, ante concessionem nostram predictam prefato Petro sic fractam rationabiliter usi fuerant, in aliquo derogare; sed omnes libertates, franchesias et privilegia ipsorum majoris,

(¹) Il n'est nullement question de Bègles dans cet acte. — Le même privilége fut accordé, le 4 octobre 1363, aux habitants de Libourne. (Rymer..., t. II, p. 1236.)

juratorum, communitatis et habitatorum predicta volumus perpetuo in suo robore permanere. N° XXXVI. 14 Juillet 1342.

In cujus rei testimonium, has literas nostras fieri fecimus patentes.

Teste me ipso, apud Westmonasterium, quarto decimo die julii, anno regni nostri Anglie sexto decimo, regni vero nostri Francie tertio.

Per petitionem de Consilio. — Woll.



N° XXXVII.

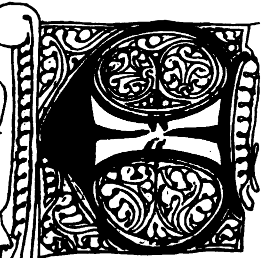
2 Juin 1289.

PRIVILÉGE ACCORDÉ PAR ÉDOUARD Ier AUX CLERCS, FILS DE CITOYENS DE BORDEAUX.

SOMMAIRE.

Le roi d'Angleterre mande au connétable de Bordeaux de faire jouir les clercs, nés de citoyens bordelais, des mêmes priviléges que les autres citoyens pour les vins provenant de leurs vignobles, tant que ces clercs auront leur domicile dans la ville.

Litera qualiter clericus, filius burgensis, potest vina de vineis suis liberaliter acostumare (1).

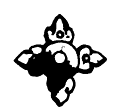


DWARDUS, Dei gratia, rex Anglie, dominus Hibernie, et dux Acquitanie, constabulario suo Burdegale qui nunc est, vel pro tempore fuerit, salutem.

Mandamus vobis quatenus clericos Burdegale, filios civium Burdegale, permittatis et faciatis gaudere illa totaliter libertate quam habent cives Burdegale de vineis vinearum suarum libere costumandis, quamdiu dicti clerici alibi quam Burdegala non constituent seu facient domicilium suum.

Datum apud Cundat, prope Lyborniam, secunda die junii, anno regni nostri decimo septimo.

(1) Voyez un acte analogue au n° XLIII.



N° XXXVIII.
22 Juin 1358.

CONFIRMATION PAR ÉDOUARD III DES PRIVILÉGES DES BORDELAIS.

SOMMAIRE.

Le roi d'Angleterre, considérant les bons et loyaux services des maire, jurats et habitants de Bordeaux, confirme tous les priviléges qui leur ont été concédés, tant par lui que par ses prédécesseurs.

Litera confirmationis omnium privilegiorum (1).



DWARDUS, Dei gratia, rex Anglie et Francie et dominus Hibernie, omnibus ad quos presentes litere pervenerint salutem.

Sciatis quod nos, considerantes grata et utilia obsequia nobis per dilectos et fideles nostros majorem, juratos et cives civitatis nostre Burdegale, nobis multipliciter impensa, ac labores et expensas grandes que, pro honore nostro conservando et juribus nostris manutenendis, a diu sustinuerunt, ac volentes, eo pretextu, gratiose agere cum eisdem : Omnia libertates, immunitates, privilegia et consuetudines, quibus ipsi, tam virtute cartarum progenitorum nostrorum, quondam regum Anglie, et nostrarum, a tempore confectionis cartarum earumdem, quam ab antiqua consuetudine, a tempore quo non extat memoria, semper hactenus rationabiliter usi sunt et gavisi, que per nos vel progenitores nostros non sunt revocata, eisdem majori, juratis et civibus, ac eorum heredibus et successoribus, civibus civitatis predicte, pro nobis et heredibus nostris, quantum in nobis est, concedimus et confirmamus.

In cujus rei testimonium has literas nostras fieri fecimus patentes.

Datum apud Westmonasterium, vicesimo secundo die junii, anno regni nostri Anglie tricesimo secundo, regni vero Francie decimo nono.

Per petitionem de Consilio. — Graneby.

(1) Cet acte est mentionné dans le *Catalogue des Rolles gascons*, t. I, p. 143, n° 89, *membrana* 1.

N° XXXIX.

1er octobre 1365.

MANDEMENT D'ÉDOUARD, PRINCE DE GALLES, SUR LE DROIT DE JAUGE.

SOMMAIRE.

Le prince enjoint au connétable de Bordeaux de ne faire payer, à l'avenir, aux bourgeois de cette ville que le seul droit de jauge concédé par son père au sire de Mussidan (1).

Litera qualiter burgenses non tenentur solvere nisi unum gaugeatum.

EDWARD, ainsne filz du roy d'Engleterre, prince d'Acquitaine et de Guales, duc de Cornvalle et conte de Cestre, a nostre ame clerc conestable de Bourdeux, saluz.

Le mere et jurez de nostre ville de Bourdeux nous ont humblement supplie que, come le bourgoys de ladite ville ne soient tenuz de paier sinon une gauge en ladite nostre ville de Bourdeaux, laquelle gauge le sire de Mussiden, ou autre par nom de ly, tient et levet par donation a ly faicte par nostre tres cher seigneur et pere le roy d'Engleterre; niantmaintz, vous avanditz connestable fetes paier aux avanditz bourgeoys autra gauga, et ce en grant prejudice, domage dudit bourgeoys, et contre leur privileges, franchises et libertez, selon que dient :

Pour quoy vous mandons et commandons que, d'ores en avant, vous ne prenes ne soffres estre pris rien pour ladite gauge des avantdiz bourgeoys, sinon par la maniere come autrefoys vos avons escript.

Donne a Piereguers, le premier jour du mois de octobre, l'an mil ccc. sexante et cinq.

(1) Dans le *Catalogue des Rolles gascons* (t. I, p. 142, n° 79, *membrana* 4), on trouve, à la date du 26 mai 1358, un acte intitulé : *De liberando Augerio de Monte-Alto, domino de Mussidano, castrum et castellaniam de Blania* (Blaye), *nec non officia gaugetti, turragii et portagii castri Burdegalæ, et magnam custumam.*



N° XL.

28 Janvier 1369/70.

MANDEMENT D'ÉDOUARD, PRINCE DE GALLES, SUR L'IMPOT DES VINS.

SOMMAIRE.

Les Bordelais s'étant plaints au prince de Galles de ce que la coutume de 13 sous 4 deniers, qu'ils payaient autrefois à l'entrée des vins achetés par eux en dehors de la ville, a été, depuis cinq ans, attribuée à la couronne et élevée au taux de 20 sous par tonneau, le Prince mande au trésorier d'Aquitaine de remettre les choses en leur premier état.

Litera de restitutione XIII. solidorum et quatuor denariorum.

EDWARD, ainsne filz du roy de France et d'Engleterre, prince d'Acquitaine et de Gales, duc de Cornoaille, conte de Cestre, seigneur de Biscaie et de Castre d'Ordiales, a nostre ame tresorier d'Acquitaine, salut.

Complaint se sont a nous noz chers et feaulx les maire et jurez, et toute la communaute de nostre cite de Bourdeux, disanz que ja soient ce qu'ils aient use et acostume d'estre receus a la costume de nostre chastel de Bourdeaux, et d'estre frans, quiptez et delivres, en paiant pour chescun toneau de vin qu'ils achaterent et feront venir par eve a leurs perils, hors de nostredite cite et des balleuques d'icelle, pour acostumer en nostredit chastel, treze soulz et quatre deniers de nostre monoye courante.

Nientmoins vostre predecesseur pour le temps, nostre conestable de Bourdeux, leur a empesche et mis en nostre main ladite costume; et vous, par consequent, la leur tenez empeschee, en leur faisant bailler et mettre en deposit, pour chescun tonneau de vin qu'ilz y ont costume, de cinq ans entza, vingt soulz de nostredite monoye, en venant contre leurs franchises et libertez, et en grant grief et prejudice et domagne desditz complaignans.

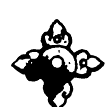
Pour ce est il que nous vous mandons que nostredite main et tout empeschement mis en ladite costume, par vous ou vostredit predecesseur, ostez et levez, ou faciez oster et lever, au profit desdits complaignantz, sans aucun delay; et faciez cuillir et lever ladite costume sur lezdiz complaignanz, par la fourme et maniere que avait acostume d'estre prise et

N° XL.
28 Janvier 1369/70.

levee paravant ledit empeschement mis en ycelle, come dit est, et non autrement.

Donne en nostre cite d'Engolesme, le XXVIIIe jour de janvier, l'an de grace mil trois cenz soixante et neuf.

Q. Deffrodesham. — B. Cant. — Ad relationem domini Arnaldi Sauvage.



N° XLI.
15 Mars 1373.

MANDEMENT D'ÉDOUARD III RELATIF A L'ÉTABLISSEMENT D'UN IMPOT A BORDEAUX.

SOMMAIRE.

Le roi d'Angleterre charge le sénéchal de Gascogne et le connétable de Bordeaux de vérifier s'il a autorisé les Bordelais, comme ceux-ci le prétendent, à lever, pour la réparation des murs de leur ville, un droit de 2 sous petit tournois par tonneau de vin, et de 2 deniers maille par livre des autres marchandises venant du Haut-Pays (1).

Dans le cas où la chose serait vraie, les deux officiers devront délivrer aux Bordelais des lettres qui, en extension du droit précité, permettront de lever, sur les produits des pays rebelles apportés à Bordeaux, 4 sous petit tournois par tonneau de vin, et 2 deniers oboles par livre des autres marchandises, tant que la rébellion durera.

Litera qualiter villa potest capere IIII. solidos per dolio vini descendentis seu venientis de loco rebelli (2).

EDWARD, par la grace de Dieu, roy d'Engleterre et de France et seigneur d'Irlandre, a nostre cher et foial Thomas de Ffelton., seneschal de nostre seigneurie d'Acquitaine, et Robert de Wikfford, doctour en les deux loys, conestable de nostre chastel de Bordeaux, salutz.

De par noz chers et foials maire, jurez et communaltee de nostre citee de Bordeaux, nous a este monstre, par leur supplication ballee en nostre grant conseil, que, come natgaires pour cause de la neccessaire reparation et amendement des murs, kerneaulx et turelles de ladite cite, il leur estoit grant mester d'une grant subside pour leur freez et despenses en celle partie, si leur grantasmes certain privilege, pour lequel ilz sont estes acoustumez, a ce qu'ils dient, de lev[e]r et prendre de toutes les personnes qui ameneront ou feront amener marchandises ou vins cressantz de nostre ville de Seint-Maquaire en sus, a nostredicte cite de Bordeaux, par cause de descharger ou vendre, ou par aucun autre cause : deux soulds de bones tournoys petites de cours pour chescun

(1) Voyez, au nº LIV, les lettres patentes d'Édouard III, en date du 10 janvier 1344.
(2) Cet acte est mentionné dans le *Catalogue des Rolles gascons*, t. I, p. 160, nº 16, *membrana* 4.

N° XLI.
15 Mars 1373.

tonel, et des autres marchandiez : deux deniers mayle bordeloys pour livre, en ayde et supportation de la necessaire repparation avantdicte, et d'autres charges que leur convient continuelement souffrir.

Et, come lesdits mair, jurez et communalte ja soient par nous rebelle celles parties, tant de la rivere de Geronnde de pardessus nostredite cite et de par dedeinz meisme la citee, vers la mer et de la ryviere de Dordoingne, trop grantment et plius que unqesmais ne furent grevez et domagez; si nous ont ils a grande instance fait supplier qu'il nous pliust, en relevement de leursditz damages et grevances, granter a les mair, jurez et communalte avantditz qu'ils puissent prandre et lever de tout le vin que vendra en Bordeaux des paiis d'Agennoys et de Bassadoys, et de la ryvere de Dordoyne, et de tout autre lieu qui de ceste presente guerre sont nos enemys ou rebelles, ou estoiantz de la partie de France, pour chascun toneau : quatre soulds de samblables bons petiz tornoys, et de tous autres vessealx, au feur et l'avenant des biens ou marchandises, par terre ou par mer venantz a nostredite cite, en temps de paix et de guerre, ou en trieve, deux deniers oboles pour livre :

Nous, eu sur leurdicte requeste meure deliberation et avisement, et non ayant notice ne cognoissance de la verite des choses avantdites, par l'advis et consentement des grants et sages de notre conseil, nous confiantz a plein de vos lealte, avisement et diligence, vous mandons, chargeons et commettons que, si par l'inspection de privilege, il vous appaira lesdites choses estre vrayes, deslors, en largissement de leurdit privilege, accordeez et garanteez, pour nous et pour nos heirs, a les surditz mair, jurez et communalte, et a leurs successeurs demorantz en nostre vraye obeyssance, lour petition et requeste avantdite, tant come les surdits paiis et lieux nous soient contraires ou rebelles ou demeurent en leur rebellion, et non autrement; et sur ce leur facez faire et bailler, de par nous, bone et suffisants lettres, et tielles que leur pourra et devra valoir en touz les lieux que mestier leur sera, par l'espace du rebellion avantdit.

Donne par tesmoignance de nostre grant seal, a nostre palays de Westmonster, le xv. jour de martz, l'an de la nativite Nostre-Seigneur mil trois centz soixante et treze, et de nos regnes de France trente et quatre, et d'Engleterre quarante et sept.

Par la petition baillee et signee de par le Conseil. — Branketre.

N° XLII.
14 Novembre 1351.

MANDEMENT D'ÉDOUARD III SUR LA MONNAIE D'AQUITAINE.

SOMMAIRE.

Le roi d'Angleterre, pour déjouer la fraude, ordonne, sous peine de confiscation, que toutes les monnaies du duché de Guyenne soient de mêmes poids et aloi que la monnaie de Bordeaux.

De facto monetarum quod sint ejusdem ponderis et in toto ducatu carrat eadem sicut in civitate Burdegale (1).

EDWARDUS, Dei gratia, rex Anglie et Francie et dominus Hibernie, senescallo suo Vasconie et constabulario suo Burdegale salutem.

.D.

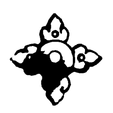
Ad vitandum malitiam quorundam, nos, de proficuo monetarum nostrarum in ducatu Acquitanie deffraudare machinantium, ordinavimus quod omnes monete in ducatu predicto et alibi infra potestatem nostram, in partibus illis cudende, sint ejusdem ponderis et allaie sicut est moneta nostra Burdegale, et omnes monete, de aliis pondere et allaia facte, ubicumque invente fuerint, nobis sint ipso facto forisfacte.

Et ideo vobis mandamus quod premissa, in locis in ducatu predicto, ubi expedire videritis, publicari et observari et diligens scrattinium, quotiens expedire videbitur, super hoc fieri; et omnes monetas quas de alio pondere et alaia quam est moneta nostra Burdegale ex nunc inveniri contigerit, tanquam nobis confiscatas, in manum nostram capi et nobis inde responderi faciatis.

Datum apud Westmonasterium, xiiii. die novembris, anno regni nostri Anglie vicesimo quinto, regni vero nostri Ffrancie duodecimo.

Per ipsum Regem et Consilium.

(1) Cet acte est mentionné dans le *Catalogue des Rolles gascons*, t. I, p. 127, nº 25, *membrana* 4.



N° XLIII.

24 Février 1365.

MANDEMENT D'ÉDOUARD III SUR LES PRIVILÉGES DES CLERCS, FILS DE CITOYENS BORDELAIS.

SOMMAIRE.

Les clercs, fils de citoyens de Bordeaux, s'étant plaints de ce que le connétable de cette ville prélevait sur leurs vins des coutumes différentes de celles que payaient les autres citoyens, le roi d'Angleterre mande au prince Édouard de les faire jouir de leurs droits, conformément à l'article du traité qui concerne les priviléges des villes.

Privilegium qualiter clerici possunt libere acostumare absque solutione quacumque (1).

EDWARD, par la grace de Dieu, roy d'Angleterre, seigneur d'Irlande et d'Acquitaigne, a nostre tres cher eisnez filz Edward, prince d'Acquitaigne et Galles, salutz.

Les clers, filz a noz bien amez les citezeins de Bordeaux, nous ont ja en nostre derrein parlement fait monstrer coment, tant par privileges de noz anncestres, lors ducs d'Acquitaigne, comme par dirite et notoire usage et costume depuis cent ans en cea, il estoient en possession et saisine, et sont, de custumer leurs vines par maniere que citezeins de Bordeaux ont fait de temps passe; mais le connestable de Bordeaux et voz autres officierz de part dela molestent et empeschent lesdiz clercs sur leursdites privileges, usagez et coustumes, et leur constraignent de paier autre coustume de leursdictes vynes et par autre manyere qu'ilz ne solient avant ces heures, a grant domage d'eulx et en grant prejudice de leurs privileges et libertes; sur quoy il nous ont fait supplier d'y mettre remede :

Pourquoy, nous volons, et vous mandons et chargeons que tous lesdictz clercs faces user et jouyir de leursdits privileges et libertez, si avant comme vous les pourres trover estre souffissantes, et meismes les clercs avoir estes usez paisiblement et continuement d'iceulx et si avant comme

(1) Cet acte est mentionné dans le *Catalogue des Rolles gascons*, t. I, p. 153, n° 3, *membrana* 11.— Voyez un acte analogue au n° XXXVII.

tenuz y este par l'article de la paix touchant les privileges des villes, si que lesditz clercs s'en puissent loer de vous, et n'aient matire de retourner plaignanntz a nous pour celle cause. N° XLIII. 24 Février 1365.

Donne par tesmoignance de nostre grant seel, a nostre paloys de Westminster, le xxiiii. jour de fevrer, l'an de nostre regne trente noesisme. — Branketre.



Nº XLIV.

20 Février 1325.

MANDEMENT D'ÉDOUARD II RELATIF AU DROIT DE JUSTICE SUR LA BANLIEUE DE BORDEAUX.

SOMMAIRE.

Les maire et jurats de Bordeaux s'étant plaints des troubles que leur apportaient les officiers royaux dans l'exercice du droit de justice qu'ils avaient de toute antiquité sur la banlieue, le roi d'Angleterre charge des commissaires de faire une enquête sur ces troubles, et de rechercher en même temps dans quelles circonstances l'office de maire a été séquestré par ses prédécesseurs.

Litera ville misse pro domino nostro Rege super informationem balleuce et de conquestione ville.

EDWARDUS, Dei gratia, rex Anglie, dominus Hibernie et dux Acquitanie, dilectis et fidelibus suis Johanni Travers (1), constabulario suo Burdegale, Roberto de Corp., militi, et magistro Alberto Medici salutem.

Supplicaverunt nobis dilecti nobis major, jurati et communitas civitatis predicte per petitiones suas, coram nobis et consilio exhibitas, quod cum ipsi antiquitus, ante ultimam guerram Vasconie, habuerint et de jure habere debebant balleugam suam infra certas metas et bundas, tam per terram quam per mare, infra quas metas omnem jurisdictionem excercuerunt, officiales nichilominus et ministri nostri dicte civitatis, super usum jurisdictionis predicte, ipsos majorem, juratos et communitatem perturbarunt et adhuc perturbare nituntur, magnam partem terminorum dicte balleuge usurpando, ad modicum proficuum nostrum et dicte civitatis dampnum et prejudicium nimis grande, velimus eis de gratia nostra speciali, metas et bundas dicte balleuge declarare et confirmare, et impedimenta per dictos officiales et ministros, in hac parte apposita, totaliter amovere.

Nos igitur, super premissis per vos plenius certiorari et ulterius fieri quod, pro nostra et civitatis predicte utilitate, fore viderimus faciendum,

(1) Jean Travers, clerc, fut nommé connétable, une première fois, le 1er avril 1324, et une seconde, le 29 juin 1331. (*Catalogue des Rollès gascons*, t. I, p. 62, nº 48, *membrana* 4, et p. 76, nº 32, *membrana* 11.)

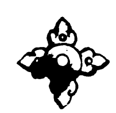
assignavimus vos et duos vestrum, quorum vos, prefate constabularie, unum esse volumus, ad inquirendum, per sacramentum proborum et legalium hominum dicte civitatis et partium vicinarum, per quos rei veritas super premissis melius sciri poterit, plenius veritatem; et ad informandum vos omnibus viis et modis, quibus melius expedire videritis, de metis et bondis dicte balleuge; ac etiam super modo, causa et tempore captionis officii majoritatis in manus progenitorum nostrorum, et omnibus aliis articulis in petitionibus predictis, quarum copias vobis mittimus sub pede sigilli nostri contentis. **N° XLIV.** 20 Février 1325.

Et ideo vobis mandamus quod vos vel duo vestrum, quorum vos, prefate constabularie, unum esse volumus, super premissis articulis inquisitionem faciatis, et de aliis articulis vos plenius informetis, et nos de eo quod, per inquisitionem et informationem predictas inveniri contigerit, necnon et de toto facto vestro in hac parte, sub sigillis vestris distincte et aperte certificetis, hoc breve nobis remittentes.

Damus autem ministris et subditis nostris in partibus illis, tenore presentium, in mandatis quod vobis et duobus vestrum, quorum vos, prefate constabularie, unum esse volumus, in premissis omnibus et singulis pareant et intendant.

In cujus rei testimonium has litteras nostras fieri fecimus patentes.

Datum apud Turrim London., xx. die februarii, anno regni nostri decimo octavo.



N° XLV.

29 Mars 1205.

EXEMPTION D'IMPOTS CONCÉDÉE PAR JEAN-SANS-TERRE AUX BORDELAIS.

SOMMAIRE.

Le roi d'Angleterre accorde aux habitants de Bordeaux le privilége de ne payer aucune maltôte ou coutume pour leurs marchandises, tant dans leur ville que sur toute la Gironde.

Privilegium quoniam habitatores Burdegale sunt quitti de omni malatota et alia consuetudine de vinis et aliis mercandisis suis, per totam Gerondam portandis ac etiam in villa prefata (1).

JOHANNES, Dei gratia, rex Anglie, dominus Hibernie, dux Normandie, Acquitanie, et comes Andegavie, archiepiscopis, episcopis, abbatibus, comitibus, baronibus, justiciariis, senescallis, vicariis, prepositis, ministris, et omnibus baillivis et fidelibus suis, salutem.

Sciatis nos dedisse, concessisse et hac carta nostra confirmasse, dilectis et fidelibus nostris probis hominibus, nostris manentibus apud Burdegalam, quittantiam de omni malatolta et omni alia consuetudine ad nos pertinente, de merkandisis suis, tam in villa Burdegale quam per totam Gyrundam; quare volumus et firmiter precipimus quod predicti fideles homines nostri de Burdegala, et heredes eorum, habeant et teneant imperpetuum predictam quittantiam bene et in pace, libere et quiete, integre, plenarie et honorifice, sicud predictum est.

Testibus: domino H., Cantuarensi archiepiscopo, W., London., E., Eliensi, J., Norwicensi episcopis, Gaufrido, fil[i]o Petri, comite Ellex. [Essex], W., comite Arundell., comite Rogerio Le Bigot, Willelmo de Berola, Roberto, filio Rogeri, R. de Lalci, constabulario Cestrie, Willelmo Briewerrensi.

Datum per manum Jocelini de Well., apud Oxon., xxix. die martii, anno regni nostri sexto.

(1) Cet acte, qui se trouve également, mais sans date, dans le *Livre velu* de Libourne, fol. 53 v°, est mentionné implicitement au n° VIII, et explicitement au n° LIV.

N° XLVI.
16 Juin 1344.

DON PAR ÉDOUARD III DE L'OFFICE DE JAUGEUR DES VINS.

SOMMAIRE.

Édouard III mande aux Bordelais qu'il a donné, en fief viager, à Richard Sompter, l'office de jaugeur des vins à Bordeaux et dans toute la Guyenne, avec l'autorisation de prélever un droit d'un sterling bordelais par tonneau, ou par deux pipes, sur tous les vins exportés du duché, à l'exception de ceux qui sont récoltés dans la banlieue.

Litera qualiter burgenses sint quitti de gaugeato vinorum suorum (1).

EDWARDUS, Dei gratia, rex Anglie et Francie et dominus Hibernie, dilectis et fidelibus suis majori, juratis, centum paribus et toti communitati civitatis sue Burdegale salutem.

Cum, pro bono servitio quod dilectus nobis Ricardus Sompter nobis impendit, concesserimus ei officium gaugeti vinorum, in civitate nostra Burdegale et in toto ducatu nostro Acquitanie, habendum ad totam vitam suam, percipiendo de quolibet dolio vini et etiam de duabus pipis vini pro uno dolio, que mercatores, tam indigeni quam extranei, in dicto ducatu carcabunt, extra ducatum illum ducendum, unum sterlingum in bona moneta de Burdeleys; vinis de balega, infra libertate burgensium nostrorum civitatis nostre Burdegale crescentibus, dumtaxat exceptis, prout in litteris nostris patentibus inde confectis plenius continetur :

Vobis mandamus quod ipsum Ricardum officium predictum in civitate predicta exercere et feodum predictum percipere et habere permittatis, juxta tenorem litterarum nostrarum predictarum.

Teste me ipso, apud Westmonasterium, XVI. die junii, anno regni nostri decimo octavo, regni vero nostri Francie quinto.

Per breve de privato sigillo.

(1) Cet acte est mentionné au *Catalogue des Rolles gascons*, t. I, p. 116, n° 12, *membrana* 5.

N° XLVII.

13 Janvier 1344.

LETTRE D'ÉDOUARD III EN FAVEUR DES PORTUGAIS

SOMMAIRE.

A la demande d'Alphonse (1), roi de Portugal et des Algarves, qui a prescrit de traiter dans son royaume les sujets du roi d'Angleterre comme des frères, Édouard III ordonne aux habitants de Bordeaux d'avoir des égards analogues pour les Portugais.

Litera qualiter officiarii Regis non tenentur facere malum Portugalesiis (2).

EDWARDUS, Dei gratia, rex Anglie et Francie et dominus Hibernie, dilectis et fidelibus suis majori, juratis et communitati civitatis nostre Burdegale salutem.

Quia ex insinuatione magnifici principis, domini Alfonsi, Portugalis et Algarbie regis illustris, recipimus quod ipse, de fomento pacis et communione pacifica inter nostros et suos subditos multum sollicitus, per dominium et potestatem suam proclamationes fecit fieri publicas et urgentes, ne aliqui districtuales sui hominibus et subditis nostris, in terra vel in mari, dampnum, injuriam inferant vel gravamen, sed eos velut fratres viribus protegant et pertratent, de proclamatione consimili pro parte nostra facienda corditer nos requirens;

Et nos dilectionem et communionem pacificam, quantum bono modo poterimus habere, cum omnibus affectantes, et affectionem gratam dicti regis plurimum acceptantes, consimiles proclamationes in portubus maris et aliis locis regni nostri Anglie, ubi opus fuerit, fieri fecimus, sicut decet universis et singulis subditis nostris, sub pena gravi, districtius injungentes ne marinariis aut aliis subditis predicti regis, in corporibus aut rebus, dampnum, injuriam, molestiam inferant vel gravamen; sed eos pro viribus protegant et deffendant et amicabiliter commutent cum eisdem :

Eos igitur rogamus, quatenus subditos ipsius regis, cum per districtus vestros transierunt, benigne et amicabiliter pertractetis, nec ipsos, in terra

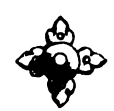
(1) Alphonse IV, dit *le brave* et *le fier* (1325-1357).

(2) Une lettre analogue, adressée aux vicomtes de Londres, se trouve dans Rymer..., t. III, p. 1243.

vel in mari, dampnificari aut eis injuriam, molestiam seu gravamen inferri, quantum poteritis, permittatis; sed si quid contra ipsos aut eorum aliquem in persona vel rebus, minus rite attemptatum aut forisfactum fuerit, id indilate pro viribus refformari et corrigi faciatis; et super hoc in dicta civitate proclamationes publicas, si opus fuerit, fieri faciatis. N° XLVII. 13 Janvier 1344.

Datum apud Wedestak [Wodostok], xIII. die januarii, anno regni nostri Anglie decimo septimo, regni vero nostri Francie quarto.

Per ipsum Regem.



N° XLVIII.

13 Août 1302.

CONVENTION ENTRE ÉDOUARD Ier ET LES MARCHANDS DE VIN DE GUYENNE.

SOMMAIRE.

Le roi d'Angleterre, en vue d'assurer désormais aux marchands du duché de Guyenne la prospérité et la sécurité de leur commerce, prend, à leur demande, les décisions qui suivent :

Les marchands de vin de Guyenne pourront importer, vendre et exporter librement toute espèce de marchandises dans tous les lieux qui dépendent de la couronne d'Angleterre, à la réserve des vins, qui ne sortiront du royaume qu'avec une permission spéciale.

Ils pourront se rendre et séjourner, avec leurs marchandises, tant qu'ils le voudront, dans toutes les villes et cités.

Les marchés qu'ils passeront seront censés conclus par la remise du denier à Dieu, et, en cas de litige, la preuve de ces marchés sera faite d'après les us et coutumes du lieu du contrat.

Le Roi renonce à l'ancien droit de prélever deux pièces de vin par cargaison sur tous les navires qui abordent en Angleterre.

Il promet de ne prendre aucune marchandise sans en payer immédiatement le prix, qui sera fixé d'après la valeur courante, ou de gré à gré, mais jamais par l'estimation des officiers royaux.

Les vendeurs et les acheteurs se tiendront réciproquement compte du plus ou moins de contenance des futailles.

A l'arrivée des navires chargés de vins nouveaux, les vins anciens seront examinés par des experts choisis, moitié parmi les marchands, moitié parmi les prud'hommes de la localité; ces experts jureront de remplir leur mission fidèlement, et feront justice, selon l'usage, des vins altérés.

Le droit de jaugeage d'un denier continuera à être payé par l'acheteur et le vendeur, à raison d'une obole chacun.

Les officiers royaux sont tenus de statuer immédiatement sur les plaintes des marchands, et seront punis, s'ils ne le font point, quand même les marchands n'auraient éprouvé aucun préjudice.

Dans tous les procès où un marchand de vin sera partie, excepté dans les affaires capitales, de quelque qualité que soit la partie adverse, les enquêtes seront faites, moitié par les marchands de vin, moitié par les prud'hommes de la localité; si les marchands ne sont pas en nombre dans le lieu du litige, des hommes probes et capables seront désignés, en tant que de besoin, pour être commissaires à leur place.

Les vins ne seront grevés, à l'avenir, d'aucun droit nouveau.

Aucun privilége, conféré par Édouard Ier ou par ses successeurs, ne pourra porter atteinte aux concessions précédentes, dont jouiront seuls les marchands de vin du duché de Guyenne.

En échange de tous ces avantages, les marchands accordent au roi d'Angleterre le droit de lever, en sus des anciennes coutumes, 2 sous par pièce de vin, quarante jours après le

déchargement. Ce droit une fois payé, les vins pourront être transportés en franchise dans tout le royaume. Pour les autres denrées, les marchands de Guyenne sont assimilés au reste des marchands.

N° XLVIII.
13 Août 1302.

Compositio facta inter regem Anglie et mercatores vinetarios ducatus Aquitanie super libertatibus quas ipsi mercatores debent habere in regno Anglie (1).

EDWARDUS, Dei gratia, rex Anglie, dominus Hibernie et dux Acquitanie, archiepiscopis, episcopis, abbatibus, prioribus, comitibus, baronibus, justitiariis, vicecomitibus, prepositis, ministris et omnibus ballivis et fidelibus suis salutem.

Circa statum prosperum mercatorum de ducatu nostro predicto, nos precipua cura sollicitat qualiter, sub nostro dominio, transquillitatis et plene securitatis immunitas eisdem mercatoribus futuris temporibus preparetur; ut itaque vota ipsorum ad nostra et regni nostri servitia uberius augmententur, ipsorum petitionibus favorabiliter annuentes, pro statu eorumdem plenius assecurando, in forma que sequitur duximus ordinandum, et eisdem mercatoribus, pro nobis et heredibus nostris, imperpetuum concedendum :

In primis, videlicet quod omnes mercatores vinetarii de ducatu predicto, salvo et secure, sub tuitione et protectione nostra, in dictum regnum nostrum Anglie et ubicumque infra potestatem nostram veniant cum vinis et mercandisis aliis quibuscumque; quodque infra idem regnum et potestatem nostram, in civitatibus, burgis et villis mercatoriis possint mercari in grosso, tam cum indigenis seu incolis regni quam cum alienigenis, extraneis vel privatis; et quod mercandisas suas quas ipsos ad idem regnum et potestatem nostram adducere, seu infra dictum regnum et potestatem nostram emere vel alias adquirere contigerit, possint, quo voluerint, tam infra regnum et potestatem nostram predictam quam etiam extra, ducere seu portari facere, et suam inde facere voluntatem, solvendo consuetudines quas debebunt; exceptis duntaxat vinis, que extra idem regnum seu potestatem nostram ipsis sine voluntate nostra ducere non liceat quoquomodo.

Item, quod dicti mercatores vinetarii de dicto ducatu in civitatibus et

(1) Cet acte est reproduit et confirmé par Richard II et Henri IV, aux nos LV, LVI, CXII, XCIII et CXIV. — Voyez sur le même sujet : J. Delpit : *Collection... des documents français...* t. I, p. 172 et suiv.

N° XLVIII.
13 Août 1302.

villis predictis, pro voluntate sua, hospitari valeant et morari cum bonis suis ad gratum ipsorum quorum fuerint hospitia sive domus.

Item, quod quilibet contractus per ipsos vinetarios cum quibuscumque personis, ubicumque fuerint initus, de omnimodis mercandisis firmus sit et stabilis, ita quod neuter mercatorum contractum illum possit dedicere seu ab eodem recedere, postquam denarius Dei inter contrahentes datus fuerit et receptus; et, si forsan super contractum hujusmodi contentio oriatur, fiat inde probatio secundum usus et consuetudines feriarum et villarum, ubi dictum contractum fieri contigerit et iniri.

Item, remittimus et quittamus dictis mercatoribus de dicto ducatu illam prisam antiquam de duobus doliis vini que de qualibet nave vinis carcata, infra regnum seu potestatem nostram applicante, unum videlicet ante malum et aliud retro, capere consuevimus. Promittentes insuper, eisdemque mercatoribus, pro nobis et heredibus nostris, imperpetuum concedentes quod predictam prisam, vel quamcumque aliam vinorum vel aliorum mercimoniorum suorum, per nos vel alium seu alios, pro aliqua neccessitate seu casu, nullathenus contra voluntatem ipsorum mercatorum de cetero faciemus nec fieri patiemur, absque solutione statim, juxta pretium quo dicti mercatores vina et alia mercimonia vendent aliis, facienda, vel alia satisfatione de qua reputent se contento; ita quod super vinis vel aliis mercimoniis ipsorum, per nos vel ministros nostros, appretiatio vel estimatio non ponatur.

Item, quod de quolibet dolio vini gaugeato, sicut venditor vini quod de gaugeto deffuerit supplere tenebitur, sic eidem per emptorem de eo quod ultra gaugetum superfuerit, juxta pretium ad quod dolium vini venditum fuerit, satisfiat.

Item, quod quamprimum naves cum novis vinis infra regnum et potestatem nostram applicuerint, vina vetera, ubicumque inveniantur in villis vel locis aliis ad que dicte naves venerint, videantur et probentur si sana fuerint et etiam incorrupta; et de hiis qui dicta vina videbunt, sit una medietas de mercatoribus vinetariis ducatus predicti et alia de probis hominibus illius ville, ubi hec fient; et sint ad premissa fideliter et sine fraude facienda jurati, et de vinis corruptis justitiam faciant consuetam.

Item, cum consuetum et usitatum olim fuisset quod emptor et venditor solverent unum denarium pro quolibet dolio de gaugeto, quilibet eorum videlicet : obolum, sic fiat de cetero et pro consuetudine observetur.

Item, volumus quod omnes ballivi et ministri feriarum, civitatum,

burgorum et villarum mercatoriarum vinetariis antedictis, coram eis conquerentibus de injuriis, molestiis sibi factis, debitis et quibuscumque aliis placitis, scelerem justitiam faciant, de die in diem, sine dilatione, secundum legem mercatoriam; et si forte inveniatur deffectus in aliquo ballivorum vel ministrorum predictorum, unde iidem vinetarii, vel eorum aliquis, dilationis incomoda sustinuerint vel sustinuerit, licet vinetarius versus partem in principali recuperaverit dampna sua, nichilominus ballivus vel minister alius versus nos, prout delictum exigit, puniatur; et punitionem istam concedimus in favorem mercatorum vinetariorum predictorum, pro eorum justitia maturanda.

Item, quod in omnibus generibus placitorum, salvo casu criminis pro quo infligitur pena mortis, ubi mercator vinetarius de ducatu predicto implacitatus fuerit, vel alium implacitaverit, cujuscumque conditionis idem implacitatus extiterit, extraneus vel privatus, in nundinis, civitatibus sive burgis, ubi fuerit sufficiens copia mercatorum vinetariorum de ducatu predicto et inquisitio fieri debeat, sit medietas inquisitionis de hujusmodi mercatoribus vinetariis de ducatu predicto, et medietas altera de aliis probis et legalibus hominibus loci illius, ubi placitum illud esse contigerit; et si mercatorum vinetariorum de ducatu predicto sufficientem numerum minime contigerit inveniri, ponantur in inquisitione illi qui de ipsis sufficientes invenientur ibidem, et residui sint de aliis bonis hominibus et sufficientibus de locis in quibus placitum illud erit.

Item, quod nulla alia exactio vel prestationis onus super vina dictorum mercatorum aliquatenus imponatur.

Item, duximus ordinandum et ordinationem illam, pro nobis et heredibus nostris, imperpetuum volumus firmiter observari quod, pro quacumque libertate quam nos vel heredes nostri de cetero concedemus, prefati mercatores vinetarii suprascriptas libertates vel earum aliquam non amittant; volentes quod libertates ille ad dictos mercatores vinetarios de ducatu nostro predicto tantomodo se extendant.

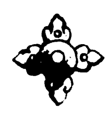
Pro supradictis autem libertatibus et liberis consuetudinibus concesserunt nobis mercatores vinetarii predicti quod, de quolibet dolio vini quod adducent seu adduci facient infra regnum vel potestatem nostram, et unde marinariis fretum solvere tenebuntur nobis et heredibus nostris, ultra antiquas custumas debitas et solitas in denariis, sive nobis sive aliis solvent, nomine custume, duos solidos, infra quadraginta dies postquam extra naves ad terram posita fuerint vina ipsa; et volumus quod predicti merca-

N° XLVIII.
13 Août 1302.

tores vinetarii de vinis unde in uno loco regni nostri, vel alibi infra potestatem nostram, prefatam custumam duorum solidorum nobis solverint, in singulis aliis locis dicti regni et potestatis nostre de solutione prefate custume duorum solidorum liberi sint penitus et quieti; proviso quod, pro aliis mercandisis quibuscumque quatenus ipsos infra regnum et potestatem nostram exercere continget, easdem consuetudines nobis solvere teneantur quas ceteri mercatores pro mercandisis hujusmodi nobis solvent.

Hiis testibus : venerabili patre Waltero, Cowetrensi et Lichefeldensi episcopo, comite Surr., Rogero Le Bigod, comite Norfolk et marescallo Anglie, Johanne de Britannia, Hugone Le Despenser, Willelmo de Brewose, Waltero de Bello-Campo, senescallo hospitii nostri, Rogero Le Brabazon, Johanne de Merke et aliis.

Datum per manum nostram, apud Westmonasterium, XIII. die augusti, anno regni nostri tricesimo. — Dupplex. Erton.



N° XLIX.

27 Juin 1289.

CONFIRMATION PAR ÉDOUARD Ier D'UNE COUTUME RELATIVE A LA QUOTITÉ DISPONIBLE.

SOMMAIRE.

Le roi d'Angleterre confirme une sentence arbitrale de la reine Éléonore (1) et un jugement de Jean de Havering (2), sénéchal de Guyenne, fixant, dans les circonstances suivantes, un point de la coutume de Bordeaux :

Pierre de Narbonne (ou de Navarre) (3), ayant disposé de tous ses immeubles héréditaires au préjudice de sa sœur Trencha de Narbonne, épouse de Guillaume de Bourg; celle-ci en réclama les deux tiers aux exécuteurs testamentaires, en se fondant sur la coutume qui réglait la quotité disponible dans le pays Bordelais.

Le 12 mars 1287/8, la reine Éléonore, choisie pour arbitre, déclara la demande bien fondée, et le sénéchal de Guyenne, à la requête de la demanderesse, ratifia la sentence de la Reine par un jugement en date du 31 mai 1289.

Conssuetudo privilegiata continens quod nullus potest testari nisi in tertia parte bonorum suorum, secundum quod fuit judicatum.

EDWARDUS, Dei gratia, rex Anglie, dominus Hibernie et dux Acquitanie, universis ad quos presentes littere pervenerint salutem in Domino.

Arbitrium, pronuntiationem sive judicium prolata per dilectam et conjugem nostram : inter dominam Trencham, uxorem domini Guilhelmi de Burgo, militis, ex parte una; et executores testamenti sive ultime voluntatis Petri de Narbona, domicelli, fratris quondam ipsius Trenche, ex altera; super bonis que fuerunt condam ipsius Petri; cujus arbitrii, pronuntiationis sive judicii tenor sequitur in hec verba :

« Alienora, Dei gratia, regina Anglie, domina Hibernie et ducia Acquitanie, universis presentes literas inspecturis salutem in Domino.

(1) Éléonore, fille de Ferdinand III, roi de Castille, épousa Édouard Ier à Burgos en 1254, et en eut quatre fils et onze filles.

(2) Jean de Havering fut nommé sénéchal en 1289. (*Catalogue des Rolles Gascons,* t. I, p. 27, n° 23, *membrana* 11).

(3) Les deux leçons se lisent dans notre texte; mais on ne trouve que la première dans les *Coutumes... de Guyenne*, où le même acte est imprimé, t. I, p. 135.

N° XLIX.
27 Juin 1289.

« Cum questio et discordia orta fuisset inter dominam Trencham de Navarra, uxorem domini Guilhelmi de Burgo, militis, ac sororem germanam condam Petri de Navarra, domicelli deffuncti, ex parte una; et priorem Predicatorum Sancti-Emiliani, fratrem Bernardum Andree, ejusdem ordinis, Gombaudum de Fontgana, domicellum, ac Constantinum Siquardi, executores testamenti sive ultime voluntatis dicti deffuncti, ex altera; super eo quod dicta domina proponebat, contra dictos exequtores, quod dictus frater suus testatus fuerat inofficiose et inhumaniter, et contra legem et consuetudinem Burdegalensis patrie, legando et donando omnia bona sua immobilia que habebat ratione generis sui, excepto quodam modico legato quod fecerat dicte domine sorori sue, cum dictam sororem suam proximiorem sibi in genere fraudare non poterat idem testator, donando vel legando, qui[a] de consuetudine terre et usu longevo due partes dictorum bonorum ad ipsam dominam jure successionis pervenire deberent; parte dictorum exequtorum contrarium asserente;

« Tandem, post multas altercationes partes predicte sponte et concorditer compromiserunt in nos, reginam predictam, super premissis; et nos, auditis et intellectis que utraque parte proponere velint, et convocata magna multitudine peritorum Burdegale in usibus et consuetudinibus terre, ac examinata et comperta veritate dicte consuetudinis per dictos peritos, prout dicta domina allegaverat, dicimus, pronuntiamus, arbitramur et judicamus :

« Duas partes bonorum predictorum immobilium ad dictam dominam Trencham pertinere, ratione successionis et consuetudinis predicte, sine omni onere legatorum et donationum per dictum deffunctum factorum; et predictas duas partes dictorum bonorum eidem domine restituendas fore, sine onere legatorum, non obstante ordinatione, dispositione et quacumque testamenti factione contraria per dictum deffunctum facta; ac residuam tertiam partem dictorum bonorum ad dictos exequtores, persolvendis legatis et donationibus factis per dictum deffunctum et contentis in testamento ipsius deffuncti, here tamen alieno deducendo de omnibus bonis predictis; que omnia et singula dicte partes presentes expresse emologaverunt et approbaverunt.

« In quorum testimonium nos, dicta regina, sigillum proprium duximus presentibus apponendum.

« Datum XII. die martii, anno Domini millesimo CC^mo LXXX^mo VII^mo. »

Necnon et consuetudinem in predictis arbitrio pronuntiatione sive judicio

allegatam, cum magna sit eadem consuetudo equitate subnixa, ac etiam judicium latum sive esguardum per senescallum nostrum Vasconie super bonis predictis, ex certa scientia confirmamus, pronuntiamus et declaramus premissa omnia juste et rite professe [prosessise], ac ipsa precipimus inviolabiliter observare, precipientes tenore presentium senescallo nostro Vasconie qui est, et pro tempore fuerit, ac locum ejus tenenti, et omnibus aliis baillivis nostris, ut premissa omnia et singula compliri et teneri faciant inviolabiliter, et predictam consuetudinem perpetuo observari.

Tenor vero dicti judicii sequitur in hunc modum :

« Universis presentes litteras inspecturis, Johannes de Ahaveringuas, miles, illustris domini regis Anglie, ducis Acquitanie, senescallus ducatus in ipso ducatu, salutem.

« Noveritis quod, constituti[s] coram nobis domina Trencha, cum assensu domini G. de Burgo, militis, viri sui, ad hoc presentis, ex parte una; et fratre Petro Raymondi Bernardo, priore fratrum ordinis Predicatorum apud Sanctum-Emilianum, fratre Bernardo Andree, ordinis ejusdem, Gombaudo de Fontgana et Constantino Siquardi, executoribus testamenti Petri de Narvona, domicelli deffuncti, ex altera; quadam supplicatione dicte domine Trenche nobis tradita, cujus tenor talis est :

« Supplicat Trenche, uxor domini Guilhelmi de Burgo, militis, soror quondam et heres Petri de [Narvona], domicelli, vobis domino senescallo Vasconie, quod vos, ex officio vestro in presentia exequtorum testamenti sive ultime voluntatis dicti domicelli, declaretis et pronuncietis, per esguardum sive judicium vestrum, illustrem dominam Helionoram, Dei gratia, reginam Anglie, dominam Hibernie et duciam Acquitanie, bene et juste pronuntiasse sive judicasse, secundum foros et consuetudines terre, duas partes bonorum immobilium, que fuerunt quondam predicti Petri, pertinere dicte domine Trenche; tertiam partem dictorum bonorum tamen ad dictos exequtores, persolvendis legatis factis per dictum Petrum in testamento suo predicto, here tamen alieno de predictis bonis deducendo :

« Nos, Johannes de Havaringas, senescallus predictus, declaramus judicialiter et diffinitive dictam consuetudinem esse, ut supra ponitur, talem; et cum dicti exequtores dicerent aliqui sibi salvare jus suum in predictis duabus partibus, alii non dicerent sibi placere, quod dicta domina Trencha haberet jus suum ad dictas duas partes, et consuetudo predicta erat talis, nos declaramus ipsos exequtores nullum jus habere in duabus partibus

N° XLIX.
27 Juin 1289.

supradictis; pronuntiantes dictam dominam nostram, secundum dictam consuetudinem, juste pronuntiasse super premissis.

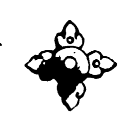
« In cujus rei testimonium presentibus sigillum Vasconie duximus apponendum.

« Datum et actum apud Condatum, prope Libornam, die martis que fuit ultima die maii, anno domini millesimo cc^{mo} LXXX^{mo} IX^{mo}. »

In quorum testimonium nos presentes litteras sigilli nostri munimine fecimus roborari.

Datum apud Xanctonas, XXVII. die junii, anno regni nostri XVII.

In cujus visionis et inspectionis testimonium, nos predictus executor predictum sigillum prefati domini Regis et ducis, die et anno prescriptis, presentibus duximus apponendum.



N° L.

7 Août 1319.

ORDONNANCE D'ÉDOUARD II PORTANT RÉFORMATION DES OFFICIERS ROYAUX.

SOMMAIRE.

Le roi d'Angleterre, ayant appris que ses baillis et autres officiers pressurent les habitants de la Guyenne, et compromettent ainsi ses propres droits, ordonne ce qui suit :

Tous les officiers dont la charge n'est pas à vie seront immédiatement remplacés; une enquête sera faite sur leur conduite; ceux qui seront reconnus capables et fidèles rentreront seuls en fonction.

En principe, chacun n'exercera, dans le duché, qu'un seul office à la fois.

Il y aura obligation de résidence et d'exercice pour tous les officiers; et, si l'un d'eux est investi, par lettre royale, d'une seconde fonction, sa première fonction devra être mentionnée dans la lettre, sans quoi celle-ci demeurera sans effet.

Ne pourront être greffiers que les hommes capables d'en remplir l'office.

Quiconque, moyennant redevance, recevra du connétable de Bordeaux un office, ne pourra le céder pour une redevance plus forte.

Pour mettre fin aux plaintes qu'excite la multiplicité des sergents, le sénéchal en réduira le nombre d'après les besoins du service.

La ordenation que fet nostre senhor lo Rey de sous officiers (1).



EDWARDUS, Dei gratia, rex Anglie, dominus Hibernie et dux Acquitanie, dilecto consanguineo et fideli suo Amalrico de Crodonio (2), senescallo suo Vasconie, salutem.

Cum nos, ex frequentibus querelis diversorum hominum dicti ducatus suggerentium quod plures officiales, baillivos et ministros nostros in dicto ducatu in suis officiis perperam se gessisse, et diversa gravamina nostris subditis ibidem intulisse, ac per ipsorum injuriam jura nostra indebite per alios usurpata et cancellata fuisse, merito excitati pro reformatione status ejusdem ducatus et trans-

(1) Cet acte, malgré sa date, est probablement un extrait de celui qui se trouve dans le *Catalogue des Rolles gascons*, t. I, p. 56, n° 27, *membrana* 5, sous le titre : *De ordinatione pro reformatione ducatus Aquitaniæ et custodiis castrorum ibidem observanda. Teste Rege ut supra, 7 augusti* (1320). Amaury de Créon, qui y est désigné comme sénéchal de Guyenne, ne remplissait pas cette fonction le 7 août 1319.

(2) D'après le *Catalogue des Rolles gascons*, t. I, p. 41, n° 14, *membrana* 1, et p. 56, n° 24, *membrana* 7, Amaury de Créon fut nommé sénéchal de Guyenne, une première fois, le 2 juillet 1313, et une seconde, le 21 juillet 1320.

N° L.
7 Août 1319.

quillitate populi nostri partium illarum, pausamentum [per avisamentum?] consilii nostri, ordinationes fecimus infra scriptas :

Videlicet quod omnes ministri, officiales nostri, qui officia sua seu ballivias habeant sub nobis in ducatu predicto aliter quam ad terminum vite, sine dilatione per vos amoveantur a ballivis et officiis suis, et eis sic amotis, vel ydoneis, in ipsorum locis substituantur, et ex tunc per vos seu alios ad hoc auctoritate nostra deputandos inquiratur cum diligentia de gestis et factis universorum singulorum officialium, ballivorum et ministrorum predictorum, et querela tum de ipsis qui de ipsis, seu eorum aliquo de aliquibus eorum ballivas tangentibus conqueri voluerint, audiatur; et fiat inde, quam nobis, quam conquerentibus illis, plenum et festinum justitie complementum; factisque inquisitionibus hujusmodi, illi qui reperti fuerint ydonei et fideles in suis officiis et baillivis, quas prius habuerint, reponantur, seu in locis aliis, prout expediens videbitur, ponantur; et alii insufficientes perpetuo de officio nostro amoveantur.

Item, quod nullus officialis seu ministri nostri, quamcumque ydoneus, teneat nisi unicum officium in dicto ducatu, nisi officia seu modica sint et vicina, ita quod per unum comode regi possint, in hoc senescallo qui pro tempore fuerit et consilio nostro ibidem pro nobis expediens videatur.

Item, quod singuli in ducatu predicto habentes officia seu ballivas in ballivis et officiis illis personaliter in illis resideant et exerceant que eis incumbunt per se ipsos; et quod quicumque habens officium seu balliviam, vel aliam remunerationem a nobis in dictis partibus, si litteram a nobis impetraverit super alia ballivia, officio seu remuneratione ibidem obtinendis nichil repetet virtute hujusmodi litterarum, nisi de priore ballivia, officio seu remuneratione expressam in litteris illis fecerimus mentionem.

Item, quod nullus teneat officium scribanie in eodem ducatu, nisi sit competententer litteratus pro officio illo exercendo, et personaliter in officio illo moram faciat, et nobis respondere valeat de eo quod ad nos pertinere debebit.

Item, quod illi qui pro certo censu recipient amodo ballivias seu officia a constabulario nostro Burdegale eadem officia seu ballivias aliis pro majori censu non tradant.

Item, quod quamplures querele nobis defferuntur quod subditi nostri ducatus predicti, propter numerum excessivum servientum in eodem ducatu, plurimum aggravantur, quod numerus servientium per senescallum nostrum Vasconie qui pro tempore fuerit, de avisamento consilii nostri

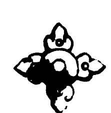
in partibus illis, taliter admensuretur quod nobis et subditis nostris predictis comode deserviatur.

N° L.
7 Août 1319.

Vobis igitur committimus et mandamus quatenus premissas ordinationes et earum quamlibet, in forma superius annotata, teneatis et observetis, ac teneri et observari executionem debitam demandari faciatis.

Datum apud Westmonasterium, VII. die augusti, anno regni nostri XIII.

Per ipsum Regem et Consilium.



Nº LI.

26 Janvier 1367/8.

RÈGLEMENTS FAITS PAR LE PRINCE DE GALLES ET LES TROIS ÉTATS DE GUYENNE.

SOMMAIRE.

Édouard, prince d'Aquitaine, déclare qu'il a fait aux trois États d'Aquitaine, assemblés à Angoulême, les concessions suivantes :

1° La taille de la monnaie est fixée pour cinq ans, à raison de 61 livres pour le marc d'or, et de 5 livres 5 sous pour le marc d'argent.

2° Il sera fait remise des amendes qui ont été encourues ou qui le seront jusqu'à la fête de Notre-Dame d'août, pour « trespassemens de monoyes », à condition que les monnaies étrangères n'aient pas cours dans la principauté.

3° Les priviléges octroyés par les rois d'Angleterre ou de France sont confirmés.

4° Les usages antérieurs aux dernières guerres sont maintenus.

5° Nul ne sera arbitrairement privé de ses biens par les officiers du Prince.

6° Le Prince s'interdit de prendre sous sa sauvegarde les hommes de ses vassaux, si ce n'est dans quelques cas spécifiés.

7° Les sergents du Prince ne pourront habiter sur les terres des hauts justiciers.

8° Les sergents des hauts justiciers peuvent seuls, sur les terres de ceux-ci, procéder à l'exécution des jugements, à moins que les hauts justiciers ne s'y refusent ou que les droits du Prince ne soient en jeu.

9° Nul ne sera poursuivi par les procureurs du Prince sans y être autorisé par le juge compétent.

10° Les juges du Prince ne pourront retenir les procès dont la connaissance appartient aux seigneurs.

11° Dans les causes d'infraction à une sauvegarde, le procureur du Prince ne pourra poursuivre les seigneurs qui auront instrumenté dans leurs terres ou contre leurs sujets.

12° Le Prince ne lèvera plus d'impôts sur les vassaux des hauts justiciers, sans le consentement de ceux-ci, si ce n'est pour la défense de la principauté.

13° Nul ne sera saisi ou arrêté pour cause civile, si ce n'est dans des cas spécifiés.

14° Les hommages seront soumis aux mêmes droits qu'autrefois.

15°-20° L'ancien état de chose est aussi maintenu par rapport : aux taxations, amendes et défauts, au nombre des sergents, au coût des actes judiciaires, aux exploits des maîtres des eaux et forêts, au salaire des clercs pour « marquer » les procès, aux ressorts des juridictions.

21° Le commerce est libre dans les limites de la principauté, même pour l'exportation du vin et du miel.

22° La garde des sceaux du Prince et les offices des notaires ne seront donnés qu'à des gens honnêtes et capables.

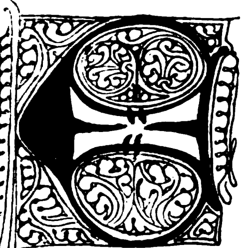
23° La cession des choses litigieuses est interdite.

Ces concessions sont faites en considération d'un impôt que les trois États ont permis d'établir pour cinq ans, sur tous les feux de la principauté, à raison de dix sous par feu et par an.

N° LI.

26 Janvier 1367/8.

Concessiones principis Gallorum facte tribus statibus Acquitanie, apud Engolesme (1).



DWARD, ainsne filz du roy d'Angleterre, prince d'Aquitaine et de Gales, duc de Cornoaille, comte de Cestre, seigneur de Biscaie et de Castre d'Ordiales, faisons savoir a touz que, oyes pluseurs supplications et requestes a nous faictes par les prelatz, nobles et comunes de nostredit principaute d'Aquitaine, en nostre grant conseill et assemblee tenuz en nostre cite d'Engoleme, le dis huytiesme jour du mois de janvier dairrier passe :

Premierement, que nous feissons faire monoye d'or, et feissons valoir le marc sexante et une livre, dont donneissons sexante livres; et auci feissons faire monoye d'argent, et feissons valoir le marc cinq livres cinq soulz, dont donneissons cent et quinze soulz; et que lesdites monnoyes feissons tenir estables par cinq ans continuez, commensanz a la feste de Pasques prochain venant.

[II] Item, que nous remisissions et pardonneissons aus dessusdiz prelatz, nobles et comunes, et a leurs subgiz, toutes esmendes esquielles ilz povoient estre tenuz ou encouruz du temps passe, ou poirent encore entre ci et la feste Nostre-Dame d'aoust prochain venant, a cause des trespassemens de nos monoyes, parmi ce que nulles monoyes estranges ne eussent aucun cours en nostredit principaute.

[III] Item, que nous confermeissons et tenissons les privileges a eulx octroyez par nostres tres chiers seigneurs les roys d'Angleterre, desquieux ils avoient use et este en pasible possession; et auci que nous confermeissons, tenissons et feissons tenir et garder touz les privileges a eulx octroyez par le roy de France si avant, comme nous y fumes tenuz par la paix faite entre le roy, nostre tres redoubte seigneur et pere, et nostre tres cher feu oncle, le roy de France Johan, qui Dieux absolle.

[IV] Item, que en les usages et costumes dont ils avoient use anciennement, par avant les guerres, nous les maintenissons et gardeissons si avant, comme nous y fumes tenuz et abstraint par ladite paix.

(1) Ce document a été publié, mais en français moderne, dans les *Recherches sur le droit public et les priviléges... principalement sur les États-Généraux*... 1788, in-8°, p. 32.

N° LI.
26 Janvier 1367/8.

[V] Item, qu'ils, ou aucun de leur subgiz, ne fussent mis hors de leur possession, ne leurs bens pris et mis en nostre main par noz officiers, fors seulement que es cas que de droit ou de costume se deust faire.

[VI] Item, que nous ne meissons leurs subgiz, estantz et demorantz en leurs hautes jurisdictions et seigneuries, en nostre sauvegarde, ne leur donneissons nostre sauvegarde, sanz cognoissance de cause ou en cas de evident peril, sinon a religieux, femes veves, puppilles, personnes ecclesiastiques et clers clergeaument viventz; et, se aucunes sauvegardes avoientz este donneez a leursdiz subgiz, autres ou en autres cas que dessus sont diz, nous des maintenant les revoqueissons.

[VII] Item, que nos sergens ne heussent leurs mansions en les terres desdiz hautz justiciers contra la fourme et teneur des ordennances anciennes.

[VIII] Item, que nos sergens ne puissent exequter les juges des courtz desditz hautz justiciers en leur terres; et auci que les juges de nostre court ou de nos senechaulx ne puissent, en leurs terres, mettre a execution sens appeller aucuns de leurs sergens, sinon que lesditz hautz justiciers fussent delayauz, refusans ou negligens de le faire, ou si ce n'estoit en noz propres debtes ou autres droitures; et si nozditz sergens fasoient le contraire, qu'ilz en fussent punitz par noz senechaux, et leur execution mise au neant.

[IX] Item, que aucun de nostredit principaute ne fust mis en proces ou en cause a la requeste d'aucuns de noz procureurs, sinon que information fust faiste deuement sur les cas desquielx nozdiz procureurs les volissent mettre en plait, et que ladite information fust veue par le juge competent et que par ledit juge fust commande auxdiz procureurs a faire ladite poursuyte.

[X] Item, que noz senechaux ne autres juges ne preissent, ne teinssent en nostre court les causes desquielles la court et la cognoissance appartient en leurs seignuries, sinon ou cas que de droit ou de costume, elles nous apparteinssent.

[XI] Item, que nostre procureur ne meist en cause de nozditz subgitz justiciers sur sauvegarde enfrainte, pour cause des exploiz qu'ils auroient faiz par voye de justice en leurs terres et sur leurs subgiz.

[XII] Item, que les octrois des fouages, impositions que nous avons leve en leurs terres sur leurs subgiz, ne leur fust tourne a consequence, et que, d'ores en avant, nous ne leveissons en leursdictes terres sur leurs subgiz,

sanz l'assentiment de la graigneur partie desditz justiciers, si ce n'estoit pour la defense et tuition de nostredit principaute.

[XIII] Item, que aucun ne fust arreste, ne mis en prison pour cas civil, a requeste de nostre procureur, ne d'autre, ni ses biens saysiz, ne mis en nostre main, sinon que a ce fust expressement obligez, ou pour noz propres debtes, ou que par droit ou costume deust estre fait.

[XIV] Item, que noz senechaux, officiers, ne autres juges pour cause des hobeissances qui a nous, a eulx seroient faites, ne levent graigneurs mulctes ou poines que anciennement a este acostume.

[XV] Item, que sur les taxations, emendes et deffaulx faictes et octroyees en nostre cour, nous les feissons taxer selonc les anciennes costumes.

[XVI] Item, que le nombre de noz sergens fust remener a tel nombre comme estre doit selonc les anciennes ordenances.

[XVII] Item, que des escriptures et autre mandemens des courtz de noz senechaux et autres nos officiers fust prise tiele somme come anciennement a este accoustume.

[XVIII] Item, que lez mestres de nos eaues et forestz ne feissent aucuns exploiz, a cause de leur offices es terres desdiz justiciers, autrement qu'il n'avoient acostume paravant ladite paix.

[XIX] Item, que aucun clerc ne preist aucun salaire pour marquer aucun proces, contre l'ancien usage.

[XX] Item, que chescun fust convenu et trait au siege dont il fust de ressort, par la fourme que anciennement a este acostume.

[XXI] Item, que chescun peust vendre et faire mener la ou luy pleira, dedans les fins et mettes de nostredite principaulte, bles et autres denrees; et auci que chescun peust mener, hors de nostredit principaute, vins et mel, nonobstant aucunes inhibitions et deffences sur ce faites au contraires par aucuns de noz officiers.

[XXII] Item, que noz seaulx aus contratz ne fussent baillez, sinon aus personnes honnestes et suffisanz, et que les notaires et auditeurs qui oyront les contratz et feront les lettres fussent de semblable condition.

[XXIII] Item, que aucunes cessions ne fussent faictes des choses dobteuses, mesmement en plus puissant, et, ou cas que le contraire se feist, que celuy qui feroyt ou prandroit tiele cession perdist le droit qu'il auroit es choses cessees, si ce ne fust que la cession fust faicte es termes eschuz de droit et de costume.

Nous, voulans et affectans de tout nostre cuer le bien et profit comun

N° LI.
26 Janvier 1367/8.

de nostredit principaute et des subgiz d'iceli, et auci, consideranz les grans obeissances, loiautez, services et octroys que nozdiz subgiz nous ont fait toutes foiz que requis les avons, et auci consideranz l'offre et le don que les dessusdiz prelaz et noz subgiz, estans en nostre grant conseil et assemblee en nostre cite d'Engolesme, nous ont fait liberaument, c'est assavoir que nous puissons prandre et faire lever, sur chescun feuc de leur subgitz et habitans de nostredit principaute, dix soulz monoie dessusdite, le fort portant le fieble, chescun an durant le temps desdiz cinq ans, qu'il nous ont requis que nous feissons faire ladite monoye estable; a prandre et lever lesdiz dix soulz, la moitie de la premiere annee au terme de Pasques prochain venant, et l'autre moitié a la feste de Noel prochain ensuyant, et les autres quatre annees, la moitie a la feste de saint Johan-Baptiste, et l'autre moitie chescun an a la feste de Noel; pour les causes dessusdites, et pluseurs autres qui a ce nous esmovent, ausdiz prelaz pour reverence de Dieu et de Sainte-Eglize, et aus nobles et communes, et a chescun d'eulx, pour tant quant leur touche ou puet toucher, de nostre certaine science et grace especiale, avons octroye et octroyons toutes et chescunes les choses dessusdites par eulx a nous requises.

Mes voulons que ladite grace que nous leur avons octroie : monoye estable pour cinq ans, comme dit est, ne puisse estre trait a consequence, ne tourner en prejudice aucun a nous, ne a noz hoirs passes lesdiz cinq ans; et aussi leur avons octroie et octroyons que ledit ouffre et don qu'ils nous ont fait dudit fouage ne tourne ou puisse tourner a eulx ne a leurs successeurs, en aucun prejudice ou consequence, ou temps avenir.

Et avec ce avons ordenne et ordennons que ceulx qui imposeront, leveront et feront les contraintes dudit fouage ne puissent prandre aucun proffit pour commissions, memorialz ou salaires des sergens.

Et auci voulons et octroions que chescun dezdiz prelaz et niobles, sur ses hommes justiciables, face lever ledit fouage, si faire le veult, per lui ou ses deputez; parmi ce qu'ilz ne en soient tenuz payer et randre ledit fouage, aus termes dessusdiz, aus recevers qui a ce seront par nous deputes ou autrement, nous le ferons lever en la negligence d'eulx; reserve et retenu a nous que, par noz deputes, puissons faire la recesserche du nombre des feucs durant ledit temps, dedans leurs seigneuries, toutes les foiz que bon nous semblera.

Et sur cestes choses leur avons octroye, et a chescun d'eulx, de leur faire

avoir noz lettres patentes, seellees de nostre grant seel, sanz riens payer d'icelluy. N° LI. 26 Janvier 1367/8.

Pourquoy, mandons a touz noz senechaux, officiers et justiciers de nostredit principaute d'Aquitaine, et a chescun d'eulx, si comme a li appertendra, que lesdites choses et chescunes d'icelles ils gardent, et facent maintenir et garder de point en point, sanz enfraindre, ne venir en contre en aucune manere.

Donne en nostre chastel d'Engolesme, le vint et sisiesme jour dudit mois de janvier, l'an de grace mil ccc. soxante et sept.

Pro villa Burdegale. — Facta est collatio. — Fregant.



N° LII.

14 Novembre 1351.

MANDEMENT D'ÉDOUARD III RELATIF A UN STATUT DES MAIRE ET JURATS DE BORDEAUX.

SOMMAIRE.

Le roi d'Angleterre ordonne au sénéchal de Gascogne de surseoir, s'il en est temps, à la confirmation, qu'il lui avait mandé de faire, du statut par lequel les maire et jurats de Bordeaux ont défendu d'expédier hors de cette ville des barriques vides garnies de tous leurs cercles, et de charger des vins, pour l'exportation, dans un lieu quelconque situé entre Castillon et l'estey Crebat (1).

Privilegium antiquum de doliis semicirculatis, et ne fieret portus ab esterio Crebati usque ad castrum de Castellione (2).

EDWARDUS, Dei gratia, rex Anglie et Francie et dominus Hibernie, senescallo suo Vasconie salutem.

Licet nuper, ad prossecutionem majoris, juratorum et communitatis civitatis nostre Burdegale, nobis suggerentium ut, cum ipsi ordinationem seu stabiliamentum fecerint quod nullus a civitate predicta posset aliqua vacua dolia plene circulis cooperta, sed dumtaxat semicircultata vel minus, extrahere, ita quod oporteat dolia predicta, cum vino fuerint adimpleta, ad ipsam civitatem reducere, et ibidem plene circulentur, et tunc vendantur, ibidem exhinc ad partes extraneas, soluta prius nobis custuma debita, traducenda, quaquidem custuma careremus si ipsa dolia ad civitatem predictam reduci non deberent, et nobis supplicantium ut vellemus eisdem majori, juratis et communitati, et successoribus suis, dictam ordinationem seu stabiliamentum ex certa scientia confirmare, et quod, a loco de Castellione usque exterium Crevat, nulla navis carcari vinis debeat, ut ad partes extraneas educerentur; vobis mandaverimus quod, vocatis procuratore nostro ac aliis de consilio nostro partium predictarum, habitaque super premissis plena et diligenti informatione, si vobis constare posset premissa ad utilitatem

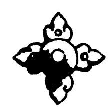
(1) L'embouchure de l'estey Crebat est sur la rive gauche de la Garonne, dans le nord de la ville de Bordeaux, à la hauteur de la rue Poyenne.

(2) Cet acte est mentionné dans le *Catalogue des Rolles gascons*, t. I, p. 127, n° 26, *membrana* 3.

nostram et civitatis predicte, sine injuria aliis inferenda fieri posse, tunc eisdem majori, juratis et communitati premissa confirmaretis et concederetis. N° LII. 14 Novembre 1351.

Quibusdam tamen de causis vobis mandamus quod, si dictum mandatum nostrum, vobis, ut premittitur, prius directum, nondum fuerit excecutum, nec dictum stabiliamentum sub sigillo nostro Vasconie confirmatum, tunc excecutioni ejusdem mandati ulterius faciende omnino supersedeatis, dictos majorem, juratos et communitatem, quoad premissa, in eodem statu quo ante dicta mandatum et stabiliamentum fuerant dimittentes; et hoc nullatenus omittatis.

Datum apud Westmonasterium, xiiii. die novembris, anno regni nostri Anglie vicesimo quinto, regni vero nostri Francie duodecimo. — Duppl.



N° LIII.

15 Mars 1373.

MANDEMENT D'ÉDOUARD III RELATIF AUX VINS DES PAYS REBELLES.

SOMMAIRE.

Le roi d'Angleterre charge le sénéchal de Gascogne et le connétable de Bordeaux de vérifier si les Bordelais ont obtenu de lui, comme ils le prétendent, un privilége en vertu duquel les vins de l'Agenais et du Bazadais ne sont admis dans leur ville qu'après la Saint-Martin.

Dans le cas où la chose serait vraie, ces deux officiers devront délivrer aux Bordelais des lettres qui, en extension de la concession précédente, ne permettront aux vins des pays rebelles de descendre à Bordeaux qu'après la Noël, tant que la rébellion durera.

Concessio ut vina crescentia in loco rebellico non ducantur apud Burdegalam citra festum nativitatis Domini.

EDWARD, par la grace de Diu, roy de France e d'Angleterre et seignur d'Irlande, a nostre cher et foyal Thomas de Felton, senescaut de nostre seignurie d'Aquitayne, et Robert de Wyleford, doctour en les dues loys, conestable de nostre chastel de Bordeaux, saluz.

Noz chers et foyalx mere, jurez et comunalte de nostre citee de Bordeaux nous ont fait novellament entandre que, come pour certein privilege, autrefoy donee a eulx par nous et de nostre autorite, nuls vins qui soient du pays d'Agennoys ou de Basadois ne puissent venir ne avaler vers nostredite cite de Bordeaux tant que la feste de saint Martin ou iver soit passee, si come en leur privilege plus largemant est compris; e ja soient les avantdiz mere, jurez et comunalte, par lez gens dez avantdiz paiis et par lez autrez noz rebellez, en cest present guerre oultraseousemant grevez et domagez, et nous ont fait a grande instance supplier qu'il nouz plaist de nostre grace especiale et auctorite royale leur eslargier de dites privilege, ou confort e proffict de nostredite terre :

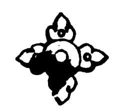
Nous partant, eu seur leurdite requeste meur deliberation et avisament, e nouz aianz notitie ne connoissance de la verite dez chouses avantditez, par l'advis et consentement dez granz et saugez de nostre conseil, vous mandons, chargons e cometons que, si par le inspection du privilege, il

vous appaira lezdites chousez estre vrayes, deslors, en eslargissement de leurdite privilege, acordeez et granteez, par nous et par nous hoirs, a lez surditez mere, jurez et communalte, et a leurs successeurs, demourans en nostre vraye obeyssance, que, tant comme lez avanditez gentz d'Agennoys ou de Basadoys, ou des autres pays e lieux, nous soient contraires ou rebellez, et demeurent en leur rebellion, que nuls vinx dezdiz deux pays, ou des autrez pays et lieux estoians noz rebellez, ne puissent venir ni avaler vers nostredite cite de Bordeaux, par mer ne par terre, tant que a la feste de la nativite Nostre-Seigneur; si come ledite feste eschaira cascun an en temps a venir; et sur ce les facez faire et bailer de par nous bones et soufisantes letres, e tielles que leur pourra et devra valoir, en touz lez lieux que mestir leur sera, par l'espasse du rebellion avantdite.

N° LIII.
15 Mars 1373.

Donne par tesmoignance de nostre grant seal, a nostre pallays de Westmonster, le xv. jour de martz, l'an de la nativite Nostre-Seigneur mil ccc. soixante e tretze, e de noz regne de France trent et quatre, e d'Angleterre quarante e sept.

Par la petition baillee et seignee de part le Conseil. — Branketre.



N° LIV.

10 Avril 1382.

CONFIRMATION PAR RICHARD II DE PRIVILÉGES CONCÉDÉS PAR ÉDOUARD III AUX BORDELAIS.

SOMMAIRE.

Le roi d'Angleterre rappelle et confirme dix-huit mandements ou lettres patentes de son aïeul Édouard III :

1° Mandement du 28 septembre 1329. — Le sénéchal de Gascogne et le connétable de Bordeaux doivent laisser jouir paisiblement les Bordelais de leurs anciens usages et priviléges.

2° Mandement du 28 mai 1331. — Les officiers du duché de Guyenne doivent veiller à ce que les Bordelais ne soient point troublés dans la jouissance de leurs priviléges.

3° Lettres patentes du 8 juin 1331. — Édouard III confirme la charte (1) par laquelle Jean-sans-Terre a affranchi les Bordelais de tout droit ou impôt sur leurs marchandises, tant à Bordeaux que sur toute la Gironde.

4° Lettres patentes du 1er juillet 1342. — Les vins provenant d'au-dessus de Saint-Macaire, ou appartenant aux personnes présentement rebelles, ne pourront se vendre en taverne, dans la juridiction de Bordeaux, qu'après avoir acquitté la *petite coutume,* dite : *Yssac;* et s'ils se vendent autrement ou sont exportés, ils paieront la *grande coutume.*

5° Mandement du 1er juillet 1342. — Le sénéchal de Gascogne est chargé de décider au plus tôt entre les prétentions que les maire et jurats de Bordeaux, d'une part, et les héritiers d'Alice de Blaye, de l'autre, ont sur une partie de la banlieue (2).

6° Lettres patentes du 10 décembre 1343. — Édouard III confirme l'usage immémorial d'après lequel quiconque séjourne un mois à Bordeaux, après avoir prêté serment de fidélité à la cité, est affranchi de tout hommage ou service, et ne peut plus être mis à la torture (3).

7° Mandement du 10 décembre 1343. — Le sénéchal de Gascogne est chargé de réprimer les exactions des seigneurs de Guyenne qui lèvent indûment des droits nouveaux sur les marchandises que les Bordelais font passer par leurs territoires.

8° Lettres patentes du 10 janvier 1344. — Les Bordelais sont autorisés à lever, pour la réparation de leurs murailles, 2 sous petits tournois par tonneau de vin, et un droit proportionnel à la valeur pour les autres marchandises venant du Haut-Pays.

9° Lettres patentes du 14 novembre 1352. — Les citoyens et habitants de Bordeaux sont dispensés de payer les droits établis sur les vins et marchandises du Haut-Pays;

10° Mandement du 14 novembre 1352. — Le sénéchal de Gascogne et le connétable de Bordeaux ne doivent pas saisir, dans le port de cette ville, les marchandises chargées de bonne foi sur les navires qu'il y a lieu de confisquer.

11° Mandement du 14 novembre 1352. — (Ce mandement est analogue à celui du 10 décembre 1343, 7° ci-dessus.)

12° Lettres patentes du 1er novembre 1354. — Édouard III confirme tous les priviléges concédés aux Bordelais par lui ou ses prédécesseurs.

(1) Cette charte se trouve au n° XLV.
(2) Cet acte est mentionné dans le n° XXIV.
(3) Voyez au n° LXXII ce même privilége concédé aux Bordelais par Jean-sans-Terre, le 30 avril 1205.

13° Lettres patentes du 20 octobre 1354. — Édouard III confirme la juridiction civile et criminelle des maire et jurats de Bordeaux.

14° Lettres patentes du 22 juin 1358. — Les Bordelais auront le droit de décliner la juridiction des seigneurs de Guyenne pour cause de suspicion légitime, et d'obtenir leur renvoi devant le sénéchal de Gascogne.

15° Lettres patentes du 25 juin 1358. — (Voyez au n° XXIX.)

16° Lettres patentes du 3 juillet 1358. — Édouard III pardonne aux Bordelais toutes les transgressions qu'ils ont pu commettre en usant de leurs priviléges.

17° Lettres patentes du 18 juin 1358. — Les citoyens de Bordeaux auront seuls, depuis la Pentecôte jusqu'à la Saint-Michel, le droit de vendre du vin dans les tavernes de leur ville.

18° Lettres patentes du 20 mars 1373. — Édouard III concède aux Bordelais que, lorsque l'un d'eux décédera *ab intestat*, sans parents de la ligne paternelle ou de la ligne maternelle, ses biens paternels passeront aux parents maternels, et réciproquement.

N° LIV.

10 Avril 1382.

Confirmatio plurium privilegiorum regis Eudoardi facta per regem Richardum (1).

RICARDUS, Dei gratia, rex Anglie et Francie et dominus Hibernie, omnibus ad quos presentes littere pervenerint salutem.

— Constat nobis, per inspectionem rotulorum cancellarie domini Edwardi, nuper regis Anglie, avi nostri, quod idem avus noster litteras suas patentes fieri fecit in hec verba :

I. *Excequutio privilegiorum concessa per Eudoardum.*

« Edwardus, Dei gratia, rex Anglie, dominus Hibernie et dux Acquitanie, senescallo suo Vasconie et conestabulario suo Burdegale qui nunc sunt, vel qui pro tempore erunt, aut eorum locatenentibus, salutem.

« Volentes dilectos nobis majorem, juratos et communitatem civitatis nostre Burdegale, pretextu grati obsequii sui nobis et progenitoribus nostris, quondam regibus Anglie, multipliciter impensi, favore prosequi gratioso; vobis mandamus quod ipsos majorem, juratos et communitatem libertatibus, consuetudinibus, foris, usibus, privilegiis et statutis quibus ipsi et antecessores sui, temporibus dictorum progenitorum nostrorum et nostro, hactenus rationabiliter usi sunt et gavisi, in ducatu predicto,

(1) Cet acte est mentionné dans le *Catalogue des Rolles gascons*, t. 1, p. 170, n° 24, *membrana* 8, 7 et 6

N° LIV.
10 Avril 1382.

de cetero uti et gaudere permittatis, non permittentes ipsos majorem, juratos et communitatem contra libertates, consuetudines, foros, usus, privilegia et statuta hujus indebite molestari, seu gravari quovismodo.

« Teste me ipso, apud Gloucesterium, xxviii. die septembris, anno regni nostri tertio. »

— Constat etiam nobis, per inspectionem rotulorum ejusdem avi nostri, quod ipse alias litteras suas patentes similiter fieri fecit in hec verba :

II. *Mandatum ne cives novis exactionibus seu malis toltis vexentur.*

« Edwardus, Dei gratia, rex Anglie, dominus Hibernie et dux Acquitanie, senescallo suo Vasconie et constabulario suo Burdegale qui nunc sunt, vel qui pro tempore erunt, ac universis et singulis officialibus, baillivis et ministris suis in ducatu predicto constitutis, salutem.

« Dilectos et fideles nostros civitatis nostre Burdegale favore benivolo prosequentes, ac volentes eos in suis libertatibus et privilegiis, per progenitores nostros reges Anglie eis concessis, quibus hactenus rationabiliter usi sunt, quantum ad nos pertinet, protegere et tueri; vobis, et cuilibet vestrum, committimus et mandamus quatenus ipsos cives et eorum quemlibet libertatibus et privilegiis suis predictis, absque impedimento, uti et gaudere permittatis, ipsos aliquibus novis exactionibus seu malis toltis contra formam privilegiorum et libertatum suorum predictorum non vexantes, seu vexari per alios indebite permittentes.

« Datum apud villam de Sancto-Edo., xxviii. die maii, anno regni nostri quinto. »

— Constat insuper nobis, per inspectionem rotulorum cancellarie dicti avi nostri, quod ipse alias has suas patentes litteras similiter fieri fecit in hec verba:

III. *Confirmatio concessionis quod cives sint quipti ab omni mala consuetudine.*

« Edwardus, Dei gratia, rex Anglie, et dominus Hybernie, et dux Acquitanie, omnibus ad quos presentes littere pervenerint salutem.

« Sciatis quod, cum celebris memorie dominus Johannes, quondam rex Anglie, progenitor noster, per cartam suam concessisset, pro se et heredibus suis, probis hominibus manentibus apud Burdegalam, quittantiam de omni mala tolta et omni alia consuetudine ad ipsum pertinente de mercandisis ipsorum hominum, tam in villa Burdegale quam per totam Girundam, prout in carta predicta plenius asseritur contineri :

« Nos, attendentes grata et laudabilia obsequia que homines civitatis predicte progenitoribus nostris et nobis ante hec tempora multipliciter

impendetur, ac volentes eo pretextu prefatos homines favore prosequi gratioso, concessionem ipsius progenitoris nostri predictam tenore presentium acceptamus, rattifficamus et approbamus, volentes et concedentes pro nobis et heredibus nostris, quantum in nobis est, quod iidem homines et successores sui libertates predictas habeant, et eis gaudeant et utantur juxta tenorem carte supradicte, et prout iidem homines et predecessores sui libertatibus illis uti et gaudere hactenus rationabiliter consueverunt.

N° LIV.
10 Avril 1382.

« In cujus rei testimonium has litteras nostras fieri fecimus patentes.

« Teste me ipso, apud Norwiacum, VIII. die junii, anno regni nostri quinto. »

— Constat etiam nobis, per inspectionem rotulorum predicti avi nostri, quod ipse alias litteras suas patentes similiter fieri fecit in hec verba :

IV. *Concessio quod vina crescentia ______ non vendantur Burdegale ad tabernam.*

« Edwardus, Dei gratia, rex Anglie et Francie, dominus Hibernie, omnibus ad quos presentes littere pervenerint salutem.

« Ex insinuatione dilectorum et fidelium nostrorum majoris, juratorum et communitatis civitatis nostre Burdegale dedicimus quod, ad nostrum et civium civitatis predicte commodum non modicum cederet in eventum, si vina supra villam de Sancto-Makario crescentia, nec vina alicujus persone contra nos in presenti guerra in ducatu nostro Acquitanie exorta existentis, post treugam initam vel pacem ibidem reformatam ad dictam civitatem descendentia, in tabernis infra libertatem seu jurisdictionem civitatis predicte minime venderentur, eo quod de vinis de dictis partibus quod supra dictam villam de Sancto-Makario, si in tabernis vendi possint non nisi parva custuma, vocata : Yssal, ad opus nostrum solveretur; que, si in tabernis non vendantur, venditioni in civitate predicta exponi, vel alias in navibus ibidem carcari, et magnam custumam inde solvi necessario oportebit.

« Nos igitur, volentes tam nostri quam civium predictorum commodo et utilitati prospicere, ut tenemur, volumus et, deliberato consilio nostro, ordinamus, ac prefatis majori, juratis et communitati, heredibus et successoribus suis, pro nobis et heredibus nostris, concedimus quod nulla vina supra dictam villam de Sancto-Makario crescentia et ad dictam civitatem descendentia, nec vina alicujus persone contra nos in presenti guerra in ducatu predicto exorta existentis, post treugam initam vel pacem ibidem refformatam ad dictam civitatem descendentia, in tabernis infra civitatem predictam, vel libertatem aut jurisdictionem ejusdem, de cetero vendantur, ut est dictum.

N° LIV.
10 Avril 1382.

« In cujus rei testimonium has litteras fieri fecimus patentes.

« Teste me ipso, apud Westmonasterium, primo die julii, anno regni nostri Anglie sexto decimo, regni vero nostri Francie tertio. »

— Constat insuper nobis per inspectionem rotulorum cancellarii ipsius avi nostri, quod ipse alias litteras suas patentes similiter fieri fecit in hec verba :

V. *Comissio et exequutio super bacleucam, ejus limittes declarando.*

« Edwardus, Dei gratia, rex Anglie et Francie et dominus Hibernie, senescallo suo Vasconie qui nunc est, vel qui pro tempore fuerit, vel ejus locumtenenti, salutem.

« Cum per has nostras patentes restituerimus et concesserimus dilectis et fidelibus nostris majori, juratis et communitati civitatis nostre Burdegale balleucam ejusdem civitatis, et altam et bassam justitiam, et merum et mixtum imperium, infra termino balleuce predicte, cum suis pertinentiis universis, videlicet : ab ipsa civitate usque in hoc civitate et suburbiis Burdegale computatis, usque ad boucam Jale ubi Jala cadit in mari vocatum Geronda, prout dicta aqua de Jala protenditur in ascendendo directe usque ad Jalam veterem; et de Jala veteri usque ad molendinum de La Begueyressa; et de ipso molendino usque ad Jalapont; [et de ipso loco de Jalapont?] usque ad locum dictum de Magudans a Jala, circa versus Burdegalam, remanet et remanere debet infra balleucam et de juridictione et districtu communi Burdegale; et de ipso loco de Magudans usque ad locum dictum Lo Pas de las Baquas; et de ipso loco dicto Lo Pas de las Baquas usque ad crucem de Beutras; et de Beutras usque ad justitiatum de Bogio, prout de justitiatu de Bogio pretenduntur termini usque ad justitiatum de Belino, scilicet usque ad locum vocatum Laguabat; et de justitiatu de Belino usque versus fines seu terminos parocchie de Leunhano, remanente tota dicta parrochia infra balleucam Burdegale; et prout de ipsa parrochia de Leunhano aqua appellata La Blanqua descendit usque ad bocam estarii de Correyano, ubi dictum esterium cadit in mari vocato Gerondo; et de ipso esterio de Correyano usque ad Burdegalam; excepto hoc quod tenent heredes Alicie de Blavia, quondam domine de Ornonn infra dictam balleucam seu terminos ejusdem : super quo dictis heredibus seu prefatis majori, juratis et communitati prejudicare non intendimus, sed jus quod habere debent illesum volumus remanere, et per vos eisdem partibus plenum et festinum fieri justitie complementum, prout in litteris vestris predictis plenius continetur :

« Vobis mandamus quod, vocatis coram vobis hiis qui in hac parte fuerunt evocandi, et auditis hinc inde eorum rationibus super premissis proponendis, habitaque super jure utriusque partis informatione pleniori, ulterius partibus predictis super premissis fieri facere debitum et festinum justitie complementum, prout secundum foros et consuetudines partium illarum fuerit faciendum; et, in casu quo jus ipsorum majoris, juratorum et communitatis ad tenementum predictum possidendum et habendum clarum in hac parte repertum fuerit, tunc eisdem majori, juratis et communitati possessionem ejusdem tenementi, cum pertinentiis, tradi et liberari facere tenendum, una cum residuo balleucce predicte, juxta formam litterarum nostrarum predictarum. N° LIV. 10 Avril 1382.

« Teste me ipso, apud Westmonasterium, primo die junii, regni nostri Anglie xvi., regni vero nostri Francie tertio. »

— Constat etiam nobis, per inspectionem rotulorum cancellarie predicti avi nostri, quod ipse alias litteras suas patentes similiter fieri fecit in hec verba :

VI. *Confirmatio concessionis quod forinceci per menssem in civitate morantes, prestito juramento, non tenentur questionarie respondere coram majori.*

« Edwardus, Dei gratia, rex Anglie et Francie et dominus Hibernie, omnibus ad quos presentes littere pervenerint salutem.

« Supplicarunt nobis dilecti et fideles nostri major, jurati et communitas civitatis nostre Burdegale, per petitionem suam coram nobis et consilio nostro exhibitam, quod, cum de consuetudine dicte civitatis, a tempore cujus contrarii memoria non existit pacifice observata, homines forinseci ad dictam civitatem venientes, et in eadem, fidelitates sacramento dicte civitati prestito, per unum mensem commorantes, ex nunc, etiam si questales sint, non teneantur homagia vel servitia facere, nec vi aliquo questionarie respondere.

« Volumus eis dictam consuedinem, ex certa scientia, confirmare, nos pensantes gestum laudabile quem in dictis majore, juratis et communitate preteritis invenimus, et perinde volentes condescendere gratius votis suis, ipsarum consuetudinem, prout ea a predicto tempore usi sunt rationabiliter et gavisi, quantum in nobis est, approbamus et tenore presentium confirmamus, quibus sigillum nostrum apponi fecimus in testimonium premissorum.

« Datum apud Dicton., x. die decembris, anno regni nostri Anglie xvii., regni vero nostri Francie quarto. »

N° LIV.
10 Avril 1382.

— Constat insuper nobis, per inspectionem rotulorum cancellarie dicti avi nostri, quod ipse alias litteras suas patentes similiter fieri fecit in hec verba :

VII. *Inhibitio penalis baronibus directa ne costumas seu honera indebita a civibus Burdegale extorquere presumant.*

« Edwardus, Dei gratia, rex Anglie et Francie et dominus Hibernie, senescallo suo Vasconie qui nunc est, vel qui pro tempore fuerit, salutem.

« Querelam dilectorum et fidelium nostrorum majoris, juratorum et communitatis civitatis nostre Burdegale recepimus, continentem quod quidam nobiles in partibus ducatus nostri Acquitanie, libitum licito preferentes, et querentes in alieno dispendio lucrum suum, dilectis et fidelibus nostris civibus et habitatoribus civitatis illius, pro bonis et mercimoniis que per districtus eorum traducunt, tallias et custumas novas imponere et indebitas, et presertim super vinis, videlicet : unum scutum auri, vel circiter, pro quolibet dolio sic traducto; et ipsas ab eis qui ab hujus prestationibus liberi fuerant ab antiquo exigunt et extorquent, ipsos cives et habitatores multipliciter sic gravantes, in nostri, qui dictos fideles nostros tenemur ab hujus injuriis deffendere et in suis libertatibus confovere, contemptum manifestum, et ipsorum fidelium nostrorum dampnum non modicum et gravamen; super quo nobis supplicarunt sibi per nos de remedio provideri :

« Nos, volentes juxta debitum suscepti regiminis fideles nostros ab oppressionibus indebitis preservare et in suis tueri juribus, ut debemus, vobis mandamus quod omnibus et singulis nobilibus et aliis dicti ducatus, cujuscumque status seu conditionis fuerint, qui tales contra dictos fideles nostros incoant novitates, ex parte nostra facere sub gravi pena firmiter inhiberi ne custumas aut talia onera indebita dictis fidelibus nostris ex nunc imponere presumant vel exigere; quinymo ea que sic sunt imposita faciant celeriter revocare, et dampnificatis in hac parte restitutionem facere competentem, contra rebelles vobis et contrarios in hac parte, prout justum fuerit, procedentes; taliter vos habentes quod in deffectum vestrum, quod absit, nostri fideles nove non subjaceant servituti.

« Teste me ipso, apud Ditton., x. die decembris, anno regni nostri Anglie xvii., regni vero nostri Francie quarto. »

— Constat etiam nobis, per inspectionem rotulorum cancellarie predicti avi nostri, quod ipse alias litteras suas patentes similiter fieri fecit in hec verba :

VIII. *Concessio facta majori et juratis de duobus solidis turonensibus pro quolibet dolio vini crescentis de super Sanctum-Makarium.* N° LIV. 10 Avril 1382.

« Edwardus, Dei gratia, rex Anglie et Francie et dominus Hibernie, omnibus ad quos presentes littere pervenerint salutem.

« Supplicarunt nobis dilecti et fideles nostri major, jurati et communitas civitatis nostre Burdegale per petitionem suam, coram nobis et consilio nostro exhibitam, ut, cum reparatio necessaria murorum et turellorum magnum requirat profluvium expensare, et rationi congruat ut qui negotiantur et lucrantur ibidem ad reparationem contribuant antedictam, volumus eis concedere quod ipsi, de quibuscumque personis mercimonia vel vina de villa de Sancto-Makario super crescentia ad dictam civitatem, vendenda, oneranda seu ex alia causa ducentibus, duos solidos bonorum turonensium parvorum pro quolibet dolio, et de aliis mercimoniis juxta ratam valoris hujus, vel alias rationabiliter, capere valeant, et habere in auxilium reparationis antedicte et faciliorem supportationem onerum eidem civitati incumbentium.

« Nos, considerantes dictam reparationem fore multipliciter oportunam, et proinde volentes dicte supplicationi sue annuere gratiose, concessimus et licentiam dedimus prefatis majori, juratis et communitati Burdegale quod ipsi, de quibuscumque personis mercimonia vel vina a villa de Sancto-Makario super crescentia ad dictam civitatem, vendenda, oneranda seu ex alia causa ducentibus, duos solidos bonorum turonensium parvorum pro quolibet dolio, et de aliis mercimoniis, juxta ratam valoris hujus, vel alias rationabiliter, capere valeant, et habere in auxilium reparationis antedicte et faciliorem supportationem onerum eidem civitati incumbentium; custumis nostris quas in civitate predicta ante hec tempora capere consuevimus ac juribus nostris in omnibus semper salvis.

« In cujus rei testimonium has litteras nostras fieri fecimus patentes.

« Teste me ipso, apud Dicton., x. die januarii, anno regni nostri Anglie XVII., regni vero nostri Francie quarto. »

— Constat insuper nobis, per inspectionem rotulorum cancellarie ipsius avi nostri, quod ipse alias litteras suas patentes similiter fieri fecit in hec verba :

IX. *Qualiter cives sint liberi a prestatione duorum solidorum turonensium occasione vinorum de ——— crescentium solvendorum.*

« Edwardus, Dei gratia, rex Anglie et Francie et dominus Hibernie, omnibus ad quos presentes littere pervenerint salutem.

N° LIV.
10 Avril 1382.

« Licet nuper concesserimus et licentiam dederimus dilectis et fidelibus nostris majori, juratis et communitati civitatis nostre Burdegale, quod ipsi, de quibuscumque personis mercimonia vel vina de Sancto-Makario super crescentia ad dictam civitatem vendenda, oneranda seu ex alia causa ducentibus, duos solidos bonorum turonensium parvorum, pro quolibet dolio, et, de aliis mercimoniis, juxta ratam valoris hujus, vel alias rationabiliter, capere valeant, et habere in auxilium reparationis et emendationis murorum et turellorum civitatis predicte, et faciliorem supportationem onerum eidem civitati incumbentium, prout in litteris nostris patentibus inde confectis plenius continetur; quia tamen intentionis nostre non extitit nec existit quod cives et habitatores civitatis illius hujus duos solidos de singulis doliis vinis aut aliis mercimoniis, per ipsos ad eamdem civitatem adductis, pretextu concessionis et licentie nostre predictarum, aliqualiter solvere teneantur :

« Volumus quod dicti cives et habitatores, de hujusmodi duobus solidis, et de dolo, et de rata eorumdem duorum solidorum de aliis bonis et mercimoniis suis prestandis, sint quitti omnino, et quod dicte littere nostre et contenta in eisdem penes omnes et singulos alios hujus mercimonia ad dictam civitatem ducentes in suo robore maneant, juxta vim et effectum litterarum earumdem; et hoc omnibus quorum interest innotescimus per presentes.

« In cujus rei testimonium has litteras nostras fieri fecimus patentes.

« Datum apud Westmonasterium, xiiii. die novembris, anno regni nostri Anglie vicesimo quinto, regni vero nostri Francie duodecimo. »

— Constat etiam nobis, per inspectionem rotulorum cancellarie predicti avi nostri, quod ipse alias litteras suas patentes similiter fieri fecit in hec verba :

X. ***Mandatum ut mercimonia in navibus adducta non impediantur sub colore forefacture.***

« Edwardus, Dei gratia, rex Anglie et Francie et dominus Hibernie, senescallo suo Vasconie et constabulario suo Burdegale salutem.

« Quia, ut accepimus, vos, pretextu quarumdam navium cum bonis et mercimoniis ad portum civitatis nostre Burdegale applicantium, quas nobis pretenditis ex causis variis forisfactas, bona et mercimonia in eisdem inventa, licet mercatores de eadem forisfactura omnino sint ignari, ut nobis forisfacta, arestastis et detinetis, per quod mercatores, et alii qui cum bonis et mercimoniis suis, hujus ad civitatem illam, pro communi utilitate habitatorum ejusdem civitatis, venire et vobis custumas non modicas solvere

solebant, ab eadem civitate se retrahunt, et illuc ex causa predicta accedere non sunt ausi, in vestri et ipsorum civitatis et populi grave dampnum et jacturam :

N° LIV.
10 Avril 1382.

« Nos, volentes tam nostre quam dictorum civitatis et populi indempnitati prospicere in hac parte, vobis mandamus quod aliqua bona in navibus sic pretentis forisfactis posita, si vobis constare poterit mercatores, quorum bona illa fuerint, tempore quo bona illa in hujus navibus posuerunt, de forisfactura hujus nichil scivisse, nullatenus arrestetis nec arrestari permittatis, nec quicquam de bonis et mercimoniis illuc adductis, nisi major necessitas muneat ex causa urgente ad opus vestrum nomine prisarum aliqualiter capiatis; sed mercatores et alios cum navibus et mercandisis suis ad eamdem civitatem confluentes, amabiliter et civiliter pertractetis, ut libentiores animos exinde attrahant dicte civitatis limina frequentandi.

« Datum apud Westmonasterium, xiiii. die novembris, anno regni nostri Anglie vicesimo quinto, regni vero nostri Francie duodecimo. »

— Constat insuper nobis, per inspectionem rotulorum cancellarie ejusdem avi nostri, quod ipse alias litteras suas patentes similiter fieri fecit in hec verba :

XI. *Inhibitio baronibus directa ne impositiones extorqueant nec impedimenta prestent civibus Burdegale super bladis, vinis seu aliis mercimoniis crescentibus seu per eorum districtus transeuntibus.*

« Edwardus, Dei gratia, rex Anglie et Francie et dominus Hibernie, senescallo suo Vasconie qui nunc est, vel qui pro tempore fuerit, salutem.

« Cum, ut accepimus, dilecti et fideles nostri cives et habitatores civitatis nostre Burdegale, blada et vina, et alia bona sua in terris suis hereditariis seu aliter adquisitis, infra domania sive dittiones baronum et aliorum dominorum in partibus crescentia, aliique habitatores in partibus forincesis blada, vina et res sua ad civitatem predictam et alia loca nostra in eodem ducatu, tam pro sustentatione fidelium nostrorum ibidem et munitione civitatis et locorum eorumdem, libere adducere consueverunt; barones tamen et alii domini partium predictarum, tam a civibus et habitatoribus predictis quam aliis habitatoribus partium predictarum, de bladis, vinis et bonis suis infra dominia et ditiones dictorum baronum et dominorum crescentibus et emergentibus, aut per dicta dominia et ditiones sua transeuntibus, graves impositiones insolitas, super eadem blada, vina et bona per ipsos dominos factas, exigunt, et alia diversa arresta et impedimenta sibi faciunt; ita quod dicti cives et habita-

N° LIV.
10 Avril 1382.

tores dicte civitatis et partium hujus blada, vina et alia bona sua a dominiis hujus ad civitatem et alia loca nostra inde muniendi, absque gravi jactura incurrenda, extrahere nequiunt; per quod dicta civitas et alia loca nostra munitione necessaria remanent quasi totaliter destituta, in nostri grave dampnum et dictorum civitatis et locorum munitionis periculum manifestum :

« Nos, volentes salvationi eorumdem civitatis et locorum providere, ut tenemur, vobis injungimus et mandamus quod baronibus et aliis nobilibus partium predictarum, sub forisfactura omni que nobis forisfacere poterunt, ex parte nostra inhibeatis ne dictis civibus et habitatoribus, de bladis, vinis aut aliis bonis suis, in terris suis infra dominia baronum et nobilium crescentibus aut emergentibus, et ad dictam civitatem, sive ad alia loca nostra ibidem ducendis, impositiones insolitas ipsis prestandas faciant, aut alia onera imponant; nec ipsos cives et habitatores quominus blada, vina aut alia bona sua ad dictam civitatem et loca adducere valeant, solutis prius inde coustumiis et aliis deveriis antiquitus debitis et consuetis, per arresta indebite fatigent vel disturbent; et quod ceteros homines partium illarum blada, vina et alias res suas, postquam castra sive fortalitia sua competenter munita fuerint, ad eamdem civitatem libre et absque impedimento ducere et carcare permittant, solvendo quod debebunt, prout antiquitus fieri consuevit, absque aliqua nova impositione ab ipsis inde exigenda et hoc nullatenus omittatis.

« Datum apud Westmonasterium, xiiii. die novembris, anno regni nostri Anglie vicesimo quinto, regni vero nostri Francie duodecimo. »

— Constat etiam nobis, per inspectionem rotulorum cancellarie dicti avi nostri, quod ipse alias litteras suas patentes similiter fieri fecit, in hec verba :

XII. *Confirmatio privilegiorum.*

« Edwardus, Dei gratia, rex Anglie et Francie et dominus Hibernie, omnibus ad quod presentes littere pervenerint salutem.

« Considerantes grata et laudabilia obsequia nobis et progenitoribus nostris per majorem, juratos et communitatem civitatis nostre Burdegale, non absque corporum periculis et sumptibus gravibus ante hec tempora impensa, et proinde volentes jam majorem, juratos et communitatem ipsius civitatis favore prosequi gratioso; omnia et singula libertates, quittationes et privilegia eis per cartas dictorum progenitorum nostrorum et nostras hactenus concessa et indulta, eisdem majori, juratis et communitati rattificamus, approbamus et tenore presentium confirmamus, sicut

carte predicte rationabiliter testantur, volentes et concedentes, pro nobis et heredibus nostris, quod predicti major, jurati et communitas omnibus et singulis libertatibus, quittantiis et privilegiis in dictis cartis contentis, quibus ipsi et eorum antecessores semper hactenus a tempore confectionis cartarum earumdem rationabiliter usi fuerint et gavisi, ex nunc plene gaudeant et utantur in perpetuum, sine occasione vel impedimento nostri vel heredum nostrorum, justitiariorum, senescallorum, constabulariorum, prepositorum, officialium, ballivorum seu ministrorum nostrorum, aut aliorum quorumcumque.

N° LIV.
10 Avril 1382.

« In cujus rei testimonium has litteras nostras fieri fecimus patentes.

« Datum apud Westmonasterium, primo die novembris, anno regni nostri Anglie vicesimo octavo, regni vero Francie quinto decimo. »

— Constat insuper nobis, per inspectionem rotulorum cancellarie predicti avi nostri, quod ipse alias litteras suas patentes similiter fieri fecit in hec verba :

XIII. *Concessio ut major et jurati habeant cognitionem burgenssium, criminalibus casibus dumtaxat exceptis, et etiam forincecorum contra burgensses delinquentium.*

« Edwardus, Dei gratia, rex Anglie et Francie et dominus Hibernie, omnibus ad quos presentes littere pervenerint salutem.

« Supplicarunt nobis major, jurati et communitas civitatis nostre Burdegale quod, cum ipsi habeant, ipsique et eorum antecessores et predecessores, a tempore cujus contrarii memoria non existit, habere consueverunt cognitiones placitorum in omnibus casibus civilibus et criminalibus burgenses civitatis illius tangentibus, et etiam in casibus criminalibus ubi forinsecus contra aliquem dictorum burgensium criminaliter deliquerit emergentibus, causis criminum falsationis monete, controfactionis sigilli nostri ac regie majestatis lese dumtaxat exceptis, velimus eisdem majori, juratis et communitati premissa carte nostre munimine roborare.

« Nos, consideratione boni et fidelis gestus quem dicti major, jurati et communitas erga nos et domum nostram regiam semper hactenus novimus habuisse, volentes supplicationi sue annuere in hac parte, concessimus, pro nobis et heredibus nostris, eisdem majori, juratis et communitati quod ipsi, et eorum heredes et successores, imperpetuum habeant cognitiones placitorum in omnibus casibus civilibus et criminalibus, burgences dicte civitatis tangentibus, et etiam in criminalibus ubi forinseci contra aliquem dictorum burgencium criminaliter deliquerit emergentibus, dictis casibus



N° LIV.
10 Avril 1382.

falsationis monete, controfactionis sigilli nostri et criminis lese majestatis nostre solo modo exceptis, prout iidem major, jurati et communitas cognitiones illas jam habent, ipsique et eorum antecessores et predecessores, a tempore predicto, semper hactenus debite habere consueverunt.

« In cujus rei testimonium has litteras nostras fieri fecimus patentes.

« Datum in palatio nostro Westmonasterii, xx^mo^ die octobris, anno regni nostri Anglie xx^mo^ octavo, regni vero nostri Francie quinto decimo. »

— Constat insuper nobis, per inspectionem rotulorum cancellarie ejusdem avi nostri, quod ipse alias suas litteras patentes similiter fieri fecit in hec verba :

XIV. *Concessio ut nullus civium teneatur respondere coram aliquo bajulo si suspectus habeatur, allegata tamen suspicione et probata.*

« Edwardus, Dei gratia, rex Anglie et Francie et dominus Hibernie, omnibus ad quos presentes littere pervenerint salutem.

« Supplicarunt nobis dilecti et fideles nostri major, jurati et cives civitatis nostre Burdegale ut, cum barones patrie dictos cives coram eis et eorum ballivis in causas, ut sic ab ipsis civibus pecunias extorqueant, sepius voluntarie trahant; et, licet iidem cives ipsos barones et eorum bajulos suspectos habeant, et suspicionem hujus coram eis, ne ipsi cives indebite vexentur, allegent, dicti tamen barones et eorum bajuli in causis illis procedunt, et ipsos cives laboribus et expensis diversimode fatigari faciunt minus juste, in ipsorum civium dampnum non modicum et gravamen, velimus eis, super hujus gravaminibus, de remedio providere opportuno.

« Nos, volentes dictos cives ab hujus extorsionibus et injuriis, ut tenemur, preservare, et eorum indempnitati et quieti prospicere gratiose, concessimus eis quod nullus ipsorum civium coram aliquo barone vel ejus bajulo, qui suspectus habeatur, allocata et probata in forma debita suspicione, hujus in causis illis respondere teneatur; sed volumus quod statim, facta probatione illa dicte cause, coram senescallo nostro Vasconie mittantur in curia nostra Vasconie discutiendi.

« In cujus rei testimonium has litteras nostras fieri fecimus patentes.

« Datum apud Westmonasterium, xxii. die junii, anno regni nostri Anglie tricesimo secundo, regni vero nostri Francie decimo nono. »

— Constat etiam nobis, per inspectionem rotulorum cancellarie dicti avi nostri, quod idem avus noster alias litteras suas patentes similiter fecit in hec verba :

XV. *Concessio ut cives per totum ducatum mercandisare possint absque solutione nove impositionis per reges seu ejus ministros concessas.* N° LIV. 10 Avril 1382.

« Edwardus, Dei gratia, rex Anglie et Francie et dominus Hibernie, omnibus ad quos presentes littere pervenerint salutem.

« Volentes dilectos et fideles nostros majorem, juratos, cives et habitatores civitatis nostre Burdegale, pretextu grati et fidelis obsequii nobis per ipsos multipliciter impensi, favore prosequi gratioso, concessimus eis quod ipsi, cum bonis et mercandisis suis, ubicumque eis placuerit, per totum ducatum predictum ire valeant ad mercandisandum et negotiandum de eisdem, et commodum suum faciendum, solvendo inde pedagia, custumas et deveria antiquitus solvi consueta; absque eo quod ad aliquas novas impositiones per nos vel ministros nostros concessas solvendi compellantur vel teneantur, quasquidem novas impositiones, si que fuerint, omnino duximus revocandum per presentes.

« In cujus rei testimonium has litteras nostras fieri fecimus patentes.

« Datum apud Westmonasterium, xxv. junii, anno regni nostri Anglie tricesimo secundo, regni vero nostri Francie decimo nono. »

— Constat insuper nobis, per inspectionem rotulorum cancellarie predicti avi nostri, quod ipse alias litteras suas patentes similiter fieri fecit in hec verba :

XVI. *Perdonantia transgressionum factarum per majorem et juratos, privilegiis, libertatibus et immunitatibus suis abutendo.*

« Edwardus, Dei gratia, rex Anglie et Francie et dominus Hibernie, omnibus ad quos presentes littere pervenerint salutem.

« Volentes dilectos et fideles nostros majorem, juratos et cives civitatis nostre Burdegale, pretextu grati et fidelis obsequii nobis per ipsos multipliciter impensi, favore prosequi gratioso, perdonavimus et perdonamus, pro nobis et heredibus nostris, eisdem majori, juratis et civibus, et eorum cuilibet, transgressiones, si quas fecerint vel fecerit, libertatibus, privilegiis et immunitatibus que eis, per cartas progenitorum nostrorum, quondam regum Anglie, et nostras, sunt concessa, indebite contra formam concessionum eis inde factarum utendo; ita tamen quod predicti major, jurati et cives libertatibus, privilegiis et immunitatibus predictis de cetero debite et juxta formam concessionum earumdem utantur.

« In cujus rei testimonium has litteras nostras fieri fecimus patentes.

« Datum apud Westmonasterium, tertio die julii, anno regni nostri Anglie tricessimo secundo, regni vero nostri Francie decimo nono. »

N° LIV.
10 Avril 1382.

— Constat etiam nobis, per inspectionem rotulorum cancellarii dicti avi nostri, quod ipse alias suas litteras patentes similiter fieri fecit in hec verba :

XVII. *Concessio civibus facta ut nulli alii preter ipsos faciant tabernam infra festam Pentechostes et beati Michaelis.*

« Edwardus, Dei gratia, rex Anglie et Francie et dominus Hibernie, omnibus ad quos presentes littere pervenerint salutem.

« Volentes dilectos et fideles nostros majorem et juratos, et cives civitatis nostre Burdegale, pretextu grati et fidelis obsequii nobis per ipsos multipliciter impensi, favore prosequi gratioso, concessimus eis quod cives civitatis predicte, et nulli alii preter ipsos cives, vina in taberna in civitate predicta a festo Penthecostes usque ad festum sancti Michaelis vendere possint, quibuscumque privilegiis vel concessionibus aliis in contrarium factis non obstantibus.

« In cujus rei testimonium has litteras nostras fieri fecimus patentes, quamdiu nobis placuerit duraturas.

« Datum apud Westmonasterium, XVIII. die junii, anno regni nostri Anglie tricesimo secundo, regni vero nostri Francie decimo nono. »

— Constat insuper nobis, per inspectionem rotulorum cancellarie predicti avi nostri, quod ipse alias litteras suas patentes similiter fieri fecit in hec verba :

XVIII. *Concessio ut, cessante linea paterna, proximiores in linea materna succedant eorum cognato in bonis paternis, et idem vice verssa.*

« Edward, par la grace de Dieu, roy de France et d'Engleterre et seigneur d'Ylande, a touz ceux qui cestes lettres verront ou oront, salutz.

« Nous chers et foialx maire, jurez, burgers et comune de nostre cite de Bordeax nous ont fait monstrer, par lour supplication balle a nous et a nostre conseill, que, come il ad este toudiz usee et acoustumes en Bourdalois que, quant aucun home ad biens devers la lyne son pier, et auxi devers la lyne sa miere, devie sanz fere testament, et sanz avoir aucuns parentz devers l'autre de ditz lyne, le seigneur lui succedra en lez aloys et bien francs, et les seigneurs des fiez lui succedront en lez biens esteantz de lour fiez, tout soit il ensi que la mort ait, devers l'autre lyne, parentz, frers, sors et neveus ou autres quels q'ils soient.

« Nous, a la supplication et instance de nos foyalz avantditz, et pour les bons et agreables services q'ils nous ont fait et font en cestes guerres, et feiront, si Dieu plest, en temps a venir, de nostre certeine science et auctorite royale, par l'advis de nostre grant conseil, et de nostre grace especial,

N° LIV.
10 Avril 1382.

volons et grantons, pour nouz et pour noz heirs, quant en nous est, asditz maire, jurez, borgeoys et communalte, et a lour heirs et successors, demeurantz toutdiz en nostre foi et obessance, que, en les cas que escherront d'ores en avant ou dit pais de Bordeloys, que, cessant la lyne devers les biens de tel mort, ou qui en avant, come dit est, mourra, lez parentz puissent et deivent en yceux biens succeder, nonobstantz les usages et coustumez avantditz, ou ascun droit que nous ou noz heirs y pourrons reclaymer, ne demander pour temps a venir; mandantz et commandantz al seneschal de nostredit seigneurie de Acquitaine, et a touz nos autres officiers et ministres, que les avanditz maire, jurez et communalte, et leurs successours, soeffrent et laissent, par l'espace avantdit, pasiblement user et joir de noz surditz grace et octroie, sanz aucun empeschement.

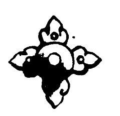
« Donne par tesmoignance de notre grant seal, a nostre paleys de Westmotnster, le vint jourtz de martz, l'an de la nativite de Nostre-Seigneur mille tres centz soixante et tresze, et de noz regnes de Ffrance trent et quatre, et d'Engleterre quarante sept. »

— Nos autem, donationes, concessiones, voluntates et mandata ipsius avi nostri predicta, omnia et singula, in litteris predictis contenta, rata habentes et grata, ea pro nobis et heredibus nostris, acceptamus, approbamus, rattifficamus, et ea prefatis civibus civitatis Burdegale, ac eorum heredibus et successoribus, civibus civitatis predicte, tenore presentium, concedimus et confirmamus, prout littere predicte plenius testantur, et prout iidem cives libertatibus et privilegiis predictis a tempore concessionis eorumdem rationabiliter uti et gaudere consueverunt.

In cujus rei testimonium has litteras nostras fieri fecimus patentes.

Datum apud Westmonasterium, decimo die aprilis, anno regni nostri quinto.

Per ipsum Regem et Consilium. — Tripl. — Spiyngthorp



N° LV.

CONFIRMATION PAR RICHARD II DE LA CONVENTION PASSÉE ENTRE ÉDOUARD Ier ET LES MARCHANDS DE VIN DE GUYENNE.

SOMMAIRE.

Le roi d'Angleterre confirme, en la reproduisant, la convention qui se trouve au n° XLVIII, mais ici la formule confirmatoire a été omise.

Confirmatio compositionis facte inter Regem et vinetarios ducatus plures articulos continens (1).



ICARDUS, Dei gratia, rex Anglie et Francie et dominus Hibernie, omnibus ad quos presentes littere pervenerint salutem.

Constat nobis per inspectionem rotulorum domini Edwardi, filii regis Henrici, quondam regis Anglie, progenitoris nostri, quod idem progenitor noster quamdam cartam suam fieri fecit in hec verba :

« Edwardus, Dei gratia, rex Anglie, dominus Hibernie et dux Acquitanie, archiepiscopis, episcopis, abbatibus, prioribus, comitibus, baronibus, justitiariis, vicecomitibus, prepositis, ministris, et omnibus ballivis et fidelibus suis, salutem.

« Circa statum prosperum mercatorum de ducatu nostro predicto nos precipua cura solicitat qualiter, sub nostro dominio, transquilitatis et plene securitatis immunitas eisdem mercatoribus futuris temporibus preparetur; ut itaque vota ipsorum ad nostra et regni nostri servitia uberius augmententur, ipsorum petitionibus favorabiliter annuentes, pro statu eorumdem plenius assecurando, in forma que sequitur duximus ordinandum, et eisdem mercatoribus, pro nobis et heredibus nostris, imperpetuum concedendum :

« In primis, videlicet quod omnes mercatores vinetarii de ducatu predicto, salvo et secure, sub tuitione et protectione nostra, in dictum regnum

(1) Voyez les nos XLVIII, LVI, CXII, CXIII et CXIV

nostrum Anglie et ubique infra potestatem nostram veniant cum vinis et mercandisis aliis quibuscumque; quodque infra idem regnum et potestatem nostram, in civitatibus, burgis et villis mercatoriis possint mercari in grosso, tam cum indigenis seu incolis ejusdem regni quam cum alienigenis, extraneis vel privatis; et quod mercandisas suas quas ipsos ad idem regnum et potestatem nostram adducere, seu infra dictum regnum et potestatem nostram emere, vel aliter acquirere contingerit, possint, quo voluerint, tam infra regnum et potestatem nostram predictam quam etiam extra, ducere seu portare facere, et suam inde facere voluntatem, solvendo consuetudines quas debebunt; exceptis dumtaxat vinis, que extra idem regnum seu potestatem nostram ipsis sine voluntate nostra ducere non liceat quoquomodo. N° LV.

« Item, quod predicti mercatores vinetarii de dicto ducatu in civitatibus et villis predictis, pro voluntate sua, hospitare valeant et morari cum bonis suis ad gratum ipsorum quorum fuerint hospitia sive domus.

« Item, quod quilibet contractus per ipsos vinetarios cum quibuscumque personis, undecumque fuerint initus, de omnimodis mercandisis firmus sit et stabilis; ita quod neuter mercator contractum illum possit dedicere seu ab eodem recedere, postquam denarius Dei inter contrahentes datus fuerit et receptus; et, si forsan super contractum hujusmodi contentio oriatur, fiat inde probatio secundum usus et consuetudines feriarum et villarum ubi dictum contractum fieri contingerit et iniri.

« Item, remittimus et quittamus dictis mercatoribus de dicto ducatu illam prisam antiquam de duobus doliis vini que de qualibet nave vinis carcata, infra regnum seu potestatem nostram applicante, unum videlicet ante malum et aliud retro, capere consuevimus; promittentes insuper, eisdemque mercatoribus, pro nobis et heredibus nostris, imperpetuum concedentes quod predictam prisam, vel quamcumque aliam vinorum vel aliorum mercimoniorum suorum, per nos, vel alium seu alios, pro aliqua necessitate sive casu, nullatenus contra voluntatem ipsorum mercatorum de cetero faciemus seu fieri patiemur, absque solutione statim, juxta pretium quo dicti mercatores vina et alia mercimonia vendent aliis, facienda, vel alia satisfatione de qua reputent se contentos; ita quod super vinis vel aliis mercimoniis ipsorum, per nos vel ministros nostros, appretiatio vel extimatio non ponantur.

« Item, quod de quolibet dolio vini gaugeato, sicut venditor vini quod de gaugeto deffuerit supplere tenebitur, sic eidem per emptorem de eo quod

N° LV. ultra gaugetum superfuerit, juxta pretium ad quod dolium vini venditum fuerit, satisfiat.

« Item, quod, quamprimum naves cum novis vinis infra regnum et potestatem nostram applicuerint, vina vetera, ubicumque inveniantur, in villis vel locis aliis ad que dicte naves venerint, videantur et probentur si sana fuerint et etiam incorrupta; et, de hiis qui dicta vina videbunt, sit una medietas de mercatoribus vinetariis ducatus predicti, et alia de probis hominibus illius ville, ubi hec fient; et sint ad premissa fideliter et sine fraude facienda jurati, et de vinis corruptis justitiam faciant consuetam.

« Item, cum consuetum et usitatum olim fuisset quod emptor et venditor solverent unum denarium pro quolibet dolio de gaugeto, quilibet eorum videlicet : obolum, sic fiat de cetero et pro consuetudine observetur.

« Item, volumus quod omnes ballivi et ministri feriarum, civitatum, burgorum et villarum mercatoriarum vinetariis antedictis, coram eis conquerentibus de injuriis sibi factis, debitis et quibuscumque aliis placitis, celebrem justitiam faciant, de die in diem, sine dilatione, secundum legem mercatoriam, et si forte inveniatur deffectus in aliquo ballivorum vel ministrorum predictorum, unde iidem vinetarii, vel eorum aliquis, dilationis incommoda sustinuerint, vel sustinuerit, licet vinetarius versus partes in principali recuperaverit dampna sua, nichilominus ballivus vel minister alius versus nos, prout delictum exigit, puniatur; et punitionem istam concedimus in favorem mercatorum vinetariorum predictorum, pro eorum justitia maturanda.

« Item, quod in omnibus generibus placitorum, salvo casu criminis pro quo infligitur pena mortis, ubi mercator vinetarius de ducatu predicto implacitatus fuerit, vel alium implacitaverit cujuscumque conditionis, idem implacitatus extiterit, extraneus vel privatus, in nundinis, civitatibus sive burgis, ubi fuerit sufficiens copia mercatorum vinetariorum de ducatu predicto, et inquisitio fieri debeat, sit medietas inquisitionis de hujusmodi mercatoribus vinetariis de ducatu predicto, et medietas altera de aliis probis et legalibus hominibus loci illius, ubi placitum illud esse contingerit; et sit mercatorum vinetariorum de ducatu predicto sufficientem numerum ibidem minime contingerit inveniri, ponantur in inquisitione illi qui de ipsis sufficientes invenientur ibidem, et residuum sit de aliis bonis hominibus et sufficientibus de locis in quibus placitum illud erit.

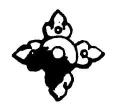
« Item, quod nulla alia exactio vel prestationis onus super vina dictorum mercatorum aliquathenus imponatur.

« Item, duximus ordinandum et illam ordinationem, pro nobis et heredibus nostris, imperpetuum volumus firmiter observari quod, pro quacumque libertate quam nos vel heredes nostri de cetero concedemus, prefati mercatores vinetarii suprascriptas libertates vel earum aliquam non amittant, volentes quod libertates ille ad dictos mercatores vinetarios de ducatu nostro predicto tantummodo se extendant. N° LV.

« Pro supradictis autem libertatibus et liberis consuetudinibus, concesserunt nobis mercatores vinetarii predicti quod, de quolibet dolio vini quod adducent seu adduci faciant infra regnum vel potestatem nostram, et unde marinarii fretum solvere tenebuntur nobis et heredibus nostris, ultra antiquas custumas debitas et solutas in denariis, sive nobis sive aliis solvent, nomine custume, duos solidos, infra quadraginta dies postquam extra naves ad terram posita fuerint vina ipsa; et volumus quod predicti mercatores vinetarii de vinis unde in uno loco regni nostri, vel alibi infra potestatem nostram, prefatam custumam duorum solidorum nobis solverint, in singulis aliis loci dicti regni et potestatis nostre de solutione prefate custume duorum solidorum liberi sint penitus et quieti; proviso quod, pro aliis mercandisis quibuscumque quas ipsos infra regnum et potestatem nostram exercere continget, easdem consuetudines nobis solvere teneantur quas ceteri mercatores pro mercandisis suis hujusmodi nobis solvent.

« Hiis testibus : venerabili patre Waltero, Cowentrensi et Lichefeldensi episcopo, Johanne de Warenna, comite Surr., Rogero Le Bigod, comite Norfolk et marescallo Anglie, Johanne de Britannia, Hugone Le Despenser, Willelmo de Brewis, Waltero de Bello-Campo, senescallo hospitii nostri, Rogero Le Brabażon, Johanne de Merke et aliis.

« Datum per manum nostram, apud Westmonasterium, tertio decimo die augusti, anno regni nostri tricesimo. »



N° LVI.
12 Juin 1388.

CONFIRMATION PAR RICHARD II DE LA CONVENTION PASSÉE ENTRE ÉDOUARD Ier ET LES MARCHANDS DE VIN DE GUYENNE.

SOMMAIRE.

Dans cet acte, comme dans celui qui précède, le roi d'Angleterre confirme, en la reproduisant, la convention qui se trouve au n° XLVIII; il déclare entendre cette convention dans le sens qu'elle présente « raisonnablement, » et de la manière dont elle a été pratiquée, jusqu'à ce jour, par les marchands de vin de Guyenne.

Confirmatio cujusdam compositionis facte inter Regem et mercatores vinetarios ducatus, plures articulos continens (1).

RICARDUS, Dei gratia, rex Anglie et Francie et dominus Hibernie, omnibus ad quos presentes littere pervenerint salutem.

Constat nobis per inspectionem rotulorum cancellarie domini Edwardi, filii regis Henrici, quondam regis Anglie, progenitoris nostri, quod idem progenitor noster quamdam cartam suam fieri fecit in hec verba :

« Edwardus, Dei gratia, rex Anglie, dominus Hibernie et dux Acquitanie, archiepiscopis, episcopis, abbatibus, prioribus, comitibus, baronibus, justitiariis, vicecomitibus, prepositis, ministris et omnibus ballivis et fidelibus suis salutem.

« Circa statum prosperum mercatorum de ducatu nostro predicto nos precipua cura sollicitat qualiter, sub nostro dominio, transquillitatis et plene securitatis immunitas eisdem mercatoribus futuris temporibus preparetur; ut itaque vota ipsorum ad nostra et regni nostri servitia

(1) Cet acte est mentionné dans le *Catalogue des Rolles gascons*, t. I, p. 173, n° 11, *membrana* 3; il était sans doute identique à celui qui est transcrit incomplètement sous le n° LV, puisqu'on lit, dans le *Livre des Bouillons*, en marge du n° LVI : *Vacat*, ce qui signifie que ce numéro, dont le commencement est d'ailleurs rayé, était regardé comme superflu par l'auteur de cette note. — Voyez les nos XLVIII, CXII, CXIII et CXIV.

uberius augmententur, ipsorum petitionibus favorabiliter annuentes, pro statu eorumdem plenius assecurando, in forma que sequitur duximus ordinandum, et eisdem mercatoribus, pro nobis et heredibus nostris, imperpetuum concedendum :

« In primis, videlicet quod omnes mercatores vinetarii de ducatu predicto, salvo et secure, sub tuitione et protectione nostra, in dictum regnum nostrum Anglie et ubique infra potestatem nostram veniant cum vinis et mercandisis aliis quibuscumque; quodque infra idem regnum et potestatem nostram, in civitatibus, burgis et villis mercatoriis, possint mercari in grosso, tam cum indigenis seu incolis ejusdem regni quam cum alienigenis, extraneis vel privatis; et quod mercandisas, quas ipsos ad idem regnum et potestatem nostram emere vel aliter adquirere contigerit, possint, quo voluerint, tam infra regnum et potestatem nostram predictam quam etiam extra, ducere seu portare facere, et suam inde facere voluntatem, solvendo consuetudines quas debebunt; exceptis dumtaxat vinis, que extra idem regnum et potestatem nostram ipsis sine voluntate nostra ducere non liceat quoquomodo.

« Item, quod dicti mercatores vinetarii de dicto ducatu in civitatibus et villis predictis, pro voluntate sua, hospitare valeant et morari cum bonis suis a gratum ipsorum quorum fuerint hospitia sive domus.

« Item, quod quilibet contractus per ipsos vinetarios cum quibusdam personis, undecumque fuerint initus, de omnimodis mercandisis firmus sit et stabilis; ita quod neuter mercatorum contractum illum possit dedicere seu ab eodem recedere, postquam denarius Dei inter contrahentes datus fuerit et receptus; et, si forsan super contractum hujusmodi contentio oriatur, fiat inde probatio secundum usus et consuetudines feriarum, villarum ubi dictum contractum fieri contigerit et iniri.

« Item, remittimus et quittamus dictis mercatoribus de dicto ducatu illam prisam antiquam de duobus doliis vini que de qualibet nave vinis carcata, infra regnum seu potestatem nostram applicare [applicante?], unum videlicet ante malum et aliud retro, capere consuevimus; promittentes insuper, eisdemque mercatoribus, pro nobis et heredibus nostris, imperpetuum concedentes quod predictam prisam, vel quamcumque aliam vinorum vel aliorum mercimoniorum suorum, per nos vel alium seu alios, pro aliqua necessitate seu casu, nullatenus contra voluntatem ipsorum mercatorum de cetero faciemus nec fieri patiemur, absque solutione statim, juxta pretium quo dicti mercatores vina et alia mercimonia vendent aliis, facienda, vel alia

N° LVI.
12 Juin 1388

satisfatione de qua reputent se contentos; ita quod super vinis vel aliis mercimoniis ipsorum, per nos vel ministros nostros, appretiatio vel estimatio non ponantur.

« Item, quod de quolibet dolio vini gaugeato, sicut venditor vini quod de gaugeato deffuerit supplere tenebitur, sic eidem per emptorem de eo quod ultra gaugetum superfuerit, juxta pretium ad quod dolium vini venditum fuerit, satisfiat.

« Item, quod, quamprimum naves cum novis vinis infra regnum et potestatem nostram applicuerint, vina vetera, ubicumque inveniantur, in villis vel locis aliis ad que dicte naves venerint, videantur et probentur si sana fuerint et etiam incorrupta; et de hiis qui dicta vina videbunt, sit una medietas de mercatoribus vinetariis ducatus predicti, et alia de probis hominibus illius ville ubi hec fient; et sint ad premissa fideliter et sine fraude facienda jurati, et de vinis corruptis justitiam faciant consuetam.

« Item, cum consuetum et usitatum olim fuisset quod emptor et venditor solverent unum denarium pro quolibet dolio de gaugeto, quilibet eorum videlicet : obolum, sic fiat de cetero et pro consuetudine observetur.

« Item, volumus quod omnes ballivi et ministri feriarum, civitatum, burgorum et villarum mercatoriarum vinetariis antedictis, coram eis conquerentibus de injuriis, molestiis sibi factis, debitis et quibuscumque aliis placitis, cerelem justitiam faciant, de die in diem, sine dilatione, secumdum legem mercatoriam; et, si forte inveniatur deffectus in aliquo ballivorum vel ministrorum predictorum, unde iidem vinetarii, vel eorum aliquis, dilationis incommoda sustinuerint vel sustinuerit, licet vinetarius versus partem in principali recuperaverit dampna sua, nichilominus ballivus vel minister alius versus nos, prout delictum exigit, puniatur; et punitionem istam concedimus in favorem mercatorum vinetariorum predictorum, pro eorum justitia maturanda.

« Item, quod in omnibus generibus placitorum, salvo casu criminis pro quo infligitur pena mortis, ubi mercator vinetarius de ducatu predicto implacitatus fuerit, vel alium implacitaverit, cujuscumque conditionis idem implacitatus extiterit, extraneus vel privatus, in nundinis, civitatibus sive burgis, ubi fuerit sufficiens copia mercatorum de ducatu predicto, et inquisitio fieri debeat, sit medietas inquisitionis de hujusmodi mercatoribus vinetariis de ducatu predicto, et medietas altera de aliis probis et legalibus hominibus loci illius, ubi placitum illud esse contigerit; et, si mercatorum vinetariorum de ducatu predicto sufficientem numerum ibidem minime

contigerit inveniri, ponantur in inquisitione illi qui de ipsis sufficientes invenientur ibidem, et residui sint de aliis bonis et sufficientibus de locis in quibus placitum illud erit.

« Item, quod nulla alia exactio vel prestationis onus super vina dictorum mercatorum aliquatenus imponantur.

« Item, duximus ordinandum et ordinationem illam, pro nobis et heredibus nostris, imperpetuum volumus firmiter observari quod, pro quacumque libertate quam nos vel heredes nostri de cetero concedemus, prefati mercatores vinetarii suprascriptas libertates vel earum aliquam non amittant; volentes quod libertates ille ad dictos mercatores vinetarios de ducatu nostro predicto tantummodo se extendant.

« Pro supradictis autem libertatibus et liberis consuetudinibus, concesserunt nobis mercatores vinetarii predicti quod, de quolibet dolio vini quod adducent seu adduci faciant infra regnum vel potestatem nostram, et unde marinarii fretum solvere tenebuntur nobis et heredibus nostris, ultra antiquas custumas debitas et solutas in denariis, sive nobis sive aliis solvent, nomine custume, duos solidos, infra quadraginta dies, postquam extra naves ad terram posita fuerint vina ipsa; et volumus quod predicti mercatores vinetariis de vinis unde in uno loco regni nostri, vel alibi infra potestatem nostram, prefatam custumam duorum solidorum nobis solverint, in singulis aliis locis dicti regni et potestatis nostre de solutione prefate custume duorum solidorum liberi sint penitus et quieti; proviso quod, pro aliis mercandisis quibuscumque quas ipsos infra regnum et potestatem nostram exercere continget, easdem consuetudines nobis solvere teneantur quas ceteri mercatores hujusmodi pro mercandisis hujusmodi nobis solvent.

« Hiis testibus : venerabili patre Waltero, Coventrensi et Lichefeldensi episcopo, Johanne de Warena, comite Surr., Rogero Le Bigod, comite Norfolk et marescallo Anglie, Johanne de Britannia, Hugone Le Despenser, Willelmo de Brewos, Waltero de Bello-Campo, senescallo hospitii nostri, Rogero Le Brabazon, Joanne de Merke et aliis.

« Datum per manum nostram, apud Westmonasterium, tertio decimo die augusti, anno regni nostri tricesimo. »

Nos autem, ordinationes, concessiones, remissiones, consuetudines, libertates et quittantias predictas, ac omnia et singula in dicta carta contenta rata habentes et grata, ea pro nobis et heredibus nostris, quantum in nobis est, dilectis nobis nunc mercatoribus et vinetariis ducatus predicti, et eorum successoribus, tenore presentium concedimus et confirmamus, prout

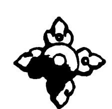
N° LVI.
12 Juin 1388.

carta predicta rationabiliter testatur, et prout iidem mercatores et vinetarii et eorum antecessores libertatibus et quittantiis predictis, vigore carte predicte, hactenus rationabiliter uti et gaudere consueverunt.

In cujus rei testimonium has litteras nostras fieri fecimus patentes.

Teste me ipso apud Westmonasterium, duodecimo die junii, anno regni nostri undecimo.

Per Consilium. — Burton.



Nº LVII.

28 Septembre 1379.

PRIVILÉGE ACCORDÉ PAR RICHARD II AUX MARCHANDS BORDELAIS.

SOMMAIRE.

Pour prévenir les exactions que les marchands bordelais subissent en revenant de Flandre, lorsqu'ils relâchent dans les ports d'Angleterre, le Roi leur accorde de ne payer de droits sur leurs marchandises, même déchargées à terre, que lorsqu'elles y seront vendues ou échangées.

Concessio ut mercatores Burdegale bona in portubus Flandrie carcata per regnum Anglie discarcari et carcari valeant absque solutione costume (1).

RICARDUS, Dei gratia, rex Anglie et Francie et dominus Hibernie, omnibus ad quos presentes littere pervenerint salutem.

Sciatis quod nos, considerantes qualiter dilecti mercatores nostri civitatis nostre Burdegale, qui bona et mercandisas suas, in Flandria carcata, ac [ad?] diversos portus regni nostri Anglie quumque pro securitate bonorum et mercandisarum hujusmodi, et quumque pro recreatione et aliis licitis causis duxerunt, ad bona et mercandisas illa usque dictam civitatem nostram securius abinde traducendum, sepius ante hec tempora per ministros nostros, in portubus illis exigentibus ab eisdem mercatoribus custumas pro mercandisis predictis, que venditioni non fuerunt posite, super transitu suo versus Burdegalam, ea de causa multipliciter fatigati et impediti fuerunt, et adhuc in dies impediti existunt, nisi [in?] status ipsorum mercatorum deppressionem et depauperationem manifestam; ac proinde volentes cum ipsis mercatoribus, pro eorum quiete et transquillitate, agere gratiose, de assensu et avisamento consilii nostri :

Concessimus, pro nobis et heredibus nostris, eisdem mercatoribus Burdegale, quod ipsi, et eorum successores imperpetuum, quecumque bona et mercandisas sua, que in partibus Flandrie carcabunt, per totum regnum nostrum Anglie, in quibuscumque partibus eis placuerit, discar-

(1) Voyez les nos XXX, LXIX et CXII.

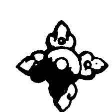
N° LVII.
28 Septembre 1379.

care et recarcare valeant, ad ea usque civitatem nostram Burdegale libere traducendum, absque aliqua custuma inde solvenda, preterquam de illis bonis et mercandisis que vendita vel permutata fuerint infra regnum nostrum Anglie supradictum.

In cujus rei testimonium has litteras nostras fieri fecimus patentes.

Datum apud Westmonasterium, vicesimo octavo die septembris, anno regni nostri tertio. — Ffaryngton.

Per petitionem de Consilio.



N° LVIII.

13 Juin 1388.

CONFIRMATION PAR RICHARD II D'ANCIENS STATUTS RELATIFS A LA LIBERTÉ DU COMMERCE.

SOMMAIRE.

Le roi d'Angleterre mande aux Bordelais qu'il a fait confirmer par le dernier parlement, tenu à Westminster, deux statuts de son trisaïeul Édouard Ier, en date : l'un de la neuvième année (1281), l'autre de la vingt-cinquième année (1297) du règne de ce prince, et tendant à permettre de porter et de vendre librement des marchandises dans tout le royaume.

Statuta concernentia utilitatem mercatorum Burdegale.

RICHARDUS, Dei gratia, rex Anglie et Francie et dominus Hibernie, dilectis et fidelibus suis constabulario, juratis, centum paribus, civibus, burgensibus, ac aliis ligeis et subditis nostris in civitate nostra Burdegale constitutis, ad quos presentes littere pervenerint, salutem.

Constat nobis, per inspectionem rotulorum cancellarie nostre, quod nos, in ultimo parlamento nostro, apud Westmonasterium convocato, quoddam statutum de assensu prelatorum, ducum, comitum, baronum, procerum et communitatum regni nostri Anglie fieri fecimus, cujus tenor sequitur in hec verba :

« Item, comme contenu en un estatut fait Enerweryk, l'an de regne le roy tierce aiel nostre seigneur le roy q'ore est neosisme, que toutz marchantz, aliens et denzeins, et toutz autres, et chescun de eulx, de quel estat ou condition qu'ils soient, que achatre ou vendre veullent bles, vins, avone de pois, chars, pessone et toutz autres vivres et vitailles, layns, draps, merces, merchandises et toute manere d'autres choses vendables de quel part q'ils veignent, par foreins ou par denzeins, a quel lieu que ce soit, soit il : citee, burgh, ville, port de meer, faire, marche ou autre lieu dans mesme le roialme, deinz franchise ou dehors, les puissent franchement et sans desturber vendre a qui que lour plest, auxi bien as foreins come as denzeins, fors pris les enemys de nostre seigneur le Roy et de son roialme.

« Et puis, par estatut fait el parlement tenuz a Westminster, l'an vint et

N° LVIII.
13 Juin 1388.

quint du regne ledit roi Edward l'aiel, accordez estoit par ledit roy Edward l'aiel, prelatz, contes, barons et toutes autres grantz et communes en ledit parlement assemblez, que ledit estatut, fait ledit an neosisme, en toutz pointz et articles contenuz, en soit tenuz, garde et maintenu; et que, si nul estatut, chartre, letre patente, proclamation ou mandement, usage, allouance ou juggement fuist fait a contraire, seroit overtement reppellez a nientz et tenuz pur null; et outre ce, que chescun marchant, ou autre de quel condition qu'il seroit, auxi bien alien comme denzein, que amesnroit vins, chares, pessone ou autre manere de vitalles, draps, peaux ou avoir [avone?] de pois, ou quelcomqes autres merces ou merchandises, a la cite de Londres, ou as autres citees, burghs et bones villes d'Engleterre, ou portz de meer, les purroit franchement de nulli vendre, en grosse ou en arataille, ou par parcelle, a sa voluntee, a quelconqes gentz q'ils voudroient achater, nient contresteantz quelconque franchise grante ou costume use, ou quelconque autre manere chose faite a contraire, de si comme que tielx franchisez et usages sont en commune prejudice du Roy et de tout son poeple; et que nulmen baillisii, cachepol, ministre ne nul autre se medleroit de la vente de nulle manere des vitalles vendables menez ou portz as citees, burghs ne autres villes, ne faire, ne marchee, fors soulement celuy a qui les vitailles seroient; et que proclamation ent se feroit de noel, en toutz les conntes d'Engleterre, et en la citee de Londres, et es toutes autres citees, burghs et bones villes, et portz de meer, et aillours deins le roialme d'Engleterre, ou mestier seroit; et que ledit roy l'aiel sur ce feroit assigner ses justices, toutz les foitz que lui plairoit ou mestier seroit d'enquere de toutz ceux qui vendroient ou riens feroient a l'encontre, et de les punir, selonc la peine contenue en mesme le statut fait ledit an noesisme, et que chescun vorroit suir devers nul tiel averoit brief de la chancellarie de lui attacher par son corps, comme destourbeur de commune profist, de lui faire ent venir a response en la cour le Roy, come par mesmes les estatutes pleinement appert.

« Nostre seigneur le Roy, veient clerement que lesditz estatutes, s'ils feussent tenuz et pleinement executz, s'estendent al profit et bien commune de tout le roialme, si ad ordeine et estably, per assent de prelatz, dukes, barons, grantz, nobles et communes, en cest present parlement assemblez, que lesditz estatutz soient, desore en avant, fermement tenuz, gardez, maintenuz, et plainement executes, en tous pointz et articles d'icelles, nient contresteant ascun estatut, ordinance, chartre, letres

patentes, franchise, proclamation, mandement, usage, allouance ou juggement fait ou use au contraire; et que, si ascun tiel estatut, ordinance, chartre, letres patentes, franchise, proclamation, mandement, usage, allouance ou jugement soit fait ou use au contraire, soit outrement repellez, anientez et tenuz pur null. »

N° LVIII.
13 Juin 1388.

Et hoc vobis omnibus et omnibus aliis quorum interest innotescimus per presentes.

In cujus rei testimonium has litteras nostras fieri fecimus patentes.

Teste me ipso, apud Westmonasterium, XIII. die junii, anno regni nostri undecimo. — Burton.



N° LIX.

4 Juillet 1392.

ORDONNANCE DE RICHARD II RELATIVE AU COMMERCE DES ANGLAIS AVEC LES BORDELAIS.

SOMMAIRE.

Les Bordelais s'étant plaints de ce que les marchands anglais qui portent du blé dans leur ville n'y achètent plus de vin, mais vont en acheter à La Rochelle, au grand profit des Français et au détriment tant du roi d'Angleterre que de la cité de Bordeaux, Richard II ordonne que ces marchands devront, à l'avenir, s'engager sous caution à ne porter leur blé qu'à Bordeaux même, et à revenir en Angleterre, soit avec des marchandises bordelaises, soit avec l'argent qu'ils recevront en échange du blé vendu.

Ordinationes quod mercatores Anglie non portent alibi blada quam in civitate Burdegale, et quod de pecuniis provenientibus ex venditione bladi ement Burdegale alias mercandisas, pro portando apud regnum Anglie (1).

RICARDUS, Dei gratia, rex Anglie et Francie et dominus Hibernie, dilectis et fidelibus suis majori et juratis civitatis nostre Burdegale salutem.

Ex insinuatione quarumdem validarum personarum civitatis predicte, nobis et consilio nostro jam noviter expositum extitit cum querela quod, cum dicti mercatores regni nostri Anglie, ad civitatem nostram predictam, cum mercandisis suis venientes, postquam mercandisas illas vendiderint, aurum vel argentum pro eisdem receptum usque La Rochelle, ad vina ibidem emenda, ante hec tempora sepius adduxerunt et apportarunt, et de die in diem adducere et apportare non desistunt, aurum et argentum hujusmodi in affortiamentum et relevamen inimicorum nostrorum Francigenarum, qui ea de causa multipliciter sunt ditati, ibidem dimittendo; unde non modica et incomoda, tam nobis quam fidelibus nostris civitatis predicte, sepius evenerunt, et multo magis evenire formidantur, pro eo quod mercatores predicti vina sua apud eamdem civitatem actenus emere, ac custumas et subsidia apud castrum Burdegale

(1) Cet acte est mentionné dans le *Catalogue des Rolles gascons*, t. I, p. 178, n° 2, *membrana* 6.

solvere consueverunt, qui jam aliqua vina in eadem civitate emere, aut custumas seu subsidia hujusmodi solvere, non intendunt. N° LIX. 4 Juillet 1392

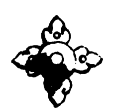
Nos desiderantes intime, pro comodo et utilitate civitatis predicte, que varia discrimina et pericula per inimicorum nostrorum invasiones et aggressus frequenter sustinuit, quatenus poterimus debite providere; de assensu et avisamento consilii nostri, volumus et ordinamus quod omnes et singuli mercatores Anglie, qui aliqua blada usque civitatem predictam traducere voluerint, ante recessum suum ab Anglia, sufficientem securitatem coram nobis in cancellaria nostra inveniant, quod ipsi blada illa usque dictam civitatem dumtaxat, et non ad alia loca nobis inimica ducent seu duci facient; et etiam quod ipsi, cum denariis quos pro venditione hujusmodi bladorum recipient, alias mercandisas, ad eas infra dictum regnum nostrum adducendum, apud eamdem civitatem ement et providebunt, aut emi et provideri facient, seu alias omnes pecuniarum summas per ipsos pro hujusmodi bladis apud Burdegalam sic vendendis recipiendas, salvis rationabilibus expensis suis, in regnum nostrum predictum, infra unum annum post venditionem bladorum illorum, secum defferent, seu fideliter facient apportari.

Et ideo vobis mandamus quod voluntatem et ordinationem nostras predictas infra dictam civitatem, quantum in vobis est, firmiter observari facere [facialis?], nobis de toto facto mercatorum predictorum in hac parte quos ad civitatem illam, cum hujusmodi bladis, de cetero declinare contigerit, in cancellariam nostram Anglie, sub communi sigillo civitatis illius, de tempore in tempus, distincte et aperte, certifficando.

In cujus rei testimonium has litteras nostras fieri fecimus patentes, quamdiu nobis placuerit duraturas.

Datum apud castrum nostrum Notynghanne, quarto die julii, anno regni nostri sexto decimo.

Per ipsum Regem et Consilium. — Hertilpole.



N° LX.

13 Mars 1397.

MANDEMENT DE RICHARD II RELATIF AUX EXACTIONS DES SEIGNEURS DE GUYENNE.

SOMMAIRE.

Sur la plainte des Bordelais, le roi d'Angleterre charge son oncle, le duc de Lancastre, et les autres officiers de Guyenne, de réprimer les exactions que les seigneurs de cette province se permettent, notamment près des bords de la Gironde et de la Dordogne, en levant des droits nouveaux et indus sur les marchandises que les Bordelais font passer par leurs territoires.

Quedam penalis inhibitio contra extorquentes novas impositiones a civibus Burdegale, dum per eorum districtus transeunt seu eorum bona transduci faciunt (1).

RICARDUS, Dei gratia, rex Anglie et Francie et dominus Hibernie, carissimo avunculo suo Johanni, duci Acquitanie et Lancastrie, ac judicibus curie nostre superioritatis Acquitanie, senescallo Vasconie, constabulario, procuratori dicti avunculi nostri, necnon officialibus, ministris et servientibus nostris et ejusdem avunculi nostri, in partibus Acquitanie, qui nunc sunt vel qui pro tempore fuerint, et eorum cuilibet, salutem.

Querelam dilectorum et fidelium nostrorum majoris, juratorum et communitatis civitatis nostre Burdegale recipimus continentem quod quidam habentes regimen civitatum, villarum, locorum et castrorum ducatus Acquitanie, necnon et quidam alii nobiles habentes aliqua fortalitia et castra circa ripas Geronde et Dordonie, ac in aliis partibus ducatus predicti, libitum licito preferentes, et querentes in alieno dispendio lucrum suum, volentes locuplettari cum aliena jactura, dilectis et fidelibus nostris civibus, burgensibus et habitatoribus dicte civitatis, pro vinis, mercimoniis et ceteris bonis suis que per districtus eorum vel circa traducunt seu adduci faciunt, tallias, impositiones et custumas novas et imdebitas imponunt, et ipsas sic impositas colligunt et percipiunt, ac ab eisdem civibus, bur-

(1) Voyez des actes analogues au n° LIV, VII et XI.

gensibus et habitatoribus, qui ab hujusmodi prestationibus liberi fuerant ab antiquo et imposterum esse debent, pretextu privilegiorum per progenitores nostros eis concessorum et per nos confirmatorum, exigunt et extorquent; eosdem cives, burgenses et habitatores multipliciter sic gravantes in nostri, qui dictos fideles nostros tenemur ab hujusmodi injuriis deffendere et in suis privilegiis et libertatibus confovere, contemptum manifestum, et ipsorum fidelium nostrorum dampnum non modicum et gravamen, et contra formam et effectum privilegiorum predictorum; super quo, nobis supplicarunt sibi per nos de remedio provideri opportuno.

N° LX.
13 Mars 1397.

Nos, volentes, juxta debitum suscepti regiminis, fideles nostros ab oppressionibus indebitis preservare et in suis tueri juribus, ut tenemur, vobis et cuilibet vestrum precipimus et mandamus quod omnibus et singulis majoribus, juratis, prepositis, ballivis et ceteris habentibus regimen civitatum, villarum, castrorum et locorum, necnon singulis nobilibus, castra vel fortalitia circa ripas Geronde, Dordonie vel alibi habentibus, ac aliis quibuscumque dicti ducatus, de quibus pro parte dictorum majoris, juratorum et communitatis dicte civitatis fueritis requisiti, cujuscumque status, gradus seu conditionis existant, qui tales impositiones et custumas novas et indebitas eisdem fidelibus nostris imponunt et extorquent, ex parte nostra firmiter inhibeatis vel inhiberi faciatis, sub forisfactura omni que nobis forisfacere poterunt; quibus etiam, tenore presentium, sub pena predicta, inhibemus ne custumas, impositiones aut talia onera nova et indebita dictis fidelibus nostris imponere aut eas levare presumant aut aliqualiter extorquere, et ea que sic imposita existunt revocare faciant indilate; quinymo, ipsos et eorum quemlibet, cum mercandisis, vinis et ceteris bonis suis predictis, per eorum districtus et per totum districtum ducatus Acquitanie libere transire et abire permittant, sicut hactenus consueverunt et facere debent, juxta formam et effectum privilegiorum predictorum, solvendo custumas, deveria et pedagia debita, et antiquitus solvi consueta; ac etiam dampnificatis in hac parte, infra terminum per vos rationabiliter limitandum, restitutionem facient conpetentem contra rebelles et contrarios in hac parte, prout justum fuerit et rationi consonum procedentes; taliter vos habentes in premissis et eorum quolibet, ne in vestri deffectum, quod absit, fideles nostri predicti nove subjaceant servituti.

Datum in palatio nostro Westmonasterii, sub magni sigilli nostri testimonio, XIII. die martii, anno regni nostri vicesimo. — Scarle.

N° LXI.

28 Septembre 1379.

MANDEMENT DE RICHARD II RELATIF AUX LETTRES DE SAUVEGARDE A DÉLIVRER AUX MARCHANDS BRETONS.

SOMMAIRE.

Le roi d'Angleterre, désirant, dans l'intérêt de la cité de Bordeaux, y faire affluer les étrangers, charge son lieutenant en Guyenne de délivrer des lettres de sauvegarde aux marchands bretons qui voudraient apporter dans le duché du blé et d'autres objets de première nécessité. En l'absence du lieutenant du Roi, ces lettres seront délivrées par le connétable de Bordeaux et les autres membres du conseil de Guyenne. Elles auront, dans tous les cas, la même valeur que si elles émanaient du Roi lui-même.

Mandatum de dando salvum conductum Britonibus victualia civitati Burdegale apportantibus.

RICARDUS, Dei gratia, rex Anglie et Francie et dominus Hibernie, dilecto et fideli nostro locum nostrum tenenti in ducatu nostro Acquitanie, qui nunc est et qui pro tempore fuerit, salutem.

Sciatis quod nos, pro quiette et transquilitate dictorum burgensium nostrorum civitatis nostre Burdegale et aliorum fidelium nostrorum in partibus illis, et ut extranei ad civitatem predictam et alia loca in obedientia nostra in dictis partibus existentia confluere magis appetant, de avissamento et assensu consilii nostri, damus et comittimus vobis auctoritatem et potestatem, ac mandatum generale et speciale, litteras nostras de salvo conductu et salva gardia speciali, per avisamentum consilii nostri ibidem, sub sigillo vestro dandi et concedendi quibuscumque Britonibus qui victualia et alia necessaria ad dictam civitatem Burdegale, et alia loca in obedientia nostra in dictis partibus Acquitanie existentia, ducere voluerint, prout vobis et consilio nostro ibidem melius fore videbitur, de tempore in tempus, pro comodo, quiete et repparatione dicte civitatis Burdegale et aliorum locorum predictorum, ad finem quod Britones predicti, ac vasa et bona sua, que sic ad partes illas ducent, salvo et secure transire valeant, eundo et redeundo; ac etiam, quod, in absentia vestra,

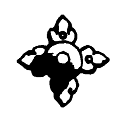
constabularius noster Burdegale, ac alii de consilio nostro in dictis partibus Acquitanie, eamdem auctoritatem et potestatem habeant consimiles litteras de salvo conductu et salva gardia predictis Britonibus, in forma predicta, similiter faciendi et concedendi, quoties fuerit opportunum. N° LXI. 28 Septembre 1379.

Volumus autem et tenore presentium concedimus quod omnes et singule littere de salvo conductu et salva gardia, per vos, de avisamento dicti consilii nostri ibidem, sub sigillo vestro, et, in absentia vestra, per predictum constabularium nostrum et alios de consilio nostro ibidem, sub eorum sigillis, quibuscumque Britonibus ex causa predicta faciende et concedende, tantum valorem habeant et robur firmitatis quantum haberent, si per nosmetipsos, sub magno sigillo nostro, facte fuerint et concesse.

In cujus rei testimonium has litteras nostras fieri fecimus patentes, quamdiu nobis placuerit duraturas.

Datum apud Westmonasterium, xxviii. die septembris, anno regni nostri tertio. — Ffrayngton.

Per petitionem de Consilio.



N° LXII.

24 Octobre 1387.

MANDEMENT DE RICHARD II RELATIF AUX PRIVILÉGES DES HABITANTS DE BORDEAUX.

SOMMAIRE.

Le roi d'Angleterre ordonne que les Bordelais jouissent à l'avenir, comme par le passé, de tous leurs priviléges, nonobstant les concessions contraires que quelques personnes auraient pu obtenir de lui.

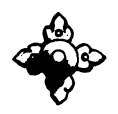
Privilegium quod per privilegia concessa non intendit privilegiis aliis civitati concessis [*prejudicare?*].

RICHARD, par la grace de Dieu, roy d'Engleterre et de Ffrance et seigneur d'Irlande, a noz seneschal et conseill de nostre seignurie d'Acquitaigne, qui ore sont et qui pour le temps serront, saluz.

Come aucuns noz foialx de nostre citee de Burdeux, esteantz par decea, se doutent, a ce q'ils nous ont dit, que certaines persones deussent avoir fait impetration de nous, en nostre court, de choses prejudiciales a les franchises, libertes et priveleges de nostredite citee de Burdeux et de noz liges maire, jurez, citeins et comuns d'icelle :

Si vous signifions et fesons savoir, qu'il est nostre entention que, non obstante aucune teile impetration faite, si aucune y soit mesme, nostre citee et les maire, jurez, citeins et comuns d'icelle eient et tiennent toutes lour franchises, libertees et privileges, par manere come il les deyvent user et rejoier, et come ils et lour predecessours resonablement les ont de tout temps en cea user et rejoier, per vertue des grantz a eux faites par nous et par noz progenitours avant ces heures.

Donne sous nostre prive seal, a Westmonster, le xxiiii. jour d'octobre, l'an de nostre regne unzisme.



N° LXIII.

26 Mars 1382.

CONFIRMATION PAR RICHARD II DES PRIVILÉGES DES BORDELAIS.

SOMMAIRE.

Le roi d'Angleterre, pour récompenser les Bordelais des services pénibles et dispendieux qu'ils lui ont rendus, confirme tous leurs priviléges, soit qu'ils les tiennent de ses prédécesseurs ou de lui-même, soit qu'ils en jouissent depuis un temps immémorial.

Confirmatio generalis omnium privilegiorum et libertatum.

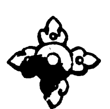
RICARDUS, Dei gratia, rex Anglie et Ffrancie et dominus Hibernie, omnibus ad quos presentes littere pervenerint salutem.

Sciatis quod nos, considerantes grata et utilia obsequia nobis per dilectos et fideles nostros majorem, juratos et cives civitatis nostre Burdegalensis, nobis multipliciter impensa, ac labores et expensas grandes que pro honore nostro conservando et juribus nostris manutenendis a diu sustinuerunt, ac volentes eo pretextu gratiose agere cum eisdem, omnia libertates, immunitates, privilegia et consuetudines, quibus ipsi, tam virtute cartarum progenitorum nostrorum, quondam regum Anglie, et nostrarum, a tempore confectionis cartarum earumdem, quam ab antiqua consuetudine, tempore quo non extat memoria, semper hactenus rationabiliter usi sunt et gavisi, que per nos vel progenitores nostros non sunt revocata; eisdem majori, juratis et civibus, ac eorum heredibus et successoribus, civibus civitatis predicte, pro nobis et heredibus nostris, quantum in nobis est, concedimus et confirmamus.

In cujus rei testimonium has litteras nostras fieri fecimus patentes.

Datum apud Westmonasterium, vicesimo sexto die martii, anno regni nostri quinto.

Per consilium. — Duplicatum per rotulum. — Scarle.



N° LXIV.

14 Février 1397.

AMPLIATION DÉLIVRÉE PAR RICHARD II DE PRIVILÉGES CONCÉDÉS AUX BORDELAIS PAR HENRI III.

SOMMAIRE.

Sur la requête de Guillaume de Tollio, clerc de ville (1), et de Jean Olivier, jurat de Bordeaux, le roi d'Angleterre délivre une ampliation de deux lettres patentes de Henri III :

1° Lettres du 10 février 1254. — Le Roi, voulant reconnaître les bons et loyaux services que les Bordelais lui ont constamment rendus, exempte les vins qu'ils importeront dans son royaume de toute redevance en nature autre que l'antique prélèvement de deux pièces par chargement de navire; ces pièces seront d'ailleurs payées, d'après les prix d'usage, aux marchands qui les importeront; mais ceux-ci seront tenus d'acquitter les coutumes que l'on perçoit dans chaque port. Les officiers du Roi ne pourront exiger d'eux aucun autre droit et devront même faire le prélèvement des deux pièces dans la huitaine de l'arrivée de chaque navire. Ces concessions sont garanties par le serment que Pierre de Montfort est chargé de faire sur l'âme du Roi, par la signature de divers témoins et par le sceau royal (2).

2° Lettres du 21 mars 1254. — Le Roi déclare que les marchands de Bordeaux, pour jouir du privilége précédent, n'ont qu'à présenter des patentes, scellées du sceau de leur commune, et attestant que les vins qu'ils apportent appartiennent à des Bordelais.

Confirmationes plurium libertatum mercatoribus Acquitanie.



ICARDUS, Dei gratia, rex Anglie et Francie et dominus Hibernie, omnibus ad quos presentes littere pervenerint salutem.

Constat nobis per inspectionem rotulorum cancellarie domini Henrici, regis Anglie, progenitoris nostri, quod idem progenitor noster litteras suas patentes fieri fecit in hec verba :

« Henricus, Dei gratia, rex Anglie, dominus Hibernie,

(1) Guillaume de Tollio est mentionné dans le *Catalogue des Rolles gascons* (t. I, p. 179, n° 23, *membrana* 5) : *De conducta pro magistro Guillelmo de Tollio, clerico, et Bertrand Usana, infra regnum Angliæ veniendis penes personam Regis in ambassiata, pro quibusdam negotiis jura coronæ Regis, ac dominium suum Aquitaniæ tangentibus. Teste Rege, apud Eltham, 24 julii X* (1394).

(2) Voyez au n° LXX un acte identique, qui ne diffère de celui-ci que par une date postérieure de deux années.

dux Aquitanie, Normandie et comes Andegavie, omnibus ad quos presentes littere pervenerint salutem. N° LXIV. 14 Février 1397.

« Quia decet majestatem regiam, et ejus interest dignitatis, ejus gratia gratulari eos qui, in suo fideli servitio, diu sub ardore fidei laborarunt, et dilecti ac fideles nostri cives Burdegale multum laudabiles [laudabiliter?] et fideliter nobis servierint, et pro deffensione terre nostre pluries magna [dampna?] sustinuerunt, multis se periculis exponentes, non sine magnis laboribus et expensis :

« Noscant presentes et futuri quod nos, fidelitatis eorum constantiam semper integram et illesam, laborem continuum et servitium intuentes, meritis suis exigentibus, eis gratiam facere affectantes, pro nobis et heredibus nostris, damus et concedimus, et quittamus omnibus et singulis communie Burdegale, et eorum heredibus, omnem actionem [exactionem?] et prisam tonellorum vini que de vinis, ab ipsis misis seu asportatis in terram nostram Anglie, Hibernie, Vallie et aliam terram nostram, recipi consuevit, nisi illam prisam que antiquitus recipi consuevit, videlicet : duo dolia vini tantum ex qualibet navi, unum dolium ab anteriori parte ipsius navis, et aliud dolium a parte posteriori; et, pro quolibet ipsorum duorum doliorum, mercatori seu mercatoribus qui ipsa deportaverint, vel ipsi fecerint asportari, pretium ipsorum doliorum persolvatur, prout secundum diversitatem portuum, solvi antiquitus consuevit; tamen consuetudines denariorum singuli dolii in diversis portibus imposite a mercatoribus persolvantur, eodem modo et eadem forma, qua secundum diversitatem portuum solvi extitit consuetum.

« Concedimus autem eis et bona fide promittimus quod omnes homines communie Burdegale, per totam terram nostram : Angliam, Walliam, Hiberniam et aliam terram nostram, ab omni exactione et prisa deffendemus et, quantum ad nos pertinet, deffendi faciemus; et non permittemus de cetero quod ab aliquo ballivo nostro vel ministro, de vinis suis que ad terram nostram asportabunt vel facient asportari, exactio seu prisa aliquo modo recipiatur, nisi tantummodo prisa duorum doliorum vini ex qualibet nave, et consuetudo denariorum, prout superius est expressum.

« Rursus, proponentes eis preter hec facere gratiam specialem, volumus et concedimus quod, postquam navis aliqua cum vinis alicujus vel aliquorum hominum communie Burdegale, ad aliquem portum terre nostre applicuerit, ballivus noster qui officium prise tenuerit, infra octo dies dicta duo dolia vini prise, et non amplius, eo modo quo dictum est, recipere

N° LXIV.
14 Février 1397.

non postponant; caventes ne propter prolixitatem seu ignorantiam ballivi nostri ad hoc deputati, vel si vellet se malitiose absentare, mercatores valeant incommodum repportare.

« Et, ut res ista de cetero sit stabilis et magis integra, et robur obtineat firmitatis, dilectus et fidelis Petrus de Monteforti, ad sancta Dei ewangelia, de mandato nostro, in nostra anima, juravit nos et heredes nostros omnia premissa et singula in litteris istis contenta, sine fractione et diminutione aliqua, observare; et ne aliqua possit de cetero calumpnia suboriri, que attemptaret quod fecimus infirmare, presentem paginam subscriptione testium et sigilli nostri auctoritate volumus confirmari.

« Astiterunt etiam et consenserunt et consulerunt presentes isti : venerabiles patres P., Herefod., W., Bathon. et Wellent. episcopi; Johannes de Plesseter, comes Warr.; Petrus de Sabaudia, Willelmus de Valentia, frater noster, Willelmus de Cantisup., Johannes de Grey, Robertus Waller., Willelmus de Grey, Drogo de Barentini et alii.

« Teste me ipso, apud Vasates, x. die februarii, anno regni nostri tricesimo octavo. »

Constat nobis etiam, per inspectionem rotulorum cancellarie ejusdem progenitoris nostri, quod idem progenitor noster quasdam alias litteras suas patentes fieri fecit in hec verba :

« Henricus, Dei gratia, rex Anglie, dominus Hibernie, dux Acquitanie, Normandie, et comes Andegavie, omnibus ad quos presentes littere pervenerint salutem.

« Cum dilectis et fidelibus nostris hominibus communie Burdegale quittaverimus et remisserimus omnem exactionem et prisam omnium tonellorum vini quos aportabunt, vel facient apportari apud Angliam, Hiberniam et Walliam et aliam terram nostram, preter antiquam prisam duorum doliorum vini ex qualibet nave tantum, et consuetudines denariorum singulis doliis in diversis portibus impositas, prout in litteris nostris patentibus, super hoc eis concessis, plenius continetur :

« Noveritis quod nos eis concessimus ut quicumque litteras patentes sigillo communie Burdegale apportabit sigillatas, eidem credatur simplici, absque alio genere probationis, quod vina illa sint hominum vel hominis communie Burdegale.

« In cujus rei testimonium has litteras nostras fieri fecimus patentes.

« Teste me ipso, apud Missan., XXI. die martii, anno regni nostri tricesimo octavo. »

Nos autem tenorem litterarum predictarum ad requisitionem magistri Guillelmi de Tollio, clerici civitatis predicte, et Johannis Oliverii, burgensis et jurati ejusdem civitatis, tenore presentium duximus exemplificandum. **N° LXIV.** 14 Février 1397.

In cujus rei testimonium has litteras nostras fieri fecimus patentes.

Teste me ipso, apud Westmonasterium, quarto decimo die februarii, anno regni nostri vicesimo.



N° LXV.

2 Mars 1389/90.

DONATION PAR RICHARD II DU DUCHÉ DE GUYENNE A JEAN, DUC DE LANCASTRE.

SOMMAIRE.

Richard II, de l'avis de son parlement, et en sa qualité de roi de France, désirant reconnaître les services de Jean, duc de Lancastre, son oncle, l'investit, par la chape et par le sceptre, du duché de Guyenne, qu'il lui cède, à titre viager, et avec tous les droits qui en dépendent, sous la seule réserve de sa suzeraineté. Le duc devra ne jamais aliéner la seigneurie de Fronsac. Il jouira du droit de battre monnaie (1), d'amortir les biens de main-morte, de conférer la noblesse, de nommer et de révoquer les officiers publics, de gracier les criminels, et d'accorder des priviléges, tant aux communautés qu'aux simples particuliers.

Cette donation est faite, nonobstant le privilége concédé par les rois d'Angleterre, à leurs sujets du duché de Guyenne, de n'être jamais détachés de la couronne, privilége qui n'est pas révoqué, mais seulement suspendu jusqu'à la mort du duc de Lancastre.

Donatio ducatus Acquitanie facta duci Lancastrie (2).

RICARDUS, Dei gratia, rex Anglie et Francie et dominus Hibernie, carissimo patruo suo Johanni, duci Lancastrie, salutem.

Inter gloriosas reipublice curas et sollicitudines variis [varias] regiis humeris incumbentes, firmat potissime regale solium effluens a justitia condigna premiatio meritorum; ibi namque continue virtus crescit et colitur, ubi a debito sibi premio non frustratur. Cum igitur honor sit virtus [virtutis] premium, constat quod virtuosis et strenuis, ex regali justitia, debentur fasces honorum et premia dignitatum, que utique, si dignis conferantur, non

(1) Jean de Lancastre avait déjà reçu d'Édouard III, le 8 novembre 1376, la seigneurie de Bergerac, avec le droit d'y battre monnaie, et de Richard II, le 7 mars 1380, la permission de fabriquer, pendant deux ans, des monnaies d'or, d'argent et d'autre métal, à Bayonne et dans la sénéchaussée des Landes. (J. Delpit, *Collection générale des documents*..., t. I, p. 195 et 198.)

(2) Cet acte se trouve dans Rymer.... (éd. de 1740), t. III, part. IV, p. 53; il est mentionné dans le *Catalogue des Rolles gascons*, t. I, p. 176, n° 15, *membranæ* 6 et 5. — Toutes les pièces relatives à cette donation avaient été transcrites, le 2 mars 1389, pour les jurats de Bordeaux, sur un immense rôle qui se trouve encore dans les archives royales d'Angleterre. — Voyez les nos LXVI, LXVII, LXVIII et LXXXII.

debent simpliciter extimari donum seu exhibitio favoris, sed potius debita recompensatio meritorum. Quid enim, in retroactis seculis et felicium principum temporibus, rempublicam amplius provexisse comperimus, quam quod pie regnantes virtuosos et strenuos sub se habebant, oneris eis injuncti participes? Quos postmodum, juxta exigentiam meritorum, excellentiis, honore et distributionibus dignitatum successive fecerant, ex debito regalis justitie, gloriosos, quia, quod soli non poterant, provida virtuosorum hujusmodi provisione supplebant.

N° LXV.
2 Mars 1389 90.

Hiis igitur considerationibus inducti, ad te, precarissimum patruum nostrum, mentis nostre aciem dirigentes actusque tuos virtuosos et preclara merita, quibus [te] virtutum Dominus insignivit, in profunde discutionis libramine ponderantes, de assensu prelatorum, ducum, magnatum et aliorum procerum, ac communitatis regni nostri Anglie in instanti parlamento, apud Westmonasterium convocato, existentium, te, predilectissimum patruum nostrum, in ducatu Acquitanie, cum titulo, stilo ac nomine, et honore eidem debitis, preficimus, ac inde presentialiter, per appositionem cape tuo capiti ac traditionem virge auree, investimus, in premium exime virtutis tue et attinentie predictarum, toto vite tue tempore possidendis; et, ut clare, particulariter et in specie, intelligere valeas qualis erga te fuerit et sit nostre intentionis affectus, de assensu predicto, donavimus et concessimus, et tenore presentium concedimus et donamus tibi ducatum predictum, necnon universa et singula civitates, castra, villas, loca, terras, comitatus et provincias nostra, infra eumdem ducatum existentia, habenda et tenenda de vobis [nobis], ut de rege Francie, et heredibus vestris [nostris], ut Francie regibus, sub homagio ligeo, ad totam vitam tuam; una cum omnibus insulis eisdem adjacentibus, homagiis, ligeantiis, honoribus, obedientiis, vassalibus, questalibus, feudis, retrofeodis, servitiis, cognitionibus, juribus, mero et mixto imperio, et cum juridictionibus altis, mediis atque bassis, salvis gardiis, advocationibus et patronatibus ecclesiarum metropolitarum et cathedralium, tam secularium quam regularium, et aliorum beneficiorum ecclesiasticorum quorumcumque ad nos premissorum occasione pertinentium, deveriis, censibus, redditibus, proventibus, confiscationibus, emolumentis, reversionibus et proficuis regaliis, regalitatibus, franchesiis, libertatibus, privilegiis, immunitatibus, usibus et consuetudinibus universis, juribus et pertinentiis suis quibuscumque, adeo plene, integre et perfecte, sicut ea tenemus, habemus, tenuimus et habuimus, tenuerunt et habuerunt progenitorum

N° LXV.
2 Mars 1389/90.

nostrorum aliqui, ullis umquam temporibus retrolapsis; aliquibus concessionibus, de quibuscumque officiis per nos seu progenitores nostros ante hec tempora factis, quas tenore presentium omnino revocamus, cassamus et de facto annulamus, non obstantibus; salvis tamen nobis, ut Francie regi, et heredibus nostris, ut Francie regibus, directo dominio, superioritate et ressorto ducatus predicti, et specialiter reservatis.

Nolumus etiam quod tu, aliquo tempore vite tue, castrum et domanium de Fronssac cuicumque persone dare, alienare vel transferre valeas quovis modo; ymo ea in manibus tuis, tanquam eidem ducatui annexa, omnino teneri volumus et reservari.

Et, ad honoris et nominis tui validius fulcimentum, hanc tibi auctoritatem et potestatem specialiter impartimur : monetam auream et argenteam, et aliam qualemcumque faciendi, cudendi et fabricandi, monetam quo jam usitatam, seu alias quascumque imposterum parte [per te] cudendas, quotiens et quomodo tibi videbitur expediens, mutandi, aliqua consuetudine in contrarium, ibidem retroactis temporibus usitata, non obstante; ac magistris et operariis earumdem indulgentias et privilegia talibus dari solita largiendi; insuper amortisandi terras, loca et redditus, libere aut sub financia, que ad manum mortuam dantur ad presens, dabuntur successuris temporibus, vel etiam relinquentur; nobilitandi etiam innobiles; judices, capitaneos, consules, tabelliones publicos, procuratores, receptores et quoscumque officiarios alios creandi, instituendi et ponendi in singulis locis ducatus predicti, et, quum opus erit, institutos et positos officiarios antedictos amovendi, et, loco ammotorum, alios subrogandi; bannitos [et] criminosos quoslibet provinciarum predictarum, presentes, preteritos et futuros, ad statum, famam et patriam, ac bona eorum quelibet, mobilia et immobilia, restituendi et revocandi, et plenam perdonationem et remissionem de comissis et comittendis criminibus in provinciis antedictis, etiam si propter ea fuerint ultimo supplicio condempnati seu condempnandi, et fuerint de provinciis alienis, concedendi, dandi et faciendi eisdem; quibuscumque civitatibus, castris, villis et locis, ecclesiis ecclesiasticisque personis, monasteriisque, collegiis, universitatibus et personis singularibus, cujuscumque conditionis existant, privilegia, immunitates, franchesias, libertates et indulgentias perpetuas ac temporales quoslibet largiendi et etiam concedendi;

Privilegiis, per progenitores nostros patrie et subditis Acquitanie, conjunctim vel divisim, ne a corona Anglie separari, aut extra manum

nostram regiam poni valeant, concessis non obstantibus; que revocare per presentem concessionem non intendimus, sed ea dumtaxat suspendere usque ad terminum vite tue, et post tui obitum, in suo robore perpetuo duratura esse volumus; ita semper quod, immediate post mortem tuam, idem ducatus cum omnibus et singulis premissis, ad nos et heredes nostros integre revertantur. N° LXV. 2 Mars 1389/90.

Datum sub magni sigilli nostri testimonio, in palatio nostro apud Westmonasterium, secunda die martii, anno Domini millesimo trecentesimo octuagesimo nono, et regni nostri tertio decimo.



N° LXVI.

10 Septembre 1394.

CONFIRMATION PAR RICHARD II DE LA DONATION DU DUCHÉ DE GUYENNE AU DUC DE LANCASTRE.

SOMMAIRE.

Le roi d'Angleterre, après avoir rappelé le don qu'il a fait récemment du duché de Guyenne au duc de Lancastre, déclare qu'il confirme cette donation, et mande à ses sujets de Guyenne de ne pas tenir compte des bruits contraires qu'ils auraient pu entendre, mais d'obéir au duc de Lancastre comme à leur vrai duc (1).

Declaratio voluntatis Regis super donationem suprascriptam (2).

RICARDUS, Dei gratia, rex Anglie et Francie et dominus Hibernie, universis et singulis villarum majoribus, prepositis, ballivis, juratis et dictarum villarum communitatibus totius ducatus Acquitanie salutem.

Cum nos dudum in parlamento nostro, apud Westmonasterium convocato, de assensu prelatorum, ducum, magnatum et aliorum procerum, ac communitatis regni nostri Anglie, in eodem parlamento nostro existentium, carissimum patruum nostrum Johannem, ducem Lancastrie, in ducem Acquitanum, cum titulo, stilo ac nomine, et honore eidem debitis, preficerimus, ac ipsum inde presentialiter, per appositionem cape suo capiti ac traditionem virge auree, investiverimus, toto tempore vite sue possidendis; ac predictum ducatum Acquitanum, cum suis juribus et pertinentiis quibuscumque, eidem patruo nostro, ad totam vitam suam, de assensu predicto, dederimus et concesserimus, prout in litteris nostris patentibus eidem patruo inde confectis, plenius continetur :

Nos igitur, ex certa scientia nostra, donationem et concessionem

(1) Richard II avait déjà publié des lettres analogues, en date du 7 juillet 1392, pour démentir le bruit qui lui avait été rapporté à Nottingham, par les maire et jurats de Bordeaux, et d'après lequel il n'aurait donné le duché de Guyenne au duc de Lancastre qu'à contre cœur et malgré lui. La donation du duché avait été révoquée, il est vrai, momentanément; mais pour être renouvelée presque aussitôt, le 30 novembre 1390. (Rymer..., t. III, part. IV, p. 64 et 79.)

(2) Cet acte est mentionné au *Catalogue des Rolles gascons*, t. I, p. 179, n° 19, *membrana* 8. — Voyez le n° LXV.

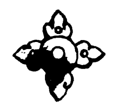
Nº LXVI.
10 Septembre 1394.

predictas, ac omnia et singula in dictis litteris nostris contenta laudamus, approbamus, et eidem carissimo patruo nostro, tenore presentium, de novo ratifficamus et confirmamus, quasquidem donationem et concessionem sic stare, et dicto carissimo patruo nostro, ad totam vitam suam, permanere volumus cum effectu.

Et, si forte aliquos rumores, narrationes, sermones seu sinistras informationes audieritis, sivé habueritis in contrarium, vobis nichilominus et cuilibet vestrum innotescimus et certifficamus, per presentes, quod voluntatis et intentionis nostre extitit et existit quod dictus patruus noster dictum ducatum Acquitanum habeat et teneat, ac eo plenarie gaudeat, juxta vim, formam et effectum litterarum nostrarum predictarum; mandantes et districte precipientes vobis, omnibus et singulis, presentium per tenorem, quatenus eidem patruo nostro, tanquam vero duci dicti ducatus, ad vitam suam, ut premittitur, effectualiter, tamquam ejus subditi et subjecti obediatis et efficaciter pareatis, ac ei homagia, fidelitates, obedientias et alia servitia sibi, ratione dicti ducatus, debita faciatis, juxta tenorem et exigentiam litterarum nostrarum predictarum, non obstantibus quibuscumque juramentis per vos, contra tenorem litterarum nostrarum predictarum, quoquomodo prestitis sive factis; que quidem juramenta, ex certa scientia nostra, tenore presentium, quantum in nobis est, tollimus et relaxamus quantum dictas donationem et concessionem nostras, ac presentem confirmationem nostram possent tollere, vel ejus effectum in aliquo impedire.

In cujus rei testimonium has litteras nostras fieri fecimus patentes.

Teste me ipso, apud Kerdif, x. die septembris, anno regni nostri decimo octavo.



N° LXVII.

2 Mars 1390.

MANDEMENT DE RICHARD II RELATIF A LA DONATION DU DUCHÉ DE GUYENNE AU DUC DE LANCASTRE.

SOMMAIRE.

Le roi d'Angleterre, ayant investi Jean, duc de Lancastre, du duché de Guyenne, mande aux habitants de ce duché de rendre à son oncle les honneurs et les devoirs qui lui sont dus en sa nouvelle qualité.

Exequutoria concessionis ducatus Acquitanie facta Johanni, duci Lancastrie (1).

RICHARD, par la grace de Dieu, roy d'Engleterre et de France et seigneur d'Irlande, a noz chers et foialx prelatz, archevesques, evesques, abbes, priours, deans, chapitres, collegues et autres queconques gentz de Seinte-Esglize, contz, viscontz, barons et autres nobles seignurs, chivalers, capitains, mairs, conseulx, jurez et prevostz, conestables, chastelleins, universitees et communes, et tous autres noz subgitz, habitanz deinz la duchee d'Acquitaigne, de quel estat ou condition q'ils soient, salutz et dilection.

Come del assent des prelatz, ducs et autres gentz et communalte de nostre royaume d'Engleterre, en nostre present parlement tenuz a Westmoustier assemblez, tous [eons], par nostre chartre, dessouz nostre grant seal, donez a nostre tres cher uncle Johan, duc de Lancastre, le nonn de duc d'Acquitaigne, ovesques le stile et l'onur deuz a icel, et luy eons donez et grantez ledite duchee d'Acquitaigne et touz noz citees, chastellx, villes, lieux, terres, conntes et provinces deins le duche sursdit, esteantz a avoir et tenir de nous, come de roy de Ffrance, et de noz hers, comme des roys de Ffrance, de souz homage liege, pour terme de sa vie, ensemblent ovesques touz isles adjacentz a yceulx, homages, ligeances, honnur, obeissances, vassales, questales, feudes, contrefeudes, services, conissances, droitures,

(1) Cet acte se trouve dans Rymer.., t. III, part. IV, p. 54; il est mentionné dans le *Catalogue des Rolles gascons*, t. I, p. 176, n° 15, *membranæ* 6 et 5. — Voyez le n° LXV.

mere et mixte empire, jurisdictions hautes, mesnes et baas, sauvesgardes, awoesons et patronages des esglises metropolitices et cathedrales, si ben seculers come regulers, et des autres beneffficez de Sainte-Esglise queconques, a nous, par encheson de lesdites choses, appurtenantz ou regardantz, cens, rentz, parvenues, confiscations, emolumentz, reversions et proffitz, regalies, regalitees, franchesies, libertees, privileges, immunitees, usages et coustumes, et toutz autres droitz et appurtenances queconques, auxi pleinement, entierement et profitement come nous les tenons et avons, avons tenuz et euz, ont tenuz et eux aucuns de nos progenitors en temps passee, aucuns grantes par nous ou par noz progenitours de queconques offices avant ces heures faites non obstantz; sauvant toutfoiz a nous, come a roy de France, et a noz hers, come a roys de France, le directe seignurie, sovereigneirie et resort del duchie avantdit, come eldite chartre est contenu plus a plein :

Vous mandons et commandons estroitement, et a chescun de vous, si come a luy appertendra, que, al comandement de nostredit uncle, et a la requeste ou comandement de son lieutenant ou seneschal eldit duchie, qui pour le temps seira, facez et rendez a mesme nostre oncle, comme duc d'Acquitaigne, tant que comme il vivra, ou as deputes de par luy, les homages, reconissances, foys, serementz, obeissances que vous et chescun de vous nous devez faire;

[Et en ce fesant, nous en acquittons vous et vos subgitz, durant le cours de la vie nostredit uncle, de l'omage et serement, es queux vous nous estez tenuz, sauvez toutdis a vous vos privileges, franchises et libertees, et a nous et a noz heirs le directe seignurie, souverainete et resort de ladite duche, et des paiis et subgitz de nos seignurie d'Acquitaigne;]

Et a lui, ou ses officiers ou comis a ce par luy, payes et rendez, desore en avant, toutes maneres de rentz, cens, droitz, devoirs, revenues, redivences, servitutes et proffitz, es queux ou queles, vous et chescun de vous nous estez ou pourrez estre en quelconque manere tenuz; et a luy ou sondit lieutenant ou seneschal bailliez, rendez et delivrez senz delay, tous citees, villes, lieux, chasteux, forteresce, clerres [terres?], possessions et seisins, a nous appurtenantz deinz le duchie sursdit, et a luy, come a duc d'Acquitaigne, pour toute sa vie; et a ses officiers, justices et ministres obeissez au plein et entendez, desore en avant, en tous cas de seignurie, tout en la forme et manere contenuz en nostre chartre desusdite.

Et ce faittes senz aucun contredit ou debat, ou autre mandement

N° LXVII.
2 Mars 1390.

attendre, et receivant par devers vous ces presentes en copie par vidimus d'icelles, desouz le seel de nostredit uncle, duc d'Aquitaigne, a la seurtee de vous, et de chescun de vous et des vostres, pour le temps a venir; a quele copie ou vidimus, souz ledit seal, volons et octroyons que soit, en tous temps et lieux, done tant de foy come seroit a ces presentes, lesqueles en tesmoignance des choses sursdites, avons faitz sealler de nostre seal.

Donne souz nostre grant seal, en nostre paloys de Westmonster, le secund jour de martz, l'an de nostre regne tresiesme. — Burton.



N° LXVIII.

23 Novembre 1390.

DÉCLARATION DE RICHARD II RELATIVE A LA DONATION DU DUCHÉ DE GUYENNE AU DUC DE LANCASTRE.

SOMMAIRE.

Le roi d'Angleterre déclare qu'en donnant le duché de Guyenne au duc de Lancastre, il n'a pas entendu révoquer, mais seulement suspendre, pendant la vie de son oncle, les priviléges de la Guyenne, particulièrement celui qui unit irrévocablement ce duché à la couronne d'Angleterre.

Declaratoria ut ducatus utatur suis libertatibus, non obstante donatione duci Lancastrie facta (1).

RICHARDUS, Dei gratia, rex Anglie et Francie et dominus Hibernie, dilectis et fidelibus suis archiepiscopis, episcopis, abbatibus, prioribus, decanis, capitulis, collegiis et aliis personis ecclesiasticis, necnon comitibus, vicecomitibus, baronibus, militibus ceterisque nobilibus, ac etiam majoribus, prepositis, bajulis, juratis, comitatibus et habitatoribus civitatum, villarum et totius patrie, ac dominii nostri ducatus Acquitanie, ad quos presentes littere pervenerint, salutem in eo qui est omnium vera salus.

Cum, per nostras alias litteras, dederimus et concesserimus precarissimo et predilecto patruo nostro Johanni, Acquitanie et Lancastrie duci, dictum ducatum Acquitanie ad terminum vite sue, salvis privilegiis, franchesiis et libertatibus dictis patrie et subditis Acquitanie, per nos seu progenitores nostros, concessis in communi vel particulari, prout in eisdem litteris plenius continetur; sitque, prout sumus plenissime informati, privilegium seu privilegia dicti ducatus et subditorum que extra manum regiam et coronam Anglie extrahi, poni vel donari non possint :

Declaramus quod non fuit, nec est intentionis nostre derogari vel prejudicari, ex donatione predicta, dicto privilegio in futurum, sed dumtaxat suspendere ad utilitatem patrie et subditorum, et ex justis et rationabilibus

(1) Cet acte est mentionné dans le *Catalogue des Rolles gascons*, t. I, p. 177, n° 20, *membrana* 2. — Voyez le n° LXV.

N° LXVIII. 23 Novembre 1390.

causis ad hec nos moventibus, ad terminum vite dicti patrui nostri; ita quod, post ejus obitum, ad coronam nostram Anglie et manum regiam libere revertantur, sic quod ex tunc extra ipsam non ponantur, donentur, separentur aut extrahentur, juxta vim, formam et effectum ipsorum privilegiorum, que una cum aliis privilegiis, franchesiis et libertatibus dictorum patrie et subditorum in suo robore volumus perpetuo permanere; et ita concedimus et promittimus presentium per tenorem, salvis etiam semper, nobis et heredibus nostris, superioritate et ressorto dicti ducatus, juxta vim et effectum litterarum nostrarum donationis predicte.

In cujus rei testimonium has litteras nostras fieri fecimus patentes.

Datum in palatio nostro Westmonasterii, XXIII. die novembris, anno regni nostri quarto decimo.

Per ipsum Regem et Consilium. — Burton.



N° LXIX.

1er Juillet 1382.

MANDEMENT DE RICHARD II EN FAVEUR DES MARCHANDS BORDELAIS.

SOMMAIRE.

Richard II mande aux collecteurs des coutumes et du subside qui lui a été accordé récemment, de laisser les marchands bordelais qui reviennent de Flandre décharger et recharger leurs marchandises en Angleterre, sans leur faire payer de droits, conformément à leur privilége (1), si ce n'est pour les marchandises vendues ou échangées dans le royaume.

Concessio civibus Burdegale facta ut, propter bona carcata in Flandriam transeuntia per regnum Anglie, si ibidem non vendantur, aliqualis impositio seu custuma non extorqueatur (2).

RICARDUS, Dei gratia, rex Anglie et Francie et dux Hibernie, universis et singulis collectoribus custumarum suarum, et subsidii sex denariorum de libra et duorum solidorum de quolibet dolio vini, nobis per communitatem regni nostri Anglie nuper concessi, in quibuscumque portubus regni nostri Anglie qui nunc sunt, vel qui pro tempore fuerint, salutem. Cum nos, considerantes qualiter mercatores nostri civitatis nostre Burdegale qui bona et mercandisas suas, in Flandria carcata, ad diversos portus regni nostri Anglie, quandoque pro securitate bonorum et mercandisarum hujusmodi, et quandoque pro recreatione et aliis licitis causis, duxerunt, ad bona et mercandisas illa usque dictam villam Burdegale securius abinde traducendum, sepius ante hec tempora, per ministros nostros in portubus, illis exigentibus ab eisdem mercatoribus custumas pro mercandisis predictis que venditioni non fuerunt posite, super transitum versus Burdegalam, ea de causa multipliciter fatigati et impediti fuerint, et adhuc impediti in dies existunt, in status ipsorum mercatorum deppressionem et depauperationem manifestari [manifestas?]; ac proinde volentes cum ipsis mercatoribus, pro eorum quiette et transquillitate, agere gratiose, de assensu et avisamento consilii nostri :

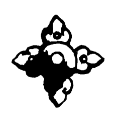
(1) Ce privilége se trouve au n° LVII.
(2) Voyez des actes analogues aux nos XXX et CXII.

N° LXIX.
1er Juillet 1382.

Concessimus, pro nobis et heredibus nostris, eisdem mercatoribus Burdegale, quod ipsi et eorum successores imperpetuum quecumque bona et mercandisas sua que in Flandriam carcabunt, per totum regni nostri Anglie in quibuscumque portubus eis placuerit, discarcare et recarcare valeant, ad ea usque civitatem Burdegale libere traducendum, absque aliqua custuma inde solvenda, preterquam de illis bonis et mercandisis que vendita vel permutata fuerint infra regnum nostrum Anglie supradictum, prout in litteris nostris patentibus indę confectis plenius continetur.

Vobis precipimus quod ipsos mercatores Burdegale, quecumque bona et mercandisas sua que in Flandria carcabunt, in portubus predictis discarcare et carcare, et ea usque civitatem nostram Burdegale de tempore in tempus, cum placuerit eis, libere traducere permittatis, absque aliqua custuma seu subsidio inde solvendo, preterquam de illis bonis et mercandisis que vendita vel permutata fuerint infra regnum nostrum supradictum, juxta tenorem litterarum nostrarum predictarum; ipsos mercatores seu eorum aliquem, contra tenorem earumdem litterarum nostrarum, non molestantes in aliquo seu gravantes.

Teste me ipso, apud Westmonasterium, primo die julii, anno regni nostri sexto. — Surtan.



N° LXX.

12 Janvier 1256.

PRIVILÉGE ACCORDÉ PAR HENRY III AUX MARCHANDS BORDELAIS.

SOMMAIRE.

Cet acte est une répétition, sous une date différente, des lettres patentes du 10 février 1254, citées et confirmées au n° LXIV.

Remissio prise antique doliorum vini nisi dumtaxat duorum doliorum de qualibet navi (1).

HENRICUS, Dei gratia, rex Anglie, dominus Hibernie, dux Normannie, Acquitanie, et comes Andegavie, omnibus ad quos presentes littere pervenerint salutem.

Quia decet majestatem regiam, et ejus interest dignitatis, ejus gratia gratulari eos qui, in suo fideli servitio, diu sub ardore fidei laborarunt, et dilecti ac fideles nostri cives Burdegale multum, laudabiliter et fideliter nobis servierint, et pro deffensione terre nostre pluries magna dampna sustinuerunt, multis se periculis exponentes, non sine magnis laboribus et expensis :

Noscant presentes et futuri quod nos, fidelitatis eorum constantiam semper integram et illesam, laborem continuum et servitium intuentes, meritis suis exigentibus, eis gratiam facere affectantes, pro nobis et heredibus nostris, damus, concedimus et quittamus, universis hominibus et singulis communie Burdegale, et eorum heredibus, omnem exactionem et prisam tonnellorum vini que de vinis ab ipsis missis seu asportatis in terram nostram Anglie, Hibernie, Wallie et aliam terram nostram, recipi consuevit, nisi illam prisam que antiquitus recipi consuevit, videlicet : duo dolia vini tantum ex qualibet navi, unum dolium ab anteriori parte ipsius navis et aliud dolium a parte posteriori; et, pro quolibet ipsorum duorum doliorum, mercatori seu mercatoribus qui ipsa vina deportaverint, vel ipsa fecerint asportari, pretium ipsorum doliorum persolvatur, prout,

(1) Voyez le n° XLVIII.

N° LXX.
12 Janvier 1256.

secundum diversitatem portuum, solvi antiquitus consuevit; tamen consuetudines denariorum singulis doliis in diversis portubus imposite a mercatoribus persolvantur, eodem modo et eadem forma qua, secundum diversitatem portuum, solvi extitit consuetum.

Concedimus autem eis et bona fide promittimus quod omnes homines communie Burdegale, per totam terram nostram Anglie, Hibernie, Wallie et aliam terram nostram, ab omni exactione et prisa deffendemus et, quantum ad nos pertinet, deffendi faciemus; et non permittemus de cetero quod ab aliquo ballivo nostro vel ministro, [de?] vinis suis que ad terram nostram asportabuntur vel facient asportari, exactio seu prisa aliquo modo recipiatur, nisi tantummodo prisa duorum doliorum vini ex qualibet nave, et consuetudo denariorum, prout superius est expressum.

Rursus, proponentes eis preter hec facere gratiam specialem, volumus et concedimus quod, postquam navis aliqua cum vinis alicujus vel aliquorum hominum communie Burdegale, ad aliquem portum terre nostre applicuerit, ballivus noster qui officium prise tenuerit, infra octo dies dicto duo dolia vini prise, et non amplius, eo modo quo dictum est, recipere non postponat; caventes ne, propter prolixitatem seu ignorantiam ballivi nostri ad hoc deputati, vel si vellet se malitiose absentare, mercatores valeant incomodum repportare.

Et, ut res ista de cetero sit stabilis et magis integra, et robur optineat firmitatis, dilectus et fidelis noster Petrus de Monteforti, ad sancta Dei ewangelia, de mandato nostro, in nostra anima, juravit nos et heredes nostros omnia premissa et singula, in litteris istis contenta, sine fractione et diminutione aliqua observare; et ne aliqua possit de cetero calumpnia suboriri, que attemptaret quod fecimus infirmare, presentem paginam subscriptione testium et sigilli nostri auctoritate volumus confirmari, sicut eis prius concesseramus per cartam nostram eis, dum fuimus in Vasconia, inde confectam sub sigillo quo tunc utebamur ibidem.

Hiis testibus : Johanne Mannsell, preposito Brewell., Artaldo de Sancto-Romano, Philippo Lunel, Willelmo de Grey, Roberto Waleraund, Nicholas de Sancto-Mauro, Ramundo de Bakp., Willelmo de Sancto-Ermino, Walkelmo de Ardern, Barth. Le Bigod et aliis.

Datum per manum nostram, apud Westmonasterium, duodecimo die januarii, anno regni nostri quadrajesimo.

N° LXXI.
30 Juin 1254.

CONFIRMATION PAR HENRY III DU PRIVILÉGE DES BORDELAIS RELATIF AU SERVICE MILITAIRE.

SOMMAIRE.

Le roi d'Angleterre confirme aux Bordelais le privilége, qu'il leur a déjà reconnu par lettres patentes [1], de n'être point tenus de le servir en dehors du diocèse de Bordeaux.

Privilegium qualiter major et communia Burdegale non tenentur servire Regi extra Burdegale dyocesim.

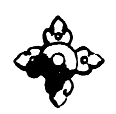
ENRICUS, Dei gratia, rex Anglie, dominus Hibernie, dux Normandie, Acquitanie, et comes Andegavie, dilectis et fidelibus suis, majori et communie Burdegale salutem.

Noveritis quod de plano recognoscimus et confitemur vos, de bona et pura libertate vestra [nostra?], habere quod extra diocessim Burdegale nobis servitium non debetis: unde, pro nobis et heredibus nostris, vobis et heredibus vestris, perpetuam concedimus et confirmamus libertatem quod extra dictam dyocesim Burdegale, aliquo tempore, non teneamini in nostrum servitium ambulare, sicut in aliis litteris nostris patentibus, magno sigillo nostro Anglie sigillatis, quas inde habetis de verbo ad verbum, plenius continetur.

In cujus rei testimonium has litteras nostras vobis mittimus patentes.

Teste me ipso, apud Sanctum-Macarium, tricesimo die junii, anno regni nostri tricesimo octavo.

[1] Voyez ces lettres patentes au n° LXXIV.



N° LXXII.

30 Avril 1206.

PRIVILÉGE ACCORDÉ PAR JEAN-SANS-TERRE AUX ÉTRANGERS ÉTABLIS A BORDEAUX.

SOMMAIRE.

Le roi d'Angleterre déclare que tout étranger venu à Bordeaux qui, après avoir prêté serment de fidélité au Roi et à la commune, séjournera un mois dans la ville, sans être poursuivi à raison des services dus à son seigneur, demeurera pleinement affranchi de ces devoirs, sans que sa liberté puisse lui être contestée par qui que ce soit.

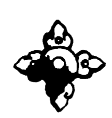
Privilegium quod forensses, per menssem in villa morantes et juramentum majori prestantes, non tenentur de cetero alicui de hominio suo respondere [1].

IOANNES, Dei gratia, rex Anglie, dominus Hybernie, dux Normandie et Acquitanie, comes Andegavie, omnibus baillivis et fidelibus suis ad quos presentes littere pervenerint salutem.

Sciatis quod concessimus dilectis et fidelibus hominibus nostris de Burdegala hanc libertatem, scilicet quod omnes illi qui de forincecis partibus venerint ad manendum in villa Burdegale, et nobis et communie illius ville fidelitatem juraverint, et in ea, per unum mensem integrum, sine aliqua questione hominii sui manserint, non respondeant de cetero alicui de hominio suo; et prohibemus ne quis eos inde vexet de cetero vel implacitet, et ne quis contra eos stet, vel judex vel advocatus sit contra hanc libertatem eis a nobis concessam, quamdiu in fidelitate nostra et predicte ville permanserunt.

Teste G. filio Petri, apud London., xxx. die aprilis, anno regni nostri septimo.

[1] Voyez un acte analogue au n° LIV, VI.





N° LXXIII.
13 Juillet 1235.

PRIVILÉGES ACCORDÉS PAR HENRY III, RELATIFS AU MAIRE ET A LA COMMUNE DE BORDEAUX.

SOMMAIRE.

Le roi d'Angleterre confirme aux Bordelais le droit de nommer eux-mêmes le maire de leur cité, et de former une commune.

Privilegium quomodo cives Burdegale possint de se ipsis creare majorem (1).

HENRICUS, Dei gratia, rex Anglie, dominus Hibernie, dux Normandie, Acquitanie, et comes Andegavie, archiepiscopis, episcopis, abbatibus, prioribus, comitibus, baronibus, justitiariis, viceprepositis, ministris et omnibus ballivis et fidelibus suis salutem.

Sciatis nos concessisse et hac carta nostra confirmasse, pro nobis et heredibus nostris, dilectis civibus nostris Burdegale, quod ipsi et heredes sui imperpetuum habeant et faciant de se ipsis majorem in civitate nostra Burdegale; et quod habeant similiter communiam in eadem civitate, cum omnibus libertatibus et liberis consuetudinibus ad majoritatem et hujusmodi communiam pertinentibus.

Quare volumus et firmiter precipimus, pro nobis et heredibus nostris, quod predicti cives nostri Burdegale et heredes sui imperpetuum habeant et creent de se ipsis majorem in predicta civitate nostra Burdegale, et quod habeant similiter communiam bene et in pace, libere et quiete, cum omnibus libertatibus et liberis consuetudinibus ad majoritatem et hujusmodi communiam pertinentibus, sicut predictum est.

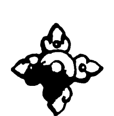
Hiis testibus : venerabilibus patribus R., Dunelm., J., Bathon., et W., Karleol. episcopis; G. Marescallo, comite Pembrok; H. de Burgo, comite Kant.; R. Le Bigod, comite Norfolk.; Willelmo de Bello-Campo; Pagano

(1) Ce document a été publié dans le mémoire de M. Sansas, sur les *Origines municipales de Bordeaux*. (*Actes de l'Académie... de Bordeaux*, année 1861, p. 322).

N° LXXIII.
13 Juillet 1295.

de Chalburt.; Ramundo, filio Nichol.; Godefrido de Cracumb.; Johanne, filio Phil.; Amaurico de Sancto-Amando; Galfrido de Cave et aliis.

Datum per manum venerabilis patris Ramundi, Eycestrensis episcopi, cancellarii nostri, apud Westmonasterium, tertio decimo die julii, anno regni nostri decimo nono.



N° LXXIV.
17 Juin 1242.

RECONNAISSANCE PAR HENRY III DU PRIVILÉGE DES BORDELAIS RELATIF AU SERVICE MILITAIRE.

SOMMAIRE.

Le roi d'Angleterre reconnaît le privilége qu'ont les Bordelais de n'être point tenus de le servir en dehors du diocèse de Bordeaux.

Privilegium quod major et communia Burdegale non tenentur ultra dyocesim Regi servire (1).

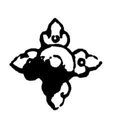
HENRICUS, Dei gratia, rex Anglie, dominus Hibernie, dux Normandie et Acquitanie, et comes Andegavie, dilectis et fidelibus suis majori et communie Burdegale salutem.

Noveritis quod de plano recognoscimus et confitemur vos, de bona et pura libertate nostra, habere quod extra dyocesim Burdegale nobis servitium non debetis; unde, pro nobis et heredibus nostris, vobis et heredibus vestris perpetuam concedimus et confirmamus libertatem, quod extra dyocesim Burdegale, aliquo tempore, non teneamini in nostrum servitium ambulare.

In cujus rei testimonium has litteras nostras vobis mittimus patentes.

Teste me ipso, apud Xanton., XVII. die junii, anno regni nostri XXVI.

(1) Voyez un acte analogue au n° LXXI.



N° LXXV.

12 Janvier 1394/5.

CONFIRMATION PAR JEAN, DUC DE LANCASTRE, DES CONCESSIONS FAITES AUX HABITANTS DE LA GUYENNE.

SOMMAIRE.

Jean, duc de Guyenne et de Lancastre, considérant les dommages éprouvés par les habitants de la Guyenne pendant les dernières guerres, ainsi que l'obéissance qu'ils ont toujours témoignée aux rois d'Angleterre et qu'ils lui témoigneront à lui-même dans l'avenir, confirme aux personnes qui reconnaissent déjà son autorité ou qui la reconnaîtront avant la Chandeleur prochaine, toutes les concessions à eux faites par Édouard III, par Édouard, prince de Galles, et par Richard II; il se réserve seulement le droit de nommer aux emplois publics, sauf à indemniser les titulaires actuels.

Confirmatio facta per ducem Acquitanie et Lancastrie tribus statibus Acquitanie de omnibus eorum concessionibus, sub forma hic comprehenssa (1).

JOHAN, filz du roy d'Angleterre, duc de Guyenne et de Lancastre, conte Derby, de Nycole et de Laycestre, seneschal d'Angleterre, savoir faisons a tous que nous, considerans les grandz dishincsons, domages, perdes que les ercevesques, evesques, abbes et autres personnes de Saint-Esglize, les contes, viscontes, barons, chivalers, escuiers, capitaines et autres nobles, et les mairs, prevostes et communaltees des villes de nostre duchie de Guyene onnt sustenuz par les guerres en temps passe, et auxi considerantz les vray loyaute et obeyssance qu'ils ont porte au Roy, nostre soverein seigneur, et a ses predecessours roys d'Angleterre, et pour la bonne et vraye obeissance qu'ilz a nous porteront en temps a venir, de nostre especiale grace :

Avons acceptez, approvez, ratifiez et confermez, et de nostre certaine science acceptons, approvons, ratifions et confermons, par la tenour de ces presentes, tant come en nous est, toutes manieres donations et concessions par nostre tres honore seigneur Edward, nadgaires roy d'Angleterre, notre tres honore frere Edward, nadgaires prince de Guyene et de Gales,

(1) Voyez les nos LXXVII, LXXX, LXXXI, LXXXII, LXXXIII, LXXXIV, LXXXV, XCVI, XCVII, XCIX et CI.

N° LXXV.
12 Janvier 1394-5.

qu'eulx Dieux assoille, et par le Roy, nostre soverein seigneur, qu'ore est, ou par aucuns de leurs predecessours, a iceulx des avantdiz ercevesques, evesques, abbes et autres persones de Saint-Eglize, contes, viscontes et barons, chivalers, escuiers, capitaines et autres nobles, et mairs, prevostes, bailliz, juratz, eschevins et communalteez des villes qui sont de nostre obeissance a present, ou qui a ycelle nostre obeissance viendront devant la feste de la Chandelure prouchein veignant apres la date de cestes, et a chescun d'eulx, faictes en general ou en especial, du chastel, ville, forteresse ou d'autre possession ou chose quelconque; sauve toutesfoiz et a nous reservee qu'en tous manieres offices executoires, nous, pour le profit et la meillour gouvernance de noz subgiez, pourrons ordenner convenables et suffisantz officiers et ministres pour les faire et exercer, fesant gree de la value desditz offices resonnablement a ceulx aquielx il appartient.

En tesmoignance de quele chose, nous avons fait fere cestes noz letres patentes.

Donne soubz nostre seel, a Saint-Severin, le XII. jour de janvier, l'an de grace mil CCC. IIII^xx et quatorsze.



N° LXXVI.

24 Juillet 1392.

LETTRES PATENTES DE JEAN, DUC DE LANCASTRE, RELATIVES AUX NAVIRES CHARGÉS DE VIVRES.

SOMMAIRE.

Le duc concède aux maire et jurats de Bordeaux le droit de contraindre les marchands dont les navires jettent l'ancre devant la ville, à mettre à terre les vivres qu'ils apportent, de peur qu'ils n'aillent approvisionner les ennemis et les rebelles.

Qualiter major et jurati possunt compellere omnes mercatores ad exonerandum, in portu Burdegale cum merchandisis venientes, postquam posuerunt anchoram.

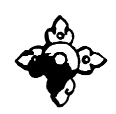
IOHAN, filz du roy d'Angleterre, duc de Guyene et de Lancastre, conte de Derby et de Nicole et de Leycestre, seneschal d'Angleterre, savoir faisons a tous que, come nos chers et feaulx, les maire et jurez de nostre citee de Burdeux, se soient complaint a nous que pluseurs marchans, venantz et portantz vivres et vitailles a nostredicte citee, empres ce que lez y ont portez, et mis et pouse l'ancre des nefs au port devant ladite cite, et ont novellez que ailleurs les porrent vendre plus cher et a plus grantz pris, soubx coulour de les porter en autre part en nostre obeissance ou devers nos amis, les amblent et portent devers noz enemis et rebelles, laquele chose, si ainxi soit, est en grant grief, prejudice et domage desditz compleignantz; et nous ont humblement supplie a eux estre sur ce pourveu de remede convenable :

Nous, attendues les choses dessusdites, auxditz compleignantz avons octroye et octroyons, par ces presentes, qu'ilz puissent compellir les marchants venantz et portantz vivres et victailles a nostredite citee, et que empres ce qu'ils auront mis et pouse l'ancre au port devant nostre cite avantdite, les vouldront ambler ou porteur ailleurs devers nos enemis, come dit est, et a descharger et mettre a terre en chays marchans les vivres et vitailles dessusdites, appellez a ce faire noz officiers en celles parties, a qi appartiendra pour conservation du droit de nostre seigneur le Roy et de nous.

Si mandons a nostre ame seneschal d'Aquitaigne ou a son lieutenant, et a tous noz autres justiciers, officiers et ministres en celles parties, qui ore sont ou pour le temps a venir seront, que lesdits mair et jurez laissent, facent et soeffrent user et joir paisiblement de ceste presente nostre octroye, selonc la teneur de cez noz letres patentes.

Nº LXXVI.
24 Juillet 1392

Donne souz nostre seal, a Londres, le XXIIII. jour de juyl, l'an du grace mille CCC. IIII xx et dousze.



N° LXXVII.

24 Juillet 1392.

LETTRES PATENTES DE JEAN, DUC DE LANCASTRE, RELATIVES AU PAIEMENT DES PÉAGES.

SOMMAIRE.

Le duc concède aux maire et jurats de Bordeaux le droit de contraindre toute personne, quelle qu'elle soit, au paiement des péages qu'il est d'usage de percevoir.

Qualiter jurati possunt conpellere quascumque personas, cujuscumque conditionis sint, ad solvendum eorum jura.

JOHAN, filz de roy d'Engleterre, duc de Guyene et de Lancastre, conte de Derby, de Nicole et de Leycestre, seneschal d'Engleterre, savoir faisons a touz que, pour ce que noz chers et fealx, les maire et jurez de nostre citee de Bourdeaux, nous ont signifie qu'ils ont certains peages a eux deux et acostumez paier anciennement, et aucunes gentz ont este et sont contredisantz de paier lesditz peages, et se efforcent de les ambler, en grant damage et prejudice desditz signiffiantz, s'il est ainxi, et nous ont humblement supplie que, sur ce, leur voulissons pourveoir de remede convenable :

Nous, eu regard as choses avantdites, asdits signiffians avons octroye et octroyons, par ces presentes, que tous les contredisantz a leur paier lesditz peages ou veullantz ambler yceulx, eux les puissent compeller ou faire compeller a les leur rendre et paier par toutes les voyes deues et acostumees a faire en tel cas.

Si mandons a nostre ame seneschal d'Aquitaine ou a son lieutenant, et a touz noz autres justiciers, officiers et ministres desdites parties, qui ores sont ou pour le temps a venir seront, que lesditz mair et jurez laissent, fassent et soeffrent user et joir paissiblement de nostre present octroy, selonc la tenour de ces presentes, et, compellissant lesditz contredisantz et autres dessusditz a paier lesdits peages, leur facent obeyr des subgiz et entendre diligeument.

Donne souz nostre seal, a Londres, le XXIIII. jour de juyl, l'an de grace mil troys centz quatre vingtz et dousze.

..D.

Nº LXXVIII.
28 Octobre 1392.

PERMISSION DONNÉE PAR JEAN, DUC DE LANCASTRE, DE BATIR SUR CERTAINS TERRAINS DE BORDEAUX.

SOMMAIRE.

Le duc concède aux maire et jurats de Bordeaux le droit de bâtir à la place Saint-Projet, aux portes Bégueire, Saint-Éloi, des Carmes, des Ayres, Médoque et à la place Saint-Pierre [1], avec le droit de donner à cens les maisons qu'ils construiront; il réserve seulement, pour lui et ses successeurs au duché de Guyenne, le cinquième des cens et des rentes.

Privilegium concessum per ducem Acquitanie quod in certis paduentis possit edificari [2].

.D. JOHAN, filz du roy d'Engleterre, duc de Guiene et de Lancastre, conte de Derby, de Nicole et de Leycestre, seneschal d'Engleterre, savoir faisons a touz que, a la supplication de noz chers et bien amez, les maire, jurez de nostre citee de Bourdeux, considerez les bones et aggreables services qu'ils ont fait a nostre seigneur lo Rey, et espoirons qu'ils feiront a nous en temps a venir, a iceulx, de nostre certaine science et grace especiale, avons donne et octroye, donons et octroions, par ces presentes, congie et licence et povoir de bastir et ediffier en nostredite citee et ville de Bourdeux, es lieux et places dessouz nomees, c'est assavoir : es places de Sanct-Progeit, porte Bequeyre, de l'une coste et de l'autre, a la porte de Seint-Elegi, a la porte des Carmes et a la porte de les Eyres, a porte Medoqua, dedeinz et defors, et en la place de Saint-Piere, toutes houres que a eulx plaira et bon lour semblera, et icelles enfeudar et bailler de feu a certaines meliorations et cens; par ainxi que, pour chescun hostel ou

[1] Les places Saint-Projet et Saint-Pierre existent encore, mais les portes dont il est ici question ne subsistent plus : la porte Bégueyre se trouvait vers l'extrémité méridionale de la rue du Pas-Saint-Georges; celle de Saint-Éloi, près de l'emplacement actuel de la Grosse Cloche; celle des Carmes (ou du Cahernan), près de la jonction du cours Napoléon et de la rue Sainte-Catherine; celle des Ayres, à l'extrémité occidentale de la rue du même nom; enfin la porte Médoque, à l'extrémité septentrionale de la rue Sainte-Catherine.

[2] Voyez un acte analogue au nº C.

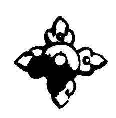


N° LXXVIII.
28 Octobre 1392.

meson qu'ils feront edifficr es places avantdites, ils nous soient tenuz et a nos successours, ducs de Guyene, doner la quint part des cens et rentz de ycelles places avantdites, edifiees come dessus est dit.

Si mandons a noz amez seneschal d'Aquitaine et conestable de Bordeaux, qui ore sont ou qui pour le temps a venir seront, ou a leur lieutenantz, et a chescun d'eulx, que lesditz suppliantz laissent, facent et soeffrent user et joir paisiblement de nostre presente grace et octroye, sans leur faire, ne soeffrer estre fait aucun empeschement, en aucune manere, contre la teneur de ces presentes.

Donne souz nostre seal, a Londres, le xxviii. jour d'octobre, l'an de grace mille trois cents quatre vingtz et doze. — J. Neucton.



N° LXXIX.

12 Janvier 1396/7.

RÉVOCATION PAR JEAN, DUC DE LANCASTRE, DE LA DÉFENSE FAITE AUX MAIRE ET JURATS DE LEVER CERTAINS IMPOTS.

SOMMAIRE.

Les maire et jurats de Bordeaux ayant établi, en 1395, divers impôts, pour faire face aux besoins de la commune, et le sénéchal de Guyenne ayant interdit la perception de ces impôts, à la requête de Maurelet de Montmer, sénéchal, pour le roi de France, du Bordelais, du Bazadais et des Landes : Jean, duc de Lancastre, sur l'appel interjeté par les maire et jurats, révoque l'interdiction de son sénéchal, sauf aux appelants à répondre en justice aux poursuites de Maurelet de Montmer.

Amotio inhibitionum et perdonantia quorum contra inhibitiones posuerunt et collegerunt impositiones.

JOHAN, par la grace de Dieu, filz du roy d'Engleterre, duc de Guyenne et de Lancastre, conte Darby, de Lincole et de Leycestre, seneschal d'Angleterre, a toulx ceulx qui ces presentes letres verront et lire orront, saluz.

Savoir faisons que, come noz maire, jurez, conseil et comune de nostre cite de Bourdeux, en l'an que hom comptoit mil trois cens quatre-vingtz et quinze, environ la feste de Saint-Michel, eussant mis certaine imposition sur vins et autres marchandises qui seroient amenees ou apportees vers nostre avantdite cite, vendues ou achatees illocques, c'est assavoir : douze deniers pour livre sur toute maniere de vins croissuz en terres qui, en ceste darraine guerre, sont este deshobeissans et contraires au Roy, nostre tres souverain seigneur, et a nous, et adherens a la partie de France, paieurs par ceulx qui les vendroient ou chargeroient en nostre port de nostre avantdite cite, et aussi sur toutes autres marchandises, excepte ble, qui seroient vendues ou achatees en nostre avantdite cite par gens qui, en ceste darraine guerre, sont este deshobeissans au Roy, mondit seignour, et a nous, et adherens a la partie de France, et plus cinq souls sur chescun tonnel de vin qui se chargeroit pour singler hors du pays; et ce pour descharger nostre avantdite cite de aucuns grans debtes en que estoit chargee, et pour supporter aucuns autres charges et necessitez, si

N° LXXIX.
12 Janvier 1396/7.

come de cestes chosces, ou de partie d'ycelles, nous avoient enfourme nous avantdiz maire et jurez, avant ces heures, avant nostre darraine departie de nostre duchie de Guyenne; et a cause de ladite mise et percepte desdites impositions eust este fait complainte pardavant nostre seneschal de Guyenne, par messire Maurelet de Montmer, soi disant seneschal de Bourdaloys, de Basadois et de les Landes, pour la partie de France, et par aucuns autres; et empres nostre avantdit seneschal, en nom de nous, a cause de son office eust fait inhibition et deffence a nous avantdiz maire et jurez de nostre avantdite cite, en et sur grosses paines, que les avantdites impositions ne vousissent cuillir ne lever, pour certaines choses esmouvens son courage et de nostre conseil; desquelles inhibitions et deffances nous avantdiz maire et jurez, et maistre Raymon de Bernatet, come procureur d'eulx et de ladite commune de nostre avantdite cite, sentens se grevez des choses susdites, ses soient appelez pardavant le Roy, nostredit seigneur, et eussant demande actes et apostres, et sur ce eussant heus apostres reffutatoires, si come de cestes choses avec pluseurs autres apparoissant plainement par chartres, inquiries et reppceues par maistre Pierres de Maderan, notaire de nostre avantdite duchie de Guyenne; pour ce est il que nous, considerans les amours et services que nos avantdiz maire, jurez et commune de nostre avantdite cite ont fait avant ces heures a noz progenitors et a nous, et font encores a present, et avons espoir que feront d'assi en avant, voulens a eulx complaisir, tout come nous pouvons raysonnablement:

De nostre propre esmouvement et grace especial, toutes avantdites inhibitions et deffences a eux faites avons tolu, revoque et anulle, toulons, revoquons et anullons par ces presentes, et toutes offenses a nous faites et tout interesse a nous appartenant, a cause desdites mises et perceptes desdites impositions, en tant come en nous est, et a nous appartient ou peut appartenir en aucune maniere, remettons, quiptons et pardonnons du tout; par ainsi qu'ilz soient tenuz de respondre pardavant nous et ester a droyt audit messire Maurelet de Montmer, si, a cause desdites mises et perceptes desdites impositions voulroit faire aucune plainte de eulx.

Et en tesmoing des choses surdites et a greigneur fermete d'icelles, avons fait mettre et pouser nostre grant seal, duquel nous usons a ces presentes.

Donne a Londres, le douzesme jour du moys de janvier, l'an de grace mil trois cens quatre vings et seze.

N° LXXX.

9 Janvier 1394/5.

PROMESSES DE JEAN, DUC DE LANCASTRE, RELATIVES A SON PASSAGE PAR BORDEAUX.

SOMMAIRE.

Le duc promet aux Bordelais, sur leur demande, de passer par leur ville, en se rendant de Lormont à Saint-Seurin, sans que son passage préjudicie en rien à leurs droits et devienne l'occasion d'un dommage ou d'une violence quelconque.

Qualiter dux exeuns in Lauromonte, ad requestam ville, ob reverentiam Regis, transivit per eandem villam ad Sanctum-Severinum, promissionibus tamen infrascriptis mediantibus.

JOHAN, filz du roy d'Engleterre, duc de Guyenne et de Lencastre, conte de Derby, de Nicole et de Leycestre, a tous ceulx qui ces presentes lettres verront ou orront, salut.

Savoir faisons que, come nous, le jour de la date de ces presentes, estant a Larmont, eussons despouse de aller et demourer par aucuns temps a Saint-Severin, pres de Bourdeaux, et la bonne gent de la ville et cite de Bordeaux nous aient humblement supplye que, par honneur de mon sire le Roy, de nous et de eulx, vousissions passer pour ladite ville et cite :

Est assavoir que, pour les choses surdites, vuillanz a eulx complaisir en ce et en autres choses raisonnables, leur avons promis que, se Dieux plest, demein nous passerons, et par ladite ville aillanz audit lieu de Seint-Severin ; et voulons et les promettons que, pour ledit passage, ne soit fait prejudice a eulx ou leur droyt, ny a nous, ny a nous acquirit droit nouvel en propriete ne en possession; et auci prometons que, en ledit passage de ladite ville et cite, ne feirons, ne souffrirons estre fait, pour nous ny pour autres, mal, damage, arrest ny empeschement, en corps ny en bens, a aucune persone de ladite ville ou cite, ny a d'autres qui en ce fait ne soient a nous obeissantz; et auci que, par la ballante et reception de ces presentes, ne soit, ne puisse estre fait aucun prejudice a nous ni a eulx ;

N° LXXX.
9 Janvier 1394/5.

et toutes ces choses prometons a tenir et complir en nostre bonne foy, come filz de roy.

En tesmoignance de verite et a greigneur fermete des choses surdites, avons mis nostre grant seel en pendent.

Donne a Larmont, le IXme jour de janvier, l'an de grace mil trois cens quatre vings et quatorsze. — Longley.



Nº LXXXI.

20 Février 1396/7.

MANDEMENT DE JEAN, DUC DE LANCASTRE, RELATIF AUX EXACTIONS COMMISES EN GUYENNE.

SOMMAIRE.

Le duc mande à ses officiers de veiller à ce que personne n'exige des droits de péage nouveaux et indus pour les marchandises que les Bordelais font passer dans le duché de Guyenne; quiconque se permettra, à l'avenir, des exactions semblables, encourra une amende de 50 marcs d'or; quant aux droits prélevés injustement jusqu'à ce jour, ils devront être restitués au plus tôt.

Inhibitio baronibus contra colligentes novas impositiones (1).

JOHAN, par la grace de Dieu, filz du roi d'Engleterre, duc de Guienne et de Lencastre, comte Darby, de Nicole et de Leycestre, et seneschal d'Engleterre, a nostre seneschal de Guyenne, et a Gaston et a Arnaut de Cavaroque, nostres sergens de nostredit duchie, et a touz noz autres officiers, justiciers et ministres qui sur ce seront requis, saluz.

Attendue la complainte des maire, jurez et commune de nostre cite de Bourdeux, comment aucuns de nostredit duche ont pris, cuilli et leve, et prenant et cuillent, de jour en autre, impositions, subsides, extorsions et maletoutes des bourgoys de nostredite cite, a cause de leurs denrees et marchandises, ou autres leurs bens et choses qu'ilz portant ou amenant, ou font porter et amener par nostre avantdit duche, en leurs tres grans gref et domage, et contre la tenour de leurs privileges, octroiez par nos ancestres et par le Roy, mon sseigneur, et par nous confermez, desquelx nous avoms plaine cognoissance :

Pour ce est il que nous, eue plainiere information des choses suzdites, voulens obvier a lesdites extorsions, a vous et a chescun de vous, qui sur ce serez requis, mandons que, de par nous et de nostre autorite, inhibissez et deffendez a touz noz barons, cappitaines, maires et jurez des villes ou chastieaux, et a tous autres queuxconques de nostredit duche, desqueux

(1) Voyez des actes analogues aux nos LIV, VII et XI, et LX.

N° LXXXI.
20 Février 1396/7.

vous serez requis, sur tout quant que pourront maffaire au Roy, mondit seignor, et a nous, et en donnation et paine de cinquante marcs d'or a nous appliqueurs; ausqueux, par nous presenss, inhibissons et deffendons, soubs les paines que dessus, que dores en avant ne prengant, ni soient si hardis de prendre, cuillir ne lever de noz avantdiz bourgois, ne d'aucun d'eulx, a cause de leurs denrees, marchandises ou autres bens queuxconques qu'ilz porteront ou ameneront, ou feront porter ou amener ou passer par nostre avantdit duche, aucunes extorcions, subsides, impositions ou maletoutes, mais les laissent et seuffrent passer franchement, et joir et user paisiblement de leurs avantdiz privilegez et franchises, en paient tant seulement les peages dehuz et d'anciennete acostumez; et que tout ce que, sa enriere, n'auront pris ou cuilli, contre la teneur de leurs avantdiz privileges, rendant et restituissant prestement dedanz I. moys, empres la requeste a eulx faite.

Et a greigneur fermete des choses susdites, et en tesmoignance d'icelles, avons fait mettre et pouser a ces presentes nostre propre grant seel.

Donne a Londres, le xx^e jour de fevrier, l'an de grace mil ccc. quatre vings et setze.



N° LXXXIII.

13 Mars 1394/5.

PROMESSES DE JEAN, DUC DE LANCASTRE, RELATIVES A SON ENTRÉE DANS BORDEAUX.

SOMMAIRE.

Le duc, ayant obtenu des Bordelais la promesse d'être reçu provisoirement dans leur ville, déclare que son entrée dans Bordeaux ne préjudiciera en rien aux droits des habitants, et s'engage à ne faire acte de suzeraineté, pendant son séjour, qu'autant que ceux-ci y consentiront.

Littera ducis quod, per ingressum civitatis, non fieret prejudicium ville, et promissio ut infra continetur [1].

JOHAN, filz du roy d'Engleterre et de France, duc de Guyenne et de Lencastre, conte de Derbit et Nicole, seneschal d'Engleterre, a tous ceux qui ces presentes letres verront ou listre orront, salut.

Savoir faisons que, come entre nous et le reverend pere en Dieu l'archevesque de Bordeaux, avec sa clerge, les barons de Bordeux et de Bordalos, et les jures et commune de Bordeu, de communel acort de nous et d'eulx, heussent demore en certains apointemens entre certaines requestes que nous leur avismez faites, tant de par le Roy, mon seigneur, comme de par nous, par vertu de certaines letres et mandemens a eux diriges par le Roy, mondit seigneur, en ainsi come cestes choses a plain se apperent par escriptures, lesquielx appointemens a present ne pucent sortir effeyt pour la arcation du terme; et nous soyens, et a nous est a grant mesayse de nous et de nostres gens, a Seint-Severin, et pour ce heussions pris [prie?] ausdiz jurez et commune que nous voulsissent souffrir de entrer a Bordeux, senz ce que nous excercissiens juridiction ne seignourie, jusquez a doncquez qu'il fust accorde en autre maniere entre nous et eulx; a laquelle priere tant pour l'onour du Roy, de nous et d'eulx, ilz ayent volu hobeyr, avec tant que, a nous ny a eulx, par ladite entree ni demoree ne soit fait aucun prejudice, ny a nostre droyt, ny au leur :

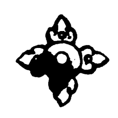
(1) Voyez le n° LXXXX.

N° LXXXII.
13 Mars 1394/5.

Pour ce est assavoir que nous avons volut et consentit que, par nostre entree, ne soit fait aucun prejudice, ny en propriete ny en possession, a nous ny a leur, et les promettons, comme filz de roy, que nous estant deintz ladite ville, ne exercerons juridiction ny seigneurie, come duc de Guyenne, ny autrement, dintz la ville, par nous ny par autre, sinon que fust de volunte et consentement dez dessusnommes; voulens et octroyens que, pour les causes susdites, ny pour aucune d'icelles, ne soit fait a nous ny a eulx aucun prejudici.

Et pour greigneur fermete des causes surdites, nous avons seelle les presentz de nostre seel.

Donne a Saint-Severin, le XIII. jour du moys de mars, l'an de nostre Seigneur mil CCC. IIII^xx et quatorsze. — Pylton.



N° LXXXIII.

22 Mars 1394 5.

CONCESSIONS FAITES PAR JEAN, DUC DE LANCASTRE, AUX TROIS ÉTATS DE GUYENNE.

SOMMAIRE.

Le duc fait les concessions suivantes aux trois États de Guyenne, en statuant, article par article, sur les demandes qui lui ont été faites :

1° On soumettra à l'approbation du roi d'Angleterre les conditions sous lesquelles les États de Guyenne consentent à reconnaître pour duc Jean de Lancastre; en attendant, celui-ci gouvernera justement et légalement.

2° Les offenses contre le Roi, le duc et les officiers royaux sont pardonnées.

3° Les réparations pécuniaires auxquelles ces offenses auraient pu donner lieu ne seront pas exigées.

4° Les franchises et coutumes des villes et des pays seront respectées.

5° Toute violation de ces franchises et coutumes, commise par les officiers du Roi ou du duc, sera réparée sans délai.

6° Le duc choisira ses officiers parmi les personnes capables, honnêtes, connaissant le pays; il fera taxer les lettres de chancellerie et les sceaux.

7°....... (1).

8° Le duc confirme toutes les franchises, concessions et rémunérations accordées par lui, par ses prédécesseurs ou par leurs lieutenants, à part toutefois les offices donnés à vie ou à temps.

9° Aucune nouvelle imposition ne sera établie sans le consentement des États.

10° Le duc et ses gens n'habiteront que dans des logements à eux ou loués par eux; dans la ville et la juridiction de Bordeaux, ils devront obtenir le consentement des propriétaires des maisons.

11° Il ne sera accordé de sauvegardes aux serfs questaux qu'après avoir appelé leurs seigneurs et en connaissance de cause.

12° Il ne sera délivré de lettres d'état aux débiteurs que dans les formes légales et après avoir appelé leurs créanciers.

13° Nul ne sera dépossédé de ses biens qu'en connaissance de cause.

14° Quant à ce qui touche aux monnaies, le duc refuse de rien modifier aux usages, et consent seulement à augmenter le nombre des changeurs.

15° La coutume du Château (2) sera payée d'après le taux ancien.

16° Sur l'abus ou le non-usage des priviléges..... (3).

17° Si le duché de Guyenne vient à être divisé, tous les sujets de la partie anglaise auront un seigneur et une juridiction d'appel; et, s'il arrive que quelqu'un de la partie française retourne en l'obéissance de la couronne d'Angleterre, mais ne veuille relever que du Roi même, le duc ne pourra exiger contre lui l'aide de ses vassaux de Guyenne à moins que le Roi ne l'ordonne.

(1 et 3) Les articles 7° et 22° et les réponses que le duc y fit, manquent dans le *Livre des Bouillons*, ainsi que les réponses aux articles 16° et 28°.

(2) Le château dont il est ici question est le château de l'Ombrière à Bordeaux.

N° LXXXIII.
22 Mars 1394/5.

18° Si l'on recouvre sur l'ennemi une terre appartenant à un des sujets du duc, ce sujet pourra rentrer dans son domaine, en payant les frais de la reprise.

19° Nul ne sera pendu ou torturé qu'en vertu d'un jugement.

20° Quiconque a le droit d'être jugé à Bordeaux ne sera ni transporté, ni détenu ailleurs.

21° Les personnes qui auront des assignations sur les revenus du Château seront payées.

22°....... (1).

23° Le duc ne donnera les offices à ferme ou à cens qu'à des gens capables et de bonne réputation.

24° Les gouverneurs du port n'exigeront, pour le passage des pèlerins, que ce qu'il était d'usage d'exiger autrefois.

25° Les créanciers des rebelles seront désintéressés sur les biens de ceux-ci, quand ces biens feront retour au Roi ou au duc.

26° Les revenus du Château serviront à acquitter les dettes dont le Roi est tenu, pourvu qu'elles soient postérieures à l'avènement du duc.

27° Le duc s'entendra avec le Pape pour faire conférer les bénéfices du duché aux gens du pays, et, de préférence, à ceux qui sont sous l'obéissance du roi d'Angleterre.

28° A l'égard du sire de Puyguillem et de son frère, qui ont été chassés pendant leur enfance d'un château, qu'ils ont recouvré depuis par eux-mêmes..... (2).

Concessiones facte per ducem Acquitanie et Lancastrie tribus statibus Acquitanie, in sua ultima receptione.

JOHAN, filz du roy d'Engleterre, duc de Guyenne et de Lencastre, conte de Lincole et de Leicestre, seneschal, a touz ceulx qui ces letres verront ou orront, faisons savoir que, come le reverent pere en Dieu, Frances, archivesque de Bourdeux, par li et par les gens de Sainte-Eglise, et pour la clergie, sire Archambaud de Greily, captal de Buch et visconte de Benauges; Guillem Amaneu de Madeillan, sire de Lesparre et d'Arresem [de Rozan?]; sire Ramon de Montaud, sire de Mussidan; sire Gaillard de Durrfort, sire de Duras; sire Bertran, sire de Montfferand; lo souldan de La Trau; Ponz, sire de Casteillon; Nompar, sire de Caumont; Pierres de Fontaines, sire de Pomiers; sire Pierre Arnaud de Bearn; sire de Puyol; sire Bernard de Lesparre, sire de La Barde; sire Jehan de La Lande, sire de La Brede; sire Johan de Stratton, sire de Landiras; Johan de Montlaur, sire dudit lieu de Montlaur; Johan de Pomiers, sire d'Usar; Guilhem Arnaud de La Mota, sire d'Arroquetalhade; sire Gombaud d'Arroquiers; sire Johan de La Caussade, chevaliers, par leur et par leurs subgiz, et par les autres gentilz de Bourdalois,

(1 et 2) Voyez la note 1 à la page précédente.

des Landes, des Bassadoys, d'Agenoys et autres qui encores en ceste nostre venue ne nous ont receu, les jures et commune de Bourdeux, par leur et par leurs villes et communes de Baione et de Bert, et de La Sauvetat de Caumont, nous aient supplie et baille leurs supplications en la fourme et maniere plus bas declarees, et nous auxi, de nostre bone et special grace, aions octroye et respondu as chouses et supplications par leur en nous faites, en la fourme et maniere contenue et declaree en chescun article de leur supplications a nous baillees, come dit est; desquelles et de responces par nous faictes la teneur s'ensuit en ceste fourme :

Tout premierement, en ce qu'ils nous ont supplie et requis que nous les faissons serement que, comme ils veuillent et se consentent que nous soions receu soubs tielle condition, que soit escripte et envoyee au Roy, mon seigneur, pour savoir si ladicte reception le plaira, et que nous aions a observer se qu'il en rescrivra sur ce, de sa volunte, par sas letres patentes; et que nous leur fassons serement de ben justement et loyaument regir et gouverner le pais et nos subgiz d'Aquitaine, jusques a tant que mon seigneur le Roy ait fait sa response et envoye en nostre pais d'Aquitaine sa volunte, c'est assavoir : de faire a touz et a chescun justice et raison en toutes chouses, et auci que nous ne ferons a aucun de noz subgiz injustice ny aucune grevance, par nous ne par autres, gardant, observant lours costumes, usatges, fours, privileges, libertez et status des cites et du pais :

Lesquelles choses contenues en lo present article, en quant qu'il est en nous, le promettons de faire et acomplir, et comandons a touz noz officiers que aissi le fassent; et, en cas qu'ilz, o aucun d'eulx, fassent le contrayre, nous les en ferons faire compliment de justice.

Item, au segont article, contenent que ils nous ont supplie que nous les remettessons et pardonessons a touz et a chescun d'eulx de tout nostre cuer, de fait et de paroule, toute injure, rancour, malenconie, odis, vengance et tout exces quelconques, soit de toutes chosses, si aucunes sont faictes ou dictes tant que a present contre mondit seigneur le Roy ou nous, en les officiers et ministres de mondit seigneur le Roy, ou ja soit que eulx dient qu'ils ne le pansent avoir fait :

Lesquelles choses, en le present segont article contenues, toutes et chescune d'icelles, nous, de nostre grace especial et de nostre certaine science, les avons octroye et grante, octroions et grantons, en le maniere que est contenu en le mesme segond article.

Item, au tertz article, en ce que nous ont supplie que nous les remesis-

N° LXXXIII.
22 Mars 1394/5.

sons tout interesse pecuniari, tant public quant prive, que mondit seigneur, ou nous, ou noz ministres, poussons pretendir, demander ne exhigir, ou proposer par les choses surdictes, ne par occasion de ceste nouvellete, pour la honneur de Dieu, et pour le bien commun, et pour utilite du pays :

Nous, de nostre grace especial et de nostre certe science, les avons octroye et grante, octroions et grantons, et remettons en la maniere que est contenu en le mesme tertz article.

Item, au quart article, que nozdiz subgiz nous ont supplie que les garderons et tendrons, et ferons tenir et garder, a eulx et a chescun d'eulx, leurs privilegis et franchisses, libertes, coustumes, establimenz, usatges et observances des cites et des pais :

Nous le voulons et grantons, et promettons de observer et de faire tenir et garder en la fourme contenue en cest quart article.

Item, que, en ce qu'ils nous ont supplie, en le quint article, que lez chouses qu'elles sont este faites par nous officiers jusques a present, contre las chouses dessusdites, ou aucune d'icelles, o autrement injustement orde, de droyt non garde, que nous les retournerons de fait a deu et just estat, sanz aucun delay, faite a nous foy summairement et de plain; et ainsi mesmes vousissons faire retourner a dehu estat les choses que sont estees faictez, attemptees et occupeez sans cognissance de cause par les officiers royals, et par avant nostre reception, ja soit que plait soit sur les chousses dessusdites, o aucunes d'ycelles :

Lesquelles chouses et chescune d'icelles contenues en cest quint article, nous les octroyons et promettons de faire, selonc la teneur dudit article, appelez ceulx qui devront estre appelez.

Item, sur le contenu du VIme article, que nozditz subgiz nous ont supplie que nous vousissons mettre, pauser et ordener officers qui aient notice et cognissance du pays, et soient suffisantz et droiturers, et facent justice et rayson, aiant Dieux davant leurs oils, ne pervertissent justice, ne fassent fors que droit et raison, pour priz ne pour prie, pour amour, par odie ou par favour, en tielle maniere et afin que, deshoures en avant, ne puisse ensuir aucune error ne suspection; et en oultre, nous aient supplie que nous vousissons faire taxer les lettres de nostre chancellerie et les seels, afin que chescun soit cert quant devroit paier ou avoir :

Lesquelles choses, en le present VIme article contenues, a nous plaist, et nous a nostre povoir, et selonc le scenc que Dieux nous a donne, mettrons officiers bons et virtuos, par nostre honneur et utilite et a proffit

du pais; et auxi nous plest que las letres de nostredicte canchelerie et les seels soient taxees.

Item, sur le contenu du VIIIe article, en lequel supplient que nous, de nostre certaine science, que nous les confermons, a touz et a sengles, a chescun de troiz estatz, come a eux et a chescun d'eulx appartient, touz privilegis, franchises et libertes, par nous et par noz predecessours, ou progeniteurs a nous, ou leurs lieutenanz, o autres avonz [ayans?] povoir de nous o de leur, a leur donnez et octroiez, et auci donations, concessions, assignations, permutations et autres remunerations :

Nous, de nostre bonne grace et liberalite, et de nostre certaine science, les confermons, excepte offices excequtoires donnes a terme de vie ou a tempz.

Item, quant as chouses contenues en lo IXe article, contenant que, comme cest pais, par les guerres et autres tribulations, soit endevenu en grant povrete, que nous aucun novel subside, imposition, fogatge, billette, coustume, collecte ou aucune autre charge, ne imposissons, ne mesissons a aucun o aucuns, en comun ou en particulier, sinon que soit de comunial et liberal consentement de tout le pais, o de las deux pars de chescun estat; laquelle chouse, si estoit fait en autre maniere, nul ne fusse tenuz de oubeir quant a ce :

Nous le voulons et octroions par la manere que est contenu en ledit IXeme article .

Item, quant au Xen article, qu'ils nous supplient que nouz et noz genz fassent pourvesion de hostelx et de alopyamentz propres, ou que nous soions tenuz de louer, et que nos gentz ne soient alopiez deins les murs de la cite et borx de Bordeux, ne deinz la juridiction et destret de Bordeux, sanz volonte de tielx de qui seront les maisons, et des laboureux et habitantz en ycelles, majourment cum a presens aions a demourer comme seigneur et duc; laquelle chouse, se se feisoit autrement, pourroit estre grant prejudice et perpetuel servitut moult gref :

Nous voulons et a nous plest que ilz en ourdeignent comme a leur semblara a ffaire.

Item, quant al XIen article, que, comme aucuns de trois estats, c'est assavoir : genz de Sainte-Eglise, barons et nobles, bourgoys et habitanz d'icest pais aient plusieurs questalx et autres subgiz, que en droyt sent appelles : *originaris* ou *ascriptiti,* voulens venir a franchise et liberte, affin qu'ilx puissent leurs seigneurs justement ou injustement mettre en plet



N° LXXXIII.
22 Mars 1394/5.

avec les officiers royals, aient empetre, ou par aventure douptent vraysemblablement que veuillent empetrer aucunes sauvegardes, en grant prejudice et grevance du seigneur de qui sont questalz ou subgiz, nous aient supplie que, asdiz questalz ne *ascriptiti*, ne soit octroye aucune sauvegarde, en prejudice de leurs seigneurs ou de leurs possessions, sanz appeller lesdiz seigneur et sanz cognissance de cause :

Nous volons et promettons de non faire, ne octroyer autrement, sinon que soit fait selonc le contenu dudit article.

Item, a ce qu'ils nous ont supplie, en le XII. article, que comme aucuns de noz officers ont acostume de donner, en temps passe, letres d'estat a aucuns deptours, en grant prejudici de leurs crediteurs, contre fourme de droyt, de non paier leurs debtes a leurs crediteurs, que nous, deshoures en avant, ne noz officers tielles letres d'estat de non paier debtes ne vousissons octroyer, sinon en fourme de droit, et appellez ceulz qui devront estre appellez :

A nous plest que soit ainssi come ilz nous ont demande, et ainssi le promettons.

Item, quant au XIII[e] article, contenant que aucun ne soit expolie, ne formis de sa pocession, quelle que soit et quel que soit le possessour, sinon avec cognissance de cause; autrement tantost et encontenent soit restitui royalment et de fait :

Nous octroions a leur et a chescun en toutes choses en ceste partie si come est demande, car ce est justice, et auci nous demandons estre fait a nous et a nos.

Item, au XIIII[e] article, en lequel nous supplient que nous ne fassons faire, ne faisons nouvelle monoye, ne muer la valeur de l'antique, sinon de consentiment du peuple et de troys estatz, et sauve le droyt d'iceulx qui ont part en lez monoyes; et que soit pourveu suffisantment des changeours :

Nous ne le povons octroyer sans faire assavoir a mon seigneur le Roy, ne attendons aucune chose octroier ou muer, en cest article contenue, qu'ele soit en prejudice de la royalte dudit duche pour nostre temps, mais toutes choses garder et observer, selonc que antiquement est use et observe; toutesfoiz nous promettons pourvoir des changeours come ils demandent.

Item, en ce qu'il nous supplient, en XV[e] article, que la costume du Chastiel soit poyee en le maniere que en le temps passe soloit estre paiee, et que plus ne soit paiee :

Nous volons et octroions que soit ainssi. N° LXXXIII.

Item, au xvi[e] article, en lequel nous ont supplie que, si aucuns ont malement use de leurs privilegis, libertes, et status et coustumes, que tout ce nous remessissons et pardonnessons, demeuranz et durantz toutdis les mesmes privileges, libertes et status, coustumes, en leur forse et vigor; et, si aucuns, par faute de non user, ou par oblidance ou negligence, sont perdutz, que yceulx leur vousissons confermer, quant a nous seroit, par frem d'iceulx; et auci nous aient supplie que leur feissions confermer par nostre seigneur le Roy, si necessari soit :... (1) 22 Mars 1394/5.

Item, au xvii[e] article, continant que, si la duche de Guyenne stoit dividie, par paix ou autrement, que touz ceulx qui seront de la partie d'Engleterre aient un seigneur et un appel et ressort, c'est assavoir : illoecques ont progenitours et predecessours ont acostume; et, si avynoit que aucuns dudit duche que a present obeissent a la partie adversse, retournessent a nostre part, et ne voloient estre, sinon soubs l'oubeissance du Roy, tant seulement que lesdiz supplians ne peussent estre costrainz contre yceulx faire ou donner aide, jusques a tant que, par le Roy, mondit seigneur, et nous, soit accorde et communement sur ce ordrener :

Nous respondons que a nous plest et soit ainssi comme est contenu en le mesme xvii[e] article, et aussi le promettons et octroions de faire.

Item, al xviii. article, contenens que, si les gens de nostre partie acquirissent et gasanhet aucuns lieux de la partie oubeissante a la partie adverse duquel la propriete apparteigne a aucun de nostre part, que a icel ledit lieu soit restitui, en paiant les despens qui pour ce raisonnablement seront faitz :

Nous avons respondu que a nous plest, mes que alors soit guerre, quar durant les trieves ne put estre fait, pour ce que seroyt contre la teneur des trieves.

Item, au xix. article, contenant que nul, de quelque estat que soit, que soit mis a la corde ou a torture, sinon que soit premierement faite suffisant information, et cause leve judicialment et declaree par interloqutoire, partie audie; autrement plusieurs porroient estre destruis injoustement et subretosement, laquelle chose ne se doit faire :

Nous avons respondu que a nous plest purement et simplement.

Item, au xx[me] article, contenent que nul qui, pour droit ou par les privilegis, status, coustumes, observances antiques, devront estre jutge a

(1) Voyez la note 1, p. 259.



N° LXXXIII.
22 Mars 1394/5.

Bordeux, que ne soit pas transporte ni detenuz en autre lieu, ainx comme est dit que est fait autrefoiz, mes que receve son jutgement illocques ont par les choses surdites doit estre fait :

Nous avons respondu que a nous plest que soit fait ainssi, comme ont demande en le mesme xx^e article, et ainxi le promettons de tenir et fere tenir.

Item, au xxi^e article, contenent que ceulx qui ont leurs assignations sur les Chastelx o autres rendes royals, asquelles de nostre temps n'est este poie ne satisfait, [soit satisfait?] a eulx et paie, einxi come est just et raison :

Nous avons respondu que a nous plest jusque a la valeur des revenues qui avenent audit Chastel, et aussi volons et octroions que soit fait.

Item, au xxiii^e article, contenent que, si aucuns offices, ou soit prevoste o autre, soient bailles a aferme ou assense, que soient comandez et balles a personnes suffisanz, fidels et de bonne fame, que ne soient suspessoneurs, ni ne fassent oppressions, molestations ni exactions as subgiz, ja soit autremenz suffisant y presente plus donner :

Nous avons respondu que a nous plest, et ainxi le promettons a faire.

Item, au xxiiii^e article, contenent que, comme ceulx qui ont le goubern du port, pour passer ou porter les roumis, ne doyvent prendre sinon certaine chose, et aucuns contre cherite, tant que a present aient exhigi et fait paier, et de present exhigisquent et fassent paier plus que ne doyvent ne stoit acoustume, a ce que est dit, que nous pleust ordenner que ne preignent ne exigisquent, deshoure en avant, sinon einxi comme en le temps passe estoit acoustume desdiz roumis, plus que estoit acoustume :

Nous avons respondu que a nous plest, et ainxi le promettons a fere.

Item, au xxv^e article, contenent que, si aucuns biens des rebelles deveignent a la main du Roy, nostredit seigneur, ou nostre, et par avant tiel rebelle avoit creditors, que desdiz biens soit satisfait as mesmes creditors, en fourme, soumariement et de plein, dudit debte :

Nous avons respondu que a nous plest que justice soit faite, et ainxi le promettons de faire.

Item, au xxvi^e article, contenent que les debtes es quels le Roy est tenuz soient paies des revenues du Chastel :

Nous avons respondu que a nous plest que soient paies apres nostre terme; quar n'est pas juste chose que nous respondons pour le temps passe, oultre la somme receue dudit Chastel, lequelle ne put souffrir ne abandoner a sousporter las chargez et choses que touzdiz sont a faire.

Item, au xxvii[e] article, contenent que, comme de droyt, les beneffîcis que devent donner a yceulx qui ont cognissance de l'estat et condition du pais et des beneffîcis, que a nous pleust paier a nostre seigneur le Saint-Pere, et faire avecque li en tielle maniere que les benefices soient donnez a icelx du pais, pour special a ycelx qui sont de l'obeissance de nostre seigneur le Roy, et que cilx soient preferiz as autres, par special, quar ceulx plus fidelment servient au Roy et a nous, et soubzstindrent nos faiz, et nous endresseront a leur povoir plus fidelment contre les autres :

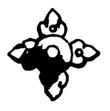
Nous avons respondu que a nous plest.

Item, au xxviii[e] article, contenent que touz les trois estatz nous ont supplie que, come le sire de Puchguilhem et son frere, estantz en etat *de infantia,* pour aucunes choses que a leur mere estoient empausees, en ce que est dit, fusseint violentement et de fait expelliz et hors mis dudit chastel, per Willhem Vuatte et autres, ses consors; e lesdiz freres, ainxi estantz expoliez, soient fais aduls, c'est assavoir : greigneurs de xiiii. ans, aient este toudiz en le service de nostre seigneur le Roy, et no povenz aucunement substentatz de consequir la restitution dudit chastel, mais par vraysemblant dobtant la perdiction dudit chasteu, et que icel venus a las mains des Francoys, aient, de lour propre auctorite, intre et pris la possession dudit chastieau; et nous, de nostre grace, les aions remis et perdone la coulpe et offense dudit chastel, que nous de nostre grace misericordieusement vousissons octroier et granter qu'ils poussent retenir et possedir pacificament ledit chastel, ainxi come leurs genitours ont acoustume :... (1)

Et toutes et sengles les chosses dessusdites, et chescune d'icelles, nous octroions, rattiffions et confermons, et les promettons de tenir et faire tenir, pour nous et pour noz officers, durant le cours de nostre vie, selonc la tenor et contenu des articles et reponces avantdites; et sur ce volons et les octroions doner et granter letres seelles de nostre seel, et soubz mein publique, asdiz trois estat et a chescun d'eulx, tant come ilz en voudront avoir; et ainxi, a greigneur fermete des chouses surdites, nous avons sellees ces presentes de nostre propre seel en pendent.

Donne a Seint-Severin de Bordeux, le xxii. jours de mars, l'an de grace mil ccc. iiii[xx] et xiiii.

(1) Voyez la note 1, p. 259.



N° LXXXIV.

20 Février 1396/7.

PRIVILÉGE ACCORDÉ PAR JEAN, DUC DE LANCASTRE, AUX BORDELAIS, RELATIVEMENT AUX TAVERNES.

SOMMAIRE.

Le duc déclare, en extension des priviléges concédés par ses ancêtres aux Bordelais, que nul ne pourra tenir une taverne à Bordeaux, s'il n'est bourgeois de cette ville.

Privilegium quod nulli, preter cives, faciant tabernam infra civitatem per totum discurssum anni (1).

JOHAN, filz de roy d'Engleterre, duc de Guienne et de Lancastre, comte Darby, de Nicole et de Leycestre, seneschal d'Angleterre, a touz ceux qui cez presentes letres verronnt ou orront, saluz.

Savoir faisoms que, come noz ancestrez, de leur grace especial, eussunt grante auz mere, jurez et comune de nostre citee de Bordeaux que, de la feste de Penthecoste jusques a la feste de Saint-Michel, nul ne puisse faire teverne dedanz nostredite citee ou ville, fors que lez bourgeoys d'icelle tant seulement, si come de ladite concession nous fumez a plein enformez : pour ce est il que nous, voulens a eulx augmenter et croistre leur avantdite concession, de nostre certaine science et grace especial, e en accroissement de leurdite concession, leur avoms octroye et octroyoms par cez presentez que, en nul temps de l'an, nul ne puysse fere teverne dedans nostre avantdite citee ou ville, s'il n'est borgeoys d'icelle.

Et en temoigne des chouses susdites, leur avoms otroye et otroyoms ces presentez seellees de nostre grant seel, a durer tant come a nous plaira tant seulement

Donne a Londres, le xx. jour de fevrier, l'an de grace mil ccc. quatre vintz et setze.

(1) Voyez le n° CIII § 2°.

N° LXXXV.

20 Mars 1394,5.

CONCESSIONS DE JEAN, DUC DE LANCASTRE, AUX JURATS DE BORDEAUX.

SOMMAIRE.

Le duc, sur la demande des jurats de Bordeaux, leur fait les concessions suivantes :

1° L'encanteur de la ville pourra seul procéder aux ventes publiques de meubles, mais il sera tenu d'obéir à toute réquisition du duc ou de ses officiers;

2° Les jurats exerceront la police des filles publiques, sans toutefois que le duc renonce aux redevances que ces filles ont pu lui payer antérieurement;

3° Les jurats pourront instituer ou destituer les changeurs, à l'exception d'un ou de deux, qui seront nommés par le duc;

4° Les jurats auront le droit de bâtir sur les vacants, et de les donner à fief ou à cens, sauf à payer au duc un marc d'argent par année;

5° Le duc abandonne aux jurats, pour dix ans, les quatre cinquièmes de sa part dans les amendes encourues pour cris et pour coups;

6° Il enjoint à ses officiers de laisser les Bordelais procéder librement au transport des pèlerins, pourvu qu'ils garantissent le paiement des droits anciennement en usage.

Concessiones facte per ducem Acquitanie et Lancastrie majori et juratis Burdegale in sua ultima receptione (1).

UNIVERSIS presentes litteras inspecturis ac etiam audituris, Johannes, filius regis Anglie, dux Acquitanie et Lencastrie, comes Derbie, Lyncolnie et Leicestrie, senescallus Anglie, salutem et habere memoriam rei geste.

Virtutum premia merentibus tribui convenit, et justis postulantium votis facilis debet preberi assensus. Hinc est quod jurati et communia civitatis nostre Burdegale ac ipsa communia, quos tanquam fideles et non immerito favore prosequimur, nobis humiliter supplicarunt quod, cum ipsi de consuetudine, usu et observantia antiquis, pacifice observatis, a tempore cujus contrarii memoria non existit, fuerunt in possessione inquantus, in quo precise per inquantatorem ville et non per alium habent vendi omnia bona mobilia, que palam et publice in civitate Burdegale habent vendi sive habeant vendi, pretextu cujusvis excequtionis

(1) Voyez les nos CIII et CIV.

N° LXXXV.
20 Mars 1394.5.

facte seu faciende, descendentis ex sententiis prolatis seu profferendis, per quoscumque judices ordinarios seu appellationum, sive per tutores, curatores, testamentorum excequtores seu quosvis alios, et, a pauco tempore citra, officiarii regii et nostri, in prejudicium eorum possessionis, et in lesionem et gravamina dicte communie, fecerint vendi de bonis mobilibus que habebant vendi, pretextu sententiarum prolatarum per officiarios regios seu nostros, quatenus dicta gravamina in prestinum statum reducere vellemus, et inhibere quibuscumque officiariis nostris in futurum ne ac cetero super inquantu predicto et eorum possessione molestarent, et eisdem ex integro totaliter restitueremus :

Quorum precibus inclinati, tam ex zelo justitie, quam ex gratia speciali, eisdem dictum inquantum concedimus, prout petitum est, inhibentes quibuscumque officiariis nostris, tam presentibus quam futuris, ne a cetero aliquod eis prestaret super eodem impedimentum; reservato tamen nobis quod inquantator teneatur nobis et officiariis nostris obedire quotienscumque fuerit requisitus.

Secundo, supplicarunt nobis, cum instantia magna, jurati et communia supradicti quod, cum ab antiquo et pretextu privilegiorum juratis et communie per progenitores nostros concessorum, ipsi habeant et habere debeant cognitionem quorumcumque burgensium et habitatorum Burdegale, pretextu quorum habuerint ab antiquo et habere debeant cognitionem mulierum communium et habitantium in lupanari, quarum cognitionis etiam fuerunt in possessione pacifica seu quasi, et, pauco tempore citra, prepositi Umbrarie, qui pro tempore fuerunt, easdem occupaverint, privando et spoliando dictos juratos et communiam possesione seu quasi cognitionis earumdem, quatenus vellemus illas et earum cognitionem eisdem restituere, et in prestinum statum reducere, inhibendo officiariis nostris, qui pro tempore forent, ne a cetero cognitionem illarum se intromittant seu intromittere valeant :

Hiis igitur supplicationi volentes annuere gratiose, dictas mulieres communes et cognitiones earumdem dictis juratis et communie, tam ex zelo justitie, quam ex gratia speciali, concedimus; reservatis tamen nobis redditibus, si quos super eisdem habebamus tempore quo dicti jurati et communia erant in possessione seu quasi cognitionis earumdem, ut in articulo cavetur.

In tertio, supplicarunt quod, cum ipsi ab antiquo fuissent in possessione campsorum, cum potestate ponendi vel deponendi eosdem ad communem utilitatem, quibus fuerint spoliati, quod eosdem nobis placeret restituere,

cum potestate ponendi vel deponendi eosdem, ut ab antiquo erat fieri consuetum :

Quoad hunc articulum, ex prerogativa dilectionis specialis dictis juratis et communie, tam ex zelo justitie quam de gratia speciali, concedimus dictis campsores, cum potestate ponendi et deponendi eosdem, prout petitum est; reservato tamen nobis quod possumus unum vel duos ponere campsores.

Item, etiam IIII^to supplicarunt quod, cum esset decens civitatem, villam Burdegale et ipsius balleucas pluribus edificiis fore muniendas, et paduenta et eorum usus ad eosdem spectent et pertineant ab antiquo, quod nobis placeret, de gratia speciali, eisdem juratis et communie concedere quod libere possent edificare seu edificari facere, seu in feudis aliis tradere libere dicta paduenta seu in dictis paduentis, sine pertubatione aliquali :

Nos igitur, considerantes grata et laudabilia servitia per ipsos hactenus nobis multipliciter impensa, ex prerogativa dilectionis specialis, dictis juratis, de gratia speciali, concedimus quod possint in dictis paduentis libere edificare seu edificari facere, et ea seu eorum aliqua in feudum, seu perpetuam emphiteosim aliis tradere, cum sporla et censibus competentibus, ad utilitatem ipsorum et communie, prout eis videbitur faciendum; dicti enim jurati promiserunt nobis anuatim dare, occasione dicte concessionis dictorum paduentorum, unam marquam argenti annui redditus, solvendam in castro Burdegale, in festo nativitatis Domini.

Item, quinto etiam supplicarunt quod, cum ipsi nobis habeant responderi de quibuscumque vadiis clamorum et verberationum factorum seu fiendorum Burdegale, debet de LXV. solidis V. solidos dumtaxat, et sic de aliis vadiis majoribus secundum ratam dicte summe, quod de gratia speciali vellemus eisdem, per decem annos futuros, remittere jura nostra, que ad nos pertinere debebunt occasione dictorum vadiorum :

Item, ad hunc articulum volentes supplicationi dictorum juratorum et communie annuere gratiose, ex speciali gratia eisdem concedimus, prout petitum est in dicto articulo, reservato nobis quinta parte dumtaxat emolumentorum ad nos spectare debentium in futurum, occasione vadiorum descendentium pretextu clamorum seu verberationum fiendorum Burdegale; quatuor enim partes dictorum emolumentorum, per tempus in articulo comprehensum, donamus eis, remittimus et quittamus.

Item, sexto nobis humiliter supplicarunt quod, cum cives et habitatores Burdegale ab antiquo consueverunt portare seu vehi facere libere, cum

N° LXXXV.
20 Mars 1394/5.

vasibus eorum, romipetas transeuntes et redeundentes, et, a pauco tempore citra, officiarii nostri, ut asserunt, eosdem impediverint seu perturbaverint, super premissis quod nobis placeret inhibere officiariis nostris presentibus, vel [qui?] pro tempore forent, ne a cetero eos in premissis impedirent seu perturbarent :

Huic igitur supplicationi, tanquam rationi consone, annuere volentes, tenore presentium inhibemus quibuscumque officiariis nostris presentibus, vel qui pro tempore fuerint, ne super contentis in dicto articulo, cives et habitatores Burdegale impediant, vexent seu molestent, cum hoc quod dicti cives et habitatores non transeant dictos romipetos, nisi constituto eis per bilhetam, secundum morem Castri, de satisfactione juris nostri, secundum quod ab antiquo est solvi consuetum.

In cujus rei testimonium et ad majorem roboris firmitatem, sigillum magnum nostrum quo utimur presentibus apponendum.

Datum loco Sancti-Severini, prope Burdegalam, die xx[da] mensis martii, anno Domini M° ccc[mo] nonagesimo quarto.



N° LXXXVI.

12 Janvier 1378.

PRIVILÉGE ACCORDÉ PAR GRÉGOIRE XI AUX BORDELAIS, RELATIVEMENT AUX CITATIONS DE JUGES ECCLÉSIASTIQUES.

SOMMAIRE.

Le Pape, sur la demande des Bordelais, les dispense de se rendre aux citations de juges délégués par le saint-siége, lorsqu'on les sommera de comparaître en un lieu où ils ne pourront se rendre sans danger pour leurs personnes.

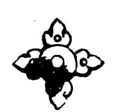
Gratia Pape quod nullus per rescripta appostolica possit trahi ad loca ubi sine periculo persone possit accedere.

GREGORIUS, episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis, majori, juratis et communitati Burdegalensibus, salutem et apostolicam benedictionem.

Cum, sicut oblata nobis ex parte vestra petitio continebat, interdum ad loca non tuta citari ad judicium vos contingat, a judicibus a sede apostolica delegatis, ad que, propter inimicitias quas habetis, accedere non potestis absque periculo personarum, nobis humiliter supplicastis ut, cum aliquando ab eisdem judicibus in nos occasione hujusmodi excommunicationis sententia sublinmetur, paterna super hoc nobis dignaremur providentia subvenire :

Nos igitur, devotionis vestre supplicationibus inclinati, auctoritate vobis presentium indulgemus ne vos vel vestrum aliquis, per litteras apostolicas, in locis minus tutis possitis de cetero conveniri, ad que accedere non valetise sine priculo personarum. Nulli ergo omnino hominum liceat paginam nostre concessionis infringere, vel ei ausu temerario contraire; si quis autem hoc attemptare presumpserit, indignationem omnipotentis Dei et beatorum Petri et Pauli, apostolorum ejus, se noverit incursurum.

Datum Perusii, II. idus januarii, pontificatus nostri anno octavo.



N° LXXXVII.

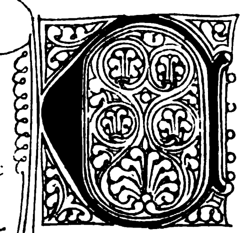
4 Avril 1307.

PRIVILÉGE ACCORDÉ PAR CLÉMENT V AUX BORDELAIS RELATIVEMENT AUX CITATIONS DE JUGES ECCLÉSIASTIQUES.

SOMMAIRE.

Le Pape, sur la demande des Bordelais, leur accorde de ne pouvoir être traduits devant aucun juge hors de Bordeaux, en vertu de lettres du saint-siége ou des légats, à moins que ces lettres ne le permettent expressément.

Littera papalis quod burgenses non extrahantur in causa nec in judicio extra villam, per litteras Pape vel ejus delegatorum, nisi sit facta mentio de verbo ad verbum in illis litteris (1).



LEMENS, episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis, majori, juratis, universitati et singularibus civibus civitatis Burdegale salutem et apostolicam benedictionem.

Specialis illa dilectio quam ad vos et civitatem vestram habemus, mentem nostram sollicitat et inducit ut apostolicis vos foveamus presidiis et condignis gratiis honoremus. Hinc est, quod nos, vestris supplicationibus inclinati, auctoritate vobis apostolica indulgemus ut vos vel aliqui vestrum, per litteras apostolice sedis vel legatorum ejus impetratas jam vel imposterum impetrandas, extra civitatem Burdegalensem, dummodo infra illam parati sitis de vobis conquerentibus, coram competenti judice, de justitia respondere, in causam trahi vel ad judicium evocari nullatenus valeatis inviti, nisi ejusdem sedis littere impetrande plenam et expressam, ac de verbo ad verbum, fecerint de indulto hujusmodi mentionem. Nulli ergo omnino homini liceat hanc paginam nostre concessionis infringere, vel ei ausu temerario contraire; si quis autem hoc attemptare presumpserit, indignationem omnipotentis Dei et beatorum Petri et Pauli, apostolorum ejus, se noverit incursurum.

Datum apud Faolam, Xanctonensis diocesis, II. nonarum aprilis, pontificatus nostri anno secundo. — Jo. de Treb.

(1) Cet acte se trouve dans le *Gallia Christiana*, t. II, *Instrumenta* : col. 305. — Voyez les nos LXXXVIII et LXXXIX.



N° LXXXVIII.
17 Juillet 1307

BULLE DE CLÉMENT V POUR LA CONSERVATION D'UN PRIVILÉGE ACCORDÉ AUX BORDELAIS.

SOMMAIRE.

Le Pape, après avoir rappelé le privilége accordé par lui aux Bordelais relativement aux citations des juges ecclésiastiques, charge l'abbé de Sainte-Croix et le prieur de l'hôpital Saint-Jacques à Bordeaux, de veiller, tous deux ensemble et chacun d'eux en particulier, à ce que nul ne vienne à l'encontre de la concession qu'il a faite, nonobstant toute constitution contraire.

Exequutoria gratie precedentis (1).

CLEMENS, episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis abbati monasterii Sancte-Crucis et priori Sancti-Jacobi Burdegale salutem et apostolicam benedictionem.

Specialis illa dilectio quam ad dilectos filios, majorem et juratos et universitatem Burdegale, et singulares cives ejusdem universitatis, et civitatem Burdegale habemus, mentem nostram sollicitat et inducit ut apostolicis eos foveamus presidiis et condignis gratiis honoremus. Hinc est quod nos, majoris et juratorum, universitatis et civium predictorum supplicationibus inclinati, eis auctoritate apostolica duximus indulgendum ut ipsi vel aliquis eorum, per litteras apostolice sedis vel legatorum ejus impetratas tunc vel in antea impetrandas, extra civitatem predictam, dummodo infra illam parati essent de se conquerentibus, coram competenti judice, de justitia respondere, in causam trahi vel ad judicium evocari nullatenus possent inviti, nisi ejusdem sedis littere impetrande plenam et expressam, ac de verbo ad verbum, fecerint de indulto hujusmodi mentionem.

Quocirca, discretioni vestre per apostolica scripta mandamus quatenus vos vel alter vestrum, per vos vel alium seu alios, eisdem majori, juratis, universitati et civibus super hoc efficacis deffensionis presidiis ascistentes, non permutatis [permittatis?], vel eorum aliquos seu aliquem, contra

(1) Voyez les nos LXXXVII et LXXXIX.

N° LXXXVIII.
17 Juillet 1307.

hujusmodi indulti nostri tenorem, ab aliquibus clericis vel laïcis extra dictam civitatem in causam trahi, vel ad judicium evocari, seu aliter super hoc aliquatenus molestari; molestatores hujusmodi, quicumque et cujuscumque preeminentie dignitatis fuerint aut status, etiam si pontificalia prefulgeant dignitate, auctoritate nostra, appellatione postposita, compescendo; non obstante consilii generalis : « De duabus, » et felicis recordationis Bonifacii pape VIII., predecessoris nostri : « De una ———, » necnon ejusdem predecessoris qua cavetur quod judices excecutorum sive conservatorum a sede apostolica deputati non possint, extra civitatem vel diocesim, in quibus deputati fuerint, in negotiis eis commissis procedere, vel vices suas alicui delegare, quodque unus eorum nequeat se intromittere de negotio per alium incoato, et aliis quibuscumque constitutionibus super hoc in contrarium editis, seu si aliquibus ab eadem sede indultum existat; quam exertari, suspendi vel interdici non possint per litteras apostolicas non facientes plenam et expressam, ac de verbo ad verbum, de indulto hujusmodi mentionem, et quibuscumque privilegiis, litteris et indulgentiis apostolicis de quibus mentionem apostolicam in nostris litteris fieri specialem.

Ceterum volumus et auctoritate apostolica decernimus quod, de presentatione presentium etiam uni tantummodo vestrum facta, plena sit attributa unicuique vestrum juridictio in premissis, quodque idem robur, vim perpetuationis extunc juridictio cujuslibet vestrum obtineat, quod et quam, si quilibet vestrum, auctoritate presentium, incepisset per citationem, monitionem vel aliter legitime procedere, obtineret, et quasi, re non integra, perpetuata eamdem nostram [eadem vestrum?] cuilibet juridictio censeatur.

Datum Pictavis, xvi. calendarum augusti, pontifficatus nostri anno secundo. — Secundo.



N° LXXXIX.
2 Juin 1396.

MANDEMENT DU PRIEUR DE SAINT-JACQUES, RELATIF A UN PRIVILÉGE ACCORDÉ AUX BORDELAIS.

SOMMAIRE.

Le prieur de l'hôpital de Saint-Jacques à Bordeaux, en vertu de la commission qui lui a été donnée de veiller à la conservation d'un privilége accordé par Clément V aux Bordelais, mande à l'archidiacre d'Outre-Dordogne et à l'official de Périgueux, ainsi qu'au curé (ou au chantre) (1) de la même ville, d'annuler la citation qu'ils ont lancée, comme juges délégués du saint-siége, à la demande de Pierre de Campanian (ou de Camparrian) (2), contre Arnaud et Géraud Dorinha et Jean d'Auquer, clercs et citoyens de Bordeaux, pour les obliger à comparaître dans le cloître de l'église de Périgueux.

Tout chapelain, sous-chapelain et notaire à ce requis devra, sous peine de suspension ou d'excommunication, signifier ce mandement aux juges et au demandeur précités; interdire à ceux-ci d'assigner hors de Bordeaux les défendeurs qui sont prêts à comparaître dans cette ville, devant le juge compétent; et, dans le cas où ils seraient chargés de donner une assignation semblable, ne point la recevoir et ne point lui obéir.

Inhibitio conservatorum privilegiorum facta in contravenientes privilegia antedicta, cum copia in forma publica privilegii antedicti (3).

PETRUS, prior hospitalis Sancti-Jacobi Burdegale, judex seu conservator privilegiorum majori, juratis et universitati Burdegale, et singularibus civibus universis ejusdem, a sede apostolica concessorum, per eamdem sedem specialiter deputatus, una cum venerabili in Christo patre, abbate monasterii Sancte-Crucis Burdegale, cum illa clausa : « Quatenus vos vel alter vestrum, etc. », venerabilibus et discretis viris, archidiacono de Ultra-Dordoniam, in ecclesia Petragoricensi, et officialibus Petragoricensibus judicibus, ut asseritur, a sede apostolica deputatis, una cum venerabili et discreto viro, curato ecclesie Petragoricensis, collega suo, cum illa clausa : « Quod si non omnes hiis exequendis potueritis interesse, duo vestrum ea nichilominus exequantur » ; necnon dilectis nobis in Christo capellano vel subcapellano Sanctorum : Michaelis, Projecti, Elegii, et Sancte-Eulalie

(1 et 2) Les deux leçons se lisent dans notre texte.
(3) Voyez les nos LXXXVII et LXXXVIII.



N° LXXXIX.
2 Juin 1336.

Burdegale, et omnibus aliis ad quos presentes littere pervenerint, ac quibuscumque publicis notariis qui super hoc fuerint requisiti, salutem in Domino, et mandatis nostris ymo verius apostolicis firmiter obedire.

Gravem querelam Arnaldi et Geraldi Dorinha, fratrum, et Johannis Auquerii, clericorum, civium et habitatorum civitatis Burdegale, recipimus, continentem quod, licet felicis recordationis sanctissimus pater et dominus noster, dominus Clemens, superna providente clementia, papa quintus, dictis majori, juratis, universitati et singularibus civibus civitatis Burdegale predicte concesserit, de gratia speciali, ut ipsi vel aliquis ipsorum, per litteras apostolice sedis vel legatorum ejus impetratas jam vel in posterum impetrandas, extra civitatem Burdegale, dummodo parati sint infra illam suis conquerentibus, coram competenti judice, de justitia respondere, in causam trahi vel ad judicium evocari nullathenus possint inviti, nisi ejusdem sedis littere impetrande plenam et expressam, ac de verbo ad verbum, fecerint de indulto hujusmodi mentionem, prout hec in quibusdam litteris, vera bulla plumbea dicti domini nostri Pape in filis de serico bullatas, largius et plenius exprimuntur;

Et deinde prefatus dominus Papa, per alias suas litteras, vera ipsius bulla plumbea in filo seu cordula canapis bullatas, nobis dicto priori et eidem abbati dederit in mandatis ut nos vel alter nostrum, per nos seu alium, seu alios, eisdem majori, juratis et universitati ac civibus, super hoc efficaciter deffensionis presidio assistentes, non permitteremus eos, vel aliquem eorum, contra hujusmodi indulti tenorem, ab aliquibus clericis vel laicis extra dictam civitatem Burdegale in causam trahi vel ad judicium evocari, seu aliter super hoc aliquatenus molestari, molestatores hujusmodi quicumque et cujuscumque preeminentie, dignitatis fuerint aut status, etiam si pontifficali prefulgeant dignitate, auctoritate apostolica, appellatione postposita, compescendo, prout hec in litteris apostolicis largius exprimuntur;

Vosque prefati archidiaconus de Ultra-Dordoniam et officialis Petragoricencis, qui vos asseritis a sede apostolica in hac parte hujusmodi judices delegatos, predictos clericos, cives et habitatores Burdegale citari, ut intelleximus, mandaveritis, virtute litterarum apostolicarum, vobis et dicto cantori Petragoricensi, ut dicitur, directarum de dictis privilegiis concessis majori, juratis, universitati et singularibus civibus civitatis Burdegale supradicte, nullam facientium mentionem, coram vobis in claustro ecclesie Petragoricensis, ad diem martis ante instans festum beati Bernabe, apostoli, vel diem sequentem non feriatam, si dicta dies fuerit feriata, ad

instantiam Petri de Campaniano, civis Burdegale, cum eodem, super contentis in dictis litteris apostolicis, ut dicitur, vobis directis, debite processurum, responsurum et jure pariturum; et premissa sint facta contra tenorem privilegiorum memoratorum, et in ipsorum clericorum, civium et habitatorum Burdegale conquerentium, et totius civitatis dicte ville Burdegale prejudicium et gravamen, et nostre juridictionis conservatorie et apostolice, sancte sedis et voluntatis ejusdem elusionem, contumeliam et contemptum :

Quocirca, nos prefatus conservator monemus semel, secundo, tertio et canonice vos prefatum archidiaconum de Ultra-Dordoniam et officialem Petragoricensem, qui vos asseritis judices a sede apostolica deputatos, et vestrum quemlibet in solidum, ac collegam vestrum, et quoscumque alios per vos vel vestrum alterum subdelegatos vel subdelegandos, auctoritate apostolica predicta nobis in hac parte commissa, ut, intimatis vobis et vestrum cuilibet nostris hujusmodi monitionibus et mandatis, quamcumque citationem seu evocationem, per vos vel vestrum aliquem, factam seu concessam contra prefatos clericos, cives et habitatores Burdegalensis civitatis, quam ex nunc, quantum virtute predictarum gratie et executorie, et non aliter possumus et debemus, quarum quidem gratie et executorie predictarum copiam presentibus litteris duximus insserendum cum sequela ejusdem, duximus revocandam, viribusque care volentes revocetis ex toto, et revocare et annulare cum effectu procuretis, visis presentibus indilate, ita quod nobis et dictis civibus plene constet de hujusmodi revocatione et etiam adnullatione.

Vobis autem cappellanis et subcappellanis, notariis publicis et quibuscumque personis, ecclesiasticis non exemptis, qui super hoc fuerint requisiti, auctoritate apostolica supradicta nobis in hac parte commissa, sub penis suspensionis et excommunicationis, quas, juxta statum vestrum vel vestrum quemlibet, in hiis scriptis, terna et canonica monitione premissa, si in exequendis mandatis nostris hujusmodi ymo verius apostolicis contradictores fueritis aut rebelles ferimus non parendo, ita quod unus se pro alio non excuset, precipimus et mandamus quatenus, ex parte nostra, auctoritate apostolica predicta, dictos archidiaconum de Ultra-Dordoniam et officialem Petragoricensem, et subdelegatos ab eis vel etiam subdelegandos, dum de eis constare poterit et quemlibet eorumdem, et dictum Petrum de Campariano seu ejus procuratorem competentem et perhemptorem moneatis; et etiam, ex parte nostra, auctoritate apostolica predicta

N° LXXXIX.
2 Juin 1336.

fungentes, inhibeatis eisdem expresse ne ipsi aut aliquis ipsorum de cetero dictos Arnaldum et Geraldum Dorinha, fratres, et Johannem Auquerii, clericos, cives et habitatores Burdegale, ad instantiam ipsius Petri de Campariano, auctoritate apostolica vel legatorum ejus, extra civitatem Burdegale predictam, citent aut ad judicium evocent, seu faciant evocari, cum iidem fratres et Johannes Auquerii, cives et habitatores predicti sint parati et se offerant de stando et parendo juri suis querelantibus, coram judice competenti, infra civitatem Burdegale memoratam;

Inhibentes nichilominus, quantum virtute gratie et exequtorie predictarum possumus et debemus et non aliter, vobis cappellanis et subcappellanis civitatis, suburbie, et diocesis ac provincie Burdegale predictis, et aliis quibuscumque, sub pena excommunicationis, suspensionis et interdicti, quod, si forte alique littere citatorie, monitorie, excommunicatorie vel agravatorie, seu alique alie de citando et trahendo extra civitatem Burdegale predictam, monendo aut agravando, seu aliter quoquomodo vocando dictos Arnaldum et Geraldum Dorinha et Johannem Auquerii, vel alterum eorumdem, auctoritate litterarum apostolicarum predictarum, ex parte dictorum archidiaconi de Ultra-Dordoniam et officialis Petragoricensis, vel alicujus ipsorum, aut aliorum judicum quorumcumque, ad instantiam dicti Petri de Campariano, ad vos vel aliquem vestrum directe fuerint seu etiam dirigende, ne vos vel vestrum aliquis predictas litteras recipiatis, sigilletis, nec eis etiam in aliquo pareatis, et, si in aliquo paruistis, pro non parito habeatis.

Alioquin nos, auctoritate predicta apostolica qua fungimur in hac parte, ipsos omnes et singulos contrarium facientes, monitionibus et mandatis nostris predictis non parentes, in hiis scriptis, quantum possumus et debemus et non aliter, excommunicamus; et excommunicatos auctoritate predicta volumus et mandamus, per vos cappellanos et subcappellanos predictos, in vestris ecclesiis publice nuntiari diebus dominicis et festivis, sub penis superius annotatis; contra non parentes procedemus ad penas alias graviores, quantum juri fuerit et consonum rationi.

Datum IIII^ta nonas junii, ac sigillo nostro sigillatum in testimonium premissorum, anno domini millesimo ccc^mo xxx^mo sexto.

Reddendis litteris sigillatis quilibet vestrum prout eas duxeritis exequendas, in signum recepti et excequti mandati.

Tenor gratie et excequtorie dictarum sequitur in hunc modum :

« Clemens, etc. » (Ut supra in precedentibus bullis.)

Nº XC.

13 Janvier 1306.

PRIVILÉGE ACCORDÉ PAR CLÉMENT V AUX BORDELAIS, RELATIVEMENT AUX EXCOMMUNIÉS.

SOMMAIRE.

Le Pape, sur la demande des Bordelais, accorde à l'official de Bordeaux le pouvoir d'absoudre ceux d'entre eux qui viendraient à mourir excommuniés, et qui, par suite, ne devraient point recevoir la sépulture ecclésiastique; à condition, toutefois, qu'il y ait une garantie pour le paiement de ce que le mort devait à raison des causes de son excommunication.

Qualiter officiales Burdegale possunt absolvere et ecclesiastico tradere sepulture deffunctum auctoritate apostolica excommunicatum, cautionem perciplando de solvendo debita (¹).

CLEMENS, episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis, universitati civitatis Burdegale, salutem et apostolicam benedictionem.

Affectus benivolentie specialis qua, predulcedine natalis solii, vos et civitatem vestram prosequimur, devotionis quoque sinceritas et fidei prompnitudo quas in vobis erga nos vigere cognoscimus, instanter sollicitant mentem nostram ut nos civitatem eamdem ejusque incolas paterne dilectionis brachiis amplectentes, que supliciter postulatis a nobis, queve consona votis vestris esse conspicimus, patris more benivoli, vobis favorabiliter concedamus.

Vestris itaque supplicationibus inclinati, vobis auctoritate apostolica indulgemus, ut, si forte aliqui cives Burdegalenses vel ipsius incole civitatis excommunicatione ligati decesserint, absolutionis beneficio non obtento, et ecclesiastica propter hoc caruerint sepultura, officiales Burdegalenses teneantur eis auctoritate nostra, dummodo in ipsis, tempore sui obitus, appareant signa penitentie manifesta, de absolutionis beneficio, juxta formam ecclesie, sine mulcta et exactione qualibet providere, sibique, post hujusmodi absolutionem impensam, sepulturam restituere supra-

(¹) Voyez les nºˢ XCI et XCII.

N° XC.
13 Janvier 1306.

dictam; ita tamen quod heredes ipsorum deffunctorum, vel alii pro eis, illis quorum intererit, super hiis pro quibus excommunicati fuerant, satisfaciant competenter, vel de satisfaciendo ydonean exhibeant cautionem, prout ab eisdem deffunctis faciendum fuisset, si ante dictum obitum munus absolutionis hujusmodi recepissent. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostre concessionis infringere, vel ei ausu temerario contraire; si quis autem hoc attemptare presumerit, indignationem omnipotentis Dei et beatorum Petri et Pauli, [apostolorum?] ejus, se noverit incursurum.

Datum Lugduni, idus januarii, pontificatus nostri anno primo.



N° XCI.
13 Janvier 1306.

BULLE DE CLÉMENT V, RELATIVE A UN PRIVILÉGE ACCORDÉ AUX BORDELAIS.

SOMMAIRE.

Le Pape, après avoir rappelé le privilége accordé par lui aux Bordelais relativement à l'absolution des excommuniés, mande à l'évêque de Bazas, ainsi qu'aux abbés de la Sauve-Majeure et de Saint-Romain de Blaye, qu'ils auront le droit de suppléer l'official de Bordeaux, lorsque celui-ci négligera ou refusera d'user du pouvoir qui lui a été conféré à l'égard de cette sorte d'absolution.

Exequutoria precedentis gratie (1).

CLEMENS, episcopus, servus servorum Dei, venerabili fratri episcopo Vasatensi, et dilectis filiis, Silve-Majoris et Sancti-Romani de Blavia, Burdegalensis diocesis, monasteriorum abbatibus, salutem et apostolicam benedictionem.

Affectus benivolentie specialis qua, predulcedine natalis solii, dilectos filios, universitatem civitatis Burdegale prosequimur, devotionis quoque sinceritas et fidei promptitudo quas in ipsis erga nos vigere cognoscimus, instanter sollicitant mentem nostram ut nos civitatem eamdem ejusque incolas paterne dilectionis brachiis amplectentes, que suppliciter postulant a nobis, queve consona votis eorum fore conspicimus, patris more benivoli, universitati civitatis predicte favorabiliter concedimus.

Ipsorum itaque supplicationibus inclinati, eis auctoritate apostolica duximus indulgendum ut, si forte aliqui cives Burdegalenses vel ipsius incole civitatis excommunicatione legati decesserint, absolutionis beneficio non obtento, et ecclesiastica propter hoc caruerint sepultura, officialis Burdegalensis teneretur eis, auctoritate nostra, dummodo in ipsis, tempore sui obitus, apparuerint signa penitentie manifesta, de absolutionis beneficio, juxta formam ecclesie, sine mulcta et exactione qualibet providere, sibique, post hujusmodi absolutionem impensam, sepulturam restituere supra-

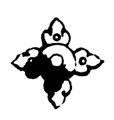
(1) Cet acte se trouve dans le *Gallia Christiana*, t II, *Instrumenta*, col. 306. — Voyez les nos XC et XCII.

N° XCI.
13 Janvier 1306.

dictam; ita tamen quod heredes ipsorum deffunctorum, vel alii pro eis, illis quorum intererit, super hiis pro quibus excommunicati fuissent, satisfacerent competenter, vel de satisfaciendo exhiberent ydoneam cautionem, prout ab eisdem deffunctis faciendam fuisset, si ante dictum obitum, munus absolutionis hujusmodi recepissent.

Quocirca, discretioni vestre per apostolica scripta mandamus quatenus vos, vel duo aut unus vestrum, per vos vel alium seu alios, si officiales predicti, videlicet: qui nunc est et qui pro tempore fuerint, se in hac parte redderent negligentes, vel forte premissa exequi non valerent, vos tunc, juxta formam hujusmodi eis traditam, premissa omnia exequi, eadem auctoritate, efficaciter studeatis.

Datum Lugduni, idus januarii, pontificatus nostri anno primo.



N° XCII.
4 Avril 1307.

COMMISSION DÉCERNÉE PAR CLÉMENT V, RELATIVE AUX EXCOMMUNIÉS ET AUX DIMES.

SOMMAIRE.

Le Pape, sur les plaintes des maire et jurats de Bordeaux, charge l'archevêque, deux chanoines et trois citoyens de cette ville, de régler le taux des amendes que les excommuniés paieront à l'official pour être absous, ainsi que les sommes d'argent à payer par les Bordelais en remplacement des dîmes; en cas de difficultés, on devra en référer au saint-siége.

Quedam commissio super moderatione actorum, excessuum factorum per officialem Burdegale, et super immoderata exactione decime (1).

CLEMENS, episcopus, servus servorum Dei, venerabili fratri archiepiscopo et dilectis filiis, sacriste, magistro Raymundo Gaufrido, canonico, Bernardo Ferrerii, Bernardo Megensani et Arnaldo de Sancto-Juliano, civibus Burdegalensibus, salutem et apostolicam benedictionem.

Gerentes ad civitatem Burdegale benivolentie specialis affectum, ad ea libenter intendimus ex quibus illius incole ab animarum periculis et rerum dispendiis preserventur.

Ex parte siquidem majoris, juratorum et universitatis civitatis ejusdem, fuit expositum coram nobis quod officialis Burdegalensis, qui est pro tempore, cives Burdegalenses recurrentes ad ipsum pro absolutionis beneficio, super excommunicationum sententiis quibus aliqui astringuntur, circa emendas et satisfactiones impendendas, gravat in tantum quod nonnulli quandoque, dictis ligati sententiis, gravamina hujusmodi metuentes, differunt absolutionis beneficium postulare, pluresque ex eis aliquando excommunicati decedunt. Ipsi quoque cives et incole civitatis ejusdem, magnis sumptibus et oneribus, que pre aliis illarum partium subeunt pregravati, decimas de vino, blado et aliis eorum proventibus non persolvunt; ex quo magnum eis periculum iminet animarum. Quare, ex parte

(1) Voyez les nos XC et XCI

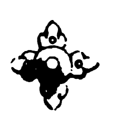
N° XCII.
4 Avril 1307.

majoris, juratorum et universitatis predictorum, fuit nobis humiliter supplicatum, ut, tam super moderatione hujusmodi emendarum et satisfactione illorum qui fuerint absolvendi, quam solvende decime de proventibus antedictis, de salutari providere remedio, paterna sollicitudine dignaremur; statuendo quod certa pecunie quantitas pro singulis doliis vini singulisque mensuris bladi, loco decime, prefati cives persolvant, nec teneantur exinde ad aliam decimam persolvendam.

Nos autem, qui dictorum civium salutem et prosperitatem appetimus, ipsorum obviare dispendiis, ac animarum providere saluti paternis affectibus cupientes, et gerentes de circumspectione nostra fiduciam in Domino specialem, discretioni vestre per apostolica scripta mandamus quatenus tu, frater archiepiscope, per te vel alium seu alios, vos vero sacrista, canonice et cives, per vos ipsos, auctoritate nostra, tractetis et etiam ordinetis inter cives predictos et eundem officialem, super moderatione emendarum et satisfactione eorum qui per officialem predictum fuerint absolvendi; ac inter cives eosdem et ecclesias predicte civitatis et suburbiorum ejus, quantum pro hujusmodi decima de singulis hujusmodi mensuris bladi et vini fuerit per eosdem cives dictis ecclesiis persolvendum; ultra quod dicti cives quicquam solvere pro eadem decima minime teneantur, prout secundum Deum, conditionibus civium et ecclesiarum predictorum, pensatis conditionibus, salubriter noveritis expedire, facientes quod decreveritis per censuram ecclesiasticam, appellatione remota, firmiter observari; quod si super hiis aliquid ambiguitatis aut difficultatis emerserit, illud nobis, absque more dispendio, significare curetis, ut super eo, dante Domino, finem debitum imponamus.

Sic igitur in hujusmodi negotio quod cordi nobis existit, vos reddatis sollicitos et attentos, quod redargui de negligentia vel inobedientia non possitis, sed potius de fide, diligentia et obedientia mereamini commendari.

Datum apud Faolam, Xanctonensis diocesis, II. nonarum aprilis, pontificatus nostri anno secundo.



N° XCIII.
3 Avril 1205.

PRIVILÉGE ACCORDÉ PAR JEAN-SANS-TERRE AUX BORDELAIS, RELATIVEMENT AUX FILLES DOTÉES.

SOMMAIRE.

Le roi d'Angleterre, sur la demande des Bordelais, déclare que, lorsqu'un père aura doté une de ses filles en la mariant, celle-ci, après la mort de son père, ne pourra venir à partage, s'il y a un héritier mâle; mais, s'il n'y a que des filles, elle sera admise à partager, en rapportant sa dot.

De même, la femme, après la mort de son mari, ne pourra plus, comme autrefois, demander la moitié des acquêts, et devra se contenter des avantages spécifiés dans son contrat, à moins que son mari ne lui ait fait un legs particulier.

Privilegium contra filias maritatas, ut sua dote sint contente, et contra mulieres, ne, post mortem maritorum, aliquid accipiant de conquestis (1).

IOHANNES, Dei gratia, rex Anglie, dominus Hibernie, dux Normandie, Acquitanie, et comes Andegavie, archiepiscopis, episcopis, abbatibus, comitibus, baronibus, justitiariis, vicecomitibus, prepositis, ministris et omnibus ballivis et fidelibus suis salutem.

Noveritis nos, ad instantiam et communem petitionem omnium proborum hominum nostrorum de Burdegali, concessisse quod, postquam maritata fuerit aliqua, cum terra et pecunia, apud Burdegalim, et ipsa et vir suus patati fuerint de maritagio, non liceat predicte, post mortem patris sui, redire ad divisionem paterne hereditatis cum aliis heredibus, si pater heredem masculum reliquerit, sed recepto maritagio sit contenta; si vero pater filias tantum reliquerit heredes, si maritata partem hereditatis habere voluerit, ponat in partem cum aliis id quod recepit in maritagium.

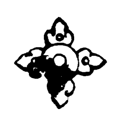
Concessimus etiam eisdem hominibus nostris, ad petitionem eorumdem, quod mulier, viro suo mortuo, non capiat ibidem medietatem de acquisitionibus viri sui, post ejus decessum, sicut capere consuevit, sed ejus maritagio sit contenta; nisi vir suus aliquid aliud ei dederit ex propria voluntate, ante decessum suum.

(1) Voyez au n° IX la confirmation de cet acte par Philippe-le-Bel; il a été publié dans les *Coutumes... de Guyenne*, t. I, p. 123.

N° XCIII.
3 Avril 1205.

Testibus : Willelmo, comite Sarr.; G., filio nostro; Sahero de Quency, Petro de Stok; Gauffrido de Lucy, Ricardo de Reveriis.

Datum per manum Jocelini de Wellis, apud Wyntonianz, tertia die aprilis, anno regni nostri sexto.



Nº XCIV.

24 Janvier 1392/3.

DÉCLARATION DE JEAN, DUC DE LANCASTRE, RELATIVE AUX PRIVILÉGES DE CERTAINS ECCLÉSIASTIQUES DE BORDEAUX.

SOMMAIRE.

Le duc déclare que le privilége qu'il a accordé, pendant qu'il était lieutenant du Roi en Guyenne [1], à l'archevêque de Bordeaux, aux chanoines et à d'autres clercs des églises de Saint-André et de Saint-Seurin, pour leur permettre de vendre leurs vins en taverne, ne doit s'entendre que des vins provenant de leurs domaines ou bénéfices situés dans le diocèse de Bordeaux.

Declaratio quedam quod quandocumque canonici, persone ecclesiastice, Burdegale commorantes, possint vina de propriis vineis seu redditibus vendere ad tabernam [2].

JOHANNES, filius regis Anglie, dux Acquitanie et Lancastrie, comes Derby, Lincolnie et Leycestrie, senescallus Anglie, omnibus ad quos presentes littere pervenerint salutem.

Cum nos, tempore quo eramus ultimo locumtenens excellentissimi principis domini nostri regis Anglie et Francie, in partibus Aquitanie, ordinaverimus et declaraverimus quod reverendus in Christo pater archiepiscopus Burdegale et canonici ecclesiarum Sancti-Andree et Sancti-Severini, ac presbyteri et alie persone ecclesiastice in dictis ecclesiis Deo deservientes et Burdegale commorantes, libere vendere possint ad tabernam vina sua de suis beneficiis aut vineis adquisita, quandocumque et quocumque tempore eis placuerit, mercimoniis et fraude cessantibus quibuscumque, prout in litteris nostris patentibus inde confectis plenius continetur :

Vobis omnibus et singulis innotescimus, et tenore presentium declaramus quod non fuit, nec est intentionis seu voluntatis nostre, quod archiepiscopus, canonici aut clerici supradicti, virtute ordinationis et declarationis nostrarum, in dictis nostris litteris contentarum, vendant seu

[1] Jean, duc de Lancastre, fut nommé lieutenant du Roi en Guyenne, une première fois, le 12 juin 1373 (Rymer..., t. III, p. 982), et une seconde, le 26 mai 1388. (*Catalogue des Rolles gascons*, t. I, p. 175, nº 12, *membrana* 2.)

[2] Voyez les nos XXXVII et XLIII.

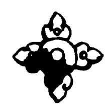


N° XCIV.
24 Janvier 1392/3.

venderent ad tabernam vina sua de suis beneficiis aut vineis extra diocesim Burdegale provenientia; sed quod hujusmodi concessio et declaratio nostra ad vina de beneficiis aut vineis infra dictam diocesim Burdegale habita et adquisita solo modo extendatur.

In cujus rei testimonium litteras nostras fieri fecimus patentes.

Datum Wynton., sub sigillo nostro, XXIIII. die mensis januarii, anno Domini M° CCC^{mo} nonagesimo secundo.



N° XCV.
28 Octobre 1392.

RÉVOCATION PAR JEAN, DUC DE LANCASTRE, DE L'INTERDICTION D'ÉLIRE UN GENTILHOMME A LA JURADE DE BORDEAUX.

SOMMAIRE.

Le duc, sur la demande des maire et jurats de Bordeaux, supprime, dans le serment que ceux-ci prêtent chaque année au moment de l'élection des nouveaux jurats, la clause qui leur interdit de choisir un gentilhomme, ou une personne prétendant l'être.

Remotio clausule contente in quodam privilegio quod super creationem novorum juratorum non possent eligi generosi, seu se generosis repputantes (1).

JOHAN, filz du roy d'Engleterre, duc de Guyene et de Lancastre, conte de Derby, de Nicolè et de Leycestre, seneschal d'Engleterre, savoir faisons a touz que, a la supplication de noz chers et bien amez les maire et jurez de nostre cittee de Bourdeux, contenant que chescun an, au temps qu'ils entrent en leur conclave sur la election des novels jurez, ils ont acostume de jurer, sur le corps de Jhesu-Christ, qu'ils ne esliront en jure nul gentilhomme, ne autre qui se repute pour gentilhomme, laquelle chose est en grant vitupere et mespris des burgeoys et citeins de nostre citee avantdicte, et nous ont humblement supplie que ladicte costume, quant aus paroles : « Nul gentil, ne qui se repute pour gentil », vousisseons ouster et amovoir dudit serement et ycelles casser, revoquer et adnuller, le plus du serement demorant en son effait, valeur et fermete :

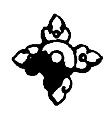
.D. Nous, veullantz a leur humble supplication incliner, ausdiz maire et jurez, de nostre certaine science et grace especiale, avons octroye et octroions, par ces presentes, que des paroles : « Nul gentilhomme, ne que se repute pour gentilhomme », ils ne usent, ne acostument, faisent ledit serement, dores en avant, en aucun manere; mes ycelles paroles

(1) Voyez, sur l'organisation de la commune de Bordeaux, les nos LXXIII, CXIX, CXLII et CXLIII, et sur les serments prêtés par les maire, sous-maire et jurats, les nos CXLIV, CXLV, CXLVII, CXLIX, CLII et CLXI.

N° XCV.
28 Octobre 1392.

voulons estre oustez et amovees, et ycelles amovons et ostons, cassons, revoquons et adnullons dudit serement, par la teneure de ces presentes, le plus dudit serement demorant en son effait, valeur et fermete, comme dessus est dist.

Donne souz nostre seal, a Londres, le XXVIII. jour d'octobre, l'an de grace mil trois centz quatre vingtz et dousze. — J. Neuton.



N° XCVI.

4 Septembre 1391.

CONFIRMATION PAR JEAN, DUC DE LANCASTRE, DES CONCESSIONS FAITES AUX BORDELAIS.

SOMMAIRE.

Le duc ratifie la confirmation que son sénéchal, William Lescrop (1), a accordée, en prenant possession du duché de Guyenne, aux nobles, maire et jurats de Bordeaux, des priviléges, concessions et assignations qui leur ont été faites par les rois d'Angleterre; il en excepte les emplois publics, qu'il fera remplir par ses officiers ou par leurs délégués.

Confirmatio generalis omnium privilegiorum, donationum, concessionum factarum hactenus aliquibus de tribus statibus (2).

JOHAN, filz du roy d'Engleterre, duc de Guyene et de Lancastre, conte de Derby et de Nicole et de Leycestre, seneschal d'Engleterre, a noz chers et foials barons : le captal del Buch, le sire de Duras, le sire de Mussidan, le souldan de La Trau, le sire de Monteferandi, le sire de La Lande, le sire lde Castellon, e seigneur de Landirans, le sire de Courton, le captal de Puchagut, et as maire et jures de la cite de Bourdeux, salut.

Comme, sur la reception de la possession du duche de Guyenne, faite et pris en nostre nom par mon sire William Lescrop, nostre seneschal d'Aquitaigne, par vertu de la donation a nous faicte dudit duche par nostre seigneur le Roy, ledit mon sire William vous ait conforme toutz et chescuns vous privileges, libertees, francheses, donations, concessions, possessions, seigneuries et assignations de offices et de rentes et de chastieaux, par le Roy, nostredit seigneur, ou ses progenitours, a vous et a voz anncestres grantez, auxi comme es lettres de mesmes les donations et concessions est contenu, et puet a plain aparer; et auxi ait jure de tenir et garder les choses susdictes et toutz les coustumes, establementz, et ordenances, et tenir en ycelle; et ait auxi promis de les vous faire, et a chescun de vous, confermer, louer et approver par nous, si comme plus

(1) William Lescrop fut nommé sénéchal de Guyenne le 28 mai 1383. (*Catalogue des Rolles gascons*, t. I, p. 171, n° 17, *membrana* 8.)

(2) Voyez le n° LXXV.

N° XCVI.
4 Septembre 1391.

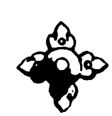
est contenu en une lettre seallez du seal de nostredit seneschal de Guyenne :

Nous, considerans les grantz services, amours et plaisirs que vous et voz predecessours avez, cea en arere, au Roy, nostre seigneur, ou a ses progenitours, et a nous, en esperance que ferez a nous en temps a venir, a vous sursditz noz chers et foyalx barons, maire et jurez de nostre cite de Bourdeux, de nostre certaine science, confermons toutz voz privilegez, franchises, libertes, donations, concessions, seigneuries et rentes de chastieaux, forpris les offices, queux nous voulons qu'ils soient gouvernez per noz officers ou leurs deputez, pour le meillour gouvernance de nozditz pays et subgitz.

Et voulons et octroyons, par la teneur d'icestes, q'ils aient valeur et affermete ; et les promettons de tenir et garder de point en point, auxi et par la maniere q'ils ont este donees et octroyes, et que vous et chescun de vous et vos anncestres avez an custume de tenir cea en arere, et qu'il appert par la teneur des lettres des donations desurdites; et enssi volons et octroyons que, surppourte l'estat des officiers et gouvernance du pays, les assignations soient payes a yceux a qui ont este feites, si avant comme les revenues du duche de Guyene pouront amonter, et selonc le prapourt de leurs lettres.

Et en tesmoignance de verite et a greinour fermete des choses sursdictes, avons seele ces presentes de nostre propre seal.

Donne a nostre chastel de Hereford, le quart jour de septembre, l'an de grace mil ccc. IIII^{xx} et XI.



N° XCVII.

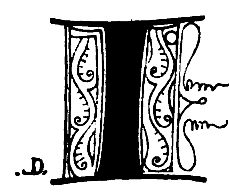
23 Octobre 1389.

DÉCLARATION DE JEAN, DUC DE LANCASTRE, RELATIVE AUX PRIVILÉGES DE LA VILLE ET DU PAYS DE BORDEAUX.

SOMMAIRE.

Le duc, sur la demande des maire et jurats de Bordeaux, déclare que c'est à la prière de l'accusé Guillaume Boneu, qu'il fait transférer celui-ci en Angleterre, et que cette translation ne porte aucune atteinte aux priviléges de la ville et du pays bordelais.

Concessio quod, propter adductionem magistri Guillelmi Bonelli apud Angliam, non fiat prejudicium libertatibus et privilegiis civitatis (1).



OHAN, filz de roy d'Angleterre, duc de Lancastre, compte de Leycestre, de Nicole e de Derby, seneschal d'Angleterre e lieutenant d'Aquitaine pour nostre seignur le roy d'Engleterre et de France, a touz ceulx qui cez presentes verronnt et orront, salut.

Savoir faisoms que, come maestre Guillem Boneu fust este acuse devert nous, par le procureour royal, de ascunez chouses pour lezquiellez fust este arreste, et lez mesmez Guillem nous vousissoms, par ascunez chouses mouvent nostre couratge, et enxi a le supplication de le mesmez Guillem Boneu, mener en Angleterre, et lez mere e jurez de le citee de Bordeaux nous ehussent supplie que ycelli ne vousissons mener en Angleterre, car, si il avait riens fourfeyt en Bourdalois ou Guienne, se devroit fere la conoyssance e punition des chouses que il avoit comiz selonc la teneur de leurs privileges, lezquielz nous lez avoyoms jurez de tenir; ausquielz mere et jurez nous ahussoms respondu que nous ne voleyemz riens fere contre lez franchisez du pays, ne contre leurs privilegez, mas cela que nous volioms fere estoit a la supplication e prierez de memez ledit Guillem Boneu; et lezdiz mere et jurez nous ahussent supplie que lez voussissoms garenter nous letrez, que ycelle chouse ne fust prejudice a leurs privilegez, franchisez e libertez du pays, ni tret a conssequence par temps a venir :

Est assavoir que nous vouloms et par la teneur de ycestez otroyoms que,

(1) Voyez le n° LXXXIII § 20°.

N° XCVII.
23 Octobre 1389.

par ycelle alee ni menement dudit maestre Guillem Boneu, ne soit fet prejudice az privilegez e franchisez de le vile ni de le pays, ni pourte ascun prejudice en yceulx, soit fet ni tret a consequence; ans vouloms que, ledit menement dudit maestre Guilem Boneu no contrestant, leurs privilegis et franchisez, ausquiels no est nostre entention de fere ascun prejudice, remanhent en leur valour e fermete, come cela soit fet de volunte de le mesmez Guillem Boneu.

Et en tesmoignance dez chouses surditez, avoms fait seeler cez presentz lettrez de nostre sael, le xxiii. jour de octembre, l'an mil ccc. quatre vings et neuff.



N° XCVIII.

23 Octobre 1389.

DÉCISION DE JEAN, DUC DE LANCASTRE, RELATIVE AU DROIT DE BIAN.

SOMMAIRE.

Le duc réintègre les maire et jurats de Bordeaux dans le droit d'exiger des habitants de Corbiac ([1]) la redevance appelée *le Bian*, pour la réparation des ponts de la ville.

Reintegratio pocessionis antique facta majori et juratis de recipiendo redditum vocatum Bian, ab hominibus de Corbiac ([2]).

JOHAN, filz du roy d'Engleterre, duc de Lancastre, compte de Leycestre, de Nicole et de Derby, seneschal d'Angleterre, lieutenant d'Aquitaine pour nostre seignur le roy d'Engleterre et de France, a noz chers et bien amez le connestable de Bordeaux et autres du conseil dou Roy, nostredit seigneur, saluz.

Come avant ces heures soit este debat, par davant nous, entre lez mere et jurez de la vile de Bordeaux et le bonne gent de Corbiac, de et sur ce que lezditz mere e jurez se disoyent estre en possession quiete et pacifique de prendre et lever de mesmez la bonne gent de Corbiac certaine rente appelle : le Bian, lequiel le geant de Courbiac ont use e acoustume a payer, pour cause de la reparation dez pontz de mesmez vilez, par laquiele rente fere payer ilz ahussent penihure lezdiz gens de ascuns biens, lesquiels, a nostrez prieres et mandament, ils ahussent rendu asdiz gens :

Nous, voulens garder chescun en sa pocession e no voulent eux depossedir sans conoyssance de chouses, considere les grans servicez que lezdiz mere et jurez font au Roy, nostredit seigneur, avoms reintegre e retournoms lezdiz mere et jurez en leur possession ou quays-possession de ledit Bian, volent et autreyantz par le teneur d'icestez que lezdiz geans de Corbiac soyent compelliz a payer, einxi come avant ledit debat estoit use et acostume.

Donne soudz nostre seel, le XXIII. jour de october, l'an mil CCC. quatre vintz et neuff.

([1]) Le quartier de Corbiac était une partie de la paroisse de Saint-Médard-en-Jalle.

([2]) Voyez le n° CXXX.

N° XCIX.

24 Janvier 1392/3.

DÉCLARATION DE JEAN, DUC DE LANCASTRE, RELATIVE A UN PRIVILÉGE DES BORDELAIS.

SOMMAIRE.

Le duc confirme le privilége qu'Édouard III a accordé, le 25 juin 1358 (1), aux marchands bordelais, et déclare qu'il n'a pas entendu y déroger par les concessions qu'il a faites aux habitants de Dax, pendant qu'il était lieutenant du Roi en Guyenne.

Declaratio intentionis ducis quod, propter concessiones factas civitati Aquensi, non vult prejudicare libertatibus civitatis Burdegale (2).

JOHANNES, filius regis Anglie, dux Acquitanie et Lancastrie, comes Derby, Linconie et Leycestrie, senescallus Anglie, omnibus ad quos presentes littere pervenerint salutem.

Sciatis quod, cum recolende memorie dominus Edwardus, nuper rex Anglie, per litteras suas patentes, datas apud Westmonasterium, vicesimo quinto die junii, anno regni sui Anglie tricesimo secundo, concesserit dilectis et fidelibus suis majori, juratis, civibus et habitatoribus civitatis sue Burdegale quod ipsi, cum bonis et mercandisis suis, ubicumque eis placuerit, per totum ducatum predictum ire valeant ad mercandisandum et negotiandum de eisdem, et comodum suum faciendum, solvendo inde pedagia, custumas et deveria antiquitus solvi consueta, absque eo quod ad aliquas novas impositiones, per predictum nuper regem vel ministros suos concessas, solvendum compellantur vel teneantur; quasquidem novas impositiones, si que fuerint, duxerit revocandum per litteras suas predictas, prout in eisdem plenius continetur; et licet, ex relatione quorumdam informantium quod dilecti et fideles nostri major, jurati, cives et habitatores civitatis nostre Aquensis asserunt nos eisdem concessisse, tempore quo ultimo eramus, pro tempore metuendissimi domini nostri regis Anglie, in ducatu predicto locumtenens, diversa privilegia et libertates que de facili cedere possunt in prejudicium dilectorum et fidelium nostrorum majoris,

(1) Voyez ce privilége aux nos XXIX et LIV, xv.
(2) Voyez un acte analogue au n° CI.

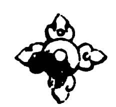
N° XCIX.
24 Janvier 1392/3.

juratorum, civium et habitatorum civitatis nostre Burdegale supradicte, quod nunquam intentionis nostre existebat :

Nos, de gratia nostra speciali, concedimus per presentes predictis majori, juratis, civibus et habitatoribus predicte civitatis nostre Burdegale, quod ipsi debito modo fruantur libertatibus quas predictus dominus Edwardus, nuper rex, eisdem concessit, per litteras suas supradictas, quibuscumque concessionibus per nos factis predictis majori, juratis, civibus et habitatoribus civitatis nostre Aquensis supradicte non obstantibus.

In cujus rei testimonium has litteras nostras fieri fecimus patentes.

Datum Wynton., sub sigillo nostro, xxiiii. januarii, anno Domini millesimo trescentesimo nonagesimo secundo.



N° C.

25 Octobre 1389.

PERMISSION DONNÉE PAR JEAN, DUC DE LANCASTRE, DE BATIR SUR CERTAINS TERRAINS DE BORDEAUX.

SOMMAIRE.

Le duc concède aux maire et jurats de Bordeaux le droit de bâtir à la place Saint-Projet et près des portes des Ayres et du Cahernan; ils pourront aussi établir une boucherie, en dehors de la porte Médoc, pour les viandes qui ne se vendent pas dans la ville; mais ils seront tenus de s'entendre avec le connétable de Bordeaux sur la rente qu'ils devront au Roi pour chacune de ces constructions.

Concessio quedam quod in certis paduentis possit edifficari per majorem et juratos in certa forma (1).

IOHAN, filz de roy d'Engleterre et de France, duc de Lancastre, compte de Leycestre, de Nicole et Derby, seneschal d'Engleterre e lieutenant d'Aquitaine pour nostre seigneur le roy d'Engleterre et de Franse, savoir faisoms a touz que, a la supplication de nostres chers et bien amez les mere, jurez et communalte de le cite de Bordeaux, et consideranz les grans misses, tribailhs, poynez et despans qu'ils onnt suppourte es guerrez passeez, e pour les bons et agreablez services qu'ils onnt fet a nostredit seigneur le Roy et a nouz, et feront par le temps a venir, a yceulx, de nostre certeine science et grace especial, et du pooir royal dont nous usoms :

Avoms donne et octroye, donnoms et otroyoms, par ces presentz, congie et licence qu'ils puissent ediffier et bastir mesons comunes et autres hostels comuns en lez placez dessous nomneez, c'est assavoir : en le place de Saint-Prougeit et en le place qui est empres le pourtal des Eyrez; et en le place qui est hors pourte Medoqua fere une boucherie, par vendre le charn qui ne se use a vendre dintz la citee de Bordeaux; et en le place qui est a le pourte du Caffernan, davant l'eglisie dez Carmes; par assi que lezditz mere, jurez et communalte soient tenuz de donner a nostredit seignur

..D.

(1) Voyez un acte analogue au n° LXXVIII, ainsi qu'au n° LXXXV § 4°.

le Roy, chescun an, pour le terre et place sur lequielle ils feront hediffier e bastir, certayne rende a le surbeue et conehue du connestable de Bordeaux, qui orez est ou qui par le temps a venir sera, et ainsi que entre lesdiz mere, jurez et communalte se pourront acorder. N° C. 25 Octobre 1389

Si mandoms audit connestable de Bordeaux, qui ourez est ou par le temps a venir sera, que yl survoye et regarde coment lezdiz mere, jurez et communalte ediffieront lezdiz hostels e maysons sur lezdites places, et de chescun ostel ou meson fase reconoistre et avoir certayne rende pour an, selonc ce que le place sera, si comme il verra que il sera a ffere au proffit du Roy, nostre seigneur surdit.

Donne a nostre neff, le xxv[e] jour du moys d'octobre, l'an de grace mil ccc. lxxx. et neuff. — J. Neuton.



N° CI.

24 Juillet 1392.

DÉCLARATION DE JEAN, DUC DE LANCASTRE, RELATIVE AUX PRIVILÉGES DES BORDELAIS.

SOMMAIRE.

Le duc déclare que les priviléges qui ont été ou seront concédés aux villes et aux personnes du duché de Guyenne, ne doivent préjudicier en rien aux priviléges que ses ancêtres ont accordés aux Bordelais.

Concessio quod, propter privilegia concessa vel concedenda, non derogetur previlegiis et libertatibus Burdegale (1).

JOHAN, filz de roy d'Engleterre, duc de Guyene e de Lancastre, comte de Derby, de Nicole et de Leycestre, seneschal d'Angleterre, savoir faisoms a touz que, a la supplication de noz chers et bien amez les meire e jurez de nostre citee de Bordeaux, a yceulx, de nostre certeine science et grace especial, avoms otroye et otroyoms par ces presentes que, pour nulle franchise, privilege ou liberte donnez ou a donner a aucunes citees, villes, bastides ou quelconques autres personnes de nostre duche de Guyenne, ne soit fait, ne puysse tourner a prejudice dez privilegez, franchises ou libertez otroyez, par noz progenitours, azdiz supplians, de cea en arreres, en aucune manere.

Si mandoms a nostre ame seneschal d'Aquitayne ou a sson lieutenant, et a touz noz autrez officiers, justiciers et ministres que lezdiz mere et jurez laissent, fassent et suefrent user et joir passiblement de nostre presente grace et otroy, juxte et selonc la teneur de cez noz letres patentes.

Donne soudz nostre seal, a Londres, le xxiiie jour de juyl, l'an de grace mil troys centz quatre vingtz et dousze.

(1) Voyez un acte analogue aux nos XCIX et CIII § 4°.



N° CII.

21 Avril 1401.

CONCESSION DE HENRY IV RELATIVE A L'APPROVISIONNEMENT DE BORDEAUX.

SOMMAIRE.

Le roi d'Angleterre, pour faciliter l'approvisionnement de Bordeaux, déclare que, pendant deux ans, les vins des pays rebelles ne devront être apportés dans cette ville qu'autant que les chargements comprendront un tiers de blé et deux tiers de vin.

Hec est concessio, per biennium duratura, quod, inter duo dolia vini de patria rebellica, portetur unum dolium de frumento (1).

HENRICUS, Dei gratia, rex Anglie et Francie et dominus Hibernie, omnibus ad quos presentes littere pervenerint salutem.

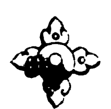
Sciatis quod, in relevamen et auxilium vitellationis et sustentationis civitatis nostre Burdegale, de gratia nostra speciali, de assensu consilii nostri, concessimus gubernatori, juratis et communitati civitatis predicte quod, pro termino duorum annorum prosequentium, aliqua vina crescentia in loco rebellico, que non sunt de propriis vineis burgensium civitatis predicte, ad eandem civitatem non ducantur, nisi inter duo dolia vini unum dolium de frumento deferatur; et quod major et jurati possint legitime punire trangressores in hac parte.

In cujus rei testimonium has litteras nostras fieri fecimus patentes.

Teste me ipso, apud Westmonasterium, xx. prima die aprilis, anno regni nostri secundo.

Per littere de privato sigillo. — Stanley.

(1) Voyez le nº CVI.



N° CIII.

21 Avril 1401.

PRIVILÉGES ACCORDÉS PAR HENRY IV AUX BORDELAIS.

SOMMAIRE.

Le roi d'Angleterre accorde aux Bordelais les priviléges suivants :

1° Le gouverneur, les jurats et le conseil de la ville institueront et destitueront les changeurs, à l'exception d'un ou de deux qui seront nommés par le Roi ;

2° Nul, s'il n'est bourgeois, ne pourra tenir une taverne dans Bordeaux, sauf le droit qu'ont les nobles et les habitants de la ville d'y vendre en taverne les vins de leurs propres domaines, depuis la Saint-Michel jusqu'à la Pentecôte ;

3° Le gouverneur, les jurats et le conseil n'auront pas à rendre compte au Roi de l'usage qu'ils ont pu faire des revenus de la ville ;

4° Les priviléges qui sont ou seront accordés à d'autres ne doivent pas préjudicier aux priviléges des Bordelais.

In hujusmodi patenti sunt IIIIor concessiones : prima, quod villa ponat campsores; secunda, quod nullus faciat tabernam in civitate nisi sit civis, exceptis certis; tertia, quittantia redditionis omnium compotorum in quibus major, jurati et concilium tenentur; quarta, quod privilegia concessa vel concedenda non derogetur privilegiis, libertatibus, usibus et consuetudinibus et statutis civitatis (1).

HENRICUS, Dei gratia, rex Anglie et Francie et dominus Hibernie, omnibus ad quos presentes littere pervenerint salutem.

Sciatis quod, de gratia nostra speciali, ad supplicationem dilectorum ligeorum nostrorum, gubernatoris, juratorum et consilii civitatis nostre Burdegale, concessimus eis campsores, cum potestate ponendi et deponendi eosdem ad communem utilitatem, prout antiquitus fieri consueverunt, reservato semper nobis et heredibus nostris quod possimus unum vel duos duntaxat facere campsores.

Concessimus etiam eisdem gubernatori, juratis et consilio quod nullus faciat tabernam infra civitatem predictam, in aliquo tempore anni, nisi sit civis vel burgensis ejusdem civitatis, excepto quod barones et habitatores

(1) Cet acte est mentionné dans le *Catalogue des Rolles gascons*, t. I, p. 185, n° 12, *membrana* 20.— Voyez les nos LXXXIV, LXXXV § 3°, CI et CVII.

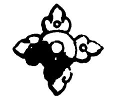
dicte civitatis quolibet anno, a festo sancti Michaelis usque ad festum Penthecostes, dumtaxat facere possint tabernam infra dictam civitatem de vinis que sunt de redditu suo proprio seu eorum propriis vineis dumtaxat. **N° CIII.** 21 Avril 1401

Volumus insuper et concedimus eisdem gubernatori, juratis et consilio, quod ipsi sint quieti, erga nos, de omni redditione compotorum in quibus hactenus tenebantur, de eo quod palparunt vel expendiderunt de bonis civitatis predicte; et quod, per privilegia vel concessiones, per nos vel predecessores nostros, facta vel per nos imposterum facienda, privilegiis, libertatibus, usibus, consuetudinibus seu statutis suis minime prejudicetur.

In cujus rei testimonium has litteras nostras fieri fecimus patentes.

Teste me ipso, apud Westmonasterium, vicesimo primo die aprilis, anno regni nostri secundo.

Per ipsum Regem. — Stanley.



N° CIV.

21 Avril 1401.

PRIVILÉGES ACCORDÉS PAR HENRY IV AUX BORDELAIS.

SOMMAIRE.

Le roi d'Angleterre accorde aux Bordelais les priviléges suivants :

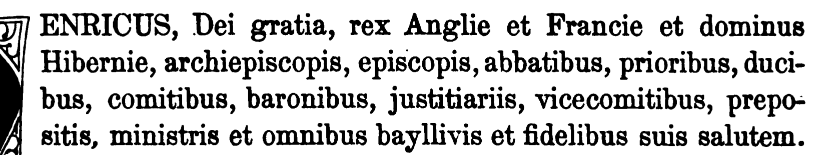
1° L'encanteur de la ville pourra seul procéder aux ventes publiques de meubles;

2° Le gouverneur et les jurats exerceront la police des filles publiques;

3° Il sera interdit, comme il l'était déjà par des lettres qui ont été perdues (1), d'établir un port et de charger des vins en quelque lieu que ce soit entre l'estey Crebat et Castillon;

4° Le gouverneur et les jurats auront le droit de bâtir des maisons sur les vacants de Bordeaux, et de les donner en fief, à condition de payer au Roi un marc sterling par année, et de laisser, entre ces constructions et les murs de la ville, l'espace nécessaire à la défense de celle-ci.

In hujusmodi patenti sunt IIII^or concessiones : prima est quod nullus faciat incantum nisi per incantatorem civitatis; secundo, quod major et jurati habeant cognitionem mulierum communium; tertio, quod non fiat portus alicubi ab esterio Crebatz usque ad locum de Castellione; quarto, quod major et jurati possint infeudare omnia paduenta cum certo redditu annuatim Regi solvendo (2).



HENRICUS, Dei gratia, rex Anglie et Francie et dominus Hibernie, archiepiscopis, episcopis, abbatibus, prioribus, ducibus, comitibus, baronibus, justitiariis, vicecomitibus, prepositis, ministris et omnibus bayllivis et fidelibus suis salutem.

Sciatis quod, de gratia nostra speciali, de assensu consilii nostri, concessimus, pro nobis et heredibus nostris, quantum in nobis est, et hac carta nostra confirmavimus gubernatori, juratis et communitati civitatis nostre Burdegale, et eorum successoribus imperpetuum, quod omnia bona mobilia publice in civitate predicta quocumque modo vendenda, sive per excequtorem nostrum regalem, sive per tutores vel excequtores testamentorum, seu virtute aliquarum excequtionum exeuntium de sententiis, judiciis vel ordinationibus per quoscumque judices

(1) Voyez le n° LII.

(2) Voyez les nos LXXXV §§ 1°, 2° et 4°, et CVIII.

ecclesiasticos vel seculares, seu judices ordinarios vel appellationum nostri seu aliorum, datis seu dandis, per incantatorem civitatis nostre predicte, et non per aliquem alium, vendantur.

Concessimus etiam, de assensu dicti consilii nostri, pro nobis et heredibus nostris, quantum in nobis est, gubernatori et juratis, quod ipsi et successores sui imperpetuum habeant cognitionem mulierum communium que erunt et habitabunt infra civitatem supradictam.

Et insuper, cum gubernator, jurati et communitas civitatis predicte habuerunt ab antiquo, de progenitoribus nostris, privilegium quod nullus deberet facere portum in ripperia de Gironda infra certos limites, videlicet : ab esterio Crebatz usque ad Castilhon, nec vinum ex una vel altera parte carcare, quodque littere inde confecte casualiter sunt amisse, sicut fuimus plenius informati : nos, volentes cum eisdem gubernatore, juratis et communitate in hac parte agere gratiose, ad eorum supplicationem, de gratia nostra speciali, de assensu dicti consilii nostri, declaramus privilegium predictum esse tale, et illud eis de novo concedimus, pro dicta ripperia de Gironda dumtaxat.

Et ulterius, de assensu ejusdem consilii nostri, concessimus, pro nobis et heredibus nostris, prefatis gubernatori et juratis, omnia paduenta civitatis predicte ac bacleuce ejusdem; ita quod ipsi et successores sui, ex nunc imperpetuum, in eisdem paduentis edificare et bastidare, et edificari et bastidari facere, ac ea finaliter in feodum cuicumque eis placuerit omni tempore tradere possint libere et impune; proviso semper quod dicti gubernator et jurati ex nunc solvant annuatim, nobis et heredibus nostris, unam marcam sterlinguorum anglicorum pro recognitione paduentorum predictorum, et quod competens spatium reservetur inter dicta paduenta et muros civitatis predicte, taliter quod homines ad arma, balistarii et alie gentes defensabiles ire possint et equitare inter muros et paduenta, pro defensione civitatis supradicte.

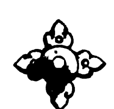
Hiis testibus : venerabilibus patribus Thoma, Cantuar., totius Anglie primate, Ramundo, Ebor., Anglie primate, archiepiscopis; Ramundo, London., Wilhelmo, Weynton., Helia, Lincolen., E., Exon., cancellario nostro, episcopis; Edmundo, duce Ebor., avunculo nostro carissimo; Henrico de Percy, Northumb., constabulario Anglie, Ramundo de Nevyll, marescallo Anglie, carissimo fratre nostro, Johanne Somers., clamerario nostro, Thoma Wygorn, senescallo hospitii nostri, comitibus; Johanne Norbury, thesaurario nostro; Wilhelmo de Roos de Hamelak; Reginaldo

N° CIV.
21 Avril 1401.

de Grey de Ruthyn.; Wilhelmo de Weylughby; magistro Richardo Clifford, custode privati sigilli nostri, et aliis.

Datum per mandatum nostrum, apud Westmonasterium, vicesimo primo die aprilis, anno regni nostri secundo.

Per breve de privato sigillo. — Stanley.



N° CV.
10 Mai 1401.

AMNISTIE ACCORDÉE PAR HENRY IV A LA COMMUNE DE BORDEAUX.

SOMMAIRE.

Le roi d'Angleterre pardonne aux officiers et conseillers de la ville de Bordeaux tous les excès et abus qu'ils ont pu commettre à l'encontre, tant de lui-même que des rois, ses prédécesseurs, et du duc de Lancastre, son père.

Remissio omnium excessuum factorum per majorem, juratos, officiarios et conciliarios Burdegale contra majestatem regiam.

HENRICUS, Dei gratia, rex Anglie et Francie et dominus Hibernie, omnibus bayllivis et fidelibus suis ad quos presentes littere pervenerint salutem.

Sciatis quod, de gratia nostra speciali, ad supplicationem dilectorum nobis gubernatoris, juratorum et consilii civitatis nostre Burdegale, remisimus et perdonavimus, quantum in nobis est, eisdem gubernatori, juratis et consilio, ac omnibus officiariis et consiliariis civitatis predicte, qui nunc sunt et per antea fuerunt, necnon omnibus aliis mandatis civitatis predicte hactenus obedientibus, omnem rancorem, omne odium et omnes excessus et transgressiones, per ipsos vel eorum aliquem, contra nos et progenitores nostros reges, ac contra carissimum dominum et patrem nostrum, nuper ducem Aquitanie et Lancastrie, et officiarios nostros, factos et perpetratos, usurpando dominium nostrum, vel dominiis, privilegiis, franchesiis et statutis suis abutendo, seu alio modo quocumque malefaciendo, necnon omnia penas et interesse civilia et criminalia que ipsi, seu eorum aliquis, erga nos et dictos progenitores nostros, hactenus incumbant vel quocumque modo nobis in aliquo civiliter vel criminaliter tenebantur.

In cujus rei testimonium has litteras nostras fieri fecimus patentes.

Teste me ipso, apud Westmonasterium, decimo die maii, anno regni nostri secundo.

Per breve de privato sigillo. — Stanley.

N° CVI.

12 Mai 1401.

MANDEMENT DE HENRY IV RELATIF A UN PRIVILÉGE ACCORDÉ AUX BORDELAIS.

SOMMAIRE.

Le roi d'Angleterre mande à ses officiers du duché de Guyenne de laisser les Bordelais jouir paisiblement du privilége qu'il leur a accordé, relativement au transport à Bordeaux du vin et du blé des pays rebelles.

Exequutoria concessionis quod, inter duo dolia vini crescentis in loco rebellico, adducatur unum dolium de frumento (1).

HENRICUS, Dei gratia, rex Anglie et Francie et dominus Hibernie, locumtenenti nostro Acquitanie, senescallo, judici appellationum et procuratori nostris Vasconie, qui nunc sunt vel qui pro tempore fuerint, et eorum locatenentibus, salutem.

Cum, de gratia nostra speciali et de assensu consilii nostri, concesserimus gubernatori, juratis et communitati civitatis Burdegale quod, pro termino duorum annorum prosequentium, aliqua vina crescentia in loco rebellico, que non sunt de propriis vinis burgensium civitatis predicte, ad eandem civitatem non ducantur, nisi inter duo dolia vini unum dolium de frumento deferatur, et quod major et jurati ibidem possint legitime punire transgressores in hac parte, prout in litteris nostris patentibus inde confectis plenius continetur :

Vobis et cuilibet vestrum, districtius quo possumus, injungimus et mandamus quatenus ipsos gubernatorem, juratos et communitatem concessione nostra predicta, dictis duobus annis durantibus, uti et gaudere permittatis, juxta tenorem et effectum litterarum nostrarum predictarum, ipsos contra tenorem earumdem non molestantes in aliquo, seu gravantes.

Datum in palatio nostro Westmonasterii, sub magno sigilli nostri testimonio, XII. die maii, anno regni nostri secundo. — Stanley.

(1) Voyez le n° CII.

N° CVII.

18 Mai 1401.

MANDEMENT DE HENRY IV RELATIF A QUATRE PRIVILÉGES ACCORDÉS AUX BORDELAIS.

SOMMAIRE.

Le roi d'Angleterre mande à ses officiers du duché de Guyenne de laisser les Bordelais jouir paisiblement des priviléges qu'il leur a accordés, relativement : à la nomination des changeurs, à la vente des vins en taverne, à la reddition des comptes de la ville, et au maintien de leurs priviléges.

Exequutoria concessionis campsorum, tabernariorum, quiptationis a redditione compotorum, et ulterius quod, propter privilegia concessa vel concedenda, non fiat derogatio privilegiis, etc. (1)

HENRICUS, Dei gratia, rex Anglie et Francie et dominus Hibernie, locumtenenti nostro Acquitanie, senescallo, judici appellationum et procuratori nostris Vasconie, qui nunc sunt vel qui pro tempore fuerint, et eorum locatenentibus, salutem.

Cum nos, ad supplicationem dilectorum nobis gubernatoris, juratorum et consilii civitatis nostre Burdegale, concesserimus eis campsores, cum potestate ponendi eosdem ad communem utilitatem, prout antiquitus fieri consueverint, reservato semper nobis et heredibus nostris quod possimus unum vel duos dumtaxat facere campsores; concesserimus etiam eisdem gubernatori, juratis et consilio quod nullus faceret tabernam, infra civitatem predictam, in aliquo tempore anni, nisi sit civis vel burgensis ejusdem civitatis, excepto quod barones et habitatores dicte civitatis, quolibet anno, a festo sancti Michaelis usque ad festum Penthecostes dumtaxat, facere possint tabernam infra dictam civitatem de vinis que sunt de redditu suo proprio seu eorum propriis vinis dumtaxat; voluerimus insuper et concesserimus dictis gubernatori, juratis et consilio quod ipsi sint quieti, erga nos, de omni redditione compotorum, in quibus hactenus tenebantur de eo quod palparunt vel expendiderunt de bonis civitatis predicte; et quod, per

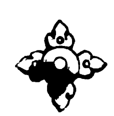
(1) Voyez le n° CIII.

N° CVII.
12 Mai 1401.

privilegia vel concessiones, per nos vel predecessores nostros facta, vel per nos imposterum facienda, privilegiis, libertatibus, usibus, consuetudinibus seu statutis suis minime prejudicetur, prout in litteris nostris patentibus inde confectis plenius continetur :

Vobis et cuilibet vestrum, districtius quo possimus, injungimus et mandamus quod ipsos gubernatores, juratos et consilium, ac eorum successores, omnibus et singulis libertatibus, privilegiis, usibus, consuetudinibus et statutis suis ac concessionibus supradictis, uti et gaudere permittatis, sine inquietatione vel impedimento quocumque, juxta tenorem et effectum litterarum nostrarum predictarum, ipsos contra tenorem earumdem non molestantes in aliquo, seu gravantes.

Datum in palatio nostro Westmonasterii, sub magni sigilli nostri testimonio, XII. die maii, anno regni nostri secundo. — Stanley.



N° CVIII.
12 Mai 1401.

MANDEMENT DE HENRY IV RELATIF A QUATRE PRIVILÉGES ACCORDÉS AUX BORDELAIS.

SOMMAIRE.

Le roi d'Angleterre mande à ses officiers du duché de Guyenne de laisser les Bordelais jouir paisiblement des priviléges qu'il leur a accordés relativement : aux ventes publiques de meubles, à la police des filles publiques, à l'établissement de ports sur la Gironde, et aux vacants de la ville de Bordeaux.

Exequutoria gratie inquantus, mulierum communium, inhibitionis portus et paduentorum (1).

HENRICUS, Dei gratia, rex Anglie et Francie et dominus Hibernie, locumtenenti nostro Aquitanie, senescallo, judici appellationum et procuratori nostris Vasconie, qui nunc sunt vel qui pro tempore fuerint, et eorum locatenentibus, salutem.

Cum, de gratia nostra speciali, de assensu consilii nostri, concesserimus, pro nobis et heredibus nostris, quantum in nobis est, et per cartam nostram confirmaverimus dilectis nobis gubernatori, juratis et communitati civitatis nostre Burdegale, et eorum successoribus imperpetuum, quod omnia bona mobilia publice in civitate predicta quocumque modo vendenda, sive per excequtorem nostrum regalem, sive per tutores vel excequtores testamentorum, seu virtute aliquarum executionum exeuntium de sententiis, judiciis vel ordinationibus per quoscumque judices ecclesiasticos vel seculares, seu judices ordinarios vel appellationum nostri seu aliorum, datis seu dandis, per incantatorem civitatis predicte et non per aliquem alium vendantur;

Concesserimus etiam, de assensu dicti consilii nostri, pro nobis et heredibus nostris, quantum in nobis est, eisdem gubernatori, juratis, quod ipsi

(1) Voyez le n° CIV.

N° CVIII.
12 Mai 1401.

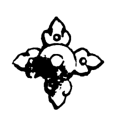
et successores sui in perpetuum habeant cognitionem mulierum communum que erunt et habitabunt infra civitatem supradictam;

Et insuper, cum gubernator, jurati et communitas predicte habuerint ab antiquo, de progenitoribus nostris, privilegium, quod nullus deberet facere portum in ripperia de Gironda, infra certos limites, videlicet : ab esterio Crebatz usque ad Castilhon, nec vinum ex una vel altera parte carcari, quodque littere inde confecte casualiter sint amisse, sicut sumus plenius informati; et nos, volentes cum eisdem gubernatore, juratis et communitate agere gratiose, ad eorum supplicationem, de gratia nostra speciali et de assensu dicti consilii nostri, declaravimus predictum privilegium esse tale, et illud eis de novo concesserimus pro dicta riperia de Gironda dumtaxat;

Et ulterius, de assensu ejusdem consilii nostri, concesserimus etiam, pro nobis et heredibus nostris, prefatis gubernatori et juratis, omnia paduenta civitatis predicte ac balleuce ejusdem, ita quod ipsi et successores sui, ex nunc imperpetuum, in eisdem paduentis edificare et bastidare, et edificari et bastidari facere, ac ea finaliter in feodum cuicumque eis placuerit, omni tempore, tradere possint libere et impune, proviso semper quod dicti gubernator et jurati ex nunc solvant annuatim, nobis et heredibus nostris, unam marcam sterlingorum anglicorum, pro recognitione paduentorum predictorum, et quod competens spatium reserveretur inter dicta paduenta et muros civitatis predicte, taliter quod homines ad arma, balistarii et alie gentes defensabiles ire possint et equitare inter muros et paduenta, pro defensione civitatis supradicte; prout in litteris nostris patentibus inde confectis plenius continetur :

Vobis et cuilibet vestrum, districtius quo possimus, injungimus et mandamus quod ipsos gubernatorem et juratos, et eorum successores, cognitione et concessionibus supradictis uti et gaudere permittatis, sine inquietatione vel impedimento quocumque, juxta tenorem et effectum litterarum nostrarum predictarum, ipsos contra tenorem earumdem non molestantes in aliquo, seu gravantes.

Datum in palatio nostro Westmonasterii, sub magni sigilli nostri testimonio, XII. die maii, anno regni nostri secundo. — Stanley.



N° CIX.
12 Mai 1401.

MANDEMENT DE HENRY IV RELATIF A L'AMNISTIE ACCORDÉE A LA COMMUNE DE BORDEAUX.

SOMMAIRE.

Le roi d'Angleterre mande à ses officiers du duché de Guyenne de respecter l'amnistie qu'il a accordée aux officiers et conseillers de la ville de Bordeaux.

Exequutoria remissionis quorumcumque excessuum (1).

HENRICUS, Dei gratia, rex Anglie et Francie et dominus Hibernie, locumtenenti nostro Aquitanie, senescallo, judici appellationum et procuratori nostris Vasconie, qui nunc sunt vel qui pro tempore fuerint, et eorum locatenentibus, salutem.

Cum, de gratia nostra speciali, ad supplicationem dilectorum nobis gubernatoris, juratorum et consilii civitatis nostre Burdegale, remiserimus et perdonaverimus, quantum in nobis est, eisdem gubernatori, juratis et consilio, ac omnibus officiariis et consiliariis civitatis predicte, qui nunc sunt et per antea fuerint, necnon omnibus aliis mandatis civitatis predicte hactenus obedientibus, omnem rancorem, omne odium et omnes excessus et transgressiones, per ipsos vel eorum aliquem, contra nos et progenitores nostros reges, ac contra carissimum dominum et patrem nostrum, nuper ducem Acquitanie et Lancastrie, et officiarios nostros, factos et perpetratos, usurpando dominium nostrum, vel dominiis, privilegiis, franchesiis et statutis suis abutendo, seu alio modo quocumque nobis in aliquo civiliter vel criminaliter tenebantur, prout in litteris nostris patentibus inde confectis plenius continetur :

Vobis et vestrum cuilibet, districtius quo possumus, injungimus et mandamus quod ipsos gubernatorem, juratos et consilium civitatis nostre predicte, ac omnes officiarios et consiliarios ejusdem civitatis, qui nunc

(1) Voyez le n° CV.

N° CIX.
12 Mai 1401.

sunt vel qui per antea fuerunt, contra tenorem et effectum litterarum nostrarum predictarum non molestetis in aliquo, seu gravetis.

Datum in palatio nostro Westmonasterii, sub magni sigilli nostri testimonio, xII. die maii, anno regni nostri secundo. — Stanley.



N° CX.
9 Mai 1401.

MANDEMENT DE HENRY IV RELATIF AUX PRIVILÉGES DES BORDELAIS.

SOMMAIRE.

Le roi d'Angleterre mande à ses officiers du duché de Guyenne de respecter et de faire respecter tous les priviléges dont les Bordelais ont joui par le passé.

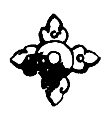
Exequutoria generalis quorumcumque privilegiorum, statutorum, consuetudinum et usuum (1).

HENRICUS, Dei gratia, rex Anglie et Francie et dominus Hibernie, locumtenenti nostro Acquitanie, senescallo Vasconie, constabulario Burdegale, ac omnibus officialibus, ministris et servientibus ducatus nostri Acquitanie, qui nunc sunt vel qui pro tempore fuerint, aut eorum locatenentibus, salutem.

Volentes dilectos majorem, juratos et communitatem civitatis nostre Burdegale, pretextu grati obsequii sui nobis et progenitoribus ac predecessoribus nostris multipliciter impensi, favore prossequi gratioso, vobis mandamus quod ipsos majorem, juratos et communitatem libertatibus, consuetudinibus, foris, usibus, privilegiis et statutis, quibus ipsi et antecessores sui, temporibus progenitorum nostrorum et nostro hactenus, juste et rationabiliter usi sunt et gavisi, in ducatu predicto, de cetero usi et gaudere permittatis, non permittentes ipsos majorem, juratos et communitatem contra libertates, consuetudines, foros, usus, privilegia et statuta hujusmodi indebite molestari seu gravari quovis modo.

Teste me ipso, apud Westmonasterium, IX. die maii, anno regni nostri secundo. — Stanley.

(1) Voyez le n° CXII.



N° CXI.

11 Février 1401.

MANDEMENT DE HENRY IV RELATIF AUX DROITS DE LA COMMUNE DE BORDEAUX SUR LA BANLIEUE.

SOMMAIRE.

Le roi d'Angleterre mande à ses officiers du duché de Guyenne de maintenir les maire et jurats de Bordeaux dans l'exercice des droits de juridiction, qu'Édouard III, son aïeul, leur a reconnus, et que lui-même leur a confirmés [1], sur toute la banlieue de la ville, à l'exception des terres possédées par les héritiers d'Alice de Blaye.

Exequutoria pro balleuca [2].

HENRICUS, Dei gratia, rex Anglie et Francie et dominus Hibernie, senescallo, judici appellationum et procuratori nostris Vasconie, ac ceteris officiariis, ministris et servientibus nostris, in ducatu nostro Acquitanie constitutis, qui nunc sunt vel qui pro tempore fuerint, seu eorum locatenentibus, salutem.

Cum dominus Edwardus, nuper rex Anglie, avus noster, per litteras suas patentes quas confirmavimus, restituerit et concesserit, pro se, heredibus et successoribus suis, dilectis et fidelibus nostris majori, juratis et communitati civitatis nostre Burdegale, et eorum successoribus, balleucam civitatis predicte, cum alto et basso justitiatu, ac mero et mixto imperio, infra terminos ejusdem balleuce, cum ejus pertinentiis universis, tam per mare quam per terram, tanquam ad dictam civitatem ab antiquo pertinentem et pertinere debentem, et prout se extendit per limites, metas et bundas subscriptas, videlicet : ab ipsa civitate usque in hac civitate et suburbiis Burdegale computatis, usque ad bocam Jale, ubi Jala cadit in mare vocatum Geronda, prout dicta aqua de Jala pretenditur in ascendendo directe usque ad Jalam veterem; et de Jala veteri usque ad molendinum de La Begairessa; et de ipso molendino usque ad Jalapont; et de ipso loco de Jalapont usque ad locum dictum de Magudans, ita quod

(1) Voyez, au n° CXII, les lettres patentes d'Édouard III, en date du 11 juillet 1342, ainsi que la confirmation de ces lettres par Henri IV, en date du 11 février 1401.

(2) Voyez, sur le même sujet, les n°s VI, VII, XXIV et LIV, v.

N° CXI.
11 Février 1401.

dictus locus de Magudans a Jala citra, versus Burdegalam, remanet et remanere debet infra balleucam, et de jurisdictione et districtu communie Burdegale; et de ipso loco de Magudans usque ad locum dictum Lo Pas de las Baquas; et de ipso loco dicto Lo Pas de las Baquas usque ad crucem de Beutras; et de Beutras usque ad justitiatum de Bogio, prout de justitiatu de Bogio pretenduntur termini usque ad justitiatum de Belino, scilicet usque ad locum vocatum Lagabat; et de justitiatu de Belino versus fines seu terminos parrochie de Leinhano, remanente tota dicta parrochia infra balleucam Burdegale; et prout de ipsa parrochia de Leinhano aqua appellata La Blanqua descendit usque ad bocam esterii de Correyano, ubi dictum esterium cadit in mari vocato Geronda; et de ipso esterio de Correyano usque ad Burdegalam; et de Burdegala usque ad esterium de Laureomonte; et de dicto esterio de Laureomonte, prout vadit et extendit se balleuca, inter podium parvum, quod est prope ecclesiam de Laureomonte, ex una parte, et magnum podium quod est versus domum Gailhardi de Laureomonte, ex altera, prout caminus vadit directe et extenditur usque ad crucem salvitatis de Laureomonte, retro domos; et de illa cruce versus boscum appellatum La Ramada, ipso bosco infra balleucam Burdegale remanente; et sicut de bosco hujusmodi, caminus sive via vadit versus Artigas, ad pererium qui est in extremitate ejusdem camini sive vie, in loco vocato a La Loubeyra; et de dicto pererio versus fontem de Montz; et de dicto fonte usque ad ulmos de Santa-Gemma; et deinde usque ad pererios de La Palha de Podio, quod est super Artigas, et deinde usque ad fontem de Margarida, et deinde usque ad pontem dou Cayron; et deinde usque ad podium dous Merlers; et de ipso podio dous Merlers usque ad Audiard torta; et de Audiard torta usque a La Forcada de Gimilhan; et deinde usque a La Forcada de Vilhalongua, prout via extenditur usque ad magnam viam que est inter paludem et costam; et prout magna via et palus durant, usque ad esterium de Trena, et a dicto esterio usque ad dictum esterium de Correyano; et prout totum mare dictum Geronda est infra dictos terminos seu metas; excepto hoc, quod heredes quondam nobilis Alicie de Blavia, domina de Ornone, infra dictam balleucam seu ejus terminos tenebant et possidebant, super quo dictus avus noster dictis heredibus nec prefatis majori et juratis prejudicari intendebat, sed jus quod habere debebat illesum voluit remanere; nichilominusque voluit et concessit quod possessio dicte balleuce et justitiatus ipsius ex integro restitueretur et liberaretur eisdem majori, juratis et communitati, possidenda per

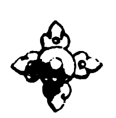


N° CXI.
11 Février 1401.

ipsos, seu eorum deputandos in perpetuum, excepto hoc quod heredes dicte Alicie, domine de Ornone, tenent et possident, prout in litteris et confirmatione predictis plenius continetur :

Vobis et cuilibet vestrum, districtius quo possumus, precipimus et mandamus quod ipsos majorem, juratos et communitatem, ac deputandos ab eisdem, in possessione balleuce predicte, cum alto et basso justitiatu, ac mero et mixto imperio, prout eadem balleuca se extendit, per limites, metas et bundas supradictas, una cum juribus, deveriis et pertinentiis suis quibuscumque, excepto quod heredes prefate Alicie sic tenent et possident, ponatis, manuteneatis et defendatis, seu poni, manuteneri et defendi faciatis; et, si aliquam partem dicte balleuce predicte, seu justitiatus ejusdem, per nos vel officiarios nostros, seu alios a nobis deputatos, detentam vel occupatam reperiatis, eamdem partem, una cum residuo dicte balleuce, prefatis majori, juratis et communitati, ac deputandis ab eisdem, in perpetuum possidendum, sine dilatione aliquali, restituatis et liberetis, seu restitui et liberari faciatis, juxta tenorem litterarum et confirmationis predictarum, amoto abinde quocumque illicito detentore, salvo tamen nobis superioritatis ressorto. Damus autem universis, tam nobilibus quam ignobilibus, infra dictam balleucam seu terminos et metas justitiatus ejusdem constitutis, qui nunc sunt vel qui pro tempore erunt, in mandatis quod eisdem majori, juratis et communitati seu deputandis ab eisdem, pareant efficaciter et intendant, prout de ceteris.

Datum in palatio nostro Westmonasterii, XI. die februarii, anno regni nostri secundo.



N° CXII.

11 Février 1401.

CONFIRMATION PAR HENRY IV DES PRIVILÉGES DES BORDELAIS.

SOMMAIRE.

Le roi d'Angleterre rappelle et confirme neuf lettres patentes ou mandements d'Édouard III ou de Richard II :

1° Lettres patentes du 18 mai 1335. — Édouard III accorde à la ville de Bordeaux le privilége de rester toujours unie à la couronne d'Angleterre, et de n'être aliénée en faveur de qui que ce soit, à l'exception de l'héritier présomptif du trône.

2° Lettres patentes du 1er juillet 1342. — (Voyez au n° XXIV.)

3° Mandement du 14 novembre 1351. — (Voyez au n° XXX.)

4° Mandement du 20 octobre 1354. — Édouard III mande au chapitre de Saint-Seurin de ne pas juger lui-même, mais de renvoyer devant les maire et jurats de Bordeaux les procès qu'il peut avoir avec les habitants de Caudéran, du Bouscat et de Villenave; il lui interdit aussi de mettre aux fers ceux de ces habitants qui, défendeurs en matière civile, offriraient une garantie suffisante de se représenter en justice.

5° Mandement du 1er novembre 1354. — Édouard III mande au seigneur d'Ornon de faire cesser les abus dont se plaignent les habitants de la comté d'Ornon et de la seigneurie de Camparian. Il interdit : d'exiger de ces habitants d'autres corvées que celles qu'ils doivent à la ville de Bordeaux; de les astreindre à assister à la cour de leur seigneur ailleurs qu'à Camparian; de les incarcérer en un autre lieu; et de les empêcher de laisser paître leurs troupeaux dans les forêts de ce domaine. Il enjoint : de punir les auteurs d'accusations calomnieuses d'une amende de six livres et demie; de rendre sans retard les corps des personnes mortes de mort violente à ceux qui les réclameront; de ne pas mettre aux fers les défendeurs en matière civile, lorsqu'ils offriront une garantie suffisante de se représenter en justice; et de ne rien enlever violemment à personne. Si le seigneur d'Ornon ne se conforme pas aux ordres du Roi, ses domaines seront confisqués et lui-même sera puni d'un châtiment exemplaire.

6° Lettres patentes du 8 septembre 1379 (1). — (Voyez au n° LVII.)

7° Lettres patentes du 16 juin 1388. — (Ces lettres patentes sont analogues aux précédentes.)

8° Lettres patentes du 12 juin 1388. — (Voyez au n° LVI.)

9° Lettres patentes du 4 juin 1342. — Édouard III s'engage, même pour le cas où il entrerait en possession de son royaume de France, à ne jamais détacher de sa couronne la ville de Bordeaux, si ce n'est en faveur de l'héritier présomptif du trône, et à respecter tous les priviléges de cette ville.

A la suite des confirmations précédentes, Henry IV confirme, d'une manière générale, tous les priviléges des Bordelais.

(1) Cet acte porte, au n° LVII, la date du 28 septembre 1379.



N° CXII.

11 Février 1401.

Confirmatio plurium privilegiorum (1).

HENRICUS, Dei gratia, rex Anglie et Francie et dominus Hibernie, omnibus ad quos presentes littere pervenerint salutem.

— Inspeximus rotulamentum quarumdam litterarum patentium, in rotulis cancellarie domini Edwardi, quondam regis Anglie, proavi nostri, irrotulatum in hec verba :

I. *Quomodo civitas Burdegale est annexata corone.*

« Edwardus, Dei gratia, rex Anglie, dominus Hibernie et dux Aquitanie, universis presentes litteras inspecturis salutem et presentibus dare fidem.

« Regalem decet magnificentiam fideles et bene meritos, et precipue illos qui fidei constantis fervore regiis beneplacitis adheserunt, et laudabilia obsequia impenderunt, favore regio communire, et quanto fideles hujusmodi ad tam utilia obsequia inveniuntur proniores, tanto debet eos regia benivolentia gratiosius amplecti, et inter sibi peculiares merito munerare, ut sic ad grata obsequia subditi se reddant in posterum promptiores, et presidentes obsequentibus majorem gratiam exhibeant et favorem.

« Cum itaque dilecti et fideles nostri jurati et communitas civitatis nostre Burdegale progenitoribus nostris, quondam regibus Anglie et ducibus Aquitanie, ac nobis, temporibus transactis laudabiliter deservierint, in obsequiis dictorum progenitorum nostrorum et nostris labores indefessos sustinendo, et jam nobis supplicaverunt ut ipsos, licet in nostra benivolentia et gratia, sicut ceteri fideles nostri recumbant, velimus nostre camere annectere :

« Prerogativa dilectionis specialis, nos, ad grata et laudabilia servitia per ipsos et eorum antecessores progenitoribus nostris predictis et nobis impensa, nostre considerationis intuitum dirigentes, sperantes etiam quod quatenus ipsos et civitatem nostram predictam, nostris et heredum ac successorum nostrorum affectibus, specialius conjunximus, eatenus nos, heredes et successores nostri illos et eorum heredes ac successores inveniemus in futurum ad nostra et heredum ac successorum nostrorum beneplacita promptiores, majorem, juratos ac communitatem civitatis nostre predicte et heredum ac successorum nostrorum camere perpetuo duximus

(1) Voyez le n° CX.

annectendum; volentes et concedentes, pro nobis et heredibus et successoribus nostris, quod civitas nostra supradicta corone Anglie et camere nostre, heredum ac successorum nostrorum imperpetuum remaneat sic annexa, et quod, a corona regni nostri Anglie aut camera nostra, heredum et successorum nostrorum, ad manus, usum vel proprietatem alterius nullatenus transferatur; hoc tantummodo excepto quod civitas predicta, per nos, heredes et successores nostros, nostro et ipsorum heredum et successorum nostrorum primogenitis, et futuris heredibus regni Anglie et ducatus predicti, dari, transferri valeat et concedi, et quod eo nichilominus corone regni Anglie annexa remaneat, et privilegiis camere nostre, heredum et successorum nostrorum, sicut prius, gaudeat et utatur.

« In cujus rei testimonium has litteras nostras fieri fecimus patentes.

« Datum apud Westmonasterium, decimo octavo die maii, anno regni nostri nono. »

— Inspeximus etiam irrotulamentum quarumdam litterarum patentium, in rotulis cancellarie domini Edwardi, nuper regis Anglie, avi nostri, in hec verba :

II. *Quomodo civitas habet bacleucam ex integro, et continetur confirmatoria.*

« Edwardus, Dei gratia, rex Anglie et Francie et dominus Hibernie, omnibus ad quos presentes littere pervenerunt salutem.

« Sciatis quod, cum nuper ad prossecutionem dilectorum et fidelium nostrorum majoris, juratorum et communitatis civitatis nostre Burdegale nobis suggerentium balleucam civitatis nostre predicte, cum alto et basso justitiatu, tam per terram quam per mare, antecessorum ipsorum majoris, juratorum et communitatis, ut de pertinentiis civitatis predicte antiquitus fuisse, et ad eosdem nunc majorem, juratos et communitatem, jure hereditario, pertinere debere; ac magnam partem balleuce predicte in manibus diversorum hominum, ex concessione quorumdam progenitorum nostrorum et nostra, extitisse, et eisdem majori, juratis et communitati detentam minus juste; et nobis supplicantium ut eis balleucam predictam, cum dicto justitiatu et aliis juribus, deveriis et pertinentiis suis, integre restitui faceremus, tenendis per ipsos majorem, juratos et communitatem, heredes et successores suos, sicut eam antiquitus tenere consueverunt: mandaverimus senescallo nostro Vasconie et constabulario nostro Burdegale, qui tunc fuerunt vel qui pro tempore forent, quod se super vero valore balleuce predicte, et tam de jure quod predicti major et jurati in balleuca predicta vel

N° CXII.
11 Février 1401.

ad eandem vendicabant se habere, quam de jure nostro in hac parte, necnon quantum de eadem balleuca in manibus nostris tunc extitit, ac metis et bundis ejusdem balleuce, et aliis circumstantiis premissa contingentibus, informarent, et de eo quod per informationem hujusmodi invenirent, nos, sub sigillo nostro, quo utimur in ducatu nostro predicto, redderent distincte et aperte certiores;

« Ac, per informationem hujusmodi factam et nobis, in cancellaria nostra, de mandato nostro sic missam, compertum sit quod balleuca predicta pertinuit ab antiquo et adhuc pertinere debet ad dictam civitatem, et quod se extendit per limites et bundas subscriptas, videlicet : ab ipsa civitate usque in hac civitate et suburbiis Burdegale computatis, usque ad bocam Jale, ubi Jala cadit in mare vocatum Geronda, prout dicta aqua de Jala pretenditur in ascendendo directe usque ad Jalam veterem; et de Jala veteri usque ad molendinum de La Begueyressa; et de ipso molendino usque ad Jalapont; et de ipso loco de Jalapont usque ad locum dictum de Magudans, ita quod dictus locus de Magudans a Jala citra, versus Burdegalam, remanet et remanere debet infra balleucam, et de jurisdictione et districtu communie Burdegale; et de ipso loco de Magudans usque ad locum dictum Lo Pas de las Baquas; et de ipso loco dicto Lo Pas de las Baquas usque ad crucem de Beutras; et de Beutras usque ad justitiatum de Bogio, prout de justitiatu de Bogio protenduntur termini usque ad justitiatum de Belino, scilicet : usque ad locum vocatum Laguabat; et de justitiatu de Belino versus fines seu terminos parrochie de Leinhano, remanente tota dicta parrocchia infra balleucam Burdegale; et prout de dicta parrochia de Leinhano aqua appellata La Blanqua descendit usque ad bocam esterii de Correyano, ubi dictum esterium cadit in mari vocato Geronda; et de ipso esterio de Correyano usque ad Burdegalam; et de Burdegala usque ad esterium de Laureomonte; et de dicto esterio de Laureomonte, prout vadit et extendit se balleuca inter podium parvum, quod est prope ecclesiam de Laureomonte, ex una parte, et magnum podium, quod est versus domum Galhardi de Laureomonte, ex altera, prout caminus vadit directe et extenditur usque ad crucem salvitatis de Laureomonte, retro domos; et de illa cruce versus boscum appellatum La Ramada, ipso bosco infra balleucam Burdegale remanente; et sicut de bosco hujusmodi, caminus sive via vadit versus Artigas, ad pererium qui est in extremitate ejusdem camini sive vie, in loco vocato a La Loubeyra; et de dicto pererio versus fontem de Montz; et de ipso fonte usque ad ulmos de Sancta-

Gemma; et deinde usque ad pererios de La Palha de Podio, quod est super Artigas; et deinde usque ad fontem de Margarida; et deinde usque ad pontem de Cayron; et deinde usque ad podium dous Merlers; et de ipso podio dous Merlers usque ad Audiard torta; et de Audiard torta usque a la Forcada de Gimilham; et deinde usque a la Forcada de Vilhalonga, prout via extenditur usque ad magnam viam que est inter paludem et costam; et prout magna via et palus durant usque ad esterium de Trena; et a dicto esterio usque ad dictum esterium de Correyano; et prout totum mare dictum Geronda est infra dictos terminos seu metas; et quod predicti major, jurati et communitas, altum et bassum justitiatum, infra limites et bundas predictas, habuerunt et exercuerunt, quousque per ministros regios inde voluntarie impediti fuerunt;

N° CXII.
11 Février 1401.

« Per quod prefati major, jurati et communitas nobis itterato supplicarunt ut eis balleucam predictam, cum alto et basso justitiatu, ac mero et mixto imperio, infra terminos justitiatus ejusdem civitatis predictos, integre restituere faciamus eisdem majori, juratis et communitati, heredibus et successoribus suis, imperpetuum possidendum :

« Nos advertentes grata servitia que predicti major, jurati et communitas progenitoribus et predecessoribus nostris impenderunt, et nobis in dies impendere non desistunt, et volentes proinde votis eorum condescendere in hac parte, et etiam quod justum est fieri, ut tenemur, balleucam et altam et bassam justitiam, ac merum et mixtum imperium, infra terminos dicte balleuce predictos, cum pertinentiis universis, pro nobis, heredibus et successoribus nostris, eisdem majori, juratis et communitati, heredibus et successoribus suis, restituimus et tenore presentium concedimus; excepto hoc quod heredes quondam nobilis Alicie de Blavia, domine de Ornonn, infra dictam balleucam seu terminos ejus tenent et possident; super quo dictis heredibus vel prefatis majori, juratis et communitati prejudicare non intendimus, sed jus quod habere debent dicti major, jurati et communitas in hac parte illesum volumus remanere, et volumus quod super hec fiat partibus per senescallum nostrum Vasconie, qui nunc est vel qui pro tempore erit, vel ejus locumtenentem, plenum et festinum justitie complementum.

« Et cum dilectus et fideles noster Thomas de Bradeston aliquam partem balleuce seu justitiatus predictorum Inter-duo-Maria teneat, ad terminum vite sue, ex concessione nostra, volumus et concedimus prefatis majori, juratis et communitati, heredibus et successoribus suis, quod, ipsi partem illam habeant et possideant in forma predicta, dum tamen prius prefato

N° CXII.
11 Février 1401.

Thome, de pretio seu valore illius quod ad ipsum pertinet in hac parte, per legitimam estimationem, per senescallum nostrum Vasconie, qui nunc est vel qui pro tempore erit, in presentia ipsius Thome, vel ejus attornati, in hac parte faciendam satisfaciant competenter, vel cum eodem Thoma, vel ejus attornato predicto, super hoc componant melius quo poterunt et concordent; ita videlicet quod, post mortem ipsius Thome, vel factam satisfactionem seu concordiam supradictam, dicta pars, quam jam sic possidet dictus Thomas, eisdem majori, juratis et communitati, heredibus et successoribus suis, pleno jure imperpetuum remaneat, ut est dictum.

« Volumus etiam et concedimus, pro nobis et heredibus nostris, quod possessio ejusdem partis, una cum residuo balleuce sive justitiatus predictorum, excepto hoc quod tenent dicti heredes predicte domine de Ornonn, eisdem majori, juratis et communitati, ut predicitur, liberetur, jure cujuslibet in omnibus semper salvo; et quod super hoc quod tenent dicti heredes eisdem majori, juratis et communitati celere fiat justitie complementum, secumdum foros et consuetudines partium predictarum, [sicut?] predictum est. Damus autem omnibus, tam nobilibus quam ignobilibus, infra dictam balleucam seu terminos justitiatus predictos constitutis, in mandatis ut exinde eisdem majori, juratis et communitati, vel deputandis ab eisdem, pareant et intendant cum effectu, salvo tamen jure alieno, et etiam nobis superioritatis resorto; nichilominus mandantes senescallis nostris Vasconie, qui nunc sunt vel qui pro tempore erunt, seu eorum locatenentibus, et eosdem majorem, juratos et communitatem, ac deputandos ab eisdem, in possessione dicte balleuce seu justitiatus terminorum predictorum manuteneant et defendant.

« In cujus rei testimonium has litteras nostras fieri fecimus patentes.

« Teste me ipso, apud Westmonasterium, primo die julii, anno regni nostri Anglie sexto decimo, regni vero nostri Francie tertio. »

— Inspeximus etiam rotulamentum quarumdam aliarum litterarum patentium, in rotulis cancellarie ejusdem avi nostri, in hec verba :

III. *Quod, propter mutationem mercimoniorum de una navi in aliam, non solvitur custuma.*

« Edwardus, Dei gratia, rex Anglie et Francie et dominus Hibernie, universis et singulis collectoribus, tam antique quam novarum custumarum nostrarum, in singulis portibus regni nostri Anglie, salutem.

« Ex parte mercatorum ducatus nostri Acquitanie est nobis graviter querelatum quod, cum ipsi, cum bonis et marcandisis suis in navibus

carcatis, a dictis partibus dicti ducatus versus Flandriam, vel abinde aut aliunde versus partes ejusdem ducatus transeuntes, sepius ad diversos portus regni nostri Anglie per maris intemperiem, licet inviti, aliquando agitati fuerint, vel alias sub prosperi venti expectatione diffugerint, et, licet ipsi bona et mercimonia sua hujusmodi ab una navi in aliam, ob certas causas et necessitates impellentes, removerint, ut quietius inde supra mare transire possint, vos nichilominus, asserentes bona et mercimonia illa in dictis partibus ex causa predicta fore custumanda, eosdem mercatores ad custumas de hujusmodi bonis et mercimoniis, sic in portubus predictis ductis, vobis ad opus nostrum prestandum per varias districtiones hactenus compulistis, et in dies compellitis minus juste, in ipsorum mercatorum dispendium non modicum et gravamen.

« Super quo nobis supplicaverunt sibi per nos remedium adhiberi, et quia eisdem mercatoribus injuriam fieri nolumus, set potius favorem et quietem ipsis impartiri velimus in hac parte :

« Vobis injungimus et mandamus quod, de hujus modi bonis et mercimoniis dictorum mercatorum, in navibus ad portum regni nostri Anglie ob pausationem vel maris intemperiem agitatis, licet ab una navi remota et in aliam posita fuerint, nisi ad terram ponantur vel ibidem vendantur, custumas aut impositiones aliquas nullatenus exigatis, nec ipsos ea de causa fatigetis aut distringatis, set ipsos, ut fideles nostros dilectos, dictos portus ingredi, et, cum sibi placuerit, absque perturbatione aliqua egredi permittatis.

« Datum apud Westmonasterium, quarto decimo die novembris, anno regni nostri Anglie vicesimo quinto, regni vero nostri Francie duodecimo. »

— Inspeximus insuper rotulamentum aliarum litterarum patentium, in rotulis cancellarie prefati avi nostri, in hec verba :

IV. *Quod, in quibuscumque casibus agitandis inter capitulum Sancti-Severini et homines de Caudeirano, de Boscato et Villanova, major Burdegale habeat cognitionem.*

« Edwardus, Dei gratia, rex Anglie et Francie et dominus Hibernie, dilectis sibi decano et capitulo Sancti-Severini Burdegale salutem.

« Querimoniam dilectorum et fidelium nostrorum proborum hominum de Caudirano, Buscat et Villanova recipimus, continentem ut, cum ipsi fuerint et sint sub jurisdictione et alto justitiatu majoris et juratorum Burdegale in casu criminali, et ut pretenditur sub jurisdictione vestra in casu civili, et licet aliquis dictorum locorum de Caudiramo, Buscat et Villanova contra vos forifacere, seu civiliter vel criminaliter delinquere contigerit, vos

N° CXII.
11 Février 1401.

cognitionem hujusmodi placiti sive cause usurpantes, ea coram vobis, in foro vestro, quamquam factum vestrum proprium concernat, deducere presumitis et terminare, adimentis a predictis majore et juratis, veris in hac parte judicibus, cum jurisdictionem altam inde habere dinoscantur, cognitionem ad ipsos de premissis competentem; dictosque homines locorum predictorum ad clamium, accusationem seu querelam contra eos factam, pretextu jurisdictionis vestre sic pretense, deprehendi, arrestari et enormiter trassis, cippis et aliis penis diversimode affici facitis, licet coram vobis securitatem de stando in omnibus juri offerant aut invenire sint parati, in ipsorum hominum dictorum locorum grave dampnum et depressionem, et aliter quam fieri deberet, aut alias est fieri consuetum.

« Super quo nobis est supplicatum congruum remedium adhiberi, et quia rationi non congruit quod aliquis in causa propria judex esse debeat, vel quod hujusmodi tormenta in casibus civilibus sunt de jure imponenda :

« Volentes igitur hujusmodi dampnis et injuriis, prout convenit, precavere, vobis districte prohibemus ne, in causis civilibus que, inter homines dictorum locorum de Caudiramo, Buscat et Villanova et vos, in comuni vertuntur aut verteri contigerit in futurum, cognitionem aliquam assumatis, nec ipsos vel eorum aliquem coram vobis in foro vestro trahi faciatis, set dictos majorem et juratos inde, ut judices superiores, cognitionem suam debitam habere permittatis, et eos, ut in hac parte justitie complementum fieri faciant, requiratis; nec homines predictos, qui ad clamium, querelam sive accusationem alicujus comprehensi vel arrestati fuerint, dum securitatem congruam ad standum in omnibus juri offerant aut invenire sint parati, saltim ante sententiam latam, in ferris, trassis, cippis aut aliis tormentis ponatis aut ponere presumatis, scientes quod, si hujus modi excessus de cetero acceptare presumpseritis, ad vos et vestra taliter cum rigore capiemus, quod aliis cedet in exemplum talia prejudicialia et dampnosa nobis et populo nostro facere evitandi.

« Datum in palatio nostro Westmonasterii, vicesimo die octobris, anno regni nostri Anglie vicesimo octavo, regni vero nostri Francie quinto decimo. »

— Inspeximus etiam rotulamentum quarumdam aliarum litterarum patentium, in rotulis cancellarie ipsius avi nostri irrotulatum in hec verba :

V. *Bona littera pro hominibus de la Comptau et pro villa.*

« Edwardus, Dei gratia, rex Anglie et Francie et dominus Hibernie, dilecto et fideli suo domino d'Ornon salutem.

« Ex parte dilectorum et fidelium nostrorum hominum de la Comitau et de dominio de Camparian, que vos tenetis sub certa forma ex concessione nostra, accepimus quod, cum ipsi vigilias et manuoperas pro fossatis mundandis et muris et pontibus reparandis, ad civitatem nostram Burdegale, tempore necessitatis dumtaxat, facere debeant, ipsique et eorum antecessores et predecessores, ex consuetudine laudabili et prescripta a tempore et per tempus cujus contrarii memoria non existit, hujusmodi vigilias et manuoperas ad dictam civitatem, tempore necessitatis dumtaxat, et non alibi; et etiam ad curiam apud Camparian tenendam et non alibi in dominio predicto venire, et sectam suam debitam ibidem facere; et, si aliqui eorum, pro delicto vel forifacto aliquo, incarcerandi fuerint, ibidem et non alibi incarcerari; et averia sua, in forestis dicto dominio pertinentibus, in eisdem pascenda pro voluntate sua habere consueverint : vos nichilominus, dictos homines indebite gravari machinantes, ipsos ad hujusmodi vigilias et manuoperas ad castra et alia loca vestra, ad dictam civitatem minime pertinentia, faciendum, et ad veniendum ad curiam vestram et alia loca ad libitum vestrum statuendum compelli; et etiam ipsos, ea occasione et pretextu falsorum clamorum, querelarum sive accusationum contra ipsos factorum, multipliciter inquietari et gravari facitis minus juste, et aliter quam fieri debet seu antea fieri consuevit. Super quo iidem homines nobis supplicarunt sibi per nos de remedio congruo provideri. N° CXII. 11 Février 1401.

« Nos, nolentes prefatis hominibus taliter injuriari, vobis mandamus quod ab hujusmodi vexationibus, compulcionibus, inquietationibus, incarcerationibus et gravaminibus indebitis prefatis hominibus faciendis penitus desistentes, ipsos ad vigilias et alias manuoperas ad castra seu alia loca, que ad dictam civitatem non pertinent, faciendum, seu ad veniendum alibi ad curiam vestram quam ad dictam curiam de Camparian, aliter quam ipsi et predecessores sui, temporibus quibus dicta dominia de la Comitatu et Camparian, et jurisdictio eorumdem in manibus progenitorum nostrorum et nostris extiterunt, fecerunt, nullatenus compellatis; nec ipsos qui, pro delictis et forifactis suis, incarcerandi fuerint, in aliis locis quam usitatum fuit, temporibus progenitorum nostrorum et nostris, incarceretis, set ipsos in suis justis custumis et consuetudinibus antiquis stare, et averia sua in forestis predictis, prout nostri et eorum antecessores, dum foreste predicte in manibus nostris et progenitorum nostrorum fuerint, sine inquietatione habere permittatis.

« Et, si contingat quod aliquis fictos clamores, querelas sive accusationes

N° CXII.
11 Février 1401.

contra eos, vel aliquem eorum, coram vobis proposuerit, et eos legitime probare non poterit, tunc ipsum sic clamantem, querelantem sive acusantem in sex libris et dimidium Burdegale, inter dominum jurisdictionis et partem lesam equaliter dividendis, solvendum condempnetis. Et, si aliquis homo vel mulier de dictis jurisdictionibus de la Comitatu et Camparian, in conflictu, aut aliquis casualiter interfectus vel interfecta fuerit, statim corpus mortuum proximis, amicis defuncti vel aliis illud a vobis requirentibus, absque prolixiori detentione corporis ejusdem, liberari faciatis, ecclesiasticé sepulture tradendum, sine fine aut redemptione inde capiendis. Et, si aliquis hominum predictorum ad clamium aut querelam alicujus in casu civili, per vos vel vestros, deprehensus fuerit, et vobis securitatem offerre de parendo juri voluerit, tunc ipsum sic deprehensum per hujusmodi securitatem, absque eo quod in cippis, trassis aut aliis tormentis, saltim ante sententiam latam, ponatur, dimitatis. Et insuper vobis districte inhibemus ne victualia aut alia bona dictorum hominum, contra voluntatem suam, capiatis vel capere presumatis.

« Scientes quod, si de cetero inveniri contigerit, per informationem vel alio modo faciendo, quod vos dictos homines vel eorum aliquem injuste, contra formam premissorum, vexari vel gravari feceritis, dicta dominia et jurisdictiones, tanquam nobis per culpam vestram incursa, in manum nostram capi, et vos taliter castigari et puniri faciemus quod castigatio et punitio ille aliis cedant in exemplum et terrorem contra mandata nostra delinquendi.

« Datum in palatio nostro Westmonasterii, primo die novembris, anno regni nostri Anglie vicesimo octavo, regni vero nostri Francie quinto decimo. »

— Inspeximus etiam rotulamentum quarumdam litterarum patentium, in rotulis cancellarie domini Ricardi, nuper regis Anglie secundi post conquestum, irrotulatum in hec verba :

VI. *Confirmatio ut bona carcata in Flandriam per cives Burdegale, si adducantur ad regnum Anglie, possint discarcare et carcare libere absque solutione costume.*

« Ricardus, Dei gratia, rex Anglie et Francie et dominus Hibernie, omnibus ad quos presentes littere pervenerint salutem.

« Sciatis quod nos, considerantes qualiter dilecti mercatores nostri civitatis nostre Burdegale, qui bona et mercandisas suas in Flandriam carcata, ad diversos portus regni nostri Anglie, quandoque pro securitate bonorum

et mercandisarum hujusmodi, et quandoque pro recreatione et aliis licitis causis duxerunt, ad bona et mercandisas illa usque dictam civitatem nostram securius abinde traducendum, sepius ante hec tempora per ministros nostros, in portubus illis, exigentibus ab eisdem mercatoribus custumas pro mercandisis predictis, que venditioni non fuerint posita, super transitu suo versus Burdegalam, ea de causa multipliciter fatigati et impediti fuerunt, et adhuc in dies impediti existunt, in status ipsorum mercatorum depressionem et depauperationem manifestam; ac proinde volentes cum ipsis mercatoribus, pro eorum quiete et tranquillitate, agere gratiose, de avisamento consilii nostri :

« Concessimus, pro nobis et heredibus nostris, eisdem mercatoribus Burdegale, quod ipsi, et eorum successores imperpetuum, quecumque bona et mercandisas sua, que in partibus Flandrie carcabunt, per totum regnum nostrum Anglie, in quibuscumque portubus eis placuerit, discarcare et recarcare valeant, ad ea usque ad civitatem nostram Burdegale libere traducendum, absque aliqua custuma inde solvendo, preterquam de illis bonis et mercandisis que vendita vel permutata fuerint infra regnum nostrum Anglie supradictum.

« In cujus rei testimonium has litteras nostras fieri fecimus patentes.

« Datum apud Westmonasterium, octavo die septembris, anno regni nostri tertio. »

— Inspeximus insuper rotulamentum aliarum litterarum patentium in rotulis cancellarie ejusdem domini Ricardi, nuper regis, irrotulatum in hec verba :

VII. *Confirmatio ut bona carcata per cives Burdegale in quibuscumque locis obedientibus regi Anglie possint discarcari in regno Anglie et carcari, pro adducendo apud civitatem Burdegale absque solutione custume.*

« Ricardus, Dei gratia, rex Anglie et Francie et dominus Hibernie, omnibus ad quos presentes littere pervenerint salutem.

« Sciatis quod nos, considerantes qualiter dilecti mercatores nostri civitatis nostre Burdegale, qui bona et mercandisas sua in partibus Selandi et Holandi, ac villa nostra Calesii et portu ejusdem, necnon in quibuscumque aliis partibus transmarinis de amicitia nostra existentibus, carcata ad diversos portus regni nostri Anglie, quandoque pro securitate bonorum et mercandisarum hujusmodi, et quandoque pro recreatione et aliis licitis causis, duxerunt ad bona et mercandisas illa usque dictam civitatem nostram securius abinde traducendum, sepius ante hec tempora per ministros

N° CXII.
11 Février 1401.

nostros, in portubus illis, exhigentes ab eisdem mercatoribus custumas et subcidia pro mercandisis predictis que venditioni non fuerunt posita, super transitu suo versus Burdegalam, ea de causa multipliciter fatigati et impediti fuerunt, et adhuc in dies impediti existunt, in status ipsorum mercatorum depressionem et depauperationem manifestam; ac proinde volentes, cum ipsis mercatoribus, pro ipsorum quiete et tranquillitate agere gratiose, de avisamento consilii nostri :

« Concessimus, pro nobis et heredibus nostris, eisdem mercatoribus Burdegale quod ipsi quecumque bona et mercandisas sua, que in partibus Selandi et Holandi, ac villa nostra Calesii et portu ejusdem, necnon in quibuscumque aliis partibus transmarinis de amicitia nostra existentibus, ut predictum est, carcabunt per totum regnum nostrum Anglie, in quibuscumque portubus eis placuerit, discarcare et recarcare valeant, ad ea usque ad civitatem nostram Burdegale libere traducendum, absque aliqua custuma seu subsidio inde solvendo, preterquam de illis bonis et mercandisis que vendita et permutata fuerunt infra regnum nostrum Anglie supradictum.

« In cujus rei testimonium has litteras nostras fieri fecimus patentes.

« Datum apud Westmonasterium, sexto decimo die junii, anno regni nostri undecimo. »

— Inspeximus etiam quasdam litteras patentes ipsius domini Ricardi, nuper regis, in hec verba :

VIII. *Confirmatio libertatum mercatorum Burdegale quas habent in Anglia.*

« Ricardus, Dei gratia, rex Anglie et Francie et dominus Hibernie, omnibus ad quos presentes littere pervenerint salutem.

« Constat nobis per inspectionem rotulorum cancellarie domini Edwardi, filii regis Henrici, quondam regis Anglie, progenitoris nostri, quod idem progenitor noster quandam cartam suam fieri fecit in hec verba :

« Edwardus, Dei gratia, rex Anglie, dominus Hibernie et dux Aquitanie, « archiepiscopis, episcopis, abbatibus, prioribus, comitibus, baronibus, jus- « titiariis, vicecomitibus, prepositis, ministris et omnibus bayllivis et fide- « libus suis salutem. »

« Circa statum prosperum mercatorum de ducatu nostro predicto nos « precipua cura sollicitat qualiter, sub nostro dominio, tranquillitatis et « plene securitati immunitas eisdem mercatoribus futuris temporibus « preparetur; ut itaque vota ipsorum ad nostra et regni nostri servitia

N° CXII.
11 Février 1401.

« uberius augmententur, ipsorum petitionibus favorabiliter annuentes, pro « statu eorumdem plenius assecurando, in forma que sequitur duximus « ordinandum, et eisdem mercatoribus, pro nobis et heredibus nostris, im- « perpetuum concedendum :

« In primis, videlicet quod omnes mercatores vinetarii de ducatu predicto, « salvo et secure, sub tuitione et protectione nostra, in dictum regnum « nostrum Anglie et ubique infra potestatem nostram, veniant cum vinis « et mercandisis aliis quibuscumque; quodque infra idem regnum et potes- « tatem nostram, in civitatibus, burgis et villis mercatoriis, possint mercari « in grosso, tam cum indigenis seu incolis ejusdem regni quam cum « alienigenis, extraneis vel privatis; et quod mercandisas suas, quas ipsos « ad idem regnum et potestatem nostram adducere, seu infra idem regnum « et potestatem nostram emere, vel alias adquirere contigerit, possint quo « voluerint, tam infra regnum et potestatem nostram predictam quam « etiam extra, ducere seu portare facere, et suam inde facere voluntatem, « solvendo consuetudines quas debebunt; exceptis dumtaxat vinis, que « extra idem regnum seu potestatem nostram ipsis, sine voluntate nostra, « ducere non liceat quoquomodo.

« Item, quod dicti mercatores vinetarii de dicto ducatu in civitatibus et « villis predictis, pro voluntate sua, hospitare valeant et morari cum bonis « suis ad gratum ipsorum quorum fuerunt hospitia sive domus.

« Item, quod quilibet contrahens per ipsos vinetarios cum quibuscumque « personis, undecumque fuerit initus, de omnimodis mercandisis, firmus sit « et stabilis, ita quod neuter mercator contractum illum possit dedicere « seu ab eodem recedere, postquam denarius Dei inter contrahentes datus « fuerit et receptus; et, si forsan super contractu hujusmodi contentio « oriatur, fiat inde probatio secundum usus et consuetudines feriarum et « villarum, ubi dictum contractum fieri contigerit et iniri.

« Item, remittimus et quietamus dictis mercatoribus de dicto ducatu « illam prisam antiquam de duobus doliis vini que de qualibet nave vinis « carcata, infra regnum seu potestatem nostram applicante, unum ante « malum et aliud retro, capere consuevimus; promittentes insuper, eis- « demque mercatoribus, pro nobis et heredibus nostris, imperpetuum con- « cedentes quod predictam prisam, vel quamcumque aliam vinorum vel « aliorum mercimoniorum suorum, per nos vel alium seu alios, pro aliqua « necessitate seu casu, nullatenus contra voluntatem ipsorum mercatorum « de cetero faciemus nec fieri patiemur, absque solutione statim, juxta

N° CXII.
11 Février 1401.

« pretium quo dicti mercatores vina et alia mercimonia vendent aliis, « facienda, vel alia satisfactione de qua reputent se contentos; ita quod « super vinis vel aliis mercimoniis ipsorum, per nos vel ministros nostros, « appreciatio vel estimatio non ponantur.

« Item, quod, de quolibet dolio vini gaugeato, sicut venditor vini quod « de gaugeto defuerit supplere tenebitur, sic eidem per emptorem de eo « quod ultra gaugetum superfuerit, juxta pretium ad quod dolium vini « venditum fuerit, satisfaciat.

« Item, quod, quamprimum naves cum novis vinis infra regnum et « potestatem nostram applicuerint, vina vetera, ubicumque inveniantur, « in villis vel locis aliis ad que dicte naves venerint, videantur et probentur « si sana fuerint et etiam incorrupta; et, de hiis qui dicta vina videbunt, sit « una medietas de mercatoribus vinetariis ducatus predicti, et alia de probis « hominibus illius ville ubi hec fient; et sint ad premissa fideliter et sine « fraude facienda jurati, et de vinis corruptis justitiam faciant consuetam.

« Item, cum consuetum et usitatum olim fuisset quod emptor et venditor « solverent unum denarium pro quolibet dolio de gaugeto, quilibet eorum « videlicet : obolum, sic fiat de çetero et pro consuetudine observetur.

« Item, volumus quod omnes bayllivi et ministri feriarum, civitatum, « burgorum et villarum mercatoriarum vinetariis antedictis, coram eis « conquerentibus de injuriis, molestiis sibi factis, debitis et quibuscumque « aliis placitis, celerem justitiam faciant, de die in diem, sine dilatione, « secundum legem mercatoriam; et, si forte inveniatur defectus in aliquo « bayllivorum vel ministrorum predictorum, unde iidem vinetarii vel eorum « aliquis dilationis incomoda sustinuit vel sustinuerit, licet vinetarius « versus partem in principali recuperaverit dampna sua, nichilominus « baylivus vel minister alius versus nos, prout delictum exigit, puniatur; « et punitionem istam concedimus in favorem mercatorum vinetariorum « predictorum, pro eorum justitia maturanda.

« Item, quod in omnibus generibus placitorum, salvo casu criminis pro « quo infligitur pena mortis, ubi mercator vinetarius de ducatu predicto « implacitatus fuerit, vel alium implacitaverit, cujuscumque conditionis « idem implacitatus extiterit, extraneus vel privatus, in nundinis, civita- « tibus sive burgis, ubi fuerit suficiens copia mercatorum vinetariorum de « ducatu predicto, et inquisitio fieri debeat, sit medietas inquisitionis de « hujusmodi mercatoribus vinetariis de ducatu predicto, et medietas altera « de aliis probis et legalibus hominibus loci illius, ubi placitum illud esse

« contigerit; et, si mercatorum vinetariorum de ducatu predicto suficientem « numerum ibidem minime contigerit inveniri, ponantur in inquisitione illi « qui de ipsis suficientes invenientur ibidem, et residui sint de aliis bonis « hominibus et suficientibus de locis in quibus placitum illud erit.

N° CXII.
11 Février 1401.

« Item, quod nulla alia exactio vel prestationis onus super vina dictorum « mercatorum aliquatenus imponantur.

« Item, duximus ordinandum et ordinationem illam, pro nobis et here- « dibus nostris, imperpetuum volumus firmiter observari quod, pro qua- « cumque libertate quam nos vel heredes nostri de cetero concedemus, « prefati mercatores vinetarii suprascriptas libertates vel earum aliquam « non amittant; volentes quod libertates ille ad dictos mercatores vine- « tarios de ducatu nostro predicto tantummodo se extendant.

« Pro supradictis autem libertatibus et liberis consuetudinibus, conces- « serunt nobis mercatores vinetarii predicti quod, de quolibet dolio vini « quod adducent seu adduci facient infra regnum vel potestatem nostram, « et unde marineriis fretum solvere tenebuntur, nobis et heredibus nostris, « ultra antiquas custumas debitas et solutas in denariis, sive nobis sive aliis « solvent, nomine custume, duos solidos, infra quadraginta dies, postquam « extra naves ad terram posita fuerint vina ipsa; et volumus quod predicti « mercatores vinetarii, de vinis unde in uno loco regni nostri vel alibi « infra potestatem nostram, duorum solidorum nobis solverint, in singulis « aliis locis dicti regni et potestatis nostre, de solutione prefate custume « duorum solidorum liberi sint penitus et quieti; proviso quod, pro aliis « mercandisis quibuscumque quas ipsos infra regnum et potestatem nos- « tram exercere continget, easdem consuetudines nobis solvere teneantur « quas ceteri mercatores pro mercandisis hujusmodi nobis solvent.

« Hiis testibus : venerabili patre Wilhelmo, Coventrensi et Lichefeldensi « episcopo; Johanne de Warenna, comite Surr.; Rogero Le Bygod, comite « Norff. et marescallo Anglie; Johanne de Britannia; Hugone Le Des- « penser; Wilhelmo de Brewos; Waltero de Bello-Campo, senescallo « hospitii nostri; Rogero Le Brabazon; Johanne de Merke, et aliis.

« Datum per manum nostram, apud Westmonasterium, tertio decimo die « augusti, anno regni nostri tricesimo. »

« Nos autem ordinationes, concessiones, remissiones, consuetudines, libertatibus et quietantias predictas, ac omnia et singula in dicta carta contenta, rata habentes et grata, ea pro nobis et heredibus nostris, quantum in nobis est, dilectis nobis nunc mercatoribus et vinetariis ducatus predicti,

N° CXII.
11 Février 1401.

et eorum successoribus, tenore presentium concedimus et confirmamus, prout carta predicta rationabiliter testantur, et prout iidem mercatores et vinetarii et eorum antecessores libertatibus et quietantiis predictis, vigore carte predicte, hactenus rationabiliter uti et gaudere consueverunt.

« In cujus rei testimonium has litteras nostras fieri fecimus patentes.

« Teste me ipso, apud Westmonasterium, duo decimo die junii, anno regni nostri undecimo. »

— Inspeximus insuper irrotulamentum quarumdam aliarum litterarum patentium, in rotulis cancellarie prefati avi nostri irrotulatum in hec verba :

IX. *Privilegium de non alienando civitatem a corona Anglie, etiamsi contingat Regem possessionem regni Francie adhipisci.*

« Edwardus, Dei gratia, rex Anglie et Francie et dominus Hibernie, omnibus ad quos presentes littere pervenerunt salutem.

« Sciatis quod nos, grata memoria recensentes fidelitatem et constantiam ac dilectionem quas dilecti et fideles nostri major, jurati et comunitas civitatis nostre Burdegale corone Anglie semper magnanimiter ostenderunt, et proinde volentes ipsos corone predicte annectere firmius et unire :

« Concessimus eis, pro nobis et heredibus nostris, et etiam si possessionem regni nostri Francie, ad nos jure successorio jam delati, adipisci nos contingat, fideles nostros predictos dictam civitatem, altam et bassam justitiam, merum et mixtum imperium, homagium et dominium feodotum dicte civitatis, per venditionem, donationem, permutationem seu quovis alio titulo, extra manum nostram, nisi futuro heredi Anglie, non ponemus, nec a corona Anglie, nisi futuro heredi Anglie, ut est dictum, segregare vel transferre quo modo libet faciemus; nec libertates, privilegia, consuetudines, ressortum, appellationes, seu alia jura vel deveria eis competentia, quibus usi sunt hactenus rationabiliter et gavisi, ab eis aliqualiter auferemus; set cives et habitatores omnes et singuli dicte civitatis, et hereditates, possessiones, res et bona sua quecumque nobis et futuro heredi regni nostri Anglie immediate sint subjecta, et sub jurisdictione nostra, ut et modo que erant ante confectionem presentium.

« In cujus rei testimonium has litteras nostras fieri fecimus patentes.

« Teste me ipso, apud Westmonasterium, quarto die junii, anno regni nostri Anglie sexto decimo, regni vero nostri Francie tertio. »

— Nos autem donationes, concessiones, voluntates et mandata ipsorum progenitorum et predecessorum nostrorum predicta, ac omnia et singula

N° CXII.
11 Février 1401.

in carta et litteris predictis contenta, rata habentes et grata, ea pro nobis et heredibus nostris, quantum in nobis est, acceptamus, approbamus, ratificamus et ea prefatis civibus civitatis Burdegale, ac eorum heredibus et successoribus, civibus civitatis predicte, tenore presentium concedimus et confirmamus, prout carta et littere predicte plenius testantur.

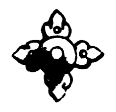
Hic continetur conffirmatio generalis omnium privilegiorum, quittantiarum et libertatum, valde utilis.

Ac nos considerantes grata et laudabilia obsequia, nobis et progenitoribus ac predecessoribus nostris, per dictos majorem, juratos et comunitatem civitatis nostre Burdegale, non absque corporum periculis et sumptibus gravibus, ante hec tempora impensa, et proinde volentes jam majorem, juratos et communitatem ipsius civitatis favore prossequi gratioso :

Omnia et singula libertates, quittantias et privilegia, per cartas dictorum progenitorum et predecessorum nostrorum et nostras hactenus concessa eisdem majori, juratis et communitati ratificamus, approbamus et tenore presentium confirmamus, sicut carta et littere predicte rationabiliter testantur; volentes et concedentes, pro nobis et heredibus nostris, quod predicti major, jurati et comunitas omnibus et singulis libertatibus, quittantiis et privilegiis, in dictis carta et litteris contentis, quibus ipsi et eorum antecessores semper hactenus, a tempore confectionis carte et litterarum earumdem, rationabiliter usi sunt et gavisi, ex nunc plene gaudeant et utantur imperpetuum, sine occasione vel impedimento nostro, vel heredum nostrorum, justitiariorum, senescallorum, constabulariorum, prepositorum, officialium, bayllivorum seu ministrorum nostrorum quorumcumque.

In cujus rei testimonium has litteras nostras fieri fecimus patentes.

Teste me ipso, apud Westmonasterium, undecimo die februarii, anno regni nostri secundo.



Nº CXIII.

11 Février 1401.

CONFIRMATION PAR HENRY IV DE LA CONVENTION PASSÉE ENTRE ÉDOUARD Ier ET LES MARCHANDS DE VIN DE GUYENNE.

SOMMAIRE.

Le roi d'Angleterre confirme, en le reproduisant, l'acte qui se trouve au nº LVI, et par lequel Richard II avait confirmé la convention passée entre Édouard Ier et les marchands de vin de Guyenne.

Conffirmatio libertatum quas mercatores vinetarii Acquitanie habent in regno Anglie (1).

HENRICUS, Dei gratia, rex Anglie et Francie et dominus Hibernie, omnibus ad quos presentes littere pervenerint salutem.

Inspeximus quasdam litteras patentes domini Ricardi, nuper regis Anglie secundi post conquestum, factas in hec verba :

« Ricardus, Dei gratia, rex Anglie et Francie et dominus Hibernie, omnibus ad quos presentes littere pervenerint salutem.

« Constat nobis per inspectionem rotulorum cancellarie domini Edwardi, filii regis Henrici, quondam regis Anglie, progenitoris nostri, quod idem progenitor noster quandam cartam suam fieri fecit in hec verba :

« Edwardus, Dei gratia, rex Anglie, dominus Hibernie et dux Acqui- « tanie, archiepiscopis, episcopis, abbatibus, prioribus, comitibus, baro- « nibus, justitiariis, vicecomitibus, prepositis, ministris et omnibus bayl- « livis et fidelibus suis salutem.

« Circa statum prosperum mercatorum de ducatu nostro predicto nos « precipua cura solicitat qualiter, sub nostro dominio, tranquillitatis et « plene securitatis immunitas eisdem mercatoribus futuris temporibus « preparetur; ut itaque vota ipsorum ad nostra et regni nostri servitia « uberius augmententur, ipsorum petitionibus favorabiliter annuentes, pro « statu eorumdem plenius assecurando, in forma que sequitur duximus « ordinandum, et eisdem mercatoribus, pro nobis et heredibus nostris, « imperpetuum concedendum.

(1) Cet acte, qui se trouve déjà au nº CXII, VIII, est mentionné dans le *Catalogue des Rolles gascons*, t. I, p. 185, nº 13, *membrana* 19.

« In primis, videlicet quod omnes mercatores vinetarii de ducatu pre-« dicto, salvo et secure, sub tuitione et protectione nostra, in dictum « regnum nostrum Anglie, et ubique infra potestatem nostram veniant « cum vinis et mercandisis aliis quibuscumque; quodque infra idem « regnum et potestatem nostram, in civitatibus, burgis et villis mercatoriis « possint mercari in grosso, tam cum indigenis seu incolis ejusdem regni « quam cum alienigenis, extraneis vel privatis; et quod mercandisas suas « quas ipsos ad idem regnum et potestatem nostram adducere, seu infra « dictum regnum et potestatem nostram emere vel alias adquirere conti-« gerit, possint quo voluerint, tam infra regnum et potestatem nostram « predictam quam etiam extra, ducere seu portari facere, et suam inde « facere voluntatem, solvendo consuetudines quas debebunt; exceptis « dumtaxat vinis, que extra idem regnum seu potestatem nostram ipsis, « sine voluntate nostra, ducere non liceat quoquomodo.

« Item, quod dicti mercatores vinetarii de dicto ducatu in civitatibus et « villis predictis, pro voluntate sua, hospitare valeant et morari cum bonis « suis, ad gratum ipsorum quorum fuerint hospitia sive domus.

« Item, quod quilibet contractus per ipsos vinetarios, cum quibuscumque « personis undecumque fuerint, initus de omnimodis mercandisis, firmus « sit et stabilis, ita quod neuter mercatorum contractum illum possit dedi-« cere seu ab eodem recedere postquam denarius Dei inter contrahentes « datus fuerit et receptus; et, si forsan super contractum hujusmodi con-« tentio oriatur, fiat inde probatio secundum usus et consuetudines feria-« rum et villarum, ubi dictum contractum fieri contigerit et iniri.

« Item, remittimus et quietamus dictis mercatoribus de dicto ducatu « illam prisam antiquam de duobus doliis vini que de qualibet nave vinis « carcata, infra regnum seu potestatem nostram applicante, unum videlicet « ante malum et aliud retro, capere consuevimus; promittentes eisdemque « mercatoribus, pro nobis et heredibus nostris, imperpetuum concedentes « quod predictam prisam, vel quamcumque aliam vinorum vel aliorum « mercimoniorum suorum, per nos vel alium seu alios, pro aliqua neces-« sitate seu casu, nullatenus contra voluntatem ipsorum mercatorum de « cetero faciemus nec fieri patiemur, absque solutione statim, juxta pre-« tium quo dicti mercatores vina et alia mercimonia vendent aliis, facienda, « vel alia satisfactione de qua reputent se contentos; ita quod super vinis « vel aliis mercimoniis ipsorum, per nos vel ministros nostros, appreciatio « vel estimatio non ponantur.

N° CXIII.
11 Février 1401.

« Item, quod de quolibet dolio vini gaugeato, sicut venditor vini quod « de gaugeto defuerit supplere tenebitur, sic eidem per emptorem de eo « quod ultra gaugetum superfuerit, juxta pretium ad quod dolium vini « venditum fuerit, satisfiat.

« Item, quod quamprimum naves, cum novis vinis infra regnum et « potestatem nostram, applicuerint, vina vetera, ubicumque inveniantur « in villis vel locis aliis ad que dicte naves venerint, videantur et probentur « si sana fuerint et etiam incorrupta ; et, de hiis qui dicta vina videbunt, sit « una medietas de mercatoribus vinetariis ducatus predicti, et alia de probis « hominibus illius ville, ubi hec fient; et sint ad premissa fideliter et sine « fraude facienda jurati, et de vinis corruptis justitiam faciant consuetam.

« Item, cum consuetum et usitatum olim fuisset quod emptor et venditor « solverent unum denarium pro quolibet dolio de gaugeto, quilibet eorum « videlicet : obolum, sic fiat de cetero et pro consuetudine observetur.

« Item, volumus quod omnes bayllivi et ministri feriarum, civitatum, « burgorum et villarum mercatoriarum vinetariis antedictis, coram eis « conquerentibus de injuriis, molestiis sibi factis, debitis et quibuscumque « aliis placitis, celerem justitiam faciant, de die in diem, sine dilatione, « secundum legem mercatoriam ; et, si forte inveniatur defectus in aliquo « bayllivorum vel ministrorum predictorum, unde iidem vinetarii, vel « eorum aliquis, dilationis incomoda sustinuerint, licet vinetarius versus « partem in principali recuperaverit dampna sua, nichilominus bayllivus « vel minister alius versus nos, prout delictum exigit, puniatur; et puni- « tionem istam concedimus in favorem mercatorum vinetariorum predic- « torum, pro eorum justitia maturanda.

« Item, quod in omnibus generibus placitorum, salvo casu criminis pro « quo infligitur pena mortis, ubi mercator vinetarius de ducatu predicto « implacitatus fuerit, vel alium implacitaverit, cujuscumque conditionis « idem implacitatus extiterit, extraneus vel privatus, in nundinis, civita- « tibus sive burgis, ubi fuerit suficiens copia mercatorum vinetariorum de « ducatu predicto et inquisitio fieri debeat, sit medietas inquisitionis de « hujusmodi mercatoribus vinetariis de ducatu predicto, et medietas altera « de aliis probis et legalibus hominibus loci illius, ubi placitum illud esse « contigerit; et, si mercatorum vinetariorum de ducatu predicto suficien- « tem numerum ibidem minime contigerit inveniri, ponantur in inquisi- « tione illi qui de ipsis sufficientes invenientur ibidem, et residui sint de « aliis bonis hominibus et sufficientibus de locis in quibus placitum illud erit.

N° CXIII.
11 Février 1401.

« Item, quod nulla alia exactio vel prestationis onus super vina dictorum « mercatorum aliquatenus imponantur.

« Item, duximus ordinandum et ordinationem illam, pro nobis et here- « dibus nostris, imperpetuum volumus firmiter observari quod, pro qua- « cumque libertate quam nos vel heredes nostri de cetero concedemus, « prefati mercatores vinetarii suprascriptas libertates vel earum aliquam « non amittant; volentes quod libertates ille ad dictos mercatores vinetarios « de ducatu nostro predicto tantummodo se extendant.

« Pro supradictis autem libertatibus et liberis consuetudinibus concesse- « runt nobis mercatores vinetarii predicti quod, de quolibet dolio vini quod « adducent seu adduci facient infra regnum vel potestatem nostram, et « unde marinariis fretum solvere tenebuntur, nobis et heredibus nostris, « ultra antiquas custumas debitas et solutas in denariis, sive nobis sive « aliis solvent, nomine costume, duos solidos, infra quadraginta dies « postquam extra naves posita fuerint vina ipsa; et volumus quod predicti « mercatores vinetarii de vinis unde in uno loco regni nostri, vel alibi « infra potestatem nostram, exercere continget, prefatam custumam duorum « solidorum nobis solverint, in singulis aliis locis dicti regni et potestatis « nostre de solutione prefate custume duorum solidorum sint penitus et « quieti; proviso quod, pro aliis mercandisis quibuscumque quas ipsos infra « regnum et potestatem nostram continget, easdem consuetudines nobis « solvere teneantur quas ceteri mercatores pro mercandisis hujusmodi « nobis solvent.

« Hiis testibus : venerabili patre Waltero, Cowentrensi et Lichefeldensi « episcopo; Johanne de Warenna, comite Surr.; Rogero Le Bigod, comite « Norf. et marescallo Anglie; Johanne de Britannia; Hugone Le Des- « pencer; Wilhelmo de Brewos; Waltero de Bello-Campo, senescallo « hospitii nostri; Rogero Le Brabazon; Johanne de Merke, et aliis.

« Datum per manum nostram, apud Westmonasterium, tertio decimo « die augusti, anno regni nostri tricesimo. »

« Nos autem ordinationes, concessiones, remissiones, consuetudines, libertates et quittantias predictas, ac omnia et singula in dicta carta contenta, rata habentes et grata, ea, pro nobis et heredibus nostris, quantum in nobis est, dilectis nobis nunc mercatoribus et vinetariis ducatus predicti, et eorum successoribus, tenore presentium concedimus et confirmamus, prout carta predicta rationabiliter testatur, et prout iidem mercatores et vinetarii, et eorum antecessores, libertatibus et quittantiis predictis

N° CXIII.
11 Février 1401.

vigore carte predicte hactenus rationabiliter uti et gaudere consueverunt.

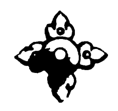
« In cujus rei testimonium has litteras nostras fieri fecimus patentes.

« Teste me ipso, apud Westmonasterium, duodecimo die junii, anno regni nostri undecimo. »

Nos autem ordinationes, concessiones, remissiones, consuetudines, libertates, quittantias et confirmationem predictas, ac omnia et singula in dictis carta et confirmatione contenta, rata habentes et grata, ea, pro nobis et heredibus nostris, quantum in nobis est, dilectis nobis nunc mercatoribus et vinetariis ducatus predicti, et eorum successoribus, tenore presentium concedimus et confirmamus, prout carta et confirmatio predicte rationabiliter testantur, et prout iidem mercatores et vinetarii, et eorum antecessores, libertatibus et quittantiis predictis, vigore predicte carte, hactenus rationabiliter uti et gaudere consueverunt.

In cujus rei testimonium has litteras nostras fieri fecimus patentes.

Teste me ipso, apud Westmonasterium, undecimo die febroarii, anno regni nostri secundo.



N° CXIV.

8 Juin 1401.

MANDEMENT DE HENRY IV RELATIF A LA CONVENTION PASSÉE ENTRE ÉDOUARD Ier ET LES MARCHANDS DE VIN DE GUYENNE.

SOMMAIRE.

Le roi d'Angleterre mande à tous ses officiers qu'il a confirmé la convention passée entre Édouard Ier et les marchands de vin de Guyenne ([1]), et qu'ils devront, en conséquence, laisser jouir ces marchands de tous les priviléges qui leur ont été accordés.

Exequutoria libertatum mercatorum Acquittanie ([2]).

HENRICUS, Dei gratia, rex Anglie et Francie et dominus Hibernie, universis et singulis admirallis, capitaneis, castellanis et eorum locatenentibus, custodibus portuum maris et aliorum locorum maritimorum, necnon universis et singulis vicecomitibus, majoribus, baylivis et custumariis, prepositis, constabulariis et omnibus aliis officiariis et ministris suis, tam per terram quam per mare constitutis, infra libertates et extra, salutem.

Cum dominus Edwardus, filius regis Henrici, quondam regis Anglie, progenitoris nostri, per cartam suam, quam confirmavimus, concesserit quod omnes mercatores vinetarii de ducatu Aquitanie salvo et secure sub tuitione et protectione nostra, in dictum regnum nostrum Anglie et ubique infra potestatem nostram veniant cum vinis et mercandisis aliis quibuscumque; quodque infra idem regnum et potestatem nostram in civitatibus, burgis et villis mercatoriis possint mercari in grosso, tam cum indigenis seu incolis ejusdem regni, quam cum alienigenis, extraneis vel privatis; et quod mercandisas suas, quas ipsos ad idem regnum et potestatem nostram adducere, seu infra dictum regnum et potestatem nostram emere, vel alias adquirere contigerit, possint quo voluerint, tam infra regnum et potestatem nostram predicta quam etiam extra, ducere seu portare facere, et suam inde facere voluntatem, solvendo consuetudines quas debebunt,

([1]) Voyez cette convention au n° XLVIII.
([2]) Voyez le n° CXIII.

N° CXIV.
8 Juin 1401.

exceptis duntaxat vinis que extra idem regnum et potestatem nostram ipsis, sine voluntate nostra, ducere non liceat quoquomodo;

Item, quod dicti mercatores vinetarii de dicto ducatu, in civitatibus et villis predictis, pro voluntate sua hospitare valeant et morari, cum bonis suis, ad gratum ipsorum quorum fuerint hospitia sive domus;

Item, quod quilibet contractus per ipsos vinetarios, cum quibuscumque personis undecumque fuerint, initus de omnimodis mercandisis, firmus sit et stabilis, ita quod neuter mercatorum illum possit dedicere seu ab eodem recedere, postquam denarius Dei inter contrahentes datus fuerit et receptus; et, si forsan super contractum hujusmodi contentio oriatur, fiat inde probatio secundum usus et consuetudines feriarum et villarum ubi dictum contractum fieri contigerit et iniri;

Item, remittimus et quittamus dictis mercatoribus de dicto ducatu illam prisam antiquam de duobus doliis vini, que de qualibet nave vinis carcata, infra regnum seu potestatem nostram applicante, unum videlicet ante malum et aliud retro, capere consuevimus; promittentes eisdemque mercatoribus, pro nobis et heredibus nostris, in perpetuum concedentes, quod predictam prisam vel quamcumque aliam vinorum vel aliorum mercimoniorum suorum, per nos vel alium seu alios, pro aliqua necessitate seu casu, nullatenus contra voluntatem ipsorum mercatorum de cetero faciemus nec fieri patiemur, absque solutione statim, juxta pretium quod dicti mercatores vina et alia mercimonia vendent aliis, facienda, vel alia satisfactione de qua reputent se contentos, ita quod super vinis vel aliis mercimoniis ipsorum, per nos vel ministros nostros appreciatio vel estimatio non ponantur;

Item, quod de quolibet dolio vini gaugeato, sicut venditor vini quod de gaugeto defuerit supplere tenebitur, sic eidem per emptorem de eo quod ultra gaugetum superfuerit, juxta pretium ad quod dolium vini venditum fuerit, satisfiat;

Item, quod, quamprimum naves cum novis vinis infra regnum et potestatem nostram applicuerint, vina vetera ubicumque inveniantur, in villis vel aliis locis adque dicte naves venerint, videantur et probentur si sana fuerint et etiam incorrupta; et, de hiis qui dicta vina videbunt, sit una medietas de mercatoribus vinetariis ducatus predicti, et alia de probis hominibus illius ville ubi hec fient; et sint ad premissa fideliter et sine fraude facienda jurati, et de vinis corruptis justitiam faciant consuetam;

Item, cum consuetum et usitatum olim fuisset, quod emptor et venditor

solverent unum denarium pro quolibet dolio de gaugeto, quilibet eorum videlicet : obolum, sic fiat de cetero et pro consuetudine observetur; **N° CXIV.** 8 Juin 1401.

Item, volumus quod omnes bayllivi et ministri feriarum, civitatum, burgorum et villarum mercatoriarum, vinetariis antedictis, coram eis conquerentibus de injuriis, molestiis sibi factis, debitis et quibuscumque aliis placitis, celerem justitiam faciant, de die in diem, sine dilatione, secundum legem mercatoriam; et, si forte inveniatur defectus in aliquo bayllivorum vel ministrorum predictorum, unde iidem vinetarii vel eorum aliquis dilationis incommoda sustinuerunt vel sustinuerit, licet vinetarius versus partem in principali recuperaverit dampna sua, nichilominus bayllivus vel minister alius versus nos, prout delictum exigit, puniatur et punitionem istam concedimus in favorem mercatorum vinetariorum predictorum, pro eorum justitia maturanda;

Item, quod in omnibus generibus placitorum, salvo casu criminis pro quo infligitur pena mortis, ubi mercator vinetarius de ducatu predicto implacitatus fuerit, vel alium implacitaverit, cujuscumque conditionis idem implacitatus extiterit, extraneus vel privatus, in nundinis, civitatibus sive burgis, ubi fuerit suficiens copia mercatorum vinetariorum de ducatu predicto, et inquisitio fieri debeat, sit medietas inquisitionis de hujusmodi mercatoribus vinetariis de ducatu predicto, et medietas altera de aliis probis et legalibus hominibus loci illius, ubi placitum illud esse contigerit; et, si mercatorum vinetariorum de ducatu predicto suficientem numerum ibidem minime contigerit inveniri, ponantur in inquisitione illi qui de ipsis suficientes invenientur ibidem, et residui sint de aliis bonis hominibus et suficientibus de locis in quibus placitum illud erit;

Item, quod nulla alia exactio vel prestationis onus super vina dictorum mercatorum aliquatenus imponantur;

Item, duximus ordinandum et ordinationem illam, pro nobis et heredibus nostris, imperpetuum volumus firmiter observari quod, pro quacumque libertate quam nos vel heredes nostri de cetero concedemus, prefati mercatores vinetarii suprascriptas libertates vel earum aliquam non amittant, volentes quod libertates ille ad dictos mercatores vinetarios de ducatu nostro predicto tantummodo se extendant.

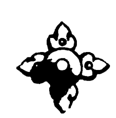
Pro supradictis autem libertatibus et liberis consuetudinibus, concesserunt nobis mercatores vinetarii predicti quod, de quolibet dolio vini quod adducent, seu adduci facient, infra regnum vel potestatem nostram, et unde marinariis fretum solvere tenebuntur, nobis et heredibus nostris,

N° CXIV.
8 Juin 1401.

ultra antiquas costumas debitas et solutas in denariis, sive nobis sive aliis solvent, nomine costume, duos solidos infra quadraginta dies, postquam extra naves ad terram posita fuerint vina ipsa; et volumus quod predicti mercatores vinetarii, de vinis unde in uno loco regni nostri, vel alibi infra potestatem nostram, prefatam custumam duorum solidorum nobis solverint, in singulis aliis locis dicti regni et potestatis nostre, de solutione prefate custume duorum solidorum liberi sint penitus et quieti; proviso quod, pro aliis mercandisis quibuscumque quas ipsos infra regnum et potestatem nostram excercere continget, easdem consuetudines nobis solvere teneantur quas ceteri mercatores pro mercandisis hujusmodi nobis solvent, prout in carta et confirmatione predictis plenius continetur.

Vobis mandamus quod ipsos mercatores vinetarios omnes et singulos ducatus nostri predicti, omnibus et singulis libertatibus, quietantiis et concessionibus supradictis uti et gaudere permittatis, juxta tenorem et effectum carte et confirmationum predictarum.

Datum in palatio nostro Westmonasterii, sub magni sigilli nostri testimonio, VIII. die junii, anno regni nostri secundo.



N° CXV.

23 Août 1347.

TRANSACTION ENTRE LA VILLE DE BORDEAUX ET LE CHAPITRE DE SAINT-SEURIN.

SOMMAIRE.

Thomas Cok (1), sénéchal de Guyenne, déclare que, grâce à l'intervention de l'abbé de Sainte-Croix et du sacriste de l'église de Bordeaux, les maire et jurats de cette ville ont transigé, en sa présence, ainsi qu'il suit, avec le chapitre de Saint-Seurin, sur les droits de juridiction que les deux parties prétendaient exercer à Caudéran, au Bouscat et à Villenave.

Les maire et jurats s'engagent à ne pas soutenir les serfs questaux de Caudéran, du Bouscat et de Villenave (2) dans leurs procès contre le Chapitre, et consentent à ce que celui-ci soit remis en possession de ces serfs, conformément à la décision rendue par le sénéchal, sur l'enquête ordonnée, le 16 novembre 1346, par acte de Henri, comte de Lancastre (acte dont la teneur est reproduite dans la transaction).

1° Le Chapitre sera juge civil et criminel entre les personnes demeurant sur ses terres à Caudéran, au Bouscat et à Villenave, pourvu toutefois que les délits commis n'entraînent point la mort, une mutilation ou une amende de plus de 65 sous; les limites du territoire soumis à cette juridiction sont soigneusement spécifiées dans l'acte.

2° Le Chapitre sera juge, dans les mêmes cas, entre les familles et les serviteurs des chanoines, ainsi qu'entre ces familles ou ces serviteurs et les personnes demeurant sur les terres du Chapitre.

3° Les maire et jurats seront juges des délits entraînant une mutilation, la peine du pilori ou une amende de plus de 65 sous, quand ces délits seront commis dans la juridiction, mais non dans la sauveté de Saint-Seurin, par les habitants de cette juridiction, ou, à leur détriment, par des étrangers. Toutefois, les jugements seront exécutés à Bordeaux dans le lieu ordinaire des exécutions. Des sergents seront entretenus par la ville dans la juridiction de Saint-Seurin.

4° Les maire et jurats seront juges civils et criminels des affaires qui concerneront les Bordelais ayant des possessions à Caudéran, au Bouscat et à Villenave, leurs familles et leurs *bordiers,* ainsi que les personnes résidant dans les mêmes lieux, mais en dehors des terres du Chapitre; toutefois, les questions féodales sont réservées aux seigneurs des fiefs, et les droits paroissiaux au Chapitre.

5° Le Roi, le sénéchal ou ses officiers seront juges civils et criminels entre les familles des chanoines et les habitants de la juridiction, ainsi qu'entre les étrangers seuls, sauf les cas déjà attribués au Chapitre.

Les parties déclarent qu'elles n'entendent préjudicier en rien à l'accord précédemment intervenu entre elles au sujet de la juridiction de l'église Saint-Seurin.

A la suite des articles précédents, le sénéchal et son conseil déclarent que les habitants

(1) Thomas Cok fut nommé sénéchal de Guyenne le 22 mars 1347. (*Catalogue des Rolles gascons,* t. I, p. 118, n° 3, *membrana* 13.)

(2) Le lieu de Villenave, dont il est ici question, et qui s'est appelé depuis *La Baysse* ou *La Vache,* est situé dans la commune du Bouscat

N° CXV.
23 Août 1347.

de Caudéran, du Bouscat et de Villenave ont injustement refusé aux chanoines de Saint-Seurin les redevances et les services qu'ils leurs devaient en tant que serfs questaux du Chapitre; en conséquence, celui-ci sera remis et maintenu en possession de ses droits.

Le sénéchal ratifie, en outre, au nom du Roi, la transaction qui vient d'être faite par le Chapitre et les maire et jurats de Bordeaux.

Compositio facta inter majorem et juratos Burdegale, decanum et capitulum Sancti-Severini, super juridictione de Caudeirano, de Villanova et de Boscato (1).

IN nomine Domini, amen. — Nos Thomas Cok, miles, ducatus Acquitanie senescallus pro domino nostro Anglie et Francie rege, notum facimus universis, per hoc publicum instrumentum, quod, cum dudum quamplures questiones, debata et dissentiones fuerint inter venerabiles et discretos viros : dominos decanum et capitulum ecclesie Sancti-Severini, ex parte una, et majorem et juratos communie Burdegale, ex alia, tam super alto et basso justitiatu, mero et mixto imperio, quos quelibet dictarum partium in locis de Caude-rano, de Boscato et de Villanova, et in eorum pertinentiis universis, dicebat ad se jure plenario et in solidum pertinere et esse, ac fuisse ab antiquo in possessione pacifica, continua et quieta dicti alti et bassi justitiatus, meri et mixti imperii, a tempore cujus contrarii memoria non existit, quam super quibusdam dependentibus aliis ex eisdem, et etiam super quibusdam aliis inde emergentibus; et, horum pretextu, in diversis curiis, tam ecclesiasticis quam secularibus, fuerit inter dictas partes per multa tempora litigatum; et reverendus pater in Christo, dominus Petrus de Fermeto, miseratione divina abbas monasterii Sancte-Crucis Burdegale, ac venerabilis et discretus vir dominus Geraldus de Podio, licenciatus in legibus, canonicus et sacrista in ecclesia Burdegale, judexque appellationum ad curiam Vasconie interpositarum, et aliarum causarum auditor, volentes partes hujusmodi ad pacem et concordiam provocare, de expresso assensu partium predictarum, plures contractus super premissis habuerunt cum

(1) Cet acte a été imprimé au XVIIIe siècle, d'après une copie collationnée sur l'original, à l'occasion d'un procès soutenu par les maire et jurats de Bordeaux contre le chapitre de Saint-Seurin. Un exemplaire de cet imprimé, qui se trouve aux Archives municipales de Bordeaux, nous a permis de restituer un passage omis dans le *Livre des Bouillons*. — Voyez les nos CXII, v, et CXXIV.

eisdem; et deinde, post plures contractus, adduxerunt dictas partes ad concordiam et ad pacem; super qua infrascripti articuli evenerunt concorditer ordinati, quique cuilibet dictarum partium placuerunt; et, pro majori cauthela, nobis et consilio regio per plures dies fuerint declarati, et habita collatio, inhitumque consilium super eis ad finem quem infra; per quod quidam consilium comparuimus, secundum Deum et justitiam, ad ea que continentur inferius procedendum, et pro eis, pluribus diebus, coram nobis comparuerunt :

Tandem, die hodierna, unanimiter et concorditer venerunt et comparuerunt coram nobis : nobilis et potens vir, dominus Reginaldus de Biskale, miles, major, necnon Johannes Ricardi, submajor, Johannes Colombi de Areis, Guillelmus Rosthandi, Guillelmus Ramondi Breuterii, Guillelmus de Campis, magister Johannes Falconis, Bonnafusus de Sancta-Colomba et magister Arnaldus de Plassano, pro se et aliis burgensibus civitatis Burdegale, et idem magister Arnaldus de Plassano, procurator et nomine procuratorio communie et universitatis Burdegale, promittentes communiam dicte ville habere rata ea que inferius continentur, ex parte una; et venerabiles et discreti viri, dominus Ramondus de Landiranis, ———, Geraldus de Lobenes, Sarnensis archidiaconus, Bernardus de Linhano, Johannes de Talansa, Amanevus de Bonafforti, scolasticus Burdegalensis, Arnaudus Guy, Vitalis de Palude, Robertus Gombaudi, Arnaudus de Malo-Borgueto, sacrista, et Ancellinus de Maneriis, canonici dicte ecclesie Sancti-Severini, nomine suo et aliorum concanonicorum suorum dicte ecclesie abscentium, ac vice et nomine decani eorum notorie nunc absentis, et specialiter dictus dominus Robertus Gombaudi, sicut dixit, procurator et nomine procuratorio capituli dicte ecclesie, pro quibus caverunt rem ratam haberi et dictum dominum decanum firma habere et tenere ea que inferius promittentur.

Et, post earum presentationem, partes predicte, eorum voluntate spontanea, quelibet earum pro se et pro illis quorum supra, in nostra presentia et dictorum dominorum abbatis et judicis, ac notoriorum publicorum et testium subscriptorum, premissa omnia et singula ita fuisse concordata et gesta confesse fuerunt, asserentes quod ipse, coram dictis dominis abbate et judice, qui maximam diligentiam fecerant et multum laboraverant in premissis, consenserant, voluerant et ordinaverant omnia et singula, que in articulis inferius scriptis continentur; eaque omnia et singula in eisdem articulis contenta approbabant, ratificabant et expresse confirmabant, et

N° CXV.
23 Août 1347.

volebant habere perpetuam firmitatem; sicque, super eis omnibus et singulis eorum debatis et rancoribus, pax et amicitia perpetuo perseverent, et quod contra pacem hujusmodi nullus audeat in aliquo contraire.

Item, quia dicti decanus et capitulum, seu dictum capitulum, tunc carens dicto decano, credebant vel dubitabant quod dicti major et jurati habitatores dictorum locorum de Caudeyrano, de Boscato et de Villanova, quos ipsi decanus et capitulum asserebant suos esse questales, in ducendis litibus confoverent : dicti major, submajor, alii burgenses supranominati, pro se, dictusque magister Arnaldus, vice et nomine juratorum et universitatis dicte ville quorum erat procurator, promiserunt et convenerunt expresse eisdem in antea auxilium, favorem vel consilium non prestare; ymo voluerunt et expresse concesserunt, quantum in eis erat et ad eos poterat pertinere, quod, in casu quo, per nos, habito consilio cum juratis, regiis consiliariis harum partium, et quatuor vel sex probis hominibus Burdegale, visaque commissione olim facta per maniflicum et potentem virum, dominum comitem Lenchastrie, generalem capitaneum pro domino nostro Anglie et Francie rege, in toto ducatu Acquitanie et Linga-Occitana, prudentibus viris : domino Bertrando Ferrandi et magistro Joanni Amici, consiliariis regiis, et nobis facta et commissa, ut secundum informata per eosdem et super eis declararemus quod esset rationis, et nobis videretur esse consonum rationi; cujus commissionis tenor sequitur :

« Henricus, comes Lencastrie, Derbye et Leycestrie, senescallus Anglie, locumtenens domini nostri regis Anglie et Francie, et capitaneus generalis in ducatu Acquitanie et tota Linga-Occitana, discretis viris : domino Bertrando Ferrandi, canonico Nivernensi, et magistro Johanni Amici, baccallario in legibus, consiliariis regiis, salutem.

« Supplicarunt nobis dilecti et fideles nostri decanus et capitulum ecclesie Sancti-Severini Burdegale, quod, cum ipsi habeant et habere debeant, et sui predecessores hactenus habuerunt ab antiquo, adeo quod de contrario memoria hominis non existit, et in possessione pacifica tenuerint omnes et singulos homines questables habitantes in locis et territoriis de Cauderayno, de Boscato et de Villanova, cum plenissima potestate questandi eos ad voluntatem et arbitrium suum, et quamplura alia servitia et deveria imponendi et recipiendi ab eisdem, de quibus nunquam aliqua controversia eisdem decano et capitulo mota fuerit, nisi a paucis citra temporibus, quod ipsi homines, maligno spiritu imbuti, contra ipsos decanum et capitulum, dominos suos, rebellionis cornua erigentes, ipsos

esse dominos suos unanimiter abnegantes, seipsos et predicta deveria totaliter substraxerunt, ac ipsos dominos suos prefatis deveriis nequiter et indebite spoliarunt, in magnum contemptum et vilipendium sue predicte Sancti-Severini ecclesie, ac ipsorum decani et capituli non modicum prejudicium et gravamen; propter quod prefati decanus et capitulum ad nos, tanquam ad brachium et sustentorem sancte matris Ecclesie recurrentes, humiliter postularunt, ut eisdem super hiis dignaremur de salubri remedio providere :

« Quocirca, nos, audita eorum supplicatione humili in hac parte, cupientesque statum Ecclesie ac personas ipsius totis nostris conaminibus conservare et etiam debite augmentare, vobis, ex parte regia atque nostra, districte precipimus et mandamus quatenus vos, super premissis vocatis evocandis, cum omni diligentia summarie informetis, et informationem quam inde feceritis nobis, vel senescallo Vasconie in absentia nostra, afferatis vel mittatis, sub sigillis vestris fideliter interclusis; ita quod nos, aut senescallus ipse, aut alius, regio nomine atque nostro, inde facere et exercere valeat, quod juris fuerit et etiam rationis.

« Datum Burdegale, sub sigillo nostro, xvi^{a} die mensis novembris, anno Domini millesimo ccc^{mo} quadragesimo sexto. »

Et visis informatione et processibus factis coram officiali Burdegalensi, qui tunc erat, per ipsos, super predictis a capitulo petitis, quos in modum probationis producere intendebant, et etiam cum magna instantia requisiti, ut in possessione dictorum hominum et servitiorum petitorum eosdem reduceremus, virtute dicte commissionis, facte contra predictorum locorum habitatores, prout nobis sufficienter constaret; asserentes prenominati decanus et capitulum eos debere induci seu reduci in possessione pacifica habitantium predictorum, ut questalium, aliorumque deveriorum et servitiorum consuetorum, et per nos declarari et pronuntiari debere; quibus sic visis, petitis et requisitis, et prius per nos declaratis, cum consilio, ut est dictum, concordarunt dicte partes quod, contra homines, per nos fiat incontinenti executio petitorum, absque prejudicio franchisiarum, consuetudinum et libertatum majoris et juratorum, et etiam jurisdictionis eorumdem.

Primus articulus. — Item, voluerunt et concesserunt partes predicte, jure regio semper salvo et quolibet alieno, quod dicti decanus et capitulum, super omnibus et singulis habitatoribus dictorum locorum de Cauderano, de Boscato et de Villanova, et aliis domicilium tenentibus infra limites inferius designatos, in propria terra vel feudo dictorum decani et capituli,



N° CXV.
23 Août 1347.

et eorum familiis presentibus et futuris, etiamsi domicilium mutare contigeret, dum tamen remaneat in feudo eorumdem, et alias, si questalis erat, inter se contrahentes vel delinquentes infra metas inferius declaratas, et non ultra, dicti decanus et capitulum juridictionem et executionem habeant de omnibus contractibus realibus et civilibus, de omnibus injuriis, violentiis, verberationibus atque plagis, dum tamen membri mutilatio vel mors non sequantur exinde, nec etiam, pro hujusmodi verberationibus sive plagis, majus vadium quam LXV. solidos exsolvi debeat sive dari. Qui termini pretenduntur a Cruce lapidea, eundo iter infimum, a parte paludis versus fontem de Salabert (1), et descendendo versus motam d'Ayra; et inde usque ad rivum de Biquinhou (2), et prosequendo dictum rivum usque ad planquam de Lumensset; et deinde ascendendo dictum rivum, eo obmisso, versus planquam de Colenhano (3); et a dicta planqua eundo iter de Blanquafforti versus manum sinistram, usque ad finem dicte parrochie Sancti-Severini; et deinde quantum durat dicta parrochia Sancti-Severini versus landam et bordille de Betone; et de dicto bordili usque ad podium de Lobaud, quantum durat dicta parrochia; et deinde secundum quod descenditur per rivum Sancti-Severini veniendo ad villam per Matrem Pelagiu usque ad crucem de Sablonario (4) et de Pontelongo (5); et de illa cruce, recta linea, usque ad crucem de Badetz (6); et de illa cruce de Badetz usque ad Crucem predictam lapideam; que cruces debent de lapidibus fieri.

Secundus articulus. — Item, voluerunt quod ex nunc, jure semper regio salvo et quolibet alieno, dicti decanus et capitulum, infra dictos terminos, in dictis hominibus seu eorum familiis inter se contrahentibus vel delinquentibus, prout superius est expressum, et in familiis et servitoribus dictorum decani et singulorum canonicorum delinquentibus vel contrahentibus inter se, vel cum dictis hominibus, seu eorum familiis, vel quasi, juridictionem superius declaratam exerceant et utantur civilem, et usque ad summam supradictam, et infra limites suprascriptos.

Tertius articulus. — Item, voluerunt et concesserunt partes predicte, jure predicti domini nostri Regis et alieno semper salvis, quod dicti major

(1) La fontaine de Salabert s'appelle aujourd'hui la fontaine de *Figuereau*.

(2) Le ruisseau de Biquigneaux sépare la commune du Bouscat de celle de Bruges.

(3) Colignan est situé dans la commune de Bruges, sur les confins de la commune du Bouscat.

(4) Un ancien plan, qui est conservé aux Archives municipales de Bordeaux, signale un lieu de *Sablonat* à la droite du chemin de Mérignac (aujourd'hui rue d'Arès), en face de la Chartreuse.

(5) Il existe encore une petite rue Pont-Long aboutissant à la rue d'Arès.

(6) La croix de Badetz s'élevait à la place actuelle de la Croix-Blanche.

N° CXV.
23 Août 1347.

et jurati juridictionem altam habeant, merum et mixtum imperium, mutilationem membrorum, pillorium et omnia alia ultra dictos LXV. solidos vadiorum ad altam juridictionem pertinentia, videlicet : in eisdem habitatoribus et familiis presentibus et futuris, et etiam de quibuscumque extraneis, contra habitatores, burgenses et homines antedictos, et eorum familias, delinquentibus, secundum formam compositionis domini de Credonio (1), que servare habeat in civilibus et criminalibus secundum formam ejusdem, quocumque modo, ultra premissa in precedenti articulo declarata, ipsos delinquere contigerit infra eosdem limites et in tota parrochia Sancti-Severini predicta, salvitate dumtaxat excepta; ita tamen quod pilorium nec furchas erectas infra dictos limites non teneant, nec eriguant in futurum, sed de emergentibus ibidem executionem faciant de delictis in locis consuetis facere de criminibus commissis in villa Burdegale; et servientes ibi tenebunt, qui officium sergenterie poterunt exercere, sine gravamine dictorum hominum, clamores falsos non sucipient, nec eos gravabunt ultra rationem.

Quartus articulus. — Item, voluerunt et concesserunt partes predicte, jure regio et quolibet alieno semper remanentibus illesis, quod, quocunque modo burgenses vel habitatores ville Burdegale, aut eorum familie vel bordilerii, etiam si bordilia hujusmodi in feodo dictorum decani et capituli existere contingat sine fraude, ac etiam omnes alii non residentes in terris propriis seu feudis dictorum dominorum decani et capituli, et non questales, domicilia tenentes infra dictos limites, salvitate excepta, habeant criminaliter vel civiliter experiri, et agendo, et deffendendo, alta et bassa juridictio, merum et mixtum imperium ad dictos majorem et juratos integraliter pertinere, ita quod ex nunc dicti major et jurati dictam juridictionem exerceant, per modum superius declaratum; questione feodali dumtaxat excepta, cujus cognitio ad dominum feudi pertinebit, in casibus premissis de consuetudine, et exceptis juribus parrochialibus, que haberent in eosdem domini decanus et capitulum supradicti.

Quintus articulus. — Item, voluerunt et concesserunt dicte partes quod dominus noster Rex, vel dominus senescallus et ejus officiales pro eodem, in familias dictorum decani et capituli et canonicorum, delinquentes contra dictos habitatores vel eorum familias, vel etiam cum eisdem contrahentes, et etiam inter quoscumque extraneos, infradictos limites, inter se con-

(1) Voyez cette transaction au n° CXVI.

N° CXV.
23 Août 1347.

trahentes seu quasi, delinquentes vel quasi, altam et bassam juridictionem, merum et mixtum imperium habeat et utatur; salvo dictis decano et capitulo quod civilem juridictionem in eorum familiis habeant de delinquentibus vel contrahentibus cum eorum hominibus et feudatariis, contra dictos habitatores aut eorum familias, usque ad summam LXV. solidorum et infra, per modum supradictum, infra metas supradictas, et talem qualem super eorum homines et habitatores territorii sepe dicti haberent et habere debent, virtute dicte compositionis, et non alias, neque ultra.

Et protestate fuerunt partes predicte, in quantum interest cujuslibet partis, quod in nullo prejudicare intendunt contenta in quadam compositione olim facta inter eos super juridictionem ecclesie Sancti-Severini; imo voluerunt et expresse concesserunt, quantum in eis est, quod omnia et singula in ipsa compositione contenta robur habeant perpetue firmitatis, jure regio semper salvo et quolibet alieno.

Ceterum, quia, pendente hujusmodi tractatu, nobis exhibitis dictis commissione, informatione facta per commissarios superius nominatos, ac quodam processu facto coram venerabili officiali Burdegalensi, contra dictos homines habitatores locorum predictorum, in quo processu due sententie late fuerunt, videlicet : missio in possessione dictorum hominum, tanquam questalium, et aliorum deveriorum, servitiorum consuetorum, ex primo decreto, et ex post missio, ex secundo; qui processus et sententie in modum probationis nobis fuerunt exhibiti; et ostensis et visis, per nos et consiliarios regios, ac quamplures alios probos homines de dicta villa Burdigale et alios peritos, omnibus et singulis in eisdem contentis, et cum diligentia plenum intellectis, et littera seu instrumento super deseratione appellationis dictorum hominum; quia, tam per dictam informationem quam per dictum processum, in modum probationis exhibitum coram nobis, constitit et constat ad plenum dictos habitatores de Cauderano, de Boscato et de Villanova, in dicte informationis processu nominatos, indebite contradixisse dictis decano et capitulo in solvendo tallias et questas eisdem debitas, et alia deveria et servitia consueta, et ipsos decanum et capitulum fuisse et esse debere in possessione pacifica eorumdem, ut questalium, et aliorum deveriorum et servitiorum consuetorum :

Idcirco, possessionem dictorum hominum, ut questalium, et aliorum deveriorum et servitiorum consuetorum, per nostram sententiam in hiis scriptis, dictis decano et capitulo adjudicamus et etiam declaramus, arreragia eisdem decano et capitulo debita sibi per nostram sententiam defini-

tivam reservantes, cum expensis per ipsos decanum et capitulum factis ob culpam dictorum hominum, quarum taxationem nobis reservamus; **N° CXV.** 28 Août 1347.

Et specialiter, cum, ex super habundanti, dicti homines fuerint requisiti, per nos seu consilium nostrum, quod nobis exhiberent cartas seu instrumenta, et testes adducerent ad docendum de jure eorum, et ipsi ad hoc se obtulerint, et eisdem dies hodierna ad hec producendum fuerit assignata, et produxerint sex testes qui examinati fuerunt super premissis, et quedam instrumenta etiam :

Quibus visis et auditis testibus, invenimus, per sapientes eo tunc hodie hodierna assistentes, quod non impediebant premissorum executionem, decernentes, per hanc nostram definitivam sententiam et per judicium nostre curie, ipsos decanum et capitulum fore, esse et esse debere in possessionem dictorum hominum, deveriorum, servitiorum consuetorum pacificam et quietam; mandantes et precipientes predictis hominibus ut eisdem decano et capitulo, tanquam eorum dominis obediant, pareant et intendant in omnibus imposterum, sine rebellione et contradictione quacumque, quoad possessionem antedictam; precipientes majori Burdegale, preposito Umbrerie, et ceteris officialibus Regis, necnon Petro Olherii, Gaucelino Dinhaco, servientibus armorum domini nostri Regis, et ceteris universis, eorumque cuilibet in solidum, quatenus predictos dominos decanum et capitulun in dicta possessione et suo jure reducant, mittant, manuteneant et deffendant, necnon, si necesse fuerit, per captionem corporum et bonorum, et deductionem ad Sanctum-Eligium, dictos homines ad predicta omnia et singula tenenda compellant, et viribus pretoris astringant, ac eorum successores sub omni eo quod possent forefacere dicto domino nostro Regi et duci.

Que omnia et singula dicti domini capituli, pro se et decano eorum, recognoscentes in utilitatem et commodum sui et dicte ecclesie, et dicti major, submajor et procurator ville, ac alii burgenses supranominati, pro se et universitate civitatis ejusdem, in utilitatem ville et communie fore versa, approbarunt, laudaverunt et etiam tenore presentis publici instrumenti confirmaverunt, et voluerunt habere perpetuam firmitatem; promiseruntque et expresse convenerunt dicti capitulum et dominus Robertus Gombaudi, yconomus, premissa omnia et singula in eisdem articulis contenta, ut citius poterunt, confirmare facere et etiam approbare, eorum propriis sumptibus, per eorum superiorem; et dicti major, submajor et procurator ville, ac alii burgenses supranominati, pro se et universitate



N° CXV.
23 Août 1347.

civitatis predicte, hoc idem, quantum sua interest, per dominum nostrum Regem predictum; nos quoque, senescallus predictus, de jure regio certiorati, habitoque cum premissis avisamento et consilio pleniori, vice et nomine domini nostri Regis, et nostro, premissa omnia et singula approbamus, laudamus, rattifficamus et tenore presentium confirmamus, jure regio in omnibus semper salvo, dictasque partes volentes, consentientes et requirentes ad observantiam omnium et singulorum premissorum condempnavimus et etiam condempnamus.

In quorum testimonium, nos senescallus predictus has presentes litteras sigillo curie Vasconie, sigilloque curie domini officialis Burdegalensis, necnon sigillis dictorum dominorum, abbatis, sacriste et judicis, ac etiam sigillis dictorum ecclesie atque ville, una cum subscriptione infrascriptorum notariorum fecimus communiri.

De quibus premissis omnibus requisiverunt dicte partes publicos notarios infrascriptos, et quemlibet eorum, ut sibi facerent tot publica instrumenta quod eis erunt necessaria et habere voluerunt de premissis.

Acta fuerunt hec et concessa in loco de Cauderano, prope fontem dicti loci, in presentia quorum supra; ibidem assistentibus hominibus locorum predictorum pro majori parte, die IX. exitus mensis augusti, hora tertie, anno Domini M° CCC^mo quadragesimo septimo, regnante dicto domino nostro, domino Edwardo, Dei gratia, rege Anglie et Francie, duce Acquitanie; presentibus ibidem discretis viris : dominis Astorgio de Stonneriis, Guillelmo Gilibaudi, presbyteris, Petro Augerii, Ramundo Usana, cartulario Burdegalensi, Bernardo de Quercu, serviente ville Burdegale, Guillelmo de Posthinano, serviente regio, Ayquelino Guillelmi de Mota, Arnaldo Pagani, Joanne Dehou, domicellis, Robinio Cambarlent, anglico, Guillelmo Guillelmi, Petro de Fonte, Gaillardo de Montelarino, clericis, Ramundo Ayquelini, Richardo Boerii, Guillelmo Boerii, Arnaldo Ramundi, parrochianis de Brugia, Forchio de Artigiis de bosco Garmondi, parrochiano de Euzinis, et Arnaldo Camin de Marinhaco, testibus ad premissa vocatis specialiter et rogatis.

[Insuper dicte partes juraverunt ad sancta Dei evangelia, corporaliter manu tacta, se omnia et singula premissa tenere et inviolabiliter observare, nec in contrarium facere vel venire ullo tempore sive hora.

Datum et actum ut supra.]

Et ego, Helias Fabri de Sancto-Severino Burdegale, clericus publicus, apostolica auctoritate, notarius et ducatus Acquitanie, concessioni dictorum

articulorum, promissionibus, protestationibus, adjudicationi, declarationi, productioni, examinationi testium, collationique post facte per dominum senescallum mandato, precepto, recognotionibus, confirmationibus, approbationi, reservationibus, condempnationi et aliis supradictis et concessis, dum et prout agerentur, una cum dictis testibus et infrascripto notario presens fui, eaque legi et publicavi partibus, et, de mandato predicti domini senescalli ac de voluntate partium, manu mea propria, hiis presentibus litteris sive publico presenti instrumento fideliter me subscripsi, et eas signavi meo signo apostolico consueto; et constat michi notario de rasuris factis supra : « duce Acquitanie... », « presentibus recognitionibus... ».

Et me, Arnaldo Durandi, Burdegalensis civitatis notario et ducatus Acquitanie, qui premissis omnibus et singulis, per dictas partes et dominum senescallum factis et concessis, una cum notario et testibus supradictis interfui, loco, die, et hora quibus supra, huicque instrumento sive litteris presentibus, manu mea, fideliter me subscripsi, et signum meum consuetum apposui requisitus; constat michi notario de rasuris factis supra : « ducem Acquitanie... », « recognitionibus... ».

Et nos officialis Burdigale, ad requestam partium, et de consensu ac voluntate dicti domini senescalli, hiis suis presentibus litteris sive publico presenti instrumento, sigillum nostre curie apponi mandavimus inppendenti.

Nosque Petrus, miseratione divina, abbas predictus, presentes fuimus in concessione omnium premissorum, et in collationibus quas dominus senescallus habuit in predictis; de cujus mandato, sigillum nostrum apposuimus hiis litteris sive huic presenti instrumento, de voluntate partium predictarum.

Nos vero sacrista et judex curie Vasconie predictus interfuimus concessioni omnium premissorum, dum agerentur et concederentur; et appendi fecimus sigillum nostrum dictis presentibus litteris sive instrumento publico, in testimonium rei geste.

Et, in testimonium premissorum, nos capitulum ecclesie Sancti-Severini sigillum nostrum commune hiis presentibus seu instrumento publico apponi fecimus, ad majorem roboris firmitatem, volentes quod, eo sigillo et premissis apparentibus, vel non apparentibus, hec presentes littere sive presens publicum instrumentum, quantum nos tangunt, in suo robore perseverent.

Nos autem major et jurati universitatis Burdegale sigillum nostre com-

N° CXV.
23 Août 1347.

munie apposuimus hiis litteris sive presenti publico instrumento, pro majori firmitate; et volumus quod contenta in dictis litteris sive instrumento predicto, quantum nostra interest, remaneant perpetuo illibata, et serventur pendentibus vel non pendentibus, appositis vel non appositis predictis sigillis, atque nostro.



N° CXVI.
18 Juin 1314.

TRANSACTION ENTRE LES MAIRE ET JURATS DE BORDEAUX ET LE PRÉVOT DE L'OMBRIÈRE.

SOMMAIRE.

Amaury de Créon, sénéchal de Guyenne, déclare que, grâce à son intervention, les maire et jurats de Bordeaux et le prévôt de l'Ombrière ont transigé ainsi qu'il suit sur des difficultés qui s'étaient élevées entre eux :

La juridiction haute et basse appartiendra dans la ville et la banlieue : au prévôt, pour les contestations entre les étrangers, et aux maire et jurats, pour celles entre les Bordelais. Les actions réelles et féodales sont réservées au seigneur des domaines au sujet desquels ces actions sont intentées. S'il y a quelque restitution de domaine à faire, il sera procédé à cette restitution par le prévôt ou par les maire et jurats, selon que le domaine relèvera directement du Roi ou d'une autre personne.

Entre les Bordelais et les étrangers, les maire et jurats auront seuls la haute juridiction; quant à la justice inférieure, elle appartiendra aux maire et jurats, si le défendeur est Bordelais, et au prévôt, si le défendeur est étranger. Dans tous les cas où les maire et jurats seront juges, on réservera les droits du Roi, tant sur les biens meubles des condamnés que sur les gages des duels.

Rien n'est changé à l'égard de ceux qui renonceront au droit de bourgeoisie et se soumettront à la juridiction du Roi.

En ce qui touche la banlieue, il sera statué après avoir entendu un nombre déterminé de témoins. Le fleuve est du domaine et de la juridiction du Roi, même dans la banlieue, sauf aux maire et jurats à faire des règlements dans l'intérêt public, sous l'approbation du Roi ou du sénéchal. Les délits commis dans la banlieue par les étrangers et les Bordelais seront jugés d'après les dispositions du premier article de cette transaction.

Les maire et jurats veilleront seuls au maintien de l'ordre dans la ville, hors les cas d'émeute ou de conspiration, et sous la réserve de payer au Roi sa part dans les amendes. Les étrangers qui, de jour, porteront illégalement des armes, pourront être arrêtés et jugés, tant par les maire et jurats que par le prévôt; les amendes qu'ils encourront reviendront toujours au Roi; quant à leurs armes, elles appartiendront aux auteurs de leur arrestation. Les personnes qui, de nuit, seront trouvées armées, seront jugées par les maire et jurats, qui devront toutefois payer au Roi sa part dans les amendes. Pour les personnes armées qui commettront des délits, on leur appliquera les dispositions du premier article.

Les condamnés à mort seront exécutés par ordre du prévôt, s'ils sont étrangers, et par ordre des maire et jurats, s'ils sont Bordelais; mais les maire et jurats, dans le premier cas, et le prévôt, dans le second, pourront assister à l'exécution.

Le contrôleur, en vue de vérifier les amendes qui reviennent au Roi, pourra assister aux assises des maire et jurats; mais il n'assistera à leurs conseils secrets que s'il y est appelé.

Le Roi aura ses trompettes.

Il pourra se servir, pour ses exécutions, des fourches de la ville et du roi des ribauds, sauf à payer à celui-ci les droits accoutumés.



N° CXVI.
18 Juin 1314.

Les maire et jurats et les officiers du Roi feront faire respectivement les proclamations qui concernent leur autorité.

Si les revenus de la ville sont au-dessus des dépenses, l'excédant appartiendra au Roi; s'ils sont au-dessous, il y sera pourvu par un impôt.

Tout jurat ou bourgeois qui, lors de l'arrivée du sénéchal, ne lui aura pas prêté serment, devra le faire.

Les statuts de la ville seront revus et amendés, s'il y a lieu, par les conseillers du Roi et ceux de la ville; les statuts que les maire et jurats feront à l'avenir seront soumis à l'approbation du Roi ou du sénéchal.

La suzeraineté du Roi est réservée dans tous les articles précédents.

Cette transaction est approuvée par le sénéchal, qui la fera confirmer par le Roi; s'il n'y parvient point, les parties conviennent qu'elles reviendront à leur premier état.

Compositio facta inter majorem Burdegale et prepositum Umbrerie super eorum juridictionibus (1).

UNIVERSIS presentes litteras inspecturis, Amalricus, dominus de Credonio, ducatus Acquitanie senescallus, ac major et jurati communitatis Burdegale, salutem et pacem.

Noveritis quod, cum inter prepositum de Umbreria, ratione officii domini nostri Regis et prepositure prefate, ex una parte, et nos majorem et juratos predictos, ratione totius communitatis, ville et balleuce Burdegale, ex altera, dubitationis et dissentionis materia orta esset, super articulis infrascriptis et occasione eorum, nos Amalricus prefatus, pleno desiderantes affectu, nedum super articulis supradictis, sed omnibus aliis, quatenus esset nobis, Deo prestante, possibile, quieti et transquillitati ville et communitatis predicte pura devotione prospicere, civesque et habitatores Burdegale, nedum cum suo capite domino nostro Rege ac duce, verum cum suis paribus et vicinis, caritatis spiritu, convenire, et nichilominus jura dicte prepositure illibata in suis terminis observare, vicibus repetitis, per nos et alios fide dignos, grandi labore vacavimus ad sopiendum et extirpandum omnis dissentionis materiam, primo super articulis antedictis, sperantes inde procedere super multis aliis ad generalem et perpetuam totius communitatis predicte quietem; super quibus articulis, salvo tamen et retento domini Regis et ducis prefati beneplacito, actum et concordatum extitit, ut sequitur successive :

(1) Voyez, pour la juridiction des maire et jurats de Bordeaux, les nos VI, XXIV, CXII, IV, CXV et CXXIII; et, pour les droits de la commune, LXXIII, XCV, CXIX, CXLII et CXLIII.

Primo, quod, in civitate et balleuca Burdegale, alta et bassa justitia inter extraneos erit prepositi de Umbreria, vice Regis et ducis, tam agendo quam deffendendo; et vice versa, inter burgenses et habitatores ville et balleuce, ratione domicilii vel more perpetue, et eorum sine fraude familiam, justitia erit majoris et juratorum; salva domino Regi et duci cognitione reali et feudali fundi ab eo immediate moventis, et etiam cuilibet domino speciali. Sed si, ratione fundi vel feudi, fieret violentia personalis specialiter punienda, cognitio et punitio inter omnino extraneos erit prepositi de Umbreria, inter burgenses et habitatores, et eorum familiam, majoris et juratorum. Et ubi erit fundi restitutio facienda, fiet per prepositum aut gentes regias quoad fundum immediate moventem a Rege, et in ceteris per majorem.

N° CXVI.
18 Juin 1314.

In causis autem que inter burgenses et habitatores ville et balleuce, aut eorum sine fraude familiam, et extraneos vel extraneum, vel econtra, agentur, alta majori et juratis jurisdictio pertinebit. Et, in casu basse justitie, burgenses et habitatores, et eorum familia, ut supra, coram majore et juratis, extraneus vero coram preposito se deffendet; salvo, in casu alte justitie, quod infra subicitur de corpore condempnati, et quod consuetum est de gagio duellari, postquam per majorem et juratos, in casu ad eos pertinenti, judicatum fuerit, domino Regi vel ejus mandato reddendo, et salvo jure dicti domini Regis et ducis in mobilibus condempnatorum per majorem et juratos predictos.

Super illis autem qui recedent de burgesia vel etiam recesserunt, et qui, in contractibus vel aliter, juridictioni vel cohertioni regie specialiter se submittent, nichil est inmutatum; et per hec non detrahetur quin possint dicti major et jurati marcham inducere, prout facere consueverunt; sed principalis veniens, volens stare juri, audietur ubi debebit, prout fuerit extraneus vel burgensis, et in illo casu marcha cessabit.

Et omnes intelliguntur extranei, exceptis burgensibus et habitatoribus presentibus et futuris, et eorum uxoribus et familiis sine fraude.

Super facto balleuce, eligentur quatuor vel sex, vel numerus sufficiens de Burdegala, et totidem de forensibus qui dicuntur morari infra balleucam et totidem pro parte regia fide digni, qui de hoc notitiam habere debeant; et, auditis illis omnibus, secundum eorum dicta vel alias prout poterit fieri, ordinabitur ad utilitatem Regis et ville. Et dominium et custodia et districtus canalis et fluminis, etiam intra balleucam, pertinebit ad dominum Regem et ducem omnino; salvis rationalibus provisionibus et ordinatio-

N° CXVI.
18 Juin 1314.

nibus, pro communi et evidenti necessitate vel utilitate ville et patrie, faciendis per majorem, juratos et consilium ville, sub correctione et emendatione domini nostri Regis et ducis, aut ejus senescalli. Cujusdem ordinationum trangressio punietur in extraneis per mandatum regium, et in burgensibus et habitatoribus, et eorum familia, ut supra, per majorem et juratos; et in aliis delictis ibidem intra balleucam commissis vel committendis, quatenus erit questio inter extraneum et burgenses et habitatores, et eorum familiam, ut supra, observabitur predicta ordinatio contenta in primo articulo supradicto.

Super facto armorum, id quod pertinuerit ad statum ville pacificum et modestum, pro ordinatione ville et populi, absque scandalizosa concitatione populi et enormitate patenti, seu conspiratione, qualiter ordinabitur et servabitur per majorem et juratos, quantum ad burgenses et habitatores, et familiam eorum, ut supra, salva portione quam dictus dominus Rex et dux percipere consuevit in gagio talis casus. Extranei, contra statuta ville rationabilia arma portantes, aliter tamen minime commitentes, in villa et districtu majoris et juratorum predictorum poterunt capi per prepositum et per majorem, seu alterum eorumdem, vel per mandatum eorum, qui prius poterit, de die; et, in omni casu hujusmodi, gagium extranei pertinebit ad Regem et ducem. Et, in casu ubi capientur per majorem et juratos, cognitio et condempnatio erit majoris et juratorum; et tunc extraneum reddent preposito condempnatum pro guagio levando inde, et erunt arma domini capientis. Ubi autem capientur per prepositum, cognitio erit prepositi, et gagium atque arma. In extraneis et burgensibus qui arma portantes invenientur de nocte, captio et cognitio pertinebit ad majorem et juratos, excepta portione domini nostri Regis et ducis, tam in gagio extranei quam burgensis. Arma portantes et commitentes cum armis de die vel de nocte, condempnabuntur et punientur per majorem et juratos, vel per prepositum, prout supra in primo articulo concordatum est.

Condempnati ad mortem extranei reddentur proposito, vel ejus locumtenenti in domo Umbrarie, qui sententiam majoris et juratorum absque fraude aliqua et sine diffugio et illico exequetur; et major, vel ejus mandatum, ad videndum executionem predictam, si voluerit, poterit interesse. Burgenses et habitatores, et eorum familie, ut supra, condempnati ad mortem, presentabuntur preposito, et major, vel ejus mandatum, sententiam hujusmodi exequetur, presente preposito, vel ejus locumtenente, vel man-

N° CXVI.
18 Juin 1314.

dato, si voluerit interesse; alioquin expediatur executio per majorem et juratos; et econtra.

Contrarotulator, in assisia majoris et juratorum, si voluerit, poterit interesse, et guagia et alia que pertinent ad dominum Regem et ducem, poterit contrarotulare ad utilitatem domini Regis et ducis; in secretis extrajudicialibus tractandis per ipsos non intererit, nisi vocatus per eos.

De tubis, Rex habebit suas; et, si forte, propter necessitatem vel aliter, utatur illis de villa, nichil per hoc prejudicabitur dicte ville; et econtra.

De furchis ville et rege ribaldorum, licebit Regi et duci uti in suis exequtionibus; salvo dicto regi ribaldorum redditu et deverio solitto et antiquo.

De proclamationibus, ea que solum ad majorem et juratos, et eorum jurisdictionem, pertinuerint, per eos vel eorum auctoritatem proclamentur, et que ad Regem et ducem, per eum vel ejus auctoritatem seu mandatum; et, si ab altera partium per ignorantiam vel aliter secus fiat, nullum sequetur inde prejudicium.

Si redditus et exitus ville sufficiant majori et ministris ville, et supersit aliquid, illud quod supererit erit domini nostri Regis et ducis, et quod defficiet, supplebitur per collectam rationabilem.

Si aliqui de juratis ville non juraverint senescallo qui tunc erit, in ejus adventum, illi habebunt jurare de novo, et prestabunt tale juramentum quale debet senescallo prestari; et hec etiam facient alii burgenses qui non juraverint, in adventu predicto.

Statuta ville videbuntur, et, si sint bene, remanebunt; si emendatione indigeant, de communi consilio consiliariorum ville et consiliariorum domini nostri Regis et ducis, emendabuntur ad utilitatem domini nostri Regis et ducis, et ville, et totius reipublice; et, si imposterum fierent nova statuta per majorem et juratos, si sit inde querela, poterunt examinari et corrigi per dominum Regem et ducem, et ejus senescallum.

Item, est sciendum quod, in omni articulo hujus tractatus, est salva et retenta superioritas, officium domini nostri Regis et ducis, et ejus senescalli, et omnes casus ad ejus ressortum, superioritatem et dominium pertinentes.

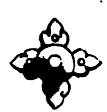
Hanc autem ordinationem, nos Amalricus prefatus, de communi assensu totius regalis consilii Vasconie approbantes, promittimus, predicto nomine, facere, curare pro nostris viribus approbari, laudari per prefatum dominum nostrum Regem et ducem; acto inter nos et majorem et juratos quod, nisi

N° CXVI.
18 Juin 1314.

eam approbare et laudare voluerint, tam predicta communitas quam predictus dominus noster Rex et dux, dictus prepositus et ejus officiales et gentes, nulla possessione ulli adversus alterum pro futuris interim valitatur, revertantur et recidant in statu prestino super articulis antedictis.

In quorum testimonium, nos Amalricus predictus presenti ordinationi sigillum curie Vasconie, et nos major et jurati prefati sigillum communie predicte duximus apponenda.

Datum Burdegale, XVIII. die mensis junii, anno Domini M° CCC^{mo} quarto decimo.



Nº CXVII.
29 Octobre 1262.

DÉCISION DES QUATORZE COMMISSAIRES RELATIVEMENT AUX PADOUENS.

SOMMAIRE.

Par un acte du 20 décembre 1261 (acte dont la teneur est ici reproduite), Édouard, fils aîné du roi d'Angleterre, avait permis aux Bordelais de conserver les maisons bâties sur ou contre les murs de leur ville, et d'en bâtir de nouvelles; il avait, en outre, chargé quatorze commissaires de juger les questions litigieuses qui s'étaient élevées entre lui et la commune, notamment au sujet des alluvions et des padouens de Bordeaux.

A la suite d'une enquête, dont ils citent le texte, les quatorze commissaires décident : que le port et la place de Saint-Pierre, le port et la place de l'Ombrière, une partie des bords du Peugue, les places Saint-Projet et Saint-André, les maisons et les places situées entre les vieux et les nouveaux murs, les fossés et les barbacanes de la ville, le marché, etc., sont des padouens appartenant à la ville de Bordeaux [1]; que la maison de la place Saint-Projet où l'on fabrique la monnaie ne doit servir à aucun autre usage; qu'il est interdit de jeter des ponts au-dessus de la voie publique; que certaines maisons désignées seront conservées; qu'il est interdit de construire sur les bords de la rivière, dans les parties déterminées, si ce n'est pour y établir des chais; que les alluvions appartiennent aux propriétaires les plus voisins; qu'il est interdit aux particuliers de faire des portes dans les murs de la ville, si ce n'est dans certains chais qui leur appartiennent au bord de la rivière; que les fossés du château de l'Ombrière doivent aller de la Grande Tour du Roy jusqu'à la Tour Arbalétrière, et avoir la largeur qu'ils ont eue primitivement.

Littera XIIII^cim super paduentis [2].

OMNIBUS presentes litteras inspecturis, Galhardus de Solio, Petrus Gondamer, Bernardus Dailhan, Arnaldus Wilhelmi Americi, Guilhelmus-Arnaldus Moneder, Seguinus Barbe, Helias Barbe, fratres, Ramundus Aimerici, Wilhelmus Rostainhdi, Helias Carpentarii, Wilhelmus Artus, Ramundus de Camparriano, Guilhelmus Chicat, Rustanhdus de Thalancia salutem et testimonium veritatis.

Noverit universitas nostra quod, cum olim vir magnificus dominus noster Edwardus, illustris regis Anglie primogenitus, in civitate Burdegale tunc

(1) Voyez la note 1, p. 249, pour les places Saint-Projet et Saint-Pierre; la place de l'Ombrière s'appelle aujourd'hui *place du Palais*, et la place Saint-André, *place Pey-Berland*.

(2) Cet acte se trouve reproduit au nº CXLI; voyez encore, sur les padouens, les nºˢ LXXVIII, LXXXV § 4º, C et CIV § 4º.

N° CXVII.
29 Octobre 1262.

temporis existens, diceret quod cives Burdegale super domibus edifficatis super muros ejusdem civitatis, et super domibus que sunt extra muros, adherentibus ipsis muris, et super vasis ac paduentis, et super quibusdam domibus in fossato castri sui Burdegale injuriabantur eidem; ipse tandem, sua benignitate et mansuetudine, ad civium suorum et communitatis Burdegale supplicationem et instantiam, pro se et heredibus suis, dictis civibus et communitati, pro ipsis et heredibus suis, concessit quod domus edifficate super muris civitatis Burdegale remaneant, et quod alie non edifficate possint rationabiliter edificari et levari, ut debent et solent edifficari, prout edifficantibus rationabiliter videbitur expedire, et quod domus que sunt extra dictos muros civitatis et que sunt muris conjuncte remaneant, et tam ipse quam platee muris adherentes possint edifficari rationabiliter et levari, sicut est consuetum; super vasis vero et omnibus paduentis civitatis Burdegale et burgorum ejus, et super domibus que dicuntur esse constructe super paduenta predicta, et super domibus que dicuntur esse extente in fossato predicti castri sui Burdegale, providit et concessit quod nos, predicti quatuordecim, juramento corporali a nobis coram ipso ad sancta Dei ewangelia super hoc prestito, veritatem super predictis inquireremus, et ipsa inquisita et scita, eidem jus suum, et communie Burdegale, et cuilibet de communia, super hiis redderemus, prout nobis faciendum videretur, in virtute prestiti juramenti, prout in suis litteris patentibus continetur, quarum tenor talis est :

« Edwardus, illustris regis Anglie primogenitus, universis presentes litteras inspecturis salutem in Domino.

« Sciatis quod, cum nobis significatum fuisset quod cives nostri Burdegale super domibus edifficatis super muros ejusdem civitatis, et super domibus que sunt extra muros, adherentibus ipsis muris, ac super vasis ac paduantis injuriabantur nobis, nosque predicta omnia ad manum nostram recepissemus :

« Tandem, ad eorum supplicationem et instantiam, pro nobis et heredibus nostris, eisdem et eorum heredibus, concessimus quod domus edifficate super muros civitatis nostre remaneant, et quod alie non edificate possint rationabiliter edifficari et levari, ut debent et solent edifficari, prout edifficantibus rationabiliter videbitur expedire; item, domus que sunt extra dictos muros civitatis [et que?] sunt muris juncte remaneant, et tam ipse quam platee muris adherentes possint edifficari rationabiliter et levari, sicut est consuetum.

« Super vasis vero et omnibus paduentis civitatis et burgorum ejus, et super domibus que dicuntur esse constructe super paduenta predicta, et etiam super domibus que dicuntur esse extente in fossato castri nostri Burdegale, providimus et concessimus quod Galhardus de Solio, Arnaldus Guilhelmi Aymerici, Bernardus Dalhan, Seguinus et Helias Barbe, Raymundus Aymerici, Guilhelmus Chicat, Ramundus de Camparriano, Guilhelmus Artus, Helias Carpentarii, Guilhelmus Arnaldi Monedey senior, Rostanhdus de Talancia, Guilhelmus Rostanhdi et Petrus Gondomer jurent ad sancta Dei ewangelia, coram nobis vel senescallo nostro, quod ipsi, super premissis inquisita et scita veritate rei, nobis reddant jus nostrum, et communie ac cuilibet de communia jus suum, prout eis virtute prestiti juramenti videbitur faciendum; et predicti cives debent super premissis veritatem inquirere, et dictum suum dicere infra festum Omnium-Sanctorum proxime venturum, nosque super hoc stabimus dictis eorum vel majori parti eorumdem. Super quo dicto debet fieri littera sigillata sigillo senescalli nostri Vasconie et majoris Burdegale. Et, si forte contingerit aliquem de predictis civibus decedere vel absentare, presentes ponant alium loco sui.

N° CXVII.
29 Octobre 1262.

« Sciendum quod predicti quatuordecim predictum juramentum prestiterunt ad sancta Dei ewangelia coram nobis.

« In cujus rei testimonium has litteras nostras fieri fecimus patentes.

« Datum Burdegale, xx. die decembris, anno regni domini regis, patris nostri, XLVI^{to}. »

Hinc est quod nos prenominati XIV^{cim}, pluribus diebus propter hoc specialiter convenientes in unum, et super hoc tractatum diligentem habentes, ut melius posset veritas elici et probari, a senioribus et antiquioribus civitatis inferius scriptis inquisivimus veritatem, qui, jurati ad sancta Dei ewangelia, et a nobis requisiti, super premissis perhibuerunt testimonium veritatis de verbo ad verbum sub hac forma :

« N'Arnaud Andraut, qui habebat IIII^{xx} annos et amplius, disso, sobre son segrament, que las gualeas estauan au port Sent-Pey quant lo rey de Castilha bingo esta terra, e que tos temps es padouens; et bi que quant lo reys Richard murit, lo mager d'esta bila sarret de pau et de treu la plassa de l'Ombreyra, et lo bras d'aquet qui aucigo lo rey Richard era aqui au pandent; d'on disso que tota la plassa de l'Ombreyra et las maysons on l'escriban de la bila sole estar fet n'Amaubin Dalhan com au paduent de la bila a l'Ombreyra, et es tot paduens; et by far et claure de mur a

N° CXVII.
29 Octobre 1262.

n'Amaubin Dalhan, et fundre; et disso que tota la plassa de Sent-Progeyt es paduens, et la plassa de Sent-Andrieu es paduens; et disso que totas las barbacanas d'esta bila son paduentz; eu mur neu qui son entorn la bila defora ou fossat de la bila et l'arrefossat son paduentz; et disso que entro la mayson en borc en Bonaffos et la banella qui es costa la mayson en Costantin es paduens; et disso que las maysons et los fons qui son de la mayson Pey Androm, entro au poyador Sent-Miqueu, an tingut aquetz ataus cum son que edz que lors ancessors LX. ans o plus cum los lors; et bi que, auant que hi agos maysons, hi bi bitz et arbles que hi plantauen, entro a la mar, aquetz a cuy eren, cum las lor; et disso que de la mayson Pey Andron entro a Senta-Crotz, de las maysons en fora, es paduens; et disso que ed a bist LX. ans o plus que las basas eus cays an tingut cum la lour aquetz a cuy eren las maysons de berat; et disso que totas plassas et maysons qui son entre los murs neus et los belhs son paduens.

« Et Pey Guittard, que aue C. ans o plus, disso aquo medis.

« Thomas de Cadaujac, qui a plus de C. ans, aquo medis.

« Et Gaucem Matat, qui a IIII^{XX} ans ou plus, aquo medis; et bi que en la mayson de Sent-Progeyt qui esta costa la plassa fade hom la moneda, et aue no bi que hom y fes aur.

« Et Johan Dinat, aquo medis, et aue LX. ans.

« N'Arnaud de Granolheras, aquo medis; et bit que a la mayson de la moneda de Sent-Proget fade hom la moneda.

« Pey de Sent-Julien, aquo medis; et disso que la mayson es de la moneda, sens que a d'autre us no fo aue mesa, ni deu estre, segond que ed crey.

« N'Arramon de Narryan, aquo medis et de la moneda et d'aur.

« Et Jordan d'Ecra disso que crey que sia ayssi cum en paduent la breda et la herba; et di que, a la mayson de la moneda, no ha senhoria, mas la moneda, et que ed ac audit dire a son peyre.

« N'Arramon Monedey disso aquo medis que Jordan d'Acre.

« Na ——— Beguer, aquo medis que los autres.

« Bernard d'Acra, aquo medis que Jordan, et que la mayson de Sent-Proget es aus hobreys de la moneda.

« Jauffre Demas crey que ayssi sia cum los autres an deyt, saup de l'afar de la graua, que no es pas certan.

« Pey Guittard aquo medis; et plus que a Tropeyta es paduens de la porta deus Paus entro a la mayson Miqueu de Medoc; et que la mayson de Sent-Progeit es aus obreys de la moneda.

« Pey de Lamota, n'Arnaud de Bordeu, aquo medis.

« Guilhem de Bordeu, aquo medis que Pey Guittard.

« Guilhem Phillet, aquo medis que Pey Guittard.

« Pey Monedey, aquo medis que Pey Guittard; et disso que n'y a costa los murs de la mayson Pey Andron entro a la mayson Arnaud Toscanan.

« Guilhem de Broa, aquo medis que Pey Guittard.

« Ramon Andron, aquo medis que Pey Guistard et Pey Giraud; et que la rueta dauant n'Arramon de Lafour non deu estre embrigada.

« Martin Johan, aquo medis deus paduens, et de las basas, et de la mayson de la moneda, qui es aus personyers de la moneda; et bi que los parssoneys de la moneda l'auen et la prestauen a n'Arramon de Roquamadour.

« Johan Noblet et Guilhem Peyre, aquo medis en totas causas, et de monede, et d'autras causas.

« N'Arnaud-Guilhem deus Paus, aquo medis que los autres, exceptat aquera medissa causa que es fora la porta deux Paus, d'aquetz deusquaus son las maysons.

« Arnaud de Lamesura, aquo medis que Pey Guittard.

« Pey de Saunhac, Gaucem Acit, aquo medis que ly autres.

« Helias de Sent-Ayrart, crey que ayssi es.

« Ramon Martin, Johan Dissenta, aquo medis.

« Pey de Sent-Ayrard, aquo medis que Pey Monedey.

« Ramon deu Soler, aquo medis que Pey Girart.

« Guilhem de Bosc crey que agen deyt bertat.

« Gaucem Lo Bender crey que agen deyt bertat.

« N'Arramon Gonter disso aquo medis que los autres de las basas et dos paduentz; et de las maysons de la moneda, asso que Pey Monedey; et dit que de la porta deus Paus entro a la mayson Miqueu de Medoc es paduent.

« Pey de Betalha, aquo medis que los autres.

« Bidau de Sent-Julien, aquo medis que Pey Guiraud et Pey Monedey.

« Pey de Lopa, aquo medis. »

Presertim auditis predictis attestationibus et adhibito insuper consilio plurimorum aliorum discretorum civitatis Burdegale, tam clericorum quam laicorum, inquisita et scita super premissis plenius veritate :

In primis, dicimus quod portus et platea Sancti-Petri, prout extenduntur

N° CXVII.
29 Octobre 1262.

a domo Ruffati Viguerii usque ad turrem novam de Tropeyta (1), prout sunt extra muros, usque ad ymum maris, sunt paduentum.

Item, dicimus quod portus et platea, prout extenduntur a dicta turri nova de Tropeyta usque ad domum Michaelis de Medoc, usque ad ymum maris, sunt paduentum.

Item, dicimus quod portus et platea de l'Ombreyra et domus cum platea de Umbreria in quibus scriptor communie morari consuevit, prout extenduntur a domo Guilhelmi Artus usque ad esterium, et a domo que fuit Petri de Ebradi, et a domo prepositure de Umbreria usque ad ymum maris, sunt paduentum.

Item, dicimus quod omnes ripe aque dicti esterii, videlicet : ripa que est ab hospitali Sancti-Johannis usque ad turrem de Umbreria, et ripa alterius partis, prout extenduntur a ponte Sancti-Johannis usque ad ausam [aulam?] Guilhelmi Lepetit, sunt paduentum; et est sciendum quod domus que sunt super esterium ex parte Umbrerie non debent habere gitatam versus esterium extra muros domorum.

Item, dicimus quod omnes platee Sancti-Projetti, prout extenduntur ab ecclesia Sancti-Petri [Projetti?] usque ad domum in qua moneta fieri consuevit, et via publica [que?] est ex utroque latere sunt paduentum.

Item, dicimus quod domus predicta, que est juxta plateam Sancti-Projetti, in qua moneta fieri consuevit, est dedita ad monetam perpetuo faciendam, ita quod aliis usibus applicari non debet.

Item, dicimus quod platea Sancti-Andree est paduentum, et appendicium quod est ibi est in loco publico, et debet removeri.

Item, dicimus quod omnes domus et platee que sunt inter muros novos et veteres civitatis et burgorum sunt paduentum.

Item, dicimus quod, a porta de Rocella (2) usque ad portam de Subtus-Muros (3), debet esse via communis inter domos et murum portarum, scilicet : via communis, libera, sine impedimento a terra usque ad celum.

Item, dicimus quod super viam communem, de domo ad domum, nec de domo ad murum, non debet esse pons; pertralia et projecta et fenestralia poterunt et debent esse in villa ut fieri consuevit.

Item, dicimus quod omnia fossata ville sunt paduentum.

(1) La tour Tropeyte s'élevait sur le bord de la rivière, à l'extrémité septentrionale de la ville.
(2) La porte de la Rousselle se trouvait à l'extrémité méridionale de la rue du même nom.
(3) La porte Sous-le-Mur ou Toscanan est celle qui vient d'être démolie pour l'établissement de la voie qui va suivre la vallée du Peugue; elle n'était guère connue, dans ces derniers temps, que sous le nom impropre de *Porte-Basse*.

Item, dicimus quod mercatum est paduentum. N° CXVII. 29 Octobre 1262.

Item, dicimus quod domus in quibus carnes venduntur, que sunt infra mercatum et capitulum, Galhardi de Solio et fratrum suorum remaneant in statu in quo consueverunt esse.

Item, dicimus quod domus in qua panis venditur est paduentum.

Item, dicimus quod portus et platee que sunt a domo Petri Andron usque ad puyatorium Sancti-Michaelis (1) sint de cetero ut sunt, ita quod nullus impedimentum ibi ponat nec etiam causam faciat a domibus extra.

Item, dicimus quod domus que sunt constructe a domo Petri Andron usque ad puyatorium Sancti-Michaelis, versus mare, in statu suo remaneant; et platee intermedie possint edifficari, cum possessores ipsarum, per longa tempora et a temporibus a quibus non extat memoria, habuerunt et tenuerunt easdem.

Item, dicimus quod a puyatorio Sancti-Michaelis usque ad esterium Sancte-Crucis non fiant domus ante domos inferius, nec ponatur ad perpetuum impedimentum; caia autem fieri poterunt ibidem, cum non sint impedimenta, sed meliorationes locorum; tamen dicta caya et ribatgia sunt et remanent paduenta in perpetuum.

Item, dicimus quod a domo Ramundi Decasse usque ad Sterium Majorem non sint domus ante domos inferius, nec ponatur aliquod perpetuum impedimentum.

Item, dicimus quod caya et ripe que sunt de turre Tropeyta usque ad domum Michaelis de Medulco sint paduentum; caya autem poterunt fieri ibidem cum non sint impedimenta, sed, ut dictum est, meliorationes locorum; que caya remanebunt imperpetuum paduentum.

Item, de vasis et ripis dicimus quod proprietas earum est illorum qui domos sive terras propinquiores habent.

Item, dicimus quod in muris ville non debent esse porte, nisi sint publice et communes, et que habeant vias publicas ad intrandum et exiendum; tamen caya que sunt a domo Ruffati Biguerii usque ad domum Petri Andron debent habere portas, ut in eorum propriis muris, et vase sunt proprie illorum quorum sunt domus usque ad imam maris.

Item, dicimus quod juxta domum Arnaldi-Guilhelmi deus Paus, prope portam deus Paus (2), est quedam rueta publica et communis que ducit a

(1) Il s'agit ici de l'élévation sur laquelle est construite l'église Saint-Michel.
(2) La porte des Paux se trouvait à l'extrémité orientale de la rue Saint-Remi.

N° CXVII.
29 Octobre 1262.

magna carreria deus Paus usque ad aulam d'Arssac, et nullum debet poni impedimentum in ea.

Item, dicimus quod inter domum Guilhelmi de Sancto-Albino et domum Rogerii Comitis est carreria et porta publica et communis que ducit ad mare.

Item, dicimus quod in domo Petri de Lengon est via communis et publica que ducit a magna carreria ad mare, et nullum debet poni impedimentum in ea.

Item, dicimus quod omnes platee que sunt ab ecclesia Sancti-Petri usque ad domum Petri de Sancto-Eyrardo, prout sunt circa puteum quod est ibi, sunt paduentum.

Item, dicimus quod inter domum Arnaldi Cauderer et domum Guilhelmi Benensenhat est via communis et publica que ducit ad murum.

Item, dicimus quod inter domum Galhardi Columbi et domum magistri Arnaldi de Bogio est via communis que ducit ad murum civitatis; et dicimus quod platee que sunt inter murum civitatis et domum magistri Arnaldi de Bogio et Arnaldi de Sancto-Quintino sunt paduentum.

Item, dicimus quod inter domum Guilhelmi Symonis et domum Iterii de Arriet est carreria communis que ducit ad murum.

Item, dicimus quod inter domum sacriste Sancti-Andree et domum Guilhelmi-Arnaldi Dopian est carreria publica et communis que ducit ad murum civitatis.

Item, dicimus quod inter domum que fuit Laurentii et domum de Veyrinas est carreria communis et publica que ducit ad murum.

Item, dicimus quod podium Paulini (1), inter terram domini Petri de Burdegala et domum Ramundi Aymerici, est carreria communis et publica que ducit ad murum.

Item, dicimus quod barbacana de Rocella, infra et extra, et omnes alie barbacane civitatis Burdegale sunt paduentum, et domus non debent ibi esse, nec aliquid ad impedimentum.

Item, dicimus quod banella que est inter Ramundum de Camparriano et fratres suos, ex una parte, et Ruphatum Begerii, ex altera, est paduentum.

Item, dicimus quod banella que est inter domum Bruni Dalhan et domum Seguini Barbe est paduentum.

Item, dicimus quod banella que est inter Ramundum Moneder, ex una

(1) L'emplacement du Puy-Paulin était celui que, de nos jours, occupe en partie la place du même nom.

parte, et Bonafusum de Rupella, ex altera, que ducit ad mare, est paduentum.

Item, dicimus quod banella que est inter Petrum Viguerii defuncti, ex una parte, et domum Petri Stephani, ex altera, est paduentum.

De fossato castri domini Regis dicimus quod debet extendi in longum a muro civitatis qui conjungitur cum Magna Turre domini Regis, usque ad murum civitatis qui conjungitur cum turre vocata : Arbalesteria; et debet esse ejusdem amplitudinis cujus fuit a principio, ad cognitionem et arbitrium eorum qui faciunt fossata.

De omnibus autem locis que dicimus esse paduenta, dicimus quod debent esse et sunt ville perpetuo paduenta, nec debent aliis usibus applicari.

In cujus rei testimonium nos omnes predicti XIIIIcim, una cum sigillis venerabilis viri domini Henrici de Cusantiis, senescalli tunc Vasconie, et communie Burdegale sigilla nostra presentibus duximus apponenda.

Datum in crastinum apostolorum Symonis et Jude, anno Domini M° CC° LXII°.



N° CXVIII.

31 Janvier 1373/4.

TRANSACTION ENTRE LES BORDELAIS ET DES ANGLAIS MARCHANDS DE DRAP.

SOMMAIRE.

Grâce à l'intervention du duc de Lancastre, lieutenant du roi en Guyenne, les Bordelais transigent avec des marchands anglais, sur les difficultés qui s'étaient élevées, dans leur ville, au sujet du mesurage des draps :

La mesure qui est en usage à Bordeaux, et que les marchands anglais prétendent être plus longue que celle d'Angleterre, sera remplacée jusqu'à la Pentecôte prochaine par une autre mesure que fixe le duc de Lancastre. En attendant, celui-ci fera venir d'Angleterre une mesure dûment certifiée. Si cette mesure n'arrive pas avant la Pentecôte, ou dans la quinzaine suivante, on reprendra, jusqu'à ce qu'elle arrive, celle qui est en usage à Bordeaux; si elle arrive auparavant, on cessera sur-le-champ de se servir de la mesure fixée par le duc de Lancastre. Les marchands anglais donneront des garanties pour le remboursement des sommes que les acheteurs payeront de trop dans le cas où la mesure fixée par le duc serait plus courte que celle d'Angleterre.

Composition avecque les merchanz d'Engleterre du courdatge et aunage des draps.

SACHENT toutes gentz qui cestes letres verront ou orront, que ce est la ordeignance et accorde faicte de et sur le debat qui estoit par entre la ville de Burdeux et la pays, d'une partie, et aucunes marchanndes engleis, d'autre partie, de et sur cordage et aunatge de drapes de lane que viegnent d'Engleterre.

Et feust accorde, as priers et commandement de nostre tres redoubte seigneur le roy de Castille et de Leon, duc de Lancastre, lieutenant es parties d'Acquitaigne pour nostre tres redoute seigneur le roy de Ffrance et d'Engleterre, que ledit corde que lesditz marchandes engloys disoient que celle estoit trop longue, outre la droit mesure d'Engleterre, et ladite ville et ladite pays disoient et affermavent que celle estoit la droite corde et mesure d'Engleterre desditz draps, feust ordene et accorde en la forme que s'ensuit :

C'est assavoir que, par honneur et reverence de nostredit seigneur, que ladite corde cesse, demure et soit hoste jusques a le fest de Penthecost

prochain venent, sanz prejudice du droit et de la possession en laquel ladite ville est de ladite corde, et de mesurer lesditz drapes ovesque ycelle, et du droit et interesse du pays; et ainsi meismes desditz marchandes engloys.

Item, que lesditz drapes de lane seront cordez et mesurez ovesque le corde que nostredit seigneur ad ordeigne, laquel corde est signe et marchee par chescun cheff de ladite corde ovesque le signet de nostredit seigneur, on lequel est un flour de lirce debrisee; sans prejudice du droit et possession de ladite ville et du pays jusques a ledit fest de Pentecost.

Item, plus feust accorde que entretat soit heue ladite corde d'Engleterre, signe et marche de l'estandard de Lonndres, ordeigne par ledit seigneur le Roy, et publie d'Engleterre.

Item, feust accorde que, si ladite corde ne povoient avoir d'Engleterre deinz ladite feste de Penthecost, que, en cely cas, le terme de Penthecost soit proloigne quinze jours competez apres ladite fest.

Item, feust que en le cas ont ladite corde ne feust apporte d'Engleterre deinz ledit feste ou deinz quindesime jours empres, que, en cely cas, ladite ville et la pays pussent user de le corde de lequel useuent, quant ces presentes ordennances fussent faictes ou merques, a tant que la corde auttentique soit venue d'Engleterre; et a qui mems que ledite corde soit apporte d'Engleterre en forme dehue, comme dessus, que l'autre soit nulle et de nul valour.

Item, feust accorde que, si ledit corde veigne avant ledit fest de Penthecost, et estoit apporte d'Engleterre, que lors meismes la corde quel est ore de present ordeigne, a le request de nostredit seigneur, cesse et soit de tout de nul valeur, et que ladite ville puisse user ovesque ladite corde apporte d'Engleterre sanz contredit.

Item, feust accorde que nostredit seigneur escrive et envoye en les parties d'Engleterre pour ce que plus brief puissent avoir ladite corde.

Item, plus feust accorde que lesditz marchantz engloys, de tous drapes de lane q'ils vendront ou parmiteront mesques a ledit terme, ils et chescun d'eulx dorront surances, tielx comme ils pourront accordex ovesque ceux qui ainssi auront de eux lesditz drapes de lane; ou, si ledit marchant engloys ne pourra accorder de la seurance ovesque lui aura les drapes de ly, par voye de vendition ou parmutation, il dourra plege un de ses compaignons sufficeant a til somme, comme se monteront ou pourront monter les damages et meinsvaillance que les marchandises par deca, que de eux

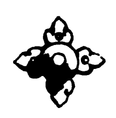
N° CXVIII.
31 Janvier 1373/4.

achateront ou eschanberont, souffriront, pour ce que ledit corde, qui est ore ordeigne ne feust si long ou non trast tant comme ycell que vendera d'Engleterre; et lesdites pleges ne departiront de pays par deca devant q'ils metteront et laisseront tant de leur biens, deinz de ladite villa de Bourdeaux, comme pourroient monter lesditz mointzvalance, et le monsterront au mair ou clerc de la ville la ont les laisseront lesditz biens.

Item, feust accorde que toutes surdites choses soient sans prejudice du droit et possession de l'une partie et de l'autre.

En tesmoignance desquelles choses et a la plus grant fermete d'icelles, nostredit seigneur, en louvant, approvant et confermant les choses sursdites, ad fait mettre son prive seal a ceste partie de l'endenture demourant les gentz de la ville de Burdeaux.

Donne a Burdeux sursdit, le derrier jour de janvier, l'an mil ccc. septant et troys.



N° CXIX.

19 Octobre 1261.

STATUTS DONNÉS A LA VILLE DE BORDEAUX PAR ÉDOUARD, FILS DE HENRY III.

SOMMAIRE.

Les Bordelais [1] auront un maire, qui sera nommé par le Prince [2]; ce maire sera chargé des recettes et des dépenses afférentes à la mairie; si les dépenses surpassent les recettes, il y sera pourvu par un impôt; dans le cas contraire, l'excédant sera remis au Prince.

Si le maire fait tort à un Bordelais, celui-ci pourra en appeler au Prince ou à son sénéchal, pendant certains délais, et, jusqu'au jugement de l'appel, le plaignant ne sera soumis à la juridiction du maire que s'il y consent.

Le maire, en entrant en charge, jurera de veiller au maintien des droits du Prince, et fera ses efforts pour les maintenir; les jurats prêteront le même serment.

Si un jurat [3] détient un domaine du Prince, il sera jugé à Bordeaux par le Prince ou son délégué.

Il en sera de même pour les personnes accusées de contrefaçon du sceau du Prince ou de fabrication de fausse monnaie.

Le Prince ou son sénéchal établiront, aux frais de la commune, un clerc qui veillera au maintien des droits du Prince, et qui sera subordonné aux maire et jurats.

Nul ne deviendra citoyen de Bordeaux, s'il n'a une maison et sa famille dans cette ville.

Les citoyens de chaque paroisse seront inscrits sur deux rôles : l'un restera au Prince, et l'autre à la commune.

Dans chaque paroisse, le Prince établira deux personnes pour veiller au maintien de ses droits sur les vins, et pour juger les difficultés qui s'élèveront en cette matière, sauf au maire à faire réformer leur décision, s'il y a lieu.

Si quelqu'un de la maison du Prince, du sénéchal ou d'une personne demeurant au Château, offense un Bordelais, ou est offensé par lui, l'affaire sera jugée par le Prince, le sénéchal ou le commandant du Château.

Le Prince, ou son délégué, sera juge de ce qui pourra lui être dû par un citoyen de Bordeaux à raison d'un domaine donné à bail ou à cens.

Un noble ne pourra devenir citoyen de Bordeaux sans l'autorisation du Prince.

Si le Prince ou le sénéchal veut construire un château dans Bordeaux, il devra payer les terrains et les édifices dont il aura besoin, d'après l'estimation faite par des prud'hommes sous la direction des maire et jurats.

Les citoyens de Bordeaux qui seront traduits devant le Prince, ou son délégué, devront l'être dans la ville; mais, dans les affaires qui concerneront un domaine tenu à bail ou à cens, ils pourront être cités dans tout le diocèse de Bordeaux et dans toute la Gascogne.

La commune de Bordeaux acquittera le service militaire auquel elle est tenue.

(1) Le préambule de l'acte manque.

(2) Henry III avait cédé à son fils Édouard tous ses droits sur ses possessions continentales. (Rymer... t. I, p. 296.)

(3) Dans la version de cet acte publiée par MM. Martial et Jules Delpit (*Notice d'un manuscrit de Wolfenbüttel*... Paris, 1841, p. 58 et suiv.), on lit : *Si quis jura vel possessiones*...., au lieu de : *Si quis juratus*...



N° CXIX
19 Octobre 1261.

La décision rendue par Henry III entre Gaillard Colomb et Gaillard de Soler sera exécutée.

Des personnes choisies par le Prince reverront les statuts de Bordeaux pour les corriger, approuver et compléter, au besoin; trois exemplaires en seront faits, dont l'un sera remis au Prince, l'autre à la commune, et l'autre dans une église de la ville.

Dans un registre du château de l'Ombrière se trouvait un article supplémentaire, d'après lequel les jugements des violences commises contre les gens du Roi appartenaient au Roi, au sénéchal ou au commandant du Château; seulement, si le délinquant était citoyen de Bordeaux, il était à la garde du maire pendant la durée du procès.

Hec sunt statuta domini Edwardi, primogeniti domini Henrrici, illustris regis Anglie, domini Hibernie et ducis Acquitanie, facta ad reformationem status ville Burdegale, XIX. die mensis octobris, anno Domini Mmo CCCmo LXo primo (1).

IN primis sciendum est quod jurati et probi homines communie Burdegalensis concesserunt nobis et quod nos concedamus eis majorem pro voluntate nostra; et quod idem major percipiat, nomine nostro, omnes proventus et exitus ad majoriam pertinentes, tam de justitiaria quam de aliis, et exinde faciat sumptus ad majoriam pertinentes; et, si quid defuerit quod ex proventibus compleri non possit, ad illud supplendum, fiet per majorem et juratos tallia, ut fieri consuevit; et quod superaverit de proventibus pertinentibus ad majoriam predictam erit nostrum.

Item, nos statuimus quod, si forte major aliquis, tempore majorie sue, male se habuerit in officio suo, aut in aliquo gravaverit aliquem de communia, ille qui ipsum, quod male in officio suo se habuerit, accusare voluerit, et qui gravatum se senserit, ab eo poterit appellare ad dominum vel ad senescallum, aut ad illum qui ad hoc fuerit vel ab ipsorum altero deputatus, et conqueri de majore, toto tempore majorie sue, si voluerit, et toto anno sequenti et non ultra, nisi forte accusans vel conquerens absens fuerit illo anno, post majoriam finitam; qui, postquam redierit, poterit accusare et conqueri, dummodo, infra XL. dies post adventum suum, querelam suam proposuerit coram altero predictorum. Et major, tempore majorie sue et

(1) C'est par erreur que, dans la rubrique, l'acte est daté de 1361, au lieu de 1261. — Voyez, sur l'organisation de la commune de Bordeaux, les nos LXXIII, CXV, CXLII et CXLIII.

N° CXIX.
19 Octobre 1261.

post, ut dictum est, tenebitur coram domino senescallo, aut ad hoc deputato, respondere super hujusmodi querelis, et plene stare juri. Accusans vero et conquerens, pendente accusatione et lite hujusmodi, erit totaliter exemptus, cum omnibus bonis suis a juridictione majoris, et respondebit interim querelantibus in curia domini vel senescalli nostri, ad hoc, ut dictum est, deputati, nisi forte accusans vel conquerens, accusatione hujusmodi vel lite pendente, in aliquo consenserit; de hiis enim opportebit ipsum coram majore plene respondere, et, si forte ipsum in aliquo gravaverit, poterit super hujusmodi gravamine ad dominum appellare vel ejus conqueren [conqueri, ut] superius est expressum; et aliis, ut dictum est, tenebitur respondere, et stare juri coram domino vel ejus mandato.

Item, major quilibet jurabit, in presentia populi, in creatione sua, super sancta Dei evangelia et reliquias, ut moris est majorem jurare apud Sanctum-Andream, quod omnia jura domini, quecumque et ubicumque sint, infra metas civitatis Burdegalensis vel extra, pro suis viribus conservabit illesa; et omnia que alienata sciverit aut dicere potuerit, tam antiquo tempore quam novo, domino vel mandato suo denuntiabit et manifestabit; et, cum dominus vel mandatum suum ei repetere voluerit, ipse domino consulet bona fide, et eum diriget, et jurabit [juvabit], ut inde possit dominum, vel mandatum suum, recuperare jus suum. Consimile juramentum jurabit, singulis annis, unusquisque juratorum, post hujusmodi juramentum majoris.

Item, si quis juratus [1] possessiones domini ab antiquo vel de novo alienata tenuerit, sicut inquiri potuerint per majorem et juratos, et alios fide dignos, de eisdem coram domino vel mandato suo respondeat apud Burdegalam, et habeat inde dominus satisfactiones suas, secundum quod justum erit.

Item, si dominus vel mandatum suum aliquem accusaverit, quod sigillum domini vel monetam falsaverit, accusatus teneatur in curia domini respondere apud Burdegalam, sine reclamatione majoris.

Item, dominus vel senescallus suum ponant clericum ad expensas communitatis, qui omnia jura domini conservet et scribat, et qui majori et juratis, salvo jure domini, in omnibus sit intendens; eumdem vero dominus vel senescallus poterunt amovere et alium constituere, pro sue voluntatis

(1) Voyez la note 3, p. 377.



N° CXIX.
19 Octobre 1261.

arbitrio; major vero et jurati poterunt unum vel plures pro eis ponere, prout eis videbitur expedire.

Item, nullus fiat deinceps civis Burdegalensis, nisi ibidem teneat domum, focum et propriam familiam continue, sicut et ceteri cives Burdegalenses.

Item, omnes cives Burdegalenses per singulas parrochias describantur, et fiant inde rotuli duplicati, quorum una pars integra penes dominum remaneat, et alia penes communiam, ita quod, si quis moriatur, cancelletur in rotulo parrochie sue; si quis vero novus civis efficiatur, subscribatur in rotulo parrochie in qua eligerit se mansurum.

Item, in qualibet parrochia, eligantur duo viri jurati aut alii boni viri, quolibet anno, per dominum vel mandatum suum, ad conservandum jura domini in custuma vinorum, bona fide, in prestito juramento; ita videlicet quod, [si] aliquis civis voluerit custumare vina, et receptores custume non sint certi, de ipso dimittat vadium quousque per predictos viros expediatur an custumam solvere debeat, an non. Si vero dicti duo viri malitiose concivem suum gravare vellent, idem civis, per testimonium majoris, poterit liberari a custuma, sicut decet.

Item, si aliquis de familia domini, aut senescalli, aut castellani, aut alicujus manentis in Castro, ex parte domini, alicui de communia verba contumeliosa dixerit, vel manus in ipsum injexerit violentas, aut aliter eidem injuriosus extiterit, et passus injuriam inde conqueri voluerit, dominus vel senescallus, vel qui major in Castro fuerit ex parte domini, ad requisitionem majoris Burdegalensis vel injuriam passi, tenentur eidem justitie facere complementum.

Item, si aliquis de communia aliqui existenti de familia domini, vel senescalli, vel eorum de Castro, ut dictum est, consimiles injurias intulerit, licet passus injurias civis Burdegalensis existat, major injuriantem habeant in Castro ad jus coram domino, vel senescallo, vel illo qui major fuerit in Castro ex parte domini, vel eorum mandato, [qui?] ibi faciet justitie complementum, secundum foros et consuetudines Burdegale.

Item, si aliquis civis, ratione ballie vel assense, domino vel mandato suo in aliquo teneatur, respondeat et stet juri super hoc coram domino vel mandato suo, sine reclamatione majoris.

Item, si aliquis miles vel domicellus, aut eorum heredes, cives Burdegalenses fieri voluerint, non poterunt cives fieri sine domini licentia speciali.

N° CXIX.
19 Octobre 1261.

Item, si dominus vel senescallus, aut alterius eorum mandatum, voluerit construere castrum aliquod in civitate Burdegalensi, dominus vel senescallus, vel eorum mandatum, ut dictum est, faciant taxari domos, plateas et edifficia, ad opus dicti castri necessaria, per probos viros civitatis Burdegalensis, et major et jurati dirigent ipsos in hoc, et jurabunt bona fide ad premissa habenda pro foro rationabili et communi; et dominus, vel mandatum suum, teneatur solvere pretium predictorum.

Item, sciendum est quod, in omnibus casibus in quibus cives Burdegalenses tenentur jus facere coram domino vel mandato suo, ut superius est expressum, tenentur respondere et stare juri coram domino in civitate Burdegalensi, nec alibi in judicium debent trahi, nisi forte ratione ballie vel assensse, unde dominus vel mandatum suum conquerentur, de ipsis vel illo ipsorum, tunc enim tenebuntur facere jus coram domino, ubicumque in diocesi Burdegalensi vel in Vasconia eos fecerit evocari.

Item, communia Burdegalensis equitatus et equitatus [exercitus] faciat domino, sicut debet.

Item, ordinatio et arbitrium et dicta domini Regis, patris nostri, prolata inter Galhardum Columbi et amicos ejus, ex una parte, et Galhardum de Solerio et amicos ejus, ex altera, super pace et concordia inter se in civitate Burdegalensi tenenda et conservanda, in sua remaneant firmitate, sicut in instrumentis inde confectis plenius continetur; ita quod per aliquod premissorum valeant nullathenus infirmari.

Item, rotulus et statuta civitatis Burdegalensis per discretos viros, clericos et laycos, ad hoc ex parte domini deputatos, diligenter investigentur; et, si qua inveniantur rationi dissona aut domino contraria, deleantur, et que approbanda fuerint, approbentur; et, si qua deffuerint que, predictorum virorum consideratione, domino et communia utilia censseantur, addantur, et approbata addicta confirmentur, et permaneant in eternum; hec autem redigantur in scriptis, et fiant inde tres libri quorum unus remaneat penes dominum, alius penes communiam, tertius vero in aliqua majori ecclesiarum reponatur Burdegale ad habendum recurssum.

Ut autem premissa robur perpetue firmitatis obtineant, sigillum nostrum presenti scripto duximus apponendum, volentes ut in eodem scripto predicte communie sigillum appendatur.

Datum per manum nostram, apud Burdegalam, anno incarnationis Domini millesimo cc° lx° primo, mense et die predictis.



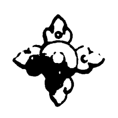
N° CXIX.

19 Octobre 1261.

Sequens articulus fuit repertus in Papiro-Nigra de castro Umbrerie Burdegale (1).

Item, pro excessu, violentiis et injuriis factis gentibus, officiliabus et ministris domini Regis, et familiis eorum, cognitio et punitio pertinet ad dominum Regem, senescallum ejus, vel ad illum qui major erit in castro Burdegale; ita tamen quod, si excedens vel comittens sit burgensis vel civis Burdeguale, major, pendente causa coram predictis, habebit custodiam delinquentis, et adducet ad Castrum, et reducet, causa pendente, donèc judicium sit contra ipsum latum vel pro ipso; et judicium et exequtio fiet per gentes domini Regis; sed, si comittentes vel excedentes sint extranei, cognitio et punitio immediate pertinet ad dominum Regem et gentes suas.

(1) Cet article est d'une écriture postérieure au texte de l'acte; il a été sans doute emprunté à quelque registre où l'acte était inscrit en entier, car un renvoi indique que cet article faisait suite à celui qui commence (page 380) en ces termes : *Item, si aliquis de communia...*



N° CXX.
16 Mai 1378.

TARIF DES ACTES JUDICIAIRES ET ADMINISTRATIFS.

SOMMAIRE.

Jean de Nevill, lieutenant du Roi ([1]), déclare que le conseil de Guyenne a fait, le 16 mai 1378, une ordonnance dont il rapporte le texte ([2]).

Dans cette ordonnance, le conseil, pour mettre fin aux difficultés qui se sont produites au sujet des salaires des officiers du Roi, prescrit à ceux-ci de ne réclamer que les droits qui leur sont alloués par le tarif dans lequel il fixe ce que doivent prendre : 1° le juge de Gascogne; 2° le greffier de la cour de Gascogne; 3° le greffier de la prévôté de l'Ombrière; 4° le prévôt de l'Ombrière; 5° le garde du scel et du contre-scel; 6° le garde du petit sceau; 7° le portier du château de l'Ombrière.

A ces taxes sont mêlés des règlements sur les points qui suivent :

Aucun officier ne peut s'attribuer une part dans les revenus du Roi.

Le juge de Gascogne doit visiter les prisonniers une fois par semaine.

Le prévôt de l'Ombrière ne doit pas tenir lui-même son greffe. Il jugera, autant que possible, dans un délai de trois marées, les procès entre étrangers. Il absoudra le défendeur et condamnera aux dépens le demandeur, si celui-ci ne prouve point ce qu'il avance.

Les navires ont le droit de venir, sans autorisation, opérer leur déchargement à la *planche;* mais, hors ce cas, les gros navires doivent se tenir à 65 brasses du bord de la rivière.

Le portier du Château ne doit pas empêcher les prisonniers de se faire porter leur nourriture, et doit laisser à celui qui recueille les aumônes pour les prisonniers pauvres le soin de les distribuer.

Ordinationes seu taxe facte per dominum de Neubile super scripturis et aliis recipiendis per judicem et clericum Vasconie, prepositum et clericum Umbrerie, et per exequtorem et ejus clericum, causa eorum officiorum.

.D. IOHAN, sire de Nevile, lieutenant d'Acquitayne par nostre tres soverayn seigneur le roy de France et d'Engleterre, a toux ceux qui ces presentes letres verront ou ourront, salutz et donner pleneyre foy aux presentes.

Savoir faisons que, comme les gentz du conseil dudit nostre seigneur le Roy, existens a Bordeaux, paravant nostre derriere

([1]) Jean de Nevill fut nommé lieutenant du Roi le 10 juin 1378. (*Catalogue des Rolles gascons*, t. I, p. 165, n° 17, *membrana* 2.)

([2]) La formule finale de confirmation manque dans le *Livre des Bouillons*.

N° CXX.
16 Mai 1378

venue en Acquitayne, aussent fait, pour le profit comun et utilite publice, certaynes ordennances, desquelles la tenour s'ensuyt par iceste manere ·

« Actum fuit Burdegale, die xvi. mensis maii, anno Domini M° CCC^{mo} LXXVIII^{mo}.

ENSEGUEN SE LASDEITAS ORDENNANSSAS

« Cum, sa en reyre, en lo temps passat, grandas et plusors querelhas et complantes sian estadas feytas, et enquaras se fassan de jorn en autre, per plusours et diversas maneyras de gens, a las gens deu concelh du Roy, nostre senhor, que les officiers dudit nostre senhor lo Rey dejus mentagutz prenen, a causa de lors officis, los salaris mot excessiuament plus que far no deuen, ny era acostumat de far antiquamen, a grant greuansa, dampnage et prejudici de tot lo poble et de la utilitat publica, per so es ordenat, per lo ben commun et utilitat publica, per lasdeitas gens du conseilh dudit nostre senhor lo Rey, existentz a Bordeu, que nulh temps meys, d'assy en auant, losdeits officiers dejus mentatgutz no prenguan aucun salari, a causa de lorsdeits officis, sinon per la forma et maneyra que plus bas s'ensec :

Ensec que prenera lo juge de Guascunha per son offici.

« Premerament es ordenat que, d'assi en auant, aucun officier deu senhor, de quaque estat que sia, assenssador ou autre, no aya part en autra assenssa que se fassa de part lo senhor.

Ensec se so que prenera lo jutge de Guascunha a causa de son saget.

« Premerament prenera lodeit jutge per segerar citacion simpla contra un home, de l'estancia d'autre : vi. deners de la moneda corsabla a Bordeaux; et, se son plusors citatz, a l'estancia d'una persona o de plusors, per una causa et per un medis feyt, no pendra per lo saget sino losdeits vi. deners; mas, se son citatz per diuers feyts, prenera per chascun : vi. deners.

« Prenera lodeit jutge, per lo saget de una castrenssa feyta per un deute, contra una persona o plusors obligadas, en un medis instrument, a una persona o plusors : ii. soutz vi. deners; et, si son plusors personas en una medissa castrenssa descendents de diuers instrumentz, per chascuna persona : ii. soutz vi. deners.

« Per una letra apperada : annperial, descendent de ladeita constrenssa, prenera lo jutge, per lo saget : xii. deners.

« Per una letra de benda de bens descendent de ladeita constrenssa et deudeit annparial, penera lo jutge, per lo saget : xii. deners.

« Per una letra segerar contra aucuna persona desobedienta ou manda-

ment deu senhor, contenent que sia presa et arrestada, et pausat hostages en son hostau : v. soutz. **N° CXX.** 16 Mai 1378.

« Per segerar una letra de gracia *de debitis solvendis,* so es assaber : a aucun creditor contra tos sos deutors a terme de i. an : xx. soutz.

« Per sagerar un mandament, ab narracion que aucun home despossedit sia retornat en sa possession, o de tot autre mandament formal o causal : v. soutz.

« Per sagerar aucuna carta o instrument, tutela, carta ou autra letra en que lo jutge aya mes son decret : v. soutz.

« Per sagerar una publicacion de sauuagarda d'aucuna persona ab sa familia : v soutz; et, si son plusors personas, d'una medissa sauuaguarda, que estongan ensemps et ayan lors bens en commun, non pagueran sino : v soutz; et, si eran plusors personas et diuersas que fossan en una medissa sauuegarda, non estantz ensemps, ni en comun, paguera cascuna persona per lo saget de la publicacion : v. soutz; et, quant aucuna partida se appera d'aucuna interlocutoria, ordenanssa et greuanssa, feyta per lodeit jutge de Gasconiha a juge sobiran, deu prene lo juge per sagerar lo proces : v. soutz.

« Per sagerar una sentencia diffinitiua en causa ciuil, prenera lo juge : xx. soutz.

« Per sagerar i. baniment o i. sentencia diffinitiua, absolutoria o autre, en causa de crim, prenera lo jutge : xl. soutz.

« Per sagerar i. proces de appellacion, quant est remes au jutge dont es apperat, prenera lo jutge de Guascunha : v. soutz.

« Per sagerar una dilacion quinquenau : xx. soutz.

« Per sagerar una letra de cession de bens : xx. soutz.

« Lo jutge de Guascunha deu bisitar i. jorn de cascuna sepmana totz los presoniers per a lor far dreyt et rason, et breua deliuranssa, au melhs que far se diura. »

Ensec se so que lo clerc de la court de Guascunha deura pendre per son offici.

« So es assaber per l'escriptura d'una citacion simpla contra un hom, a l'estancia d'autra persona : vi. deners.

« Per l'escriptura d'una citacion contra plusors personas, a l'estancia de una persona o de plusors, per un medis feyt : vi. deners; et, si las personas son citadas per diuers feytz, prenera per l'escriptura, per cascuna persona : vi. deners.

N° CXX.
16 Mai 1378.

« Per l'escriptura d'una constrenssa per I. deute, contra una persona o plusors personas obligadas en un medis instrument : II. soutz VI. deners.

« Per l'escriptura d'una letra apperada : annperal, descendent de ladeita constrenssa, prenera lo clerc : XII. deners.

« Per l'escriptura de la letra de la benda descendent de ladeita constrenssa et deudeit annperal : XII. deners.

« Per l'escriptura d'una letra obtenguda contra aucune persona desobedienta au mandament deu senhor, contenent que sia presa et arrestada, et mes hostages en son hostau : V. soutz.

« Per l'escriptura d'una letra de gracia *de debitis solvendis,* so es a dire que aucun creditor pusca far compellir sous deutors, par bigor de ladeita letra de gracia, durant lo terme d'un an : XX. soutz.

« Per l'escriptura deu mandament, ab narracion que aucun despossedit sia retornat en sa possession, ou d'autre mandament o commission formal o causal : V. soutz.

« Per l'escriptura d'una tutela o carta, o autra letra en que lo juge aya mettre son decret, prenra lo clerc : X. soutz.

« Per l'escriptura d'una publicacion de sauuagarda d'una persona, ab sa familia, prenera lo clerc : X. soutz.

« Per l'escriptura d'una publicacion de sauuagarda, en laquau aya plusors personas qui ayan lors bens en comun et per no deuis, prenera lo clerc : X. soutz.

« Per l'escriptura d'una publicacion de sauuagarda, en laquau aya diuersas personas non estantz ensemps, ni en comun, paguera cascuna persona au clerc : V. soutz.

« Per l'escriptura d'aucuna interlocutoria o autra ordenanssa feyta per lodeit jutge de Guascunha, prenera lo clerc : V. soutz.

« Per escriure en lo libre de la cort una sentencia diffinitiua en causa ciuil o de crim, prenera lo clerc : V. soutz.

« Per escriure la remission de I. proces, quant es remes au jutge dont es apperat, prenera lo clerc : XII. deners.

« Per escriure l'escriptura d'una letra quinquenau, prenera lo clerc : XX. soutz.

« Per l'escriptura d'una letra contenent que aucun hom feyt cession de sos bens, prenera lo clerc : XX. soutz.

« Per l'escriptura de I. report feyt per aucun seruent, quant a mes

aucuna causa a la man deu Rey, a requesta de partida, prenera lo clerc : xii. deners.

« Per escriure o registrar en lo libre de la cort la demanda, rassons o deffanssas d'aucuna persona, prenera lo clerc, se tient mech fulh de papey de la petita sort, escriut d'una part : xii. deners; et, si tient meys o menchs, a l'abinent.

« Per escriure la negancia que fera lo deffendent, prendra lo clerc : vi. deners.

« Per escriure un acta que non aye longua narracion, o no sia de grant feyt, prenera lo clerc de cascuna partida : vi. deners.

« Per continuacion feyta per l'offici deu senhor en medis estat, no deu res prene lo clerc per escriptura; et, si la causa continua de boluntat de partida en medis, prenera lo clerc de cascuna partida : vi. deners.

« Per acte simple, prenera lo clerc de cascuna partida, per so salari : iii. deners.

« Per acte sustancios, ab narracion et ab longua ordenenssa, prenera lo clerc de Guascunha per escriptura, si ten mech fulh de papey et de la petite sort, escriut de la una part : ii. soutz vi. deners; et, si ten meys o menchs, a l'abinent, de cascuna partida : xv. deners.

« Per escriure la deposicion de i. testimoni, en loquau no aya longua narracion, prenera lo commissari examinadour, si l'escriptura ten mech feulh de papey de la petite sort, escriut d'una part : ii. soutz vi. deners; et, si ten mays o menchs, a l'abinent.

« Pour l'escriptura d'una affermadura simpla sens narracion, prenera lo clerc : vi. deners, et ii. soutz, au senhor.

« Per escriure la commanda d'aquest home qui aura affermat, o tota autra commanda de home arrestat en cas ciuil, prenera lo clerc : xii. deners.

« Per escriure et mettre en perguam una lettra testifficatoria, o autra letra sotz lo saget de la cort, prenera lo clerc per escriptura, si ten rolle de perguam : x. soutz; et, si ten meys o menchs, a l'abinent; e, si aucun accusat de crim es allargat et balhat en larc arrest, o es balhat en comanda, prenera lo clerc, per escriptura : xii. deners.

« Per escriure un banîment o sentencia absolutoria, o autre d'aquet qui a estat accusat de crim, prenera lo clerc per escriptura, si es grossada : xl. soutz.

« Per escriure deffauta clara de persona citada per lo seruent, a la requesta de partida, no deu res prenra lo clerc, mas lo senhor : v. soutz; et, si lo

N° CXX. 16 Mai 1378.

citat ben auant que la cort se leue, si la deffauta es escriuta, paguera per lo cerquar : II deners; et, si la deffauta es dezencusada, et aquet qui es mes en deffauta auza jurar, sobre los sans euuangelis Diu, que se dezencusacion sia bertadira, paguera per la escriptura : II. deners.

« Per escriure un proces quant aucun s'apera pardauant nostre senhor lo Rey, o dauant los autres senhors de las autres appellacions, prenera lo clerc per cascun fulh escriut de la une part : II. soutz.

« E plus es ordenat que, d'assy en auant, lodeit clerc de la cort de Guascunha no prengua res d'aucuna persona per presentacion, mes solament lo salari de sas escripturas, per la forma que desus es ordenat. »

Ensec so que deura pendre lo clerc qui tindra l'offici de l'escriuania de la preuostat de l'Ombreyra de Bordeau.

« L'escriuania deu preuost de l'Ombreyra de Bordeu deu estre son medis offici, et lo clerc qui gouernera ladeita escriuania deu estre sufficient home, et deu jurar au seinhor publicament que ben et loyaument se aura en lodeyt offici.

« Per escriure lo report du seruent, quant a mes et banit aucuna causa a la man deu Rey, a la requesta deu partida, deu prendre lo clerc deu preuost : XII. deners; et, si la demanda se balha en escriut, la partida demandan per registrar aquera en lo libre de la cort, deu pendre lo clerc, si ten mech fulh de papey ou d'aqui en jus : XII. deners; e, si ten d'aqui en sus, a l'abinent.

« Per escriure la negancia que fera lo deffendent, pendra lo clerc : VI. deners.

« Per escriure I. acte que no aya longua narracion, o no sia de grant feyt, deu prene lo clerc per cascuna partida : III. deners.

« Per continuacion feyta per l'offici deu senhor en medis estat, no deu res prene lo clerc per escriptura; et, si la causa es continuada de boluntad de partida en medis estat, prenera lo clerc de cascuna partida : III. deners.

« Per acte simple, prenera lo clerc de cascuna partida per son salari : III. deners.

« Per acte sustancios, ab narracion et longua narrat ordenanssa, prenera lo clerc, si ten mech fulh de papey, escriut de l'una part : XIII. deners; e, si ten meys o menchs, a l'abinent.

« Per escriure la comanda de I. home arrestat per cas ciuil, lo preuost no deu prendre res, mas lo clerc deu prendre : XII. deners.

» Per escriure la deposicion de I. testimoni, se ten mech fulh de papey de

l'una part, prendra lo clerc : xII. deners; e, si ten meys o menchs, a l'abinent. **N° CXX.** 16 Mai 1378.

« Per escriure et registrar feyt contrari, deffensas o rassons balhadas en escriut per aucuna partida, si duran menchs de meya plana de papey : vI. deners; et, si duren o tenen meya plana, o d'aqui en outra, a l'abinent.

« Per l'escriptura d'una affermadura simpla sens narracion, prenera lo clerc d'aquet a cui se fera affermadura : vI. deners; et, si aquet que afferma es balhat en comanda o aucun autre arrest, lo clerc prenera per escriure la comanda : xII. deners.

« Per escriure una interlocutoria, prenera lo clerc : xII deners.

« Per escriure en lo libre de la cort I. jutgement o sentencia diffinitiua d'aucun debat, prenera lo clerc : xII. deners; et, si bolen que lo jugat sia mes en parguam sotz la saget de la cort, prenera lo clerc per escriptura, si ten mech rolla de parguam : x. soutz; e, si ten d'aqui en bas o d'aqui en ssus, a l'abinent.

« Per escriure la licencia dada a un mestre de nau o meta a descuarge lo last de sa nau o d'autre baysset : vI. deners.

« Per escriure la licencia dada per lo preuost a I. mestre de mettre sa nau o autre baysset, per descarquar, a la planqua, prenera lo clerc : vI. deners.

« Per escriure deffauta de jorn assignat entre partidas, prenera lo clerc : III. deners.

« Per escriure deffauta clara contre persona citada per lo seruent, a la requesta de partida, no deu res prene; et, si lo citat ben auant que lo clerc se leue per far cancellar la deffauta, prenera lo clerc : II. deners.

« Per escriure un proces, quant aucun se appera dauant lo juge dels appeus, prenera lo clerc per cascun fulh de papey escriut de l'una part : II. soutz.

« Per l'escriptura d'una letra testificatoria o autra, mesa en parguam, si ten mech rolle, prenera lo clerc per l'escriptura : x. soutz; et, si ten d'aqui en jus o d'aqui en sus, a l'abinent. »

Ensec se so que deura prendre lo prebost de la prebostat de l'Ombreyra de Bordeu a causa de son offici.

« Aquet qui ten la prebostat no deu tenir l'escriuania, per esquiuar plusors fraus qui se poden far en donan deffautas auan hora deguda, et autras causas; et l'escriuan deu estre son medis offici per escriure loyalment so que fara lo preuost, loquau deu estre sufficient home, et deu jurar au

N° CXX.
16 Mai 1378.

senhor publicamen que ben et loyaumen se portera en l'office de ladeita prebostat.

« Lo preuost deu audir las personas qui pleyteyeran perdauant luy summariament, sens long pleyt; et deu far dreit entre los estranges dens tres mareas, si en nulha maneyra pot, sino que la causa sia de grant feyt que no se pusque decedir deintz tres mareyas.

« Lo preuost pot prene de I. home, quant es citat perdauant luy, suppausat que se accorde ab la partida que l'aura feyt citar, sens aucun pleyt, per sauba si lo deffendent pagua aucuna causa au demandant : II. soutz; et, si demanda se fey d'aucuna causa, et lo demandan no pot proar son feyt, lo deffenden sera absout, e lo demandant condempnat als despens; et lo prebost no deu res prene de nulha partida, sino que sa sentencia se aguos a grossar et a segerar a la requesta de partida.

« Per examinar aucun testimoni, lo prebost, o so commissari, prenera per son trebalh : II. soutz.

« Per una affermadura, quant se feyt perdauant lo preuost, o perdauant lo clerc de la court, deu prene lo preuost d'aquet qui afferma : II. soutz; et, si aquet qui afferma, o aucun arrestat per cas ciuil, es balhat en comanda, lo preuost no deu res prene, mas lo clerc sa escriptura, cum dessus es contengut; et, si aucun es arrestat per cas de crim, et lo prebost lo da larc arrest, o lo balha en comanda, pot prene, si se bol, d'aquet qui sera relaxat o balhat en comanda : V. soutz la premeyra betz; et d'aqui en auant, no a res, sino lo clerc sa escriptura, cum dessus.

« Lo prebost no deu ni deu prene aucuna causa d'aucuna persona qui se presente perdauant lui, en demandant ni en deffendant, per sa presentacion.

« Si aucuna persona es arrestada per lo prebost, o per aucuns de sos seruens, et no bol intrar dedeintz lo Castet, o, si es arrestat, s'en ba sens boluntat deu prebost, o de son seruent, o de la partida, lo preuost pot prene d'arrest tan quant per son gatge : LXV. soutz.

« Si aucuna causa es mesa sotz la man deu Rey o deu preuost, et aquera causa es ostada de sotz la man sens licencia de partida o deu prebost, pot prene lo prebost per son gatge : LXV. soutz, e far retornar la causa en estat dejus sa man, a requesta de partida.

« Si aucuna persona promes uenir a I. jorn en donacion de tant quant bal la causa que hom lo demandera, quar en plus major donacion no se deu obligar, lo prebost pot prene d'aquet, si deffalh, aquera donacion, o LXV. soutz de gatge, sino que age sufficienta accusacion.

« Lo prebost, per arrestar o larguar aucuna persona a instancia de partida, o autramen per son office, no deu res prene per causa deudeit arrest et relaxacion.

« Touta nau o autre baysset pot benir a la planqua per descarquar sas mercandarias, sens conge ni licencia deu prebost ni de nulh autre; empero si la demanda, lo preuost li deu dar, et no deu res prene per ladeyta licencia.

« Touta nau, coqua o autre grant baysset, sino que sia per descarquar a la planqua, cum deyt es, deu estar lonh de la terra de la yma mar en foras LXV. brassas, affin que lo petitz bayssetz, qui an a ffar los negocis, pusquen passar sens perilh entre la terra et las naus; et, si lo prebost troba aucuna nau, o coqua, o autre grant baysset pres de terra, dedins LXV. brassas, enpres que l'aura merquada o feyta merquar, pot prene deus bens de las naus per son guatge au mecter : LXV. soutz.

« Tota fempna qui ba au comun, et ten cambra que sia sua, o la logua, deu pagar au prebost, d'ancian usatge, per cascun an : XX. soutz, la meytat lo jorn de Nadau, et l'autra meytat lo jorn de sent Johan-Baptista; et lo preuost a la cognoissance, et es lor jutge, en demandant et en deffendent; et, per causa de ladeyta somma, las deu gardar de tota offensa, que la una no fassa a l'autra, ni aucun arcabot, ni autra persona ne los fassa aucuna greuanssa.

« Touta autra fempna, qui a mestressa o esta ab autra fempna comunau, deu paguar audeit preuost : X. soutz, per la causa sobredeita, la meytat lo jorn de Nadau, et l'autra meytat lo jorn de sent Johan-Baptiste.

« Si aucun mestre de nau, coqua o autre grant baysset [a?] peyra, o sable, o aucun last, deu demandar au prebost onc pauzera lo last; e lo preuost lo deu dar ladeita licencia, et monstrar onc descarquera lo last, o balhar I. seruent qui angua monstrar; e so es, affin que no descarque en loc o sia dampnatge a la mar; e lo prebost no deu res prene per aquesta licencia, mas lo seruent poyra prene, o ed medis, si y bol anar, per son trebalh : XII. deners.

« Si aucun mestre de nau, coqua et autre grant baysset descarqua peyra, o sable, o autre last, dedintz la chanau o en la mar, dauant lo port de Bordeu, lo preuost pot prene per son gatge : LXV. soutz.

« Per deffauta clara sens desencusacion, paguera lo deffalhent citat per lo seruent, e feyta la relacion auan l'autrey de la deffauta, et aquera autreyada a hora deguda, a la requesta de partida : V. soutz.

N° CXX.
16 Mai 1378.

« Per deffauta desencusada, si la partida ausa jurar la dezencusacion d'estre bertadeyra, lo prebost no deu res prene, mas lo clerc per l'escriptura, cum deyt es : II. deners.

« Lo prebost deu far leuar sas deffautas, et sos deners et guatges a sous propres costatges, et pot los far compellir per leuament de gatges, o per arrest.

« Per sagerar I. proces d'appellacion o de remission feyta deu preuost au jutge de la cort de Guascunha, pot prendre lo prebost : V. soutz.

« Per sagerar una interlocutoria o autras letras testifficatorias, pot prende lo preuost : V. soutz.

« Per sagerar sentencia diffinitiua, si es treita et mesa en net, pot pendre lo prebost : V. soutz.

« Per vidimus d'aucunas letras, pot prene lo preuost per lo saget : V. soutz. »

Ensec se so que la guarda o executor deu saget et contrasaget deura pendre a causa de son offici.

« La guarda et excequtor deu saget et contrasaget deu estre home sufficient, et deu jurar au senhor que ben e leyaument se portera en l'office, et prenera per son office en la maneyra que s'ensec :

« Per sagerar carta de deuta paguera aquet qui fera saguerar la carta de tant cum sera degut : II. deners per libre; et, per sagerar tota autra carta sotzmesa audeit saget, paguera a l'abinent de las causas en ladeita carta contingudas, per lasquaus se fera o se aura ops a sagerar, segon que sera lo contreyt habent reguard a la balua de las causas contingudas en ladeita carta : II. deners per libre.

« Per la execucion o lettra descendent de carta de deute, paguera aquet qui empetrera la execucion, per l'escriptura : XII. deners.

« Per lo saget de la execucion sobredeyta, paguera a l'executor : VI. deners.

« Per execucion faden narracion de benda o de portar guarentia, o de rendre compte de cabau, o de aucun autre contreyt, paguera : II. soutz VI. deners; et, per lo saget de tal execucion : II. soutz VI. deners.

« Per letra qui sera impetrada per far bendre bens, paguera aquet qui l'empetrera : XII. deners; et, per lo saget d'aquera letra de benda : VI. deners.

« Per exposar a benda los bens executatz, et per ordenar lo crit qui se aura a far IIII. betz, ab trompas, per la bila de Bordeu, per locs acostumatz, paguera aquet qui fera far : V. soutz; et, per lo saget d'aquet crit : II soutz VI. deners.

N° CXX.
16 Mai 1378.

« Per la comanda de I. home qui est arrestat per la cort de l'executor, paguera aquet qui es balhat en comanda, la premeyra beguada : XII. deners; et, de nulha autra comanda ensiguen de la medissa causa, no paguera res.

« Per relaxar I. home arrestat per ledit executor, paguera aquet qui sera relaxat, per la permyera betz : XII. deners ; et, per nulha relaxacion ensiguen de la medissa causa, no paguera res.

« Per ostager los ostatges o per relaxacion, paguera a[quetz?] qui seran relaxatz, per la premera betz : XII. deners; et, per nulha relaxacion enseguen de la medissa causa, ne paguera res.

« Per escriure lo report de I. seruent, reportant que ed a mes bens d'aucuna persona a la man de l'executor, paguera aquet qui fera escriure lo repport contenent mech fulh de papey escriut de l'una part : XII. deners; et, si meys o menchs, a l'abinent.

« Per escriure las rassons, opposicions o deffensas d'aucuna persona contenentz mech fulh de papey escriut de l'una part, paguera aquet qui balhera lasdeitas rassons, per lo registre : XII. deners; et, si plus y a escriutura o menchs, a l'abinent.

« Per examinar testimonis sobre aucuna causa, prenera l'executor o son commissari, per cascun testimoni : III. soutz.

« Per una sentencia interlocutoria pronunciar et escriure, paguera aquet por cui sera dada, si conten mech fulh de papey de la una part : V. soutz; et, si meys o menchs, a l'abinent.

« Per un proces escriure et treyre foras deu papey de l'executor, per cascun fulh escriut de la una part : II. soutz.

« Per lo saget d'aucun proces o sentencia interloqutoria, vidimus et autras letras testificatorias : V. soutz.

« Per sagerar I. carta de benda feyta d'aucun heritage en la cort deudeit executor, et per mettre son decret, prenera l'executor : V. soutz.

« Per escriure una deffauta requirida per partida contra aucuna persona defalhent, l'executor, o son clerc, no prenera res, mes que procedira en auant en la causa.

« Per continuacion feyta d'aucuna causa per l'executor de son office, o per son clerc, en absencia de luy, partidas no pagueran res.

« Per continuacion fayta de boluntat et requesta des partidas, cascuna partida paguera : III. deners; per escriure I. acte simple feyt entre partidas, pot prene l'executor de cascuna partida : III. deners.

« Per escriure I. acte faden narracion necessaria et ab ordenanssa, si dura

N° CXX.
16 Mai 1378.

mech fulh de papey d'une part escriut : II. soutz; et, si dura meys o menchs, a l'abinent. »

Ensec se so que aquet qui ten lo petit saget deus hostatges deu pendre a causa de son offici.

« Aquet qui ten lo petit saget deus hostages deu jurar que ben e loyaument se portera en son offici.

« L'executor deputat per far una execucion contra aucuna persona, si ed medis fey l'execucion en sa partida, o aucun seruent en nome de luy, prenera per far l'execucion : v. soutz; e no deu prene res plus per lo petit saget que pausera sobre ladeita execucion, ni auttramen; et, en cas que lodeit executor deputat no y basa en sa propre persona, mes aucun seruen deu boluntat deu medis executor deputat, o autramen, y ba per far ladeita execucion, aquet seruent deu prendre, per sin et per l'executor deputat, los v. soutz, deusquaus ed balhera audeit executor deputat lo tertz, so es assaber : xx. deners, por mettre son saget sobre l'execucion, et retendra, per sin et per son tribalh, los dos tertz, so es assaber : III. soutz IIII. deners; et, si es causa que y aya a pausar plusors hostatges, no prenera mas tant solamen : v. soutz; los v. soutz, per la maneyra que deyt es.

« E es assaber que l'executor, o son deputat, no pot pausar hostatges, losquaus hostatges se apperen : comestors o minyadors, sino tantz cum, en la execucion sobre asso a luy dirigida de part la garda et executor deu saget reyau, sera contengut et expressat; et deu se prendre, per cascun jorn, per lo salari de cascun hostager : II. soutz de ladeyta moneda, o a minyar, si lo deutor los en bou meys dar que paguar los II. soutz per cascun jorn; et losdeitz hostatges no se guadenheran, ny pausar se poyran, sino per tantz de seruentz cum seran presentz a far ladeyte execucion, et a pausar los medis hostages.

« Et, en cas que l'executor deputat o son seruent no y ban cascun jorn bisitar los hostatges, despuis que seran estatz pausatz, no deuen res prene per losdeitz hostatges, sino tant solament per tantz seruentz cum seran presentz a bisitar los hostages, et per tantz jorns cum los auran bisitatz, sino que aquetz contra qui se fey l'execucion los aya autramen per recebutz.

« Et lodeit executor deputat no deu ni pot compellir ni penhorar aquetz contra cui seran pausatz los hostagetz per sin, tant entro que los ostagetz sian taxatz per la guarda et executor, exceptat lo jorn que pausera los hostagetz, que prenera gatges per tant hostagetz cum seran contingutz an l'execucion, au cas que y aye tantz de seruentz cum losdeitz hostagetz

montaran; et, si tantz no y a, que prengua, per aquetz que seran losdeitz gatgez, so es assaber : II. soutz, per cascun seruent mes en losdeitz hostagetz, si aquet contra cui seran pausatz no lo bol dar a minyar. N° CXX. 16 Mai 1378.

« E la guarda deu saget no deu estre personer en la assensa deusdeitz hostagetz et petit saget, perso que a lui apparten la taxacion deusdeitz hostagetz, et ha a jutgar si los hostatgez que seran pausas sobre ascuns bens serans loyaument degutz, o no; losquaus hostatges se deuen bisitar per cascun jorn, et ab tantz de seruentz cum seran nompnatz en la execucion; o autramen, del jorn que no seran bisitaz, no se deu res prene. Empero, en cas que sian besitatz ab mendre nombre de seruentz, se deura paguar per tantz de seruentz cum seran al bisitar, et no plus; sino aquet contre cui se fey ladeita execucion los aguos per recebutz, come deit es.

« Item, lodeit executor deputat, a [o?] autre seruent per nome de luy, per intimar al deutor que bengue beser la benda de sos biens, deu prene, dedentz la bila : VI. deners.

« Item, lodeit executor deputat, o autre seruent per nome de lui, si ba far ladeita execucion foras de la bila, et a mesters que al anar, que al demorar et retornar per tot lo jorn, si ba a cabat, deu prene per la dieta : X. soutz; et, si ba a pe, deu prene per la dieta : V. soutz; et, per legua de major camin que dieta : XII. deners.

« Item, lodeit executor deputat, ni aucun seruent per nome de lui, no deu constituir seruent en plusors locs, ni nulh seruent no pot estre constituit, ni mes en hostatgez, sino per la somma de XXV. libras de tornes petitz; et d'aqui en sus, a l'abinent.

« Item, lodeit executor, per quauque plusors deutors sian contingutz en una execucion, no deu prene sino que una.

« Item, si lodeyt executor deputat no pot exequir las comissions o execucions a luy dirigidas, ed las poyra exequir per autres seruentz, et a ladonc, affin que apparesqua que sa licencia se fey per autre seruent, deu mettre sobre ladeite comission o execucion son signet, deuque no deu res prene, sino que lo seruent l'en bulha dar deu salari que l'esquayra per exequir ladeita comission o execucion, exceptat los XX. deners, cum deyt es dessus.

« Item, lodeit executor deputat, o autre per nome de luy, no prenera guatges ni penhorera, sino per tantz seruentz cum besiteran en los locs o seran pausatz; et no deura prene major gatge o penhora de tant balor o enbiron, cum lor celari montera.

N° CXX.
16 Mai 1378.

« Item, lodeit executor deputat ni aucun autre seruent no deuen res prene, en nulha maneyra, d'aquetz contra losquaus auran a ffar l'execucion o autres mandamentz, per que la medissa execucion o mandament no se complisse o se aguossa a retardar en aucuna maneyra; et, si ac fen, deuran estre priuatz perpetualment de lor office, et punitz en autra maneyra, a la merce deu segnor, et rendra a la partida so que pres auren.

« Item, lodeit executor deputat et tout autre seruent deuen exequir los mandamentz que lor seran dirigitz, au plus tost que poyran, sens tot delay.

« E per exequir lors mandamentz, no preneran sino tant solamen lors despenssas, entro a tant que ayan complit et exequitz lorsdeitz mandamentz et feyta deguda relacion au senhor, o au clerc de la cort d'ont lorsdeitz mandamentz seran descendutz; empero, si no poden benir per far lordeyta relacion, deuran mettre sobre los dos deus mandamentz lors sagetz, et escriure cum los an exequitz, et los rendran aus creditors.

« Item, l'executor deputat ni nulh autre seruent no deuran menar notari a far sas execucions o mandamentz, cum a lor relacion deya hom dar fe, sino que lo creditor expressamen l'en requirisca; et, si lo creditor y bol auer notari, que lo celari d'aquet notari sia sobre lodeit creditor.

« Item, lodeit executor deputat ni nulh autre seruent reyau no deuen res prene per lor mandament que toque lo Rey, nostre senhor, sino tant solamen lors despens, en cas que aguossan anar foras de la bila de Bordeu.

« Item, lodeit seruentz reyaus, totas horas que lo senhor, o son perbost de l'Ombreyra, o aucuns sos autres officers auran a far aucuna execucion de justicia de personas condempnadas criminalment, deuen affolcar, et estre ajudans, sens tot delays et a lor leyau poder, a far et complir ladeita execucion de justicia, a cabat o a pe, et en tota la melhor et plus honorabla forma et maneyra que poyra, sens are prendre, ny demandar aucun salari; et aso, sotz pena de estre perpetualment priuatz de lors officis, et estre autrement punis al arbitre deu senhor, o de son senescaud, o jutge de Gascunha.

« Item, tot seruent per citar aucuna persona dedens la ciutat deura prendre : VI. deners; e dins lors borcs foras de la ciutat : XII. deners; e, si ba deforas, aura, per dieta o per legua, per la maneyra que dessus es ordenat.

« Per arrestar una persona o plusors, per I. medis feyt, dins la bila et borc : XII. deners.

« E plus es ordenat que, tos temps meys d'assi en auant, cascun clerc de la cort de Guascunha, deu prebost de l'Ombreyra, de la guarda deu saget et de l'executor deputat, dins I. mes apres la ffin de lors officis, ballen et liuren, sens tot delay, lors papeys et registres au conestable de Bordeu, qui aras es o per temps sera, per mettre aquetz en loc quaus pusquen trobar, a perpetua memoria, dins lo castet de Bordeu. **N° CXX.** 16 Mai 1378.

« E plus es ordenat que nulh clerc de las cortz deu senhor no sia sy ardit, d'assi en auant, per causa de las ordenanssas noeramen feytas o autramen, de ffar plus amplas escripturas ab plus grantz marges que far no se deu ni es acostumat de ffar auant lasdeitas ordenanssas, sotz pena d'estre priuat de son office, et de estre autramen punit al arbitre deu senhor.

« Item, plus es ordenat que tot comissari o mamesson, per quauque jutge se sia deputat, d'assi en auant, ad anar audir far aucun segramen a le gleiza Sent-Seurin, o lo medis jutge, si anar y bol en sa propria persona, deya prene per son tribalh, la onc aya feyt sa relacion lodeit commissari au jutge qui l'aura deputat : v. soutz; et, si lodeit segramen es ordenat de estre feyt en aucuna autra gleysa dedens la bila de Bordeu, prenera lodeit comissari o mamessor, tant solamen la onc aya feyt sa relacion, cum deyt es : III. soutz. E, per quant que fassan plussors comissaris o mamessors deputatz ad audir I. sagramen, no prendran mas come I. E, si una persona o plusors an a prestar lodeit segramen, per una medissa causa et d'un medis feyt, no pagueran audeit comissari o comissaris sino losdeitz v. soutz o III. soutz, juxta la distinction susdeyta; mas, si eran diuersas causas et diuers feytz, pagueran per cascun a l'abinent. »

Ensec se so que deura prendre lo porter qui tendra la portaria deu castet de l'Ombreyra de Bordeau, a causa de son offici, d'assi en auant.

« Tot premeyrament, lodeit porter a acoustumat et deu prene de baron, quant es arrestat a requesta de la partida, c. soutz, et de caualer, xx. soutz, et de escuder, v. soutz; et de tota autra persona arrestada, per deuta o per autra causa, no deu prene mas : XII. deners.

« Item, aucuna persona arrestada, per deuta o per autra causa ciuil, si a bens mobles o no mobles dedentz la bila de Bordeu balens la causa demandada, o troba qui prengua sobre sin que no tranquera l'arrest, no deu estre mesa en la tour, ni en fers, ni en estreyta prison, despuis que aura monstrat losdeits bens, o dat lasdeytas pleyas au jutge per cui sera estat arrestat, et lodeit jutge l'aura mandat larguar; et, si no a bens, o no

N° CXX.
16 Mai 1378.

troba persona qui lo prenga sobre sin, si lo porter se bol, lo pot mettre en la tor; et paguera per lo toratge, la on sera relaxat : IIII. deners; e aissi son, per lo portage et per lo toratge : XVI. deners. Mas, quant aquet qui es arrestat no es mes en la tor, no deu paguar mes tan solamen : XII. deners.

« Item, quant aucuna persona arrestada demora la nuyt dedins lo Castet, et jay en leyt, sole home prene : I. deney petit; et, an apres, an acostumat de prene, quant lo presoney jay en leyt : I. esterling o V. deners; et es ordenat que d'assi en auant prengua : V. deners. E, si lo presoney no jay en leyt, lo porter no deu res prene.

« Item, cum auquns des porters ayan acostumat de tenir taberna dedeins lo Castet, et no bolen leyssar als pressoners portar bin ni lor bitalha, sino que lo compren de lor : per so es ordenat que, d'assi en auant, cascun presoney o presoneyra pusca portar o far portar son biure, ayssi cum poyra, sens que lo porter no'ls y pusca en res perturbar; et, si lo porter los perturbaua, que sia punit al arbitre deu senhor.

« Item, per so que l'aumonyer deus preysoners acapta almoyna aus presoniers que non an de que biure, et es deyt que alcuns des porters prene l'argent de la almoyna et lo pan, tot o partida, et lo meten et espleyten en autres usatges que en la almoyna : per so n'es ordenat que aquet medis que ne acapteran la almoyna, sia argent o pan, los partisqua ausdeits presonyers, et d'asso sia tingut far sagrament.

« Item, es ordenat que, si aucuna persona arrestada per aucuns deus officiers deu senhor, sen requesta de partida, o lo senhor per son office l'aresta, et enpres aquera persona restada et deliurada de l'arest, sens paguar aucuna causa, a tal persona no deu res paguar per portage ni per toratge.

« Item, le porter deu escriure en son papey cascuna persona qui sera arrestada, et per qual juge, et a l'estancia de cui, et no deu relaxar ni lessar anar degun defforas l'arrest, de nuyt ni de jorn, sens mandament deu juge per loquau sera arrestada; ni lo porter ne se deu entremetre de demandar a la persona arrestada lo dreyt deu juge qui l'aura feyt arrestar.

« Item, lo porter no deu res prene d'aucuna persona que sia mesa en lo font de la fossa o en fers, per ostar aquera persona de la fossa o dels fers.

« Item, prenera lo porter per cascun cap de bestiar gros que sia arrestat dedintz lo Castet : II. soutz VI. deners; et per cascun cap de bestiar menut arrestat : VI. deners.

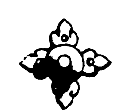
« E plus es ordenat que lo porter, d'assi en auant, no suffra aucuna

fempna jaser dedintz lo Castet ab luy medis, ni ab aucun presoner o autre, sino que fossa marit et molher; e, si's troba lo contrari, que sia punit al arbitre deu jutge.

« E plus es ordenat que lodeit porter, d'assi en auant, no suffre estre feyt joc ad argent sec dins lodeit Castet, sino que fos a pan, o a bin, o a causa de minyaduyra. »

« Facte fuerunt ordinationes predicte per dominos de concilio regio existentes Burdegale, die lune post festum beati Fortis, anno Domini millesimo trecentesimo LXXVIII°.

« Et fuerunt cum tubis publice proclamate in Umbreria Burdegale, hora vesperorum, die mercurii post dictum festum beati Fortis, die videlicet : XVI. mensis maii, anno quo supra. »



N° CXXI.

22 Mars 1293/4.

PRESTATION DE SERMENT A PHILIPPE-LE-BEL PAR LES JURATS DE BORDEAUX.

SOMMAIRE.

Jean Julien, notaire de la sénéchaussée de Périgord et de Quercy, constate que les faits suivants se sont passés en sa présence :

Le connétable Raoul de Clermont, après avoir pris possession, dans l'église Saint-André, du château et de la ville de Bordeaux, a sommé Jean de Havering, sénéchal de Guyenne pour le roi d'Angleterre, d'ordonner aux jurats de prêter serment de fidélité au roi de France. Le sénéchal a obéi; mais les jurats ont demandé à réfléchir, avant de se conformer à l'ordre qu'ils recevaient, et ont déclaré, après s'être entendus entre eux, qu'ils n'obéiraient, en pareille matière, que sur un ordre du roi d'Angleterre lui-même.

Jean de Havering a répondu qu'il n'agissait que d'après les instructions de son souverain, telles qu'elles lui avaient été transmises par le frère de ce prince; il a montré une copie authentique de ces instructions, et a promis d'en remettre une semblable aux jurats.

Ceux-ci ont dit que, dès lors, ils étaient prêts à prêter serment au roi de France, pourvu que celui-ci s'engageât préalablement à respecter les priviléges et les coutumes de la ville. Le connétable a pris cet engagement, au nom de Philippe-le-Bel; et les jurats ont promis au nom des Bordelais, que ceux-ci seraient les sujets fidèles du roi de France.

En conséquence, le connétable a établi Grimond de Burlac comme maire de Bordeaux.

Qualiter, de mandato domini nostri regis Anglie, villa fecit sacramentum constabulario regis Francie, nomine dicti regis.

IN Dei nomine, anno incarnationis ejusdem, millesimo co^mo^ nonagesimo tertio, die lune ante festum annunciationis beate Marie, excellentissimo principe domino Philippo, Dei gratia, rege Francorum, regnante, vir magnificus dominus Radulphus de Claromonte, dominus Nigelle, conestabularius Francie, existens personaliter apud Burdegalam, in ecclesia cathedrali Sancti-Andree, in presentia mei notarii et testium infrascriptorum, castrum et civitatem Burdegale, et eorum pertinentias, possuit ad manum nudam domini nostri regis Francie de facto, licet verbo, ut dicebatur, predictum castrum et civitatem, cum suis pertinentiis, necnon et totum ducatum Acquitanie ad dictam manum aliter posuisset; et ibidem incontinenti precepit et injunxit domino Johanni de Havering., militi, tunc senescallo Vasconie pro duce Acquitanie, quod

preciperet juratis communie Burdegale quod juramentum obedientie et fidelitatis prestarent, et sub juramento promitterent eidem domino conestabulario, nomine dicti domini regis Francie, quod eidem domino Regi, et suis gentibus, et dicto domino conestabulario, ac officialibus dicti domini Regis et ministris, essent obedientes quamdiu ipse dominus Rex dictum castrum et civitatem Burdegale, et terram ducatus Acquitanie teneret in manu sua, et tenere vellet.

N° CXXI.
22 Mars 1293 4.

Quibus dictis, dictus dominus Johannes de Huvering., incontinenti precepit et injunxit, ex parte regis Anglie, Acquitanie ducis, juratis infrascriptis tunc ibidem presentibus, pro se et aliis absentibus, quod dictum juramentum prestarent domino conestabulario supradicto, nomine quo supra.

Et ibidem Guittardus de Chenca, Johannes Columbi, filius condam Rostangui Columbi, Johannes Columbi, filius Johannis Columbi de Hareis, Guillelmus Alexandri, frater Bernardi Alexandri, Johannes Martini de Gensaco, Arnaldus Delesarpon, filius condam Ramundi de Bus, Vitalis Furt, Petrus de Castellione, campsor, Bernardus Sicati, filius Bernardi Sicati, Helyas Guillelmi, Bertrandus Besonis, Arnaldus de Castro, Arnaldus Costanan, Arnaldus de Riveto, Petrus de Talancia, Johannes de Dinaco, Bonafusus de Sancta-Columba, Arnaldus de Brostard, carnifex, Petrus Iterii de Subtus-Murum, Guillelmus de Tabernis, Bernardus Broterii, Petrus de Manso, Petrus de Burdegala, campsor, Bernardus de Acculeo, Bernardus Delmansiu, Bernardus de Sancto-Quintino, Guillelmus de Riveretio, carpentarius, Guillelmus de Sancto-Emiliano, Petrus Calhaut de Sancto-Petro, Austentius Jordani, Johannes Framandi, Johannes de Sancta-Gemma, Guillelmus Raynaudi, Guillelmus de Bena, Ramundus de Lanauda et Helias Martini, jurati communie Burdegale, ac Johannes Dalhano, Arnaldus Calculi et magister Gillelmus de Fonte, procuratores, ut dixerunt, majoris et juratorum dicte communie, nomine ejusdem communie, dixerunt quod, de hiis que dictus dominus conestabularius Francie, nomine domini regis Francie, eos requisierat et requirebat, et ab eis petierat et petebat, et de hiis que dominus Johannes de Havering., miles, senescallus Vasconie, preceperat et precipiebat predictis juratis, paulisper deliberare volebant; et, ipsis ad partem sescedentibus, post aliquid more spatium, ad presentiam domini conestabularii predicti sunt reversi; coram quo et cui dixerunt et respondere, nomine predicte communie, quod, cum ipsi usque nunc fuissent et sint immediate subjecti domino regi Anglie, duci Acquitanie, preceptum quod predictus senescallus Vasconie verbo



faciebat eisdem, de obedientia et fidelitate prestandi et faciendi prefato domino conestabulario Francie, non sufficiebat; nec ipsi tenebantur precepto ejusdem senescalli in hac parte parere, nisi aliud a domino rege Anglie, duce Acquitanie, ostenderet et exhiberet mandatum; dicentes quod hec non dicebant nec intendebant dicere in contumeliam vel contemptum predicti domini regis Francie, seu predicti domini conestabularii Francie, sed ad hanc finem ut non possent aliquo tempore reprehendi vel aliquo modo notari quod, absque mandato vel precepto justo, paruissent.

Post que, et incontinenti, predictus senescallus Vasconie dixit quod dominus Aymo, frater domini regis Anglie, Acquitanie ducis, per suas patentes litteras, mandaverat nobili viro domino Johanni de Sancto-Johanne, militi, in dicto ducatu locum ejusdem ducis tenenti, et predicto senescallo, et cuilibet eorum in solidum, ut terram predicti ducatus traderent domino regi Francie, vel ejus certo mandato, et quod gentes ejusdem ducatus facerent obedire. Et quod hoc mandaverat dominus Aymo predictus, auctoritate et virtute cujusdam mandati domini regis Anglie, litteratorie facti; quod mandatum inseri fecerat dictus dominus Aymo in litteris directis, per eumdem dominum Aymonem, predicto domino Johanni de Sancto-Johanne et senescallo predicto. Qui dominus Johannes de Sancto-Johanne, sub sigillo suo, copiam dederat dicti mandati ejusdem senescallo, ut dicebat; et vere hec ad partem ostenderat predictis juratis, et obtulit. Et promisit idem senescallus, coram dicto domino conestabulario, quod ipse, sub sigillo Vasconie, daret copiam predicti mandati predictis juratis et procuratori, et preceptum quod faciebat virtute predicti mandati.

Cumque, tam ex parte predicti domini conestabularii quam predicti senescalli Vasconie, diceretur quod istud sufficiebat predictis juratis et procuratori, et idem dominus conestabularius diceret quod ad hoc compelleret senescallum predictum, si esset necesse : predicti jurati dixerunt et responderunt quod ipsi parati erant dicto domino conestabulario, nomine domini regis Francie predicti, hobedire juxta predictum mandatum domini senescalli, quamdiu idem dominus rex Francie tenebit seu tenere voluerit in manu sua ducatum predictum; protestato tamen, in primis, per dictos juratos et procuratores, nomine predicte communie, quod ea que ipsi dixerant et responderant, ipsi dicebant, salvis eis et dicte communie omnibus et singulis eorum privilegiis, libertatibus, foris, usibus et consuetudinibus et statutis, et salvo etiam eis et retento expresse quod, antequam ipsi jurent domino, dominus in primis haberet jurare eisdem.

Et, salvis et retentis predictis protestationibus dictis juratis et procuratori, nomine dicte communie, prefatus dominus conestabularius, nomine et vice domini regis Francie, primo juravit predictis juratis, nomine dicte communie, quod ipse erit eis, et dicte communie, et singulis de communia, bonus dominus et fidelis, et quod ipsos res eorum et privilegia, consuetudines, usus et libertates, ac statuta communie Burdegale, pro posse suo, servabit, et defendet bene et fideliter, et de injuriis et violentiis indebitis de se, et etiam contra quoscumque, et eque faciet jus pauperi et divito, eo et tanto tempore quanto de dicto ducatu se intromittet.

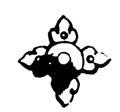
Quo facto, predicti jurati juraverunt, quilibet pro se et suis successoribus, et etiam pro tota communia et universitate, et nomine universitatis, et ut universitas civitatis Burdegale, ad sancta Dei ewangelia ab eisdem corporaliter tacta, quod ipsi domino regi Francie, et ejus gentibus, et officialibus et ministris, ac illis quos, pro majore dicte civitatis et senescallo Vasconie pre dicto domino rege Francie, dictus dominus Rex aut dictus dominus constabularius, pro eodem domino, in posterum instituerit aut prefecerit in ducatu predicto, aut parte ejusdem, erunt fideles et obedientes. Et ipsum juvabunt in consilio, auxilio et aliis, si et quum, et quotienscumque ipse dominus Rex vel senescallus, qui pro tempore fuerint, pro ipso domino Rege in Vasconia, vel eorum locatenenti, ipsos duxerint requirendum; et quod honorem et personam dicti domini regis Francie, et ejus jura et bona, viriliter et legaliter, deffendent et conservabunt, et eidem domino Regi honorem et utilitatem procurabunt in persona et rebus, et ejus dampnum et dedecus, prout erit eis possibile, evitabunt; necnon omnia et singula capitula, que in juramento fidelitatis intelliguntur de jure seu consuetudine patrie, tenebunt et conservabunt, et contra non venient, aliquo jure vel aliqua ratione. Ad que omnia premissa servanda et tenenda, omnia bona dicte communie et ipsam communiam obligarunt, quamdiu ipse dominus Rex ducatum, castrum et civitatem Burdegale tenebit vel tenere voluerit in manu sua; protestatis tamen retentis, tam per dictum dominum conestabularium quam per dictos procuratores et juratos, nomine dicte communie, et eidem communie, omnibus et singulis suis privilegiis, libertatibus, foris, usibus, consuetudinibus et statutis dicte communie.

Quibus actis, statim dictus dominus conestabularius, nomine dicti domini nostri Regis, nominavit et prefecit ibidem majorem Burdegale, dominum Gremondum de Burlasio, militem.

Acta fuerunt hec anno et die et loco predictis, presentibus viris nobilibus:

N° CXXI.
22 Mars 1293/4.

domino Johanne de Nigella, marescallo Francie, et domino Petro Floter; in presentia et testimonio nobilium virorum : Archambaudi, comitis Petragoricensis; domini Bernardi, comitis Manhiaci; Talandi, vicecomitis Leomanie; domini Gaucelini de Merlh; Centulli, comitis Astariaci; domini Johannis de Burllays; domini abbatis Belleportice; domini Eustachii de Bello-Marchio, militis, senescalli Tholose; domini Johannis de Amiblayo, militis, senescalli Petragoricensis; Ramundi de Montealto, domini de Moyssedano; Aymerici de Bironnio, domini Montisferandi; et plurium aliorum; meique Johannis Juliani, domini regis Francie publici notarii in senescalia Petragoricensi et Carturicensi, et ejus ressorto, qui hiis omnibus presens fui, et de mandato predicti domini conestabularii, ad requisitionem dictorum juratorum et procuratorum, hec omnia scripsi et in formam publicam redigi, et signo meo signavi.



N° CXXII.

28 Février 1354.5.

VENTE DE LA PRÉVOTÉ D'ENTRE-DEUX-MERS A LA VILLE DE BORDEAUX.

SOMMAIRE.

Par un acte du 1er juillet 1342 (1) (acte dont la teneur est ici reproduite), Édouard III, tout en réintégrant la ville de Bordeaux dans les droits qu'elle possédait anciennement sur sa banlieue, avait décidé que cette ville ne recouvrerait la prévôté d'Entre-deux-Mers qu'en indemnisant Thomas de Bradeston, à qui elle avait été concédée à vie.

Néanmoins Thomas de Bradeston, ayant rendu la prévôté au Roi lui-même, celui-ci en fit une nouvelle concession viagère à Bertrand de Montferrand, par des lettres patentes du 13 mai 1354, qui sont également reproduites dans le présent acte.

Ainsi devenu possesseur de la prévôté d'Entre-deux-Mers, Bertrand de Montferrand cède tous ses droits à la ville de Bordeaux, moyennant une somme de 350 écus d'or; il s'engage, en outre, à obtenir la remise des obligations auxquelles certains particuliers sont tenus, à cause de ce fief, à l'égard de Thomas de Bradeston, et des lettres par lesquelles le roi d'Angleterre déchargera la ville de Bordeaux de tout ce qu'elle peut devoir au même chevalier, à raison de la même prévôté.

Instrumentum quomodo villa recuperavit balleucam quam possidet de presenti (2).

CONOGUDA causa sia que, cum los nobles, ondratz, sauis e discretz senhors majer, juratz et communia de la ciptat de Bordeu ancianementz et mot antiquamentz cognossan e possedissan la balleugua, ab la justicia haulta et bassa, tant per terra quant per mar, per ayssi cum es dintz sartanas et bidanas et terme; de laquau auantdeyta balleugua granda partida fos, sa en arreyre, en las mans de diuers homes per la concession de nostre senhor le Roy d'Anglaterra et de Franssa, duc de Guiayna, et de aucuns sos precessors; tota laquau auantdeyta balleugua, per aucuns ministres reyaus, boluntariament fos estada empachada et estremada aus auantdeytz senhors majer, juratz et communia de ladeyta ciptat de Bordeu, e l'auantdeyt nostre senhor lo Rey et duc aguos dat et autreyat au noble home, mossen Thomas de Bradeston, cauoir, au terme

(1) Voyez cet acte aux nos XXIV et CXII, II.
(2) Voyez, pour la banlieue de Bordeaux, les nos VI, VII, LIV, v, et CXIII.

N° CXXII. 28 Février 1354/5.

de sa bita, la prebostat d'Entre-dos-Mars; loquau nostre senhor lo Rey e duc tenguos a ssa man lo jorn que feyt ladeyta donacion la balleugua d'Antre-dos-Mars, si cum fo deit; laquau donacion l'aguos feit per los agradables seruicis que lodeit mossen Thomas de Bradeston l'aue ffeit; e apres, los auantdeitz senhors majer, juratz et communia de ladeyta ciptat de Bordeu aguossan preguat, suppliquat et requerunt a l'auantdeyt nostre senhor lo Rey et duc que, cum ladeyta balleuga, ab la justicia hauta et bassa, tant per mar quant per terra, fos de las appartenanssas de ladeyta ciptat de Bordeu, et a lor et a lur successors apertenguossan per dreyt heretatge, que a lui plaguos ladeyta balleugua, ab la justicia hauta et bassa, et ab totz los dreitz et deuers ad aquera apartenentz, a lor et a lurs successors entegramentz rendre et far tener, ayssi cum antiquamentz auen acostumat; loquau auantdeyt nostre senhor lo Rey et duc, feyta fa premyramentz per son senescaud de Guascunha et per son conestable de Bordeu, qui a ladonc eran, diligent enformacion, per laquau aguossan trobat que ladeyta balleuga, ab la justicia hauta et bassa, ab totz los dreytz et deuers ad aquera appertenentz, era et estar deue deus auantdeitz senhors majer, juratz et communia de Bordeu, et de lurs successors, et que los medis senhors majer, juratz et communia ladeyta balleuga, ab la justicia hauta et bassa, auen tengut et possedit tant entro que per losdeitz ministris reyaus boluntariementz eran estatz empachatz : attendut que ladeyta balleugua era et estar deue et apertene ausdeitz senhors majer, juratz et communia de Bordeu, et attendut los agreables seruicis que losdeitz senhors majer, juratz et comunia de Bordeu l'auen feyt sa en arreyre, et de jour en jour faden, lo medis nostre senhor lo Rey et duc, per sin et per totz sos hers et successors, ladeyta balleugua, ab justizia hauta et bassa, meri et emperi, ab totz los dreitz et deuers a ladeyta balleugua apertenentz, aus auantdeytz senhors majer, juratz e communia de Bordeu, et a lurs successors, aguos restituit et autreyat; e aguos bougut e autreyat l'auantdeit nostre senhor lo Rey e duc que losdeitz senhors majer, juratz et communia de Bordeu a lurs successors ladeyta balleugua d'Entre-dos-Mars tenguossan e possedissan, en la forma dessusdeyta, paguat et satisfeyt primeyramentz a l'auandeyt mossen Thomas de Bradeston, o a son atornat, lo preys balent ladeyta balleugua d'Entre-dos-Mars, estimador per l'auantdeit son senescaud de Guascunha, qui al auant era o per temps sere, o ffeit comparacion am lodeit mossen Thomas, o ab son atornat, en la melhor forma que poyren; e plus aguos bougut e autreyat l'auandeit nostre senhor lo Rey e duc que,

empres la mort de l'auandeit mossen Thomas de Bradeston, o ffeyt composicion ab lui et ab son atornat, que la possecion de ladeyta balleugua d'Entre-dos-Mars que lodeyt mossen Thomas tene, ensemps ab lo demorant de ladeyta balleugua et justicia, fos liurada ausdeitz senhors majer, juratz et communia de Bordeu sanz contradiccion, per ayssi cum aquestas causas, ensemps ab plusors autras, io notari dejus nompnat bi et legi estre pleneyrament contengudas en unas letras patentas, sageradas en pendent ab sera berda deu propri saget de l'auantdeyt nostre senhor lo Rey et duc, de lasquaus la tenor es ataus :

N° CXXII.
28 Février 1354.5.

« Edwardus, Dei gratia, rex Anglie et Francie et dominus Hibernie, omnibus ad quos presentes littere pervenerint salutem.

« Sciatis quod, cum nuper, ad prosecutionem dilectorum et fidelium nostrorum majoris, juratorum, communitatis civitatis nostre Burdegale, nobis suggerentium balleucam civitatis predicte, cum alto et basso justitiatu, tam per terram quam per mare, antecessorum ipsorum majoris, juratorum et communitatis, ut de pertinentiis civitatis predicte, antiquitus fuisse, et ad eosdem nunc majorem, juratos et communitatem jure hereditario pertinere debere; ac magnam partem balleuce predicte in manibus diversorum hominum, ex concessione quorumdam progenitorum nostrorum et nostra, extitisse, et eisdem majori, juratis et communitati detentam minus juste; et nobis supplicantium ut eis balleucam predictam, cum dicto justitiatu et aliis juribus et deveriis et pertinentiis suis, integre restitui faceremus, tenendum per ipsos majorem, juratos et communitatem, heredes et successores suos, sicut eam antiquitus tenere consueverunt : mandaverimus senescallo nostro Vasconie et constabulario nostro Burdegale, qui tunc fuerunt vel qui pro tempore forent, quod se super vero valore balleuce predicte, et, tam de jure quod predicti major et jurati in balleuca predicta vel ad eamdem vendicabant se habere, quam de jure nostro in hac parte, necnon quantum de eadem balleuca in manibus nostris tunc extitit, ac metis et bundis ejusdem balleuce, et aliis circunstantiis premissa tangentibus, se informarent, et, de eo quod per informationem hujusmodi invenirent, nos sub sigillo nostro, quo utimur in ducatu nostro, redderent distincte et aperte certiores;

« Ac, per informationem hujusmodi factam et nobis, in cancellaria nostra, de mandato nostro sic missam, compertum sit quod balleuca predicta pertinuit ab antiquo et adhuc pertinere debet ad dictam civitatem, et quod se extendit per limites, metas et bundas subscriptas, videlicet : ab ipsa civitate



N° CXXII.
28 Février 1354/5.

usque in hoc, civitate et suburbiis Burdegale computatis, usque ad bocam Jale, ubi Jala cadit in mare vocatum Geronda, prout dicta aqua de Jala protenditur in ascendendo directe usque ad Jalam veterem; et de Jala veteri usque ad molendinum de La Begueyressa; et de ipso molendino usque a Jalapont; et de ipso loco de Jalapont usque ad locum dictum de Magudans, ita quod dictus locus de Magudans, a Jala citra versus Burdegalam, remanet et remanere debet infra balleucam et de jurisdictione et districtu communie Burdegale; et de ipso loco de Magudans usque ad locum dictum Lo Pas de las Baquas; et de ipso loco dicto Lo Pas de las Baquas usque ad crucem de Beutras; et de Beutras usque ad justitiatum de Botgio, prout de justitiatu de Botgio protenduntur termini, usque ad justitiatum de Belino, scilicet : usque ad locum vocatum Laguabat; et de justitiatu de Belino versus fines seu terminos parrochie de Lunhano, remanente tota dicta parrochia infra balleucam Burdegale; et prout de ipsa parrochia de Lunhano aqua appellata La Blanqua descendit usque ad bocam esterii de Correyano, ubi dictum esterium cadit in mari vocato Geronda; et de ipso esterio de Correiano usque ad Burdegalam; et de Burdegala usque ad esterium de Laureomonte; et de dicto esterio de Laureomonte, prout vadit et extendit de [se] balleugua jacet [intra] podium parvum, quod est prope ecclesiam de Laureomonte, ex una parte, et magnum podium quod est versus domus Galhardi de Laureomonte, ex altera, prout caminus vadit directe et extenditur usque ad crucem salvitatis de Laureomonte, retro domos; et de illa cruce versus boscum appellatum La Ramada, ipso bosco infra balleucam Burdegale remanente; et sicut de bosco hujusmodi caminus sive via vadit versus Artiguas, ad pererium qui est in extremitate ejusdem camini sive vie, in loco vocato a La Loubeyra; et de dicto pererio versus fontem de Montz; et de ipso fonte usque ad ulmos de Santa-Gema; et deinde usque ad pererios de La Palha de Podio, quod est supra Artiguas; et deinde usque ad fontem de Marguarida; et deinde usque ad pontem deu Cayron; et deinde usque ad podium deus Merles; et de ipso podio deus Merles usque ad Audiard torta; et de Audiard torta usque a La Forcada de Gimihan; et deinde usque a La Forcada de Vilhalongua, prout via extenditur usque ad magnam viam que est inter paludem et costam; et prout magna via et palus durant usque ad esterium de Trena; et de dicto esterio usque ad dictum esterium de Correyano; et prout totum mare dictum Geronda est infra dictos terminos seu metas; et quod predicti major, jurati et communitas altum et bassum justitiatum, infra limites et bundas predictas,

habuerunt et exercuerunt quousque, per ministros regios, inde voluntarie impediti fuerunt. **Nº CXXII.** 28 Février 1354/5.

« Per quod prefati major, et jurati, et communitas nobis iterato supplicarunt ut eis balleucam predictam, cum alto et basso justitiatu, ac mero et mixto imperio, infra terminos justitiatus ejusdem civitatis predictos, integre restituere faciamus eisdem majori, juratis et communitati, heredibus et successoribus suis, imperpetuum possidenda :

« Nos, advertentes grata servitia que predicti major, jurati et communitas progenitoribus et predecessoribus nostris impenderunt, et nobis in dies impendere non desistunt, et volentes proinde votis eorum condescendere in hac parte, et etiam quod justum est fieri, ut tenemur, balleucam et altam et bassam justitiam, ac merum et mixtum imperium, infra terminos dicte balleuce predictos, cum pertinentiis universis, pro nobis, heredibus et successoribus nostris, eisdem majori, juratis et communitati, heredibus et successoribus suis, restituimus et tenore presentium concedimus; excepto hoc quod heredes quondam nobilis Alicie de Blavia, domine de Ornonn, infra balleucam predictam seu terminos ejus tenent et possident. Super quo, dictis heredibus vel prefatis majori, juratis et communitati prejudicare non intendimus, sed jus quod habere debent dicti major, jurati et communitas in hac parte illesum volumus remanere, et volumus quod super hoc fiat partibus, per senescallum nostrum Vasconie, qui nunc est vel qui pro tempore erit, vel ejus locumtenentem, plenum et festinum justitie complementum.

« Et, cum dilectus et fidelis noster Thomas de Bradeston aliquam partem balleuce seu justitiatus predictorum Inter-duo-Maria teneat, ad terminum vite sue, ex concessione nostra, volumus et concedimus prefatis majori, juratis et communitati, heredibus et successoribus suis, quod ipsi partem illam habeant et possideant in forma, cum tamen prius prefato Thome, de pretio seu valore illius quod ad ipsum pertinet in hac parte, per legitimam estimationem, per senescallum nostrum Vasconie, qui nunc est vel qui pro tempore erit, in presentia ipsius Thome, vel ejus atornati, in hac parte faciendam satisfaciant competenter; vel cum eodem Thoma, vel ejus atornato predicto, super hoc componant melius quo poterunt et concordent; ita videlicet quod, post mortem ipsius Thome vel factam satisfactionem seu concordiam supradictam, dicta pars, quam jam sic possidet dictus Thomas, eisdem majori, juratis et communitati, heredibus et successoribus suis, pleno jure imperpetuum remaneat, ut est dictum.

N° CXXII.
28 Février 1354/5.

« Volumus etiam et concedimus, pro nobis et heredibus nostris, quod possessio ejusdem partis, una cum residuo balleuce sive justitiatus predictorum, excepto hoc quod tenent dicti heredes predicte domine de Ornonn, eisdem majori, juratis et communitati, ut predicitur, liberetur, jure cujuslibet in omnibus semper salvo; et quod super hoc quod tenent dicti heredes eisdem majori, juratis et communitati celere fiat justitie complementum, secundum foros et consuetudines partium predictarum, sicut predictum est. Damus autem omnibus, tam nobilibus quam ignobilibus, infra dictam balleucam seu terminos justitiatus predictos constitutis, in mandatis ut exinde eisdem majori, juratis et communitati, vel deputandis ab eisdem, pareant et intendant cum effectu, salvo tamen jure alieno et etiam nobis superioritatis ressorto; nichilominus mandantes senescallis nostris Vasconie, qui nunc sunt vel qui pro tempore erunt, seu eorum locatenentibus, ut eosdem majorem, juratos et communitatem, ac deputandos ab eisdem, in possessione dicte balleuce seu justitiatus terminorum predictorum manuteneant et deffendant.

« In cujus rei testimonium has litteras nostras fieri fecimus patentes.

« Teste me ipso, apud Westmonasterium, primo die julii, anno regni nostri Anglie sexto decimo, regni vero nostri Francie tertio.

« Per litteras de privato sigillo et petitionem de Consilio.—Whichester.»

Et apres, l'auantdeyt mossen Thomas de Bradeston, de sson bon grat, ladeyta part de ladeyta balleugua, e tot dreyt et arradon, et tot titre que ed y aguos, ni auer y poguos, aguos arrendut a l'auantdeyt nostre senhor lo Rey e duc; loquau auantdeyt nostre senhor lo Rey e duc, considerant et attendent los agreables seruicis que lo noble home mossenh Bertran, senher de Monsferan, l'aue feyt, aguos dat au medis mossen Bertran de Monsferan, au terme de ssa bita, l'auantdeyta balleugua de la prebostat d'Entre-dos-Mars, ab tos los dreit et deuers a ladeyta balleugua appartenentz, ayssi et en la forma cum l'auandeit mossenh Thomas de Bradeston la tene, per ayssi cum aquestas causas son plus pleneyramentz contengudas en unas letras patentas, sageradas en pendent deu saget de l'auantdeyt nostre senhor lo Rey e duc, de lasquaus la tenor es ataus :

« Edwardus, Dei gratia, rex Anglie et Francie et dominus Hibernie, ad quos presentes littere pervenerint salutem.

« Sciatis quod, cum nuper concessimus dilecto et fideli nostro Thome de Bradeston, ballivam prepositure de Inter-duo-Maria in ducatu nostro Acquitanie, hujusdem ad totam vitam suam, percipiendo in dicta balliva

quinquaginta libras per annum, et postmodum, volentes eidem Thome gratiam in hac parte facere ampliorem, concessimus ei ballivam predictam, cum omnibus ad ballivam illam pertinentibus, ad totam vitam ejusdem Thome, absque aliquo nobis seu heredibus nostris inde reddendo, prout in litteris nostris patentibus inde confectis plenius continetur; ac jam prefatus Thomas ballivam predictam sponte reddiderit in manus nostras, et cum jure et titulo sibi in balliva predicta competentibus renuntiaverit :

« Nos, considerantes bonum et fidelem gestum dilecti et fidelis nostri Bertrandi, domini de Montefferandi, erga nos, ac magnum locum quem nobis in ducatu predicto hactenus tenuit, volentesque, proinde et pro bono, gratuito servitio quod idem Bertrandus nobis impendit et impendet in futurum, ipsum respicere gratiose, concessimus, pro nobis et heredibus nostris, quantum in nobis est, eidem Bertrando ballivam prepositure predicte hujusdem, ad totam vitam ejusdem Bertrandi, cum omnibus ad eamdem ballivam seu prepposituram predictam pertinentibus, absque aliquo nobis seu heredibus nostris inde reddendo, eodem modo quo predictus Thomas ballivam predictam tenuit ex ultima concessione nostra predicta, volentes quod idem Bertrandus ballivam predictam, quotiens circa custodiam ejusdem ballive personaliter intendere non valeant, per sufficientem deputatum suum regere possit, prout sibi melius videbitur expedire, et quod domini et habitatores ejusdem prepositure prefato Bertrando, et dicto suo deputato, in omnibus que ad custodiam dicte prepositure pertinerent, absque eo quod idem Bertrandus, vel dictus suus deputatus, litteras aliquas senescalli nostri Vasconie aut constabularii Burdegale prefatis dominis et habitatoribus dicte prepositure, vel eorum alicui, inde ostendere teneantur, pareant, obediant et intendant.

« In cujus rei testimonium has litteras nostras fieri fecimus patentes.

« Datum apud Westmonasterium, XIII° die maii, anno regni nostri Anglie XXVIII°, regni vero nostri Francie XV°. »

Es accaber que l'auantdeit senhor mossen Bertran, senher de Monsferan, per sa bona boluntat, per sin, e per tos sos hers, et per tot son ordenh, a bendut, liurat, quitat, gurpit et desemparat, per aras et per totz temps, au noble et poderos senhor mossen Thomas de Roos, cauoir, majer, lo jorn que cesta present carta fo feyta, de ladeyta bila de Bordeu, et aus auantdeitz senhors juratz et communia de ladeyta bila de Bordeu, recebent per edz et per totz lors successors : majer, juratz et communia de Bordeu, l'auantdeyta donacion a lui feyta per auantdeyt nostre senhor lo Rey et duc, de

ladeyta balleuga d'Entre-dos-Mars; e plus a us bendut et quitat, per medissa manyera que dessus, tot dreit, tota arradon, accion et demanda reau, personau, mixta, ciuil, util, directa et autra, et tenor, possecion et sadina, quauque sia o estre pusqua, que ed aguos o aueir poguos o deguos, en et sobre ladeyta balleuga, ni en sos appertenamentz, per arradon de ladeyta donacion, ni en aucuna autra maneyra; e ac a tot mes et transfus et trasportat, de ssa persona en las personas deusdeitz senhors majer, juratz et communia de Bordeu, et de lurs successors, e us y a ffeyt et establitz berays et sertans senhors, possessors, propetaris, cum en la sua propria causa; e us en a ffeyt et autreiat donacion, cession et quittanssa deu tot, sens nulh retenament que ed no sia feyt ne ffey en aucuna maneyra, en tot ni en partida.

E aquesta benda et quitanssa l'auandeyt senhor de Monsferan a us feyt et autreiat per tres centz et cinquanta escutz d'aour, de bon aur et de bon pes, de cunh belh de Ffranssa; que disso et recognoguo lodeit senhor de Monsferran que usdeitz senhors majer, juratz et communia de Bordeu l'en auen dat et paguat ben et integramentz, en bons deners comptatz, suant l'autrey d'aquesta carta, et s'en tenguo per ben paguat, per contentz et per abondos de tot; e'n renunciet a la excepcion de no comptatz et de no paguatz auer, et de no agutz et de no recebutz losdeitz tres centz cinquanta escutz d'aur deudeyt cunh belh de Ffranssa, et de baudia, et de menor pretz, et d'engan.

De tot loquau auantdeyt dreyt, arradon, accion et demanda que lodeit senhor de Monsferran aguos en ladeyta balleuga d'Entre-dos-Mars, lo medis senhor de Monsferran, per sin, et per totz sos hers, et per tot son ordenh, reconoguo que aue mes et pausat losdeitz senhors majer, juratz et communia de Bordeu, et lurs successors, en bona, berdeya, pasibla et corporau tenor, possecion et sadina, de palaura, de deit et de feyt, ab la tenor d'aquesta present carta. E los y deu et a promes far auer et tener bonamentz, et en patz, et sens tot contrast, et deliurar, deffendre et desembargar de tot pleit, de tot contrast et de tot embarguament o tarbament, qui per luy o per nome de luy, o per l'auantdeyt monssen Thomas de Bradeston, o per nome de lui, los y ffos feyt, mes o mogut en aucuna maneyra, en aucun temps. E los deu, et a conbent et promes portar bona et ferma garentia en totas cortz, et perdauant totz jutges de gleysa o de secgle, et per totz autres locs, per totz temps, de ssin, et de l'auantdeyt mossen Thomas de Bradeston, et de totas personas que per lor, o per nome

de lor, o de aucun de lor, arres los y demandessan en aucuna [maneyra?], en aucun temps. **N° CXXII.** 28 Février 1354/5.

E, cum en Bernart Dalhan, en Bernart Breuter et n'Aramon Dayressan fossan tengutz et obliguatz en sertanas causas per an, per arrason de ladeyta balleugua, audeit mossen Thomas de Bradeston, o a sson atornat, si cum fo deit, es assaber que l'auantdeyt senhor de Monsferon seu et a promes far estar quittis deudit mossen Thomas, et deudeit son atornat, losdeit en Bernart Dalhan, en Bernard Breuter et n'Aramon Dayressan, et totz autres qui, per arradon de ladeyta balleugua, lo ffosan en arres tengut ni obligat en aucuna maneyra, so es assaber : deu jorn que cum l'auantdeit nostre senhor lo Rey et duc det ladeyta balleugua audeit senhor de Monsferran en auant. E plus lodeyt senhor de Monsferan a mandat, e promes, et ffeyt combent express aus auantdeitz senhors majer, juratz et communia de Bordeu que ed aura, a ssos propris costz et despenxs, dintz I. an siguentz continuadementz empres la data d'aquesta carta, letra sagerada deu propre saget de l'auantdeit nostre senhor lo Rey et duc, cum ed quitera los auantdeitz senhors majer, juratz et comunia de Bordeu de tot deuer que id fossan tengut de ffar a l'auantdeyt mossen Thomas de Bradeston, ni a sos atornatz, per arradon de l'auautdeyta balleugua en aucuna maneyra. E, si ayssi l'auantdeyt senhor de Monsferran no ac tene et no ac complisse, cum dessus es deit, et per las causas dessusdeytas, o d'aucunas d'eras, losdeitz senhors majer, juratz e comunia de Bordeu, o lurs successors, ne faden costz o messions, o suffren ou receben aucuns detardis o dampnatges, lodeit senhor de Monsferran los ac seu et es tengut tot rendre, esmendar et paguar, a la somonssa et a la requesta deusdeitz senhors majer, juratz et communia de Bordeu, o de lurs successors, o deu portador d'aquesta present carta.

E tot so a mantdat et autreyat lodeit senhor de Monsferran, sotz obligacion de sin, et de totz sos bens, et causas moblas et no moblas, on que ssian, presentz e abeniduyras, per totz locs, e que n'a sotzmes sa persona et tot sos bens e causas a la juridiccion et a la destrenssa deu senescaud de Guascunha o de sson lieutenent, e especiaumentz de la guarda et exequtor deu saget deuquau hom usa en Bordales per nostre senhor lo rey d'Anglaterra, duc de Guyayna, o de sson loctenent, o de tot autre senhor o jutge de glisa o de secle per dauant cui complanta ne fos feyta, sens apeu d'autra cort; bolentz et autreyantz lodeit senhor de Monsferran que lodeit senescaud o sson loctenent, o ladeyta garda et exequtres, o ssos locstenent,

N° CXXII.
28 Février 1354/5.

o totz autres senhors o jutges de gleysa o de secgle, aissy que l'un no cessa per l'autre, lo costrenhan et pusquan costrenher, per presa et per arrestament de sa persona, et, no contrastant la presa ni l'arestament de sa persona, per presa et per arrestament de totz sos bens, et per bendicion et alienacion deus medis bens et causas, et per pausament de sirbens en sos ostaus, a portar ladeyta guarentia, et a tener et a complir totas las causas dessusdeytas, ayssi cum causas conogudas, jutgadas et fermadas, e enrolladas per dauant jutge; car lodeit senhor de Monsferran ac a tot affermat en la man de min notari dejus nompnat, clerc et jurat deudeyt saget, e io medis notari, recebuda ladeyta affermatura, en nome et en loc de ladeita garda et exequtres, lodeit senhor de Monsferran ey condempnat et condempni, present, bolent et consintent ladeyta condempnacion a luy estre feyta, a portar ladeyta guarentia, et a tener et complir totas las causas dessusdeytas, ayssi cum deyt es.

E en testimoni, et per major fermetat d'aquestas causas, beugo et autreyet lodeit senhor de Monsferran que lodeit saget sia mes e pausat pendent en questa present carta; e que, ab lo saget o sens lo saget, aquesta present carta, et tut luì cas et li artigle en ley contengut, ayen balor, fermetat et credenssa; et que n'a renunciat : a tot supliment de pretz; a tota resizion de contreit; aus dreitz et a las leys ajudantz aus decebutz outra la meytat deu dreturier pretz; a tot dreit escriut et no escriut; a accion en ffeit; a condicion sens causa; de oblacion de libeu; a copia d'aquesta present carta; a tota appellacion, adherenssa et sauuagarda en que ed fo, per sin o per autra; a tota excepcion de for et de cors; a tot for; a tota custuma; a tota franquessa; a tot dia de conselh e d'auoquat; a tota excepcion de una causa feyta et autra escriuta, e de una causa escriuta et autra feyta; a totas franquessas e libertatz de gentilessa et autra; a totas gracias; a totas ferias; a totas indicias quinquennaus; a totas franquessas e libertatz de bastidas noeras et antiquas, et de tot autres locs; et a la costuma de Bordales que bou que, quant aucun, a cui home o ffempna es tengut de portar guarentia, intra en pleit, e pert la causa sens apperar son guarantidor, que aquet qui deu portar ladeyta guarentia ne deu estre quitis (quar bouguo et autreyet lodeit senhor de Monsferran que ed, et sos hers, et sos bens et causas, sian tengutz et obliguatz de portar ladeyta guarentia ausdeitz senhor, majer e juratz e communia de Bordeu, et a lurs successors, artant ben e per medissa maneyra cum si losdeitz senhors majer, juratz et communia de Bordeu, o lurs successors, l'auen apperat et

sonat en la causa deu pleit, non cotrastant ladeyta costuma); e dd'aquera autra costuma de Bordales que no bou ni suffre que costz, messions, detordis ni dampnages, que sian feyt o suffert en fauta de guarentia portar, sian rendut, restituit ni esmendat; e ad aquera autra costuma de Bordales que no bou, ni souffre que persona sia presa ni arrestada, tant quant pusqua mostrar bens mobles et no mobles de que pusquan portar guarentia; et ad aquet dreyt et ad aquera ley que ditz que generaus renunciacions ne bau, saup tant quant es expressada; et a totas autras ajudas, arradons, deffencions et causas qui ajudar o baler lo poguossan o deguossan per benir encontra; e a tota autra causa per que encontra poguos benir; bolentz et autreyantz, lodeit senhor de Monsferran, que totz aquestz auantdeitz renunciamentz generaux, en cascun cas et artigle en questa carta contengut, sian artan de balor cum si eran o fossan renunciamentz especiaulx et expres.

E a mandat, promes et jurat l'auantdeit senhor de Monsferran, sobreus santz euangelis Deu, corporaumentz toquatz que, tot ayssi cum dessus es deit, ac tendra, guardera et complira, et que encontra las causas dessusdeytas, ny contra aucunas d'eras, per sin ni per autre, no bindra ni benir fara, ab ginh ni sens ginh, en cort secglar ni de gleysa, ni fors de cors, ni en aucun autre loc, en aucuna maneyra, en aucun temps.

Actum fuit ultima die februarii, anno Domini millesimo trecentesimo quinquagesimo quarto, regnante serenissimo principe domino Edwardo, Dei gratia, rege Anglie et Francie, duce Acquitanie; Amanevo, archiepiscopo Burdegale; domino Thomas d'Aroos, milite, majore.

Testes sunt : lo noble home mossen Guilhem de Montandre, cauoir; Arnaud de Miramond, Aspramon d'Espanha, Matheu de La Porta, donzetz; Pey deu Bristar, donzet; mestre Guilhem Guomaud, notari; Johan Langloys; mestre Bernart de La Garderada, Arnaud Dandreuxs, notaris; mossen Johan de Perulhar, prestre; e io Pey Caubar, cartolari de la bila de Bordeu, qui cesta carta enqueri et recebuy; laquau Montasin Gombaud, cartolari de ladeyta bila de Bordeu, per boluntat de min, escriuo, et son senhau acostumat y paupet [pauset?].



N° CXXIII.

4 Novembre 1275.

DÉCISIONS DE LUC DE TANY, SUR LES PLAINTES DES MAIRE ET JURATS DE BORDEAUX.

SOMMAIRE.

Le vicaire du doyen de Saint-André certifie que les maire et jurats de Bordeaux se sont plaints, en sa présence, à Luc de Tany (1), sénéchal de Gascogne, de certains actes du connétable de leur ville :

1° Cet officier avait exigé d'un bourgeois de Bordeaux que celui-ci payât des droits pour les vins provenant de son propre domaine, contrairement au privilége des Bordelais;

2° Les droits sur les vins avaient été élevés au-dessus du vingtième de la valeur de cette denrée;

3° Des droits avaient été exigés pour des vins embarqués dans le port de Lormont, bien que ce port appartînt à l'archevêque de Bordeaux;

4° La coutume de Royan était perçue deux fois, à Royan et à Bordeaux;

5° Le connétable avait retenu les meubles d'un Irlandais, meurtrier d'un autre Irlandais, bien que ces meubles dussent revenir aux maire et jurats, en leur qualité de juges criminels de la ville.

Les maire et jurats avaient aussi rappelé au sénéchal que du temps où Pierre Gondomer était maire de Bordeaux, il avait lui-même fait arrêter et emprisonner les changeurs de la ville, et les avait mis à rançon, après les avoir tellement maltraités que l'un deux en était mort.

En réponse à ces plaintes, le sénéchal, statuant article par article, a rendu les décisions suivantes :

1° On restituera aux bourgeois de Bordeaux les droits exigés d'eux contrairement à leurs priviléges;

2° Il sera sursis à l'examen de la question de savoir jusqu'à quel point les droits sur les vins peuvent être élevés;

3° On restituera les droits exigés indûment pour des vins embarqués dans le port de Lormont;

4° Le roi d'Angleterre sera prié de pourvoir à ce que la coutume de Royan ne soit perçue désormais qu'en un seul lieu;

5° Les maire et jurats, juges criminels dans la ville, ont le droit de garder les biens des Bordelais exécutés par ordre de justice ou décédés sans héritiers. Mais, comme ce droit leur est contesté par le connétable, à l'égard des étrangers morts dans les mêmes conditions, on remettra provisoirement au prieur des frères prêcheurs de Bordeaux les biens des deux Irlandais, au sujet desquels un litige s'est élevé. Le roi d'Angleterre sera prié de rendre une décision à cet égard; et, s'il ne la rend pas jusqu'à la fête de saint Jean-Baptiste, le sénéchal le fera lui-même.

Luc de Tany déclare, en outre, que c'est sur un ordre exprès du Roi que les changeurs

(1) Luc de Tany avait été nommé sénéchal de Gascogne le 5 juin 1272. (Rymer..., t. I, p. 104.)

de Bordeaux ont été arrêtés par lui. Mais comme il croit que ces changeurs ont été victimes d'une injustice, il priera le Roi de la réparer. S'il n'en est rien fait jusqu'à la fête de saint Jean-Baptiste, le sénéchal leur rendra justice lui-même.

N° CXXIII.
4 Novembre 1275.

Querele facte per modum articulorum de constabulario Burdegale, qui pluria gravamina inferebat, quibus sigillatim est responssum, et aliquibus provisum (1).

UNIVERSIS presentes litteras inspecturis, vicarius venerabilis decani Burdegale salutem in Domino.

Noverint universi quod, in presentia nostra, major et jurati communie Burdegale nobili viro domino Luce de Tanay, senescallo Vasconie, de Johanne de La Vera, constabulario pro ipso senescallo in castro Burdegale, conquesti fuerint, quod, cum homines Burdegale et burgenses commorantes liberi sint et fuerint ab antiquo a costuma vinorum vinearum suarum, undecumque vina adducantur, vester dictus constabularius recepit indebite costumam a Guillelmo Arnaldi de Conquas, de vinis vinearum suarum que sunt apud Reulam (2); quam costumam sive gatgia, per ipsa recepta, dictis civibus restitui petebant, cum hoc sit magnum prejudicium civitatis, vel super hoc petebant jus et justitiam fieri a senescallo predicto.

Item, conquesti fuerint eidem senescallo de predicto constabulario, scilicet quod, cum dominus Rex non consueverit recipere apud Burdegalam de vinis de quibus recipit custumam, nisi vicesimam partem extimationis recte et communis pretii vini, idem constabularius longe plus receperat et recipiebat, in maximum prejudicium civitatis et mercatorum et aliorum; quod plus sibi seu mercatoribus restitui petunt, cum valde interesset ipsorum et totius communie Burdegale.

Item, conquesti fuerunt eidem senescallo de eodem quod, cum vina que honerantur apud Laureummontem, ab esterio inferius, qui portus est domini archiepiscopi, libera sint et fuerint ab antiquo a costuma Regis,

(1) Voyez les nos XXXVII, LIII et CXVI.

(2) La décision du sénéchal sur cette première plainte (p. 419) semble indiquer qu'il y a ici une lacune dans le texte : le sénéchal ordonne, en effet, au connétable de restituer les droits exigés indûment de Guillaume Arnaud, pour ses vins de *Bazas*, et de Guillaume de Forges, pour ses vins de *La Réole*, tandis que, dans la plainte, il n'est question ni de vins de Bazas, ni de Guillaume de Forges.

N° CXXIII.
4 Novembre 1275.

idem constabularius recepit costumam de pluribus vinis honeratis ibidem per cives Burdegale, in maximum prejudicium civitatis et civium predictorum; que sibi et dictis civibus restitui petebant.

Item, conquesti fuerunt iidem de eodem de costumano de Royano, quam recepit Burdegale indebite et injuste, videlicet : duos denarios et obolum de tonello, cum dominus de Royano nichilominus eandem recipiat in castro suo et ratione castri sui; de qua petebant quod amplius cessaret, et quod et inde habita restituerentur eisdem.

Item, conquesti fuerunt quod, cum ipsi sint et fuerint, a temporibus a quibus non extat memoria, in possessione vel quasi quod, si aliquis crimen aliquod vel flagitium committat infra balleucam vel districtum ville, et propter quod debeat, juxta consuetudinem ville, membra mutilari, pilorio poni, villam currere nudus, vel aliter, major et jurati faciunt et executioni demandant omnes justitias hujusmodi, et, si forte mori debeat, et ipsi criminosum judicatum tradunt preposito domini Regis, qui, una cum eis, justitiam per eos judicatam excequitur; necnon sunt in possessione vel quasi custodiendi bona dampnatorum, et etiam aliarum personarum descedentium sine testamento, vel sine successore legitimo presente, ut, per manum ipsorum majoris et juratorum, de predictis bonis per eos fideliter custoditis, fiat quod fieri debet : dictusque constabularius cepit unum lectum et unam huchiam unius hominis de Hybernia, qui dicebatur quemdam hominem de Ybernia interfecisse; que sibi restitui petebant, quia multum interest civitatis, ut, scilicet, fiat solutio illis quibus fieri debent, et quod bona restituantur illis quibus restitui debent, ne propter hoc cives alibi pignorentur vel vexentur.

Item, conquesti fuerint de eodem senescallo, qui olim errarat tempore quo Petrus Gondomierii erat major Burdegale, quod idem senescallus mandavit eidem quod faceret venire cepe in castro regio illos campsores civitatis; qui, cum venissent, ipsos capi fecit, et captos vilissime duci de nocte, et partem ipsorum in fundo turris Reule poni fecit, quos malis pressionibus ista affici fecit, quod, propter hoc, Helyas de Combis decessit ibidem; et eos non confessos in aliquo nec convictos, licet quod ante obtulissent se paratos stare juri et dare ydoneos fidejussores, et etiam major se obtulisset pro eis sepius, compulit eos ad redemptionem duarum milium marcharum, in maximam contumeliam et dampnum civitatis et predictorum campsorum, civium Burdegale; quam redemptionem restitui petunt et injuriam emendari omnibus et singulis antedictis, et petierunt

major et jurati predicti sibi fieri jus curie judicium a predicto senescallo. **N° CXXIII.** 4 Novembre 1275.

Et est sciendum quod predictus senescallus, in presentia : reverendi patris A., episcopi Agenensis, et venerabilis abbatis Velle, et fratris Guillelmi de Conenx, prioris fratrum predicatorum Burdegale, et nobilis viri Stephani Ferrelli, domini de Conenx, Gailhardi de Solerio, Petri Gondaumerii, Rostanhdi de Solerio, Petri Colombi, Arnaldi-Guillelmi Aimerici, Petri Vigerii de Rocella, Petri-Stephani Ramundi, Helye, filii Arnaldi Helie, Helie Carpentarii, Arnaldi Compte, domini decani Sancti-Andree, magistri Ramundi de Casalet, Guillelmi de Cantalop, cartularii Burdegale, Ramondi de Mirallo, burgensis de Reula, et multorum aliorum virorum proborum, tam clericorum quam laycorum, respondit :

Ad primum articulum, qui est de costuma non recipienda ab hominibus de Burdegala, asserendo quod dicti homines de Burdegala erant et fuerunt liberi ab antiquo a costuma vinorum vinearum suarum, quas habent in possessione et districtu domini regis Anglie : precepit incontinenti predicto constabulario suo quod ipse redderet incontinenti Guillelmo Arnaldi de Conquas illud quod ipse receperat ab eo, ratione costume vinorum vinearum quas idem Guillelmus Arnaldi de Conquas [habebat?] apud Bassatum, sive essent communia sive pignus; et idem precepit eidem de Willelmo de Forgis, cive Burdegale, de vineis quas idem Willelmus habebat apud Reulam; et mandavit eidem constabulario quod, si aliqua pignora vel pecunias recepisset, occasione costume, ab aliquo cive Burdegale de vineis vinearum hujusmodi, scilicet : quo sint vel essent in aliqua parte posset [possessionis?] vel districtu predicti domini Regis, quod omnia incontinenti redderet, et quod nihil deinceps de hujusmodi exigeret. Qui constabularius promisit quod ita faceret, ut ipse sibi mandabat.

Item, ad secundum articulum, qui est de costuma recepta in majori quantitate et in majori examinatione [existimatione?] quam fieri debeat : respondit quod, cum illo articulo non tangeret solummodo cives Burdegale, ymo multos alios, rogabat illos quod illi articulo ad presens supercederent; credebat enim firmissime quod ille articulus, infra paucos dies, ita ordinaretur, quod ipsi pro bene pactatis se habere deberent.

Item, ad tertium articulum, qui est de costuma non recipienda apud Laureummontem : dixit et respondit quod ipse volebat quod, de vinis honeratis ab esterio Laureimontis inferius, costuma non receperetur vel exigeretur, et precepit castellano quod incontinenti restitueret pecuniam

N° CXXIII. 4 Novembre 1275.

vel pignora, si aliqua reciperat occasione hujusmodi; invenerat enim per bonas personas quod dictus Rex costumam non habebat ibidem, nec habere consueverat. Qui constabularius promisit eidem quod sibi plene super hiis obediret, et quod nichil amodo de hiis exigeret.

Item, ad quartum, qui est de coustuma de Royano : dixit et respondit quod ipse illum articulum non poterat expedire per se, sine Regem; sed forent [scirent?] ipsi quod ipse fideliter procuraret cum domino Rege quod dicta costuma ex nunc non exhigeretur, nisi in uno loco et semel.

Item, ad quintum articulum : respondit quod ipse invenerat, per bonas personas et in veritate, quod major et jurati Burdegale usi fuerant et utebantur, et erant in possessione vel quasi judicandi, coram se et in curia sua, de burgense vel non burgense accusato vel denunciato, coram eis, de aliquo crimine, seu occasione illius criminis, quod debet admittere aurem, levari in pillorio, vel membro aliquo mutilari, vel etiam quo qui [debet?] vel signari, vel currere villam, vel quoquomodo puniri, sive in gatgio, sive in alio; omnes iste seu hujusmodi sententie per eos poterant et debebant executioni mandari; et sic observatum fuerat ab antiquo. Si autem accusatus condempnandus esset ad mortem, per eos ad mortem condempnabatur, et corpus condempnati [tradebatur?] preposito Regis, que justitia et judicata per ipsos incontinenti facienda per eundem prepositum fiebant una cum ipsis. Quare dixit idem dominus senescallus quod ipse volebat quod ita amodo conservaretur. Necnon etiam dixit se invenisse, ut dictum est, quod dicti major et jurati erant in possessione vel quasi, et fuerant ab antiquo, custodiendi bona civium Burdegale dampnatorum ad mortem, vel etiam aliorum intestatorum, sine testamento seu legitimo successore presenti decedentium, quousque per eosdem majorem et juratos inventum fuisset cujus esse deberent. Quare volebat quod sic perpetuo servaretur. De bonis vero extraneorum predicto modo decedentium, scilicet : aut per justitiam, aut sine testamento et sine successore legitime presente, respondit et dixit quod, licet major et jurati dicerent se esse in possessione vel quasi custodiendi bona predicta, modo predicto, quia tamen constabularius suus predictus dicebat quod ipse erat in possessione percipiendi et custodiendi bona extraneorum predicto modo decendentium, ipse extraneus [senescallus?] voluit et ordinavit quod bona cujusdam hominis de Ybernia, qui interfecerat quemdam hominem de Ybernia apud Burdegalam, scilicet : apud Tropeytam, que dictus constabularius habebat, et bona interfecti, que dictus major et jurati habebant, essent in manu prioris fratrum predi-

catorum Burdegale, usque ad proximum festum beati Johannis-Baptiste; ita quod, si usque tunc major et jurati possent habuisse declarationem a domino Rege, quod, super hoc, declaratio servaretur; alioquin per eundem senescallum super hoc judicium fieret eisdem. Et, si aliquid fieret interim, eodem modo fieret de illo.

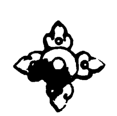
N° CXXIII.
4 Novembre 1275.

Super facto secundo campsorum, respondit quod ipse, speciali mandato domini regis Anglie, ceperat eos; et credebat firmissime quod male et indebite fuisset actum; et mandavit et promisit quod ipse procuraret eis cum domino Rege fideliter et legitime, pro posse suo, quod ipse emendaret eis, quia firmissime credebat quod injure fecisset eisdem; si autem infra festum predictum beati Johannis-Baptiste, predictus dominus Rex non emendasset eisdem, ipse assignabat eisdem diem ad crastinum festi predicti, in quo sibi faceret judicium de predictis. Et, hoc dicto, major et jurati, et campsores predicti ad ejus instantiam diem attemptarunt predictum.

In testimonium premissorum, nos predictus vicarius, ad instantiam et requisitionem predictorum majoris et juratorum, sigillum curie predicti domini decani duximus apponendum.

Datum et actum die jovis post festum Omnium-Sanctorum, anno Domini millesimo ccc^{mo} septuagesimo quinto (1).

(1) C'est par erreur que cet acte est daté, dans le *Livre des Bouillons*, du 4 novembre 1375; il faut lire : 1275; car Luc de Tany fut sénéchal de Gascogne au XIIIe, et non au XIVe siècle.



N° CXXIV.

7 Juillet 1277.

TRANSACTION ENTRE LES MAIRE ET JURATS, L'ARCHEVÊQUE DE BORDEAUX ET LE CHAPITRE DE SAINT-SEURIN.

SOMMAIRE.

Simon, archevêque de Bordeaux, et le doyen du chapitre de Saint-Seurin avaient dénoncé au roi de France les excès qu'ils avaient subis de la part des maire et jurats de Bordeaux, du sénéchal de Gascogne, du roi d'Angleterre, etc. :

1° Le chapitre de Saint-Seurin ayant jugé deux criminels, en vertu du droit de haute et basse justice qui lui avait été concédé sur la sauveté de Saint-Seurin par les archevêques de Bordeaux, les maire et jurats de cette ville étaient venus tumultueusement lui en demander raison; puis, bien qu'ils eussent fait un accord provisoire avec le Chapitre, ils étaient revenus le lendemain piller, ravager, incendier les demeures du doyen, de certains chanoines et de divers habitants du bourg. Ces violences s'étaient commises avec l'assentiment, et même par les ordres du sénéchal.

2° Bien que l'archevêque de Bordeaux eût, depuis longtemps, le droit de juger les actions personnelles entre laïques, le sénéchal avait organisé une ligue, avec les nobles et les maires des communes, pour empêcher tout laïque, sous peine de 65 sous d'amende, d'en citer un autre devant un tribunal ecclésiastique, sauf dans des cas exceptionnels. Cette ligue interdisait de même, à toute personne, quelle qu'elle fût, de citer un laïque devant un tribunal ecclésiastique pour le jugement d'une action personnelle, et obligeait les avocats, qui voulaient être admis à exercer auprès d'un tribunal séculier, à jurer de ne pas faire porter les procès de ce tribunal devant un tribunal ecclésiastique.

3° Le sénéchal avait exigé le paiement d'un droit sur les vins embarqués au port de Lormont, bien que ce port appartînt à l'archevêque de Bordeaux.

4° Il s'était mis en possession de certaines paroisses appartenant à l'archevêque dans la terre de Loutrange.

5° Il avait contraint, par voie de saisie, Gaillard de Fargues, qui tenait en fief de l'archevêque les paroisses d'Arbanats et de Portets, à se soumettre à sa juridiction par rapport à ces paroisses.

6° Il avait empêché qu'on remît à l'archevêque les 100 livres que celui-ci recevait annuellement sur la coutume de Bordeaux, pour les pauvres.

7° Il contraignait les clercs bordelais à payer des droits sur les vins provenant de leurs domaines, contrairement à leurs priviléges comme bourgeois.

8° Le prévôt de Barsac avait fait arrêter et pendre un clerc.

9° Pendant une vacance du siége archiépiscopal de Bordeaux, le roi d'Angleterre avait indûment perçu les revenus de ce siége, et il devait encore les 700 marcs d'argent qu'il avait promis à l'avant-dernier archevêque, en réparation de cette violence.

10° Le sénéchal avait occupé et déplacé deux moulins situés à Coutures et appartenant à l'archevêque.

11° Il avait fait publier l'établissement d'une bastide dans la terre de Loutrange.

12° Il empêchait les navires de remonter jusqu'au port de Pierrefitte, dont les droits revenaient en partie à l'archevêque, et retenait ces navires à Libourne, où il avait établi un péage nouveau.

N° CXXIV.
7 Juillet 1277.

13° Le lieutenant du sénéchal en Bazadais avait envoyé au château de Coutures, qui appartenait à l'archevêque, des gens armés, et ceux-ci avaient enlevé des hommes, des bœufs et des effets, qu'ils refusaient de rendre, quelque réparation judiciaire qu'on pût leur offrir. De plus, le sénéchal faisait construire, sur le domaine de Coutures, une bastide dont les habitants défrichaient les bois de l'archevêque, qu'ils privaient ainsi d'une grande partie de ses revenus. Enfin, les baillis de cette bastide avaient saisi un fief que Bertrand de Caumont tenait de l'archevêque dans la terre de Loutrange.

14° Arnaud de Cabanac avait été arrêté et emprisonné sur l'ordre du sénéchal, par le prévôt de Barsac, bien qu'il eût pris la croix, parce qu'il déclarait tenir son fief de l'archevêque; le prévôt avait, en outre, occupé son domaine, et enlevé de l'église de Cabanac les objets qu'il y avait fait déposer.

Pour examiner ces griefs, dont les maire et jurats de Bordeaux et le sénéchal de Gascogne contestaient l'exactitude, le roi de France avait délégué deux commissaires, et c'est en leur présence qu'est intervenue la transaction suivante :

1° Le sénéchal, le maire et les jurats paieront, à l'archevêque de Bordeaux et au chapitre de Saint-Seurin, 6,000 livres bordelaises et 1,000 livres tournois, en réparation du dommage causé au Chapitre, non par eux-mêmes, mais par des particuliers restés inconnus. Sur ces sommes, l'archevêque recevra 1,000 livres bordelaises pour lui-même, et partagera les 5,000 autres entre les personnes qui ont été pillées ou incendiées, proportionnellement à leurs pertes. Quant aux 1,000 livres tournois, elles seront, ainsi qu'une autre somme de 70 livres réservée par le Chapitre, consacrées : à l'établissement d'une chapelle dans l'église Saint-Seurin; à la construction, dans la même église, d'un autel dédié à saint Paul; à l'entretien d'un certain nombre de cierges; et à l'achat, tant d'une châsse pour le corps de saint Amand, que de vases et de vêtements sacrés destinés à diverses églises. L'archevêque de Bordeaux et le chapitre de Saint-Seurin renoncent, sous ces conditions, à tous les droits qu'ils pourraient avoir à exercer contre le sénéchal de Gascogne, le maire, les jurats ou les habitants de Bordeaux. Les parties contractantes paieront 1,000 marcs d'argent, si elles ne tiennent pas leurs engagements; mais elles en reviendront à leur premier état, si le roi de France refuse d'approuver la présente transaction.

2° Le doyen, ou le prévôt de Saint-Seurin, exercera librement son droit de juridiction, jusqu'à ce qu'on décide s'il tient ce droit de l'archevêque ou des maire et jurats de Bordeaux [1].

3° Les clercs feront passer en franchise leurs vins, que ceux-ci proviennent de leurs bénéfices ou de leurs patrimoines.

4° Le sénéchal de Gascogne, le maire, les jurats et le syndic de Bordeaux jureront de s'abstenir de toute violence à l'égard de l'église et des ecclésiastiques de Saint-Seurin, et s'engageront à faire prêter le même serment par les maires et jurats futurs.

5° Les maire et jurats feront annuellement deux processions qui partiront de Saint-Éloi, et se rendront, l'une à Saint-Seurin, et l'autre à Saint-André.

6° Le sénéchal consent, en ce qui touche la juridiction ecclésiastique, à ce que l'ancien état de choses soit rétabli; en conséquence, on n'encourra plus les peines nouvellement édictées, pour n'avoir pas cité un laïque devant un tribunal séculier, et les avocats ne seront plus tenus à jurer qu'ils ne feront porter les procès devant les tribunaux ecclésiastiques que dans des cas exceptionnellement déterminés.

7° Le sénéchal n'exigera plus de droits pour les vins embarqués dans le port de Lormont.

8° L'archevêque exercera de nouveau la juridiction dans les paroisses de la terre de

[1] Tel est le sens qui nous semble ressortir du texte, très altéré en cet endroit.

N° CXXIV.
7 Juillet 1277.

Loutrange, ainsi qu'à Tersac et Marcères, sous réserve des droits que le roi d'Angleterre peut avoir dans ces lieux.

9° Le sénéchal restituera à Gaillard de Fargues les fiefs d'Arbanats et de Portets, avec tous les fruits qu'il y a recueillis; mais des arbitres désignés décideront si la haute juridiction de ces paroisses appartient au roi d'Angleterre ou à l'archevêque de Bordeaux, et Gaillard de Soler sera chargé provisoirement d'y rendre la justice.

10° Le sénéchal reconnaît qu'il doit payer annuellement à l'archevêque 100 livres sur la coutume de Bordeaux, et 40 livres sur les revenus de l'Entre-deux-Mers.

11° L'archevêque vérifiera si le prévôt de Barsac a réellement fait pendre un clerc, et si, par suite, il doit être puni.

12° Le roi d'Angleterre paiera 9,000 livres bordelaises à l'archevêque de Bordeaux en dédommagement de la perception qu'il a faite indûment des revenus du siége archiépiscopal pendant une vacance de ce siége.

13° Les moulins de Coutures seront rétablis à leur ancienne place.

14° Le sénéchal n'empêchera plus les navires de remonter jusqu'au port de Pierrefitte.

15° Les objets enlevés par le lieutenant du sénéchal aux habitants de Coutures leur seront rendus.

16° Le sénéchal lèvera la saisie du fief que Bertrand de Caumont tenait de l'archevêque dans la terre de Loutrange.

17° Il restituera à Arnaud de Cabanac sa terre, avec tous les biens qui ont pu lui être enlevés, sous réserve seulement de faire décider plus tard si la haute juridiction de ce domaine appartient au roi d'Angleterre ou à l'archevêque de Bordeaux.

18° Toutes les parties contractantes s'engagent, sous une peine de 1,000 marcs d'argent, à demander au roi de France, dans son plus prochain parlement, de vouloir bien approuver et sceller la présente transaction.

Concordia inter archiepiscopum et capitulum Sancti-Severini et majorem et juratos Burdegale super certis debatis (1).

TRANSCRIPTUM. — In nomine Domini, amen. — Anno ejusdem millesimo cc^mo^ LXXVII, indictione v^ta^, sede apostolica, ut dicitur, vacante, nonas julii.

Pateat universis per presens publicum instrumentum quod, cum disentionis et discordie materia orta esset inter : reverendum patrem dominum Symonem, Dei gratia, Burdegalensem archiepiscopum, et magistrum Johannem de Galhano, decanum ecclesie Sancti-Severini Burdegale, pro se et capitulo ecclesie Sancti-Severini predicte, ex parte una, et senescallum Vasconie, majorem, juratos et communiam civitatis Bur-

(1) Cet acte a été traduit et publié en partie par M. Rabanis dans le *Compte-rendu des travaux de la Commission des Documents et Monuments historiques.... du département de la Gironde,* 12e année, p. 24 (Paris, 1851). — Voyez aussi les nos CXII, IV, et CXV.

N° CXXIV.
7 Juillet 1277.

degale, ex altera, dictis quidem reverendo patre archiepiscopo et decano, pro se et capitulo ecclesie Sancti-Severini predicte, dicentibus et asserentibus, prout in denunciationem et articulos contra senescallum, majorem et juratos, necnon communiam civitatis Burdegale, illustri domino regi Francie tradita per reverendum patrem archiepiscopum et decanum, nomine quo supra, predictos, plenius continetur; quorum quidem articulorum et denuntiationis tenor talis etc.:

« Regie magestati denuntiant Symon, Dei gratia, Burdegalensis archiepiscopus, et magister Johannes de Galhano, decanus ecclesie Sancti-Severini Burdegale, pro se et capitulo ecclesie Sancti-Severini predicte, contra majorem et juratos et comuniam Burdegalensem, et senescallum Vasconie, que sequntur :

« Primo, quod die dominica ante festum conversionis sancti Pauli preteritum, Brunus de Saya, major, jurati et comunia Burdegale, consilio inito et concordato inter ipsos, venerunt, cum trumpis et bucinis, ad salvitatem sive burd. [burgum?] dicte ecclesie, causa nocendi eisdem decano et capitulo; asserentes quod idem decanus duorum fratrum, qui in scala positi dicebantur, injuste justitiam fieri fecerat. Et, eisdem majori et juratis, et eorum ibi existentibus, et ipsum decanum requiri facientibus quod emendaret quod fieri faciat de justitia supradicta, promisit in verbo sacerdotis, pro se et suo capitulo, preposito communie ville Burdegale et quibusdam aliis, loco et nomine majoris et juratorum communie Burdegale, quod ipse faceret et servaret super facto predicto quitquid magister ———, cantellanus castri Burdegale, et major predicti dicerent de jure ipsum decanum super hoc debere facere vel servare, rationibus utriusque predictis auditis. Quibus acceptatis, ——— idem major, nulliis dampnis tunc illatis eisdem decano et capitulo, rediens ad civitatem, propter eandem cum juratis et communia supradictis, denuntiavit senescallo Vasconie, qui, ipsa die, de civitate eamdem venit, premissa. Qui senescallus dixit dicto majori quod male fecerat acceptando eamdem, eo quia ultra non processerat et aliud non fecerat obviando. Et hec sunt manifesta.

« Item, quod idem decanus tunc avoabat et nunc avoat se tenere, a dicto archiepiscopo, altam et bassam justitiam burdeg. [burgi?] seu salvitatis predicte, et quod predecessores ipsius eam, a dicto archiepiscopo, tenuerunt ab antiquo, et ipse et alii fuerant et erant in possessione vel [quasi?] exercendi eamdem. Et hec sunt manifesta.

« Item, quod die lune sequenti, scilicet : in festo predicto, pulsata cam-

N° CXXIV.
7 Juillet 1277.

pana communi, per quam populus congregari consuevit, preconizationibus etiam factis per ipsam civitatem, cum trumpis et bucino, ex parte senescalli, majoris, juratorum et totius communie, presente quoque eodem senescallo in predicta civitate, sciente premissa, nec, volente aliquathenus, ignorante, et patiente, cum prohibere posset presentia, cum idem senescallus eundem majorem cujuscumque vult ponat et removeat, ad burgum seu salvitatem cum armis tumultum et impetum fecerunt et accesserunt. Et hec sunt manifesta.

« Item, quod, in dicto accessu et impetu, ipsis majore et juratis et comunia, ut dictum est, congregatis, presentibus, patientibus, consentientibus vel mandantibus, domus decanatus, que erant ejusdem ecclesie, in quibus morabatur decanus predictus, minus juste facte [fracte?] fuerunt; bladium et vinum que erant ibi in maximis quantitatibus, pecunia, libri, lecti, vestes, cera, carnes, arche et alia omnia bona et superlectilia, que erant in eisdem domibus, dirupta, effusa et asportata fuerunt; et postea, eedem domus nequiter combuste fuerunt, ac arbores fructifere et vinee earumdem domuum extirpate fuerunt. In quo facto dampnificati fuerunt, tam dictus decanus quam ecclesia in mille marchis argenti. Et hec sunt manifesta.

« Item, quod dictis majore, juratis et comunia presentibus, patientibus et consentientibus, ut proximo dictum est, domus alie ejusdem burgi qui erant ipsius ecclesie, scilicet : quedam cantoris Petri Reymonis, canonici, et quorumdam cappellanorum et hominum dicte ecclesie combuste fuerunt; alie vero in quibus morabantur magistri Marsirius de Insula et Arnaldus de Cassa, canonici dicte ecclesie, fracte fuerunt; et bladum, vinum et cetera bona, in eisdem domibus combustis et fractis contenta, rapta, effusa et asportata fuerunt. In quibus et ex quibus factis, tam ecclesia predicta quam canonici, cappellani, homines feodatarii dicte ecclesie dampnificati fuerunt ad valorem duorum milium marcharum argenti. Et hec sunt manifesta.

« Item, quod, dum premissa fierent, flagrante adhuc maleficio, senescallus predictus venit [et vidit?] predictos majorem, juratos et comuniam, ut proximo dictum est, committentes predicta; etiam et hec idem senescallus confessus est coram nobis; et passus est, nec fecit vel mandavit extingui ignem predictum, ymo aliquaque nondum combusta fuerunt, nec ea in aliquo emendavit, vel emendari fecit. Et hec sunt manifesta.

« Item, quod eadem die lune, idem senescallus, presentibus pluribus,

dixit quod, si dicti major, jurati et communia, igne non apposito, dictos domos totaliter destruxissent, ipsi factum predictum advoarent et avoare auderent, nec emendam aliquam facerent. Et hec sunt manifesta.

« Item, quod fama publica est in civitate predicta quod senescallus predictus mandavit fieri predicta; et quod dicti major, jurati et communia premissa non fecissent, nisi de ipsius senescalli mandato, conniventia vel consenssu. Et hec sunt manifesta.

« Ad premissa [et?] subsequentia omnia probanda se non astringunt, sed ad ea dumtaxat que sibi sufficiant de premissis et subsequentibus.

« Item, celcitudini regie signifficat Burdegalensis archiepiscopus, quod a festo conversionis sancti Pauli citra, senescallus Vasconie, cum baronibus, militibus et majoribus comunitatum, propter hoc apud Burdegalam propter hoc convocatis, fecit conjurationem, obligationem prohibitam, juramento confirmatam et contributione pecuniaria usque ad summam trium milium marcharum argenti, ad illam deffendendam, ne laicus laicum in foro ecclesie conveniret, sed solum coram se ipsis, nisi in casibus pro voluntate sua limitatis, et penam statuit contra facientibus, licet Burdegalensis archiepiscopus et ipsius ecclesia fuerint ab antiquo in quasi possessione audiendi et decidendi, in sua curia, quoslibet laicos in singulis quibuslibet personalibus actionibus; et hoc fuit, per cunctum dyocesim Burdegale, publicatum et preconizatum; dicta pena est sexaginta quinque solidorum. Et hoc est manifestum.

« Item, adjecit idem senescallus, in eadem conjuratione, quod nullus, cujusque cujuscumque contentionis existat, trahat aliquos laicos ad forum ecclesiasticum super aliquibus personalibus actionibus, penam sexaginta quinque solidorum imponens contra facientibus, sed gagium rerum et corporum captio, et, si captio rerum vel corporum fieri non deberet, vel non posset, captionem corporum et rerum ipsorum consanguineorum; per hoc volens arcere cruce signatos et clericos actione laicorum ad forum ecclesie, quamquam de jure et consuetudine suos adversarios ad forum ecclesie trahere possint; et hoc apparet ut que postmodum sunt sequta, scilicet : captio litigantium in foro ecclesie predicte, extorssio et minorum terror. Et hoc est manifestum.

« Item, adjicit quod nullus clericus audiatur in curia seculari, nisi prius juret se non procurare quod aliqua causa deveniat de curia seculari ad ecclesiasticam. Et, ad hec statuta illicita firmius observanda, juramento astrixit barones et comunitates, et taliam seu collectam fecit fieri ab

N° CXXIV.
7 Juillet 1277.

eisdem, et quod fiat etiam annuatim per triennium, quousque ad summam mille et quingentarum marcharum argenti, et ad majus tempus, si sibi visum fuerit expedire. Et hoc est manifestum.

« Item, licet in portu Laurimontis, qui est predicti domini archiepiscopi, vina que ibidem honerabantur libere, absque pedagio vel costuma alteri danda preterquam ipsi archiepiscopo, transire per mare versus Blaviam consueverunt, idem senescallus compelli fecit de novo portantes vina ad portum predictum, ad solvendum magnam quantitatem pecunie, novam custumam seu pedagium imponendo pro costuma domino regi Anglie, per hoc minuens nec non tollens comoditatem portus predicti eidem archiepiscopo. Et hec sunt manifesta.

« Item, idem senescallus certas parrochias in partibus nominandas terre Loutrangii, ad eumdem archiepiscopum pleno jure spectantes, et in quarum possessione bone memorie dominus Petrus, archiepiscopus immediatus predecessor, erat tempore quo senescallus Vasconie occupavit eas, et minus juste detinet occupatas; et quamdam, quam nunc possidebat de novo, ipsum archiepiscopum de novo indebite spoliando. Et hec sunt manifesta.

« Item, idem senescallus parrochias de Arbenatz et de Porteto, Burdegalensis diocesis, quas Gualhardus de Fargis, domicellus, tenet et avoat se tenere in feodum ab eodem archiepiscopo, et etiam justitiam altam et bassam ipsarum, ac castrum ejusdem domicelli, et redditus ipsorum, de novo occupavit; et tamdiu tenuit occupatos donec compellerit eundem domicellum ad cavendum pro faciendo jus coram ipso senescallo, super parrochias memoratas; nec earum parrochiarum altam justitiam vult dimittere, cum plegiis vel sine plegiis. Et hec sunt manifesta.

« Item, cum predecessor istius archiepiscopi esset in possessione, tempore mortis sue, habendi et percipiendi in custuma Burdegale centum libras annui reditus, idem senescallus non permittit eas sibi solvi, quamvis ob helemosinam pauperum deputate. Et hec est substractio manifesta.

« Item, cum clerici civitatis et suburbiorum consueverunt transire vina que de vineis suis exibant libere, absque pedagio vel costuma, ut cives Burdegale, et in ea possessione fuerint a tanto tempore citra quod de ejus contrario memoria non existit, de novo senescallus Vasconie compelli fecit eosdem ad solvendum pedagium sive custumam, licet laici ibi morantes libere transeant vina sua, ut sic pejoris conditionis faciant clericos quam laicos. Et hec sunt manifesta.

« Item, prepositus de Barssac qui, pro ipso senescallo, tenet Barssacum,

quemdam, quem constabat esse clericum, cepit, et patentibus furchis contra libertatem ecclesie suspendit. Et hec sunt manifesta.

« Item, dominus rex Anglie, Burdegalense sede vacante, fructus archiepiscopales occupavit, et exinde percepit indebite, cum in illis nulla jura habuerint, ad viginti milium librarum turonensium. Et hoc est manifestum.

« Item, predictus dominus Rex eidem domino archiepiscopo septingentas marchas argenti, quas debebat bone memorie domino Petro, predecessori suo, ex compositione facta inter illustrem regem Anglie ———— et predictum predecessorem domini archiepiscopi, ratione dictorum fructuum perceptorum vacatione precedenti, prout in litteris, sigillis autenticis et dicti domini regis Anglie sigillatis, plenius continetur. Et hoc est manifestum.

« Item, signifficat et denuntiat idem archiepiscopus, quod de novo, ex quo venit ad curiam, idem senescallus, vel mandatum suum, occupat duo molendina ipsius archiepiscopi, scilicet : prope Culturas, et alibi transvexit. Et hoc est manifestum.

« Item, fecit preconizari de novo quamdam bastidam quam, in ipsius districtu, et in prejudicium ipsius archiepiscopi et ecclesie Burdegale, intendit facere, scilicet : in terra dicta de Lotrange. Et hoc est manifestum.

« Item, cum predictus archiepiscopus habeat et habuerit ab antiquo certam portionem in pedagio portus de Petra-Fixa, idem senescallus impedit et impedire facit quominus transeant naves ad portum predictum, retinendo eas in portu de Leibornia, in quo de novo pedagium est impositum. Et hec sunt manifesta.

« Item, significat, denuntiat Burdegalensis archiepiscopus quod Ramundus del Miralh, locumtenens senescalli Vasconie in Vasatense diocesi, tranmisit de novo plures servientes de Begla et gentes cum armis ad castrum de Culturis ipsius domini archiepiscopi, et dicti servientes ibidem ceperunt quinque homines, habitatores dicti castri, et plures boves, et vestimenta; et capta duxerunt apud Regulam, proxima die martis ante Ramos Palmarum, nec retradere voluerunt, sed adhuc captos homines et incarceratos tenent; licet tenens locum ipsius archiepiscopi in dicto castro et ejus districtu obtulerit, pro se, dictis hominibus et aliis sibi subjectis, facere et recipere et cavere sufficienter de stando juri, coram quo et quibus debent, dicto senescallo et ejus locumtenenti. Et hoc est manifestum.

« Item, cum idem senescallus inceperit construere de novo quamdam

N° CXXIV. 7 Juillet 1277.

bastidam infra districtum dicti castri, ubi idem archiepiscopus habet justitiam altam et bassam, venientes ad dictam bastidam occupaverunt terras, et extirpant, et occupant, et extirpaverunt memora [nemora?] de dominio ipsius domini archiepiscopi existentia, ipsius archiepiscopi ballivo contradicente; unde propter hoc plures redditus ipsi archiepiscopo subtrahuntur. Et hoc est manifestum.

« Item, ballivi dicte bastide feodum magnum quod nobilis vir Bertrandus de Cavo-Monte, cum pluribus hominibus habitatoribus, ipsum in terra Loutrangii siti [situm?], tenet ab eodem archiepiscopo, de novo sazinuerunt, occupaverunt violanter et injuste, in prejudicium dictorum archiepiscopi et Bertrandi. Et hoc est manifestum.

« Item, majestati denuntiat dictus archiepiscopus, quod prepositus de Barssac, qui pro senescallo Vasconie tenet Barssacum, de mandato ipsius senescalli cepit Arnaldum de Cabanac, militem, vassalum ipsius archiepiscopi, qui manerium suum et terram suam ex longissima successione patenter tenet et avoat se tenere ab ipso archiepiscopo ab antiquo, pro eo quod avoabat se tenere predicta ab ipso archiepiscopo, eundem militem, cum quibusdam de familia sua, detinet in carceribus, mancipatum, et vilissime compedit, licet idem miles cruce signatus existat; nec hiis contentus, terram ipsius militis detinet occupatam; et insuper bladum et vinum, armaturas et quedam alia bona mobilia ipsius, que propter metum in ecclesia de Cabanac, Burdegale diocesis, posuerat, frangendo immunitatem ejusdem ecclesie, abinde extrahi fecit et etiam asportare. Que premissa fuerunt commissa et attemptata circa Ramos Palmarum proxime preteritos. Et hec sunt manifesta.

« Supradicta denuntiat dictus archiepiscopus domino regi Francie, de cujus speciali gardia existit cum suis, et supplicat, pro Dei misericordia, quod, cum predicta sint manifesta et noviter indebite attemptata contra Deum et justitiam, evidenter ecclesiasticam libertatem, quod super predictis inquiratur, et quod ad honorem Dei et Regis et sancte matris Ecclesie, per dominum regem Francie, emendentur. »

Predicto vero majore, pro se et juratis, communitate dicte ville, et ipsis juratis, et Arnaldo Johannis Fusterii, sindico dicte ville, pro dictis juratis et communitate dicte ville, et ejus nomine, et senescallo Vasconie, pro se, negantibus predicta in dictis denuntiationibus et articulis contenta penitus esse vera, imo asserentibus firmiter, nomine quo supra, prout in articulis predictis continentur et proponuntur veritate carere, dicto etiam sindico,

nomine quo supra, predicta villa, et ad excusationem communitatis dicte ville, majoris, juratorum, communie, et senescallo predicto, pro se, et ad executionem eorum, plura et probabilia proponentibus, que esse vera indubitabiliter affirmabant; tandem, in presentia mei notarii et testium subscriptorum, ad hoc vocatorum et rogatorum, amicis intervenientibus, pro bono pacis et concordie, et ut inter partes predictas tollerentur omnis via, materia et occasio questionis et discordie vel discentionis cujuscumque, ob reverentiam individue Trinitatis et sancte matris Ecclesie, inter partes predictas, concorditer et de communi consensu, taliter extitit ordinatum :

In primis, quod senescallus, major, jurati et communitas civitatis Burdegale, pro dampno, incendio, ruina et injuria illatis, datis et factis, ut dicitur, per aliquas singulares personas, in quarum notitiam non posset facile deveniri, solvant et se solempniter obligent solvere reverendo patri domino archiepiscopo, et decano, et canonicis supradictis, sex milia librarum monete currentis Burdegale, et mille libras turonenses, terminis infrascriptis, videlicet : tria milia librarum monete currentis Burdegale incontinenti; mille et quingenta librarum ejusdem monete in alio festo Omnium-Sanctorum; mille [et quingenta?] vero librarum turonensium in sequenti festo alio Omnium-Sanctorum. Quam pecunie quantitatem solvent et solvere promittunt, et ad illam solvendam obligant se et sua, senescallus, major, jurati ac communitas supradicti, sola pietate et misericordia ducti, volentes pacem cum ministris sancte matris Ecclesie, ob religionis reverentiam, et laudabilis et gloriosi, summi et eterni Dei, et individue Trinitatis, suumque laborem et vexationem nichilominus redimentes; licet senescallus, major, jurati, communitas predicti, predictis dampnis, conviciis et aliis injuriis, incendiis et ruinis sint, sciant et sentiant, ut asserunt, penitus se munimes [inmunes?], et omni excusationi, pro se, a toto et ab omnibus, et de omnibus et singulis supradictis, excusaverunt et excusent, et possint, ut dicunt, se juris et facti excusare.

De quibus sex milibus libris dicte monete Burdegale, prefatus archiepiscopus Burdegale habebit mille libras Burdegale, pro expensis ab eodem factis occasione predicta; residue quinque milia librarum ejusdem monete erunt decani, capituli, canonicorum et clericorum, cappellanorum et hominum predictorum, ut de eis de dampnis que passi sunt plenarie satisfiat, ad arbitrium archiepiscopi memorati, quantum summa quantitatis predicte pecunie se extendit, ita quod per eum fiat taxatio quantum et prout eorum cuique fuerit emendendum, et qualiter domus eorum fuerint reparande.

N° CXXIV.
7 Juillet 1277.

Decano igitur et capitulo Sancti-Severini predictis statim, [per?] predictos senescallum, majorem, juratos et communiam Burdegale duo milia librarum predicte monete soluta fuerunt; de quibus idem archiepiscopus confessus fuit sibi plene satisfactum fuisse, renuntians exceptioni non numerate pecunie, doli, et in factum, et omni alii juris auxilio.

Ut autem honor competens fieri valeat ecclesie Sancti-Severini predicte de injuriis sibi in premissis illatis, ordinatum et concessum extitit, inter partes predictas, quod idem senescallus, major, jurati et comunia solvant predictas mille libras turonenses, et prefati decanus, capitulum, de residuo summe predicte monete currentis monete Burdegale, septuaginta libras turonenses, que valent octuaginta libras monete currentis Burdegale.

De quibus mille septuaginta libris turonensibus : trescente libre turonenses dabuntur ad opus unius cappelle in dicta Sancti-Severini ecclesia statuende, cujus collatio ad Burdegalensem archiepiscopum perpetuo pertinebit; quorum triginta librarum annua habebit curentium, vel illud quod exinde acquiri poterit, et habebit;

Et in eadem ecclesia, in honore sancti Pauli, cujus festo predicte destructio et combustio facte fuerunt, fiet altare; de quibus trescentis libris ementur, et cum poterunt, redditus in ecclesia supradicta, in feodis et retrofeodis domini regis Anglie; et super hoc dedit licentiam senescallus predictus, et jus competens in eis regi Anglie remisit;

Item, quadraginte libre turonenses dabuntur eidem ecclesie, de quibus ementur in feodis et retrofeodis dicti domini regis Anglie et ducis Acquitanie, ut proximo dictum est, redditus quatuor ceriorum coram altari majori in eadem ecclesia perpetuo emendorum, tenendorum, qui nocte et die, coram eodem altare ardebunt;

Item, quadraginte libre turonenses debebuntur eidem ecclesie, ad opus capse argentee faciende, in qua corpus sancti Amandi, qui in eadem requiescit, reponetur;

Item, quinquaginte libre dabuntur ad opus cappette argentee, in qua, super altare majus, predictum corpus Christi honoriffice teneatur, et coram quo, honore ejusdem, ardeant cerei predicti;

Item, quinquaginte libre turonenses dabuntur ad emendum honorabilia vestimenta rubea, quibus vestimentis cappellanus, dyaconus et subdyaconus induantur, et missam celebrent in majori altari predicto;

Item, quinquaginta libre dabuntur eidem ecclesie ad opus bacinorum, in quibus dicti bacini tenebuntur, et aliorum ornamentorum emendorum;

Rursus, ut honor fiat Burdegalensi ecclesie, que, in vituperatione dicte ecclesie Sancti-Severini, vituperata per aliquas singulas personas extitit, ut supra dictum est, ordinatum fuit ut ducente libre turonenses dentur eidem pro emendis redditibus, ut supra dictum est, ad opus duorum cereorum coram majori altari tenendorum, qui perpetuo ardeant coram ipso; N° CXXIV. 7 Juillet 1277.

Item, unicuique ecclesiarum civitatis et suburbiorum Burdegale et trium hospitalium, Minorissarum, Fratrum Predicatorum, Minorum, Carmelitarum et Sanctorum [Saccatorum] Burdegale, detur unus calix argenteus, valoris sex librarum turonensium, cum quo, ad honorem Dei et sancti Severini, misse ibidem celebrentur.

Predicti autem reverendus pater archiepiscopus supradictus, et magister Johannes, decanus, et capitulum ecclesie Sancti-Severini, pro se et clericis ac hominibus suis, et omnibus in dicta denuntiatione contentis, capitulo dicte ecclesie in loco solito congregato, dictique reverendi patris accedente consensu interpositoque districto, absolverunt, quittaverunt et solempniter remiserunt, pactumque de non petendo solempniter et expresse fecerunt, senescallo, majori, communitati et sindico dicte ville, ratione qua supra, recipientibus predictis, et michi notario publico, stipulanti nomine omnium predictorum et singulorum, et aliorum quorumcumque interest vel interesse posset, de omnibus dampnis, injuriis, conviciis, incendiis vel ruinis, et aliis omnibus et singulis supradictis; remittentes solempniter, pacto de non petendo facto, interposito inter partes predictas a predictis archiepiscopo, decano et capitulo dicte ecclesie, ut supra, et modo et forma quo supra, senescallo et majori et sindico dicte ville, nomine quo supra, et michi infradicto notario, quo supra, predictis, omne jus omnemque actionem realem et personalem, vel mixtam, utilem vel directam, vel aliam quamcumque, quam haberent omnes vel singuli archiepiscopus, vel decanus, vel capitulum, vel canonici aut clerici, vel cujuscumque alii Sancti-Severini predicti, vel habere possint contra senescallum, vel majorem, vel juratos, vel communiam seu communitatem, vel universitatem, vel homines singulares, vel habitatores quos dicte ville vel etiam alios homines singulares, undecumque sint, cujuscumque gradus vel conditionis existant, si presens compositio per illustrem regem Francie fuerit approbata; alioquin integra eis in omnibus supradictis actio reservetur.

Que omnia promiserunt, solempni stipulatione et pacto, dicte partes invicem servare atque tenere, de facto vel de jure, non contra facere vel

N° CXXIV.
7 Juillet 1277.

venire, sub pena mille marcharum argenti; que pena, et singulis capitulis totiens comittatur et exigi possit, quotiens toti fierent vel venirent, et pena soluta vel non, semper rato manente pacto, et pactionibus supradictis, et sub obligatione omnium bonorum partium predictarum, et archiepiscopatus, et ecclesiarum, et capituli, et communie seu universitatis predictorum, et sub omni renuntiatione juris, statuti, consuetudinis, qualibetque cauthela. Fuit actum, pacto expresso et sollempni, inter partes predictas, quod predicte pene mille marcharum argenti adjectio refferatur tantum ad transgressionem solutarum pecuniarum predictarum, faciendarum terminis supradictis, et quod ad ullam aliam capitula infrascripta vel suprascripta refferatur vel intelligatur relatum. Predicta auctoritate compositio facta fuit, modo et forma predictis, inter partes predictas, sub conditione predicta, retenta, pacto expresso, voluntate illustrissimi domini regis Francie; que si non approbat partem predictam, quod absit, fuit actum et condictum solempniter inter partes predictas et ex predictis, vel aliquo predictorum possit vel debeat in jure suo aliquod prejudicium generari; sed omnia in eo statu remaneant in quo, tempore confectionis presentium, existebant, reddita tamen prius pecunia, ab archiepiscopo et decano capitulo supradictis, que soluta eis vel eorum alteri est vel fuerit [1].

Propter predictam vel aliquod predictorum, scilicet : archiepiscopi et decani, seu majoris, juratorum, communie predictorum, de auctoritate, et consensu expresso, et mandato senescalli predicti, que senescallus in predictis communie predicte aucto—— et ——— mandavit, et suam auctoritatem interposuit et consensum, ordinatum extitit et concessum quod, in casibus qui contingent, decanus Sancti-Severini seu prepositus, salvo jure dicti archiepiscopi inter dictum archiepiscopum et decanum, cognoscet, puniet libere et quiete, et justifficabit inobedientes et etiam delinquentes, vice et nomine illius qui, super prefata justitia, coram competenti judice finaliter obtinebit; ita tamen, salvo utrique partium jure suo, quod, per usum hujusmodi seu exercitium justitie memorate, qui vel quod fiet ante predictam sententiam senescalli, major, jurati vel communia predicti, aut alius, vice sua, dicta justitia non utentur; salvo nolus quod usus interim habebitur per decanum vel prepositum predictis intelligetur habitus, ut est dictum, vice ac nomine illius, et pro eo qui super ea per sententiam obtinebit.

[1] Le texte est tellement altéré dans ce paragraphe, et surtout dans le suivant, que nous nous bornons à le reproduire, sans entreprendre de le restituer.

N° CXXIV.
7 Juillet 1277.

Super costuma vero que a clericis civitatis et suburbiorum Burdegale petebatur, ordinatum extitit et concessum, pre [per?] dictum senescallum, quod dicti clerici vina vinearum suarum, ubicumque et undecumque sint, sive sint ecclesiastici patrimoniales, seu aliter acquisite, libere transeant, absque pedagio et costuma.

Predicta autem omnia et singula, prout superius continetur, et quod ecclesie Sancti-Severini et ecclesiasticis personis ejusdem ecclesie, in personis vel rebus, ullam inferent violentiam in futurum, predicti senescallus, major et jurati, et sindicus, nomine quo supra, in animam universitatis predicte, ad sancta Dei ewangelia corporaliter tacta, juraverunt se inviolabiliter servaturos, et se facturos et curaturos quod major et jurati, qui pro tempore fuerunt, successive predicta omnia et singula jurabunt, prout superius continetur, et infrascripta sunt.

Item, due propessiones fient a miator. [majore?] et juratis in civitate, sine sona et coffia, ita quod quisque portet manu, et una fiet de Sancto-Eligio ad Sanctum-Severinum, et aliam de eodem loco ad Sanctum-Andream.

Super eo vero quod dominus archiepiscopus Burdegale dicit et asserit senescallum Vasconie predictum statutum quemdam et ———— colligationem prohibitam et juramento ac pecuniaria contributione firmatam, cum baronibus, militibus et majoribus eorumdem, fecisse et ordinasse de novo, id est conversionis sancti Pauli citra, contra ecclesiasticam libertatem : licet senescallus predictus, ut credat vel reputet se fecisse interrogationem ecclesiastice libertatis, ut statuta predicta aliquid tale existimet continere, quia, cum vult quod omni suspicione carere, aut facta sua, et propter Ecclesie reverentiam, et maxime pro bono pacis, dictus senescallus, et utraque pars, expresse concessit quod ea que, a tempore bone recordationis domini patris Burdegale archiepiscopi fuerunt utriusque, quantum ad juridictionis exercitium innovata, et omnia hinc et inde ad statum illius temporis revertatur; ob quam causam predictus senescallus statuta omnia supradicta (videlicet quod nullus clericus trahat, nisi ratione appellationis vel ressorti, alium laicum coram alio judice nisi suo judice seculari, et secus faciens puniatur in sexaginta quinque solidis, domino cujus ledebatur juridictio applicandis; item, quod, si aliqua, cujuscumque conditionis, persona laycalem personam traxerit coram aliquo judice nisi coram ejus judice seculari, super rebus ad juridictionem temporalem spectantibus, desistere compellatur, per occupationem bonorum et detentionem ipsorum qui habet vel habiturus esset ex successione cujuslibet persone, et pre-



N° CXXIV.
7 Juillet 1277.

cipue parentum suorum, nisi ipsum desistere faciant requisiti; item, quod nullus advocatus permittatur advocare in curia seculari, nisi prius prestet juramentum, quod non dabit consilium, aut faciet vel procurabit, per se vel per alium, quod aliqua persona trahat aliam personam de justitiatu domini Regis vel alterius domini temporalis, super rebus de quibus judices temporales possunt ac debent cognoscere de usu, consuetudine vel de jure, nisi ratione appellationis fierent vel resorti contributionem) simpliciter revocat et annullat; et juramenta super hoc facta, quantum ad se pertinet, relaxat, et vult simpliciter et concedit quod omnia ad statum predicti temporis reducantur; et tam clerici quam laici ad ecclesiasticam vel secularem curiam, prout volent, sicut ante fuerat consuetum, ita quod, si ab illo tempore super exercitio juridictionis aliquid extitit innovatum, nulli prosit vel obsit aliquid quod ex tunc fuerit innovatum.

Item, cum archiepiscopus predictus diceret quod senescallus, seu constabularius Burdegale, pedagium sive custumam vinis que honerabuntur in portu Laureimontis injuste exigebat : concensit senescallus quod vina, que honerabuntur in dicto portu ab esterio inferius versus Blaviam, libera sint et quitta a dicta custuma, sicut esse solebant.

Preterea, cum idem archiepiscopus diceret se impeditum fuisse, per senescallum predictum et suos, in alta justitia parocchie que sequntur : concordatum fuit quod archiepiscopus utatur justitia seu juridictione in parochiis, in suo territorio de Loutrangio, videlicet : de Lanassan, de Lanailh, de Manhac, de Marigol, de La ________, de Marselhes, de Cambinhac, et de Figuirers, et de Bayssac, nec impediatur per senescallum vel suos; reservato tamen dicto domino Regi jure proprietatis, si quod habet in eas, et deveriis que sibi habet; super quibus, dictus dominus Rex et archiepiscopus agere et respondere poterunt per procuratores, non obstante contraria consuetudine curie domini regis Francie, coram ipso domino rege Francie, si coram eo dictus archiepiscopus super hiis de jure teneatur respondere. Super vero alta justitia sive juridictione parrochiarum de Tarssac et de Marceriis, dictus senescallus non impediet predictum archiepiscopum quominus ea libere utatur; reservato tamen dicto domino regi Anglie jure possessionis et proprietatis, si quod habet in eis, et deveriis que sibi habet; super quibus, dictus dominus Rex et archiepiscopus agere et respondere poterunt per procuratores, non obstante contraria consuetudine curie domini regis Francie, coram ipso domino rege Francie, si coram eo dictus archiepiscopus super hiis de jure respondere teneatur.

Item, cum Gailhardus de Faurgis avoaret et recognosceret, in presentia dicti senescalli, se tenere in feodum castrum de Arbenatz, et terras et homines quos habet in parrochia de Arbenatz et de Porteto, et altam et bassam justitiam in dictis castro et parrochia, a dicto domino archiepiscopo Burdegale, conqueretur dictus Gualhardus ipsum senescallum indebite sazisse dictum feudum, et redditus ac proventus inde percepisse : tandem sic fuit ordinatum quod prefatus senescallus dissazivit feodum, seu saysinam ibi positam removit, et restituet omnes fructus de dicto feodo perceptos ipsi Gualhardo, et avoationem quam homines dicti Gualhardi illorum parrochiarum fecerant dicto senescallo, seu cujusque alii nomine dicti domini Regis, contra dictum Gualhardum, idem senescallus revocavit. Super alta vero justitia dictorum locorum, quam senescallus dicebat ad dominum regem Anglie pertinere, ordinatum fuit quod magistri Adam, castellanus Burdegale, et Arnaldus de Botgio, canonicus Sancti-Severini Burdegale, super illa justitia inquirant veritatem, et emquestam factam refferrant dictis archiepiscopo et senescallo, et questionem, pace vel judicio, archiepiscopus vel senescallus terminent, si in eamdem formam poterunt convenire; alioquin episcopus Agenensis, qui nunc est, hujusmodi diffiniat questionem, que[m?] dictus archiepiscopus, senescallus et Gualhardus sibi suum judicem super hoc elegerunt, promittentes se perpetuo advocatos quidquid per dominum episcopum super hoc fuerit diffinitum. Et interim Galhardus de Solerio, civis Burdegale, altam justitiam predictam, de consensu dictorum archiepiscopi, senescalli et Galhardi, in dictis locis, si casus contigeret, exercebit, nomine illius ad quem declarabitur in posterum justitia pertinere.

Item, recognovit senescallus predictus centum libras renduales archiepiscopo debitas et solvendas de juribus et redditibus regis Anglie, apud Burdegalam, in avullacgio vinorum debito; et insuper quadraginta libras annui redditus debitas archiepiscopo et solvendas de terra que vulgaliter appellatur de Inter-duo-Maria.

De clerico vero qui dicebatur suspensus per prepositum de Barssac, consensit senescallus, cum de veritate facti non constabat, quod dictus archiepiscopus super hoc inquirat veritatem, et, si inveniat dictum esse suspensum clericum, puniat delinquentem.

Super eo vero quod dominus archiepiscopus predictus dicebat dominum regem Anglie et suos, tempore diversarum vacationum Burdegale ecclesie, indebite percepisse debennis [de bonis?] archiepiscopalibus usque ad summam viginti milium librarum turonensium, et dictus senescallus non

N° CXXIV.
7 Juillet 1277.

confiteretur tantam summam perceptam fuisse; insuper diceret archiepiscopus quod idem dominus Rex debeat eidem septingentas marchas argenti, ex compositione facta inter bone memorie dominum regem Anglie et dominum Petrum, predecessorem ipsius domini archiepiscopi, ratione fructuum perceptorum in vacatione precedenti, de bonis archiepiscopalibus, prout in litteris, sigillis autenticis et dicti domini Anglie sigillatis, plene continetur; tandem, habita legitima extimatione et computatione predictorum bonorum et dictarum septingentarum marcharum, recognovit et confessus est predictus senescallus predictum dominum regem Anglie et ducem Acquitanie deberi ac teneri dicto domino archiepiscopo, ratione predicta, in novem milibus librarum monete Burdegale, quas promisit, nomine dicti regis, ipsum regem Anglie soluturum in termino qui sequitur; videlicet : mille libras in proximo festo Omnium-Sanctorum; et alias mille in sequenti festo Omnium-Sanctorum; et singulis festis consimilibus Omnium-Sanctorum sequentibus successive mille libras, usque ad completam solutionem dictorum novem mille librarum; et quod amplius de dictis bonis perceptis est, vel percepi potuit aut debuit per ipsum dominum regem Anglie et suos, idem archiepiscopus dicto domino Regi, pro bono pace, dedit, remisit perpetuo et quittat.

Item, ordinatum fuit quod molendina petita in articulo, ut erant, reddantur hominibus de Culturis per dictum senescallum.

Item, extitit ordinatum per senescallum inhabitationem [inhibitionem?] factam de ———— applicandis apud Petram-Fixam, videlicet : apud Leyborna, revocat publice et libere, quantum in ipso est, permittet illas ubi voluerunt applicare.

Item, ordinatum fuit quod bona oblata et gatgia extorta per Ramundum deu Miralh, alios subditos senescalli, ab eisdem hominibus de Culturis, reddantur eisdem, et obligatores et fidejussores remittantur et absolvantur, et pecunia extorta remittantur per dictum senescallum.

Item, ordinatum fuit de feodo nobilis viri Bertrandi de Cavo-Monte in Loutrangio, quod tenet ab archiepiscopo, quod dictus senescallus sazinam quam ibidem posuerit amovit.

Item, ordinatum fuit quod, cum dictus senescallus terram et homines quos, cum alta justitia, Arnaldus de Cabanac, miles, habet et recognovit se tenere in feodum a dicto domino archiepiscopo, emparasset, idem senescallus hujusmodi sazinam absolvit seu amovit, et promisit se redditurum omnia que ipse vel sui perceperant de bonis ejusdem militis, a tempore

dicte sezine; et, super alta justitia dicte terre, et hominum, et dicti feodi, et ejus avocatione, quod dictus miles de novo dicitur avoasse ab archiepiscopo qui nunc est, et predecessore suo immediate, quia prefatus senescallus asserit ad dominum regem Anglie pertinere, per archiepiscopum et senescallum, vel per alios quos ipsi ab hoc deputaverunt, veritas inquiretur, et idem archiepiscopus et senescallus questiones super hujusmodi terminabunt.

Preterea, senescallus Vasconie promisit, sub pena mille marcharum argenti, quod ipse, vel alius habens super hoc sufficiens mandatum domini regis Anglie, ducis Acquitanie, in proximo parlamento diem baronibus assignavit [assignabit?] par. [Parisiis?] coram domino rege Francie, [et?] presentabit ________ sigillatam et ordinatam, inter partes habitaturam firmitatem, si *(sic)* dicto domino regi Francie; et, si dominus rex Francie gratam habuerit, senescallus, vel habens illum mandatum, supplicavit [supplicabit?] ipsam compositionem per dominum regem Francie approbari et sigillari. Et hoc idem peteret, sub sigilli [simili?] pena, major, jurati et communia Burdegale, per sindicum habens sufficiens mandatum; et archiepiscopus, decanus et capitulum predicti, sub pena consimili, idem per se et sufficientes procuratores. Que solicita vel soluta, compositio rata maneat, si dictus dominus rex Francie eam habere gratam voluerit, ut dictum est.

In quorum testimonium, nos magister Guillelmus de Pollehye, archidiaconus de Sabal. in ecclesia Cenomanensi, et Petrus de Salicibus, miles, inquisitores ab illustrissimo domino Philippo, Dei gratia, Francorum rege, deputati, in quorum presentia predicta facta fuerunt, predictas litteras sigillis nostris, una cum sigillis dictorum inquisitorum fecimus sigillari; ipsasque scribi, publicari et signo infrascripti notarii signari mandavimus.

De premissis autem sunt facte quatuor littere ejusdem tenoris; quarum unam habuit predictus archiepiscopus; decanus et capitulum aliam; tertiam senescallus; quartam major, jurati et communia supradicti.

Actum in abbatia Sancte-Crucis Burdegale, hiis testibus presentibus : religioso viro fratre Guillelmo de Conenx, priore Fratrum Predicatorum Burdegale; et discretis viris : Bonose de Beynac, decano Burdegale; magistris P. Merle, decano, Helia Galterii, canonicis Sancti-Ylarii, presentibus; Aymericco de Partenayo et Jocoso Montis-Maurilii, ecclesiarum archipresbyteris presentis diocesis; et magistro Adam, castallano Burdegale, clerico, ad premissa vocatis et rogatis.

N° CXXV.

18 Juillet 1379.

TRAITÉ D'ALLIANCE ENTRE LES VILLES DE BORDEAUX ET DE BOURG.

SOMMAIRE.

Les habitants de Bourg, par un acte du 12 juillet 1379 (acte dont la teneur est ici reproduite), avaient délégué un certain nombre d'entre eux pour conclure une alliance avec la ville de Bordeaux.

En conséquence, ces délégués jurent que leurs concitoyens obéiront aux ordres des maire et jurats de Bordeaux; qu'ils respecteront les priviléges de cette ville; qu'ils la secourront contre ses ennemis, dont ils feront justice le cas échéant, et auxquels ils ne donneront point asile; qu'ils renonceront à toute alliance étrangère; qu'ils avertiront les Bordelais de tout complot formé contre eux; et qu'ils marcheront sous leur bannière en temps de campagne : le tout sous réserve de leurs devoirs envers le roi d'Angleterre.

De leur côté, les maire et jurats de Bordeaux s'engagent, sous la même réserve, à aider les habitants de Bourg à faire justice de toute espèce de personnes; à les défendre de toute injure et de toute attaque; à les avertir de tout danger; et à respecter leurs priviléges.

Liguantia facta inter civitatem Burdegale et villam de Burgo.

SAPPIAN tot que aquestas letras beiran et audiran que, cum los juratz et comunia de la bila de Borc aguossan supplicat a nos Johan de Molthon, cauoy, majer, et aus juratz de la bila de Bordeu, cum plusors bonas ordenansas fossan estadas mesas et pensadas e ladeyta bila de Bordeu, per far gardar et mantenir justicia et dreytura, et losdeitz supplicantz agossan grandament besonh d'aquera, que a nos plegos, ayssi cum edz eran estatz totjorn nostres bons besins et hobedientz a totz nostres mandament, et encaras eran et bolen estar, cum d'autras betz se fos acostumat de far, de estre a lor ajudant a ffar, gardar et mantenir justicia et dreyturia :

Per so, nous auandeitz Johan de Molthon, mager, et juratz de ladeita bila de Bordeu, considerantz la suplicacion de ladeita bila de Borc a nos feyta, a laquau bila nos auen speciau dileccion; considerant la grant leyautat que totjorn ladeita bila de Borc a agut deuers nos[tre?] rey, nostre senhor, et especiaument affeccion deuers nos; attendut lo deyt deu saui disent que tant solament no suffitz pas obstenir a mal, sino que hom fassa

Nº CXXV.
18 Juillet 1379.

aucun ben : e noz auantdeitz mager, juratz et comunia de Bordeau, auen regart a las causas dessusdeytas, ladeyta bila de Borc et los borgues et habitantz d'aquera, de boluntat, assentiment et consentiment deu tres honorat et puyssant senhor mossenhor Johan de Neuille, loctenent en las partidas d'Aquitaine per nostre tres souiran senhor lo rey de France et d'Anglaterra, auem recebut de nostre colligacion et sagrament l'auantdeyta bila de Borc e los borgues e habitantz d'aquera; protestat que so nos no fadem per usar de sobiranetat, ni en res contra lo Rey, nostre senhor, ans et fem per conseruar lo pays au senhor, et que justicia se pusca far per aquetz a cuy se appertendra expressament; reseruant la correccion et esmendament deu Rey, nostre senhor, et deu son conselh, bolens, si au Rey, nostre senhor, o a sson conselh es agradable, que aya balor et fermetat, e autrament, no.

E, feytas aquestas protestacions per nous auantdeitz mager, juratz et communia, lasquaus bolem que siam agudas per repetidas en cascun deus artigles subseguent, Arnaud Johan, mager de ladeyta bila de Borc, Amaubin Conge, Helyas de P. La Porta, Ramon Conge, Guilhem Auger, Guilhem de Saint-Miqueu, Amaubin Bernart, maistre Helyas Aymeric, clerc de ladeyta bila, per edz et per nom de tota ladeyta bila et comunia de Borc, auens plener poder d'aquera, ayssi cum apareysse per letra sagerada deu saget de ladeyta billa, de laquau la tenor s'ensec, de mot en mot, en aquesta maneyra :

« Sappian tot et cascun qui cestas presens letras beyran et audiran que, lo dialuns auant la festa de la Magdalena, en l'an de nostre senhor mil ccc. LXXIX., aquet medis jorn, entorn la hora de prima, nos major de la bila de Borc, et los juratz, et tot lo comun de la medissa bila, estant en comun et amassa en la mayson cominau, et aqui tenen nostre conselh, et lo senh sonat per tenir aquet, ayssi cum acostumat es de tenir conselh en nostre comun, per lo proffeit et utilitat de la medissa bila et de tot nostre comun, auem feyt, ordennat et establit, per nos et per nostres successors, nostres certans berays procuradors, attornatz et sindics, generaus et especiaus, en tot nostres negocis magutz ou a meure : Arnauld Johan, nostre major, Amaubin Conge, Helias de La Porta, W. Auguier, Ramon Conge, filh deudeit Amaubin Conge, mestre Helyas Aymeric, clerc de nostre bila, W. de Saint-Miqueu et Amaubin Bernard, nostres borses, et cascun de lor en lo tot en speciau, que losdeitz nostres procuradors, attornatz et sindics, et cascun de lor, se puscan presentar et com-

N° CXXV.
18 Juillet 1379.

parer per deuert et dauant nostres tres cars, reuerentz et honorables senhors : lo mage, juratz et comunia de Bordeu, et per dauant cascun de lor, a Bordeu, en la mayson de Sent-Elegi, o en tot autre loc, aqui et la ont ausdeitz senhors mager et juratz de Bordeu playra;

« E aqui, per nom e en loc e en persona de nos, far, autreyar e jurar colligacion ab losdeitz senhors de Bordeu, ayssi que nous et tos nostres successors de nostre comun, per totz temps, syan, deyan e puscan estre, d'essi en auant, de la colligacion, segrament e hobediensa, en totz cas honestes, degutz e legutz, de ladeita bila de Bordeu, et los en auem dat e donam speciau de far e autreyar ladeita colligacion, union et ligansa; e los derem e autreyerem speciau poder de far e prestar segrament de fieltaut [aus?] auantdeitz senhors mager e juratz, e de tenir e gardar ladeyta colligacion, union, fe e ligansa, en loc e en persona de nos; saubant en tout e per tout, e reseruan empero per nos la fieutat, ligessa, sobirenetat e segrament de nostre sobiran senhor lige, lo rey d'Anglaterra, et de sous officiers; ayssi e en tau maneyra que nos auantdeitz constituen auen bogut et autreyam, et bolen e autreyam, ab la tenor e par la tenor de las presens, que tout quant que los auantdeitz procuradors, nostres attornatz e sindics, e chascun de lor en lo tot, faran, prometam, obligueran, jureran e recebran, ab losdeitz senhors de Bordeau, toquant lo feyt de ladeyta colligacion que aya balor e fermetat entegra per tostemps, ayssi en medissa maneyra cum si nos totz, e cascun de nos personnaument, eran estatz presens; saubant e reseruant empero, en tot e per tot, cum dessus, la seignoria, fieutat, ligessa et sobiranetat deudeyt rey d'Anglaterra, nostre senhor; mandantz e prometans nos auantdeitz constituen los auantdeitz nostres procuradors, attornatz e sindics, et cascun de lor, mieu notari stipulant e recebent, en nom et en persona de lor, de tota carqua, costatges e despens releuar, sot obligacion de totz los bens de nostre comun.

« E, en testimoniatge de bertat, nos auantdeitz constituen auen sagerat aquestas presens letras ab lo grant saget propri de nostre comun, escriutas en dreit nostre comun, lo jorn e l'an dessusdeyt. — H. A. »

S'en bingoren a Sent-Elegi lo diuendres, a XXII. jorns deu mes de julh, l'an de nostre senhor mil CCC. LXXIX., e aqui feren segrament a ladeyta bila de Bordeu, en presencia de nos auantdeitz mager e juratz, stipulant e recebent, per nos e per nostra comunia de la bila de Bordeu, per la maneyra que s'ensec :

Nos Arnaud Johan, mager de ladeyta bila, Amaubin Conge, Helyas de

La Porta, Ramon Conge, Guilhem Auiguier, Guilhem de Sent-Miqueu, Amaubin Bernart, mestre Helyas Aymeric, clerc, auen plener poder e speciau mandament ad asso far, cum deyt es, de ladeyta bila de Borc, et per nome deu juratz de ladeyta bila e de la comunia, feren au mager e juratz e comunia de ladeyta de Bordeu segrament per la maneyra que s'ensec : **Nº CXXV.** 18 Juillet 1379.

Tot prumeyrament, que nos, d'essi en auant, serem bons et loyaus et obedientz aus mandamentz legutz e honestz, aus mager et juratz e comunia de la bila de Bordeu, e los seram ajudantz, dedens nostre poder e defforas, encontra tota maneyra de gens qui mal ni dampnage los bolgos far; saubat la soubiranetat et ligansa deu Rey, nostre senhor, et de sous enffantz, e de sous officiers.

Item, que nous tindrem e garderem totz fortz, franquessas, priuilegis et libertatz, establimentz et ordenansas de la bila de Bordeu, e que encontra no bindrem en nulle maneyra, a nostre scient; reseruat a nos nostres priuilegis e franqueses.

Item, que si y aue baron, caualey ni autre, qui fes o bolgos far mal ni dampnage a ladeyta bila de Bordeu, ni ad aucun borgues ni habitant d'aquera, deint nostradeyta billa ni deforas, que nos, a nostre leyau poder, seram ajudantz a ladeyta bila de Bordeu, et aus borgues et habitantz d'aquera, contra tota maneyra de gens; saubat totjorn la sobiranetat e liansa deu Rey, nostre senhor.

Item, que si n'i aue negun, cum deyt es, qui fes mal ni dampnage a la bila de Bordeu, ni aus borgues, ni habitantz d'aquera, et binen dint nostre poder, que nos ne faram justicia, segont [que?] dreyt e la costuma deu pays bourra, a nostre leyau poder, totas horas et totas betz que nos ne siam requiritz.

Item, que nos, a nostre scient, no suffrerem, tratterem ni procurerem que nulh home, de quauque condicion que sia, que aya feyt, cum deyt es, mal ni dampnage a ladeyta bila de Bordeu, ni aus borgues, ni habitantz d'aquera, intre ni demore dint ladeyta bila de Borc.

Item, que, d'essi en auant, no faram segrament, companhia ni ligansa ab nulh baron, caualer, ni ab nulh autre; et, si aucun n'auem feyt en temps passat, que aquet quittam e promettem e juram que, d'essi en auant, a nulha persona no hobediram; saup e exceptat au rey d'Angleterra, nostre senhor, o a ssous enffantz, o a ssous officiers, e au mager e juratz de la bila de Bordeu.



N° CXXV.
18 Juillet 1379.

Item, que, si nos sabiam nulha persona qui tractes o agos tractat mal ni dampnage a la bila de Bordeu que, tantost cum nos ac sabirem, e au plus tost que nous pourrem, ac farem assaber au majer e juratz de la bila de Bordeu, o ad aucun officiant de ladeyta bila.

Item, que, si la bila de Bordeu e lo pays de la hobediensa deudeyt Rey, nostre senhor, aue a ffar caualgada per comandament de lui o de son loctenent, que nos serem totjorn ab ladeyta bila et desotz la baneyra de ladeyta bila, totas betz que nos ne serem requeritz per ladeyta bila.

E losdeitz Arnaud Johan, Amaubin Conge, Helyas de La Porta, Ramon Conge, Giulhem Auguier, mestre Helyas Aymeric, Guilhem de Sent-Miqueu e Amaubin Bernart, per nome de ladeyta bila, auentz especiau mandament ad asso far, cum deyt es, prometteren e jureren, per lor et per tota lor comunia de ladeyta bila de Borc, sobre la crotz et sobre los santz euangelis Diu corporaument toquat, que totas las causas dessusdeytas, e cascuna d'eras, tindran, garderan, sens benir encontra a lor leyau poder, en tot ni en partida, en nulha maneira.

E aqui medis, feyt lodeit segrament per losdeitz sobrenompnatz, nos auantdeitz mager et juratz de ladeyta bila de Bordeu, per nos et per nostra comunia, ferem segramen ausdeitz Arnaud Johan, Amaubin Conge, Helyas de La Porta, Ramon Conge, Guilhem Auguier, mestre Helias Aymeric, Guilhem de Sent-Miqueu et Amaubin Bernart, en nome de ladeyta bila de Borc, ab las protestacions que dessus, lasquaus nos auantdeitz mager e juratz bolen auer per repetidas en cascun deus artigles subseguentz, per la maneira que s'ensec :

Tot primeyrament, que nos serem bons e loyaus e ajudantz a ladeyta bila de Borc et aus borgues e habitantz d'aquera, a ffar justicia contra tota maneira de gens dedeintz nostre poder o destreyt tant solament; saubat la sobiranetat, cum deyt es, deu rey d'Anglaterra, nostre senhor, o de sous officiers.

Item, que nos, a nostre leyau poder, garderan e deffendram de tota injuria o biolensa totz los borgues o habitantz de ladeyta bila de Borc, tant quant sian dedintz nostre poder.

Item, que, si nulh home los forfade o los bole forffar, eu destorbar o perturbar justicia o dreytura, que contra aquetz nos los seram ajudantz, cum deyt es, dedintz nostre poder o distreyt, a nostre leyau poder, segont que dreyt et la costuma deu pays boura.

Item, que, si nos sabiam que mal ni dampnage degos auenir a ladeyta

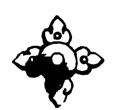
bila de Borc, que nos, tantost cum ac sabrem, et au plus tost que poiren, ac farem assaber aus juratz de ladeyta bila, o ad aucuns de lors officiers. **N° CXXV.** 18 Juillet 1379.

Item, que nos los tindram, garderam, a nostre leyau poder, totas franquesas, priuilegis e libertatz autreyatz a ladeyta bila de Borc, reseruatz a nos nostres priuilegis, establimentz e franquessas, ausquaus, per aquet present segrament, no entenden en res derogar, ni en nulha maneyra renunciar.

E totas aquestas causas e cascuna d'eras, nos auantdeitz mager e juratz de ladeyta bila de Bordeu, per nos e per nostre comunia, auem promes e jurat, sobre la crotz et sobre los santz euangelis Diu corporaument toquatz, totas las causas dessusdeytas de tenir et gardar, sens benir encontra en nulha maneyra, per la forma et maneyra que dessus es declarat et exprimit.

E, per major fermetat de las causas dessusdeytas, promesas e juradas tant per los auantdeytz mager e juratz de ladeyta bila de Bordeu quant per losdeitz Arnaud Johan, Amaubin Conge, Helias de La Porta, Ramon Conge, Guilhem Auguier, mestre Helyas Aymeric, Guilhem de Sent-Miqueu et Amaubin Bernart, dessus nompnatz, en nome de ladeyta bila de Borc, fo ordenat que, de las causas dessusdeytas fossan feytas doas letras d'una tenor, et aqueras fossan sageradas deu grant saget de la bila de Bordeu et deu saget de ladeyta bila de Borc : la una remandra a ladeyta bila de Bordeu, e l'autra a ladeyta bila de Borc.

Acta fuerunt hec in domo comuni Sancti-Elegii Burdegale, loco, die et anno suprascriptis, modo et forma hic contentis.





N° CXXVI.

15 Août 1322.

RECONNAISSANCE DU DROIT DE BIAN DÛ PAR LA PAROISSE DE BRUGES.

SOMMAIRE.

Le receveur de la confrérie de Bruges déclare que sa paroisse doit annuellement à la ville de Bordeaux, à raison du droit de Bian, la somme de 8 livres 10 sous, sur laquelle il verse 70 sous, et dont il paiera le reste dans huit jours.

Littera recognitionis deu Bian pro parrochia de Brugiis (1).

CONOGUDA causa sia que, lo XV. jorn al intrant deu mes d'aost, anno Domini M° CCC° XXII°, en la presencia de min notari et deus testimonis dejus escriutz, Ramon deu Pugau, de la parropia de Bruga, compte, si cum disso, de la coffrayria de ladeita parropia de Bruga, reconogo et confesset que ed, per sin, et cum compte de ladeyta coffrayria, et per los prodomes de l'auantdeyta parropia, aue affermat en las mans et per dauant lo saui home et discret de mestre Helias de Pomers, clerc de la bila et de la comunia de Bordeu, et d'en Martin de Sent-Julian, bossey de l'auantdeyta bila et comunia, a pagar et a rendre al auantdeyt en Martin, dintz VIII. jorns que l'auantdeyta afermadura fo feyta : VIII. liuras et X. soutz de la moneda corssabla a Bordeu, per radon deu Bian que l'auantdeyta parropia de Bruga et li prodome de la medissa parropia deuen et en acostuma a pagar, sa en arreyre, cascun an, a l'auantdeyta bila et communia de Bordeu, so es assaber : aqueras VIII. liuras et X. soutz que deuen present an, en que eram quant aquesta carta fo feyta.

En aquet medis jorn que aquesta carta fo feyta, l'auantdeyt Ramon deu Pugau, per sin, et per los prodomes de ladeyta parropia, et cum compte de ladeyta cofrayria, paguet audit en Martin, recebent cum bossey de l'auantdeyta billa et communia : LXX. soutz de l'auantdeyta moneda, de lasdeitas VIII. liuras et X. soutz, que aue affermat en la maneyra que deit es; e, la demorant de lasdeitas VIII. liuras et X. soutz, l'auantdeit Ramon

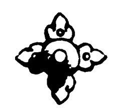
(1) Voyez les nos XCVIII et CXXVII à CXXXVII.

deu Pugau, per sin, et per los prodomes de ladeita parropia, et cum compte de ladeyta confrayria, affermet a pagar audeit en Martin o au portador d'aquesta carta, dintz VIII. jorns apres sigent continualement la data d'aquesta present carta. E tot sso a mandat et autreiat sotz obligacion de sin et de totz sos bens, mobles et no mobles, on que sian.

De lasquaus causas feitas et deitas en la maneira que deyt es, l'auandeit en Martin, cum bossey de l'auantdeyta billa et communia, requero a min notari dejus nompnat que de sso lo dessi e'n fessi carta; laquau l'autreiey.

Actum fuit die et anno prescriptis : Karolo, rege Francie, regnante; Edwardo regnante in Anglia, duce Aquitanie; Arnaldo, Burdegale archiepiscopo.

Testes sunt : en P. de Camparrian, Guiraut, P. Manda de Berdeu, Ramon deu Bosc de Bruga e io Pey Torner, notari public deu dugat de Guiayna, qui, a la requesta deudeit en Martin, cum bossey de l'auantdeita bila e comunia, aquesta present carta recebui et escriuui, et de mon senhau acostumat la signey.



N° CXXVII.

15 Août 1322.

RECONNAISSANCE DU DROIT DE BIAN DÛ PAR LA PAROISSE DE MÉRIGNAC.

SOMMAIRE.

Les receveurs des confréries de Mérignac déclarent que leur paroisse doit annuellement à la ville de Bordeaux, à raison du droit de Bian, la somme de 22 livres 10 sous, sur laquelle ils versent 11 livres 13 sous, et dont ils paieront le reste dans huit jours.

Carta recognitionis deu Bian pro parrochia de Mayrinhaco (1).

CONOGUDA causa sia que, lo ditmenge, en la festa de la assumption de Nostra-Dona, so es assaber : lo xv. jorn al intrant deu mes d'aost, anno Domini M° ccc^{mo} xxii°, en la presencia de min notari, et deus testimonis dejus descriutz, Martin Roch deu Tandinet, Arnau Arrapn. de Beutra, W. deu Bosc de Boyrinas et P. de Laubareda, de la parropia de Marinhac, comptes, si cum dissorem, de las confrarias de l'auantdeita parropia de Marinhac, reconogoren et confesseren que id, per eds, et cum comptes de las auantdeitas confrayrias, et per los prodomes de l'auantdeyta parropia de Marinhac, auen affermat en la presencia et per dauant lo saui et discret mestre Helias de Pomers, clerc de la bila et de la comunia de Bordeu, et d'en Martin de Sent-Julian, bossey de l'auantdeita billa et comunia, a pagar et a rendre al auantdeyt en Martin, dintz viii. jorns que l'auantdeita fermadura fo feyta, xxii. liuras et x. soutz de la moneda corante a Bordeu, per radon deu Bian que l'auantdeita parropia de Marinhac et li prodome de l'auantdeita parropia deuen e an acostumat, sa en arreyre, a pagar cascun an a l'auantdeyta bila et comunia de Bordeu, so es assaber : aqueras xxii. liuras et x. soutz que deuen dequest present an, en que eram quant aquesta present carta fo feyta.

En aquet medis jorn que aquesta carta fo feyta, los auantdeits comptes, per eds, et per los prodomes de ladeita parropia, et cum comptes de lasdeitas

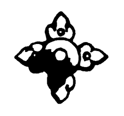
(1) Voyez les nos XCVIII et CXXVI à CXXXVII.

confrayrias, pageren audeit en Martin, recebent cum bossey de l'auantdeita bila et comunia : xi. libras et xiii. soutz de l'auantdeita moneda de las auantdeitas xxii. libras et x. soutz, que lideit compte auen affermat en la maneyra que deit es; de lasquaus paget l'auantdeit Martin : v. soutz, Arnaud Arranption : xxxiii. soutz, W. deu Bosc : iiii. libras et xiii. soutz, et Pei de Laubareda : lx. soutz; e, la demorant de las auantdeitas xxii. libras et x. soutz, li auantdeits compte affermeren a pagar audeit en Martin o au portardor d'aquesta carta, dintz viii. jorns apres sigentz la data d'aquesta present carta. E tot so an mandat et autreiat li auantdeits compte, sotz obligacion de lor personas et de totz lor bens, mobles et no mobles, an que sian, cadun per lo tot. N° CXXVII. 15 Août 1322.

De lasquaus causas feytas e deitas en la maneyra que deit es, l'auantdeit en Martin, cum bossey de l'auantdeita bila e comunia, requero a min notari dejus nompnat que de so lo desi e'n fessi carta; laquau l'autreiey.

Actum fuit die et anno prescriptis : Karolo, rege Francie, regnante; Edwardo regnante in Anglia, duce Acquitanie; Arnaldo, Burdegale archiepiscopo.

Testes sunt : W. Arrudera, G[uiraud?], P. Manda e io Pey Torner, notari public deu dugat de Guiayna, qui, a la requesta deudeit en Martin, cum bossey de ladeita bila e comunia, aquesta present carta recebui et escriuui, et de mon senhau acostumat la signey.



N° CXXVIII.

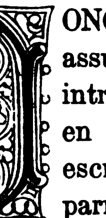
15 Août 1322.

RECONNAISSANCE DU DROIT DE BIAN DÛ PAR LA PAROISSE DE PESSAC

SOMMAIRE.

Les receveurs des confréries de Pessac déclarent que leur paroisse doit annuellement à la ville de Bordeaux, à raison du droit de Bian, la somme de 12 livres 10 sous, sur laquelle ils versent 67 sous, et dont ils paieront le reste dans huit jours.

Carta recognitionis deu Bian pro parrochia de Pessaco (1).



ONOGUDA causa sia que, lo ditmenge, en la festa de la assumption de Nostra-Dona, so es assaber : lo xv. jorn al intrant deu mes d'aost, anno Domini millesimo ccc^{mo} xxii^{o}, en la presencia de min notari et deus testimonis dejus escriutz, Guillem deu Treuch et Pey de Marinhac, de la parropia de Pessac, comptes, si cum dissoron, de las confrayrias de l'auantdeyta parropia, reconogoren et confessoren que id, per eds, et cum comptes de las auantdeytas confrayrias, e per los prodomes de l'auantdeyta parropia de Pessac, auen affermat en la presencia et per dauant lo saui home et discret mestre Helias de Pomers, clerc de la bila et de la comunia de Bordeu, et d'en Martin de Sent-Julian, bossey de l'auantdeyta billa e comunia, a pagar et a rendre al auandeit en Martin, dintz viii. jorns que l'auantdeyta fermadura fo feyt feyta : xii. libras et x. soutz de la moneda corssabla de Bordeu, per radon deu Bian que l'auantdeita parropia de Pessac et li prodome de l'auantdeita parropia deuen et en acostumat, sa en arreyre, a pagar cascun an, a l'auantdeyta bila et comunia de Bordeu, so es assaber : aqueras xii. libras et x. soutz que deuen d'aquest present an, en que eram quant aquesta carta fo feyta.

En aquet medis jorn que aquesta carta fo feyta, li auantdeits comptes, per eds, et per los prodomes de ladeyta parropia, e cum comptes de lasdeitas confrayrias, pageren audeit en Martin, receben cum bossey de ladeita bila e comunia : lxvii. soutz de ladeita moneda de las auantdeitas

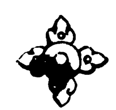
(1) Voyez les nos XCVIII et CXXVI à CXXXVII.

xii. libras et x. soutz, que auen affermat lideits compte en la maneyra que deit es; deusquaus paget l'auantdeit Guilhem deu Treuch : lvii. soutz, et l'auantdeit Pey de Marinhac : x. soutz; et, la demorant de las auantdeitas xii. libras et x. soutz, li auantdeits compte affermeren a pagar audeit en Martin o au portador d'aquesta carta, dintz viii. jorns apres sigent la data d'aquesta present carta. E tot sso an mandat e autreyat li auantdeits comptes, sotz obligacion de lor personas et de totz lor bens, mobles et no mobles, on que sian, cadun per lo tot. N° CXXVIII. 15 Août 1322.

De lasquaus causas feytas et deytas en la maneyra que deit es, l'auantdeit en Martin, cum bossey de l'auantdeita bila et communia, requero a min notari dejus escriutz que de sso lo dessi o'n fessi carta; laquau l'autreiey.

Actum fuit die et anno prescriptis : Karolo, rege Francie, regnante; Edwardo regnante in Anglia, duce Acquitanie; Arnaldo, Burdegale archiepiscopo.

Testes sunt : en W. Educem, Jordan de Barssac e io Pey Torner, notari public deu dugat de Guiayna, qui, a la requesta deudeit en Martin, cum bossey de ladeita bila et comunia, aquesta present carta recebui, escriuui, et de mon senhau acostumat la signey.



N° CXXIX.
15 Août 1322

RECONNAISSANCE DU DROIT DE BIAN DÛ PAR LA PAROISSE D'EYSINES.

SOMMAIRE.

Les receveurs des confréries d'Eysines déclarent que leur paroisse doit annuellement à la ville de Bordeaux, à raison du droit de Bian, la somme de 14 livres 10 sous, sur laquelle ils versent 14 livres 12 deniers, et dont ils paieront le reste dans huit jours.

Carta recognitionis deu Bian pro parrochia d'Aydinis (1).

CONOGUDA causa sia que, lo dimentge, en la festa de la assumption de Nostra-Dona, so es assaber : lo xv. jorn al intrant deu mes d'aost, anno Domini m° ccc° xxii°, en la presencia de min notari et deus testimonis dejus escriut, Arnaud deu Tastar d'Ayzinas, Pey Faur dau Bigan, W. de Treyssan de Bussac, W. de La Horest, P. Maurin de Halhan, Johan Boneu de Las Comas, de la parropia d'Ayzinas, comptes de las confrayrias de l'auantdeyta parropia, per edz, et per los prodomes de l'auantdeyta parropia, affermeren et se obligeren a pagar et a rrendre a'n Martin de Sent-Julian, bossey de la bila et de la comunia de Bordeu : xiiii. libras et x. soutz de la moneda corssabla a Bordeu, per radon deu Bian que id et li prodome de l'auantdeyta parropia deuen e an acostumat a pagar cascun an, sa en arreyres, a l'auantdeyta bila et comunia de Bordeu, so es assaber que son aqueras xiiii. libras et x. soutz que deuen deudeit Bian en quest present an, en que eran quant aquesta carta fo feyta.

En aquet medis jorn, li auantdeits compte, per eds, et per los prodomes de ladeyta parropia, et cum comptes de lasdeitas confrayrias, pageren audeit an Martin, recebent cum bossey de l'auantdeita [bila?] e comunia : xiiii. libras et xii. deners de l'auantdeita moneda de las auantdeitas xiiii. libras et x. soutz affermadas en la maneyra que deit es; de lasquaus paget lodeit Arnaud deu Tastar : xlvi. [soutz?] viii. deneys, W. de Croyssan : xxiii. soutz iiii. deneys, W. de La Horest : xxxix. soutz vii. deneys

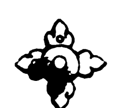
(1) Voyez les nos XCVIII et CXXVI à CXXXVII.

et malhas, P. Maurin : LI. soutz IIII. deneys, et lodeit Johan Boneu : LXXIII. soutz; e, la demorant de lasdeitas XIIII. libras et X. soutz, li auantdeits compte affermeren a pagar audeit an Martin o au portador d'aquesta carta, dintz VIII. jorns apres sigent la data d'aquesta present carta. E tot so an mandat et autreyat li auantdeyt compte, sotz obligacion de lor personas et de totz lor bens, mobles et no mobles, on que sian, cadun per lo tot. **N° CXXIX.** 15 Août 1322.

De lasquaus causas, l'auantdeyt en Martin, cum bossey de l'auantdeyta bila e comunia, requero min notari dejus escriut que, de lasdeitas causas feitas et deitas en la maneyra que deit es, lo dessi carta; laquau l'autreiey.

Actum fuit die et anno prescriptis : Karolo, rege Francie, regnante; Edwardo regnante in Anglia, duce Acquitanie; Arnaldo, Burdegale archiepiscopo.

Testes sunt : Jordan de Barssac, W. Arridera, Guiraut, P. Manda de Bordeu et io Pey Torner, notari public deu dugat de Guiayna, qui, a la requesta deudeit en Martin, cum borssey de l'auantdeita bila et comunia, aquesta present carta recebui et escriuui, et de mon senhau acostumat signey.



N° CXXX.

25 Août 1322.

RECONNAISSANCE DU DROIT DE BIAN DÛ PAR LA PAROISSE DE SAINT-MÉDARD-EN-JALLE.

SOMMAIRE.

Les receveurs des confréries de Saint-Médard-en-Jalle déclarent que leur paroisse doit annuellement à la ville de Bordeaux, à raison du droit de Bian, la somme de 12 livres 10 sous, et promettent de la payer dans huit jours.

Carta recognitionis deu Bian pro parrochia Sancti-Medardi-in-Jalesio (1).

CONOGUDA causa sia que, lo VII. jorns al issent deu mes d'aost, anno Domini millesimo ccc^mo^ XXII°, en la presencia de min notari et deus testimonis dejus escriutz, Ramon de Manssar de Corbiac, Arnaud de Saubeyran, Martin Arnaud de Magudans, de Sent-Medard-en-Jales, comptes, si cum dissorem, de las confrarias de l'auantdeita parropia, per edz, et per los prodomes de ladeita parropia, et cum comptes de lasdeitas confrarias, affermeren et se obligeren a pagar et a rrendre a'n Martin de Sent-Julien, bossey de la bila et de la comunia de Bordeu : XII. libras et X. soutz de la moneda corssabla a Bordeau, per radon deu Bian que id et li prodome de l'auantdeita parropia deuen et an acostumat a paga, sa en arreyres, cascun an, a l'auantdeita bila et comunia de Bordeu, so es assaber que son aqueras XII. libras et X. soutz que deuen deudeit Bian de queste present an, en que eram quant aquesta carta fo feyta.

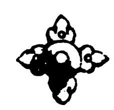
Lasquaus deuen et an promes rendre et pagar audeit en Martin o au portadour d'aquesta carta, dintz VIII. jorns sigent continuadament la data d'aquesta present carta. E tot so an mandat et autreyat sotz obligacion de las personas et de totz los bens, mobles et no mobles, an que sian, cadun per lo tot.

De lasquaus causas feitas en la maneyra que deit es, l'auantdeit en Martin requero, cum bossey de l'auantdeita bila et comunia, min notari dejus escriut que de so lo fessi carta; laquau l'autreiey.

(1) Voyez les nos XCVIII et CXXVI à CXXXVII, mais spécialement le no CXXXVI.

Actum fuit die et anno prescriptis : Karolo, rege Francie, regnante; Edwardo regnante in Alia [Anglia?], duce Acquitanie; Arnaldo, Burdegale archiepiscopo. N° CXXX. 25 Août 1322.

Testes sunt : W. de Magudans, Arnaud Martin de Corbiac e io Pey Torner, notari public deu dugat de Guiayna, qui, a la requesta deudeit en Martin, cum bossey de l'auantdeita bila et comunia, aquesta present carta recebuy, escriuuy et de mon senhau acostumat la signey.



N° CXXXI.

21 Août 1322.

RECONNAISSANCE DU DROIT DE BIAN DÛ PAR LA PAROISSE DE CESTAS.

SOMMAIRE.

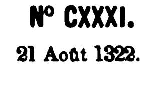
Le receveur de la confrérie de Cestas déclare que sa paroisse doit annuellement à la ville de Bordeaux, à raison du droit de Bian, la somme de 10 livres 10 sous, sur laquelle il verse 8 livres 10 sous, et dont il paiera le reste dans huit jours.

Carta recognitionis deu Bian pro parrochia de Sestas (1).

CONOGUDA causa sia que, lo XI. jorn all issent deu mes d'aost, anno Domini M° CCC^mo XXII°, en la presencia de min notari et deus testimonis dejus escriutz, Guilhem Barrau, de la parropia de Sestas, compte, si cum disso, de la confrayria de l'auantdeita parropia, reconogo et confesset que ed, per sin, et cum compte de ladeyta confrayria, et per los prodomes de ladeita parropia, aue affermat en la presencia et per dauant lo saui home et discret mestre Helyas de Pomers, clerc de la bila et de la comunia de Bordeu, et d'en Martin de Sent-Julian, bossey de l'auantdeita bila et comunia, a pagar et a rendre al auantdeit en Martin, dintz VIII. jorns que l'auantdeyta afermadura fo feyta : X. libras et X. soutz de la moneda corssabla a Bordeu, per radon deu Bian que l'auantdeita parropia de Sestas et li prodome de l'auantdeita parropia deuen et an acostumat a pagar, sa en arreyra, cascun an, a l'auantdeita bila et comunia de Bordeu, so es assaber que son aqueras X. libras et X. soutz que deuen d'aquest present an, en que eram quant aquesta present carta fo feyta.

En aquet medis jorn que aquesta carta fo feyta, l'auantdeit Guilhem Barrau, per sin, et per los prodomes de Sestas, et cum compte de l'auantdeita confrayria, paget audeit en Martin, recebent cum bossey de l'auantdeita bila et comunia : VIII. libras et X. soutz de l'auantdeita moneda de las auantdeitas X. libras et X. soutz, que aue affermat en la maneyra que deit es; e, la demorant de las auantdeitas X. libras et X. soutz,

(1) Voyez les nos XCVIII et CXXVI à CXXXVII.

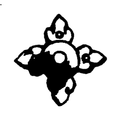

N° CXXXI.
21 Août 1322.

l'auantdeit Guilhem Barrau, per sin, et per los prodomes de l'auantdeita parropia, et cum compte de l'auantdeita confrayria, affermet a pagar audeit en Martin o au portadour d'aquesta carta, dintz viii. jorns apres sigent continuadament la data d'aquesta present carta. E tot so a mandat et autreyat sotz obligacion de sin et de totz sos bens, mobles et non mobles, on que sian.

De lasquaus causas feytas en la maneyra que deit es, l'auantdeit en Martin, cum bossey de l'auantdeita bila e comunia, requero min notari dejus nompnat que de so lo dessi e fessi carta; laquau l'autreyey.

Actum fuit die et anno prescriptis : Karolo, rege Francie, regnante; Edwardo regnante in Anglia, duce Acquitanie; Arnaldo, Burdegale archiepiscopo.

Testes sunt : en W. Gaucem, ciptadan de Bordeu, Gaucem de Bauria, clerc, et io Pey Torneyr, notari public deu dugat de Guiayna, qui, a la requesta deudeit en Martin, cum bossey de l'auantdeyta bila et comunia, aquesta present carta recebui et escriuy, et de mon senhau acostumat la signey.



N° CXXXII.

25 Août 1322.

RECONNAISSANCE DU DROIT DE BIAN DÛ PAR LA PAROISSE DE CANÉJEAN.

SOMMAIRE.

Le receveur de la confrérie de Canéjean déclare que sa paroisse doit annuellement à la ville de Bordeaux, à raison du droit de Bian, la somme de 10 livres 10 sous, sur laquelle il verse 9 livres, et dont il paiera le reste dans huit jours.

Carta recognitionis deu Bian pro parrochia de Canegan (1).

CONOGUDA causa sia que, lo VII. jorn al issent deu mes d'aost, anno Domini M° CCC° XXII°, a la presencia de min notari et deus testimonis dejus escriutz, Pey deu Pugou, de la parropia de Canegan, compte, si cum disso, de la confrayria de l'auautdeita parropia, reconogo et confesset que ed, per sin, et cum compte de ladeita parropia, et per los prodomes de ladeita parropia, aue affermat en las mans et per dauant lo saui home et discret mestre Helyas de Pomers, clerc de la bila et de la communia de Bordeu, et d'en Martin de Sent-Julien, bossey de ladeita bila et communia, a pagar et a rrendre al auantdeit en Martin, dintz VIII. jorns que l'auantdeita affermadura fo feyta apres siguentz : x. libras et x. soutz de la moneda corssabla a Bordeu, per radon deu Bian, que l'auantdeita parropia de Canegan et li prodome de la medissa parropia deuen et an acostumat a pagar, sa en arreyre, cascun an, a l'auantdeita bila et communia de Bordeu, so es assaber : aqueras x. libras et x. soutz que deue d'aquest present an, en que eram quant aquesta present carta fo feyta.

En aquet medis jorn que aquesta carta fo feyta, l'auantdeit Pey deu Pugou, per sin, et per los prodomes de l'auantdeita parropia, et cum compte de ladeita confrayria, paget audeit en Martin, recebent cum bossey de l'auantdeita bila et comunia : IX. libras de l'auantdeita moneda de las auantdeitas x. libras et x. soutz, que auen affermat en la maneyra que dit

(1) Voyez les nos XCVIII et CXXVI à CXXXVII.

es; e, la demorant de las auantdeitas x. libras et x. soutz, l'auantdeit Pey deu Pugou, per sin, et per los prodomes de l'auantdeita parropia, et cum compte de l'auantdeyta confrayria, affermet a pagar audeit en Martin o au portador d'aquesta carta, dintz VIII. jorns apres sigentz continuadament la data d'aquesta present carta. E tot so a mandat et autreyat sotz obligacion de sin et de totz sos bens, mobles et no mobles, on que sian. **N° CXXXII.** 25 Août 1322.

De lasquaus causas feitas en la maneira que deit es, l'auantdeit en Martin, cum bossey de l'auantdeita bila et comunia, requero min notari dejus escriut que de sso lo dessi e'n fessi carta; loquau l'autreiey.

Actum fuit die et anno prescriptis : Karolo, rege Francie, regnante; Edwardo regnante in Anglia, duce Aquitanie; Arnaldo, Burdegale archiepiscopo.

Testes sunt : Jordan de Barssac, en W. Gaucem e io Pey Torner, notari public deu dugat de Guiayna, qui, a la requesta deudeit en Martin, cum bossey de l'auantdeita bila et comunia, aquesta present carta recebuy et escriuuy, e mon senhau acostumat y pausey.



N° CXXXIII.

25 Août 1322.

RECONNAISSANCE DU DROIT DE BIAN DÛ PAR LA PAROISSE DE BÈGLES.

SOMMAIRE.

Les receveurs des confréries de Bègles déclarent que leur paroisse doit annuellement à la ville de Bordeaux, à raison du droit de Bian, la somme de 8 livres 10 sous, sur laquelle ils versent 105 sous, et dont ils paieront le reste dans huit jours.

Carta recognitionis deu Bian pro parrochia de Bocela (¹).

CONOGUDA causa sia que, lo VII. jorn all issent deu mes d'aost, anno Domini M° CCC^mo^ XXII°, en la presencia de min notari et deus testimonis dejus escriutz, Ramon deu Bedat et Arnaud Gasc, de la parropia de Bocela, comptes, si cum dissoren, de l'auantdeita parropia, reconogoren et confesseren que it, per eds, et cum comptes de ladeita confrayrias, et per los prodomes de l'auantdeita parropia, auen affermat en las mans et per dauant lo saui home et discret mestre Helyas de Pomers, clerc de la bila et de la comunia de Bordeu, et d'en Martin de Sent-Julien, bossey de l'auantdeita bila et comunia, a pagar et a rrendre al auantdeit en Martin, dintz VIII. jorns que l'auantdeita fermadura fo feita : VIII. libras et X. soutz de la moneda corssabla a Bordeu, per radon deu Bian que l'auantdeita parropia de Begla et li prodome de l'auantdeita parropia deuen et an acostumat a pagar, sa en arreyra, cascun an, a l'auantdeita comunia et bila de Bordeu, so es assaber : aqueras VIII. libras et X. soutz que deuen d'aquest present an, en que eran quant aquesta present carta fo feita.

En aquet medis jorn que aquesta carta fo feita, li auantdeits compte, per ed, et per los prodomes de l'auantdeita parropia de Becla, et cum comptes de las auantdeitas confrairias, pagueren audeit en Martin, recebent cum bossey de l'auantdeita bila et communia : CV. soutz de l'auantdeita moneda de las auantdeitas VIII. libras et X. soutz, que auen affermat en la maneyra que deit es : de lasquaus paguet lodeit Ramon : LXXV. soutz et

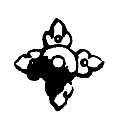
(¹) Voyez les n^os^ XCVIII et CXXVI à CXXXVII.

lodeit Arnaud : xxx. soutz; e, la demourant de las auantdeitas viii. libras et x. soutz, l'auantdeit compte affermeren a pagar et a rendre a l'auantdeit en Martin o au portadour d'aquesta carta, dintz viii. jorns apres sigent continuadament la data d'aquesta present carta. E tot so an mandat et autreiat sotz obligacion de lor personas et de tot lor bens, mobles et no mobles, o que sian.

De lasquaus causas feytas en la maneyra que deit es, l'auantdeit en Martin, cum bossey de l'auantdeita bila e comunia, requero min notari dejus escriut que de sso lo dessi e'n fessi carta; lasquaus l'autreiey.

Actum fuit die et anno prescriptis : Karolo, rege Francie, regnante; Edwardo regnante in Anglia, duce Acquitanie; Arnaldo, Burdegale archiepiscopo.

Testes sunt : Guiraut, Pey Manda, Johan de Barssac e io Pey Torner, notari public deu dugat de Guiayna, qui, a la requesta deudeit en Martin, cum bossey de l'auantdeita bila et comunia, aquesta present carta recebuy et escriuuy, et mon senhau acostumat y pausey.



N° CXXXIV.

25 Août 1322.

RECONNAISSANCE DU DROIT DE BIAN DÛ PAR LA PAROISSE DE LÉOGNAN.

SOMMAIRE.

Les receveurs des confréries de Léognan déclarent que leur paroisse doit annuellement à la ville de Bordeaux, à raison du droit de Bian, la somme de 19 livres 10 sous, sur laquelle ils versent 16 livres 3 sous, et dont ils paieront le reste dans huit jours.

Carta recognitionis pro parrochia de Leunhano (1).

CONOGUDA causa sia que, lo vii. jorn al issent deu mes d'aost, anno Domini M° CCC° XXII°, en la presencia de min notari et deus testimonis dejus escriutz, Ramon de La Font, Hortmota, Ramon Arnaud de Cazaus, et Pey Arnaud de La Roquel, de la parropia de Leunhan, comptes, si come dissoren, de las confrayrias de Leunhan, reconogoren et confessoren que id, per edz, et cum comptes de lasdeitas confrayrias, et per los prodomes de l'auantdeita parropia, auen affermat en las mains et per dauant lo saui home et discret mestre Helyas de Pomers, clerc de la bila et de la communia de Bordeu, et d'en Martin de Sent-Julien, bossey de l'auantdeita bila et comunia, a pagar et a rendre al auantdeit en Martin, dintz viii. jorns que l'auantdeita fermadura fo feita : xix. libras et x. soutz de la moneda corssabla a Bordeu, per radon deu Bian que l'auantdeita parropia de Leunhan et li prodome de ladeita parropia deuen et an acostumat a pagar, sa en arreyre, cascun an, a l'auantdeita bila et comunia de Bordeu, so es assaber : aqueras xix. libras et x. soutz que deuen d'aquest present an, en que eram quant aquesta carta fo feita.

En aquet medis jorn que aquesta carta fo feita, li auantdeit compte, per eds, et per los prodomes de la parropia de Leunhan, et cum comptes de las auantdeitas confrayrias, pagueren audeit en Martin, recebent cum bossey de l'auantdeita bila et comunia : xvi. libras et iii. soutz de l'auantdeita

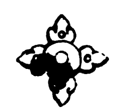
(1) Voyez les nos XCVIII et CXXVI à CXXXVII.

moneda de las auantdeitas xix. libras et x. soutz, que auem affermat en la maneyra que deit es : de lasquaus paguet lodeit Ramon de La Font : lv. soutz, Hortmota : lxx. soutz, Ramon Arnaud de Cazeaux : iiii. libras et viii. soutz, et Pey Arnaud de Roquelh : cx soutz; e, la demorant de las auantdeitas xix. libras et x. soutz, l'auantdeit affermeren a pagar et a rrendre al auandeit en Martin o au portadour d'aquesta carta, dintz huit jorns apres sigentz continuadament la data d'aquesta present carta. E tot so an mandat et autreiat sotz obligacion de lor personas et de totz lor bens, mobles et no mobles, on que sian. N° CXXXIV. 25 Août 1322.

De lasquaus causas feytas en la maneyra que deit es, lodeit en Martin, cum bossey de l'auantdeita bila e comunia, requero min notari dejus escriut que de sso lo dessi o'n fessi carta; laquau l'autreiey.

Actum fuit die et anno prescriptis : Karolo, rege Francie, regnante; Edwardo regnante in Anglia, duce Acquitanie; Arnaldo, Burdegale archiepiscopo.

Testes sunt : Guiraut, Pey Manda, Jordan de Barssac e io Pey Torner, notari public deu dugat de Guiayna, qui, a la requesta deudeit en Martin, cum bossey de l'auantdeita bila et comunia, aquesta present carta recebuy et escriuuy, et mon senhau acostumat y pausey.



N° CXXXV.

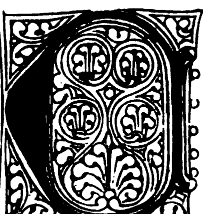
25 Août 1322.

RECONNAISSANCE DU DROIT DE BIAN DÛ PAR LA PAROISSE DE VILLENAVE.

SOMMAIRE.

Le receveur de la confrérie de Villenave déclare que sa paroisse doit annuellement à la ville de Bordeaux, à raison du droit de Bian, la somme de 19 livres 10 sous, sur laquelle il verse 4 livres 5 sous, et dont il paiera le reste dans huit jours.

Carta recognitionis deu Bian pro parrochia de Villanova (1).



ONOGUDA causa sia que, lo vii. jorn al issent deu mes d'aost, anno Domini m° ccc° xxii°, en la presencia de min, notari et deus testimonis dejus escriutz, W. de Langar, de la parropia de Bilanoua, compte, si cum disso, de la confrayria de l'auantdeita parropia, reconogo et confesset que ed, per sin, et cum compte de ladeita confrayria, et per los prodomes de l'auantdeita parropia, aue affermat en las mans et per dauant lo saui home et discret mestre Helyas de Pomers, clerc de la bila et de la comunia de Bordeu, et d'en Martin de Sent-Julien, bossey de l'auantdeita bila et comunia, a pagar et a rrendre al auantdeit en Martin, dintz viii. jorns que l'auantdeita fermadura fo feita : xix. libras et x. soutz de la moneda corssabla a Bordeu, per radon deu Bian que l'auantdeita parropia de Bilanoua et li prodome de la medissa parropia deuen et an acostumat a pagar, sa en arreyra, chescun an, a l'auantdeita bila et comunia de Bordeu, so assaber : aqueras xix. libras et x. soutz que deuen d'aquest present an, en que eram quant aquesta carta fo feyta.

En aquet medis jorn que aquesta carta fo feyta, l'auantdeit W. de Languar, per sin, et per los prodomes de l'auantdeita parropia, et cum compte de ladeita confrayria, paget audeit en Martin, recebent cum bossey de ladeita bila e communia : iiii. libras et v. soutz de l'auantdeita moneda de las auantdeitas xix. libras et x. soutz, que auen affermat en la maneyra que deit es; e, la demorant de las auantdeitas xix. libras et x. soutz,

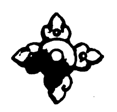
(1) Voyez les nos XCVIII et CXXVI à CXXXVII.

l'auantdeit W. de Langar, per sin, et per los prodomes de l'auantdeita parropia, et cum compte de las confrayrias, affermet a pagar audeit en Martin o au portadour d'aquesta carta, dintz VIII. jorns apres sigent continuadament la data d'aquesta present carta. Et tot so a mandat et autreiat sotz obligacion de sin et de totz sos bens, mobles et no mobles, on que sian. N° CXXXV. 25 Août 1322.

De lasquaus causas, l'auantdeit en Martin, cum bossey de ladeita bila et comunia, requero min notari dejus escriut que de sso lo dessi o'n fessi carta; laquau l'autreiey.

Actum fuit die et anno prescriptis : Karolo, rege Francie, regnante; Edwardo regnante in Anglia, duce Acquitanie; Arnaldo, Burdegale archiepiscopo.

Testes sunt : P. Arrotbert de Leunhan, P. de Medouc, Manda de Bordeu et io P. Torner, notari public deu dugat de Guiayna, qui, a la requesta deudit en Martin, cum bossey de ladeita bila et comunia, aquesta carta recebuy, escriuuy, et de mon senhau acostumat y pausey.



N° CXXXVI.

5 Septembre 1322.

RECONNAISSANCE DU DROIT DE BIAN DÛ PAR LA PAROISSE DE SAINT-MÉDARD-EN-JALLE.

SOMMAIRE.

Les receveurs des confréries de Saint-Médard-en-Jalle déclarent que leur paroisse doit annuellement à la ville de Bordeaux, à raison du droit de Bian, la somme de 12 livres 10 sous, sur laquelle ils versent 12 livres 3 sous, et dont ils paieront le reste dans huit jours.

Carta recognitionis pro parrochia de Magudas (1).

CONOGUDA causa sia que, lo v. jorn al intrant deu mes de septembre, anno Domini M° CCC° XXII°, en la presencia de min notari et deus testimonis dejus escriutz, Arnaud de Saubeyran, Ramon de Maussar de Corbiac et Martin Arnaud de Magudans, de la parropia de Sent-Medard-en-Gales, comptes, si cum dissoren, de las confrayrias de l'auantdeita parropia, reconogoren et confesseren que id auen affermat a'n Martin de Sent-Julian, bossey de la bila et de la comunia de Bordeu, a pagar et a rrendre al auantdeit en Martin o au portadour d'aquesta carta, dintz VIII. jorns apres siguentz : XII. libras et X. soutz de la moneda corssabla a Bordeu, per radon deu Bian que l'auantdeita parropia et li prodome de la medissa parropia deuen et an acostumat a pagar chascun an a l'auantdeita bila et comunia de Bordeu, so es assaber : aqueras XII. libras et X. soutz que deuen d'aquest present an, en que eram quant aquesta present carta fo feyta, ab carta enquerida per min notari dejus escriut, VII. jorn al issent deu mes d'aost, anno Domini M° CCC° XXII°.

En aquet medis jorn que aquesta carta fo feyta, li auantdeits compte, per edz, et per los prodomes de l'auantdeita parropia, et cum comptes de las auantdeitas confrayrias pagueren audeit en Martin, recebent cum bossey de l'auantdeita bila et comunia : XII. libras et III. soutz de ladeita moneda, de las auantdeitas XII. libras et X. soutz, que auem affermat en la maneyra

(1) C'est par erreur que la rubrique porte : *Magudas;* il s'agit dans l'acte de Saint-Médard-en-Jalle, comme au n° CXXX. — Voyez les n°s XCVIII et CXXVI à CXXXVII.

que deit es : de lasquaus paguet lodeit Arnaud de Saubeyran : IIII. libras et XVII. soutz, audeit Ramon de Maussar : IIII. libras et X. soutz, audeit Martin Arnaud : LVI. soutz ; e, la demorant de las auantdeitas XII. libras et X. soutz, lideit compte affermeren a pagar audeit en Martin o au portadour d'aquesta carta, dintz VIII. jorns apres siguent continuadament la data d'aquesta present carta. E tot so an mandat et autreiat sotz obligacion de lor personnas et de totz lor bens, mobles et no mobles, on que sian. N° CXXXVI. 5 Septembre 1322.

De lasquaus causas feytas en la maneyra que deit es, l'auantdeit en Martin, cum bossey de l'auantdeita bila et comunia, requero min notari dejus escriut que de sso lo dessi o'n fessi carta; laquau l'autreiey.

Actum fuit die et anno prescriptis : Karolo, rege Francie, regnante; Edwardo regnante in Anglia, duce Acquitanie; Arnaldo, Burdegale archiepiscopo.

Testes sunt : Jordan de Barssac, G[uiraud], P. Manda e io Pey Torner, notari public deu dugat de Guiayna, qui, a la requesta deudeit en Martin, cum bossey de l'auantdeita bila et comunia, aquesta present carta recebuuy et escriuy, et mon senhau acostumat y pausey.



N° CXXXVII.

19 Septembre 1322.

RECONNAISSANCE DU DROIT DE BIAN DÛ PAR LA PAROISSE DE GRADIGNAN.

SOMMAIRE.

Le receveur de la confrérie de Gradignan déclare que sa paroisse doit annuellement à la ville de Bordeaux, à raison du droit de Bian, la somme de 12 livres 10 sous, sur laquelle il verse 57 sous.

Carta recognitionis deu Bian pro parrochia de Gradinhano (1).

CONOGUDA causa sia que, lo xii. jorn al issent deu mes de septembre, anno Domini M° CCC° XXII°, en la presencia de min notari et deus testemonis dejus escriutz, W. Biana, de la parropia de Grandinhan, compte, si cum disso, de la confrayria de ladeita parropia, reconogo et confesset que ed, per sin, et per los prodomes de l'auantdeita parropia, et cum compte de l'auantdeita confrayria, aue affermat en las mans et per dauant lo saui homme et discret mestre Helyas de Pomers, clerc de la bila et de la comunia de Bordeu, et d'en Martin de Sent-Julian, bossey de ladeita bila e comunia, a pagar et a rrendre audeit en Martin, dintz viii. jours que l'auantdeita fermadura fo feyta : xii. libras et x. soutz de la moneda corssabla a Bordeu, per radon deu Bian que l'auantdeita parropia de Grandinhan et li prodome de la medissa parropia deuen et an acostumat a pagar, sa en arreyre, cascun an, a l'auantdeita bila et comunia, so es assaber que son aqueras xii. libras et x. soutz que deuen d'aquest present an, en que eram quant aquesta present carta fo feyta.

En aquet medis jorn que aquesta carta fo feyta, l'auantdeit Guilhem Biana, per sin, et per los prodomes de ladeita parropia, et cum compte de ladeita confrayria, paget audeit en Martin, recebent cum bossey de l'auantdeita bila et comunia : lvii. soutz de ladeita moneda de l'auantdeitas xii. libras et x. soutz, que aue affermat en la maneyra que deit es.

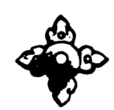
De lasquaus [causas?], l'auantdeit en Martin, cum bossey de l'auantdeita

(1) Voyez les nos XCVIII et CXXVI à CXXXVI.

bila et comunia, requero min notari dejus escriut, que de sso lo dessi o'n fessi carta; laquau l'autreiey. N° CXXXVII. 19 Septembre 1322

Actum fuit die et anno prescriptis : Karolo, rege Francie, regnante; Edwardo regnante in Anglia, duce Acquitanie; Arnaldo, Burdegale archiepiscopo.

Testes sunt : W. Arrudera, Johannes Damiata, daudet, en Guilhem de Sent-Julian, ciptadan de Bordeu, et io Pey Torner, notari public deu dugat de Guiayna, qui, a la requesta deudeit en Martin, cum bossey de ladeita bila et comunia, aquesta present carta recebuy et escriuuy, et mon senhau acostumat y pausey.



N° CXXXVIII.

4 Octobre 1329.

RECONNAISSANCE RELATIVE A LA MAISON OU L'ON BATTAIT MONNAIE A BORDEAUX.

SOMMAIRE.

Jean de Haustède, sénéchal de Guyenne, déclare que Richard de Havering, connétable de Bordeaux, a reconnu, par un acte du 7 mars 1305/6 (acte dont il reproduit la teneur), que les maire et jurats de Bordeaux lui ont permis de construire à la place de l'Ombrière, sur un vacant de la ville, une maison pour y fabriquer une nouvelle monnaie, en se réservant le droit d'exiger qu'on démolît cette maison dès que la fabrication cesserait.

Le sénéchal ajoute qu'ayant fait réparer et agrandir la construction dont il s'agit, les maire et jurats étaient venus en demander la démolition. Cependant, il avait obtenu d'eux qu'ils la laissassent subsister jusqu'à nouvelle demande, et pendant l'achèvement de la monnaie qu'on était en train de battre. Il reconnaît, d'ailleurs, que la maison et l'emplacement sur lequel elle s'élève appartiennent à la ville de Bordeaux.

Recognitio constabularii quomodo domus ubi moneta fabricatur fuit constructa de voluntate et licentia majoris et juratorum sub certis conditionibus et modis (1).

UNIVERSIS presentes litteras inspecturis vel audituris, Johannes de Haustede, miles, ducatus Acquitanie senescallus, salutem et fidem presentibus adhibere.

Noveritis nos vidisse, tenuisse, legisse et diligenter inspexisse quamdam litteram patentem, sigillo venerabilis et discreti viri domini Richardi de Haweringg., olim constabularii Burdegale, filii et locumtenentis nobilis et potentis viri domini Joannis de Haveringge, militis, quondam ducatus Aquitanie senescalli, cum cera rubea, ut prima facie apparebat, impendenti sigillatam, non rasam, non cancellatam, non corruptam, sed omni suspicione carentem, cujus tenor sequitur, de verbo ad verbum, in hunc modum :

« Omnibus presentes litteras visuris vel audituris, Richardus de Haveringg., constabularius Burdegale, filius et locumtenens domini Johannis de Haveringge, militis, ducatus Acquitanie senescalli, salutem et fidem presentibus adhibere.

(1) Voyez le n° CXVII.

« Noveritis quod nos recognoscimus et in veritate fatemur quod, ob honorem, amorem et utilitatem domini nostri regis Anglie, ducis Acquitanie, et ad instantiam et preces nostras, major et jurati ville Burdegale voluerunt, concesserunt et sustinuerunt quod nos faceremus seu construeremus, aut aliquis nomine nostro, domum vocatam : *appentis,* de lignis, coopertam tegulis, in parte platee de Umbreria, vocata : platea seu paduentum commune, que domus, vocata : *appentis,* sustinetur et se jungerit ad muros, qui propter guerram ultimam Vasconie fuerunt constructi versus mare, a latere, versus esterium Pontis, et in parte prope plateam Guillelmi Ayquelini, heredis Guilhelmi Artus, ad decudendum seu fabricandum, in dicta domo seu *appentis,* cum constructa fuerit, monetam novam dicti domini Regis et ducis, tunc per dictum senescallum et nos ibidem fabricandum seu decudendum. Que quidem gratia facta fuit de nostra et eorum intercessione, sub his duntaxat conditione et forma quod, quando dicta moneta fabricata fuerit seu cessaverit fabricari, quod dicta domus seu *appentis* amoveretur de loco seu platea predicta, pro voluntate majoris, juratorum et communie predictorum, et remaneret eadem platea in eodem statu in quo fuit antequam dicta domus construeretur ibidem, vel moneta fuisset ibi fabricata; ita quod, pretextu guerre hujusmodi nullum prejudicium dictis majori, juratis vel communie possit in futurum generari, nec in aliquo, propter quamcumque temporis diuturnitatem seu tollerantiam dicte domus seu *appentis,* inibi dictam monetam fabricandi, possit contra eos prescribi, seu prescriptio allegari, aut in aliquo, hac de causa, prejudicium eisdem generari.

N° CXXXVIII.
4 Octobre 1329.

« In cujus rei testimonium et ad majorem roboris firmitatem, sigillum nostrum presentibus duximus apponendum.

« Datum Burdegale, septimo die martii, anno Domini M° CCC° quinto. »

Cumque predictum edificium vocatum : appentitium, quod est a parte esteri antedicti, contiguum domini quondam Egi de Ladius, aliqua emendatione seu reparatione indigeret a parte capitis quod est versus curiam Umbrerie, et nos dictum appentitium, seu partem ipsius, videlicet : in capite antedicto, ampliare et elevare super plateam antedictam, vocatam ut predicitur : paduentum, nunc de novo, seu magister monete nostre nostro nomine, fecerimus, sana intentione tamen, ut juri ville in predicta littera contento nullum prejudicium pareatur; prefatique major et jurati super iis querelam deponerent, nosque requirerent quod illud edificium totaliter destrueremus et dirueremus ex toto :

N° CXXXVIII.
4 Octobre 1329.

Sciendum est finaliter deprecati fuimus instanter majorem et juratos predictos ut, de eorum gratia, tolerarent, pro necessitate monete cutende seu faciende, quod illa reparatio et edificia antedicta remanerent, absque omni prejudicio dicte ville, ad eorum voluntatem diruendam, cum moneta que nunc [cuditur?] circiter cessabit. Qui major et jurati, nostris precibus acquiescentes, sine prejudicio ville predicte, etiam eorumdem, sustinuerunt hac vice, propter honorem et reverentiam domini nostri Regis et ducis, ac nostri, ac necessitate monete predicte, quod predictum incrementum remaneat in presenti.

Verum, cum nos veritatem rerum juramenti, quo regimine senescallie tenemur, resserare et declarare teneamur, noveritis quod nos recognoscimus et in veritate testamur, habita diligenti inquisitione super istis, necnon habito consilio et avisamento cum consiliariis harum partium prefati domini nostri Regis et ducis, quod dicta platea, in qua sint scita appentitia antedicta, et hujusmodi incrementum, sunt propria dicte ville Burdegale, tanquam paduenta illius; nec non predictam litteram, et omnia contenta in ipsa littera, prefati domini Richardi de Haveringg. esse vera; volentes et promittentes, cessante moneta que nunc cutitur, eis reddere libere et absque contradictione seu impedimento quibuscumque, per nos vel quemcumque successorem nostrum, vel quod ipsi possint, absque omni offensa, removere vel retinere pro eorum libera voluntate; predictam litteram et contenta in illa, ex certa conscientia et scientia nostra, perpetuo confirmantes.

In cujus visionis et inspexionis testimonium, et majorem roborem omnium ac etiam singulorum in presentibus litteris contentorum, sigillum curie Vasconie presentibus duximus apponendum.

Datum Burdegale, sub sigillo predicto, IIIIa die octobris, anno Domini Mo ccco vicesimo nono.



N° CXXXIX.

HISTOIRE DE CENEBRUN.

SOMMAIRE.

La ville de Bordeaux fut fondée, longtemps avant la naissance de Jésus-Christ, par Titus et Vespasien, empereurs de Rome. Elle reçut pour roi Cenebrun, second fils de Vespasien et gendre de Titus. La domination de ce prince s'étendit sur tout le midi de la Gaule. Les Piliers de Tutelle furent construits par lui, et le Palais Gallien, par Gallienne, sa femme. Il partagea son royaume entre ses nombreux enfants, mais en réservant le droit de suzeraineté au royaume de Bordeaux. Son second fils, Cenebrun, devint comte de Médoc, et épousa une des filles du roi de Viane. La reine Gallienne, pour visiter plus aisément son fils Cenebrun, qu'elle chérissait, fit établir une grande route de Bordeaux à la mer, aux frais de Brunisen, courtisane célèbre.

A l'époque où saint Martial vint prêcher près de Limoges, un roi de Bordeaux, descendant du premier Cenebrun, se convertit au Christianisme au moment de mourir. Il ne laissa qu'une fille, qui épousa le comte de Limoges, et qui n'eut elle-même qu'une enfant : Valéria. L'empereur de Rome voulut donner cette dernière princesse, avec ses états héréditaires, à son neveu Étienne, à condition que celui-ci ne portât que le titre de duc, et non celui de roi. Mais Valeria, à laquelle saint Martial avait conféré le baptême, refusa de se rendre auprès d'Étienne, qui, irrité de ce refus, la fit décapiter. Des miracles accompagnèrent ce martyre. Aussi le neveu de l'Empereur, regrettant sa cruauté, conjura-t-il saint Martial de ressusciter sa victime, et, le saint s'étant rendu à ses prières, Étienne épousa Valéria, après avoir reçu le baptême avec 5,000 autres personnes. C'est alors que le royaume de Bordeaux reçut le nom d'Aquitaine.

Au bout d'un certain laps de temps, les Gascons, n'ayant plus d'héritiers légitimes de leurs ducs, firent choix d'un fils du roi de Castille; et, quand ce prince eut été assassiné, ils élurent le comte de Poitou. Par la suite, un mariage fit passer la Guyenne dans la famille des rois d'Angleterre.

Postérieurement, à l'époque où le Christianisme fleurissait par tout le monde, vécut un comte de Médoc, nommé Cenebrun. Le comte avait deux frères, Ponce et Fricon (ou Foulque), et s'était marié avec la fille du comte de La Marche. Ayant entendu parler de la guerre que les Sarrasins faisaient en Terre-Sainte, il confia ses états à Ponce, et partit pour Jérusalem avec sa femme, qui mourut pendant le trajet.

Une fois arrivé, il remporta sur les Infidèles une victoire brillante. Aussi le sultan de Babylone résolut-il de s'emparer de lui par trahison; ce qu'il fit, en effet. Il traita, d'ailleurs, son prisonnier avec les plus grands égards.

Un jour, voulant mettre la force de Cenebrun à l'épreuve, le Sultan lui proposa de combattre Enée, le plus fort des chevaliers de son empire. La rencontre eut lieu en Égypte, au milieu d'un concours prodigieux de personnes, et en présence de la Sultane et de sa fille unique. Au premier choc, Cenebrun désarçonna son adversaire, à l'admiration de tous les assistants et sutout de la princesse Fénix.

Quelque temps après, le Sultan voulut convertir Cenebrun à la foi des Gentils, lui promettant, s'il accédait à ses vœux, sa fille en mariage. Le comte de Médoc, fortifié par une apparition de la sainte Vierge, repoussa toutes ses offres. Le Sultan résolut alors de



N° CXXXIX. recourir à l'intervention de sa fille elle-même. Celle-ci, qui aimait Cenebrun et inclinait vers la foi chrétienne, se chargea volontiers de la mission qui lui était offerte. Dès la première entrevue, elle déclara ses sentiments au comte, qui se fiança avec elle. Puis, au bout de quelques jours, pendant une absence du Sultan, les deux amants s'enfuirent. Dès qu'ils furent arrivés au milieu des Chrétiens, Fénix fut baptisée, reçut le nom de Marie, et épousa Cenebrun, qui l'amena en France.

De retour à Bordeaux, Cenebrun apprit que ses frères, le croyant mort, s'étaient emparés de ses états. Il réclama vainement; on lui répondit par des injures et des menaces. Il dut alors se rendre dans le Médoc, dont une partie se déclara en sa faveur. Là, il guerroya pendant des années contre ses frères, que soutenaient leurs beaux-pères, le comte de Périgord et le prince de Blaye. Cependant, les belligérants finirent par conclure un accord, qui délimita respectivement leurs domaines, et par le même accord, Cenebrun et ses frères donnèrent leur sœur unique à Gaillard-Raymond de Montauban.

La paix faite, Cenebrun eut trois fils de sa femme. Celle-ci fit reconstruire et doter l'église de Soulac; elle fonda également un monastère à Carcans. Pendant qu'elle s'occupait de cette fondation, un ange lui apparut de la part de Jésus-Christ, lui apporta un cerf à manger, et lui découvrit les vertus d'une fontaine miraculeuse.

Peu après, la comtesse mourut, et fut ensevelie dans l'église de Soulac, par son fils Geoffroy, archevêque de Bordeaux.

Hic est ystoria continens matrimonium celebratum inter Cenebrunum, dominum d'Esparra, et filiam soldani Babilonie (1).

ANTIQUIS temporibus, videlicet : longo tempore ante nativitatem Jhesu-Christi, cum universus orbis subditus esset romano imperio et submissus, et quilibet homo utriusque sexus, tam magnus quam parvus, totius mundi, quolibet anno redderet imperatori unum denarium pro tributo, qui valebat quinque denarios usuales, ab imperatoribus Tyto et Vespesiano, Burdegala, civitas nobilis, fundata est. Et, cum Vespesianus esset stature maxime ultra humanum debitum et mensuram, licet stilose dicatur de suis manibus, vespere ad litteram [luteram] procedebat. Cum vero esset dotatus prole nobili, et multos filios ex uxore legitimos procreasset, dedit Cenebruno, filio suo secundo, in uxorem Gualianam, filiam primogenitam dicti Titi imperatoris. Nuptiis

(1) Cette légende se lit, non seulement dans le *Livre des Bouillons*, mais encore dans le manuscrit de la *Coutume* de Bordeaux et dans le *Livre Velu* de Libourne. On en trouve un fragment dans les notes de l'*Histoire de Bordeaux*, par Dom Devienne (édit. de 1771, p. 507). M. J. Delpit en a publié une traduction intégrale dans un journal de Bordeaux : *l'Indicateur* des 11 et 25 janvier 1842, traduction reproduite par M. l'abbé P. O'Reilly dans son *Histoire complète de Bordeaux* (Bordeaux et Paris, 1857, t. I, p. 599), et M. Rabanis en a publié le texte dans sa *Notice sur Florimond, sire de Lesparre*; Bordeaux, 1843, p. 102.

igitur cum solempnitate maxima celebratis, de consensu et de expressa voluntate utriusque, videlicet : Titi et Vespesiani, prefatum Cenebrunum regem Burdegale prefecerunt, quem miserunt Burdegalam cum thesauro maximo et exercitu magno valde. Cujus potestati et dominio subdiderunt provincias Narbonensem, Auxitanensem, Burdegalensem, Butirensem, Bitdunensem, et quidquid erat citra Rodanum usque ad civitatem Arrelatensem, et ex fluvio Legey usque ad montes Pitaneos. Iste vero Cenebrenus, cum infinitas pecunias congregasset, fecit Pilares fieri Tudelenses, in quibus construxit templum Priapi, ad luxuriam et coytum concitandum, in quo multis temporibus ———————, secundum ritus Gentilium, de universis mundi partibus fuit magnum. Gualiana vero uxor ejus fecit fieri Palatium Gualiane, quod suo tempore dicebatur nobilius et pulcherrius de sub celo. N° CXXXIX.

Processu igitur temporis, prefatus Cenebrunus, rex Burdegalensis, cum esset corpore giganteus et lubricus miro vitto, et haberet septem filias [filios] de uxore sua Gualiana, et de aliis uxoribus circiter quadraginta, compulsus amore filiorum, scidit et quoddammodo dissipavit nobile regnum Burdegalense, quod esset hodie potentius orbis, nisi sequens sectio accidisset. Nam regnum divisit filiis suis, de quibus fecit reges, duces et comites; ita tamen quod omnes tenerent terras suas a rege Burdegalensi, qui pro tempore forent, et venirent ad curias suas, et eidem facerent homagium et tributum. Reges fecit Luduni, Tholose. Duces vero et comites ut fieret, per omnes totius regni sui constituit civitates.

Sed tamen, cum, inter omnes filios suos, rex et regina Gualiana majori affectione dilexerint Cenebrunum, filium suum secundum ipsorum, tamen quia erat pulchrior et valentior omnibus filiis suis, et major corpore, tamenque erat in armis potentior ac magnus, in rebus bellicis fortunatus, voluerunt eum juxta se paternis affectibus retinere, et eumdem comitem Medulcensem prefecerunt. Cui totam terram a Jala a dextris et a sinistris, infra duo maria, usque ad pelagium, concesserunt; et hec, ista ratione, que terra Medulcensis erat delicatissima ex aquis optimis et nemoribus, venationibus diversis ac piscationibus habundabat, et omnibus rebus humano corpori necessariis plena erat, exceptis solummodo speciebus. In ipsa terra erant due civitates, Hueranus et Byurat, quas Karolus magnus tempore guerre dissipavit, et earumdem populos interfecit.

Istis igitur sic peractis, prefatus Cenebrunus, rex Burdegalensis, misit legatos suos regi Viane, quod daret duas filias suas primogenitas duobus

N° CXXXIX. filiis suis primogenitis in uxoribus. Rex vero Vianne, audiens rumores legatorum, misit filias suas regi Burdegalensi cum cetu magnifico et honore. Rex vero dedit primogenitam Vespesiano, filio suo primogenito; secundam, Aunys nomine, dedit Cenebruno, comiti Medulcensi, et thesaurum magnum valde. Qui, accepta uxore, Medulcensem ingreditur terram suam. Gualiana vero, mater comitis Cenebruni, ob amorem et magnam dilectionem quam habebat erga filium suum Cenebrunum, fecit fieri iter planum et rectissimum, sicut corda, per nemora que erant dencissima, a palatio suo usque ad pelagum, ita ut per illud iter currus suus aureus ire posset suaviter, et, quando vellet, posset sine labore predictum filium suum visitare, et in terra illa amenissima posset aliquibus temporibus se recreare. Expensa itineris facienda, de ordinatione regine, solvebat quedam meretrix speciosa et multum astuta, que vocabatur Brunisen.

Rebus autem mundi sic dispositis, post passionem Jhesu-Christi et accensionem ipsius, quo fides christiana paulatim incepit pullulare, et beatus Martialus circa Lemovicum predicaret, obiit quidam rex Burdegale qui descenderat linaster a dicto Cenebruno, primo rege Burdegalensi; sed ante mortem, per manus beati Martialis, apud Mauritanniam, et uxor sua fuerant sacro baptismate premuniti. Iste rex non dimisit prolem, nisi unicam filiam, quam comiti Lemovicensi ante obitum filiorum suorum donaverat in uxorem. Nichilominus ille comes de dicta uxore sua non habuit prolem, nisi unicam filiam, nomine Valeria.

Comite autem predicto viam universe carnis ingresso, comitissa et filia Valeria, cui regnum Burdegale jure paterno et hereditario pertinebat, adhiverunt bonum Martialem, qui eas Spiritus Sancti gratia renovavit. Imperator Romanus, audita morte regis Burdegale et comitis supradicti, dedit prefatam Valeriam Stephano nepoti, filio fratris sui, cum tota terra sua et redditibus, in uxorem : sub tali tamen conditione quod nec ipse nec heredes sui reges, sed duces ulterius vocaverunt; privilegio vero diadematis et honore ipse et heredes sui perpetualitate congauderent; hec addito quod, [si?] prefatus Stephanus de dicta Valeria prolem aliquam non haberet, prolem quam haberet de uxore sua [alia] et ipsi, ut heredes, in prefato regno non hereditarent in perpetuum, ut regnarent.

Istos igitur sigillo imperatoris sic firmatis, precatus [predictus?], scilicet: cum grandi exercitu et thesauro magno valde, arripuit iter suum, et dum ____________ et per septimanam integram quievisset, mandavit per quemdam fratrem suum Valerie supradicte ut veniret ad eum, quia tempus erat



ut suo conjugio uterentur. Valeria, hiis auditis, purificata unda baptismatis et in fide Jhesu-Christi firmissime radicata, ad prefatum, scilicet : imperium, venire renuit, et contempserit totaliter. Quo audito, Stephanus, furore nimio agitatus, illam fecit tam cito decolari. Qua decollata, ibidem auctor sceleris expiravit. Valeria vero capud suum proprium deportavit ad locum in quo beatus Martialis honorifice sepelivit. Hiis autem auditis, prefatus Stephanus beatum Martialem adivit, dicens ei quod, si agonem *(sic)* Valerie suscitaret, ipse baptismum acciperet, et fidem Christianorum deffenderet toto posse. Prefatus vero Martialis, elevatis oculis in celum, premissa oratione, mortuam suscitavit. Ipsa die, Stephanus [est] cum v. milia hominum baptizatus. Et tunc regnum Burdegale, cum suis partium, Acquitania est vocatum. **N° CXXXIX.**

Hic debes intelligere quod, post quedam tempora, contigerit quod ducatus Acquitanie remaneat sine duce, quia non remansit legitimus heres. Et tunc Vascones vocaverunt concorditer in ducem Sancium-Gayta, filium ultimum regis Castelle. Quem postea Galcelinus, dominus de Castellione, proditionaliter fecit interfici a Guillelmo Austencii, domino de Nogrii.

Postea fuit vocatus in ducem, comes Pictavensis, qui vindicavit mortem Sancii dicti. Inde, per maritagium, ducatus venit ad regem Anglie.

Transactis temporibus, postmodum cum fides christiana jam per universum mundum esset miraculis sanctorum coruscantibus et continuis radicata, et principum priorum esset memoria jam deleta, fuit quidam comes Medulcensis nomine Cenebrunus, qui habebat duos fratres, Poncium et Friconem, et unam sororem. Et habebat uxorem, filia comitis Marche, sed prolem aliquam non habebat. Et, cum esset miles fortissimus, ut parem sibi aliquem [non] inveniret in rebus bellicis ut in armis, florens etate juventutis, habens xxxiii. annos vel circa, audivit bella continua que inferebant Sarraceni Terre Sancte et populis christianis. Ordinata igitur terra sua, fratri suo Poncio commendita, versus Jherusalem arripuit iter suum, et, dum esset uxore sua propter [stimulisantes] fluctus maris, cumdomina delicata infirma fuit graviter, et infra quinque dies obiit, ejusque corpus sepulture honorifice tradiderunt.

Postmodum, fuit bellum inter Christianos et Sarracenos, in die assumptionis gloriose Virginis, juxta Danatan; et, cum ex utraque parte fuisset mirabilis strages facta, prefatus Cenebrinus, cum modicis Christianis, campum obtinuit et triumphum, ita quod vix aut nunquam unus solus



N° CXXXIX. homo tantam strenuitatem fecit, nec tantam assecutus fuit victoriam, sicut ille Cenebrunus.

Soldanus vero Babilone, audita strenuitate et fama istiusque Cenebrunus, cogitavit qualiter haberet vel capere posset ipsum, et, excogitata proditione, firmavit treugas per annum cum Christianis. Omnibus concessis, prefatus Cenebrunus, cum sociis suis, sacrosanctum sepulchrum visitandum, et, cum ad capellam gloriosi corporis Christi iret, a Sarracenis in itinere fuit captus, et Soldano cum magno gaudio presentatus. Soldanus autem ipsum recepit, et misericorditer et letanter duxit eum secum, sine omni carcere; et in mensa filiorum Soldani continue comedebat, indutus regaliter purpuris et semitis.

Soldanus vero, quadam die volens probare strenuitatem Cenebruni, petiit ab eo si vellet fungere cum quodam milite qui Eneas vocabatur; et in tota terra Soldani non erat melior miles illo. Cenebrunus respondet : « Quam multum libenter ».

Quadam die, cum Soldanus mandasset curiam suam in Egipto, ubi omnes principes et barones totius terre sue convenerant, post prandium, cepit Soldanus Cenebrunum, quem multum diligebat, armis fortissimis, et eidem equm nobilissimum dedit. Eneas autem, bellis et armis continuis assuetus, armavit se fortiter, et equum excellentem habuit valde. Quo facto, Soldanus fecit bugemnas resonari et preconizari quod omnes ad hoc spectaculum querent. Ille vero Cenebrunus temptavit equum suum quadam in platea. Populis igitur congregatis circa centum mille in equis, exceptis hominibus aliis et mulieribus, facta platea, et populis ordinatis ita ut omnes eos possent videre, et Soldanissa, cum filia sua unica, in curru suo argenteo collocata ac dyademate cum pretiosis lapidibus insignita, factum est silentium magnum valde.

Quo facto, Eneas incepit voce et lingua fortiter exclamare; Cenebrunus vero languagio medio, Eneam quasi visus, volentissime reclamavit; et, strictis clipeis ac protensis lanceis, equis calcaribus acriter mutuo propulsatis, vadunt mutuo se videre ita terribiliter quod Cenebrinus percussit Eneam, et clipeum ejus in duas partes divisit, petrallum et singenas, arsonem ultimum celle ipsius disrupit, et lanceam in pectore ejus in parte dextra collocavit, ac ipsum in terra ad pedem equi dejecit ictu et prostravit. Quo facto, descendit velociter, et Eneam per tibiam accepit, ac ipsum, quasi porcum, reversis oculis versus celum, posito capite inter ipsius crura, super ejus crura humiliter collocavit, et cum eodem ita collo elevato equum

leviter ascendit; et sic per carcerias ter cucurrit. Hoc facto, descendit de equo Cenebrinus, et Eneam deposuit curialiter super terram. **N° CXXXIX.**

Hoc viso, mirati sunt populi Gentilium miro modo et mirabiliter stupefactus, et sic ad propria redierunt. Eneas vero portatus est ad hospitium suum, et vulide [vulnere?] suo sub compendio est curatus; qui postmodum factus est amicus specialissimus Cenebrinus. Ex tunc filia Soldani propter hoc dilexit tot[is] affectibus nobilissimum Cenebrinum, et continua inde cogitabat qualiter posset eum libere expedire.

Transactis vero temporibus, Soldanus curialiter jussus fuit inducere prefatum Cenebrunum ut ad ritus et ad legem Gentilium se transferret, inducens rationem talem quo facere debebat, cum de predecessor suus, rex Burdegale, qui de genere descendit Vespesiani imperatoris, [gentilis] fuisset; promittens eidem Cenebruno multas villas et civitates in Egiptum se daturum, et filiam suam unicam in uxorem, si vellet acquiescere verbis suis. Cenebrunus, cum multis lacrimis, respondit Soldano quod eidem in crastinum responderet. Ad cujus lacrimas Soldanus multum flevit.

Nocte vero media, cum Cenebrunus tenuo obdormisset, apparuit ei dilectissima mater Jhesu-Christi consolans eum, dicens : « Karissime, non dimittas legem filii mei Jhesu-Christi, pro cujus amore captus es. Ego cum filii mei adjutorio liberabo. Tamen in hac vita tribulationes aliquas patieris. » Quibus dictis a sompno excitatus, Cenebrunus ex visione et revelatione beatissime matris Christi leviter effectus est, et repletus gaudio magno valde. Et in crastinum intrepidus et ylaris existens in Soldani presentia respondit : « Domine, ad ea in deo [respondeo?] precibus vestris quas fecisti michi heri, et dico audacter quod, si daretis michi quidquid est ab oriente usque in occidentem, fidem seu legem Christi et baptismum quod accepi non dimitterem nec negarem. » Quo audito, Solidanus doluit vehementer, et, habito consilio quomodo posset eum se revertere, consultum fuit quod filia sua Fenix ipsum, si loqueretur simul, facillime inclinaret.

Soldanus igitur, hoc audito, Fenicem filiam suam visitavit et injunxit ei districte quod Cenebrunum verbis dilectissimis et amplexibus inclinaret quod fieret Sarracenus. Fenix autem, que tota mente affectabat fieri christiana et dictum Cenebrunum totis visceribus diligebat, repleta est gaudio vehementi, quia lingagium gallicum aliquantulum sciebat, et due ancille Provinciales captive in ejus servitio morabantur. Soldanus igitur mandavit et rogavit Cenebrunum quod bis vel ter, vel plus, si vellet, in



N° CXXXIX. septimanam filiam suam visitaret, et cum ancillis suis que linguam suam noverant loqueretur. Hac igitur divina providentia ardinato, accessit, quadam die sexta feria, ad dictam Fenissam Cenebrunus. Inducta pannis nobilissimis et contextis lapidibus pretiosis, prefatum Cenebrunum recepit benegnissima pietate, et ancille prefate, flexis genibus, cum lacrimis, osculate sunt pedes ejus, ac Fenix etiam ———— lacrimavit. Hoc autem facto, Fenix et Cenebrunus posuerunt se super raptis Egiptiis, et pariter consederunt. Fenix autem, audita Cenebruni ———— et ipsius pulchritudine inducta medullicus et accensa, eidem quicquid Soldanus, pater suus, innoserat ennaravit, dicens ei : « Sed tu, Cenebrune, amice carrissime, non facias hec, quoniam ego cupio fieri christiana, et te diligo plus quam aliquam creaturam; et te feliciter liberabo, ac tecum recedam, si me velis ducere in uxorem. » Cenebrunus autem, hoc audito, quasi de gravi sompno evigilans, miratus miro, miro modo, et recordatus visionis beate Marie, pre magno gaudio flere cepit. Quid plura; facta ibidem sponsalia cum amplexibus et osculis dilectissimis et amenis. Quo facto et bene firmato, Cenebrunus tandem [abivit?].

Soldanus Fenicem in crastinum visitavit, petens ab eadem qualiter ibat causa hac. Illa respondens : « Feliciter, sed aliquantulum durus erat. » Soldanus rogavit Fenicem quod hoc negotium modis omnibus expediret, quia ipsum ire oportebat versus Alexandriam; sed cito vita comite *(sic)* remearet. Quo facto, dicta filia obsculata, abiit viam suam, et rogavit Cenebrunum quod non tediaretur, sed cum filia sua et ejus ancillis de terra sua duceret dies letos. Tunc Soldanus ordinavit xxx. milites qui Cenebrunum cum diligentia custodirent, noctibus et diebus.

Soldanus igitur iter ingressus. Fenix, et aurum, capidum [lapides?] pretiosos in magna multitudine congregavit, et, habitis multis colloquiis et osculis et solatiis cum Cenebruno, quadam vigilia annontiationis beate Marie, ambo locuti sunt longo tempore, et ordinaverunt quod ipsa nocte recederent; et, in prima nocte vigilia, recesserunt cum prefatis ancillis et xxii. sociis, et cum xx^{ti} besanso auro et pretiosis lapidibus honeratis. Omnes predicte ibant, excepto Cenebruno et Fenice, qui duos camelos equitabant. Et in toto itinere nullam resistentiam invenerunt, ducente eos per nemora et devia quoddam lene; et lassati et confracti, quodam die sabbati, Danathan, quamdam villam nobilissimam, intraverunt. Hiis auditis, Christianani in crastinum, die dominica, totam villam samitis, purpuriis pannis, sericis, et aliis ornamentis ornaverunt, et, ipsa die, Fenix illa fuit in

ecclesia beate Marie, virginis, baptizata; cui nomen impositum fuit Maria, et mente (*sic*). Et in eadem ecclesia, ipsa die, desponsavit eam felicissimus Cenebrunus, et totus populus ville totam diem, et sequentem, et tertium, in diversis ludis et honoribus expenderunt. **N° CXXXIX.**

Cenebrunus vero, timens Soldani potentiam et filie dolorem, de amicorum suorum consilio, versus Athon arripuit iter suum, et, parato navigio, intravit mare, et in vigilia beate Marie Marsilie applicuit; ubi fuit receptus a tota villa cum magno gaudio et honore. Et, cum domina Maria propter maris tempestatem gravata fuisset et corporaliter conquassata, ibidem per mensem integrum pausaverunt, et, factis vestibus et emptis, equitatura versus Burdegalam accesserunt. In qua, in vigilia beati Michaelis, cum intraverunt, et ibidem recepti fuerunt cum magna letitia et honore. Et in crastinum vero dictum fuit Cenebruno quod fratres sui ipsum mortuum reputabant; et quod Poncius uxorem acceperat filiam comitis Petragoricensis, et comes eidem dederat Inter-duo-Maria cum filia, in dotem; et Filco filiam principis Blaviensis receperat in uxorem, et factus erat dominus Marche. Poncius vero in tota alia terra dominabatur.

Hiis auditis, Cenebrunus, furore nimio concitatus, dissimulans conquievit, et ibidem applicuit super ripam, uxore Burdegale relictae; equos vero et apparatum suum versus La Merqua et Listrac per terram misit. Sed, nec apud Listrac, nec apud La Merqua, Cenebrunum auditus *(sic)* receperunt, qui non recepti versus Castellionem ambulaverunt. Poncius vero, auditus adventum fratris sui Cenebruni, portas cum diligentia fecit claudi. Hoc facto, Cenebrunus mandavit fratri suo, per nuntios, quod multum mirabatur quod porte ville sibi claudebantur, et quod apperiret sibi. Statim Poncius, per eosdem nuntios, remandavit Cenebruno quod nunquam intraret, quod spurius erat, et quod cito recederet inde, aut sibi caput faceret amputari. Cenebrunus autem, hoc audito, magis doluit de voce improperii, quia vocaverat eum spurium, quam de terra amissa, et cum magno dolore Cenebrunus versus Burdegalam [est reversus]; et, congregatis quicquam potuit de amicis, intravit Medulcum, et apud Lespaut, circa civitatem de Ivran, in forti palide edificavit unam motam, quam Poncius et Fulco destraxerunt. Et secundo destraxerunt. Tertio vero fecit eam fortiorem quam delere nullathenus potuerunt, quia facta fortificata. Omnes parrochie de Sancto-Germano usque ad Bolacum [*alias :* Nolacum] ad Cenebrunum dominum suum naturalem unanimiter redierunt. Et, cum fuisset guerra fortissima annis multis inter fratres, prefatus Cenebrunus eos non

Nº CXXXIX. potuit subjugare, cum loca essent fortissima, comes Petragoricensis et princeps Blaviensis eos toto posse juvarent et foverent.

Rebus igitur tunc sic se habentibus de ipsorum guerra, de amicorum consilio, facta fuit compositio, in hunc modum : ita quod Cenebrunus dominaretur et esset dominus de Sirac, quod castrum erat, et usque ad pelagium de Solaco, a destris et a sinistris; Poncius vero esset dominus de Castellione et de Listrac, et de terra Inter-duo-Maria, quam acceperat ab uxore; Fulco autem esset de Merqua, cui dominio subdominat parrochianum de Paulhac, Sancti-Lamberti, Sancti-Juliani, Sancte-Germane, Sancti-Laurentii, Sancti-Symphoriani de Cusac, et etiam Sancti-Severini de La Marqua.

In quaquidem compositione, de utercumque consensu, sororem suam unicam maritarent, et dederunt eam in uxorem Gualhardo Remundi de Montaba [*alias :* Montanha], qui modo dicitur Burgum-super-Dordoniam situatum. Cui Guittardo pater dedit Cuprac, castrum nobile, et milites quinquaginta, et redditus valde bonos circa Burgum. Cenebrunus vero et fratres sui dederunt sorori sue Cussac et justitiam de Pearne et Bertholuni; et burgi de Bertholio [solam justitiam nec parrochiam de Bertholio] majorem, de assensu fratrum suorum, sibi retinuit Cenebrunus.

Pace igitur sic firmata, pacifice quieveverunt. Et tunc dictus Cenebrunus, comes Medulcensis, apud Lespaut, qui modo dicitur Lesparra, ordinavit, et valde fertile de omnibus cibariis delicatis. Et domina Maria, uxor sua speciosissima, genuit tres filios : comitem Guillelmum, Cenebrunum et Guifrardum, qui fuit archiepiscopus Burdegale, et postmodum cardinalis. Et, cum capella beate Marie de Solaco esset terrea et valde parva, felix illa domina Maria, uxor Cenebruni, de auro quod portaverat de Egipto, fecit constrino [construere] apud Solac pulchram ecclesiam testudiandam de lapidibus et magnam, in honore Virginis benedicte; et, de assensu et expressa voluntate Cenebruni, viri sui, villa de Sollaco dedit imperpetuum dicte ecclesie et concessit; tamen majorem justitiam et dominium dicte ville sibi retinuit Cenebrunus.

Hoc totaliter ordinato, contingit quod prefatus Cenebrunus et uxor sua, tempore paschali, versus Carquans, per saltus et nemora ambularent, et ibidem in venationibus animalium dies multos cum letitia expenderunt; sed nulla ecclesia erat ibi. Quapropter domina Maria tetendit ibi tentorium suum, ibi juxta fontem, in quo missam suam omni die cum devotione maxima audiebat. Et, cum domina Maria esset pulchrior domina de sub

celo, propter quod vocabatur, et etiam plus devota, et audiret beati Martini vincula frequentari, qui paulo ante migraverat ab hac vita, in honore ipsius, prope fontem, versus occidentem, abbatiam monachorum nigrorum fundavit, et ecclesiam de lapidibus construi fecit, et locum, cum voluntate dicti Cenebruni, dotavit redditibus et honore; in quam ecclesiam ipsam de manu propria lapidem primum posuit. Et ibidem, extento tentorio nobili, ad honorem beati Martini, fecit solempniter celebrari. Et, dum cibaria parerentur, felix illa domina Maria juxta fontem cum multitudine populi consedent[e], ecce puer speciosissimus, inductus albis vestibus, cum quodam servo albissimo, venit, qui domine Marie voce dulcissima dixit: « Domina, Jhesus-Christus, pius et misericors, pro cujus amore, ritus Gentilium, tu, patrem et matrem, terram propriam dimisisti, hunc servum mittit tibi volens, quod illum servum coctum in aqua fontis istius comedas, cum populo terre hujus. Nam, quolibet anno, Jhesus, ob tui reverentiam et amorem, unum cervum mittet populo terre hujus, si in devotione et laudibus divinis perseverent. Fontem vero, ad laudem ipsius et in honorem, Jhesus-Christus, qui te diligit, sanctificat et benedicat; ita quod omnis fidelis Christianus vel Christiana, que ipso potaverit cum devotione, in memoriam passionis ipsius Christi, et in recordatione effusionis ipsius sanguinis in cruce, ab omnibus febribus cotidianis, tridianis, tertianis et quartanis, ac adversis aliis langoribus curabatur miro modo. Auctoritate et voluntate ipsius Jhesu-Christi prohibeo quod de illo fonte ulla mulier hauriat, quantum sit sancta vel dives; tu autem domina Maria, et una de ancillis tuis munda et devota, haurire poteris quantum fueris in hac vita. » N° CXXXIX.

Quibus dictis, puer levavit manum super fontem dicens : « In nomine Patris et Filii et Spiritus-Sancti, sit semper super aquam istam; amen. » Quo facto bibit puer de fonte, et flenibus [flexis] genibus, capite inclinato, et sic disperavit. Domina vero Maria et populus laudes Altissimo cum lacrymis persolverunt, et totum cervum, sicut puer dixerit, comederunt. Bene certum est quod iste puer angelus Dei erat.

Hiis actis, transacto tempore modico, felix domina Maria ingressa est viam universe carnis, et sepulta, cum honore maximo cleri et populi, in ecclesia sua de Solaco, quam ipsam dotaverat nobiliter. In gradu altaris beate Virginis, matris Christi, corpus serenissimum tradidit sepulture, Gaufridus, archiepiscopus Burdegale, ejus filius.

N° CXL.

19 Mars 1393/4.

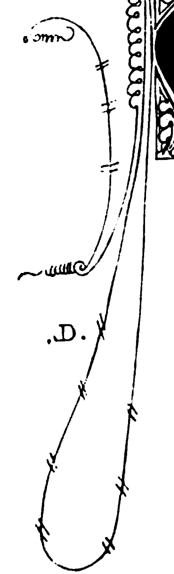
APPOINTEMENT ENTRE LES BORDELAIS ET UN BOURGEOIS DE LA ROCHELLE.

SOMMAIRE.

Henry de Percy, lieutenant d'Aquitaine, et Renaud de Pons constatent qu'à l'occasion de la dernière trêve, dont ils sont conservateurs, un débat s'est élevé entre les Bordelais et Guiot Potard, bourgeois de La Rochelle : les premiers se plaignant de l'arrestation de plusieurs de leurs concitoyens, faite à la requête de Guiot Potard, tandis que ce dernier accuse les maire et jurats de Bordeaux d'avoir fait brûler injustement une barque chargée de vin, qui lui appartenait.

Par un acte du 2 mars 1393/4 (acte dont la teneur est ici reproduite), les conservateurs de la trêve ont décidé que les parties comparaîtraient devant eux, le premier juin, pour vider leur différend, et qu'en attendant, moyennant caution, on relaxerait les prisonniers, et on restituerait les choses saisies.

Appunctamentum factum inter conservatores, super debato civitatis Burdegale et Guioti Potardi, burgensis de Ruppella.



CONEHUE chouse soit a touz que, constituis par davant lez noblez et honnourez sirez : mossire Harri de Percy, lieutenant d'Aquitaigne, et mossire Reignaud, seigneur de Pons, conservators de cez presentes treves, esteans en l'eglise de Chainhat, en la chastellanie de Mauretaigne, lez honnourez mestre Guilhem Arnaud du Tandinar, clerc de la citee de Bordeaux, Pierres Duban et Bernad Jaubert, jurez, mestre Guilhem Lotolh, procureours des honnorez sirez mere, jurez et comune de la citee de Bordeaux, d'une part; et requerens et supplians que, come ledit sire de Pons ahust otroye merque sur ladite citee de Bordeaux a Guiot Potart de La Rouchele, et fet prandre certains bourgeoys de Bordeaux, c'est assavoir : Johan Mitford, Arnauton de Brom, appelle de Brumos, et Arnaud Bender, e plusors autres, lesquiels estoient detenuz audit lieu de Pons; laquielle merque et prese surdite estoit contre le tenour de las trevez et modiffications d'icelles, contenans que, par nulle chouse fete ne a ffer, mercha, prisailhe ne reprisalha ne doit estre prisa, sinon que pour cause des patis et rampssons dehuz durant lez trievez, et fete dehue requeste; et, come ledite prise dezdiz burgeoys fust este prise contre droit et rason, et

la tenour dezdites trievez, requeroient que lezdiz burgeoys fussent relaxes avecque lez domagez et despentz fetz, lezquiels estiment deux mile francx; sauve lez domaigez autres qu'il onnt pris en prison, come ascuns qui onnt pardu lez pies; et disoient que fere se devoit; et requerant ledit seigneur mossire Harri de Percy, come conservatour dez trievez pour nostre tres sovirain seingnur le roy d'Angleterre et de France, que ledite prise se fisse reparer;

Et ledit Guiot, disant et allegant et requerant azdiz seigneurs que une barche, avecque cinquante toneux de vinx, e laquiele estoit arsse par lezdiz mere, jurez et comune de Bordeaux, laquielle estime troys mile francx; laquiele chouse disoit estre faite contre le tenour dez trievez, contenantez que lez uns povent aler et converser envers lez autrez avecque leurs merchandises vehuez; et disoit que, avant toutes chouses, devoit estre reparee ladite barche jusques a ledite some de troys mile francx;

Et lezdiz clerc, jurez et procureour de la cite de Bordeaux disans et allegans que, davant toutes chouses, ledite prise devoit estre relaxee, et payes les domagez, despantz et interess; et eux se offrent pour estre, a droit et raison, summariment et de plain, selonc la tenour et proposition des trievez, eux ois en leur droit et en leures deffances, que, ce eulx onnt ars barchez, ils ont fet bien et dehuement, selonc droit et raison, et selonc leurs privilegez, franchisez, liberteez, costumez, observances et establiments; e requeroient avant toutes chouses estre reparee ledite marche, et relaxer lezdiz burgeoys surnomez;

Et ledit Guiot requeroit come dessus.

Et sur ce fu appointe et acourde par lezdiz seigneurs, et de volunte dezdites parties, par le forme e maniere qui s'ensuyt :

« Appointe est, entre lez nobles e puissans seignurs : mossire Harri de Percy, lieutenant d'Aquitaigne, et mossire Reignaud, seigneur de Pons, conservatours de cez presentes trievez, touchant le debat que est entre le vile de Bordeaux et Guiot Potart :

« Que lesditz seigneurs se assembleront, le premier jour de jun proschain venant, en lieu convenable, duquiel entre lezdiz seignurs sera ordenne quinze jorns par davant; e illocques vendront lezdites parties a ladite journee, per oir, prandre et ester, et fornir a droit l'une partie a l'autre; et aussi le ont promis az avantdiz seigneurs. Et ensi est ordenne que lez prisez prestemant soient relaxez et restituiez, par ainsi que lez arrestez par le sire de Pons aplejeront l'un l'autra, chescun pour le tout, de



N° CXL.
19 Mars 1393/4.

retourner et soy rendre audit lieu de Pons, dens dix jorns empres ladite journee emprise, en cas que ledit jour ne se tienhe, ou ne soit ordene sur les chouses avantditez; et semblablement aplejeront ceux de le partie de France lez chouses que lez de Bordeaux ont pris, a cause surdite, de torner audit lieu de Bordeaux, ledit cas endevenent, au xe jour surdit, et pour le maniere surdite. Et, en cas que ledite jornee ne se tienhe, come dit est, ou ne estoit ordenne dudit debat, que chescune de lezditez partiez torne a sson prumer estat, en lequiel estoit par avant cest acort, e moyan le temps nulle chouse ne doit estre envouee, d'une part ne d'autre.

« Ffet et escript fu en l'eglise surdite, le segont jour de martz, l'an mil ccc. quatre vintz et tretze. »

Et en testmoignance de berite et a greinheur fermete des chouses surditez, nos avandiz Henry de Percy, lieutenant surdit, avoms fet sceller ces presentez du seel de nostre office.

Donne a Fronssac soutz nostredit sael, le xix^e^ jour du moys de mars, l'an de grace mil ccc. quatre vintz et tretze.





N° CXLI.

29 Octobre 1262.

DÉCISIONS DES QUATORZE COMMISSAIRES RELATIVEMENT AUX PADOUENS.

SOMMAIRE.

Cet acte n'est que la reproduction très incorrecte du n° CXVII, avec quelques variantes sans importance (1).

De construendis et edificandis domibus juxta vel super muros civitatis.



NIVERSIS presentes litteras inspecturis, Gualhardus de Solio, Petrus Gondaumer, Bernardus Dailhan, Arnaldus Wuilhelmi Aimerici, Wuilhelmi-Arnaldus Moneder, Seguinus Barbe, Helias Barbe, fratres, Ramundus Aimerici, Wuilhelmus Rostanhdi, Helyas Carpentarii, Wuilhelmus Artus, Ramundus de Campariano, Guillelmus Chicat, Raustanhdus de Thalancia salutem et testimonium veritatis.

Noverint universitas nostra quod, cum honorabili vir magnificus dominus noster Edwardus, illustris regis Anglie primogenitus, in civitate Burdegale tunc temporis existens, diceret quod cives Burdegale super domibus edificatis super muros ejusdem civitatis, et super domibus que sunt extra muros adventibus ipsis muris, et super basis ac paduentis, et super quibusdam domibus que dicebantur esse extente in fossato castri sui Burdegale injuriabantur eidem; ipse tandium, sua benignitate et mansuetudine, ad civium suorum et communitatis Burdegale supplicationem et instantiam, pro se et heredibus suis, dictis civibus et communitati, pro ipsis et heredibus suis, concessit quod domus edifficate super muris civitatis Burdegale remanerant, et quod alie non edifficate posint rationabiliter edifficari et levari, ut dicunt et solent edifficari, prout edifficantibus rationabiliter videbitur expedire, et quod domus que sunt extra dictos muros civitatis et sunt muris conjuncte remanerant, et causa ipse contra platee muris adventes possint edifficari rationabiliter et levari, sicud est con-

(1) On lit en marge du manuscrit : *In vanum laboravit, quia melius est supra.*

N° CXLI.
29 Octobre 1262.

suetum; super basis vero et omnibus paduentis civitatis Burdegale et burguorum ejus, et super domibus que dicuntur esse constructe super paduenta predicta, et super domibus que dicuntur esse extente in fossato predicti castri sui Burdegale, providit et concessit ad nos, predicti quatuordecim, juramento corporali a nobis coram ipso ad sancta Dei ewangelia super hoc prestito, veritatem super premissis inquiremus, et ipsa inquisita et scita, eidem jus suum, et communie Burdegale, et cuilibet de communia, super hiis redderemus, prout nobis faciendum videretur, in veritate prestiti juramenti, prout in suis litteris patentibus continetur, quarum tenor talis est :

« Edwardus, illustris regis Anglie primogenitus, universis presentes litteras inspecturis salutem in Domino.

« Sciatis quod, cum nobis significatum fuisset quod cives nostri Burdegale super domibus edificatis super muros ejusdem civitatis, et super domibus que sunt extra muros adhentibus ipsis muris, et super basis et paduentis injuriabantur nobis, nosque predicta omnia ad manum nostram recepissemus :

« Tandem, ad eorum supplicationem et instantiam, pro nobis et heredibus nostris, eisdem et ipsorum heredibus, concessimus quod domus edifficate super muros civitatis nostre remaneant, et quod alie non edifficate possint rationabiliter edifficari et levari, ut debent et solent edificari, prout edifficantibus rationabiliter videbitur expedire; item, domus que sunt extra dictos muros civitatis, ac sunt muris conjuncte remaneant, et tam ipse quam platee muris adherentes posint edificari rationabiliter et levari, sicut est consuetum.

« Super basis vero et omnibus paduentis civitatis et burgorum ejus, et super domibus que dicuntur esse constructe super paduenta predicta, et etiam super domibus que dicuntur esse extente in fossato castri nostri Burdegale, providimus et concessimus quod Gualhardus de Salio, Arnaldus Wilhelmi Aimerici, Bertrandus Dailham, Seguinus et Helias Barbe, Ramundus Aimerici, Wilhelmus Chicat, Ramundus de Camparrano, Wilhelmus Artus, Helias et Carpentarii, Guilhelmus-Arnaldus Moneder senior, Rostandus de Thalancia, Wilhelmus Rostandi et Petrus Gandaumerii jurent ad sancta Dei ewangelia, coram nobis vel senescallo nostro, quod ipsi, super premissis inquisita et scita rei veritate, nobis reddant jus nostrum, et communie ac cuilibet de communia jus suum, prout eis virtute prestiti juramenti videbitur faciendum; et predicti cives debent super

premissis veritatem inquirere, et dictum suum dicere infra festum Omnium-Sanctorum proximo venturum, nosque super hoc stabimus dictis eorum vel majoris partis eorumdem. Super quo dicto debet fieri littera sigillata sigillo senescalli nostri Vasconie et majoris Burdegale. Et, si for[t]e contingerit aliquem de predictis civibus decedentem vel absentem esse, presentes ponant alium loco sui.

« Sciendum quod predicti quatuordecim predictum juramentum prestiterint ad sancta Dei ewangelia coram nobis.

« In cujus rei testimonium has litteras nostras fieri fecimus patentes.

« Datum Burdegale, vicesima die decembris, anno regni domini Regis, patris nostri, XL° sexto. »

Hinc est quod nos prenominati quatuordecim, pluribus diebus propter hoc specialiter convenientes in unum, et super hoc tractatum diligentem habentes, ut melius posse veritas eligi et probari, a senioribus et antiquioribus civitatis inferius scriptis inquisimus veritatem, qui, jurati ad sancta Dei ewangelia, et a nobis requisiti, super premissis perhibunt testimonium veritati, verbo ad verbum, sub hec forma :

« N'Arnaud Arndraut, qui habet IIII^xx annos et amplius, disso, sobre segrament, que las galas estauan au port Sent-Pey, quant lo reys de Castela bingo esta terra, [e que] es paduentz; e bi que, quant los reys Richartz muri, lo majer d'esta bila sarret de pau et de treu la plassa de l'Ombreyra, et lo bras d'aquet qui aucigo lo reys Richart era aqui au paduent; d'on disso que tota la plassa de la Umbreira et las maysons ce l'escriuans de la bila son estar fee n'Amaubin Dalham cum au paduent de la billa a la Umbreria, e es tot paduentz; e bi far e elevare de mur a n'Amaubin Dalhan, e fondre; e disso que tota la plassa de Sent-Progeit es paduentz, e la plassa Sent-Andriu es paduentz; e disso que totas las barbacanas d'esta bila sont paduentz; e u mur neu qui son entorn la bila defora en fossat de la bila e l'arrefassat sont paduentz; e disso que entre la mayson en borc en Bonaffos e la banella qui es costa la mayson on Costantin es paduentz; e disso que las maysons e us fons qui son de la maison Pey Andron, entro au portador Sent-Miqueu, an tengut aquit ataus cum son que it que lor ancessor LX. ans o plus cum las lor; e bi que, abant que i agos maisons, i bi bitz e arbles que es plantauen, entro a la mar, aquet a qui eran, cum las lor; e disso que de la maison Pey Andron entro a Sancta-Crois, de las maisons en fora, es paduentz; e disso que et a bist LX. ans o plus que las basas e us cais an tengut cum las lor aquit a cui eran las

N° CXLI.
29 Octobre 1262.

maisons deuant; et disso que totas las plassas e las maisons qui son entre los murs neus e us belh son paduent.

« Pey Giscart, qui aue c. ans o plus, disso aquo medis.

« Tomas de Cadaujac, qui a plus de cent ans, aquo medis.

« En Gaucem Matat, qui a IIIIxx ans o plus, aquo medis; e bi que la maison de Sant-Progeit qui esta costa la plassa fadem hom la moneda, e aue no bi que hom i fes au[r].

« Johan Dinat, aquo medis, e abe LX. ans.

« Arnaud de Granolheras, aquo medis; e bi que, a la maison de la moneda de Sant-Progeit, fadem hom la moneda.

« Pey de Sant-Julian, aquo medis; e disso que las maisons es de la moneda, ses que adautres us no fo aue mesa, ny deu estre, segont que ed crey.

« Na ________ de Narrigan, aquo medis e de la moneda et d'au[r].

« Johan d'Acra disso que crey que sia aissi cum li autres an dit, e bi que a l'Ombreyra bende hom, cum en paduent, la breda e l'herba; e di que, a la maison de la moneda, no a senhor mas la moneda, e que ed ac audit dire a son paire.

« N'Arramon Monuder disso aquo medis que Jordan d'Acra.

« N'Arufat Beguey, aquo medis que li autre.

« Bernard d'Acra, aquo medis que Jordan, e que la maysons de Sent-Progeit es aus obreys de la moneda.

« Jauffre Demans cre que aissi sia cum l'autre an dit, saup delafar de la graua, que no es pas certans.

« Pey Girard, aquo medis; e plus que a Tropeyta es paduentz de la porta deus Paus entro a mayson Miqueu de Medouc; e que la maisons de Sent-Progeit es aus obreys de la moneda.

« Pey de Lamota e n'Arnaud de Berdeu, aquo medis.

« Guilhem de Bordeu, aquo medis Pey Guirard.

« Et Wilhem Fillet, aquo medis Pey Guirard.

« E Pey Moneder aquo medis que Pey Guirard; e disso que n'y a costa los murs de la maison Pey Andron entro a la maison Arnaud Costanan.

« E Wilhem de Broa, aquo medis que Pey Giscart et Pey Guiraud.

« E Ramon Andron aquo medis que Pey Giscart et Pey Guiraud; e que la rueta dauant n'Arramon de La Font no deu estre embargada.

« E Martin Johan, aquo medis deus paduents, e de las basas, e de la mayson de la moneda, qui es aus parsoners de la moneda; e bi que li pars-

soners de la moneda l'auen et la prestauan a n'Arramon de Rocamador. N° CXLI.

« E Johan Noblet e Wilhem Porte, aquo medis en totas causas, et de moneda, e d'autras causas. 29 Octobre 1262.

« E n'Arnaud Wilhem deus Paus, aquo medis que l'autre, exceptat aquera medisa causa que es fora la porta deus Paus, d'aquetz deusquaus son las maisons.

« E Arnaud de Lamesura, aquo medis que Pey Guiraud.

« E Pey de Saunhac, Gaucem Artic, aquo medis que li autres.

« E Helias de Sent-Eirart cre que aisi es.

« E Ramon Martin, Johan Dissenta, aquo medis.

« E Pey de Sent-Eirart, aquo medis que Pey Moneder.

« E Ramon deu Soler, aquo medis que Pey Guiraud.

« E Wilhem deu Bosc cre que aian det bertat.

« E Gaucem Lo Bender cre que aian dit bertat.

« N'Arramon Gonter disso aquo medis que li autres de las bazas et deus paduentz; e, de la maison de la moneda, asso que Pey Moneder; e di que de la porta deus Paus entro la maison Miqueu de Medouc es paduentz.

« E Pey de Bethala, aquo medis que l'autre.

« E Bidau de Sent-Julian, aquo medis que Pey Guiraud et Pey Moneder.

« E Pey de Lopa, aquo medis. »

Et presertim auditis predictis attestationibus et adhibito insuper consilio plurimorum aliorum discretorum civitatis Burdegale, tam clericorum quam laicorum, inquisita et scita super premissis plenius veritatem :

In primis, dicimus quod portus et platea Sancti-Petri, prout extenduntur a domo Ruffati Viguerii usque ad turrem novam de Tropeita, prout sunt extra muros usque ad imum maris, sunt paduentum.

Item, dicimus quod portus et plateam, prout extenduntur a dicta turri nova de Tropeita usque ad domum Michaelis de Medouc, usque ad imam maris, sunt paduentum.

Item, dic imusquod portus et platea de l'Ombreyra, et domus cum platea de Umbreria in quibus scriptor communie morari consuevit, prout extenduntur a domo Wilhelmi Artus usque ad esterium, et a domo que fuit Petri Ebrardi, et a domo prepositure de Umbreria usque ad imum maris, sunt paduentum.

Item, dicimus quod omnes ripe aque dicti esterii, videlicet : rippa que est ab hospitali Sancti-Johannis usque ad turrem de Umbreria, et rippa alterius partis, prout extenduntur a ponte Sancti-Johannis usque ad



N° CXLI.
29 Octobre 1262.

cameram Wilhelmi Lopetit, sunt paduentum; et est sciendum quod domus que sunt super esterium ex parte Umbrarie non debent habere gitatam versus esterium extra muros domorum.

Item, dicimus quod omnes platee Sancti-Projetti, prout extenduntur ab ecclesia Sancti-Projetti usque ad domum in qua moneta fieri consuevit, et via publica [que?] est ex utroque latere, sunt paduentum.

Item, dicimus quod domus predicta que est juxta plateam Sancti-Projetti, in qua moneta fieri consuevit, est dedicta ad monetam perpetuo faciendam, ita quod aliis usibus applicari non debet.

Item, dicimus quod platea Sancti-Andree est paduentum, et apendicium quod est ibi est in loco publico, et debet removeri.

Item, dicimus quod omnes domus et platee que sunt inter muros novos et veteres civitatis et burguorum sunt paduentum.

Item, dicimus quod, a porta de Rocella usque ad portam de Subtus-Muro, debet esse via quommunis inter domos et murum portarum, scilicet : via communis, libera, sine impedimento, a terra usque ad celum.

Item, dicimus quod super viam communem, de domo ad domum, nec de domo ad murum, non debet esse pons; pertrilia et projecta et fenestralia poterunt et debent esse in villa, ut fieri consuevit.

Item, dicimus quod omnia fossata ville sunt paduentum.

Item, dicimus quod mercatum est paduentum.

Item, dicimus quod domus in quibus carnes venduntur, que sunt infra mercatum et capitulum, Galhardi de Solio et fratrum suorum remanant in statu in quo consueverunt esse.

Item, dicimus quod domus in qua panis venditur est paduentum.

Item, dicimus quod portus et platee que sunt a domo Petri Andron usque ad putatorium Sancti-Michaelis sint de cetero ut sunt, ita quod nullus impedimentum ibi ponant nec etiam causam faciat a domibus extra.

Item, dicimus quod domus que sunt constructe a domo Petri Andron usque ad pujatorium Sancti-Michaelis, versus mare, in statu suo remaneant; et platee intermedie posint edificari, cum possessores ipsarum, per longua tempora et a temporibus a quibus non extat memoria, habuerint et tenuerint easdem.

Item, dicimus quod, a pujatorio Sancti-Michaelis usque ad esterium Sancte-Crucis, non fiant domus ante domos influs, nec ponatur aliquid perpetuum impedimentum; cara autem poterit fieri ibidem, cum non sint

impedimenta, meliorationes locorum; tamen dicta cara et ribagia sunt et remanent paduenta in perpetuum.

Item, dicimus quod, a domo Ramundi Decasse usque ad esterium majorem, non sint domus ante domos inferius, nec ponatur aliquid perpetuum impedimentum.

Item, dicimus quod cara et rippe que sunt de turre Tropeyta usque ad domum Michaelis de Medulco sint paduentum; cara autem poterunt fieri ibidem, cum non sint impedimenta, scilicet, ut dictum est : meliorationes locorum; que cara remanebunt in perpetuum paduentum.

Item, de basis et rippis dicimus quis proprietas earum et illorum qui domos sive terras propinquiores habent.

Item, dicimus quod in muris ville non debent esse porte nisi sint publice et communes, et que habeant via publicas ad intrandum et exundum; tamen cara [que] sunt a domo Ruffati Viguerii usque ad domum Petri Andron dicunt habere portas, ut in eorum propriis muris, et base sunt proprie illorum quorum sunt domus usque ad imum maris.

Item, dicimus quod juxta domus Arnaldi-Wilhelmi deus Paus, prope portam deus Paus, est quedam rueta publica et communis que ducit a magna carreria deus Paus usque ad aulam d'Arssac, et ullum debet poni impedimentum in ea.

Item, dicimus quod inter domum Wilhelmi de Sancto-Albino et domum Rogerii Comitis e[s]t carreria et porta publica et communis que ducit ad mare.

Item, dicimus quod in domo Petri de Lengon est via communis, publica, que ducit a ma[g]na carreria ad mare, et nullum debet poni impedimentum in ea.

Item, dicimus quod omnes platee que sunt ab ecclesia Sancti-Petri usque ad domum Petri de Sancto-Errardo, prout sunt circa puteum qui est ibi, sunt paduentum.

Item, dicimus quod inter domum Arnaldi Caudairei et domum Wilhelmi Benensenhat est via communis et publica que ducit ad murum.

Item, dicimus quod inter domum Galhardi Columbi et domum magistri Arnaldi de Bogio est via communis que ducit ad murum in civitate; et dicimus quod platee que sunt inter murum civitatis et domum magistri Arnaldi de Bogio et Arnaldi de Sancto-Quintino sunt paduentum.

Item, dicimus quod inter domum que fuit Laurentii et domum de Beirinas est carreria publica et communis que ducit ad murum.



N° CXLI.
29 Octobre 1262.

Item, dicimus quod ad podium Paulinum, inter terram domini P. de Burdegala et domum P. de Burdegala et domum Ramundi Aimerici, est carreria publica et communis que ducit ad murum.

Item, dicimus quod barbacana de Rocella, infra et extra, et omnes alie barbacane civitatis Burdegale sunt paduentum, et domus non debent ibi esse, nec aliquid aliud impedimentum.

Item, dicimus quod banella que est inter Ramundum de Camparian et fratres suos, ex una parte, et Rufatum Begerii, ex altera, est paduentum.

Item, dicimus quod banella que est inter domum filie Bruni Dalham et domum Seguini Barbe est paduentum.

Item, dicimus quod banela que est inter Ramundum Moneder, ex una parte, et Bonafusum de Rupellam, ex altera, que ducit ad mare, est paduentum.

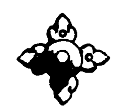
Item, dicimus quod banela que est inter P. Viguerii, defuncta, ex una parte, et domum Petri Stephani, ex altera, est paduentum.

De fossata castri domini Regis dicimus quod debet extendi in longum, a mura civitatis qui conjungitur cum Magna Turri domini Regis, usque ad murum civitatis qui conjungitur cum turri vocata : Arcbalesterria ; et debet esse ejusdem amplitudinis cujus fuit a principio ad cognitionem et arbitrium eorum qui faciunt fassata.

De omnibus autem locis que dicimus esse paduenta, dicimus quod debent esse et sunt ville perpetuo paduenta, nec debent aliis usibus aplicari.

In cujus rei testimonium, nos omnes predicti quatuordecim, una cum sigillis venerabilis viri domini Henrici de Decuzantiis, senescalli tunc Vasconie, et communie Burdegale, sigilla nostra presentibus duximus apponenda.

Datum in c[r]astinum apostolorum Simonis et Jude, anno Domini millesimo cc° lx° secundo.



N° CXLII.
1376 à 1389.

RÈGLEMENT RELATIF A L'ÉLECTION DES JURATS DE BORDEAUX.

SOMMAIRE.

A l'époque où il y avait vingt-quatre jurats à Bordeaux, le maire et les jurats convinrent avec Jean de Lesparre, lieutenant du Roi en Guyenne, de modifier et de régler ainsi qu'il suit l'élection des jurats:

Les jurats ne seront plus qu'au nombre de douze et ne pourront être pris parmi les nobles.

Ils se rendront, la veille de la Saint-Jacques et de la Saint-Christophe, dans l'église Saint-Éloi, et y jureront de choisir leurs successeurs parmi les personnes qui rempliront les conditions légales d'âge, de naissance, de domicile, de fortune, de capacité, etc.

Après avoir prêté ce serment, ils s'enfermeront seuls dans la maison commune; sauf à faire venir le maire, pour les concilier, s'ils ne peuvent pas s'entendre sur quelque point.

Les jurats nouveaux auront les mêmes pouvoirs que les anciens.

En cas d'absence ou d'empêchement de quelques-uns d'entre eux, les jurats pourront prendre toute mesure administrative, pourvu qu'ils soient au nombre de huit.

Ensec se la forma cum los XXIIII. juratz torneren a XII., e la forma deu segrament que lideitz XII. juratz auran a ffar, d'assi en auant, sobre la noera creacion deus autres juratz, e la letra cum ladeita ordenacion es confermada per lo Rey, nostre senhor (1).

CITRA lo temps passat, se fos acostumat en la bila de Bordeu que los XXIIII. juratz, qui auen lo regimen et gobernansa de la bila, la bigilia de Sent-Jacme e de Sent-Christoli, aguossen a benir en la gleisa de Sent-Aloy per far certana forma de segrament sobre lo cors de Jhesu-Christ. E, feit lo segrament, se agossan enclaura dintz la mayson de Sent-Elege, per eslegir autres XXIIII. juratz, per aissi cum aquestas causas son plus a plen contingudas en unas letras de mossenhor de Lencastre.

E, enapres, lideitz XXIIII. juratz, o la major partida, lo poble de la bila apperat ab la trompa, en la gleisa Sent-Andreu, en presencia deu noble et poderos senhor mossen Florimont, senhor de Lesparra, adonc locte-

(1) Ce numéro et les suivants jusqu'au n° CLVII forment un ensemble, et détaillent toutes les formalités qui accompagnaient, au moyen âge, les élections de jurats à Bordeaux. — Voyez le n° XCV.



N° CXLII.
1376 à 1389.

nent per nostre tres souiran senhor lo rey de Franssa ______ (1) en las partidas d'Aquitaine, et regidor de la bila de Bordeu per la eleccion deu poble, lideitz juratz, de boluntat e ordenacion de la comunia, et de boluntat, ordenacion e assentiment deudeit loctenent, loquau y det son autrey en tant cum pode, sens prejudice de nostras franquesas, attendens que, a la diuersitat deu temps, los estatz humanaus comben aucunas betz corregir, mudar et esmendar per lo melhor proffeit deudeit rey de Franssa ______ nostre tres souiran senhor, e, per lo comun proffeit de ladeita bila, ordeneren que, d'assi en auant, fossen feitz et creatz xii. juratz, tant solament per regir e mantenir lo gobern e regiment de la bila, per la forma que era acostumat de ffar per los xxiiii.; e plus que nul gentil, d'assi en auant, no pusca estre jurat de ladeita bila.

Losquaus xii. juratz auran a benir cascun an, la bigilia de Sent-Jagme et de Sent-Christole, en la gleisa de Sent-Aloy, quant lo senh de la bila sonera.

Forma juramenti antiquorum juratorum.

E jureran sobre l'autar de Sent-Eloy, solempnement garnit de mesau et crotz, lo capperan reuestit : que edz nompneran e eslegiran autres xii. juratz, tant solament los melhors e us plus sufficientz, per lo proffeit deu ______ rey de Franssa, nostre souiran senhor, et per lo regiment et utilitat de la bila; e aquetz nompneran e eslegiran, en la maneira que dessus, cascun lo son de sa jurada o esquingueita, sens nompnar ni eslegir d'autra jurada o esquingueita, sin' troba en la sua sufficient; e, si non troba en la sua sufficient, deu lo eslegir de sa plus pres jurada o esquingueita, no auen affeccion ni regart meis ad una persona que adautra, ni per parentatge, amistat ni desenemistat, ni per dopte, ni per amor, ni affeccion, ni per loguey de deguna persona; e que nompneran e eslegiran persona o personas que sian natz de la bila de Bordeu, o de Bordales, o de la nacion de France; e personas de xxv. ans en sus, et taus que sian de leyau matrimoni, e lur senhor medis; e que non estonguen ab autruy, e que sian senhors d'ostaus; e que tingan lor hostau principau o residentament esta bila; e que aya cascun en balent mil liuras de bordales, o dos centz liuras bordales de presa de sa terra cascun an; e que nompneran et eslegiran

(1) En cet endroit du manuscrit, il y a une lacune qui provient du grattage des mots : *e d'Anglaterra*; ce grattage est évidemment postérieur à la conquête de la Guyenne par Charles VII, et il doit en être de même de certaines surcharges qu'on remarque dans le reste de l'acte, et qui sont faites dans le même esprit.



aquet o aquetz qui plus prohomes et plus sufficiens lor sembleran, a honor et proffeit deu Rey, nostre —— (1) souiran senhor, e au bon gobern e utilitat de la comunia e de la bila; et taus que, en lor bertadeira concience, se penssen que, per fauor, amor ni doptanssa de nulha persona, o per corrupcion o autra deshonesta pregaria, no faran, suffreran, tracteran ne procureran causa qui fos o pogos estre a bituperi deu Rey, nostre —— (2) souiran senhor, o de la comunia, ni a destrie o empachement de dreituria, ni deu bon gobern de la bila; e taus que despuis lodit guobern fo comensat, no ayan feit lo contrari.

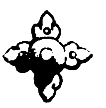
E, feit lodeit segrement, lideitz juratz s'enclauran dintz la maison cominau de Sent-Ylege per nompnar, crear e eslegir los autres xii. juratz, per la forma, maneira e condicion que dessus es contingut; e que de dedintz ladita maison no partiran jusques a tant que la eleccion deus nouetz juratz sia feita. E, en cas que fos discencion entre losdeitz juratz sobre la creacion deus nouetz juratz, o sobre aucuna autra causa, poden apperar lo mager per intrar ab lor, per accordar de lor debat, feit lo segrament per lodeit mager per la forma que dessus es contingut; e adonc, audit lo debat que sera entre lor, lodit mager se tindra ab la major partida; e, apunctadas las causas de que sera lor debat entre losdeitz juratz, lodeit mager s'en salhira deffora, et estera a la porta, per la forma que es acostumat ancianement.

E losdeitz xii. juratz, quant seran aissi creatz e eslegitz cum dessus es deit, boloren lideitz xxiiii. juratz et comunia, de boluntat e ascentiment deudeit senhor loctenent per nostre tres souiran senhor lo Rey, loquau, cum dit es, y det son autrey, sens prejudici de nostras franquesas, preuilegis e libertatz, que aya aquet medis poder que auen los xxiiii. juratz quant y eren.

E plus boloren e ordeneren que, en lo cas ont losdeitz juratz no poiren, tantost cum obs ni besonh sere, estre ajustatz ni trobatz, o no y seren, o no poiren estre totz, que los viii. juratz, deus xii. aissi eslegitz cum dessus es deit, puscan regir, far e ordenar aissi e en tau forma cum si totz y eren.

E plus boloren e ordeneren que ladeita ordenance, d'assi en auant, aya balor e perpetuau fermetat.

(1 et 2) Le mot : *tres*, est gratté en ces deux endroits.



N° CXLIII.

30 Septembre 1375.

CONFIRMATION PAR ÉDOUARD III DU RÈGLEMENT RELATIF A L'ÉLECTION DES JURATS DE BORDEAUX.

SOMMAIRE.

Le roi d'Angleterre confirme, à la demande des maire et jurats de Bordeaux, le règlement qui réduit le nombre des jurats à douze et qui exclut les nobles de la jurade. De plus il interdit aux nobles de devenir bourgeois de la ville.

Édouard III défend aussi aux Bordelais, sous des peines graves, de frauder les droits du fisc, en faisant passer pour leur appartenir des biens appartenant à d'autres.

Ensec se la confermacion feyta per lo Rey, nostre tres souiran senhor, sobre ladeita ordenance (1).

EDWARDUS, Dei gratia, rex Anglie et Francie et dominus Hibernie, omnibus ad quos presentes littere pervenerint salutem.

Supplicarunt nobis dilectis et fideles nostri major, jurati, ceterisque probi homines civitatis nostre Burdegale quod, licet, in nostra civitate predicta, ante hec tempora, xx^ti^ IIII^or^ jurati esse consueverint, ipsi tamen jurati ceterisque probi homines predicti, pro majori comodo nostro et utilitate, ac meliori et securiori gubernatione civitatis predicte, ordinaverunt quod, de numero viginti et IIII^or^ juratorum, duodecim perpetuo deducantur, ita quod de cetero in eadem civitate duodecim jurati dumtaxat existant; et quod nullus generosus, miles, seu alius quicumque reputans se generose conditionis existere, aliquis dictorum juratorum fiat aliqualiter in futurum; velimus dictam ordinationem approbare :

Nos comodum et utilitatem ac bonam et securam gubernationem dicte civitatis intime affectantes, et volentes proinde supplicationi predicte annuere gratiose, ordinationem predictam acceptamus, approbamus, ratifficamus, et tenore presentium confirmamus.

Et ulterius, de avisamento Magni Concilii nostri, ex certis et urgentibus

(1) Voyez les nos XCV, CXLII, et CXLIV à CLVII.

causis, que securitatem et salvam custodiam civitatis predicte concesse- **N° CXLIII.**
runt, nos et dictum concilium nostrum moventibus, volumus et tenore **30 Septembre 1375.**
presentium concedimus et ordinamus quod nullus hujusmodi generosus, miles, seu alius quicumque reputans se generose conditionis existere, aliquis burgensium ejusdem civitatis de cetero fiat quomodolibet in futurum.

Nostre tamen intentionis et voluntatis existit quod aliquis burgensium Burdegale, aliquo tempore, non cooperiat bona aliorum tanquam sua, in nostri dampnum et retardationem costumarum et aliorum proficuorum nostrorum ad nos inde pertinentium; et, si quis hoc fecerit, quod tunc bona sic cooperta nobis sint forefacta, et ipse qui hoc fecerit libertatem suam burgesie amittat.

In cujus rei testimonium has litteras nostras fieri fecimus patentes.

Datum in palatio nostro Westmonasterii, tricesimo die septembris, anno regni nostri Anglie quadresimo nono, regni vero nostri Francie triscezimo sexto.

Per ipsum Regem et Concilium.



N° CXLIV.

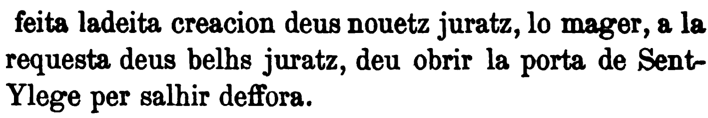
1376-1389.

INSTALLATION ET SERMENT DES NOUVEAUX JURATS DE BORDEAUX.

SOMMAIRE.

Le lendemain de l'élection des nouveaux jurats, le maire et les anciens jurats se rendront à la cathédrale Saint-André, pour y proclamer les noms des élus, et ceux-ci feront le serment de remplir loyalement leurs fonctions.

Fforma juramenti juratorum novorum super sancta Dei evangelia in ecclesia Sancti-Andree, statim facta electione (1).

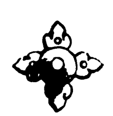


feita ladeita creacion deus nouetz juratz, lo mager, a la requesta deus belhs juratz, deu obrir la porta de Sent-Ylege per salhir deffora.

E, lo jorn de Sent-Jagme e de Sent-Christole, de matin, hom deu far sonar lo senh; e lo senh sonat, lo mager e los juratz belhs, ab l'autra bona gent de la bila, s'en deuen anar a la bouta de Sent-Andreu; e aqui, dauant lo poble lo ser dauant apperat ab la trompa, deuen publicar los nouetz juratz.

E, feyta la publicacion deus nouetz juratz, aqui medis lo mager, dauant lo poble, deus nouetz juratz qui seran aqui presens prendra lo segrament, sobre los sans euuangelis Diu e sobre la crotz corporaumens toquatz, per la forma que s'ensec; so es assauer : que eds tindran et regiran la bila e la comunia ben e leyaument, a bona fe; e que edz metran tot lur effors e diligence a ffar e mantenir justicia e lo bon guobern e regimen de la bila, no regardant amic ni enemic, sino segont lor dreitureira conscience, au proffeit e utilitat comun; e que, a la ffin de lur an, autres xII. juratz tant solament eslegiran, segont la forma e ordenacion dessusdeitas.

(1) Voyez les nos CXLII à CLVII, spécialement le no CXLVII, et en outre le no CLXI.



N° CXLV.

1376-1389.

SERMENT DU MAIRE DE BORDEAUX.

SOMMAIRE.

Dès que les nouveaux jurats auront prêté serment, ils se rendront avec les anciens à l'église Saint-Seurin, pour la prestation du serment du maire et du clerc de ville.

Le maire jurera de rendre justice à tous et de maintenir les priviléges de la ville, comme il l'a déjà juré à son entrée en charge.

Fforma juramenti majoris (1).

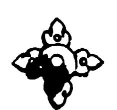
E feyta ladeita publicacion et segrament, lo mager e los juratz belhs et nouetz, ab los autres prohomes de la bila qui anar y boiran, s'en yran a Sent-Seurin per recebre lo segrament de mossenhor lo mager e deu clerc de la bila.

E mossenhor lo mager, tot prumeirament, jurera sobre lo fort sent Seurin : que ben e leyaument se portera en l'offici de la mayoria; e totz e sengles de la comunia de la bila de Bordeu deffendra e gardera de tort e de fforssa, de sin e d'autruy; e fara dreit e razon a totz e sengles de la comunia, tant ben au paubre cum au ric, no gardant amic ni enemic; e tindra a totz e sengles de la comunia fors, costumas, usatges, estatutz, preuilegis e libertatz de la bila e comunia, sauban la fideudat deu Rey —— —— nostre (2), —— souiran senhor.

E aquet medis segrament an a ffar los magers quant benent noerament, auant que usen de lur offici.

(1) Voyez les nos CXLII à CLVII.

(2) Les mots : *de Franssa e d'Anglaterra e duc de Guiayne*, et plus loin le mot : *tres*, ont été grattés dans le manuscrit.



N° CXLVI.

1376-1389.

SERMENTS DU CLERC ET DU TRÉSORIER DE LA VILLE DE BORDEAUX.

SOMMAIRE.

Dès que le maire aura prêté serment, le clerc de ville jurera de se conformer aux ordres des maire et jurats, et d'écrire fidèlement les décisions rendues par eux, comme il l'a déjà juré à son entrée en charge.

Le trésorier de la ville jurera qu'il a fidèlement géré les deniers de la commune et déclaré toutes les créances qu'elle peut avoir.

Fforma juramenti clerici ville (1).

D feyt lodeit segrament per mossenhor lo mager, lo clerc de la bila jurera, sobre lo fort sent Seurin : que ed sera bon e leyau au mager e juratz e comunia de la bila de Bordeu; e ben et leyaument acosselhera lo mager e juratz e comunia, no agardant amic ni enemic; et que segret et obedient sera audit majer et juratz; e que sera resident continuadement aus mandements deu mager e juratz per escriure ben e leyaument so qui s' fara en cort, o en jurada, o en autre loc, au proffeit deu mager e juratz e deu comun de la bila; e que, en las causas qui se meneran en la cort, no aura major affeccion a l'una part que a l'autra, mas los actes, per la forma que seran appuntatz entre los auoquatz, escriura, et las scentencias, per la forma que seran deitas ni profferidas, per los jutgedors, o per la major partida, aissi medis escriura.

E aquest medis segrament an a ffar los clercs a lor noera creacion, auantz que usen de lordeyt offici.

Forma juramenti thesaurarii ville post redditionem suorum compotorum (2).

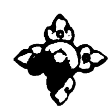
Jurera lo tresaurey que ben e leyaument se es portat en son offici de tresauraria; e que bons e leyaus contes a rendut a la bila de tot quant

(1) Voyez les nos CXLII à CLVII et CLXV.

(2) Le paragraphe relatif au trésorier de la ville est d'une écriture postérieure au reste du manuscrit; la même formule se retrouve au no CLXV.

que palpat, maneyat ny distribuit n'a, sens arres que no s'en a appropriat, ny non a feyt a perdent a la bila; et que bonas e leyaus paguas e satisfaccions a feyt de so que se es carguat en aquetz aqui era degut; et que no sap res que sia degut a la bila que ben e leyaument no ac aya reuelat.

Sed est aliud juramentum quod tenetur prestare dum assumitur ad dictum officium; forma dicti juramenti est infra.



N° CXLVII.

1376-1389.

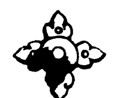
SERMENT DES NOUVEAUX JURATS DE BORDEAUX.

SOMMAIRE.

Le lendemain de la proclamation des nouveaux jurats, ceux d'entre eux qui, la veille, n'auront pas prêté serment le feront dans la maison commune de Saint-Éloi [1].

E la prumer jorn de la jurada apres la publicacion deus juratz, lo mager et los juratz se deuen assemlar en la maison de Sent-Ylegi ab lors cosselhadors pencionaris; e aqui, en presencia deu mager, los juratz qui no auran feit lodeit segrament a Sent-Andreu, jureran sobre lo messau et sobre la crotz, per la forma que los autres an feit a Sent-Andreu.

[1] Voyez les nos CXLII à CLVII, et spécialement le no CXLIV.



N° CXLVIII.
1376-1389.

SERMENT DES CONSEILLERS DE LA VILLE DE BORDEAUX.

SOMMAIRE.

Le lendemain de la proclamation des nouveaux jurats, les conseillers de la ville jureront de remplir loyalement et discrètement leurs fonctions.

Fforma juramenti pencionariorum (1).

D en apres, los cosselhadors pencionaris jureran, sobre lo messau e sobre la crotz, que eds seran bons e leyaus a mossenhors lo mager e juratz e comunia; et que ben e leyaument los acosselheran a bona fe totas betz que sian requeritz; et que segrets e hobediens seran audit mager e juratz.

(1) Voyez les nos CXLII à CLVII.



N° CXLIX.

1376-1389.

SERMENT RÉCIPROQUE DU MAIRE ET DES JURATS DE BORDEAUX.

SOMMAIRE.

Les nouveaux jurats, le lendemain de leur proclamation, jureront au maire de lui obéir et de le conseiller loyalement; et le maire leur promettra d'administrer d'après leurs conseils.

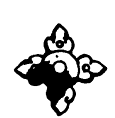
Fforma juramenti majoris et juratorum (1).

E en apres, lideitz mager e juratz se faran, l'un a l'autre, segrament :

Prumeirament, los juratz au mager; so es assauer : que eds lo seran bons e leyaus et obediens; e los segrets selat tindran; e que ben e leyaument lo acosselheran a bona fe.

E en apres, lo mager los jurera que ed lor sera bon e leyau; e que las causas segretas selera; et que, per lor leyau concelh, se guobernera d'asso qu'en concelheran au proffeit deu Rey, nostre tres souiran senhor, e de la comunia de ladeita bila.

(1) Voyez les nos CXLII à CLVII.



Nº CL.

1376-1389.

NOMINATION DU SOUS-MAIRE, DU PRÉVOT ET DES TRENTE CONSEILLERS DE LA VILLE DE BORDEAUX.

SOMMAIRE.

Dès que le maire et les jurats se seront réciproquement prêté serment, il sera procédé au choix du sous-maire, du prévôt et des trente conseillers de la ville.

Ceux-ci seront proclamés dans la cathédrale Saint-André, et jureront d'obéir aux maire et jurats et de les conseiller loyalement.

Fforma juramenti triginta consultorum (1).



feyt losdeitz segramentz, lo mager aqui medis deu eslegir son sotzmager, aquet qui meis lo plaira de totz los juratz, lo melhor e lo plus proffeitable per lo Rey, nostre senhor, et per la utilitat e bon guobern de la bila.

E feyta la eleccion deu sotzmager, lo mager e los juratz deuen far la eleccion deu prebost de la bila; e sera ne aquet en que se tindra la melhor partida deus juratz.

E en apres, feita la creacion deu preuost, deuen eslegir los trenta acosselhadors los plus prohomes de la bila de quenhe condicion que sian; losquaus, lo ditmenge empres, se deuen publicar dauant lo poble, apperat ab la trompa a Sent-Andreu. E losdeits trenta acosselhadors deuen estre mandatz, nome per nome, ad aquet jorn, per far lo segrament sobre lo messau et sobre la crotz, dauant lo poble, per la forma que s'ensec; so es assauer : que eds seran obediens aus mandementz deu mager et deus juratz; e, totas betz qu'en seran requeritz, ben e leyaument cosselheran lodeit mager e juratz a bona fe, no gardant amic ni enemic; e so que hom los mandera segret tindran.

(1) Voyez les nos CXLII à CLVII.

N° CLI.

1376-1389.

SERMENT DES GARDES DE LA VILLE DE BORDEAUX.

SOMMAIRE.

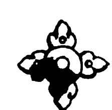
Après la nomination des trente conseillers, les divers gardes de la ville jureront d'obéir aux maire et jurats, et de veiller au maintien du bon ordre.

La forma deu segrament de aquetz qui son ordenatz per la garda de la bila, d'aquetz qui deuen far los esquingueitz, e d'aquetz qui ban armatz de jorn per bila, e de las gardas de las portas (1).

E en apres, se deuen publicar e legir las gens qui son ordenatz per la garda de la bila; so es assauer : los qui deuen far los esquingueitz, e aquetz qui ban armatz de jorns per bila, e los qui son garda a las portas.

E aquo feit, deuen totz jurar, deuert lo messau e la crotz a lor mostrat et exhibit, que eds seran bons e leyaus e obediens a mossenhors lo majer e juratz, e a la bila; e que eds seran ajudans de jorns e de nuitz, a lor leyau poder, audeit mossenhor lo mager e juratz, encontra totas personas, per tenir et gardar lo bon guobern, ordenance e regimen de la bila, sauban la fideutat, sobiranetat e ligece deu rey de France e d'Angleterra, nostre tres souiran senhor.

(1) Voyez les nos CXLII à CLVII.



N° CLII.
1376-1389.

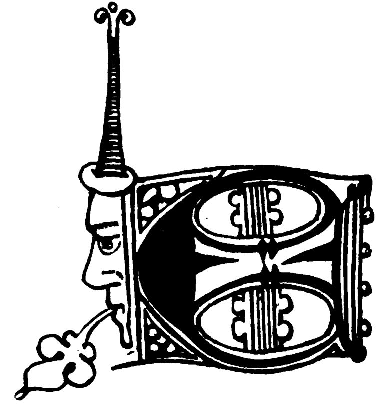
SERMENT DU SOUS-MAIRE DE BORDEAUX.

SOMMAIRE.

Dès que les gardes de la ville auront prêté serment, le maire et quelques jurats se rendront à l'église Saint-Seurin pour y recevoir le serment du sous-maire, du prévôt de la ville et du clerc du prévôt.

Le sous-maire prêtera le même serment que le maire.

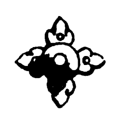
Fforma juramenti submajoris (1).



feyt lo segrament, lo mager, ab deus senhors de la bila, s'en deu anar a Sent-Seurin, per prendre lo segrament deu sotzmager, deu preuost e deu clerc deu prebost.

E jurera lo sotzmager sobre lo fort de sent Seurin, per la forma que es contingut en segrament deu mager.

(1) Voyez les nos CXLII à CLVII.



N° CLIII.

1376-1389.

SERMENT DU PRÉVOT DE LA VILLE DE BORDEAUX ET DU CLERC DU PRÉVOT.

SOMMAIRE.

Dès que le sous-maire aura prêté serment, le prévôt jurera de rendre bonne justice et de respecter les règlements, dont on lui donnera lecture.

Le clerc du prévôt jurera ensuite : d'obéir aux maire, jurats et prévôt de la ville; d'écrire fidèlement les sentences telles qu'elles seront rendues; et de ne rien exiger pour ses actes au-delà des tarifs.

Fforma juramenti prepositi ville (1).

D feyt lo segrament deu sotzmager, lo preuost jurera, sobre lo fort sent Seurin, per la forma que s'ensec; so es assauer : que ben e leyaument se portera en l'offici de la preuostat; et que bon, leyau e biancer *(sic)* dreit fara a totz e sengles los de la comunia, no guardant amic ni enemic, mas artant ben au daubre cum au ric.

E plus jurera los establimens qui plus bas s'enseguen, tindra, sens benir encontra, a sson leyau poder, tot frau, dol e mal enginh cessant, losquaus aqui medis lo seran legitz.

Fforma juramenti clerici prepositi.

E aqui medis lo clerc de la perbostat jurera per la forma que es contingut en la forma de sa noera creacion, auant que use de son office; so es assauer : que ed sera bon e leyau au mager, juratz e comunia de la bila de Bordeu; e que sera obedient e resident au perbost de la bila continuadement, a son leyau poder, per escriure ben e leyaumentz so que se fara en la cort deudeit perbost; e que, en las causas qui se meneran en ladeita cort, no aura major affeccion a una partida que ad autra, mas los actes, per la forma que seran appuntatz entre las partidas, escriura; e las scentencias, per la forma que seran deitas ni profferidas per los jutgadors, o

(1) Voyez les nos CXLII à CLVII, et spécialement le no CLIV.

per la major partida, aissi medis leyaument escriura; et aissi medis las autras ordenances, toquant lodeyt office, leyaument gardera e tindra, sens benir encontra, e seran y *(sic)*. E plus, per rason de sas escripturas, res no prendra, ni fara prendre, ni per nulha autra causa appertenen a son offici, sino so que es ordenat per lo mager e juratz. N° CLIII. 1376-1389.

De lasquaus ordenances la tenor s'ensec, de mot a mot, en aquesta maneira [1].

[1] Voyez le numéro suivant.



N° CLIV.
2 Août 1376.

RÈGLEMENTS RELATIFS AUX FONCTIONS DU PRÉVOT DE LA VILLE DE BORDEAUX.

SOMMAIRE.

Jean de Molton, maire de Bordeaux, établit les règlements qui suivent, pour prévenir les abus que commettaient les prévôts de la ville :

Dans les procès de la compétence du prévôt, les parties n'auront pas d'avocats, et ne signifieront point d'écritures.

Le prévôt ne connaîtra que des dettes de 50 livres au plus; il percevra 5 sous par jugement; et ne rendra de décision que sur la preuve faite par le demandeur, ou sur l'aveu tacite du défendeur.

Si une partie injurie l'autre à l'audience, elle paiera 20 sous d'amende.

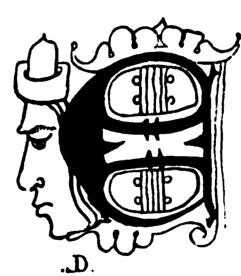
Les jugements par défaut ne seront pas rendus avant midi, si l'audience se tient le matin ; ni, en tout cas, avant la fin de l'audience.

Le prévôt, pour assurer le paiement de ses droits, pourra faire pratiquer des saisies; mais il ne devra rien vendre qu'avec l'autorisation des maire et jurats; ceux-ci seront, d'ailleurs, juges des difficultés qui s'élèveront à l'occasion de ces saisies.

Le prévôt vérifiera les mesures pour le blé, le vin, l'huile, etc., et ne permettra point, sous peine de destitution, qu'on se serve de mesures fausses ; il percevra 5 sous pour la vérification de chaque mesure neuve. Il veillera à ce que les cordonniers travaillent selon les règlements. Il condamnera les taverniers qui vendront deux sortes de vins ensemble à une amende de 65 sous, sur lesquels lui-même en recevra 20.

Avec les droits qui reviennent au prévôt, celui-ci paiera les salaires de son clerc et de ses sergents, ainsi qu'une somme de 80 livres due au contrôleur du Roi, et tout ce qui peut encore être nécessaire à l'exercice de sa charge.

Sequntur ordinationes et establimenta (1).



D ffo establit et ordenat perpetuaumentz tenir e obseruar, en la majoria deu noble home mossenhor Johan de Molton, cavoy, lo dissapte que fo lo segont jorn deu mes d'aost, l'an mil ccc. e LXXVI., que, perso que, lo temps passat, plusors grenche e estorcions no degudas eran estadas feitas per aucuns qui, lo temps passat, auen tingut e regit l'offici de la prebostat, bolens obrar e contrastar a la malicia d'aquet qui per temps a benir semblans grench o estorcion porren cometre, que, d'assi

(1) Voyez les nos CXL et CXLII à CLVII.

en auant, lo peruost, auant que use de son offici, quant sera estat eslegit per lo mager e juratz, aya a jurar sur lo fort sent Seurin de tenir las causas qui s'enseguen et de far lo segrament dessus escriut. N° CLIV. 2 Août 1376.

E es ordenat e establit, affin que lodeit preuost plus breument pusca far dreit a las partidas qui per dauant luy bindran pleiteyar, e que las causas menadas per diffugi, que, d'assi en auant, nulha causa en la cort deudeit preuost no sia pleiteiada per auocat, ni nulha escriptura balhada, mas que l'actor fassa sa demanda de boqua, et lo reu aqui medis que responguo; empero concelh larc lo poira donar lo peruost; e, per aissi cum entre las partidas sera summariament pleiteiat, fara lo perbost escriure per son escriuan en libre de la cort.

Item, es ordenat que lo preuost, d'assi en auant, no aya conoicenssa de nulha causa sino de deutes, jusques a la montanssa de cinquanta liuras, e no plus.

Item, es ordenat que, d'assi en auant, lodeit preuost, de nul jutyat que dongua, no aya sino cinq soudz de la partida qui sera comdemnada, tant solament.

Item, es ordenat que lo preuost, d'assi en auant, no aya nulh nec et coffes, sino en cas que aquet qui aure feit la demanda la proes, o lo reu no l'auzes jurar.

Item, es ordenat que, si las partidas per dauant lodeit preuost se dizen injuria, la partida qui dira l'enjuria paguera : xx. soutz.

Item, es ordenat que, d'assi en auant, nulha deffauta no se pusca autreiar per lodeit preuost, jusquas a tant que mech jorn sia passat, en cas que auantz de mech jorn aguos tingut sa cort; ni apres mech jorn, tant come ed sera en la cort, ni borra conoisse de las causas.

Item, es ordenat que lo preuost, per son dreit de la cort, poyra far penhorar per son siruent; mas los guatges no poyra bendre sens liccencia deu mager e juratz; e, si la partida se ditz estre greuyada [per?] lo preuost, de penhora o per nulha autra causa, la conoissence se fara en la cort deu mager.

Item, lo preuost aura lo patronatge de las mesuras de blat, de bin, d'oli, de ciuada, de cautz e de tota autra causa; e la correccion e garda d'aquera s'appertendra audeit preuost. Empero lodeit preuost no poira donar liccencia de usar de faussa mesura; e, si se trobaua que n'aguos donat liccencia, sera conogut per esperjuri, e priuat perpetuaumentz de offici de bila. E no prendra, per patronatge, sino quant nouerement se

N° CLIV.
2 Août 1376.

proeran : v. soutz; e en apres non prendra de las bonas; e las autras, que no seran leyaus, fara pagar lo gatge.

Item, lo preuost aura la punicion deus sebbatoris, per la forma que es acostumat, s'en troba de coeyrame prohibit; empero lo preuost non poyra donar congeit de ffar o bendre obratge no degut; et, si ac fey, sera punit per la forma que dessus.

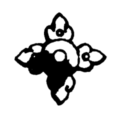
Item, lo preuost, d'assi en auant, leuara o fara leuar los LXV. soutz d'aquetz qui benden de dos bins a tauerna, au proffeit de la bila; e seran balhatz au tresaurey. Empero lodit preuost aura, per la man d'audeit tresaurey : XX. soutz per son tribalh, per cascun deusdeits gatges.

Item, lo preuost no dera ny poyra dar liccencia de bendre de dos bins ensemble; et, si se trobaua lo contrali, sera punit per la forma que dessus.

E deus prumeis leyaus e acostumatz que lodeit preuost leuera de lasdeitas causas, a luy ayssi leissadas en la maneira que deit es, lo medis preuost leuera e treyra lo salaris de ssin, e de son escriuan, e de sas mandas, e las raubas, per la forma que es acostumat; e paguera las quatre bintz liuras au contraruledor deu Rey; et fornira sin e sa preuostat de tot en tot, sens aucuna restitucion que la bila no l'en fara, ni es tinguda de far.

E es meis establit que nulh autre gatge lodeit preuost no prendra, sino per la forma que dessus es dit, sino que per lo mager e juratz fos conogut tot prumeyrament, exceptat que lo preuost a sobre aquet qui portera lo bin per la bila : I. pichey e I. beyre de bin.

E aquetz presens establimentz, e totas e senglas las causas dessusditas, bolem e mandam, nos auantdeitz mager e juratz, ab la boluntat deus XXX. acosselhadors, ad asso far apperatz, que, d'assi en auant, sian tingutz e obseruatz perpetuaument, sens benir encontra en tot o en partida, injungens e encarrans a totz e sengles majors e juratz, nostres successors, en bertut deu segrament feit o fazador, que aquetz tengan e guarden perpetuaumens, e encontra no bengan, ni leyssen benir encontra, en deguna maneira.



N° CLV.

1376-1389.

SERMENT DU PEUPLE DE BORDEAUX.

SOMMAIRE.

Le deuxième dimanche après l'élection des nouveaux jurats, le maire et les jurats publient les noms des trente conseillers et des trois cents prud'hommes qu'ils ont élus; puis le maire renouvelle son serment, et le peuple lui jure obéissance.

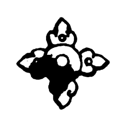
La forma deu segrament que los CCC. *et tot lo poble deuen far cascun an au mager* (1).

ITEM, sequenti dominica post proxima post novorum juratorum creationem, publicantur xxx[ta] consultores et trescenti probi homines, et quidam alii ministri ville, qui debent eligi, per majorem et juratos, infra dominicam diem a tempore publicationis dictorum majoris vel juratorum.

Quibus publicatis, major jurat coram toto populo, supra sacrosancta Dei ewangelia tacta, idem sacramentum quod supra.

Item, et ibidem totus populus, loco et nomine sui et trescentorum predictorum, jurant majori, levatis manibus versus altare et ecclesiam, et in exitu januarum ecclesie supradicte, quod erunt obedientes majori et juratis, et erunt illis vallitores et auxiliatores contra omnes homines, ad pacem tenendam et communiam regendam, deffendendam, qualicumque hora et ubicumque mandatum majoris et juratorum audiverint.

(1) Voyez les nos CXLII à CLVII et le no CLXIX.



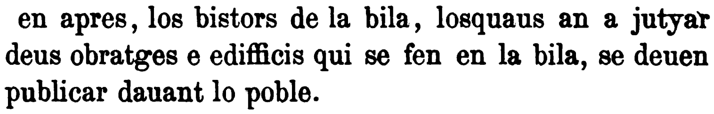
N° CLVI.
1376-1389.

SERMENTS DE DIVERS FONCTIONNAIRES DE LA VILLE DE BORDEAUX.

SOMMAIRE.

Après que le peuple aura prêté serment au maire, les inspecteurs des constructions, du merrain, du poisson, des cordages, des viandes et des paux et lattes, prêteront serment, les uns après les autres, de remplir loyalement leur office.

Fforma juramenti vistorum ville (1).



E en apres, los bistors de la bila, losquaus an a jutyar deus obratges e edifficis qui se fen en la bila, se deuen publicar dauant lo poble.

E aqui deuen jurar per la forma e maneira que s'ensec; so es assauer : que ben e leyaumens se porteran en lor offici; e que, deus debatz de que edz auran conoisse e jutyar, ben e leyaumens a cascuna partida, segont que lor bertadeira concience lor jutgera, doneran lor dreit; e bons e leyaus repportz faran, no agardan amic ny enemic, ni per corrupcion, ni per aucuna causa deshonesta, pregaria, ni per nulha autra causa.

E aquest medis segrament faran a lor noera creacion, e cascun an, quant se publiqueran a la gleisa Sent-Andreu.

La forma deu segrament deu mairame.

E en apres, se deuen publicar los bistors deu mairame.

E aqui medis deuen jurar dauant lo poble, per la forma que s'ensec; so es assauer : que ben e leyaumentz se porteran en lor offici; e los establimentz feitz e ordenatz, sobre lodeit mayrame, tindran e faran tenir, a cascuna partida renden son dreit; e repporteran las deffautas que troberan contre losdeits establimentz au tresaurey de la bila, no agardant amic ni enemic, ni per corrupcion d'argent, ni per nulha autra causa.

(1) Voyez les nos CXLII à CLVII.

N° CLVI.
1376-1389.

La forma deu segrament deus presadors deu peis.

E en apres, se deuen publicar los presadors deu peis.

Losquaus aqui medis deuen jurar : que ben e leyaument se porteran en son offici; e, tant cum lo peis so triguera a bendre, au marcat residentz seran; e a cascun qui lor requiran, si ben au paubre cum au ric, ben e leyaumens lo peys preseran, a dreiturey pretz, tot frau et dol cessant.

La forma deu segrament deus bistors deu hunanie.

E en apres, se deuen publicar los bistors deu hunanie.

Losquaus jureran : que ben e leyaumens se porteran en lor offici; e, los establimentz feitz e ordenatz sobre lodeit hunanie, tindran et faran tenir a lor leyau poder; e las deffautas que troberan contra losdeits establimens ben e leyaumentz lo repporteran au tresaurer de la bila, no agardant amic ni enemic, ni per corrupcion d'argent, ni per deguna autra causa.

La forma deu segrament deus bistors de la cayria.

E en apres, se publiqueran los bistors de la cayria qui se portera bendre a Bordeu.

E jureran : que ben e leyaumentz se porteran en lor offici; e los establimentz e ordenances sobre ladita cayria, tindran et faran tenir a lor leyau poder; e, las deffautas que troberan contra losdeits establimentz, ben e leyaumens lo repporteran au tresaurey de la bila, no agardant amic ni enemic, ni per corrupcion d'argent, ni per deguna autra causa.

La forma deu segrament deus bistors deu pau e de la lata.

E en apres, se deuen publicar los bistors de la lata, pau e de la busca qui se portera per bendre a Bordeu; losquaus jureran per la forma que dessus los de la cayria an jurat, mudant la materia.

E en apres, aqui medis se legiran los establimentz qui son estatz acostumatz de publicar cascun an, si lo temps ac sufferta, o lo ditmenge apres.



N° CLVII.

1376-1389.

SERMENT DES AVOCATS DE BORDEAUX.

SOMMAIRE.

A la première audience tenue par la cour de Saint-Éloi après l'élection des nouveaux jurats, les avocats prêteront le serment de ne soutenir aucune cause contraire aux coutumes et aux priviléges de la ville; de ne soulever aucune exception frustratoire; et de ne rien faire qui porte atteinte à la juridiction des maire et jurats.

Fforma juramenti advocatorum (1).

Cau prumer jorn que la cort se ten apres la noera jurada, cascun an, deuen jurar los auocatz, qui en ladeita cort de Sent-Ylegi borran postular, per la forma e maneira que s'ensec; so es assauer : que ben e leyaument se auran en l'offici de aduocacion; e que nulha causa scienment no sustindran que sia contra las costumas, forz, libertatz o estatutz de la bila, ni nulha causa scienment que sia contra los usatges o estilles de la cort de Sent-Ylegi; e, si ignorantment aucuna causa auen recebut o comenssat de pleiteiar que fos contra la forma dessusdeita, que setost cum ac conoiseran, en quenha part que sian deu pleit, aqui medis la leisseran, sens que, d'aqui en auant, no y deuen dar concelh, fauor ni adjutori. E plus jureran : que scienment nulhas dilacions frustatorias, ni nulhas dilacions que sian contra lasdeitas costumas, fors, libertatz o estatutz, usatges o estilles de la cort, no demanderan ni requeriran, ni excepcions o appellacions no faran, ni cosselheran a ffar, que sian encontra lasdeitas costumas, fors, usatges, estilles e libertatz o estatutz de la comunia, ni de ladita cort de Sent-Ylege, per que la causa que sustindran se pusca alongar plus que de degut; e que nulha causa no ordeneran, tracteran ni procureran, ab bon ginh ni ab mau ginh, que la juridiccion deu mager e deus juratz se minuisca, antz aquera augmenteran e fauor y deran a lur leyau poder.

(1) Voyez les nos CXLII à CLVI.

N° CXLVIII.

1300?

SERMENT DES BOURGEOIS ET HABITANTS DE BORDEAUX.

SOMMAIRE.

Chaque année, les bourgeois et les habitants de Bordeaux jureront au maire : de lui obéir loyalement; de respecter les coutumes et les priviléges de la ville; de soutenir tout Bordelais contre quiconque lui fera injure; d'empêcher toute personne qui aura nui à la ville d'y rentrer avant d'avoir expié ses torts; de renoncer à toute alliance avec toute personne étrangère; de faire connaître les Bordelais qui violeront leur serment, ou qui ne viendront point le prêter : le tout, sous la réserve des droits du roi d'Angleterre.

Forma juramenti totius populli (1).

SO es lo segrament ordenat per lo mager e juratz de la bila de Bordeu que los borgues e habitantz de ladita bila de Bordeu an a ffar, cascun an, a l'auantdeit mager, per gardar e mantenir justicia e lo bon guobern que per la gracia de Diu es, au jorn d'uy, en ladita bila, e per gardar que ladeita bila no aya a rretornar ens mals sa en reyre acostumat de ffar en ladita bila.

Tot prumeiramentz, jureran, remetutz totz autres segraments que per dauant aguossan feit nulha autra persona, que edz seran, d'assi en auant, bons e leyaus e obediens au mager e juratz de la bila contra totas personas, saubant la sobiranetat et ligance deu Rey, nostre senhor.

Item, que edz obserueran, tindran et garderan totas costumas, fors, franquessas, preuilegis, libertatz e establimentz e ordenances de ladeita bila; e que nulha causa feita, ni passada, ni ordenada, sa en reyre, jusquas au jorn d'uy, per lo mager e juratz e comunia, no seran causa ab ginh ni sens ginh, cum sian reuocadas en tot ni en partida, en deguna maneyra, saubant la correccion e esmendament deu Rey, nostre senhor, et de la bila de Bordeu.

Item, que si rumor o toquasenh se fade en ladita bila, que cascun, ab

(1) Voyez les nos CLV, CLXII et CLXIX.

N° CLVIII. 1300? son arnes, s'en ira deuert son jurat per benir au mager, estre a luy ajudantz contra tota maneira de gens, saubant, cum deit es, la sobiranetat e liganssa deu Rey, nostre senhor; e que de luy no departiran jusquas que ayan liccencia de luy; e que las causas sian passadas per lo concelh deudeit mager, per tau maneira cum estre deuran.

Item, jureran que, si aue nulh baron, caualey ni autre, de quauque condicion e estat que sian, qui bolos far o fes mal ni dampnatge ad aucun officier, borgues, ni habitant de ladita bila, petit ni grant, que edz seran ajudantz ad aquetz a cuy hom fara mal ni dampnatge, no agardant amic ni enemic, en totas maneiras, saubant la sobiranetat e liganssa deu Rey, nostre senhor; e que edz faran, a lor leyau poder, que tot atau que fes o bolos far mal ni dampnatge, cum deit es, a nulh borgues, ni habitant de la bila, sia pres, cum justicia ne sia feita per lo mager e juratz, o per aquet a cuy la conoissence s'apertendra, segont dreit e la ley deu pais.

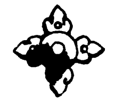
Item, que a lor scient, no suffriran, tracteran ni procureran, en nulha maneira, que nulh hom, de quauque condicion e estat que sian, que ayan feit mal ni dampnatge a la bila, ni ad aucun borgues ni habitant d'aquera, e especiaumens mossenhor Johan Colom, ni Bernard Breuter, jusquas a tant que se sian purgatz bert lo senhor de aucunas causas, lasquaus no son necessaris a declarar quant a present, intrent dintz la bila, sens congeit deu senhor o de la bila, a lur leyau poder; et, si n'i aue aucun, sens congeit o liccencia, cum deit es, que edz seran ajudans cum sian pres, e cum justicia ne sia feyta, segont dreit e la ley deu pais.

Item, jureran que edz, d'assi en auant, no faran segrament, companhia, fe ni lianssa ab nulh baron, caualer ni autre; e, si aucun n'auen feit, que aquet quitan; e que prometen e juren que, per radon deudeit segrament, fe ni liganssa que aguossan a nulha persona, no obediran, saup e exceptat au rey d'Angleterra, nostre senhor, o a son loctenent, o au mager e juratz de ladeita bila de Bordeu.

E cascun de lor prometran e jureran, sobre lo cors precios de Diu, nostre senhor, saubant totas betz la sobiranetat deu Rey, nostre senhor, que totas e senglas las causas dessusditas, e cascuna d'eras, garderan e obserueran sens benir encontra, en tot ni en partida, a lor leyau poder; e, si se endeuine que hom trobes aucun tau borgues o habitantz que fis nulha causa contra lodeit segrament, e que no tinguos las causas dessusdeitas e contingudas, que aquet atau bol estar conogut per faus et maubas esperjur; e que bol que nulha borguesia, franquesa, libertat ni preuilegi no l' pusca

ajudar en aquest cas, que no passe la pena que passar deura tau maubas esperjur, per dreit o per costuma, sens nulha mercey. N° CLVIII. 1300?

E ayssi medis que prometen e juren que, si edz saben nulha persona que aguos tractat mal, ni dampnage no bolos far, d'assi en auant, o que fes contra las causas dessusdeitas, o que no tinguos las causas assi contingudas, o que no fos bingut far lodeit segrament per la maneira que es ordenat, que edz, tantost cum ac saberan, e au plus tot que poyran, edz ac reueleran a lor jurat, o a mossenhor lo mager, o ad aucun officiant de la bila.



N° CLIX.

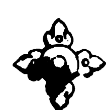
SERMENT DU NOTAIRE DE LA VILLE DE BORDEAUX.

SOMMAIRE.

Le notaire de la ville jurera : de remplir loyalement son office ; d'obéir aux maire et jurats ; de n'instrumenter pour les infirmes et les incapables qu'avec l'assistance du juge ; de ne pas dresser d'actes la nuit, à l'exception des testaments et des contrats de mariage ; de porter sur son registre tous les actes qu'il recevra, et d'en prendre au plus tôt une copie ; de remettre aux maire et jurats ses registres dès qu'ils seront pleins ; et de ne pas mêler aux actes concernant la ville, ceux qui seraient faits à la demande de toute autre personne.

Fforma juramenti cartulariorum.

IURERA : que ben e leyaumentz se aura en l'offici de cartolaria ; e bons, leyaus e obediens sera au major e aus juratz, qui son e per temps seran, e a la bila ; e que no fara carta a sort, a mut ni a orb, ni a home ni a fempna qui no sia en son sen, ne que sia de menor etat, sino es dauant son jutge et ab sa auctoritat ; ni fara nulha carta de nuitz, sino es testament o maridatge ; e, tota carta que recebra, que, au plus tost que poyra, sens necligencia ni mau ginh, la registrera en son paper, quant dat lo sera, e d'aqui la treira en cartas la plus tost que poyra ; e, tantost cum son paper sera plen, e las carta seran treitas, sens tot mau ginh, lodeyt paper rendra au major e aus juratz de la bila, e garda de la medissa billa, e a saubament ; e nulha carta, puis que una betz sia treita, no reface, sens licencia deu major e deus juratz de la bila ; e, si autra auctoritat prene que de la bila, que las cartas de la bila no mesclera ab las d'autra auctoritat, ans diuers papers ne fara, ni nulha carta no recebra de autra auctoritat que de la bila, si requerit non era.



N° CLX.

SERMENT DU PROCUREUR DE LA VILLE DE BORDEAUX.

SOMMAIRE.

Le procureur de la ville jurera : de remplir fidèlement son office; de suivre soigneusement les procès de la ville devant toute juridiction; de ne pas soutenir les étrangers contre les bourgeois; et de ne pas prêter le secours de son ministère aux criminels et aux accusés.

Fforma juramenti procuratoris ville (¹).

JURABIT procurator ville et communie Burdegale : quod ipse bene et legaliter se habebit in officio procuratoris; utilia majori et juratis et communie procurabit, ac inutilia pro viribus evitabit, ac pro viribus utilia nobis et communie nostre procurabit; bene et fideliter causas communie tractabit et ducat coram nobis et quibuscumque aliis judicibus; causas officii non ducet nec tractabit, nisi instigans vel instigantes habuerit, qui ipsum primitus debite informaverit causas que ———— suum officium tangent; non tractabit contra neminem, nisi debite prius constiterit informatio; amicum nec inimicum, pauperem nec divitem in et super premissis non supportabit. Ulteriusque jurabit quod extraneos seu for[i]nssecos contra burgenses non sustinebit, exceptis illis a quibus penciones recipit, qui sunt enunciati in libro curie, nisi de voluntate ville hoc faceret; illi quem criminosum, accusatum seu de aliquo crimine delatum non fovebit, concilium vel favorem dando vel prestando; quinymo, si ejus officium tangat, contra eos erit et procedetur, informatione et ininstigante, ut tactum [dictum?] est, interveniente.

(¹) Voyez la version gasconne de cette formule au n° CLXV.



N° CLXI.

SERMENT DES NOUVEAUX JURATS DE BORDEAUX.

SOMMAIRE.

Les nouveaux jurats prêteront le serment : de bien administrer; de rendre la justice à tous; d'employer utilement les deniers de la ville; de garder et de faire observer les anciens statuts; de ne rien changer aux règlements anciens que du consentement des trente conseillers de la ville; et de choisir douze jurats à l'expiration de leurs pouvoirs.

Fforma juramenti novorum juratorum (1).

SO es assauer : que edz regiran et guoberneran ben et leyaumentz, a lor poder, a bona fe, la comunia de la bila de Bordeu; e ben e leyaumentz se porteran en lor offici, fasen si bon dreyt, rason e justicia au paubre cum au ric, no agardant amic ni enemic.

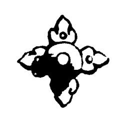
Item, que tots e sengles los de la comunia garderan de tort e de forssa, a lor leyau poder, de lor e d'autruy; e que los bens de la comunia no daran, despendran ni destribuiran, sino en so que sia au proffeit de la bila e deu comun, segont lor bertadeira conscience.

Item, e que las ordenances e establimentz toquant lo regiment de la bila qui aqui dauant los seran estatz publicatz, tindran, garderan e obserueran, e tenir, gardar e obseruar faran a lor leyau poder.

Item, e que res que troben establit ni ordenat per lors predecessors no reuocaran ni anullaran sens boluntat o assent deus xxx[ta] acosselhadors, o de la major partida.

Item, e que a la ffin de lor an, autres xii. juratz eslegiran, segont la forma deu segrament que s'es continuat a ffar despuis que los xxiiii. juratz torneren a xii.; saubant totjorn la fideutat de nostre tres souiran senhor.

(1) Voyez les nos XXVIII, CXLIV et CXLVII.



N° CLXII.

SERMENT DES NOUVEAUX BOURGEOIS DE BORDEAUX ET RÉCEPTION D'UN NOTAIRE DE LA VILLE.

SOMMAIRE.

Les nouveaux bourgeois jureront : d'obéir aux maire, sous-maire et jurats ; de demeurer dans Bordeaux ; de ne rien faire de contraire aux intérêts de la ville ; et de veiller à ce que personne ne leur porte atteinte.

Le 10 septembre 1524, maître Mathieu Contat, nommé notaire de la ville de Bordeaux, fit serment de recevoir les actes concernant la ville, le comté d'Ornon et la banlieue ; de n'en rien révéler à personne ; et de faire le papier-terrier de la ville [1].

La forme du serement de la reception d'un nouveau bourgeoys [2].

JURERA, sur le livre et la croix : qu'il sera obeissant aus mandemens de messeigneurs les maire, sotzmaire et juratz de la presente ville et cite ; et qu'il tiendra maison en la presente ville, ont il fera sa residensse et demourance ; aussi sera obeyssant a tous mandemens de messeigneurs les maire, sotzmaire et juratz, et a toutes heures que par eulx ou l'un d'iceulx sera mande, quelque serement qu'il eust a autre prince ou seigneur, reserve le mandement du Roy, nostre seigneur.

Item, ne pourchassera, ny fera chose qui soit au frau, domaige et interest du bien et revenu de ladite ville, ny des previleiges d'icelle ; et, si aucunement estoit adverty qu'il y eust aucuns qui feissent le contraire, sera tenu dilligement en advertir a mesdicts seigneurs les maire, sotzmaire et juratz ; et qu'il gardera les statutz et ordonnances de ceste ville et qu'il ne fera accorder aulcun que par davant messeigneurs les soubsmaire et

(1) L'article qui concerne le notaire est d'une écriture plus récente que le reste du numéro, et celui-ci paraît, ainsi que la plupart de ceux qui le suivent, avoir été lui-même écrit bien postérieurement aux numéros qui précèdent.

(2) Voyez les nos CLVIII.

N° CLXII. juratz [1]; et, au cas qu'il feist le contraire, des apresent se tient pour degicte de l'estat de bourgeoisie.

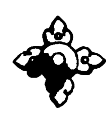
Notayre.

Le dixiesme jour de septembre mil cinq cens vingt et quatre, fut receu maistre Mathieu Contat, notaire de la maison comune de Bourdeaulx et des baliefves d'icelle.

Et jura ledit Contat : ne reveller a nully aucuns contraictz qu'il recepvra pour la ville, sinon que se soyt par commandement de messeigneurs les maire, soubzmaire et jurez; et sera obeissant et loyail es affaires de ladicte ville; et ledit Contat recepvra tous les contraictz, fiez nouveaulx, bailletes et esporles de ladicte ville, conte d'Ornon et balliefves d'icelle; et sera tenu faire livre appert et faire le terrier de ladicte ville en parchemin.

Et ce fut ordonne en jurade, estans soubzmaire Pierre d'Ages, seigneur de Saint-Magne, et prevoust Jehan Faure, affin que les contraictz de ladicte ville se peussent former incontinent, et que le revenu d'icelle ne se perdist; le tout au prouffit et comodite de ladicte ville.

(1) Cette clause est écrite en marge, et d'une écriture plus récente que le reste.



N° CLXIII.

RÉCIT DE LA TRANSMISSION DE LA GUYENNE AUX ROIS D'ANGLETERRE.

SOMMAIRE.

Guillaume, duc de Guyenne, ne laissa en mourant que deux filles. L'aînée de ses filles, Éléonore, épousa, en 1137, Louis-le-Jeune, roi de France. Mais, en 1152, les époux divorcèrent.

La même année, Éléonore se remaria avec Henri, duc de Normandie et comte d'Anjou. Ce prince, dès qu'il apprit la mort d'Étienne, roi d'Angleterre, passa dans ce pays pour y faire valoir les droits qu'il tenait de sa mère, l'impératrice Mathilde, fille de Henry Ier et petite-fille de Guillaume-le-Conquérant. Bien accueilli par le peuple, il fut couronné roi, à Westminster, le 19 décembre 1154.

C'est ainsi que le duché de Guyenne passa aux rois d'Angleterre.

Declaratio quoniam ducatus Acquitanie est ad reges Anglie devolutus.

SCIENDUM est quod, anno Domini millesimo c° xxxvi°, Willelmus, dux Acquitanie et comes Pictavis, existens ad Sanctum-Jacobum, peregre proficiscens, in die parasceves obiit, sepultusque est in ecclesia Sancti-Jacobi, coram magno altari. Iste dux et comes, nullam habens prolem masculinam, reliquit post se duas filias, quarum primogenitam, Alionordem vel Alienorem nomine, in hereditate paterna integraliter sibi statuit successuram; suosque, instante morte, adjuravit proceres ut dictam primogenitam filiam suam juniori regi Francorum Ludowyco, cum integro ducatu traderent in uxorem. Coronaverat enim Ludowycus, rex Francie senior, filium suum, Ludowycum similiter nomine, in regem, ipso adhuc superstite et regnante. Pater igitur, auditis hiis, misit filium suum predictum Burdegalam, ut dictam puellam in uxorem duceret, et ducatum acciperet antedictum. Ffrancorum rex pater, post nuptias has, moritur infra mensem, scilicet : anno Domini millesimo c° xxxvii°.

Regnaverunt igitur simul hic Rex et Regina sine omni prole usque ad annum Domini millesimum c^m^ lii^m^.

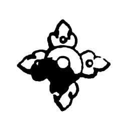
Quo anno, probata inter eos consanguinitate, celebratum est divortium inter eos; ac, eodem anno, Henricus, dux Normanie ac comes Andagavie,

N° CLXIII. filius Matildis, imperatricis, ex viro suo secundo : domino Galfrido, comite Andagavensi, cognomine Plantageneth, ipsam Alionordem accepit matrimonialiter in uxorem.

Hec autem Matildis filia fuit Henrici primi, regis Anglie, qui fuit filius Willelmi Conquestoris, ipsiusque submersis fratribus in redeundo de Normania, in portu de Diepa, sola remansit habens jus in regnum Anglie, in se et suis filiis, secundum lineam descendentem.

Iste Henricus, mortuo jam patre, factus est comes Andagavie et Cenomanie, et, ex concessione matris adhuc viventis, dux Normanie, ac, per uxorem suam antedictam, factus dux Acquitanie. Audita morte Stephani, regis Anglie, qui obiit anno Domini millesimo c° LIIII°, VIII. kalendas novembris, de consilio suorum, jubente matre sua, transffetavit de Normania in Angliam; et suscipitur a clero et populo, VII° idus decembris ejusdem anni, cum gaudio maximo et honore. Dominica igitur ante nativitatem Domini, que fuit XIIII. kalendas januarii, apud Westmonasterium coronatus est a Theobaldo, archiepiscopo Cantuarensi; et injungitur in regem, presentibus archiepiscopis Anglie et Normanie, episcopis ac proceribus, etatis sue XXII^m annum agens.

Et sic tam sua quam uxoris sue hereditas est ad reges Anglie devoluta.



N° CLXIV.

SERMENT DE DIVERS FONCTIONNAIRES DE LA VILLE DE BORDEAUX.

SOMMAIRE.

Le garde et revisiteur des marchandises, le percepteur des droits sur le bétail, les visiteurs des tavernes et le receveur de la coutume jureront de veiller soigneusement à la rentrée des droits dus à la commune, et d'en rendre compte au trésorier de la ville.

Les gardes des portes feront le serment de veiller à ce que nulle marchandise n'entre ou ne sorte en fraude des droits de la ville.

LA garde et reuisitador de las marcaderies qui benen a la present ciutat jurera : qu'ed sera diligent en sondeit offici; et, incontinent que sera bingud a sa notici e cognoissence que aucune mercaderie sia arriuade a la present ciutat, la ira reuisitar, et en fera bon, leyau et entegre rapport au registre et receuador de lasdeitas costumas, sens en quiptar, remectre ou celar aucune causa; e fera diligencia a luy possible de recobrar los deneys qui seran degudz a cause de lasdeitas costumes; et no supportera persone amic o enemic, per que los deneys de la ciutat en sian diminuitz; e, au sobre plus, se regira et gouernera en lodeit offici en guardan los dreytz de la ciutat, come tot home de ben es tingut de far, tot frau, barat et mal engin cessantz.

Jurera lo seguidor et leuador deus dos deneys e meailhe per liure degutz per lo bestiar amenat a la present ciutat : qu'ed sera diligent a excercir lodeit offici; e qu'ed fera registre de tot lo bestia qui bindra a sa notici e cognoissence, qui sera admenat a la present ciutat per bendre; e'n leuera lo dreit et costume appartenent a ladeita ciutat, sens en quiptar, remectre ou donar aucune cause; et, sens fauorisar o supportar aucune persone, guardera lo dreit de la ciutat; e deu tot rendra bon et loyau compte et reliqua au tresaurey; e, au sobre plus, se regira et gouernera en lodeit carc, come tot homme de ben es tingud de far, tot frau, barat e mal engin cessantz.

N° CLXIV. Jureran los seguidors de las tauernas : qu'edz seran diligentz a exercir a lur officis cascun en son cartey; marqueran tot lo bin qui sera atauernat e mes en broque, per bendre en detalh; et lo tot escriura ben et leyaument en lurs liures; et rendre bon et loyau compte au tresaurey de la ciutat, tant de la costume que de l'Eichac; et guarderan lo dreit de la ciutat come totz bons e loyaus seguidors son tingudz de far, tot frau, barat et mal engin cessantz.

Jurera lo receuador de la costume, tant deus XII. deneys per liure, que deus dos deneys et meailhe per liure et dos deneys per escarte : qu'ed sera diligent e continuament resident au tauley; et escriura et enregistrera entegrament, en lo liure ordenari de ladeita costume, totes las marcaderies qui bindran a sa notici e cognoissence; e fera paguar lo dreit degud a la ciutat de lasdeitas costumes; et appreciera et estimera las marcaderies a bertadey pretz, a son leyau poder, sens support o fauor d'amic o enemic, ne donnera o quiptera aucune cause deu dreit de ladeita ciutat; et deu tot rendra bon et leyau compte au tresaurey de ladeïta ciutat; et fera, au sobre, plus e gouernera lasdeitas costumes au proffeit et utilitat de ladeita ciutat, come tot bon receuador es tingud de far, tot frau, barat e mal engin cessantz.

Los guardes-portes jureran : qu'eds seran diligentz et continuadement residentz a la guarde de las portes, e sauran quenhes marcaderias intreran e salhiran en la bille o deffores; et que non leicheran entrar o salhir sens bilhecte; e, que si bino a lur notici o cognoichence que en fos intrat o salhit de nuytz o de jorns, per fraudar lo dreit de la bille, qu'edz e cascun d'edz o reueleran e denuncieran au tresaurey, receuador o guarde; et qu'edz guarderan lo dreit de la ciutat entregrament, sens esse consentens, fauorisans o adjudantz que los dreitz de la ciutat sian deminuitz o deffraudatz en aucune maneyra, tot frau, barat et mal enginh cessantz.

Los reuisitadors de peys salat (1). . . . .
. . . .

(1) La suite n'a pas été transcrite

N° CLXV.

SERMENTS DU PROCUREUR ET DU TRÉSORIER DE LA VILLE DE BORDEAUX.

SOMMAIRE.

La formule du serment du procureur de la ville n'est, à quelques mots près, que la version gasconne de celle qui se trouve, en latin, au n° CLX.

A l'égard du trésorier, il y a deux formules de serment :

Par la première, introduite en 1483, ce fonctionnaire jure : d'obéir aux maire et jurats; de veiller à la conservation de l'artillerie et des munitions de la ville; de ne rien détourner des matériaux achetés pour les travaux publics; de tenir fidèlement compte des recettes et des dépenses; et de rechercher toujours l'honneur et l'utilité de la commune.

La seconde formule se trouve déjà à la fin du n° CXLVI.

La forma deu segrament deu procuraire de la billa.

JURERA lo procurayre de la bila e comunia de Bordeu : que ben e leyaument se portera et aura en lo office——de la procuracion; lo proffeit et utilitat de monsenhor lo mager et senhors juratz et de la comunia tractara et procurera, e lui dampnatge a son leyau poder euitera; las causas de la comunia tractera et menera per dauant losdeitz senhors e autres jutges, ausquaus la conoyssence en appertindra; e, a causa de sson office, nulha causa no menera ny tractera, sino a instiguant ou instigans que l'ayan prumeyrament sufficienment informat; e, si no y aue punt de instiguant, lodeit procurayre contra negun no sera partida, sino que y aya informacion precedenta; amig ni enamic, paubre ni ric en las causas susdeitas no supportera; et plus jurera : que nulh estrangey ou forain contre lo borgues no sustindra, ny per l'estrangey contra lo borgues no sera, sino que de boluntat deusdeits senhors mager e juratz; negun d'aquest qui seran accusatz de crime o per suspicion mes en preison no supportera; conseilh ny fauor no lor donera ny prestera; que, aus se toque son office, partida se fera a l'encontra d'aquetz ataus accusatz, si y a instigant o informacion precedenta, cum deit es; et plus jurera que sera obedient aus mandemens deusdeitz seignors, e lors segrets celatz tindra, et que ben e leyaument los aconselhera, quant requerit ne sera, no guardant amic ny enamic.

N° CLXV.

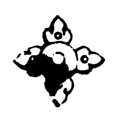
Forma juramenti quod prestare debet thesaurarius in sua nova creatione

Jurera lo tresaurey de la bille, sur lo libre e la crotz : que ed sera obedient aux mandamentz de messenhors lo mager, soubzmager e juratz de ladeita bille; que ed fara bon e leyau inuentari de l'artilherie, saulpetre, podre e autres bens mobles de ladeita bile, et asso dedens ung mes apres lodeit segrament; que deusdeits bens, ny aussi de las materies que ed comprira per las obres de ladeita bille, res no donera ny prestera sens congeyt de ladeita bille, mas deu tot, et aussi de las receptes e despensas bon et leyau compte rendra, quant e a qui appartindra e per losdeits senhors sera ordenat; que l'onnor e utillitat de ladeita bille tractera e percassera; la desonnor e dampnage euitera a sson leyau poder; que los secretz deu conselh celatz tindra; et au surplus en tot e per tot en sondeit office, ben e leyaument se gouernera.

Et istuc juramentum fuit introductum per consilium civitatis anno domini M° CCCC^mo LXXXIII°.

Alia forma juramenti quod prestare tenetur dictus tesaurarius in fine sue administrationis, quod quidem juramentum prestare consuevit in ecclesia Sancti-Severini, in altari sancti Fortis.

Jurera lo tresaurey de la bille : que ben et leyaument s'es portat en son office de tresaurerie; que bons e leyaus comptes a rendut a ladeita bille de tot quant que a palpat, administrat e distribuit, sens que no s'a res appropriat ny feyt a perdent a ladeita bille; que bons e leyaus paguamens et satisfacions a feyt de sso que s'es encarguat ad aquetz a qui era degut; e que no sap res que sie degut a ladeita bille que ben e leyaument ne ac age reuelat.



N° CLXVI.

20 Juin 1451.

RATIFICATION PAR CHARLES VII DU TRAITÉ CONCLU POUR LA SOUMISSION DE BORDEAUX ET DE LA GUYENNE.

SOMMAIRE.

Le roi de France déclare que les gens des trois états de Bordeaux et du duché de Guyenne sont convenus de se soumettre à lui aux conditions suivantes, qu'il accepte et confirme :

1° Une trêve est accordée, jusqu'au 23 juin, aux habitants de la Guyenne, pour attendre des secours d'Angleterre.

2° Si, jusqu'à ce jour, les Français ne sont point chassés par les Anglais de devant Fronsac, la ville de Bordeaux leur sera remise, ainsi que les autres places et forteresses du pays.

3° En attendant, Vayres, Rions, Saint-Macaire, Blagnac et Castillon-en-Périgord leur seront donnés en gage.

4° Si les Anglais arrivent en Guyenne pendant la trêve, les gens du pays pourront leur venir en aide de tout leur pouvoir.

5° Les Français restitueront les places de Vayres, Rions, Saint-Macaire, etc., s'ils sont chassés de devant Fronsac avant le 23 juin.

6° Dans le cas contraire, les villes et les forteresses du pays qui refuseront de se rendre y seront contraintes par la force.

7° Dans le même cas, les habitants de la Guyenne prêteront serment de fidélité au roi de France.

8° Celui-ci, ou son lieutenant, jurera, le jour de son entrée dans Bordeaux, de respecter les coutumes et les priviléges du Bordelais, du Bazadais et de l'Agenais.

9° Si le Roi ne vient pas ce jour-là à Bordeaux, son lieutenant s'engagera à faire ratifier les promesses qu'il fera en son nom.

10° Les habitants du pays, qui ne voudront pas prêter serment au roi de France, auront six mois pour quitter le royaume avec tous leurs biens meubles; leurs immeubles passeront à leurs héritiers.

11° Ceux qui hésiteront à prêter serment, et que leurs affaires obligeront à s'absenter, auront un an pour revenir en Guyenne, sans rien perdre de leurs droits.

12° S'il en est qui quittent le royaume dans les six mois, en laissant une partie de leurs biens en Guyenne, ils pourront faire porter ces biens où bon leur semblera.

13° Les habitants qui demanderont un sauf-conduit, pour partir avec leurs biens, ne le paieront qu'un écu d'or.

14° Une amnistie générale est accordée à tous les habitants de Guyenne et de Gascogne.

15° Ces habitants conserveront tous leurs biens.

16° Les gens d'église resteront de même en possession, tant de leurs biens propres, que de leurs dignités et bénéfices.

17° Les concessions de terre, châteaux et seigneuries faites par le roi d'Angleterre sont confirmées par le roi de France, si ce n'est par rapport à la seigneurie de Curton, dont ce prince a disposé.

18° Les habitants du pays ne seront pas soumis à de nouveaux impôts.



N° CLXVI.
20 Juin 1451.

19° On ne grèvera point de nouveaux droits les marchandises importées dans le Bordelais.

20° Une cour souveraine sera établie à Bordeaux.

21° Les rois de France ne pourront astreindre leurs nouveaux sujets à les suivre gratuitement à la guerre hors du pays de Guyenne.

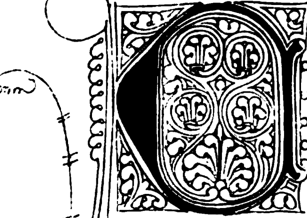
22° Le maire de Bordeaux, le sous-maire, et quelques autres seigneurs, prisonniers comme eux, seront remis en liberté.

23° On battra monnaie à Bordeaux; mais les monnaies anciennes auront encore cours pendant un an ou deux; le Roi abandonnera une partie de son droit de monnayage pour améliorer la monnaie nouvelle.

24° Le roi de France entretiendra à ses propres frais les garnisons qu'il laissera en Guyenne.

25° Les officiers de justice du Roi jureront de respecter les priviléges et les coutumes du pays, qui, d'ailleurs, conservera ses anciennes juridictions.

26° Le procureur du Roi ne poursuivra personne que sur une plainte, ou après information.


HARLES (1), par la grace de Dieu, roy de France, savoir faisons a tous, presens et advenir, comme apres la prinse et recouvrance faicte, ceste saison, par nostre chevalier et feal cousin le conte de Dunoys, nostre lieutenant general sur le fait de la guerre, et autres noz chiefz et cappitaines de guerre, estans en sa compaignie, de plusieurs villes, chasteaulx et places que occupoyent, en noz pais de Guienne, noz anciens ennemis et adversaires les Anglois, plusieurs grandes sommations aient este faictes de par nous aux gens des trois estatz du pais de Guienne et de Bourdelois, et aux bourgeois et habitans de nostre ville de Bourdeaulx, de eulx mectre et reduire en nostre obeissance, et nous rendre et mectre en noz mains nostredicte ville de Bourdeaux, et toutes les autres villes et forteresses des pays dessusditz estans en l'obeissance de nosdiz ennemis les Anglois; lesquelles sommacions ainsi faictes, ait este fait certain traictie et appointement touchant ycelle reduction en nostredicte obeissance, entre nos amez et fealz conseillers : Poton, seigneur de Saintraille, nostre premier escuier de corps, et maistre de nostre escuyerie, et bailly de Berry, maistre Jehan Bureau, maistre de noz comptes et tresorier de France, et Ogier de Brequit, juge de Marcent, a ce commis par nostredit cousin de Dunoys, et lieutenant general, pour et ou nom de nous, d'une part; et les gens desdits trois estatz desdictes villes et cite de Bourdeaulx et pays

(1) Cet acte a été imprimé par Dom Devienne à la suite de son *Histoire de Bordeaux*, et se trouve également dans les *Ordonnances du Louvre*, t. XIV, p. 139.

de Bourdalois, es noms d'eulx et des autres pays de la duchie de Guienne estans en ladicte obeissance des Anglois, d'autre; duquel tractie et appointement la teneur s'ensuit : **N° CLXVI.** 20 Juin 1451.

« Tractie et appointement fait entre Poton de Saintrailles, baylli de Berry, escuier d'escuyerie du roy de France Charles, Jehan Bureau, conseiller dudit seigneur et tresorier de France, et Ogier de Brequit, juge de Marcent, a ce commis par monseigneur le conte de Dunoys et de Longueville, lieutenant general du roy de France Charles, sur le fait de sa guerre, pour et ou nom dudit roy Charles, d'une part; et les gens des trois estatz de la ville et cite de Bourdeaulx et pays de Bourdalois, es noms d'eulx et des autres pays de la duchie de Guienne qui de present sont en l'obeissance des Anglois, d'autre part; pour la reddicion de ladicte ville et cite de Bourdeaulx et pays dessusditz estans en l'obeissance desdits Anglois, et pour icelle cite de Bourdeaulx et pays dessusditz mectre et tenir en l'obeissance dudit roy Charles, en la forme et maniere qui s'ensuit :

« *Primo,* pour ce que, apres plusieurs grans sommacions faictes de la part du roy de France aux gens des trois estaz des pays de Guienne et de Bourdelois, et aux bourgois et habitans de ladicte ville de Bourdeaulx et toutes les autres villes et forteresses du pays estans en l'obeissance des Anglois, veu qu'il ne leur estoit pocible de plus endurer ne soustenir les faiz et charge de la puissance du roy de France, qui desja avoit conqueste tout le pays de la riviere de Dordoigne, veans par lesditz trois estatz clairement la toutalle destruction du pays, si remede ni estoit mis : iceulx gens desditz trois estats ont fait requerir a monseigneur le conte de Dunoys, lieutenant general du roy de France, que, par tractie, il leur voulsist donner terme et respit souffisant et convenable pour envoier par devers le roy d'Anglaterre luy signiffier les choses dessusdictes, et avoir responce de luy, et prendre jour de bataille qui seroit le plus fort sur les champs a scelluy jour, et autres plusieurs grans requestes par eulx faictes et debatues par plusieurs journees; sur quoy a este tractie et accorde ce qui s'ensuit :

« Premierement, que ceux de la part du roy de France, pour eschiver la toutalle destruction du pays, sont contens de donner terme et delay a ceux desdiz trois estaz, pour actendre l'arme du roy d'Anglaterre, qu'ils esperent venir de brief, et l'actendent de jour en jour, jusques au mercredy XXIIIe jour de ce present mois de jung.

« Item, et ou cas que dedens ledit XXIIIme jour, ceulx de la part du roy

N° CLXVI. 20 Juin 1451.

d'Anglaterre ne viendront secourir ceulx dudit pays de Bourdelois et de Guienne, en telle maniere que, par puissance d'armes, ils puissent debouter les gens du roy de France du champt ou ils seront davant la place de Fronssac, et en ycelluy demourer les plus fors; en ce cas, et tantost icellui jour passe, les gens desdiz trois estaz promectront et jureront des a present, par leurs fois et seremens, et sur la vraye croix, bailler et delivrer au Roy, nostre sire, en sa personne, se pocible luy est bonnement de estre au jour, ainsi que l'on a esperance qu'il sera, et ou cas que, a celluy jour, le Roy n'y pourroit estre en personne, comme accorde a este, en ce cas ceux desditz trois estaz bailleront a monseigneur le conte de Dunoys, lieutenant du Roy, et autres ses conseillers et officiers en sa compaignie, la pocession de ladicte ville de Bourdeaulx, ainsi que le Roy mandera par ses lectres patentes, dedens lesquelles seront ces artigles incorporez, et les prometra le Roy entretenir de point en point par ycelles lectres. Et apres, consequenment de toutes les autres villes, chasteaulx et forteresses desditz pays.

« Item, et pour seurte de faire et acomplir les choses susdictes par lesdiz trois estaz de Bourdelois et pays de Guienne, a este accorde que ceulx desdiz trois estaz bailleront reaument et de fait, dedens demain, qui sera digmenche, pour tout le jour, es mains de mondit seigneur le conte de Dunoys, les villes et places de Bayres, Rions, Saint-Makaire et Blaignac et, es mains de maistre Jehan Bureau, tresorier de France, la place de Castilhon en Perigort.

« Item, et s'il advenoit que dedans ledit xxiii[e] jour de ce present mois de jung, l'armee d'Anglaterre veinst pour le secours dudit pays de Guienne, en ce cas ceulx d'icellui pays de Bourdelois et de Guienne les pourront secourir et aidier en tout ce qu'ils pourront, pendant ledit temps.

« Item, et ou cas que dedens ledit xxiii[e] jour de ce present mois de jung, lesdits Anglois et ceulx dudit pays de Bourdelois pourront, par puissance d'armes, debouter les gens du Roy hors de lur champ ou ils seront davant Fronsac, et demourer en icellui les plus fors : en ce cas, et tantost icellui advenir, ledit monseigneur le conte et ledit mestre Jehan Bureau delivreront lesdictes cinq places; c'est assavoir : a monseigneur le captau les places de Bayres, Blaignac et Castilhon; et lesdictes places de Rions et de Saint-Makaire aus habitants de la cite de Bourdeaulx; et aussi rendront les seellez que les dessusdictes ont pour cessi baillez audit monseigneur le conte.

Item, et s'il advenoit que aucunes villes, citez, chasteaulx et forteresses

estans oudit pays ne se voulsissent mectre et reduire en l'obeissance du Roy comme ceulx de Bourdeaulx, eulx sur ce deuement sommez et requis, en ce cas, le Roy les contraindra par puissance d'armes, a l'aide de ses subgectz.

« Item, et feront tous les habitans desdictes villes, citez, chasteaux et forteresses, incontinent la pocession d'icelles eues et prinses, le serement au Roy, ou a ses commis, pour luy estre doresennavant bons, brays, et loyalz subgietz, et obeissans au roy de France, et de tenir son parti envers et contre tous, a tous joursmais, perpetuellement.

« Item, et fera le Roy a l'entree de ladicte ville de Bourdeaulx, au jour que bailler la doive, s'il y est present, ou mondit seigneur le conte de Dunoys pour luy, se le Roy ne peut estre, le serement sur le livre et sur la croix, ainsi qu'il est acoustume, de tenir et maintenir les habitans d'icelle ville et du pays, et chescun d'eulx, presens et absens, qui demoureront et demourer vouldront en son obeissance, en leurs franchises, privilleges, libertez, statuz, loyx, coustumes, establimens, estilles, observances et usances du pays de Bourdeaulx et de Bourdelois, et de Basades en Basades, et d'Agenois en Agenois; et leur sera le Roy bon prince et droicturier seigneur, et les guardera de tort et de force, de soy mesmes et de tous autres, a sson loial povoir, et leur fera ou fera fere droit, raison et acomplicement de justice; et des choses dessusdictes et de chescunes d'icelles, le Roy leur donnera et octroiera ses lectres patentes, seellees de son grant seel, en la meilleur fourme que faire se pourra et devra, franchement et quictement de ce qui appartient au Roy.

« Item, et, s'il advient que le Roy ne puist estre au jour de ladicte entree, mondit seigneur de Dunois, lieutenant du Roy, promectra et jurera faire ratiffier par le Roy toutes les choses dessusdictes, et de les lui fere jurer et promectre, ainsi que dessus est dit.

« Item, et, s'il en y a aucuns qui ne vueillent demourer, ne fere le serement au roy de France, aller s'en pourront, quant bon leur semblera, et ou il leur plaira, et pourront emporter toutes leurs marchandises, or, argent et biens meubles, nefz, vaisseaux et autres quelxconques; et auront, pour ce fere, bon saufconduit et terme de widenge jusques a demy an a compter de la dacte de sces presentes, pourveu que, quant ils seront oudit party du Roy, ils feront le serement de ne fere ou pourchasser, en icellui party, aucun mal ou dommaige, tant qu'ils y seront; et, se ilz ont aucuns heritatges audit pais, iceulx demoureront a leurs plus prouchans

N° CLXVI.
20 Juin 1451.

heritiers estans esdiz pays, et qui vouldront faire le serement et demourer en ycellui.

« Item, et, s'il en y a aucuns dudit pays de Guienne qui ne soient deliberez de faire le serement, et qui vueillent aller en aucuns lieux en ce royaume, ou dehors, querir ou pourchasser aucuns de leurs biens ou debtes, faire le pourront, et sy seront receuz, et auront tous leurs biens et heritaiges, ainsi que les autres dessus nommez, dedens ung an.

« Item, et, s'il en y a aucuns qui, pendent ledit temps de demy an, s'en veullent aller hors de la obeissance du Roy, et leisser aucuns de leurs biens en garde en ladicte ville de Bourdeaulx, ou ailleurs oudit pays de Guienne, faire le pourront, et leur demourront seurs pendent ledit temps; et aussi les pourront envoier querir, pendent icellui temps, si bon leur semble, et les fere emporter ou bon leur semblera; et, s'il leur est deu aucune chose en ladicte ville de Bourdeaulx, ou ailleurs oudit pays de Guienne, ilz les pourront poursuir et demander, et leur en sera fait raison et justice.

« Item, et, s'il en y a aucuns qui veullent saufconduit avoir, par pour eulx en aller avecques leurs biens meubles quelxconques, chavalx, baisseaux et autres choses, ils auront bon saufconduit pour ce faire, et ne leur costera chescun saufconduit que ung escu d'or.

« Item, et a este appoincte et accorde que, en mectant par ceux desdiz trois estaz lesdictes villes, cites, chasteaulx et forteresses des pays de Bourdelois, de Guienne et de Guascoigne, et en faisant le serement, ainsi que dit est dessus, par les habitans demourans en yceulx lieux, tous iceulx habitans auront avolition generale du Roy de tous cas et crimes civilz et criminelz, et de toutes paynes encourues; et leur en fera le Roy bailler ses lectres patentes, seellees de sson gran seel, en general ou en particulier, ainsi que avoir les vouldront, quictement et franchement de ce qui appertindra au Roy.

« Item, et demoureront tous nobles, non nobles et habitans desdictes villes et pays, qui demourer vouldront en iceulx et auront fait le serement, en leur pocessions, droictures, et en leurs chasteaulx, forteresses, villes, seigneuries et autres heritaiges, ou qu'ilz soient scituez et assis, et aussi en leurs biens meubles, marchandises et autres quelconques, sans ce que on leur en face aucun tort ou violence, ne que on leur donne en yceulx aucun destourbier ou empeyschement.

« Item, et pareillement demoureront les gens d'eglise estans esdiz pais en tous leurs benefices, dignitez et biens meubles et immeubles, et en

leurs offices d'eglise, juridictions, pocessions spirituelles, temporelles, seigneuries, villes, chasteaulx, forteresses, revenues, cens, domaines et biens a eulx appartenans, et en yceux seront maintenuz et gardez, et aussi en leurs franchises, libertez et privilleges quelxconques; et de ce auront bonnes lectres du Roy, seellees de son grant seel, telles que au cas appartient, quictement et franchement de ce qui appartient au Roy. N° CLXVI. 20 Juin 1451.

« Item, et, se les roys d'Anglaterre et ducx de Guienne ont donne par cy davent a aucuns des habitans demourans esdiz pais aucunes terres, seigneuries, chasteaulx, forteresses et autres quelxconques, seront et demourront a ceulx a qui ils auroient ainsi este donnez, sauf et reserve la terre et seigneurie de Curton, que le Roy a donnee.

« Item, et ne seront contrains doresennavant les habitans desdiz pais de paier aucunes tailles, impositions, gabelles, fouaiges, cartaiges, equivalent, ne autres subsides quelxconques, et ne seront tenus de paier doresennavant que les droiz anciens deuz et acoustumes en ladicte ville de Bordealx et es pays dessusdiz.

« Item, et a este accorde que tous marchans qui apporteront doresennavant marchandises ou vivres quelxconques, en ladicte ville de Bourdeaulx et pays de Bordelois, y pourront seurement venir par eaulx doulce ou par terre, en payant seullement les droiz et devoirs anciens, deuz et accostumez d'anciennete tant au Roy comme aux autres seigneurs a qui se pourroit appartenir, selon la teneur de leurs privilleges, libertez et franchises.

« Item, et sera le Roy content que, en ladicte cite de Bourdeaulx, y ait justice souveraine pour cognoistre, discuter et determiner diffinitivement de toutes les causes d'appel qui se feront en icellui pays, sans pour iceulx appeaulx, par simple quereille ou autrement, estre traiz hors de ladicte cite.

« Item, oultre a este accorde que doresennavant le Roy ne ses successeurs roys ne pourront tirer hors des pays dessusdiz, pour faire guerre, les nobles, gens de guerre ne autres dudit pais, sans leur vouloir et consentement, sinon toutesvoies que le Roy les paye de leurs gages et souldes.

« Item, et, par ce present tractie, a este accorde que mondit seigneur le conte de Dunois fera rendre et delivrer a ceux de la ville de Bordeaux le maire de ladicte ville, le soubzmaire, le soubzdic, Jehan de Rostanh et Bertran d'Ages.

« Item, et fera le roy de France batre monnoie en ladicte ville de Bourdeaulx, par l'advis et deliberation de ses officiers, et gens desdiz trois estaz dudit pays de Guienne en ce cognoissant appelle, avecques eulx les gene-



N° CLXVI.
20 Juin 1451.

ralz maistres des monnoies; et permettra le Roy, par ses lectres patentes, que les monnoyes qui a present on cours oudit pays y puissent encore avoir cours ung an ou deux, se bon leur semble; et donnera le Roy, en faisant ycelle monnoie, la pluspart de son droit de seigneuriage, affin de admender icelle monnoie au proufit du peuble dudit pays.

« Item, et, si le Roy laisse aucuns gens de guerre en ladicte ville de Bourdeaulx et oudit pays de Guienne, pour le garde et seurte d'iceulx, il les paiera de leurs gaiges, et les fera gouverner bien et doulcement, et paier ce qu'ilz prandront; et ceux qui seront en ladicte ville de Bourdeaulx seront loges es hostelleries et autres lieux moins grevables et domageables pour les marchans et habitans de ladicte ville.

« Item, et a este appoincte que les officiers que le Roy comectra ou pais promectront au Roy ou a ses commis, et jureront de faire bonne justice sans faveur, au grant comme au petit; et qu'ils garderont les privilleges, coustumes et loix de ladicte ville de Bourdeaux et du pays de Bourdeloiz, et les maintendront en leurs honneurs et preheminances; et joyront ceux d'icelle ville de Bourdeaulx, et autres quelxconques du pays de Bourdeloys, de leurs juridictions, ainsi que d'anciennete ilz l'ont acoustume.

« Item (1), et deffandra le Roy, ou fera deffendre par son procureur en la ville de Bourdeaulx, qu'il ne vexent ou travaille aucuns des habitans de ladicte ville ne du pays, sans requeste de partie, ou qu'il n'y ait deue information precedente.

« Lesquels traictiez, accordz, appoinctemens, promesses et convenances, nous : Pierre, par la miseration divine, archevesque de Bourdeaulx; Bertrand, seigneur de Monferrand; Gaillard de Durrfor, seigneur de Duras; Gadiffer Chartoise, maire, et comme maire de Bourdeaulx; Johan de La Lande, seigneur de Breda; Bernard Angevin, seigneur de Rcusan et de Pojoux; Guillaume Andron, seigneur de Lansac, promectons, par la foy et serement de nos corps, et sur nos honneurs, tenir et acomplir de point en point, selon leur forme et teneur, sans icelle aucunement enfraindre.

« En tesmoing de ce, nous avons signe ces presentes de nos seings manuels et seelles des seaulx de noz armes, le samedy, xııe jour de ce present moys de juing, mil ıııᶜ lı.

« Ainsi signe : P., archiepiscopus Burdegalensis; Montferran; Gailhart; Johan de La Lande Breda; G. de Lansac; P. de Bosquato. »

(1) La fin de l'acte, à partir de cette clause, est d'une écriture beaucoup plus récente et plus négligée que le commencement.

Lequel traicte et appoinctement, nosdits conseillers aient promis et jure faire par nous ratiffier et confermer, et pour ce nous est fait supplier et requerir que ainsi le voulons fere.

Pour ce est il, que nous, ces choses considerees, et que mieulx est recouvrer et redduire en nostredicte obeyssance nostredit pays de Guyenne par traictie amiable, que y proceder par voye de faict et de guerre, voulans aussi obvier a l'effusion du sang humain et a la destruction et perdition dudit pays et de nos subgectz d'iceluy, ledit tracte et appoinctement, et tous les poins et articles contenues en icelluy, avons eu et avons agreable, et l'avons ratiffie, aprouve et conferme, ratiffions, confermons et approuvons de grace especiale, plaine puissance et auctorite royale; voulons et octroyons a nosdits gens desdits trois estatz de nostredicte ville de Bourdeaulx, du pays de Bourdeloys et de Guyenne, tant gens d'esglise, nobles, que autres quelxconques, et a chacun d'eulx, qui joyssent et usent plainement et paisiblement du contenu audit traicte et appoinctement, promectans, en bonne foy et en parolle de Roy, tenir et faire entretenir ledit traicte et appoinctement, et de ne faire ni souffrir estre fait aucune chose a leur contraire.

Si donnons en mandement, par sesdictes presentes, a noz amez et feaulx conseillers, les gens tenans et qui tiendront nos parlemens et cours souveraines, aux senechaux de Guyenne, d'Angenais, et de Bazades, et des Lannes, et a tous nos autres justiciers, et a leurs lieutenans presens et a venir, et a chescun d'eulx, si comme a luy appartiendra, que lesdits gens d'esglise, nobles et autres desditz trois estatz fassent, souffrent et laissent joyr et user plainement et a plain de nos presentes ratiffication, confirmation et octroy, sans leur faire ni souffrir estre fait aucune chose au contraire, ores ne pour le temps a venir, en quelxconque maniere que ce soit, ainsoys, se faicte ou donnee leur estoit aucunement, si leur reparent et remectent ou facent reparer ou remectre sans delay, au premier estat et deu; et affin que ce soit chose ferme et estable a tousjours, nous avons fait mectre nostre scel a ces presentes, sauf en autres choses nostre droict, et l'autruy en toutes.

Donne a Sent-Johan-d'Angeli, le xx^e^ jour de juing, l'an de grace mil IIII^c^ LI., et de nostre regne XXIXeme.

Ainsi signe : par le Roy en son conseil, ouquel vous les evesques de Magalone et de Alech, le seigneur de La Tour, l'admiral, les conseillers sieurs Seintrailles, de Bargy et d'Escoman, maistre Johan Bureau.....

N° CLXVII.

SERMENT DES COURTIERS DE BORDEAUX.

SOMMAIRE.

Les courtiers jureront chaque année : de ne rien faire de préjudiciable au Roi et à la ville; de ne conduire les étrangers dans le pays qu'après y avoir été autorisés; de ne mener les marchands hors de la ville que pour goûter les vins provenant des domaines des bourgeois bordelais; de s'efforcer de faire vendre le mieux possible les vins du pays, et surtout ceux des bourgeois; de ne percevoir, comme droit de courtage, que 24 sous par tonneau de vin, ou 2 deniers et maille par livre de toute autre marchandise; de n'intervenir dans aucune transaction frauduleuse; d'attendre que les parties requièrent leur ministère; de mettre par écrit tous les marchés qu'ils feront; de rendre loyalement compte en justice des transactions auxquelles ils auront pris part; de bien remplir leur office; et de dénoncer quiconque s'ingèrera dans les fonctions de courtier, sans avoir prêté le serment et obtenu le brevet de rigueur.

So es la forme deu segrament que deben far, cascun an, los corrateys, autramentz apperatz : abrocadors de la bille et ciutat de Bordeu.

PRUMEYRAMENT, jureran : qu'edz seran bons et leyaulx au Rey, nostre seigneur, et a ladeita ciutat; et no faran ny percasseran, am aucunas gens de estranges pays, aucune causa que sia au prejudici deu Rey, nostredeit seigneur, ny de ladeita ciutat; ny no meneran foras de aquere, per lo pays, aucuns marchantz deu partit contrary, sens congeyt de mossenhor lo mage o d'aquet a cuy appertindra donar lodeyt congeyt.

Item, que no meneran aucuns marchantz per tastar bins foras de la bille, sino que sia bins de binha deus borgues de ladeita ciutat, et asso en congeyt de mondeit senhor lo mage on d'aquet a qui appertiendra.

Item, que no faran ny diran cause per que los bins deu pays agen a estre bendutz o donatz a bilh pretz ny a defrach; ans seran adjudantz a tot gens deu pays, especiaument aux borgues de ladeita bille, a lor far bendre et deliurar lurs bins, a bon pretz et rasonnable, au melhor que possible lur sera.

Item, que no prendran ny demanderan, a cause de lor corretatge aucun salari excessiu oultre la taxe et ordenansa de la ciutat; so es assauer :

xxiiii. soudz bordales (1) per tonet de bin, et dos deneys et mealhe per liure de tota autra marchandisa. N° CLXVII.

Item, que no tendran la man en barganh ny autre mercat ont edz conoguen que y age frau, decepcion ny barat.

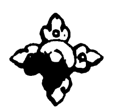
Item, que no se metran sur l'autruy barganhe o mercat, sino que edz y sian sonatz et apperatz.

Item, que edz metran per escriut las barganhes et mercatz que edz faran et accorderan entre las partidas, majorment quant seran de grans sommes; et faran bon et leyau rapport, si son sonatz o apperatz per justice, sus aucuns debatz o contradiccions, a cause de las barganhes et mercatz que edz auran feyt et accordat eudeitas partidas, come deyt est.

Item, prometran et jureran : que ben e leyaument se porteran en tot et per tot, comme bons et leyaulx correteys, et comme gens de ben deben far, totz frau, barat et mal engin cessantz, et pagueran quatre francs per an cascun.

Et seran tinguds de reuelar a la justice de la bille, si saben que degun use de l'offici de corretey que prumeyrament no age feyt lo segrament a ladeyte bille, et pres la lectre de corretaige.

(1) Le manuscrit portait primitivement les mots : *mech franc bordales*, qui ont été rayés et remplacés par la version nouvelle : *xxiiii. soudz...*



N° CLXVIII.

SERMENT DES TAVERNIERS DE BORDEAUX.

SOMMAIRE.

Les taverniers jureront chaque année : d'obéir aux maire, sous-maire et jurats; de ne rien faire de préjudiciable aux intérêts de la ville; de ne prendre d'autres vins que ceux des bourgeois, tant qu'il en restera; de ne vendre, pendant toute l'année, que les vins des bourgeois et des habitants de la ville; de ne pas s'établir de trois jours auprès des bourgeois qui commenceront à vendre leur vin en taverne; de fournir tout ce qu'il faut aux propriétaires pour vendre leur vin, et de leur rendre autant de francs par tonneau que le carton de vin se vendra de deniers; de s'efforcer de faire vendre le mieux possible les vins des Bordelais; de ne tenir que de bonnes marchandises; de n'exiger, pour salaire, que 15 ou 20 sous par tonneau, selon la qualité des vins; et de faire bonne mesure, tant aux vendeurs qu'aux acheteurs.

So es la forme deu segrament que deben far cascun an los tauerneys de ladeyte bille et ciutat.

PRUMEYRAMENT, jureran : que edz seran obedientz aux mandamentz de messenhors los mage, sotzmage et juratz de ladeita ciutat; et no faran ny percasseran cause que sia contre lo ben, proffeyt ny utilitat de ladeita ciutat, ny contre los priuileges ny ben public d'aquera.

II. Item, que edz no bendran a tauerne aucuns bins qu'edz sapian estre prohibit; et, tant come y aura deu bin deu cru deus borgues, no bendran d'autre bin.

III. Item, que no feran tauerne en ladicte bille ny ciutat, sino que sia de bin de borgues o habitant d'aquera, despuys la festa de Sant-Miqueu d'aqui a la festa de Penthecoste, et de la festa de Penthecoste d'aqui a la feste de Sant-Miqueu, sino que sia bin de borgues.

IIII. Item, despuys que ung borgues o habitant de ladeita bille aura comensat sa tauerne, edz no comenseran autre tauerne sur luy que tres jorns no sian passatz.

V. Item, que edz furniran a las tauernes que seran de mesuraduy, mesures, brocs, caneras, canerons, sargue, joncade, herbe et de gens per treyra et mesurar lo bin, et lo cridar per la bille, et per recebre l'argent

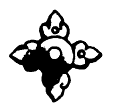
si aquet de cuy es lo bin oc requict, et rendran ad aquet de cuy sera lo bin tantz francs per tonet comme lo carton deu bin se bendra de deneys, totes despenses et auaries comptades et rebatudes, per ayssi que la baissera sia de gauye, et sia plena, et no age trop de ligues, et que lo tonet deu bin no demora a bendre plus hault de tres jorns. **N° CLXVIII.**

VI. Item, jureran que edz no diffameran ny mectran a deffrach lo bin deus borgues ny habitans de ladeita bille et ciutat; ains ajuderan ausdeits borgues et habitans a bendre et despachar lursdeits bins au melhor que far poyran.

VII. Item, prometran et jureran que no bendran aucuns bins que no sian bons et marchantz, et en aquetz no mescleran bins purritz ne rebulhitz.

VIII. Item, que edz no prendran ny demanderan aucun salary excessiu, mas se contenteran de salari rasonable, segond la taxe et ordenance de la bille; so es assauer : de bint soutz per tonet deu bin qui so bendra a bingt deneys lo carton, o d'aqui en sus; et de tot autre bin, qui se bendra de bingt deneys en jus lo carton, no prendran sino quinze soutz per tonet.

IX. Item, jureran que edz feran bona e leyau mesura, tant per lo bendador que per lo crompador; et, au surplus, en tot et per tot se gouuerneran ben e leyaument, comme bons tauerneys deben far au feyt de lur office.



N° CLXIX.

SERMENT DU PEUPLE DE BORDEAUX.

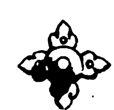
SOMMAIRE.

Le peuple jurera au maire de la ville : de lui être obéissant et fidèle, ainsi qu'au Roi; de venir en aide aux officiers de la ville pour la bonne administration de la justice; et de révéler tout ce qu'il pourrait apprendre de préjudiciable au Roi, au maire ou à la commune.

Forma juramenti quod facere tenetur populllus domino majori in sua nova receptione (1).

JURERA lo poble de la bille et de la commune de la present ciutat de Bordeu qu'edz seran bon e leyaus au Rey, nostre sobiran senhor, et obedientz aux comandamentz de mossenhor lo mager; son ben et honor guarderan, et son dampnatge euiteran a leur leyau poder; luy seran secorrens et ajudans, et aux autres officiers de la bille, a mantenir et administrar justice, quant mandatz o requeritz en seran; et, si bine a lor notice et conoyssence aucune cause qui fos o poscos redondar au prejudice deu Rey, nostre senhor, de mondeit senhor lo mage et de ladeita bille, edz lo reueleran, au plus breu que lor sera possible, a mondeit senhor lo mager o autres officiers de ladeita bille.

(1) Voyez les n^{os} CLV et CLVIII.



N° CLXX.

PRIVILÉGE DES BOURGEOIS DE BORDEAUX POUR LEURS VINS.

SOMMAIRE.

Les bourgeois de la ville ne sont pas tenus de payer le droit d'Yssac pour les vins provenant de leurs domaines.

Estraict du dernyer artigle des tavernes et Eysack (1).

ITEM, tout bourgeoys de la cyte est franc du droyt de l'Eysac, et non doyt rien payer, sy le vin qu'il vant en taverne est de ces propres vignez, ou de ces rantes ou agrieres; sur laquelle coustume de l'Eysac, lesdits vandeurs sont interroges moyenant serement, anpres que ledit vin est vandu.

(1) Voyez, quant aux priviléges des bourgeois par rapport à leurs vins, les nos XXXVII, XLIII, LIV, XVII, LXXXIV, XCIV, CIII et CVII; et quant aux droits sur les vins, les nos XL, XLI et LIV, IV.



N° CLXXI.

16 Juillet 1513.

ARRÊT INTERVENU ENTRE JEAN DE SAULT, SOUS-MAIRE DE BORDEAUX ET LE CHAPITRE DE SAINT-SEURIN.

SOMMAIRE.

Le parlement de Bordeaux déclare, à la requête de Jean de Sault, sous-maire de la ville, que le nommé Richard Behe sera reconduit dans la sauveté de Saint-Seurin, où il a été arrêté, et que, moyennant ce, le sous-maire sera renvoyé de la plainte portée contre lui par le Chapitre.

De plus, la Cour décide qu'à l'avenir le maire ou le sous-maire pourront arrêter les malfaiteurs dans la sauveté de Saint-Seurin, après en avoir simplement demandé l'autorisation au Chapitre ou à un de ses membres.

Extraict des Registres de Parlement (1).

SUR certaine [requeste?] baillee a la Court par Jehan de Sault, escuyer, seigneur de Gassac, soubzmaire de ceste ville de Bourdeaulx, par laquelle et pour les causes contenues en ycelle, il requeroit que le bon plaisir de ladicte court fust : ordonner ung nomme Richard Behe, dit Lalouete, et tambourn, par luy prins en la sauvete de Sainct-Seurin prez Bourdeaulx, en faisant les diligences de prendre certains autres personnaiges suspectionnez de la mort et homicide du feu trompete de ladicte ville, estre remys en ladicte sauvete; et, en ce faisant, le descherger envers les doyen, channoynes et chappitre dudit Sainct-Seurin, et mectre hors de proces :

Ycelle court, veue ladicte requeste, a ordonne et ordonne que ledict du Behe, dit Lalouete, tabourn, sera rendu et remis en la sauvete et franchise a Sainct-Seurin.

Et a ladicte court mis et mect ledit du Sault hors de proces qui est pendant en ladicte court entre lesdits doyen, chanoynes et chappitre, d'une part, et ledit de Gassac, d'autre, et sans despens, et pour cause;

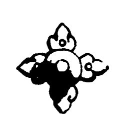
Et a ordonne et ordonne ladicte court que, quant il y aura aucuns mal-

(1) Voyez les nos CXII, IV, CXV et CXXIV.

faicteurs renduz en franchise dudit Sainct-Seurin, les maire et soubzmaire de la ville de Bourdeaulx les pourront aller prendre audit lieu et franchise de Sainct-Seurin, *ad fines remictendum,* en demandant congie ausdits doyen et channoynes, ou bien a quelcun d'eulx, et en leur reffus, si ne veullent permectre, pourront proceder a ladicte prinse et sans prejudice de leurs privileges et juridiction.

N° CLXXI.
16 Juillet 1513.

Dit aux parties, a Bourdeaulx en Parlement, le seziesme jour de juillet, l'an mil cinq cens et treze.



Nº CLXXII.

TABLE DES ACTES.

SOMMAIRE.

Cette table reproduit les rubriques de tous les actes qui se trouvent dans le *Livre des Bouillons* sous les nos I à CVIII, avec l'indication des folios du manuscrit.

(1) Le nº XI est omis; il se trouve au fº 18.

Littera super libertatem fortalitiorum in diversis partibus . . . xxvii.
Sequitur tractatus pacis inter reges, cum articulis substractis. xxviii.
Sacramentum regis Euddoardi super reformatione pacis. . . . .
Renunciatio ad guerras . . . . xxxiii.
Hic est liberatio comittatus de Guines facta regi Anglie. . . . . xxxiiii.
Excequtio fortalitiorum liberandorum in diversis partibus occasione pacis concordate . . . . xxxv.
Littera pro bannitis et adherentibus. . . . .
Renunciatio ad guerras. . . . . xxxvi.
Sequitur littera confiscationis bonorum rebellium . . . . xxxvii.

Ordinatio et restitutio balleuce facta ville per Euddoardum comprehendens ejus limites (rubrica) . . . . xlii.
Ordinatio facta per Euddoardum super aurifabris in prejudicium civitatis ad postulationem eorumdem. . . . .
Mandatum ut in Castro non vendantur vinum ad tabernam de Alta-Patria. . . . . xliii.
Scententia qualiter burgenses et burgensisse fuerunt remissi majori et juratis, et eorum cognitio pertinet ad eundem majorem.
Qualiter major et jurati et alii justitiarii tenentur, semel in anno, facere sacramentum coram populo, et econtra.. . . . . xliiii.
Libertas mercandisandi per totum ducatum Aquitanie concessa majori, juratis et burgensibus Burdegale, solvendo antiquas costumas. . . . .
Qualiter mercatores non tenentur solvere custumas in partibus regni Anglie, nisi semel duntaxat, si descenderin ad terram. . .
Mandatum generale ut mercatores Aquitanie possint blada extrahere de Anglia et adducere in ducatu, dum tamen cum inimicis non communicentur. . . . .
Quod nullus dissaisantur sine justa causa. . . . .
Mandatum officiariis ne lectos, animalia seu alias res recipiant a subditis contra eorum voluntatem. . . . . xlv.
Simile mandatum sicut precedens. . . . .
Littera de feriis sive nundinis ville Burdegale concessa per dominum regem nostrum. . . . .
Qualiter burgenses sunt quipti et liberi de omnibus custumis loci de Begle . . . . xlvi.

N° CLXXII.

Littera qualiter clericus, filius burgensis, potest vina de vineis suis liberaliter acostumare.

Littera confirmationis omnium privilegiorum.

Littera qualiter burgenses non tenentur solvere nisi unum gaugeatum. XLVII.

Littera de restitutione XIII. solidorum et quatuor denariorum.

Littera qualiter villa potest capere IIIIor solidos pro dolio vini descendenti seu venenti de loco rebelli.

De facto monetarum, quod sint ejusdem ponderis, et in toto ducatu currat eadem sicut in civitate Burdegale. XLVIII.

Privilegium qualiter clerici possunt libere acostumare, absque solvere quecumque.

Littera misse ville pro domino nostro Rege, super informatione balleuce, et de conquestione ville.

Privilegium quomodo habitatores Burdegale sunt quipti de omni malatolta et alia consuetudine de vinis et aliis mercandisis suis, per totam Girondam portandis, ac etiam in villa prefata. XLIX.

Littera qualiter burgenses sunt quipti de gaugeato vinorum suorum.

Littera qualiter officiarii Regis non tenemtur facere malum Portugalesiis

Compositio facta inter regem Anglie et mercatores vinetarios ducatus Aquitanie super libertatibus quas ipsi mercatores debent habere in regno Anglie. L.

Consuetudo privilegiata continens quod nullus potest testamentari nisi in tertia parte bonorum suorum, secundum quod fuit judicatum. LI.

La ordenacion que fet nostre senhor lo Rey de sous officiers.

Concessiones principis Gallorum facta tribus statibus Aquitanie apud Engolesme LII.

Privilegium antiquum de doliis semicirculatis, et ne fieret portus ab esterio Crebati usque ad castrum de Castellione. LIII.

Concessio ut vina crescentia in loco rebellico non ducantur apud Burdegalam citra festum nativitatis Domini.

Confirmatio plurium privilegiorum regis Euddoardi facta per regem Euddoardum. LV.

N° CLXXII.

Nº CLXXII. terna succedant eorum cognato in bonis paternis, et idem vice versa . . . . LVII.

Confirmatio compositionis facte inter Regem et vinetarios ducatus, plures articulos continens. . . . . LVIII.

Concessio (1) ut mercatores Burdegale bona in partibus Flandrie carcata per regnum Anglie discarcari et carcari valeant absque solutione costume. . . . . LX.

Statuta concernentia utilitatem mercatorum Burdegale. . . . . LX.

Ordinationes quod mercatores Anglie non portent alibi blada quam in civitate Burdegale, et quod de pecuniis provenientibus ex venditione bladi ement Burdegale alias mercandisas, pro portando apud regnum Anglie. . . . . LXI.

Quedam penalis inhibitio contra extorquentes novas impositiones a civibus Burdegale, dum per eorum districtus transeunt seu eorum bona transduci faciunt. . . . . LXI.

Mandatum de dando salvum conductum Britonibus victualia civitati Burdegale apportantibus. . . . . LXI.

Privilegium quod, per privilegia concessa, non intendit privilegiis alii civitati concessis [prejudicare?]. . . . . LXII.

Confirmatio generalis omnium privilegiorum et libertatum. . . LXII.

Confirmatio plurium libertatum mercatorum Acquitanie. . . . LXII.

Donatio ducatus Aquitanie facta duci Lancastrie. . . . . LXIII.

Declaratio voluntatis Regis super donatione suprascripta. . . . LXIII.

Exequutoria concessionis ducatus Aquitanie facta Johanni, duci Lancastrie. . . . . LXIIII.

Declaratoria ut ducatus utatur suis libertatibus, non obstante donatione duci Lancastrie facta. . . . . LXIIII.

Concessio civibus Burdegale facta ut, propter bona carcata in Flandriam transeuntia per regnum Anglie, [si] ibidem non vendantur, aliqualis impositio seu custuma non extorqueatur. . . . . LXV.

Remissio prise antique doliorum vini, nisi dumtaxat duorum doliorum de qualibet navi. . . . . LXIX.

Privilegium qualiter major et communia Burdegale non tenentur servire Regi extra Burdegale diocesim . . . . LXIX.

(1) Le nº LVI est omis; il se trouve au fº 59.

N° CLXXII.

N° CLXXII. Inhibitio conservatorum privilegiorum facta in contravenientes privilegia antedicta, cum copia in forma publica previlegii antedicti. . . . . LXXVII.

Qualiter officialis Burdegale potest absolvere et ecclesiastico tradere sepulture deffunctum auctoritate apostolica excommunicatum, cautionem percipiando de solvendo debita . . . . Exequutoria precedentis gratie.	LXVIII.
Quedam comissio super moderatione excessuum facta per officialem Burdegale, et super immoderata exactione decime. . . . . Privilegium contra filias maritatas, ut sua dote sint contente, et contra mulieres, ne, post mortem maritorum, aliquid accipiant de conquestis. . . . . Declaratio quedam quod quandocumque canonici, persone ecclesiastice, Burdegale commorantes, possint vina de propriis vineis seu redditibus vendere ad tabernam. . . . . Remotio clausule contente in quodam privilegio quod super creationem novorum juratorum non possent eligi generosi, seu se generosis repputantes	LXXIX.
Confirmatio generalis omnium privilegiorum, donationum, concessionum factarum hactenus aliquibus de tribus statibus. . . Concessio quod, propter adductionem magistri Guilelhmi Bonelli apud Angliam, non fiat prejudicium libertatibus et privilegiis civitatis. . . . . Reintegratio pocecionis antique facta majori et civitatis de recipiendo redditum vocatum Biam, ab hominibus de Corbiac . . Declaratio intentionis ducis quod, propter concessiones factas civitati Aquensi, non vult prejudicare libertatibus civitatis Burdegale.	LXXX.
Concessio quedam quod in certis paduentis possit edifficari per majorem et juratos in certa forma. . . . . Concessio quod, propter previlegia concessa vel concedenda, non derogetur privilegiis et libertatibus Burdegale.	LXXXI.
Hec est concessio, per biennium duratura, quod, inter duo dolia vini de patria rebellica, portetur unum dolium de frumento. . . . In hujusmodi patenti sunt quatuor concessiones : prima, quod villa ponat campsores; secunda, quod nullus faciat tabernam in	LXXXIII.

civitate nisi sit civis, exeptis certis; tertia, quitantia redditionis omnium compotorum in quibus major et jurati tenentur; quarta, quod privilegia concessa vel concedenda non derogetur privilegiis, libertatibus, usibus et consuetudinibus ac statutis civitatis. N° CLXXII.

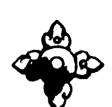
In hujusmodi patenti sunt quatuor concessiones : prima est quod nullus faciat incantum, nisi per incantorem civitatis; secundo, quod major et jurati habeant cognitionem mulierum communium; tertio, quod non fiat portus alicubi ab esterio Crebatz usque ad locum de Castellione; quarto, quod major et jurati possint infeudare omnia paduenta cum certo redditu annuatim Regi solvendo. . . . . LXXXIII.

Remissio omnium excessuum factorum per majorem, juratos, officiarios et conciliarios Burdegale contra magestatem regiam.

Exequutoria concessionis quod, inter duo dolia vini crescentis in loco rebellico, adducatur unum dolium de frumento . . . .

Exequutoria concessionis campsorum, tabernariorum, quitationis [a] redditione compotorum, et ulterius quod, propter privilegia concessa vel concedenda, non fiat derogatio previlegiis. . .

Exequutoria gratie inquantus, mulierum communium, inhibitionis portus, et paduentorum. . . . . LXXXIIII.



N° CLXXIII.

NOTES SUR QUELQUES ÉVÉNEMENTS REMARQUABLES.

SOMMAIRE.

Ces notes, écrites en temps différents, mentionnent les faits qui suivent :
Fortes gelées : décembre 1405 et janvier 1459. — Éclipse de soleil : 16 juin 1406. — Expédition malheureuse du duc d'Orléans en Guyenne : novembre 1406 à janvier 1407. — Expédition heureuse des Français contre les Anglais : août 1457.

ANNO Domini millesimo quadringentesimo quinto, en lo mes de decembre, dos jorns auant Nadau e quatre jorns apres, debaret per dauant Bordeu grantz geus e grans glas, en tant que rompen los cabbles a las naus, que conbinguo que las naus arribessan a terra en sec per forssa deu gran glas qui rompe los cabbles.

Item, aquet an medis, fo gelada uniuersa bineta per totas grauas e palus, que tonet de bin se bendo XLV. francx e XL.

.D.

E en apres, l'an mil quatre centz e seys, en lo mes de junh, a XVI. jorns deudeit mes, murit lo sorelh, en tant que fet una granda escurtat, que hom no conoysse de un deney, si era deney o mealha, tant pauc cum si era nuyt.

Item, aquet medis an, la bespra de Totz-Santz, lo duc d'Orlhens descendo en Guiayna, e bingo daban Blaya, e feren composicion, mas no l'aye; d'aqui en foras s'en anet daban Borc, e aqui estet d'aqui en jeney; d'ont se leuet a grant deshonor de sin e de tot lo reyaume de Franssa, e aquo, per las grans plugas que foren aquet an, tant que las gens d'armas muren de cors de bentre, e, per una scofida que firen los comunes de Bordeu ab las naus, que descofiren las naus deus Frances en Gironda.

Anno Domini millesimo quadringentesimo quinquagesimo septimo, en mois d'aoust furent les Francois ou royaume d'Angleterre, et pillerent l'isle de Faubech et de Senduch, esquelles habitoient les plus fors larrons

de tout ledit royaume; et gaignerent lesdits Francois plusieurs navyres et autres biens qu'on extime III^{c} M. escutz et plus, ou grand deshonneur desdits Anglois. **N° CLXXIII.**

Lilia francorum, rex Karole septime, regum
Sunt tua, cum regno, si qua est reverentia legum.

Anno Domini M^{o} cccc^{mo} quinquagesimo nono, en lo mes de geney, dabaret per dauant Bordeu grans geus e grans glas, en tant que conbingo que las naus arribessan a terra (1).

(1) Au verso du feuillet qui porte les notes précédentes, se trouvent des inscriptions qu'on lira dans l'*Appendice*.



APPENDICE

NOTES, SIGNATURES ET INSCRIPTIONS

MISES A DIVERSES ÉPOQUES

SUR QUELQUES FEUILLETS DU LIVRE DES BOUILLONS.

Intérieur de la couverture de dessus :

JOHAN DE LA TOUR-BLANCHE (1).

Lilia Francorum, rex Karole septime, regum
Sunt tua cum regno, si qua est reverentia legum.

Karolus, Francorum rex.



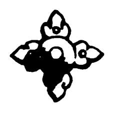
Recto du premier feuillet de garde :

Conoguda causa sia que cum Guiraud Miqueu, nostre conjurat de nostra ciutat de Bordeu, e Ramon Dorinha, aissi medis.....

(1) Nous imprimons en capitales les noms qui paraissent être des signatures, et dont quelques-uns sont répétés en divers endroits du manuscrit.



En tous debats, le juge aye sovenance
De n'anoncer sitost son ordonnance
Qu'il n'ayt so ______ lor estre departie
Pour entendre l'une et l'autre partie.



Recto du second feuillet de garde :

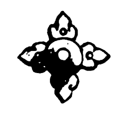
JEAN DE BELCIER, clerc de ville.

DUBOSCQ, clerc de ville, receu le 7^{e} febvrier 1654.

JEHAN DE PICHON, clerc de ville.

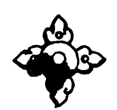
Me Jehan Darnal, advocat en la court de parlement de Bourdeaux, apres avoir exerce la charge et office de secretaire du Roy, maison et couronne de France, l'espace de dix ans, fut esleu jurat en l'an 1603, estant lieutenant du Roy en la province tres illustre, tres vertueux et tres debonaire seigneur monseigneur le mareschal d'Ornano; et, ayant ledit Darnal exerce ladicte jurade ses deux annees, fut pourveu de l'office de clerc ordinere de ceste ville, par la resignation de Me Richard de Pichon, qui avoit exerce ladicte charge cinquante trois ans; presta ledit Darnal le serment dudit office au moys de juillet 1604, et pendant sa jurade fut esleu l'ung des quatre advocats du conseil de la ville par la mort de feu Me Galopin. Ledit Darnal a escript, en son livre, la mort et aucunes choses memorables dudit feu seigneur mareschal.

Au moys d'avril 1613. DARNAL.



Folio 72, recto :

Nota (1) qu'ung fils de Roy a prie les maire et juratz lui bailler permission d'entrer a Bourdeaulx, pour prendre de cela que le gouvernement de ladicte ville appartient aux maire et juratz, et non a autre.

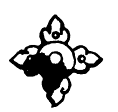


Folio 82, recto :

DE LARIVIERE, procureur et scindiq.

DELURBE, procureur et scindiq.

DECLAVEAU.
Maistre Mathurin Declaveau, escuier, advocat en la Cour, clerc secretaire ordinaire de l'hostel commun de la ville et citte de Bourdeaux, apres avoir exerce ledict office despuis decembre 1636 jusques en octobre 1653, fut pourveu par le Roy de l'office de conseiller et maistre d'hostel ordinaire de Sa Majeste, pour les bons et agreables services qu'il avet receu dudict sieur Declaveau



Folio 153, verso :

Francia Francorum olim erat nobiliorum;
Jam perdit florem, leopardus capit honorem.

E converso :

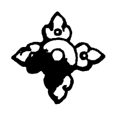
Anglia Anglicorum olim erat nobiliorum;
Jam perdit honorem, flos regnat superiorem.

(1) Cette note a trait au nº LXXXII (p. 257).

Omnis homo dominum debet amare suum, pariterque magistrum. Vinum bonum primum ponit super mensam domini sui, est.... Anime omnium fidelium deffunctorum...

Anime omnium fidelium defunctorum ab omni vinculo delictorum.

D'ESPERT.



Folio 154, verso :

Quomodo fiet istud, quoniam virum non cognosco? respondit angelo.

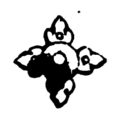
Item, pro excessu, violentiis et injuriis factis gentibus, officialibus et ministris domini Regis et familiis eorum, cognitio et punitio pertinet ad dominum Regem, senescallum ejus, vel ad illum qui major erit in castro Burdegale; ita tamen quod, si excedens vel comitens sit burgensis vel civis Burdegale, mayor, pendente causa coram predictis, habebit custodiam delinquentis, et adducet ad Castrum et reducet, causa pendente, donec judicium sit contra ipsum latum, vel pro ipso; et judicium et executio fiet per gentes domini Regis. Sed, si comitentes vel excedentes sint extranei, cognitio et punitio immediate pertinet ad dominum Regem et gentes suas.

In libro de a castri *(sic)* Burdegale continetur :

« Si civis Burdegale vina extra balleucam ubicumque emerit, qui non sint de vineis civium Burdegale, et illa suo periculo venire seu apportare fecerit, si illa vendiderit et onerentur, vel ipse burgensis oneret illa, solvet custumam tantum, et erit quitus de Eyssaco propter libertatem ville; etiam, si illa ad tabernam Burdegale vendiderit, erit quitus de Eyssaco.

JACQUES-ANDRE BLANC, esleu procureur scyndicq le 7 janvier 1640.

157 feuillets, tant blanc que escript.



Intérieur de la couverture de dessous :

Dorde Torisson, tresorier et receveur general des deniers communs de la ville et citte de Bourdeaux, receu en ladicte charge le unziesme aoust mil v^{c} IIII^{xx} neuf.

Jean-Guy de Voisin et Philip de Minvyelle, esleus jurats le premier d'aoust mil six cens saixante.

ESTIENNE DU BURG, jurat.

BERARD, neveu et filheul de Estyenne du Burcq, esleu jurat le premier d'aoust 1603.

ESTIENNE BERARD, beau-frere dudict Estienne du Burg et pere dudict Estienne Berard, esleu jurat l'an mil cinq cens quatre vingtz.

Me Martial Thibault, jurat l'an 1593 et 94.

Bistors deu hunanie : Bertrand Arnaud, Berthomiu Delianes, cordeyt, Gaudes, Johan Amaniu, Masse Dissan.

L. LAMOURE.

DUVIGNAU.

DE LAMBERT, jurat 1557.

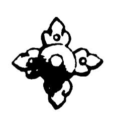
DEGOURZE, le 15 novembre 1670.

LAVIE.

Richard Destivalz, notere de la maison commune de Bourdeaulx.

Richard Destivalz, notere et greffier des informations de la maison commune dudict Bourdeaulx, receu en la charge en l'an mil v^{c} IIII^{xx}, par le deces de feu Me Leonard Destivalz, son pere, qui fut receu audict office l'an mil v^{c} quarante trois; et avoit ledict Me Leonard eu le mesme office par la resignation de feu Me Pierre Castagnet, son beau-pere, en l'an mil cinq cens trente huict, estant esdict office ———— maison soixante ans ———— de M^{e} ———— 1508, jour de mardi gras ———— Destivalz; trente-neuf au XVI.. novembre 1597.

DESTIVALZ.



INDEX

Les chiffres indiquent les numéros des pages : ceux en caractères romains renvoient au texte ; ceux en caractères italiques renvoient aux notes.

A

B

C

E

F

G

H

I

M

O

P

Q

R

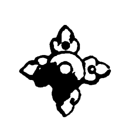
S

T

U

V

W



ADDITIONS ET CORRECTIONS

Page v, ligne 27 : *Ajoutez :* On trouve un second inventaire dans un manuscrit très intéressant, qui existe aux Archives municipales de Bordeaux, et où plusieurs clercs de ville ont inséré des notes relatives à leurs fonctions; cet inventaire, qui se voit aux folios 80 à 89, est intitulé : *Inventaire des pièces qui sont dans le tresor de la Maison commune de la presente ville et cité de Bourdeaulx, faict le sixiesme jour d'aoust, l'an mil cinq cens soixante, par nous Jehan de Saincte-Marie, Guillaume Martin et Richard de Pichon, jurat, procureur et clerc de ladicte ville, et commissaires deputez en ceste partie par messieurs les maire et autres juratz de ladicte ville auquel faire.*

Page IX, ligne 10 : D'après M. Ernest Gaullieur (qui vient de remplacer M. Detcheverry aux Archives de la ville), l'écrivain auquel les jurats confièrent l'exécution d'un répertoire de leurs registres, était un nommé Allien, commis aux Archives.

Page XIII, ligne 2 : *Ajoutez* : On trouve de curieux détails sur ce que contenaient les Archives municipales de Bordeaux, vers la fin du XVIIIe siècle, dans un travail manuscrit et incomplet, qui est intitulé : *Inventaire général des titres, contrats, mémoires, procédures, notes, lettres et renseignements concernans les droits, priviléges et biens de la ville de Bordeaux, remis par les héritiers de M. Pardon-Trouvé, écuyer, député et chargé des affaires de ladite ville de Bordeaux, à M. Jean-Baptiste Servat, avocat au Parlement, conseiller du Roy, lieutenant de robbe longue des chasses de la varenne du Louvre et député et chargé des affaires de ladite ville de Bordeaux, nommé à cette qualité par délibération du bureau de ladite ville, du 11 août 1780;* ce travail est conservé aux Archives.

Page XV, ligne 3 : eut, *lisez :* eût.
— 9, — 14 : consilium ut superius est, in prima; *lisez :* consilium, ut superius est in prima.
— 15, — 24 : roi de France, *lisez :* pair de France.
— 16, — 19 : affirmitatem; *lisez :* affirmitatem [affinitatem].
— 25, — 21 et 22 : salutem. — Et habere memoriam rei geste, virtutum....; *lisez :* .... salutem, et habere memoriam rei geste. — Virtutum....
— 29, — 23 : n°s 7, 16 et 24; *lisez :* 6, 7 et 24.
— 122, — 32 : *ajoutez :* les dispositions de l'ordonnance du 6 avril 1354 sont reproduites presque mot pour mot dans les lettres de Charles VII, du 23 juin 1451. (*Ordonnances du Louvre,* t. XIV, p. 145.)
— 136, à la manchette : 29 septembre 1370; *lisez :* 29 septembre 1270.
— 147, ligne 17 : par eve; *lisez :* par eue [eau].

Page 186, ligne 7 : Exequutio; lisez : Exequutoria.
— 213, — 21 : [facialis]; *lisez :* [faciatis].
— 267, — 3 : paier a nostre seigneur; *lisez :* parler à nostre seigneur.
— 293, — 14 : le sire lde Castellon, e; *lisez :* le sire de Castellon, le.
— 321, — 5 : 18 mai 1335; *lisez :* 18 mai 1316.
— 335, — 28 : Wilhelmo; *lisez :* Waltero.
— 440, à la manchette : 18 juillet 1379; *lisez :* 22 juillet 1379.
— 440, ligne 3 : 12 juillet 1379; *lisez :* 18 juillet 1379.
— 441, 442, 443 et 444, à la manchette : 18 juillet 1379; *lisez :* 22 juillet 1379.
— 444, ligne 10 : Giulhem Auguier; *lisez :* Guilhem Auguier.
— 445, à la manchette : 18 juillet 1379; *lisez :* 22 juillet 1379.
— 473, ligne 29 : comte de La Marche; *lisez* : comte de Lamarque.
— 477, — 31 : cumdomina; *lisez* : cum domina.
— 480, — 32 : predicte ibant; *lisez* : pedites ibant.
— 481, — 19 : relictae; *lisez* : relicta.
— 491, — 30 : dic imusquod, *lisez* : dicimus quod.
— 495, — 4 : Jean de Lesparre; *lisez* : Florimond de Lesparre.
— 504 et 505, ligne 3 : Le lendemain de la proclamation; *lisez :* le premier jour de jurade après la proclamation.
— 506, ligne 3 : le lendemain de leur proclamation; *lisez :* le premier jour de jurade après leur proclamation.
— 516, — 4 : des cordages, des viandes et des paux; *lisez :* des cordages, des pierres et des paux.
— 541, — 35 : vous les evesques de Magalone et de Alech; *lisez :* vous, les evesques de Magalonne et de Aleth.

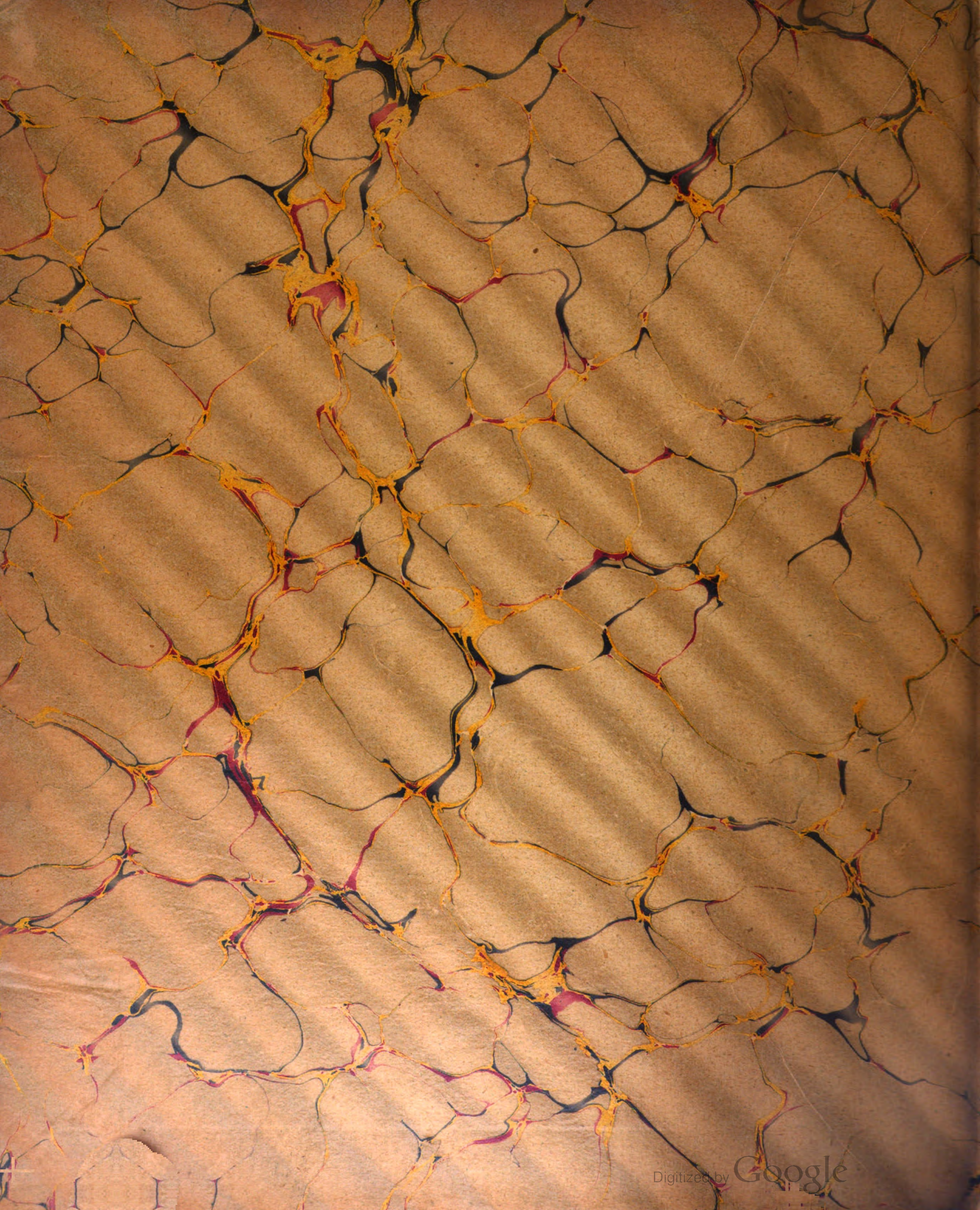
Complétons ici les renseignements donnés dans nos notes sur ceux des actes du *Livre des Bouillons* qui sont reproduits dans d'autres manuscrits des Archives municipales de Bordeaux. — On trouve :

1° Dans le *Livre des Coutumes*, les nos VII (fo 295), XXIV (fo 297), XXXIII (fo 286), XXXVI (fo 304), XXXVII (fo 295), XLIX (fo 291), LIV, IV (fo 302), LXXII (fo 287), LXXIV (fo 289), XCII (fo 261), XCIII (fo 288), CXVII (fo 169), CXXXIX (fo 214), CLIX (fo 179);

2° Dans le *Livre des Privilèges*, les nos VII (p. 2), CLXVI (p. 69);

3° Dans le *Cartulaire de Baurein*, les nos XXIV (fo 63), XXXIII (fo 62), XXXVI (fo 65), XXXVII (fo 63), XLIX (fo 63), LIV, IV (fo 65), LIV, VI (fo 74), LXXII (fo 62), LXXIV (fo 63), LXXXVII (fo 70), LXXXVIII (fo 70), XC (fo 71), XCI (fo 71), XCII (fo 55), XCIII (fo 62), CXVII (fo 39), CXXXIX (fo 46), CLIX (fo 41), CLXVI (fo 72).






LAW LIBRARY
University of Michigan
3 5112 105 341 160